

Chambre de commerce et d'industrie de Paris

**Administration générale, activités et fonctionnement.
(1498-1988, principalement 1801-1988)**

2ETP/1/1 à 2ETP/10/9

Répertoire numérique par Olivier COTTAREL,
sous la direction de J.L. GLÉNISSON, Archiviste en chef
(Archives de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris)

1996

*Délai de communicabilité : immédiat,
à l'exception des dossiers relatifs aux membres et au personnel (50 ans à compter de la clôture du
dossier)*

**ARCHIVES DE LA CHAMBRE DE COMMERCE
ET
D'INDUSTRIE DE PARIS**

Répertoire numérique des séries anciennes

(archives collectées de 1803 à 1986)

par Olivier Cottarel

**sous la direction de J.-L. Glénisson
Archiviste en chef**



CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS
PARIS HAUTS DE SEINE SEINE-SAINT-DENIS VAL DE MARNE
DIRECTION DE L'INFORMATION ÉCONOMIQUE

PRÉFACE

“ Établir l’ordre dans les archives ” : voici ce que stipulait entre autres le premier règlement intérieur de la Chambre de commerce et d’industrie de Paris, adopté en assemblée générale en avril 1803. Le présent ouvrage constitue fort justement la mise en application des préceptes de nos illustres prédécesseurs, puisqu’il présente aux curieux et aux chercheurs l’ensemble des archives de la CCIP réunies, classées et conservées depuis 1803 jusqu’en 1986. Si volumineux qu’il soit, il ne recense pourtant qu’une partie de notre riche patrimoine documentaire.

La publication d’un tel répertoire est un moyen essentiel pour favoriser les recherches sur notre passé bientôt bicentenaire, qui sont encore trop peu nombreuses. L’action de la Chambre de commerce et d’industrie de Paris s’appuie en effet sur une longue expérience dans les domaines les plus divers : conseil auprès des pouvoirs publics, enseignement commercial et technique, gestion de multiples infrastructures d’intérêt général au service du commerce et de l’industrie. Or l’étude historique des différents aspects de nos activités permettra d’éclairer et mieux cerner le rôle qu’a joué notre institution et la place qu’elle a occupée vis-à-vis de ses partenaires économiques et sociaux depuis le début du XIX^e siècle.

Il importe en effet que nous-mêmes ayons conscience de nos traditions afin de mieux accompagner notre évolution future, tout en contribuant, grâce à nos fonds d’archives, à la connaissance historique.

Hubert FLAHAULT
Président de la Chambre de
Commerce et d’Industrie de Paris

SOMMAIRE

<i>Introduction</i>	VII
<i>Repères chronologiques</i>	XXIII
<i>État général des fonds</i>	XXIX
<i>Indications bibliographiques</i>	XXXIX
<i>Sources complémentaires</i>	XLIII
<i>2ETP/1 Représentation commerciale et professionnelle</i>	2
<i>2ETP/2 Organisation commerciale et industrielle</i>	151
<i>2ETP/3 Législation</i>	191
<i>2ETP/4 Transports, voies et moyens de communication</i>	249
<i>2ETP/5 Questions politiques, militaires et sociales</i>	277
<i>2ETP/6 Production et commerce</i>	289
<i>2ETP/7 Questions locales</i>	337
<i>2ETP/8 Outre-mer</i>	384
<i>2ETP/9 Archives de l'Assemblée des présidents des chambres de commerce</i>	387
<i>2ETP/10 Archives antérieures à la création de Chambre de commerce de Paris</i>	426
<i>Compléments</i>	433
<i>Annexes</i>	444
<i>Index</i>	479
<i>Table des matières</i>	508

INTRODUCTION

L'objet de ce répertoire est de présenter les archives de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris (C.C.I.P.) collectées de 1803 à 1986, appelées "séries anciennes". En introduction au répertoire, il a semblé utile d'offrir au chercheur quelques repères sur l'institution consulaire en général et la C.C.I.P. Suivent un historique du service des Archives de la C.C.I.P. et une présentation des fonds ici répertoriés.

L'INSTITUTION CONSULAIRE

Par arrêté du 3 nivôse an XI (24 décembre 1802), le Premier Consul, sur les conseils de son ministre de l'Intérieur Chaptal, rétablit ou instaura des chambres de commerce dans les principales villes de France dans le but de recueillir l'avis des négociants et des manufacturiers sur toutes les questions touchant à l'économie nationale.

Dans le courant du XIX^e siècle, divers lois et décrets ont précisé les compétences des chambres de commerce, mais leur organisation et leurs attributions ont été principalement réglées par la loi du 9 avril 1898, qui leur a notamment conféré le statut d'établissement public. Assemblées élues par les commerçants et les industriels de leur circonscription, les chambres de commerce représentent les intérêts généraux de ceux-ci et expriment des avis sur toutes les questions intéressant l'économie, à la demande des pouvoirs publics ou de leur propre initiative. Elles se distinguent donc nettement des tribunaux de commerce, avec lesquels elles entretiennent des relations institutionnelles, et des bourses de commerce, dont elles se sont généralement vu confier la gestion.

Elles exercent en outre des missions d'intérêt public en gérant des établissements d'enseignement technique ou commercial et des équipements favorisant les intérêts généraux de l'économie : ports, aéroports, magasins généraux et entrepôts, parcs d'expositions, palais des congrès, etc. Ces multiples actions sont financées par une imposition additionnelle au principal de la taxe professionnelle ainsi que par des ressources propres, des emprunts et des subventions.

Chaque chambre de commerce est dirigée par un président, responsable exécutif assisté par le bureau, qui regroupe les vice-présidents. L'assemblée générale vote le budget, approuve les comptes, délibère sur les affaires dont la saisit le bureau et adopte des rapports exprimant les prises de position de la Chambre. Les commissions préparent les avis, contrôlent la gestion des services ou traitent certaines questions spécifiques.

Devenues chambres de commerce et d'industrie par décret du 19 mai 1960, elles sont actuellement au nombre de 161 (D.O.M.-T.O.M. compris) ; leur action est coordonnée par 21 chambres régionales de commerce et d'industrie, créées en 1964.

Sur le plan national, les chambres de commerce s'étaient efforcées d'harmoniser leurs points de vue en créant, en 1899, l'Assemblée des présidents de chambres de commerce de France, association *de facto* dont le secrétariat et, pour une large part, la direction furent pris en charge par la Chambre de commerce de Paris ⁽¹⁾. En 1964, cet organisme a fait place à l'Assemblée permanente des chambres de commerce et d'industrie (A.P.C.C.I.), établissement public chargé de coordonner les actions et les prises de position des chambres de commerce et d'industrie, devenue en 1990 l'Assemblée des chambres françaises de commerce et d'industrie (A.C.F.C.I.).

LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

La Chambre de commerce de Paris a été créée par l'arrêté du 6 ventôse an XI (25 février 1803).

Sous l'Ancien Régime, les Six-Corps des Marchands de Paris avaient partiellement tenu lieu de chambre de commerce et s'étaient à plusieurs reprises considérés comme tels, bien que le pouvoir royal ne leur eût jamais octroyé cette qualité. En réalité, la Chambre de commerce de Paris succédait au Conseil de commerce, arts et manufactures de la Seine, organe consultatif créé par arrêté du 6 prairial an IX (26 mai 1801) et placé auprès du préfet ⁽²⁾.

Couvrant à l'origine le département de la Seine, la circonscription de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris comprend depuis le décret du 30 juillet 1966 les départements de Paris, des Hauts-de-Seine, de Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne.

Le poids économique, démographique et politique de sa circonscription a conféré à la Chambre de commerce de Paris une audience particulière auprès des pouvoirs publics et une place exceptionnelle parmi les chambres de commerce françaises. Créant dès 1863 l'École commerciale, gérant la Bourse de commerce à partir de 1889, prenant la direction de la foire de Paris en 1916, fondant le Palais des congrès en 1967, pour ne citer que certaines étapes de son développement ⁽³⁾, la Chambre de commerce et d'industrie de Paris compte aujourd'hui près de 4 000 collaborateurs, répartis en quinze directions centrales, 32 écoles, 7 services industriels et commerciaux et 14 filiales.

Au fur et à mesure de l'accroissement des missions de la Chambre, et notamment à l'occasion de la réorganisation de son assise territoriale, le nombre des élus a augmenté : de quinze en 1803, il a été successivement porté à vingt et un en 1853, trente-six en 1889, quarante en 1908, quarante-huit en 1938, puis soixante-quatre en 1967. La périodicité des élections s'est allongée, passant de un an à deux ans en 1853, puis à trois ans en 1967.

(1) Les archives de cette assemblée sont d'ailleurs conservées par la Chambre de commerce et d'industrie de Paris. Elles forment la série IX.

(2) Les archives de ce conseil ont été conservées par la Chambre de commerce et d'industrie de Paris et ont été intégrées à la série X.

(3) Sur les principaux événements de l'histoire de la C.C.I.P., on pourra se reporter aux repères chronologiques à la suite de cette introduction.

Initialement hébergée à la préfecture (alors située à l'Hôtel de ville), la Chambre de commerce de Paris s'installa au palais de la Bourse en 1825. En 1853, elle emménagea dans l'ancien hôtel des commissaires-priseurs, place de la Bourse. Après avoir envisagé d'agrandir ou de reconstruire cet immeuble, elle transféra son siège dans l'ancien hôtel Potocki, avenue de Friedland, en octobre 1927.

HISTORIQUE DU SERVICE DES ARCHIVES

Longtemps considérées comme archives privées ou "semi-publiques", les archives des chambres de commerce et d'industrie ont vu leur statut d'archives publiques clairement établi par la loi du 3 janvier 1979 sur les archives. En 1982, bénéficiant des dispositions prévues par cette même loi, la Chambre de commerce et d'industrie de Paris a obtenu l'accord de la Direction des Archives de France pour continuer à conserver elle-même ses archives ⁽¹⁾.

En fait depuis sa création, la compagnie consulaire parisienne s'est préoccupée de la gestion et de la conservation de ses archives. Le premier règlement intérieur adopté le 2 floréal an XI (22 avril 1803), deux mois après la création de la Chambre, stipulait en effet : Titre II, article 3 : "[Le chef des bureaux du secrétariat] est chargé d'établir l'ordre dans les archives" ; Titre III, article 1 : "La Chambre a une salle pour ses archives, le chef du secrétariat est chargé d'y maintenir l'ordre. Toutes les pièces et mémoires qui y seront déposés, seront renfermés dans des cartons qui porteront des numéros correspondant à un registre qui indiquera les pièces contenues dans chaque carton".

(1) Lettre du directeur général des Archives de France au président de l'Assemblée permanente des chambres de commerce et d'industrie en date du 13 mars 1982 concernant 88 C.C.I. et C.R.C.I.

Sur les archives des C.C.I., on pourra consulter l'enquête déjà ancienne de F. Reynaud et G. Vinay : *Les archives des chambres de commerce en France*, dans *La gazette des archives*, n° 56 (1^{er} trimestre 1967), p. 27-42. Quelques C.C.I. ont organisé un service d'archives, d'autres déposent aux archives départementales. Afin de faciliter et de normaliser la gestion des archives des C.C.I., l'Assemblée permanente a proposé le 15 avril 1969 un plan de classement général : F. Rebuffat, *Les archives consulaires, notions de base et plan-cadre de classement* dans *La gazette des archives*, n° 66 (3^e trimestre 1969), p. 179-187. Un nouveau plan de classement a été établi depuis : Dominique Suriano et Marcel Courdurié, *Observations préliminaires au règlement des archives des chambres de commerce et d'industrie. T. I Les chambres de commerce et d'industrie et les obligations découlant des dispositions de la loi sur les archives du 3 janvier 1979. T. II Les documents... Répertoire systématique avec l'indication des durées de conservation. T. III Index des mots-clés*, Paris, 1982, 3 vol.

Les archives furent donc placées à l'origine sous la responsabilité directe du chef, puis du directeur du secrétariat. Cette attribution est traditionnelle dans les chambres de commerce : l'actuelle Association des directeurs généraux des chambres de commerce et d'industrie et des chambres régionales de commerce et d'industrie fut fondée en septembre 1911 sous le nom d'Association amicale des secrétaires et secrétaires-archivistes des chambres de commerce. Sous les secrétariats de Charles Brunet ⁽¹⁾ (1803-1839), puis d'Édouard Bertera ⁽²⁾ (1839-1852), les archives ne font l'objet d'aucune mention particulière.

Toutefois, en 1839, Claude Cottenet, commis expéditionnaire depuis 1803, est nommé commis-archiviste. En 1848, son fils, Émile Cottenet ⁽³⁾ lui succède avec le titre de commis-expéditionnaire-archiviste. En 1852, le nouveau chef du secrétariat, Adolphe Blaise ⁽⁴⁾ est installé avec le titre de secrétaire-archiviste. Louis Leclerc ⁽⁵⁾ lui succède la même année, cette fois comme chef du secrétariat-bibliothécaire-archiviste. Émile Cottenet le remplace en 1854 avec le titre de secrétaire-archiviste, la bibliothèque constituant dès lors un service indépendant.

(1) Brunet *Charles* François Claude Quentin (Besançon/Doubs 4 novembre 1768 - † Paris 6^e ancien 11 mars 1841) chef du secrétariat de la Chambre de commerce de Paris (1803-1839), parallèlement commissaire de la comptabilité de l'Octroi puis directeur de la caisse de Poissy à la préfecture de la Seine. Son fils Charles Marie Wladimir Brunet de Presle (1809-1875), helléniste, membre de l'Institut, chevalier de la Légion d'honneur, fut bibliothécaire de la Chambre de commerce de Paris de 1829 à 1839.

(2) Bertera *Philippe Édouard* (Saint-Quentin/Aisne 1795 - † Paris 1^{er} ancien 27 décembre 1858) avocat, chef du secrétariat de la Chambre de commerce de Paris (1839-1852).

(3) Cottenet *Émile* (Paris 7^e ancien 17 août 1828 - † Paris 2^e 13 mars 1881) bachelier ès lettres, commis-expéditionnaire et archiviste de la Chambre de commerce de Paris (1848), chef du secrétariat-archiviste (1854). Mort en exercice. Chevalier de la Légion d'honneur.

(4) Blaise (dit Blaise des Vosges) *Adolphe* Gustave (Paris 3^e ancien 17 juin 1811 - † Paris 9^e 21 mai 1886). Économiste, employé de la préfecture de la Seine (1830-1846), secrétaire général de la préfecture de la Seine-Inférieure (1848-1849), chef du secrétariat du jury central de l'exposition de 1849, secrétaire-archiviste de la Chambre de commerce de Paris (1852), secrétaire du jury international de l'exposition de 1855. Collaborateur du *Journal des économistes* depuis sa fondation en 1840, membre fondateur (1842) puis vice-président honoraire (1881) de la Société d'économie politique. Chevalier de la Légion d'honneur.

(5) Leclerc *Louis* Charles Polyeucte (Paris 4^e ancien 8 avril 1799 - † Paris 2^e ancien 20 janvier 1854). Économiste, professeur à l'École supérieure de commerce, membre du jury central et membre-adjoint du jury international de l'exposition de Londres (1851). Chef du secrétariat-bibliothécaire-archiviste de la Chambre de commerce de Paris (1852). Mort en exercice.

En 1881, Alfred Fleury ⁽¹⁾ devient directeur du secrétariat. La mention "archiviste" disparaît mais les attributions restent inchangées. En 1898, Paul Lacroix ⁽²⁾ devient directeur. Les services sont réorganisés et les archives placées sous la responsabilité du chef du service de la correspondance, Granier. L'incendie de la nuit du 13 mai 1899, qui détruit la quasi-totalité de la bibliothèque, épargne fort heureusement les archives. Dans sa séance du 14 juin 1899, l'assemblée générale décide toutefois de faire établir une copie des registres manuscrits des procès-verbaux de 1803 à 1881 destinée à être déposée par sécurité au Comptoir d'escompte.

En 1901, le "Casier parlementaire" est créé. Ce service original, alors rattaché aux Archives, est chargé de la constitution de dossiers réunissant documents parlementaires et textes législatifs susceptibles d'être utilisés pour les travaux de la Chambre. Devenu Archives puis Documentation législative et parlementaire, il sera séparé en 1975 du service des Archives pour être rattaché au Centre de documentation économique ⁽³⁾. En 1924, Paul Lacroix réorganise le secrétariat. Paul Vilnet ⁽⁴⁾ est nommé chef du secrétariat. Les archives et le casier parlementaire sont rattachés au service de la bibliothèque.

(1) Fleury Anatole *Alfred* (Paris 3^e ancien 16 mars 1829 - † Paris 8^e 16 mars 1912), licencié en droit, avocat, secrétaire de la sous-préfecture de Dieppe en 1854, chef de cabinet (1856), conseiller (1859) puis secrétaire général (1861) de la préfecture de l'Eure, sous-préfet à Nyons (1863) puis à Coulommiers (1866), démissionnaire en septembre 1870. Directeur-adjoint de la Manutention de la douane le 9 mars 1881 puis directeur du secrétariat de la Chambre de commerce de Paris le 23 mars 1881. Démissionnaire le 12 avril 1898. Secrétaire général de la Société d'encouragement pour le commerce français d'exportation de 1884 à 1907. Chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'Instruction publique.

(2) Lacroix *Paul* Julien Célestin (Bletterans/Jura 24 août 1866 - † Paris 6^e 11 décembre 1939), licencié en droit, avocat, bibliothécaire de la Société de législation comparée, entré à la Chambre en 1893 comme bibliothécaire, nommé directeur du secrétariat le 12 avril 1898, directeur général des services en 1922, démissionnaire le 31 janvier 1932. Président de l'Association des secrétaires des chambres de commerce de France, de sa fondation en 1912 à 1932. Chevalier de la Légion d'honneur.

(3) En 1995, les dossiers antérieurs à 1945 ont fait l'objet d'un versement au service des Archives (168 W, 90 m.l.).

(4) Vilnet *Paul* Jules Ernest (Saint-Julien-les-Villas/Aube 12 janvier 1875 - † Paris 7^e 10 février 1950). Archiviste-paléographe, bibliothécaire de la Chambre de commerce de Paris (1899), attaché au secrétariat (1905), chef (1924) puis directeur (1930) du secrétariat, directeur général des services (1932). Démissionnaire le 1^{er} juillet 1945. Président de l'Association des secrétaires des chambres de commerce de France (1932-1945). Chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'Instruction publique.

La bibliothèque est alors dirigée depuis 1908 par Victor-Marie Philbert ⁽¹⁾, auquel succède en 1940 Henriot Marty ⁽²⁾, puis le 1^{er} mars 1963 Jean Laurent. Le 1^{er} mars 1976 est créée la Direction de l'information économique et des relations communautaires (D.I.E.R.C.) à laquelle sont intégrées la bibliothèque et les archives, sous la direction de Dominique Bagge. Lors du départ à la retraite de ce dernier, la D.I.E.R.C. devient, le 1^{er} juillet 1983, la Direction de l'information économique (D.I.E.), dirigée par Michel-Antoine Leblanc puis par Gérard Falco depuis le 1^{er} février 1987.

Lors du rattachement du service des Archives à la bibliothèque, le premier poste d'archiviste qu'ait jamais connu la Chambre de commerce de Paris est créé. Henriot Marty en est le premier titulaire avec le titre de 1^{er} archiviste-adjoint. En 1926, il se voit adjoindre Joseph Antoine Durbec ⁽³⁾ comme 2^e archiviste-adjoint. En 1927, le service s'installe dans les locaux spécialement aménagés à son intention au sous-sol et au dernier étage du nouveau siège de la Chambre, 27 avenue de Friedland.

À partir de 1930, Henriot Marty est appelé à seconder Victor Marie Philbert à la tête du service de la bibliothèque et des archives comme bibliothécaire-archiviste. Dès lors, Joseph Antoine Durbec assume seul la responsabilité des archives. Il entreprend alors le reclassement et l'indexation des archives, oeuvre de longue haleine qu'il n'achèvera qu'en 1959.

(1) Philbert *Victor-Marie* Georges Étienne Clément (1874-1944), docteur en droit. Entré en octobre 1898 à la Chambre de commerce de Paris comme attaché au secrétariat, nommé en 1908 chef du service de la bibliothèque avec le titre de bibliothécaire puis en 1924 de bibliothécaire-archiviste, enfin chef du service de la bibliothèque et des archives, il prit à partir de 1932 une part active aux travaux de l'Union française des organismes de documentation (U.F.O.D.). Après son départ à la retraite en 1940, il fut encore secrétaire de rédaction de *La gazette du Palais* et professeur à l'École du notariat. Il était officier de l'Instruction publique depuis 1931.

(2) Marty *Henriot* Marie Achille (Bourges/Cher 1^{er} septembre 1890 - † Paris 5^e 21 mars 1972), licencié ès lettres, titulaire d'un diplôme d'études supérieures d'allemand. Officier d'infanterie pendant la première guerre mondiale, il fut attaché à la section d'information de l'état-major de la commission interalliée du contrôle à Berlin de 1919 à 1924. Entré à la Chambre de commerce de Paris en 1924 comme 1^{er} archiviste-adjoint, bibliothécaire-archiviste en 1930, il devint chef du service de la bibliothèque et des archives en 1940. Membre du comité directeur de l'Union française des organismes de documentation (U.F.O.D.) dont il présida le groupe des techniciens de la documentation, il fut aussi secrétaire du groupe bibliothèque-documentation au sein de l'Association des bibliothécaires français (A.B.F.). Il partit à la retraite le 1^{er} mars 1963. Il était chevalier de la Légion d'honneur, titulaire de la croix de guerre 1914-1918 et chevalier de l'ordre du mérite commercial et industriel.

(3) Durbec *Joseph Antoine* (Biot/Alpes-Maritimes 30 mars 1899 - † Biot/Alpes-Maritimes 18 octobre 1987), secrétaire à la sous-préfecture de Grasse de 1916 à 1918, puis archiviste-traducteur à la section d'information de la commission interalliée de contrôle du désarmement de l'Allemagne à Berlin de 1919 à 1926. Entré à la Chambre de commerce de Paris en 1926 comme 2^e archiviste-adjoint, archiviste depuis 1940, il prit sa retraite en 1962. Membre de l'Institut historique de Provence, de la Société scientifique et littéraire de Cannes et de la Société Fragonard (Grasse) ; correspondant de l'Académie Nissard. Auteur de nombreux travaux historiques et archéologiques. Officier d'académie en 1947, officier de l'Instruction publique en 1956, chevalier des Arts et des Lettres en 1971, il était titulaire de la croix de guerre 1939-1945.

En juin 1940, lors de l'exode, les archives de la XV^e région économique (actuelle C.R.C.I. de Paris) sont détruites par un bombardement près de Gien. Les archives de la Chambre, restées au siège, seront quant à elles épargnées. En 1955, une campagne de microfilmage des procès-verbaux et des registres de correspondance est lancée.

Archiviste depuis 1940, lors de la nomination d'Henriot Marty à la tête du service de la bibliothèque et des archives, Joseph Antoine Durbec part à la retraite le 1^{er} janvier 1962. Il est remplacé par son adjointe Marie Deman ⁽¹⁾, nommée archiviste en chef le 1^{er} janvier 1968. À partir de 1963, le service se voit privé d'une partie de ses locaux afin de permettre l'aménagement du restaurant du personnel. D'importantes séries d'archives sont alors détruites, pour tout ou partie : colonies, pays étrangers, foires et expositions, omnibus et tramways, droits de douane, boursiers de la Société d'encouragement pour le commerce français d'exportation, avis sur les nominations d'experts en douane. Cette dernière série tout à fait exceptionnelle était complète de 1822 à 1955.

Après le départ à la retraite de Marie Deman, le 1^{er} janvier 1971, Dominique Suriano, entré à la Chambre de commerce en 1949, archiviste depuis 1961, lui succède comme archiviste en chef.

En 1975, le service est amputé de l'ancien casier parlementaire devenu Documentation législative et parlementaire. Toutefois, les compétences de l'archiviste en chef sont alors étendues à l'ensemble des services et établissements de la C.C.I.P.

À la suite du départ de Dominique Suriano le 31 mai 1986, Jean-Louis Glénisson, archiviste-paléographe ⁽²⁾, lui succède. Une vaste politique de réorganisation des archives de la Chambre est engagée. La collecte des archives historiques des établissements d'enseignement est amorcée : A.C.I., École de vente, H.E.C.J.F., C.P.A., etc. En 1991 et 1993, le service reçoit en deux versements successifs les fonds de la bibliothèque antérieurs à 1975. Cet ensemble considérable (50 000 volumes et brochures, plus de 3 000 périodiques) nécessite toutefois une complète réorganisation qui n'est encore qu'ébauchée à ce jour. Depuis le 1^{er} octobre 1994, Anne Goulet, conservateur du patrimoine, précédemment directeur des Archives départementales des Deux-Sèvres, dirige le service des Archives de la C.C.I.P.

(1) Deman Marie Thérèse Louise Clémence (Saint-Omer/Pas-de-Calais 8 septembre 1910 - † Saint-Cloud/Hauts-de-Seine 20 janvier 1974). Licenciée en droit, diplômée de l'École de haut enseignement commercial pour jeunes fille (H.E.C.J.F.) en 1932, elle entre la même année au service des archives de la Chambre de commerce de Paris. Archiviste-adjointe en 1944, elle succède à Joseph Antoine Durbec à la tête du service en 1962. Archiviste en chef depuis 1968, elle prend sa retraite en 1971.

(2) Outre Paul Vilnet, Jean-Louis Glénisson et Anne Goulet, trois autres archivistes-paléographes ont participé aux travaux de la Chambre : Léon Hiéland (1834-1924), président de la Chambre syndicale des fleurs et plumes, membre de la Chambre de commerce de 1881 à 1893, son vice-président de 1890 à 1893 ; Jean Passy (1866-1898), bibliothécaire-adjoint en 1893, remplacé la même année par Léon Mirot (1870-1946), sous-bibliothécaire jusqu'en février 1895.

PRÉSENTATION DES SÉRIES ANCIENNES

Les archives décrites dans le présent répertoire regroupent les dossiers entrés au département des Archives de la C.C.I.P. avant le 1^{er} janvier 1987. Elles proviennent uniquement du secrétariat général et des services centraux, les établissements extérieurs n'ayant jamais versé leurs archives jusqu'alors. Elles ne comprennent pas les délibérations de l'assemblée générale, du bureau et des commissions administratives des établissements, qui font l'objet de séries particulières. Contrairement à la doctrine archivistique française, le cadre de classement privilégie l'objet des dossiers sur la provenance. Six séries thématiques (I à VI) et trois séries géographiques (VII à IX) furent donc créées.

COTATION

Les dossiers étaient à l'origine classés dans l'ordre de leur date de constitution. Les recherches étaient donc rendues particulièrement délicates si l'on ignorait cette date ou le numéro d'inscription. Ce système n'était en tout état de cause plus adapté au développement des services à l'issue de la première guerre mondiale.

Les archives des services centraux furent donc réorganisées selon un plan de classification thématique défini en 1925. Ce plan comprenait neuf titres (de I à IX) subdivisés en sections et en rubriques par des indices décimaux en chiffres arabes. Chaque dossier faisait l'objet d'une fiche analytique alimentant un fichier matières alphabétique. Pour des raisons pratiques, ce plan quelque peu compliqué a été fermé au 31 décembre 1986 et a subi quelques simplifications.

Ainsi, les indices décimaux ont été systématiquement ramenés à trois unités. De multiples sections ou rubriques, qui recouvraient quelques cartons seulement et dont les sujets étaient souvent très proches, ont été regroupées en ensembles plus importants. Les sections annexes, dont la numérotation était aberrante par rapport au plan général, ont été reclassées dans celui-ci à la faveur d'indices demeurés vacants ⁽¹⁾.

Par ailleurs, pour des raisons de commodités, le demi-carton qui composait le titre IX (Pays étrangers) a été regroupé, dans le titre VI, avec les dossiers concernant les échanges internationaux et le titre IX a été réaffecté aux archives du secrétariat de l'Assemblée des présidents des chambres de commerce de France, jusqu'alors non classées ⁽²⁾. Dans le même esprit, un titre X a été créé pour les archives antérieures à 1803, qui regroupe principalement des dossiers provenant du bureau du lieutenant général de police de Paris sous l'Ancien Régime et les délibérations du Conseil de commerce, arts et manufactures de la Seine ⁽³⁾.

Enfin, une véritable cotation archivistique a été introduite par l'adjonction aux indices décimaux de numéros d'ordre, entre parenthèses, renvoyant précisément aux articles (boîtes ou registres). On passe ainsi de divisions intellectuelles, qui ne rendaient pas compte de la quantité des documents qu'elles recouvraient, à un ensemble de séries et de sous-séries regroupant des articles identifiés par des cotes. Ainsi, la cote I - 2.54 (72) renvoie au soixante-douzième article de la sous-série I - 2.54. Cette modification était la condition essentielle à l'élaboration d'un répertoire.

(1) Ces modifications sont indiquées en complément du répertoire.

(2) Sur l'origine de ce fonds, se reporter *infra* à l'introduction du répertoire de la série IX.

(3) Sur la provenance de cet ensemble, se reporter *infra* à l'introduction du répertoire de la série X.

ARCHIVES CONSULTATIVES

Les archives issues de la mission consultative de la Chambre et provenant du secrétariat général et des services techniques chargés de préparer ses prises de position, représentent la majeure partie des fonds conservés dans les séries anciennes (237 m.l. sur un total de 380 m.l.). On y trouve la correspondance générale, des dossiers de relations extérieures et les dossiers préparatoires aux avis de la Chambre ; ces derniers comprennent souvent une abondante documentation, en particulier des avis des chambres de province ou étrangères.

Séries thématiques

2ETP/1 - Représentation commerciale et professionnelle

2ETP/1/1 Chambres de commerce et régions économiques : organisation, réglementation, fonctionnement, groupements divers dont l'Assemblée des présidents (2ETP/1/1/82 et 2ETP/1/9). Les assises nationales des C.C.I. sont conservées en sous-série 2ETP/1/8/0.

2ETP/1/ 3 à 1/6 Chambres de commerce françaises en particulier, françaises à l'étranger, étrangères en France et étrangères.

2ETP/1/7 Instances et réunions internationales des C.C.I. dont la Chambre de commerce internationale.

2ETP/1/8 Associations et groupements professionnels (chambres syndicales, chambres d'agriculture, C.N.P.F.).

2ETP/2 - Organisation commerciale et industrielle

Méthodes, organisation scientifique du travail, manifestations commerciales (foires, salons, expositions), bourses, halles et marchés, entrepôts, enseignement et formation professionnelle.

2ETP/3 - Législation

Droit commercial et des sociétés, propriété industrielle et commerciale, police du commerce, droit du travail, protection sociale, fiscalité.

2ETP/4 - Transports, voies et moyens de communication

Route, chemin de fer, poste et télécommunications, navigation intérieure, ports et navigation maritime, aviation.

2ETP/5 - Questions politiques, militaires et sociales

En particulier le logement et la planification.

2ETP/6 - Production et commerce

Organisation, situation économique, commerce extérieur, douanes, accords et traités internationaux, C.E.E., tourisme.

Séries géographiques

2ETP/7 - Questions locales (région parisienne)

Économie, finances publiques, équipement, urbanisme et aménagement régional, transports.

2ETP/8 - Outre-mer

Cette série a été détruite en quasi-totalité en 1964.

2ETP/9 - Pays étrangers : les quelques dossiers constituant cette série ont été reclassés dans les sous-séries 2ETP/6/6/3, 6/4 et 6/5. La série 2ETP/9 a été réattribuée aux archives de l'Assemblée des présidents des chambres de commerce.

Cet ensemble constitue une source irremplaçable sur le regard porté sur les problèmes de leur temps par une partie de l'élite économique parisienne pendant près de deux siècles. Ces dossiers doivent être complétés par la consultation des débats des élus conservés dans les procès-verbaux des délibérations de l'assemblée générale de la Chambre (sous-série 2ETP/1/A, microfilmée en sous-série 2 Mi).

ARCHIVES ADMINISTRATIVES

Les archives administratives de la Chambre sont *a contrario* peu représentées (90 m.l.). Certaines sont absentes : dossiers de personnel, comptabilité, établissements d'enseignement et services commerciaux. Sur ces services extérieurs sont toutefois conservés les dossiers de suivi, constitués par le secrétariat général ou la direction des services administratifs.

Les dossiers concernant la Chambre sont conservés dans la sous-série :

2ETP/1/2 Chambre de commerce et d'industrie de Paris : histoire, régime, élections, bâtiments, finances, organisation, règlement intérieur, activités diverses, réceptions.

La sous-série 2ETP/1/9, Récompenses honorifiques, concerne essentiellement les élus et le personnel de la Chambre.

En outre, certains dossiers ont été classés thématiquement :

- 2ETP/2/2/02 et 2ETP/2/1 Bourse de commerce de Paris
- 2ETP/2/2/41 Foire de Paris
- 2ETP/2/3/4 Entrepôts et manutention de la douane
- 2ETP/5/45 Ateliers-écoles
- 2ETP/4/4/61 Ports de Gennevilliers et d'Ivry
- 2ETP/6/2/12 Office public de renseignements commerciaux, Société d'encouragement pour le commerce français d'exportation
- 2ETP/7/7/5 Zones industrielles de Colombes et de Chennevières
- 2ETP/7/7/9 Palais des congrès.

Au-delà de leur intérêt pour l'histoire de la Chambre, ces archives constituent une source appréciable de l'histoire de l'enseignement ainsi que de l'aménagement de la région parisienne. Il conviendra de compléter leur consultation par celle des séries modernes (A à Z) ⁽¹⁾. L'état général des fonds qui suit la présente introduction en donne un aperçu.

(1) De même, la consultation des fonds conservés par d'autres services d'archives. Cf *infra*, le relevé des sources complémentaires.

La série IX rassemble les archives de l'Assemblée des présidents des chambres de commerce : comptes rendus et dossiers de réunions, de 1899 à 1965 (49 m.l.).

La série X est constituée par des pièces provenant du Conseil des arts, commerce et agriculture du département de la Seine (1801-1803). Ce fonds hétéroclite (4 m.l.) se compose essentiellement de documents datant de l'Ancien Régime (1498-1803).

INSTRUMENTS DE RECHERCHE COMPLÉMENTAIRES

En dehors du présent répertoire, les séries I à X sont dotées de divers instruments de recherche particuliers :

- Séries I à VIII, fichier matières : ce fichier, plus précis que le répertoire puisqu'il analyse le fonds dossier par dossier, nécessite toutefois diverses précautions d'emploi. Seuls les indices des sous-séries figurant sur les fiches, il convient donc de consulter le répertoire pour trouver la référence précise (numéro de carton) du dossier. Le plan de classement ayant subi des modifications, il peut s'avérer nécessaire de se reporter à la table de concordance figurant dans le répertoire. D'autre part, si l'expérience démontre que des dossiers éliminés sont toujours fichés, certains dossiers présents dans le fonds n'ont pas *a contrario* été dépouillés.
- Séries I à VIII, fichier des éliminations : ce fichier permet de trouver trace d'une question traitée par la Chambre mais dont le dossier a été éliminé.
- I - 2.50 (1) à (18), correspondance au départ (1803-1880).

. *Travaux de la Chambre de commerce de Paris, inventaire chronologique de rapports et lettres transmis aux pouvoirs publics par la Chambre de commerce de Paris de 1803 à 1884* (3 volumes).

. fichier matières et fichier auteurs des travaux de la Chambre 1803-1884.

Ces instruments de recherche sont communs à cette sous-série ainsi qu'à la collection imprimée dite des *Travaux*, à partir de 1868.

- I - 2.56 (17) à (27), dossiers individuels de personnel : répertoire numérique détaillé.
- I - 2.63 (18) à (35), réceptions : fichier matières et fichier chronologique (1895-1965).

Les dossiers des réceptions organisées par la Chambre de commerce de Paris étaient conservés en série annexe I - 617. Cette série a été en grande partie éliminée. Les dossiers subsistants ont été reclassés en sous-série I - 2.63. Ils sont recensés de manière exhaustive dans le présent répertoire. Les fichiers matières et chronologique de l'ancienne série annexe I - 617 constituent désormais les seules traces des réceptions dont les dossiers ont été détruits.

- Sous-série VI - 4.6, Conférence permanente des chambres de commerce de la C.E.E.
 - . *Conférence permanente des chambres de commerce et d'industrie de la C.E.E., état chronologique des prises de position adoptées du 27 octobre 1958 au 2-3 octobre 1986*, par Ghislaine Ainardi, dactyl., 1994.

- Série IX, Assemblée des présidents des chambres de commerce : fichier matières.
- Série X, Archives antérieures à la création de la Chambre de commerce de Paris :
 - . *Archives antérieures à la création de la Chambre de Commerce de Paris, inventaire analytique de la série X*, par J. A. Durbec, dactyl., 1942. Révisé et indexé par Olivier Cottarel, 1994.

INTÉRÊT HISTORIQUE

Les archives de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris témoignent de la place importante et originale tenue par cette compagnie dans la vie économique française.

Leur typologie peut être rapidement évoquée : actes constitutifs et règlement intérieur, registres des délibérations du bureau et de l'assemblée générale, comptes rendus des travaux des commissions, dossiers budgétaires et comptables, dossiers de personnel, dossiers domaniaux, correspondance et dossiers techniques des services et établissements. S'ajoute à cela une collection de médailles des chambres de commerce françaises.

Relativement peu exploitées encore, les archives de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris intéressent pourtant de nombreux domaines de la recherche historique et, en premier lieu, l'histoire économique et sociale.

L'histoire de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris n'a pas fait l'objet d'études approfondies, à la différence de ce qui s'est déjà produit pour certaines chambres de commerce de province (Bordeaux, Nantes, Valence, par exemple) auxquelles se sont intéressés des universitaires. Quelques publications ou travaux universitaires ont été réalisés sur l'histoire de la C.C.I.P. ou de ses établissements d'enseignement ⁽¹⁾. Néanmoins, le terrain à défricher est encore vaste. On peut donner ici, à titre indicatif, des exemples de pistes de recherche portant sur des services de la Chambre : régulation des marchés, avec la Bourse de commerce ; participation à l'approvisionnement de Paris, avec les ports et entrepôts ; promotion de Paris comme capitale économique, avec les parcs d'exposition ; formation professionnelle, avec les établissements d'enseignement technique et commercial, etc.

Les archives apportent une complémentarité non négligeable à d'autres sources : les procès-verbaux de l'assemblée générale, la correspondance et les grandes enquêtes du XIX^e siècle ont déjà été utilisés pour des thèses sur le patronat, les corps de métiers, les secteurs d'activité industrielle, les échanges commerciaux, les chemins de fer, les postes et télécommunications, etc.

La Chambre de commerce et d'industrie de Paris a depuis longtemps développé un enseignement commercial (H.E.C., E.S.C.P., École commerciale, etc.), incluant très tôt des écoles féminines (H.E.C.J.F.). Le guide des sources de l'histoire de l'enseignement, dirigé par Thérèse Charmasson, souligne la contribution apportée par les archives de la C.C.I.P. à ce secteur de la recherche⁽²⁾.

(1) Pour plus de détails, on se reportera à la bibliographie sommaire du présent répertoire.

(2) *Histoire de l'enseignement, XIX^e-XX^e siècles. Guide du chercheur*. Sous la direction de Thérèse Charmasson. Paris I.N.R.P., 1986, p. 133-135 (mentionne les archives des C.C.I. de Lyon, Marseille et Paris).

Les C.C.I. des villes portuaires et celle de Paris ont entretenu d'actives relations avec l'étranger et l'outre-mer et ont joué un rôle important dans le développement du commerce colonial et international. Les guides des sources de l'histoire de l'Afrique, de l'Asie et de l'Océanie, et de l'Amérique du Sud et des Antilles mentionnent les archives des chambres de commerce concernant les rapports de la France avec l'outre-mer ⁽¹⁾. La contribution des archives des C.C.I. aux sources de l'histoire du deuxième conflit mondial a de même fait l'objet d'un recensement ⁽²⁾.

On voit donc que, du fait de la diversité des compétences de la C.C.I.P., les archives de celle-ci touchent à des domaines très différents. Mais elles attendent encore d'être réellement exploitées par les chercheurs.

*

*

*

Ralentie au cours de ces cinq dernières années par deux déménagements des fonds et de multiples vicissitudes vécues par le service, la réalisation de cet ouvrage n'aurait pu être menée à bien sans le dévouement de Marlène Allouche qui, en plus de précieux conseils pour sa rédaction, a réalisé la saisie, la mise en page et les innombrables corrections du répertoire, et celui de Gérard Gastine qui a, dans des conditions parfois difficiles, assuré le reconditionnement matériel des fonds. Ils ont été à mes côtés dès le premier jour ; qu'ils soient tous deux assurés de ma gratitude.

Olivier COTTAREL

(1) *Sources de l'histoire de l'Afrique au Sud du Sahara dans les archives et les bibliothèques françaises. I - Archives*. U.N.E.S.C.O., 1971, p. 849-864 (archives des C.C.I. de Bayonne, Bordeaux, Dunkerque, Le Havre, Marseille, Nantes, Paris, La Rochelle, Rouen).

Sources de l'histoire de l'Asie et de l'Océanie dans les archives et les bibliothèques françaises. I - Archives. U.N.E.S.C.O., 1981, p. 499-505 (archives des C.C.I. de Bayonne, Bordeaux, Le Havre, Lyon, Marseille, Nantes, Paris).

Guide des sources de l'histoire de l'Amérique latine et des Antilles dans les archives françaises. Paris, Archives nationales, 1984, p. 577-587 (archives des C.C.I. de Bayonne, Bordeaux, Le Havre, Marseille, Nantes, Paris).

(2) *La seconde guerre mondiale, guide des sources conservées en France, 1939-1945*. Paris, Archives nationales, 1994, p. 1033-1039 (archives des C.C.I. de Bayonne, Dunkerque, Marseille, Paris, Toulouse, Versailles).

AVERTISSEMENT

Les archives de la C.C.I.P. sont ouvertes au public dans la limite des délais fixés par l'article L 213-2 du code du patrimoine : communicabilité immédiate à l'exception des dossiers concernant les membres et le personnel (50 ans à compter de la date du document ou du document le plus récent inclus dans le dossier).

REPÈRES CHRONOLOGIQUES

1803	Création de la Chambre de commerce de Paris, installée à l'Hôtel de Ville.
1827	Installation de la Chambre de commerce à la Bourse des valeurs.
1830	Ouverture au public de la Bibliothèque commerciale.
1851	Publication de la <i>Statistique de l'industrie à Paris résultant de l'enquête faite par la Chambre de commerce pour les années 1847-1848</i> .
1851	Prise en charge du Service de la manutention de la Douane de Paris.
1852	Transfert de la Chambre de commerce au 2 place de la Bourse (ancien hôtel des commissaires-priseurs).
1853	Ouverture du Service de la condition des soies et laines (fermé en 1949).
1863	Création de l'École commerciale (devenue en 1963 l'E.C.C.I.P.).
1864	Publication de la <i>Statistique de l'industrie à Paris résultant de l'enquête faite par la Chambre de commerce pour l'année 1860</i> .
1869	Rachat de l'École supérieure de commerce de Paris (E.S.C.P.), fondée en 1820.

1873	Fondation des cours gratuits du soir pour les hommes, puis des cours pour les femmes en 1874.
1875	Publication de <i>l'Enquête sur les conditions du travail en France, pendant l'année 1872. Département de la Seine.</i>
1881	Création de l'École des hautes études commerciales (H.E.C.).
1884	Création, sous le patronage de la Chambre de commerce de Paris, de la Société d'encouragement pour le commerce français d'exportation (dissoute en 1955).
1889	Inauguration de la Bourse de commerce, administrée par la Chambre de commerce.
1898	Création de l'Office national du commerce extérieur (aujourd'hui Centre français du commerce extérieur) avec l'aide de la Chambre de commerce de Paris.
1899	Inauguration du port d'Ivry-sur-Seine.
1899	Ouverture du Banc d'épreuve des armes à feu (exploité jusqu'en 1972 par la Chambre de commerce et d'industrie de Paris).
1914	Concession de l'entrepôt réel des douanes de Paris ; ouverture de l'entrepôt d'Austerlitz (fermé en 1966).
1916	Réorganisation du Comité de la foire de Paris (constitué en 1902) sous le patronage de la Chambre de commerce de Paris.
1916	Ouverture de l'École commerciale de jeunes filles.

- 1919** Création de la Région économique de Paris (XVe région) devenue en 1964 la Chambre régionale de commerce et d'industrie de Paris.
- 1921** Création de l'Office des transports et des P.T.T. de la Chambre de commerce de Paris.
- 1921** Ouverture du premier des ateliers-écoles de la Chambre de commerce de Paris (devenus écoles techniques puis centres de formation technologique).
- 1924** Reprise de l'École de haut enseignement commercial pour les jeunes filles (H.E.C.J.F.), fondée en 1916, fermée en 1975.
- 1927** Transfert du siège de la Chambre de commerce au 27 avenue de Friedland (Hôtel Potocki).
- 1929** Fondation du Centre de préparation aux affaires (C.P.A.), devenu Centre de perfectionnement dans l'administration des affaires, puis Centre de perfectionnement aux affaires.
- 1930** Ouverture de l'Institut d'organisation commerciale et industrielle (I.O.C.I.), supprimé en 1942.
- 1931** Ouverture de l'entrepôt de Pantin.
- 1932** Création de l'Office de compensation des créances et des dettes et de l'Office franco-allemand des paiements commerciaux (supprimés en 1940).
- 1935** Reprise du laboratoire syndical de contrôle des diamants (créé en 1929), devenu en 1936 Service public de contrôle des diamants, perles fines et pierres précieuses.

1944	Création du Comité régional du tourisme de Paris et du département de la Seine (aujourd'hui Comité régional du tourisme d'Ile-de-France).
1945	Création de l'École supérieure des industries du vêtement (E.S.I.V.).
1950	Inauguration des installations du Service interconsulaire du port de Gennevilliers (S.I.P.G.), dissous en 1967.
1950	Ouverture de la Gare internationale routière (G.I.R.) de Pantin.
1956	Création du Centre d'observation économique (C.O.E.).
1960	Nouvelle dénomination : Chambre de commerce et d'industrie de Paris (C.C.I.P.).
1961	Acquisition de l'école Bréguet, fondée en 1904 (devenue le Groupe E.S.I.E.E.).
1966	Nouvelle circonscription de la C.C.I.P. (auparavant département de la Seine) : Paris et départements des Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis et Val-de-Marne. Création des délégations départementales.
1968	Création du Centre de recherche sur le droit des affaires (C.R.E.D.A.).
1969	Ouverture de l'Institut supérieur des affaires (I.S.A.).
1971	Ouverture de l'Office de tourisme de Paris (depuis 1989 Office du tourisme et des congrès de Paris).
1973	Création de l'École des affaires de Paris (E.A.P.), devenue en 1980 l'École européenne des affaires.

1974	Inauguration du Palais des congrès.
1974	Constitution du G.I.E. Paris-Terminal de Gennevilliers.
1982	Inauguration du parc d'expositions de Paris-Nord Villepinte.
1982	Création de l'Institut de recherche en propriété intellectuelle Henri-Desbois (I.R.P.I.).
1983	Mise en service du port de plaisance de Paris-Arsenal.
1983	Création de l'École supérieure de cuisine française (E.S.C.F.).
1992	Ouverture de Négocia, Centre international de la vente et de la négociation commerciale (fusion de l'A.C.I.-I.C.I. et de l'École de vente).
1994	Ouverture, dans le cadre du C.F.T. Grégoire, du Centre de plasturgie d'Orly-les-Saules.
1995	Ouverture, dans le pôle universitaire Léonard-de-Vinci à la Défense, de l'Institut supérieur de technologie et de management (I.S.T.M.).

ÉTAT GÉNÉRAL DES FONDS

AU 31 MARS 1996

Les archives des services centraux avaient été organisées selon un plan de classement thématique défini en 1925 (séries I à X). Pour des raisons pratiques, ce plan, quelque peu compliqué, a été fermé au 31 décembre 1986. Les documents ainsi classés constituent les séries anciennes. Depuis 1987, un nouveau cadre (séries modernes : A à Z) a été adopté, privilégiant le classement d'après la nature et la provenance des fonds.

SÉRIES ANCIENNES

DOCUMENTS CONSERVES AUX ARCHIVES DE PARIS

**Séries I à VIII (2ETP/1 à 2ETP/8) archives de la C.C.I.P. collectées avant 1987.
Dossiers issus des services centraux de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris.**

- Limites chronologiques : 1803-1986.

- Plan de classement :

. 2ETP/1	Représentation commerciale et professionnelle (118 m.l.)
. 2ETP/2	Organisation commerciale et industrielle (30 m.l.)
. 2ETP/3	Législation (63 m.l.)
. 2ETP/4	Transport, voies et moyens de communication (22 m.l.)
. 2ETP/5	Questions politiques, militaires et sociales (7 m.l.)
. 2ETP/6	Production et commerce (41,5 m.l.)
. 2ETP/7	Questions locales (45 m.l.)
. 2ETP/8	Outre-mer (2 m.l.)

Série IX (2ETP/9) archives de l'Assemblée des présidents des chambres de commerce

Comptes rendus et dossiers de réunions (49 m.l.).

- Limites chronologiques : 1899-1965.

Série X (2ETP/10) archives antérieures à la création de la Chambre de commerce de Paris

Pièces d'archives provenant du Conseil des arts, commerce et agriculture du département de la Seine (1801-1803). Ce fonds hétéroclite se compose essentiellement de documents datant de l'Ancien Régime (4 m.l.).

- Limites chronologiques : 1498-1803.

SÉRIES MODERNES

Les séries A à Z ont été ouvertes au 1er janvier 1987. Les documents versés au service des Archives depuis cette date sont classés dans ce nouveau cadre. Certaines archives reçues antérieurement, mais qui n'avaient pas été cotées, y ont trouvé leur place (en particulier dans les séries A et Y).

DOCUMENTS CONSERVES AUX ARCHIVES DE PARIS
--

Série A procès-verbaux de l'Assemblée générale

2ETP/1/A registres et recueils des procès-verbaux des séances de l'Assemblée générale,

- Limites chronologiques : 1803-1977.

2ETP/2/A minutes et comptes rendus sommaires imprimés des procès-verbaux, état de la correspondance reçue (4 m.l.)

- Limites chronologiques : 1803-1967.

Série B procès-verbaux et dossiers de réunions du Bureau

2ETP/2/B : dossiers de réunions du Bureau

- Limites chronologiques : 1952-1978.

Série Y publications de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris

- Travaux de la Chambre de commerce de Paris. 2ETP/107/Y 1-91 (1803-1968)
- Bulletin de la Chambre de commerce de Paris. 2ETP/109/Y 1-127 (1894-1990)
- Bulletin d'informations économiques, sociales et financières. 2ETP/123/Y 1-6 (1936-1941)
- Enquêtes de la Chambre de commerce de Paris. 2ETP/126/Y 1-5 (1851-1875)
- Documents sur la guerre. 2ETP/128/Y 1-6 (1914-1919)

- Limites chronologiques : 1803-1990.

Série FI documents figurés ou iconographiques

2ETP/8FI à 2ETP/11FI Affiches.

DOCUMENTS CONSERVES AUX ARCHIVES DE LA CCIP

Série A procès-verbaux de l'Assemblée générale

1 A : registres et recueils des procès-verbaux des séances de l'Assemblée générale,

- Limites chronologiques : 1978-2001.

**3 A : doubles des recueils des procès-verbaux des séances de l'Assemblée générale
(13,5 m.l.)**

- Limites chronologiques : 1881-1996.

Série B procès-verbaux et dossiers de réunions du Bureau

1 B : registres des procès-verbaux du Bureau (2 m.l.)

- Limites chronologiques : 1936-1987.

2 B : dossiers de réunions du Bureau

- Limites chronologiques : 1979-1993.

Série C commissions

Comptes rendus des travaux des commissions d'études et des commissions administratives
(17 m.l.).

- Limites chronologiques : 1910-1996.

Série D procès-verbaux des délégations départementales

Fonds non classé (4 m.l.).

- Limites chronologiques : 1967-1987.

Série E membres de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris

Dossiers des membres de la Chambre décédés depuis 1987 (1 m.l.).

Les dossiers des membres décédés avant 1987 sont conservés en sous-série I - 2.55 (séries
anciennes).

Série H administration

2 H : comptabilité et finances

Livres et pièces comptables, dossiers d'affaires (53 m.l.).

- Limites chronologiques : 1803-1982.

3 H : domaine, bâtiments et travaux

Dossiers de construction et d'entretien (60 m.l.).

Cotation provisoire [149 W].

- Limites chronologiques : 1944-1983.

Série J enseignement

1 J : services centraux

Direction de l'enseignement, direction générale des écoles techniques, Centre parisien de management (C.P.M.), direction des recherches et des méthodes (D.R.M.), Groupe de recherche appliquée à la formation (G.R.A.F.) (20 m.l.).

Cotation provisoire [154 W, 166 W, 176 W].

- Limites chronologiques : 1925-1982.

2 J : Académie commerciale internationale (A.C.I.)

Registre des élèves, mémoires, sujets d'épreuves, jurys, diplômes, documentation (13 m.l.).

- Limites chronologiques : 1921-1987.

3 J : Centre de perfectionnement aux affaires (C.P.A.)

Dossiers individuels des participants, rapports, études de cas, correspondance, documentation (54 m.l.). Les cas du C.P.A. ont été conservés uniquement sous forme de microfilms (sous-série 4 Mi).

- Limites chronologiques : 1931-1988.

4 J : École européenne des affaires (E.A.P.)

Correspondance, notes, jurys, mémoires, documentation, dossiers du personnel (29 m.l.).

Cotation provisoire [167 W].

- Limites chronologiques : 1973-1988.

5 J : École de haut enseignement commercial pour jeunes filles (H.E.C.J.F.)

Dossiers d'élèves, jury, mémoires, correspondance, dossiers de personnel, documentation (63 m.l.).

- Limites chronologiques : 1916-1980.

6 J : École de vente

Correspondance, jurys, notations, registres et dossiers d'élèves, comptabilité, enquêtes, programmes, diplômes, photographies, films (25 m.l.).

- Limites chronologiques : 1924-1986.

7 J : Centre de formation technologique Grégoire (C.F.T. Grégoire)

Fiches, dossiers, carnets de notes d'élèves (1,8 m.l.).
- Limites chronologiques : 1926-1986.

8 J : École supérieure de commerce de Paris (E.S.C.P.)

Correspondance, administration générale, documents pédagogiques, documentation, photographies (57 m.l.).
Cotation provisoire [156 W, 177 W].
- Limites chronologiques : 1886-1987.

9 J : Groupe E.S.I.E.E. (École supérieure d'ingénieurs en électrotechnique et électronique, ex-École Bréguet)

Fichiers d'élèves, contrats de recherche, documents pédagogiques, travaux d'élèves (20 m.l.).
Cotation provisoire [162 W].
- Limites chronologiques : 1904-1987.

10 J : École d'interprètes et de traducteurs (E.I.T.)

Dossiers d'élèves (1,3 m.l.).
Cotation provisoire [178 W].
- Limites chronologiques : 1947-1970.

Série K aménagement et équipement

1 K : services centraux

Correspondance, comptabilité (17 m.l.).
Cotation provisoire [139 W, 147 W].
- Limites chronologiques : 1859-1992.

2 K : entrepôt de la douane centrale

Correspondance, comptabilité, registres de mouvements de marchandises (9 m.l.).
- Limites chronologiques : 1888-1977.

3 K : entrepôt de la rue Ginoux

Rapports d'activité, comptabilité, registres de mouvements de marchandises (1 m.l.).
- Limites chronologiques : 1923-1958.

9 K : port de Paris-Arsenal

Assemblée générale et conseil d'administration du port de Paris-Arsenal, aménagement et activité du port (5 m.l.).
Cotation provisoire [138 W].
- Limites chronologiques : 1974-1992.

10 K : Bourse de commerce

Gestion et activité des marchés (3,8 m.l.).
Cotation provisoire [135 W].
- Limites chronologiques : 1930-1989.

Série R filiales et organismes fonctionnant avec le concours de la C.C.I.P.

1 R : Service interconsulaire de la région parisienne pour l'aménagement de zones d'activité (S.I.R.P.A.Z.A)

Correspondance (0,7 m.l.).

- Limites chronologiques : 1962-1973.

2 R : Société civile d'étude et de promotion des équipements de la région parisienne (SEPROREP)

Correspondance, dossiers d'enquêtes et d'études, documentation (33 m.l.).

Cotation provisoire [150 W].

- Limites chronologiques : 1974-1993.

Série T organismes interconsulaires

Assemblée Permanente des Chambres de commerce et d'industrie (A.P.C.C.I.) devenue Assemblée des chambres françaises de commerce et d'industrie (A.C.F.C.I.), Union des Chambres de commerce et d'industrie françaises à l'étranger (U.C.C.I.F.E.) et Conférence permanente des compagnies consulaires africaines et françaises (10 m.l.).

- Limites chronologiques : 1965-1992.

Série U fonds privés

1 U : pièces isolées

2 U : Association des anciennes élèves H.E.C.J.F.

Correspondance, comptabilité, bulletin, registres et correspondance du bureau de placement.

- Limites chronologiques : 1918-1983.

3 U : Union des associations des anciens élèves des écoles supérieures de commerce

Correspondance, procès-verbaux, comptabilité.

- Limites chronologiques : 1951-1990.

4 U : Chambre syndicale du commerce des alcools à Paris

Procès-verbaux, correspondance (15 registres).

- Limites chronologiques : 1903-1967.

5 U : fonds Mirot

Collection de monnaies de substitution françaises et allemandes (billets, pièces, jetons) rassemblée par Léon Mirot.

- Limites chronologiques : 1914-1925.

6 U : fonds Jolly

Documentation sur l'aéronautique (prospectus, notices techniques) rassemblée par Pierre Jolly.

- Limites chronologiques : 1927-1929.

Série W archives des services de la C.C.I.P. collectées après 1986

Dossiers des services, délégations et établissements, versés au département des Archives après 1986 (780 m.l.) : classement provisoire dans l'attente d'une cotation définitive dans l'une des autres séries modernes.

Série Y publications de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris

Publications de la C.C.I.P., de ses délégations, services et écoles ainsi que des organismes fonctionnant avec son concours. On retiendra en particulier les rapports annuels d'activité de la C.C.I.P. (102 Y), depuis 1959.

- Limites chronologiques : 1836-1996.

Série Z documentation concernant la C.C.I.P.

Concerne essentiellement les années 1960-90 (7 m.l.).

- Limites chronologiques : 1900-1996.

AUTRES FONDS

Série FI documents figurés ou iconographiques

Cartes et plans, affiches, photographies, jetons, médailles, insignes, décorations et objets divers.

Série AV documents audiovisuels

Huit films (consultation sous forme de copies vidéo).

- Limites chronologiques : 1953-1995.

Série MI microfilms

1 Mi : registres de la correspondance au départ de la Chambre de commerce de Paris
(sous-série I - 2.50) : 1803-1880.

2 Mi : registres des procès-verbaux des séances de l'Assemblée générale (sous-série 1A):
1803-1993.

**3 Mi : Chambre de commerce de Paris, avis émis sur les principales questions
soumises à son examen** (sous-série 107 Y) : 1803-1968.

4 Mi : cas du Centre de perfectionnement aux affaires (C.P.A.) : 1930-1986.

5 Mi : organismes extérieurs à la Chambre de commerce et d'industrie de Paris

- 5 Mi 1-21** comptes rendus de réunions de l'Assemblée des présidents des
chambres de commerce (sous-série IX- 1.00) : 1899-1965.
- 5 Mi 22** Conseil des arts, du commerce et de l'agriculture du département
de la Seine (sous-série X-9.00) : 1801-1803.

6 Mi : listes des électeurs de la Chambre de commerce de Paris
(sous-série I - 2.23) : 1868-1919.

7 Mi : publications de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris

- 7 Mi 1-7** Enquêtes de la Chambre de commerce de Paris (sous-
série 126 Y) : 1847-1872.
- 7 Mi 8-12** *Bulletin d'informations économiques, sociales et financières*
(sous-série 123 Y) : 1936-1941.
- 7 Mi 13** *Documents sur la guerre*, édition française (sous-série 128 Y) :
1914-1919.

8 Mi : *Le Temps* : 1937-1940.

9 Mi : *La vie française* : 1955-1961.

10 Mi : *Le Monde* : 1944-1957, 1981-1993.

11 Mi : *Le Monde de l'éducation* : 1974-1986.

12 Mi : *Le Monde diplomatique* : 1954-1989.

13 Mi : microfilms de complément

- 13 Mi 1** cahier de cours d'économie politique H.E.C.J.F. (1919-1920).

Série SE documentation relative aux entreprises (15 m.l.)

1 SE : notices SEF puis DAFSA

Notices détaillées sur les sociétés françaises cotées en bourse (8 m.l.).

- Limites chronologiques : 1960-1991.

2 SE : rapports annuels de sociétés (57 m.l.)

- Limites chronologiques : 1846-1986.

Bibliothèque

En dehors des usuels consultables en salle de lecture, le département des Archives conserve le fonds ancien de la bibliothèque de la C.C.I.P. constitué d'ouvrages et de périodiques antérieurs à 1975 (3000 m.l.). Traitant principalement des chambres de commerce, des organisations professionnelles, de l'économie et la gestion des entreprises, ce fonds comprend notamment un ensemble particulièrement riche de revues et d'annuaires professionnels. En outre, ont été versés les dossiers de documentation législative et parlementaire antérieurs à 1945 (90 m.l.), cotation provisoire [168 W].

INDICATIONS BIBLIOGRAPHIQUES

BIBLIOGRAPHIES

Bibliographie des chambres de commerce et d'industrie, catalogue des publications consacrées à l'institution consulaire depuis sa création jusqu'en 1987. 2e éd. A.P.C.C.I., 1988.

VAUCHOT, Dorothée. *La chambre de commerce et d'industrie de Paris depuis sa création en l'an XI, orientations bibliographiques.* C.C.I.P., dactyl., 1990.

LES CHAMBRES DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE

CONQUET, André. *Si les chambres de commerce m'étaient contées...* A.P.C.C.I., 1984.

LEFEVRE, Claude. *Les chambres de commerce et d'industrie.* Sirey, 1977.

Revue d'histoire consulaire : la revue des chambres françaises de commerce et d'industrie. 1991- . A.C.F.C.I., 1991- .

PRÉSENTATION DE LA CHAMBRE ET DE SES SERVICES

Régime des chambres de commerce. Règlement intérieur et services spéciaux de la Chambre de commerce de Paris. Chambre de commerce de Paris, 1895.

La Chambre de commerce de Paris à l'exposition universelle de 1900. Chambre de commerce de Paris, 1900.

Régime des chambres de commerce. Organisation et services spéciaux de la Chambre de commerce de Paris. Chambre de commerce de Paris, 1910.

Notice sur les services de la Chambre de commerce de Paris. Chambre de commerce de Paris, 1914.

Statement regarding the functions of the chamber of commerce of Paris. Chambre de commerce de Paris, 1915.

Notice sur la Chambre de commerce de Paris. Chambre de commerce de Paris, 1926.

Chambre de commerce de Paris. Chambre de commerce de Paris, 1928.

Chambre de commerce de Paris. Chambre de commerce de Paris, 1929.

Chambre de commerce de Paris. Chambre de commerce de Paris, 1930.

Chambre de commerce de Paris. Chambre de commerce de Paris, 1931.

Chambre de commerce de Paris. Chambre de commerce de Paris, 1932.

Chambre de commerce de Paris. Chambre de commerce de Paris, 1934.

Chambre de commerce de Paris. Chambre de commerce de Paris, s.d. [1937].

HISTOIRE DE LA CHAMBRE

CHOQUET, E. *La Chambre de commerce de Paris an XI et an XII de la République (1803-1804)*. Chambre de commerce de Paris, 1900.

Centenaire de la Chambre de commerce de Paris (1803-1903). Chambre de commerce de Paris, 1903.

DURBEC, Joseph Antoine. *Les services et le personnel de la Chambre de commerce de Paris de 1803 à 1950, I - secrétariat, direction, direction générale et services intérieurs*. Chambre de commerce de Paris, dactyl., 1950.

Chambre de commerce de Paris, 1803-1953. Chambre de commerce de Paris, 1953.

Histoire du commerce de Paris, catalogue de l'exposition présentée à la Chambre de commerce de Paris à l'occasion de son 150^e anniversaire. Chambre de commerce de Paris, 1953.

DECAUX, Alain. *La belle histoire des marchands de Paris*. C.C.I.P., 1971.

LARGAUD, Robert. *La Chambre de commerce et d'industrie de Paris depuis sa création en l'an XI : de l'hôtel de ville au palais Brongniart, 1803-1852, notes et documents de recherche*. C.C.I.P., dactyl., 1990.

LAPRÉVOTE, Nathalie. *Les élus, membres et dirigeants de la Chambre de commerce de Paris sous le second Empire : étude sociologique et stratégie d'un groupe (1848-1872)*. Mémoire de D.E.A., Université Paris X, dactyl., 1991.

VILLA, Marc. *Documents sur la guerre, bulletin d'information publié par la Chambre de commerce de Paris, 1914-1919*. Mémoire universitaire sous la direction de Guy Pedroncini, dactyl., 1991.

BOUCHER, Franck et DEFRADAS, Frédéric. *La Chambre de commerce et d'industrie de Paris : une administration performante méconnue*. Université Paris I, dactyl., 1992.

LACOMBRADÉ, Philippe. *La Chambre de commerce de Paris et la modernisation du capitalisme français, 1880-1914*. Mémoire de D.E.A., Université Paris X, dactyl., 1995.

LECOINTRE, Jean. *Au service de la cité*. C.C.I.P., dactyl., 1996.

ENSEIGNEMENT

Notice sur l'enseignement commercial organisé par la Chambre de commerce de Paris, publiée en français, anglais et espagnol lors de l'exposition universelle d'Anvers. Chambre de commerce de Paris, 1893.

RENOUARD, Alfred. *Histoire de l'École supérieure de commerce de Paris*. Association des anciens élèves, 1898.

RENOUARD, Alfred. *Histoire de l'École supérieure de commerce de Paris*. 2e éd. Association des anciens élèves, 1899.

GAILLARD, Henri et LOMONT, Aristide. *Du choix d'un métier, orientation professionnelle pratique par la méthode expérimentale des ateliers-écoles*. Éditions de l'information professionnelle, ca 1930.

École d'application du Centre de préparation aux affaires : inauguration, 11 octobre 1930. Chambre de commerce de Paris, 1930.

Cinquantenaire de l'École des hautes études commerciales, 1881-1931. Chambre de commerce de Paris, 1931.

Les ateliers-écoles depuis l'origine (1920) jusqu'au 31 décembre 1934. Chambre de commerce de Paris, s.d. [1935].

Le Centre de perfectionnement dans l'administration des affaires, 1930-1955 : au service des chefs d'entreprises et de leurs cadres dirigeants. Chambre de commerce de Paris, 1955.

Cinquantenaire H.E.C.J.F., 1916-1966. Chambre de commerce et d'industrie de Paris, Association des anciennes élèves H.E.C.J.F., 1966.

Le cinquantenaire de l'E.C.J.F. C.C.I.P., 1967.

Revue des anciens élèves ingénieurs E.B.P., 3e trimestre 1967, n° spécial : l'école Bréguet. Paris, 1967.

CONQUET, André. *La belle aventure des ateliers-écoles de la Chambre de commerce de Paris*. A.P.C.C.I., 1978.

MEULEAU, Marc. *Histoire d'une grande école : H.E.C., 1881-1981*. H.E.C., 1981.

GLÉNISSON, Jean-Louis. *L'École commerciale de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris : 125 ans d'enseignement commercial*, catalogue de l'exposition présentée à la Bourse de commerce. C.C.I.P., 1988.

VAN HOECKE, Odile. *Une histoire du C.P.A.*. Mémoire de maîtrise, Université de Lille, dactyl., 1990.

DOMAS, Thierry. *Génération I.S.A.* Éditions Ronald Hirle, 1992.

THORAL, Olivier. *Pourquoi un corps professoral permanent a-t-il été créé à H.E.C. à la fin des années 60 ?* Mémoire de recherche, H.E.C., dactyl., 1994.

SERVAN-SCHREIBER, Sabine. *Les épices de la République : E.S.C.P., itinéraire d'une grande école, 1819-1994*. C.P.L., 1994.

CHESEL, Marie-Emmanuelle. *L'émergence de la publicité : publicitaires, annonceurs et affichistes dans la France de l'entre-deux-guerres*. Thèse de doctorat, Institut universitaire européen, dactyl., 1995.

DELORME-HOECHSTETTER, Marielle. *Louli Sanua et l'École de haut enseignement commercial pour jeunes filles (H.E.C.J.F.), genèse d'une grande école féminine (1916-1941)*. Mémoire de D.E.A., E.H.E.S.S., dactyl., 1995.

AUTRES SERVICES

Office public de renseignements commerciaux de la Chambre de commerce de Paris. Chambre de commerce de Paris, 1896.

FLEURY, M.A. *Société d'encouragement pour le commerce français d'exportation*. Chambre de commerce de Paris, 1900.

Centenaire de la bibliothèque, 1829-1930. Chambre de commerce de Paris, 1930.

PELERIN, Claude. *La douane à Paris : 1790-1850*. Association pour l'histoire de l'administration des douanes françaises, C.C.I.P., 1980.

PATRIMOINE MOBILIER ET IMMOBILIER

Notice sur les tapisseries de la Chambre de commerce de Paris. Chambre de commerce de Paris, 1929.

CUSENIER, Marcel, JANNEAU, Guillaume et ALAUX, Gustave. *La Chambre de commerce de Paris : ses tapisseries, ses ports de France*. Chambre de commerce de Paris, 1949.

DEMING, Mark K. *La halle au blé de Paris : "cheval de Troie de l'abondance dans la capitale des lumières"*. Archives d'architecture moderne, 1984.

De la halle au blé à la bourse de commerce : 1762-1985, catalogue de l'exposition présentée à la mairie du 1er arrondissement. Délégation à l'action artistique de la ville de Paris, 1985.

GLÉNISSON, Jean-Louis. *L'hôtel Potocki*. C.C.I.P., 1993.

La Bourse de commerce de Paris : à travers huit siècles d'histoire. C.C.I.P., 1995.

SOURCES COMPLÉMENTAIRES

Le recensement des sources complémentaires a porté uniquement sur les fonds des Archives nationales et des Archives de Paris. Les références aux fonds des autres archives départementales sont extraites de : *L'enseignement technique de la Révolution à nos jours, 1 : de la Révolution à 1926*, par T. Charmasson,

A.-M. Lelorrain et Y. Ripa, Economica, INRP, 1987. Pour toutes les recherches sur l'enseignement commercial en général, on se reportera à cet ouvrage ainsi qu'à *l'Histoire de l'enseignement, XIXe-XXe siècles, Guide du chercheur*, T. Charmasson (dir.), INRP, 1986.

ARCHIVES NATIONALES : Centre historique de Paris

F¹² Commerce et industrie

F¹² 501 A Mélanges. Papiers provenant du secrétariat général du ministère de l'Intérieur.
Dos. 6. Documents sur les chambres de commerce (celle de Paris en particulier).

1806-1808

F¹² 618 Rapports des différentes chambres de commerce de l'Empire sur le projet d'école de commerce à Paris, proposé par M. Boucher à la demande du Conseil général du commerce.

1807

F¹² 793 Échelon de Vichy, direction du commerce extérieur : chambres de commerce.

1940-1941

F¹² 914 Chambres de commerce. Budgets : sommes allouées aux chambres ; règlement de leurs dépenses : pièces générales.

1806-1820

F¹² 916 Chambres de commerce : personnel (Lyon à Wesel).

An XII-1815

F¹² 918	Chambres de commerce : personnel (Metz à Troyes).	1816-1824
F¹² 939-945	Notables - commerçants. 939. Années 1810-1811 940. Années 1813-1815 941. Années 1815-1817 942. Années 1818-1819 943. Années 1820-1821 944. Années 1822-1823 945. Année 1824	1810-1824
F¹² 2335	Enquête sur l'enseignement technique.	1868
F¹² 2470	Dos. 12. Mémoires, pétitions, projets relatifs au commerce en général, aux écoles de commerce, à des ouvrages sur le commerce.	An IV-1815
F¹² 2594	Douanes. Entrepôts de Paris.	1809-1830
F¹² 2596	Douanes. Entrepôts : enquête de 1828-1831 (demande de Paris entre autres) ; entrepôts de Paris (1815-1834).	1815-1834
F¹² 2597	Douanes. Entrepôts de Paris.	1831-1840

F¹² 2712	Circulaire aux chambres de commerce, du 24 décembre 1807, relative aux entraves mises par l'Angleterre au commerce (réponses des chambres).	1807
F¹² 2894	Exposition universelle de 1855 à Paris. Manutention, personnel et matériel : rapports et états des travaux, correspondance, comptabilité.	1854-1858
F¹² * 2909-2915	Exposition universelle de 1855 à Paris. Bordereaux de chargement et réexpédition des colis de la galerie des machines.	1855-1856
F¹² 4840	Convention commerciale avec les États-Unis (24 juillet 1899) : avis des chambres de commerce.	1899-1900
F¹² 4848	Marchés à terme.	1901
F¹² 4891	Expéditions d'arrêtés et de décrets concernant entre autres les chambres de commerce.	1809
F¹² 4906	Commission permanente des valeurs de douane : correspondance avec les chambres de commerce.	1848-1877
F¹² 4926-4928	Commission permanente des valeurs de douane : questions posées aux chambres de commerce et aux chambres consultatives.	1872-1894

F¹² 6195	Avis des chambres de commerce sur les traités conclus avec l'Angleterre et la Belgique.	1872-1873
F¹² 6367	Questionnaire du Conseil supérieur du commerce et de l'industrie sur l'industrie, les tarifs douaniers, les tarifs de chemins de fer. Réponses des chambres de commerce.	1889-1890
F¹² 6385	Correspondance du ministre avec les chambres de commerce : circulaires, renseignements, statistiques.	1841-1901
F¹² 6387	Magasins et entrepôts généraux (en particulier, enquête de 1881 sur les tarifs).	1848-1881
F¹² 6395	Docks et entrepôts de Paris.	1831-1913
F¹² 6418	Renouvellement des traités de commerce : réponses des chambres de commerce au questionnaire du Conseil supérieur de commerce.	1890
F¹² 7478	Tarifs de transport de différents objets. Décisions des chambres de commerce : correspondance avec le ministère.	1907-1914
F¹² 7729/1	Évacuation de Paris : plan de la Chambre de commerce.	Juin-août 1918

- F¹² 7983** Documentation économique (classement par matières). Chambres de commerce.
1914-1918
- F¹² 8160** Contrôle des sociétés. Anciens élèves de l'École commerciale à Paris : rapport annuel et comptes des exercices 1930 et 1931.
1931-1932
- F¹² 8847** Foires. Création d'une foire à Paris, opposition (foire de Lyon).
1916-1917
- F¹² 9138-9139** Office national du commerce extérieur (O.N.C.E.). Projet de création, convention avec la Chambre de commerce de Paris (1897-1898) ; documents sur l'Office des renseignements commerciaux (1894).
1894-1898
- F¹² 9406** Associations, groupements, etc. Renseignements et correspondance : Chambre de commerce de Paris.
1923-1930
- F¹² 9407** *Idem.* Contentieux de la Bourse de commerce.
1931
- F¹² 9417** Mélanges. Extraits de divers avis sur le commerce recueillis sur l'ordre du ministre de l'Intérieur et adressés aux chambres de commerce ; réponses de celles-ci et commentaires.
s.d., XIX^e siècle
- F¹² 10129** Direction du commerce intérieur. Foires de Paris et autres (1942-1945) ; chambres de commerce et chambres de métiers (1942-1949).
1942-1949

F¹⁷ Instruction publique

F¹⁷ 6770	École centrale des arts et manufactures : création (1828-1846) ; École spéciale de commerce de Paris : création, tutelle de l'État (1823-1829) ; écoles commerciales : affaires diverses (1821-1829).	1821-1846
F¹⁷ 12529	Cours gratuits pour adultes femmes organisés par la Chambre de commerce.	1887
F¹⁷ bis 3152	École des hautes études commerciales : reconnaissance par l'État, organisation, enseignement.	1921-1923
F¹⁷ bis 7082	Écoles supérieures de commerce : modifications au concours d'entrée (1900-1901) ; création d'un titre pour les élèves des écoles supérieures de commerce (1912-1914).	1900-1914
F¹⁷ bis 7083	Droit de propriété du titre "écoles supérieures de commerce et des hautes études commerciales".	1914
F¹⁷ bis 7232	Documents communs à plusieurs établissements, inspection des écoles Bréguet, Violet et d'électricité industrielle de Marseille, en vue de leur reconnaissance et de leur habilitation à délivrer des diplômes d'ingénieurs.	1922
F¹⁷ bis 7241	École d'électricité et de mécanique Bréguet : reconnaissance par l'État.	1921-1922

AD XIX Archives imprimées : documents administratifs

AD XIX D Commerce

AD XIX D 213 École des hautes études commerciales.

1892

AD XIX D 214 Section normale annexée à l'École des hautes études commerciales : programme, conditions d'admission.

1901

AD XIX D 217 École supérieure de commerce de Paris : renseignements généraux, règlement intérieur.

1892

AD XIX Z Chambres de commerce

AD XIX Z 342 Chambre de commerce de Paris, statistique de l'industrie à Paris : enquêtes de 1847-1848 et 1860.

1851-1864

AD XIX Z 343 Chambre de commerce de Paris : avis et travaux (nombreuses lacunes).

1868-1899

AD XIX Z 344 Chambre de commerce de Paris : bulletin (nombreuses lacunes).

1897-1910

AD XIX Z 345 Assemblée des présidents des chambres de commerce de France : comptes rendus (nombreuses lacunes).

1902-1910

- AD XIX Z 346** École des hautes études commerciales : règlements, programme des cours, catalogue de la bibliothèque.
1889-1904
- AD XIX Z 347** École commerciale de l'avenue Trudaine : distribution des prix, prospectus.
1889-1898
- AD XIX Z 348** École supérieure de commerce de Paris : cours préparatoire.
1903-1904
- AD XIX Z 349** École supérieure pratique de commerce et d'industrie : diplômes et récompenses de fin d'année, conditions d'admission et plan d'études pour la section spéciale de navigation maritime.
1905
- AD XIX Z 350** École supérieure de commerce : rapport sur le commerce des charbons dans le nord de la France, en Belgique et en Angleterre.
1881
- AD XIX Z 351** Chambre de commerce de Paris : élections.
1888-1890
- AD XIX Z 352** Publication de la préfecture de la Seine de la liste des électeurs chargés d'élire les membres de la Chambre de commerce.
- AD XIX Z 353** Société d'encouragement pour le commerce français d'exportation : bulletin.

AD XIX Z 354 Note présentée aux chambres de commerce par les raffineurs de pétrole.

Avril 1888

AD XIX Z 355 La Chambre de commerce de Paris et la représentation commerciale : rapport.

AD XIX Z 356 Office public de renseignements commerciaux.

1896

AD XIX Z 357 Réponse à la délibération de la Chambre de commerce de Paris prise le 17 mai 1899 sur le rapport de M. Ancelot.

AD XIX Z 358 Société d'encouragement pour le commerce français d'exportation : demande de reconnaissance d'utilité publique.

1899

AD XIX Z 359 Banc d'épreuve des armes à feu : décrets, statuts, règlement.

1899

AD XIX Z 360 Chambre de commerce de Paris : compte rendu des travaux pour 1924.

1925

AF IV Secrétairerie d'état impériale

AF IV* 170-171 Ministère de l'Intérieur. Procès-verbaux du conseil d'administration et de la police générale : commerce, manufactures, ponts-et-chaussées.

Décembre 1809-novembre 1813

AF IV* 174 *Idem* : commerce et manufactures, statistique industrielle, tribunaux et chambres de commerce.

1808

AF IV 1060-1062 Rapports du ministre de l'Intérieur sur le commerce et les manufactures.

An VIII-1814

Voir surtout :

AF IV 1060 Dossier 2/3 Dépenses des chambres de commerce (fructidor an XII).

AF IV 1060 Dossier 2/4 Réclamations de la Chambre de commerce de Paris contre un projet de taxe sur les transports des monnaies d'or et d'argent par les messageries (s.d.).

AF IV 1060 Dossier 2/142 Pétition de la Chambre de commerce de Paris pour demander l'ouverture des ports francs aux navires américains (1809).

AF IV 1061 Dossier 1/98 Note de la Chambre de commerce de Paris sur les marchandises et denrées coloniales séquestrées en Allemagne qui appartiennent à des négociants français (1810).

AF IV 1062 Dossier 3/22 Voeu de la Chambre de commerce de Paris pour un entrepôt réel des cotons de Naples et du Levant (1812).

BB¹⁸ Correspondance générale de la division criminelle du ministère de la Justice. Dossiers banaux

BB¹⁸ 6632 Spéculation sur les blés, 1923-1929. Hausse des cours dans le Finistère et la Somme et à la Bourse de commerce de Paris, 1923-1924 (76 BL 936 et 953).

BB¹⁸ 6637 Protestations de la Chambre de commerce de Paris, notamment contre les attendus d'un jugement du Tribunal correctionnel de Lyon condamnant des commerçants appartenant au conseil d'administration du syndicat central de la défense du commerce de Lyon, poursuivis sur la plainte de la ligue de défense des consommateurs du Rhône, 1933-1934 (76 BL 1211).

Information au Parquet de la Seine à l'occasion des conditions dans lesquelles la Chambre syndicale des blés près la bourse de commerce de Paris a été amenée à établir les cours de compensation des opérations antérieures au 15 juin 1933 (application de la loi du 10 juillet 1933 portant fixation du prix minimum du blé), 1933-1936 (76 BL 1217). Spéculation sur les sucres à la Bourse de commerce de Paris, 1934-1936 (76 BL 1219 auquel est joint 86 BL 1656).

- BB¹⁸ 6779** Procédures sur plaintes de Brisson, négociant en grains à Châlons-sur-Marne. Campagne dans le journal *Le Petit Meunier* contre les courtiers assermentés à la Bourse de commerce de Paris, 1934-1941 (86 BL 1529).

CE Conseil national économique

- CE 163** Réorganisation de la Bourse de commerce de Paris, 1935. Dossier Ak : lettre de saisie, mars 1935 ; procès-verbaux de la commission permanente, mars 1935 ; avis sur le projet de réorganisation de la Bourse de commerce de Paris adopté... sur le rapport de I. Martin et Filippi ; documents an-nexes ; dossier du secrétaire général sur les Bourses de commerce.

1935

ARCHIVES NATIONALES : Centre des archives contemporaines

Éducation nationale

- 770471 art. 3** Rapports de stage des étudiants à l'étranger. École supérieure de commerce de Paris (E.S.C.P.) : Espagne.

1968

- 770471 art. 4** *Idem.* E.S.C.P. : Afrique du sud ; École des hautes études commerciales (H.E.C.) : Tunisie, Algérie.

1968

- 770471 art. 13-14** Écoles supérieures de commerce. Concours d'admission : sujets, rapports de correction, procès-verbaux de jury, résultats, listes.

1969-1970

- 770471 art. 21** Rapports de stage des étudiants à l'étranger. H.E.C. : Nouvelle-Zélande.

1969-1970

- 770471 art. 22** *Idem.* E.S.C.P. : Australie.

1969-1970

770471 art. 23	<i>Idem.</i> H.E.C.	1969-1970
770471 art. 25	<i>Idem.</i> E.S.C.P. : économie de l'Égypte.	1969-1970
770471 art. 26	<i>Idem.</i> H.E.C. : Chili, États-Unis, Brésil, Canada.	1969-1970
770471 art. 27	<i>Idem.</i> H.E.C. : Indochine, rapports individuels sur la banque à Singapour.	1969-1970
770471 art. 33	<i>Idem.</i> H.E.C. : Guadeloupe.	1971-1972
770471 art. 37	<i>Idem.</i> H.E.C. : Bolivie, rapports individuels.	1971-1972
770471 art. 41	<i>Idem.</i> H.E.C. : Amérique latine, Chili.	1972-1973
770471 art. 43	<i>Idem.</i> H.E.C. : Gabon, Israël.	1972-1973
770471 art. 44	Grandes écoles. Concours d'admission : sujets, rapports de correction, procès-verbaux de jury, résultats, listes.	1973-1974

771189 art. 29-31	Écoles supérieures de commerce : dossiers d'écoles (1897-1935) ; admission et diplôme de sortie : évolution des conditions de concours d'entrée, droit de propriété du titre H.E.C. et écoles supérieures de commerce, rapport Paris inspecteur général de l'enseignement technique (1900-1942).	1897-1942
771226 art. 159	Documents concernant la taxe d'apprentissage (classement par établissement). École de législation professionnelle et de pratique coloniale.	1929
771226 art. 160	École des hautes études commerciales.	1953-1965
771226 art. 168	École de haut enseignement commercial pour jeunes filles.	1932
771226 art. 174	École commerciale de la rive gauche.	1950
771226 art. 178	École supérieure des industries du vêtement.	1950-1960
771226 art. 179	École de législation professionnelle.	1949-1950
771226 art. 182	Cours de préparation supérieure au secrétariat.	1952

771226 art. 186	École supérieure de commerce de Paris.	1958
771226 art. 193	Chambre de commerce et d'industrie de Paris.	1967
780502 art. 31-32	Concours d'admission à H.E.C. et à l'E.S.S.E.C. : organisation, sujets, résultats, procès-verbaux des épreuves, rapports de jury, dossiers des admis sur titre.	1946-1970
900082 art. 1	Commission permanente des écoles supérieures de commerce : procès-verbaux de réunions, projets, notes et rapports.	1956-1961
900501 art. 1-30	Écoles supérieures de commerce et de gestion : organisation et gestion administrative, organisation pédagogique, scolarité, concours et examens (dossiers par établissements).	1895-1988

Industrie, postes et télécommunications et commerce extérieur

Direction du commerce intérieur

910031 Marchés à terme

910031 art. 1-4	Réglement et fonctionnement de la Bourse de commerce.	1950-1989
910031 art. 5-14	Commission des marchés à terme de marchandises : procès-verbaux, budgets, contentieux.	1974-1987

910031 art. 15-23 Fonctionnement des marchés à terme et études.

1939-1985

910016 Foires et salons

910016 art. 1 Élaboration de la réglementation.

1942-1989

910016 art. 3-5 Création et fonctionnement des parcs d'exposition de Paris (dont Porte de Versailles et Villepinte).

1947-1979

910016 art. 5 Comité consultatif des foires et salons : procès-verbaux.

1960-1980

Direction générale de l'industrie : service des C.C.I.

780072 art. 1-156 Organisation des C.C.I. et divers.

1831-1971

780072 art. 157-190 Élections consulaires et divers.

1803-1968

780072 art. 191-836 Comptes et budgets des C.C.I. et divers.

1839-1971

780272 art. 1-60 Comptes et budgets des C.C.I. (notamment celles d'Ile-de-France).

1953-1977

790882 art. 6-93	Comptes et budgets des C.C.I. : service particulier et services gérés (classement dans l'ordre alphabétique des villes).	1955-1977
830309 art. 1-111	Comptes et budgets des C.R.C.I. et C.C.I. (classement par régions, puis dans l'ordre alphabétique des villes).	1954-1979
850727 art. 1-12	Comptes et budgets des C.C.I. (classement par régions, puis dans l'ordre alphabétique des villes).	1961-1981
860076 art. 116	Chambre de commerce et d'industrie de Paris. Généralités (1965-1974) ; affaires diverses (1926-1980) ; hôtel consulaire (1967-1969).	1926-1980
860076 art. 117	Formation (1949-1979) ; H.E.C. (1958-1973) ; INSEAD (1962-1973) ; habitat (1957-1980) ; équipement : divers (Le Bourget, Pantin...) (1935-1980).	1935-1980
860076 art. 118	Équipement : palais des congrès (1966-1979) ; port autonome de Paris (1963-1971) ; port de Gennevilliers (1956-1978) ; port d'Ivry (1965-1966) ; Bourse de commerce (1950-1979).	1950-1979
860076 art. 119	Équipement : zones industrielles, en particulier Colombes (1962-1965) ; zone d'activités industrielles à Noisy-le-Grand (1972-1973) ; zone d'activités industrielles de Chennevières-sur-Marne (1966-1968) ; promotion des entreprises : centre commercial de Fontenay-sous-Bois (1975-1976).	1962-1976

860076 art. 168 Généralités sur les chambres de commerce et d'industrie. Organisation des C.C.I. (1941-1960) ; fiscalité des ports (1945-1975).

1941-1975

860076 art. 169 Financement de la liaison Mer-du-Nord-Méditerranée (1960-1969) ; taxe sur les aéroports (1954-1958) ; statut du personnel administratif des C.C.I. : textes et réglementation (1952-1968) ; commission nationale paritaire (1971-1973).

1952-1973

860076 art. 170 Commission nationale paritaire.

1974-1976

890305 art. 1-87 Comptes et budgets des C.R.C.I. et C.C.I.

1957-1987

910578 art. 1-67 Comptes et budgets des C.R.C.I. et C.C.I.

1968-1987

ARCHIVES DE PARIS

DM¹² Commerce

Cette sous-série est en cours de reclassement. La numérotation des articles pourrait être modifiée à l'issue de cette opération.

DM¹² 22 Notables commerçants (1863) ; commerce et industrie : circulaires, notes et correspondance (1815-1817).

1815-1863

DM¹² 30 Chambre de commerce de Paris : budgets et comptes.

1874-1885

- DM¹² 33** Condition publique des soies et laines. Budgets et comptes (1872-1879, 1895) ; enquête sur les bureaux publics et privés dans le département de la Seine (1885-1886) ; tableaux mensuels des opérations effectuées (1892-1896).
- 1872-1896**
-
- DM¹² 34** *Idem* : tableaux mensuels des opérations effectuées.
- 1882-1891**
-
- DM¹² 35** Chambre de commerce de Paris. Avis et travaux, projet de musée commercial, demande de bourse à l'École des hautes études commerciales, budget, reconnaissance de l'École supérieure de commerce par l'État, renseignements divers (1887-1896) ; manutention et cabinets particuliers à la Douane centrale : budgets et comptes (1875-1896) ; École commerciale : budgets et comptes (1871-1879) ; École supérieure de commerce de Paris : budgets et comptes (1872-1879) ; listes des électeurs pour la nomination des membres de la Chambre de commerce (1889, 1890, 1891, 1894).
- 1871-1896**
-
- DM¹² 53** Listes des électeurs pour la nomination des membres du Tribunal de commerce de la Seine et de la Chambre de commerce de Paris (1872, 1874, 1875, 1876, 1877, 1878, 1879).
- 1872-1879**
-
- DM¹² 54** Tribunal de commerce, élections. Scrutins des 17 juillet 1872, 22 décembre 1873, 22 décembre 1874 et 23 décembre 1875 : organisation, procès-verbaux (1872-1875) ; révisions de la liste électorale (1871-1877).
- 1871-1877**
-
- DM¹² 55** Chambre de commerce, élections. Scrutins des 5 novembre 1872, 30 décembre 1874, 27 décembre 1876, 27 décembre 1878, 28 décembre 1880, 23 décembre 1882, 20 et 27 décembre 1884 : organisation, procès-verbaux (1872-1884) ; scrutin du 15 décembre 1892 : convocation (1892) ; liste des électeurs (1883) ; révision de la liste (1884).
- 1872-1892**

- DM¹² 56** Liste des électeurs pour la nomination des membres du Tribunal de commerce et de la Chambre de commerce de Paris (1882) ; listes des électeurs de la Chambre de commerce de Paris (1900, 1901, 1902, 1903, 1904, 1905, 1906, 1907).
- 1882-1907**
-
- DM¹² 57** Tribunal de commerce, élections. Scrutins des 22 décembre 1876, 22 décembre 1877, 19 décembre 1878, 17 décembre 1879 : organisation, procès-verbaux (1876-1879) ; listes des électeurs pour la nomination des membres du Tribunal de commerce et de la Chambre de commerce de Paris (1876, 1877, 1878) ; révision de la liste électorale (1877-1879).
- 1876-1879**
-
- DM¹² 58** Tribunal et chambre de commerce. Révision des listes (1880-1882) ; tableau des notables-commerçants (1879, 1880, 1881, 1882). - Tribunal de commerce, élections : résultats, recensement général des notes et procès-verbaux de la 1^{ère} section (1880-1881).
- 1879-1882**
-
- DM¹² 59** Tribunal de commerce, élections. Scrutin du 21 décembre 1882 : organisation, procès-verbaux (1882) ; scrutins des 14 et 28 décembre 1884 : organisation, résultats (1884) ; scrutin du 10 décembre 1885 : organisation (1885) ; scrutins des 7 et 21 décembre 1892 : résultats (1892) ; révision de la liste électorale (1881-1885).
- 1881-1892**
-
- DM¹² 60** Liste des électeurs du Tribunal de commerce et de la Chambre de commerce de Paris : mutations ⁽¹⁾ (additions, radiations et changements d'adresses), Paris *intra-muros* (1910). - Tribunal de commerce, scrutins des 8 et 22 décembre 1910 : listes d'émargement ⁽²⁾, 1^{er} au 4^e arrondissements (1910).
- 1910**

(1) Renseignements fournis : nom, prénom, date et lieu de naissance, profession, année d'inscription au rôle des patentes dans le département de la Seine, adresse, catégorie professionnelle.

(2) Renseignements fournis : nom, prénom, année de naissance, profession, adresse.

DM¹² 61 Tribunal de commerce, scrutins des 8 et 22 décembre 1910 : listes d'émargement, 5e au 14e arrondissements.

1910

DM¹² 62 *Idem*, 15e au 20e arrondissements, arrondissements de Sceaux et de Saint-Denis.

1910

DM¹² 63 Liste des électeurs du Tribunal de commerce et de la Chambre de commerce de Paris : mutations ⁽¹⁾ (additions, radiations et changements d'adresse), arrondissements de Sceaux et de Saint-Denis.

1910

VD Fonds des mairies des 12 anciens arrondissements municipaux.

VD⁴ 2 Liste des commerçants appelés à élire les juges du Tribunal de commerce et les membres de la Chambre de commerce : circulaires préfectorales, préparation des listes, listes.

1808-1859

VD⁴ 3 Chambre de commerce : arrêtés préfectoraux pour la convocation des électeurs et le renouvellement des membres.

1848-1855

VM Édifices municipaux

V36 M¹ Concours pour la construction de l'École supérieure de commerce. Dossier de participation au jury de M. Bouvard, inspecteur général des services municipaux d'architecture de la ville de Paris : correspondance, plans, carnet de notes.

1896

(1) Renseignements fournis : nom, prénom, date et lieu de naissance, profession, année d'inscription au rôle des patentes dans le département de la Seine, adresse, catégorie professionnelle.

V42 M¹ art. 3 Papers de l'architecte Antoine Charles Bailly, inspecteur général des bâtiments de la ville, architecte du Tribunal de commerce. Bourse de commerce : transformation de l'ancienne halle aux blés.

1888

VM²⁵ 12 Magasins du port d'Austerlitz : projet d'agrandissement (plans, photographies).

1910-1914

VM²⁷ 1-8 Palais de la Bourse : construction.

1809-1826

VM²⁷ 9-12 *Idem* : entretien et aménagement.

1824-1913

VM²⁸ 1 Bourse de commerce : négociation, construction, procès.

VM²⁸ 2 *Idem* : concession du 2 mars 1884, état des lieux.

VN Biens communaux

VN⁴ 271-274 Bourse de commerce : titres de propriété.
 271 17 et 19, rue Coquillière (1864-1887).
 272 19, rue d'Orléans.
 273 36, rue des Deux-écus ; rue de Viarmes (1750-1885) ; 43 et
 45, rue Jean-Jacques Rousseau (1727-1788).
 274 *Idem* art. 271.

1727-1887

VO Dossiers de voirie et demandes de permis de construire

Classement par tranches chronologiques et par adresses. À consulter pour les immeubles construits par la Chambre depuis 1880 environ.

VO N.C. 283-290 Bourse de commerce : opérations de voirie.

1886-1887

"Grille Pérotin"

10451/48/2 art. 1 Élections au Tribunal et à la Chambre de commerce de Paris. Scrutins de 1925 et 1927 : organisation, procès-verbaux.

1925-1927

10451/48/2 art. 2 Révision de la liste électorale.

1925-1929

10451/48/2 art. 3 *Idem.*

1930-1932

10451/48/2 art. 4 Tribunal de commerce, scrutin du 7 décembre 1932 : procès-verbaux (1932). - Liste des électeurs au Tribunal de commerce et à la Chambre de commerce ⁽¹⁾ : mutations (1932).

1932

10451/48/2 art. 5 Tribunal de commerce, élections : procès-verbaux.

1933

(1) Renseignements fournis : nom, prénom, date et lieu de naissance, profession, année d'inscription au rôle des patentes dans le département de la Seine, adresse, catégorie professionnelle. Sur les listes d'additions, figure aussi le numéro d'inscription au registre du commerce.

10451/48/2 art. 6	Chambre de commerce, élections : procès-verbaux.	1933
10451/48/2 art. 7	Tribunal de commerce, élections : procès-verbaux.	1934
10451/48/2 art. 8	Tribunal de commerce, élections : procès-verbaux (1932-1934) ; révision de la liste électorale (1926-1927).	1926-1934
10451/48/2 art. 9	Chambre de commerce, scrutin du 1er décembre 1937 : procès- verbaux (1937). - Tribunal de commerce, élections : organisation, procès-verbaux (1928-1930).	1928-1937
10451/52/2	Chambre de commerce, élections de décembre 1945 art. 11-12 Procès-verbaux. art. 15 Liste d'émargement (1ère et 2e catégorie) et feuilles de dépouillement. art. 16 Procès-verbaux 2 ^e tour (2 ^e catégorie).	1945

Série W

1027 W 9	Association pour les ports de la région parisienne : statuts, composition, procès-verbaux, subventions (1964-1965). - Association des grands ports français : procès-verbaux, tarifs, subventions, divers (1965-1967).	1964-1967
1027 W 10	Chambre de commerce et d'industrie de Paris. Consortium pour l'aménagement de la région parisienne : comptes rendus de séances, mémoires (1964-1967) ; fascicule de présentation, échange avec le conseil général (1952).	1952-1967

- | | | |
|-----------------------|--|------------------|
| 1027 W 18 | Comité de tourisme de Paris : comptes rendus annuels, participation du conseil général. | 1951-1962 |
| | | |
| 1143 W 2 | Chambre de commerce et d'industrie de Paris : élections. | 1979-1982 |
| | | |
| 1223 W 14-27 | Élections consulaires de novembre 1985 (départements des Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis et Val-de-Marne). | 1985 |
| | | |
| 1372 W 1-30 | Élections de novembre 1988 (départements de Paris, Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis et Val-de-Marne) : listes électorales, listes d'émargement, procès-verbaux. | 1988 |
| | | |
| 1547 W 129-132 | Élections de novembre 1991 (départements de Paris, Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis et Val-de-Marne) : procès-verbaux. | 1991 |

ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DE LA GIRONDE

Série M Administration générale et économie

- | | | |
|----------------|---|------------------|
| 8 M 301 | École de théorie commerciale de Bordeaux : compte rendu des travaux (an X) ; distribution des prix (an X-an XI) ; projet de création d'une école commerciale à Bordeaux par le sieur Hue (1821-1822) ; projet d'établissement d'une école supérieure de commerce de Bordeaux (1828-1830) ; École spéciale de commerce et d'industrie de Paris (1830) ; lycée industriel et commercial de Paris : correspondance, prospectus (1831). | An X-1831 |
|----------------|---|------------------|

8 M 302 École supérieure de commerce de Paris : concours d'entrée, instructions, correspondance, épreuves.

1849-1889

8 M 303 École des hautes études commerciales de Paris.

1883-1926

ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DE L'HÉRAULT

Série M Administration générale et économie

164 M 32 Écoles de commerce hors du département : demandes de bourses départementales, École supérieure de commerce de Paris (1870-1890) ; École des hautes études commerciales (1900) ; École centrale de Lyon (1897) ; École supérieure de commerce de Marseille (1885-1908) ; École pratique coloniale du Havre (1891-1933).

1870-1933

ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DU MAINE-ET-LOIRE

Série M Administration générale et économie

Cotes sous réserve

65 M 3 Écoles pratiques de commerce et d'industrie, enseignement commercial, certificat d'aptitude au professorat, écoles pratiques de filles et de garçons, attribution de bourses, arrêtés, écoles de commerce de Lyon, filles, section normale, concours ; École des hautes études commerciales de Paris, section normale annexée à l'École pratique de commerce et industrie du Havre, section normale annexée à l'École nationale des arts et métiers de Châlons, programmes, concours.

1894-1903

65 M 4 Enseignement technique, industriel et commercial, écoles publiques, écoles privées, cours professionnels, écoles professionnelles commerciales, École des hautes études commerciales reconnues par l'État.

1895-1910

ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DU NORD

Série T Enseignement, affaires culturelles, sports

- | | | |
|----------------|---|------------------|
| 1 T 150 | Écoles supérieures de commerce : concours d'admission. | 1895 |
| 1 T 151 | École supérieure de commerce de Paris : bourses. | 1849-1883 |
| 1 T 152 | École spéciale de commerce et d'industrie de Paris : dépêche ministérielle. | 1830 |

ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DU RHÔNE

Série M Administration générale et économie

- | | | |
|-----------------|--|------------------|
| 8 Mp 209 | Brochures sur les Écoles supérieures de commerce de Lyon et Paris (1820-1884) ; École supérieure de commerce de Paris (1820-1873) ; École spéciale de commerce et d'industrie de Paris (1829) ; École spéciale de commerce établie à Lyon (1822-1825) ; École spéciale de commerce dans le pensionnat de Sainte-Marie-de-Beauregard (1856) ; École supérieure de commerce de Lyon (1873-1884). | 1820-1884 |
|-----------------|--|------------------|

- 2ETP/1

REPRÉSENTATION COMMERCIALE

ET

PROFESSIONNELLE

2ETP/1/1 CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE (1)

2ETP/1/1/1 STATUT (2)

2ETP/1/1/11 Régime légal. Réformes.

2ETP/1/1/11 1 Chambres de commerce, chambres des arts et manufactures⁽³⁾, tribunaux de commerce⁽⁴⁾, missions, statuts, organisation, élections, projets de réforme : correspondance, rapports, textes législatifs et réglementaires, documentation. 1803-1888.

(1) L'appellation des chambres de commerce fut complétée par la mention "et d'industrie" par décret du 19 mai 1960, conformément au champ d'activité traditionnel de ces compagnies qui, dès l'origine, incluait les manufactures et fabriques.

(2) En application de l'arrêt du 31 août 1701, cinq chambres de commerce furent établies de 1702 à 1705. Il en existait déjà une à Marseille depuis 1599 et à Dunkerque depuis 1700. Les chambres de commerce étaient au nombre de onze lorsqu'elles furent supprimées le 27 septembre 1791. L'arrêté du 3 nivôse an XI 14 décembre 1802 créa ou rétablit 17 chambres. En 1815, on en comptait 24. Leur nombre s'éleva à 50 en 1848, 77 en 1870, 125 en 1897. De 1898 à 1902, 28 nouvelles chambres furent créées. On en compte aujourd'hui 161.

L'organisation et les attributions des chambres de commerce furent précisées par l'ordonnance du 16 juin 1832 et le décret du 3 septembre 1851 qui leur conféra le statut d'établissement d'utilité publique. Enfin, la loi du 9 avril 1898 qui définit toujours le cadre général de leur action, octroya aux chambres de commerce le statut d'établissement public.

(3) Les chambres consultatives des arts et manufactures furent instituées par la loi du 22 germinal an XI (12 avril 1803) et le décret du 10 thermidor an XI (29 juillet 1803). Installées dans des localités ne disposant pas de chambre de commerce, elles ne jouissaient pas de ressources propres et restèrent cantonnées dans une activité consultative très limitée. Peu à peu, les chambres de commerce se substituèrent aux chambres consultatives. A la veille de la Première Guerre mondiale, la moitié des chambres consultatives créées sous l'Empire étaient devenues des chambres de commerce ; les autres avaient progressivement cessé toute activité. Les chambres consultatives des arts et manufactures ont été supprimées par l'article 4 de la loi du 17 août 1950.

(4) Sur les Tribunaux de commerce, voir aussi la sous-série 2ETP/3/3/7.

2ETP/1/1/11 2 *Idem.* 1884-1899.

2ETP/1/1/11 3	<i>Idem.</i> 1900-1903.
2ETP/1/1/11 4	<i>Idem.</i> 1907-1940.
2ETP/1/1/11 5	<i>Idem.</i> 1940-1947.
2ETP/1/1/11 6	<i>Idem.</i> 1955-1963.
2ETP/1/1/11 7	<i>Idem.</i> Juillet-octobre 1963.
2ETP/1/1/11 8	<i>Idem.</i> Novembre 1963-avril 1964.
2ETP/1/1/11 9	<i>Idem.</i> 1963.
2ETP/1/1/11 10	<i>Idem.</i> 1963-1964.
2ETP/1/1/11 11	<i>Idem.</i> 1963-1970.
2ETP/1/1/11 12	Textes législatifs et réglementaires. 1959-1980.
2ETP/1/1/11 13	Histoire, statuts et missions des chambres de commerce : correspondance, bibliographie, notes d'information, projets d'articles, coupures de presse, brochures. 1916-1968.

2ETP/1/1/11 14	Usage de la dénomination "chambre de commerce" ⁽¹⁾ : correspondance, notes, textes législatifs, 1957-1984 ; affaire de la Jeune chambre de commerce ⁽²⁾ : correspondance, notes, documentation, 1952-1953.
2ETP/1/1/11 15	Demandes de renseignements : correspondance. 1910-1947.
2ETP/1/1/11 16	<i>Idem</i> , 1948-1959 ; projets de thèse et de mémoire, brochures, publications diverses, 1950-1983.
2ETP/1/1/11 17	Chambres de commerce, statuts, organisation, comptabilité, missions : correspondance, notes, textes législatifs et réglementaires. 1927-1970.
2ETP/1/1/11 18	Histoire et missions des chambres de commerce : documentation. 1964-1969.

(1) Usage réglementé par la loi du 12 novembre 1956 et limité aux seuls établissements publics, à l'exception de dérogations accordées par arrêté ministériel (essentiellement aux chambres de commerce franco-étrangères et aux chambres de commerce étrangères en France).

(2) Association constituée en 1952, la Jeune chambre de commerce dut, en 1953, prendre le nom de Jeune chambre économique.

2ETP/1/1/12 1	Élections aux chambres et tribunaux de commerce, cadre législatif et réglementaire, organisation, réformes : correspondance, textes législatifs, circulaires, rapports, enquêtes auprès des chambres, coupures de presse. 1902-1908.
2ETP/1/1/12 2	<i>Idem.</i> 1911-1924.
2ETP/1/1/12 3	<i>Idem.</i> 1925-1929.
2ETP/1/1/12 4	<i>Idem.</i> 1930-1937.

(1) L'arrêté du 3 nivôse an XI 14 décembre 1802 rétablissant les chambres de commerce, prescrivait que la première nomination serait faite par des électeurs désignés par le préfet parmi les commerçants les plus distingués. Les chambres devaient procéder ensuite, elles-mêmes, à leur renouvellement tous les ans par tiers. Les noms des nouveaux membres, élus pour trois ans, étaient soumis à l'approbation ministérielle. L'ordonnance du 16 juin 1832, relative à la constitution des chambres de commerce, créa une assemblée électorale composée des membres du Tribunal de commerce, de la Chambre de commerce (y compris les sortants) et du Conseil des prud'hommes ainsi que de notables en nombre égal à celui des membres de la Chambre et du Tribunal, choisis par moitié par le Tribunal et par la Chambre de commerce. L'arrêté du 19 juin 1848 rendit électeur l'ensemble des patentés. Les décrets des 3 septembre 1851 et 30 août 1852 marquèrent un retour au régime de la notabilité en assimilant le régime électoral des chambres à celui des tribunaux de commerce. Désormais, les électeurs furent des "notables commerçants", recommandables par leur probité, esprit d'ordre et d'économie. Pour être éligibles, les candidats devaient être âgés de plus de 30 ans et patentés depuis 5 ans au moins. Les membres, élus pour 6 ans et rééligibles, étaient renouvelés par tiers tous les 2 ans.

La loi du 21 décembre 1871 et le décret du 22 janvier 1872 ne modifièrent que superficiellement ce régime qui subsista jusqu'à l'entrée en vigueur de la loi du 19 février 1908, consacrant le suffrage universel des patentés (hommes et femmes) depuis plus de 5 ans. Ces nouvelles dispositions ne faisaient que reprendre celles applicables aux élections aux tribunaux de commerce depuis les lois des 8 décembre 1883 et 23 janvier 1898 (électorat des femmes commerçantes). La loi de 1908 introduisit en outre le principe des catégories professionnelles, destinées à équilibrer la représentation commerciale et industrielle, et déterminées en fonction du montant de la patente, de la population active employée et de l'importance économique des groupes d'industries ou de commerces. La loi du 11 décembre 1924 rendit les femmes éligibles aux chambres de commerce. L'acte dit loi du 11 avril 1941 qui prévoyait la nomination des membres des chambres de commerce par arrêté ministériel, fut annulé par l'ordonnance du 8 juillet 1944. Le décret du 3 août 1961 lia l'électorat, non plus à la patente mais à l'inscription au registre du commerce. Les inscriptions sur les listes, volontaires jusqu'alors, furent désormais faites d'office. Les membres furent dès lors renouvelés tous les 3 ans par moitié.

2ETP/1/1/12 5	<i>Idem.</i> 1936-1937.
2ETP/1/1/12 6	<i>Idem.</i> 1937-1950.
2ETP/1/1/12 7	<i>Idem.</i> 1952-1961/
2ETP/1/1/12 8	<i>Idem.</i> 1960-1974 ; demandes de renseignements : correspondance, 1903-1947.
2ETP/1/1/12 9	Comité de liaison des élections consulaires, Comité d'information des tribunaux et chambres de commerce de France, Assemblée des présidents des chambres de commerce : correspondance, procès-verbaux de réunions, notes, 1955-1956 ; élections aux tribunaux de commerce, résultats, 1957.
2ETP/1/1/12 10	Élections aux tribunaux de commerce, résultats. 1958.
2ETP/1/1/12 11	Élections aux tribunaux de commerce, résultats, 1959-1963 ; élections aux chambres de commerce, résultats, 1955-1958.
2ETP/1/1/12 12	Élections aux chambres de commerce, résultats. 1959-1964.

2ETP/1/1/2 ORGANISATION INTÉRIEURE

2ETP/1/1/21 Généralités

2ETP/1/1/21 1	Organisation-type d'un secrétariat général de chambre de commerce, notes du 6 janvier 1943 et du 29 février 1960 (mise à jour), élaboration, diffusion ; attributions particulières des chambres de commerce, rôle d'information et de documentation : notes, 1951-1961.
----------------------	--

2ETP/1/1/22 Membres. Anciens membres

- 2ETP/1/1/22 1** Enquête auprès des chambres de commerce sur les membres exerçant un mandat parlementaire : listes nominatives. 1949-1955.
- 2ETP/1/1/22 2** *Idem*, 1956-1959 ; divers (dont tenue vestimentaire, régime fiscal, honorariat, membres correspondants, adresses parisiennes des présidents de chambre de commerce en 1947 : correspondance, notes, 1926-1980.

2ETP/1/1/23 Personnel ⁽¹⁾

- 2ETP/1/1/23 1** Statuts, conventions collectives, commission paritaire nationale : correspondance, rapports, notes. 1913-1947.
- 2ETP/1/1/23 2** *Idem*. 1948-1955.
- 2ETP/1/1/23 3** *Idem*. 1957-1978.
- 2ETP/1/1/23 4** Traitements, retraites, cumuls : correspondance, rapports, notes. 1929-1938.

(1) A l'issue de la Seconde Guerre mondiale, les personnels des chambres de commerce étaient soumis aux régimes les plus divers. Certaines chambres choisissaient les barèmes de rémunération des administrations publiques de leur département ; d'autres s'inspiraient des conventions collectives des industries locales. La loi du 10 décembre 1952 rendit obligatoire l'établissement d'un statut du personnel des chambres de commerce. Une commission paritaire nationale fut constituée en vue de mettre en place celui-ci. Le statut national fut signé par les différents partenaires le 12 janvier 1954 et homologué par arrêté du 5 avril 1954. Des commissions paritaires locales adaptèrent le statut aux conditions particulières de chacune des chambres. Les chambres de commerce maritimes conservèrent un statut spécial.

- 2ETP/1/1/23 5** *Idem*, 1949-1951 ; assurance-groupe, propositions des compagnies d'assurance : correspondance, contrats, plaquettes publicitaires, 1938-1939.
- 2ETP/1/1/23 6** *Idem*. 1939-1947.
- 2ETP/1/1/23 7** Syndicat national autonome du personnel des chambres de commerce (S.N.A.P.C.C.)⁽¹⁾, statuts, rôle, activités : notes, bulletin de liaison. 1954-1980.

2ETP/1/1/3 RÉGIME FINANCIER ET FISCAL (2)

- 2ETP/1/1/30 1** Comptabilité, budget, contrôle, subventions : correspondance, textes législatifs et réglementaires, rapports. 1804-1951/
- 2ETP/1/1/30 2** Ressources fiscales et administratives, emprunts, régime fiscal particulier : correspondance, textes législatifs et réglementaires, rapports. 1820-1973.

(1) Constitué le 8 février 1953 à l'initiative de l'Association des secrétaires généraux des chambres de commerce, en vue d'assurer la représentation du personnel des chambres de commerce au sein de la commission paritaire nationale chargée d'établir le statut du personnel des chambres, conformément à la loi du 10 décembre 1952.

(2) Le décret du 23 septembre 1806 assimila les dépenses des chambres de commerce à celles des bourses de commerce, régies par la loi du 28 ventôse an IX. Ces dépenses étaient supportées par certains contribuables sous la forme d'une imposition additionnelle aux patentes. Celle-ci s'applique encore de nos jours à la taxe professionnelle et représente la source directe de financement des chambres de commerce et d'industrie ; le complément étant constitué par les recettes des services gérés, la collecte de la taxe d'apprentissage et de la contribution-logement, les subventions et le recours à l'emprunt.

2ETP/1/1/4 ÉMISSION DE MONNAIE ⁽¹⁾

2ETP/1/1/40 1 Émissions de jetons métalliques et de coupures de monnaie : correspondance, travaux de l'Assemblée des présidents des chambres de commerce, rapports, statistiques. 1915-1921.

2ETP/1/1/40 2 *Idem.* 1915-1921.

2ETP/1/1/40 3 Retraits des jetons et coupures : correspondance, rapports, statistiques, 1923-1928 ; demandes de renseignements : correspondance, 1920-1929 ; documentation, 1956-1975.

2ETP/1/1/8 RÉUNIONS ET GROUPEMENTS DE CHAMBRES DE COMMERCE FRANÇAISES

2ETP/1/1/81 Congrès. Réunions

2ETP/1/1/81 1 Actions communes des chambres de commerce : correspondance, projets, rapports. 1803-1913.

(1) Lors de la guerre de 1870, certaines chambres de commerce avaient dû émettre des bons de monnaie pour lutter contre la thésaurisation et favoriser la reprise économique. De 1914 à 1923, la pénurie de monnaie divisionnaire amena les chambres de commerce à émettre à nouveau des "bons de monnaie", sur papier et tenant lieu de coupures métalliques. En 1920, le ministère des Finances décida l'émission de "jetons-monnaie" libellés au nom des "chambres de commerce de France" (avec l'accord de l'Assemblée des présidents des chambres de commerce) et destinés à remplacer les "bons de monnaie". La loi du 12 janvier 1926 marqua leur retrait définitif de la circulation. Quelques émissions eurent lieu en juin-juillet 1940. Voir aussi 2ETP/1/2/54 62.

2ETP/1/1/82 1	Listes et tableaux d'ancienneté des présidents des chambres de commerce, listes des membres du bureau de l'Assemblée des présidents. 1907-1973.
2ETP/1/1/82 2	Assemblée des présidents, création, organisation, règlement, fonctionnement, réformes : correspondance, procès-verbaux de réunions, rapports, notes, brochures. 1899-1943.
2ETP/1/1/82 3	<i>Idem</i> , 1928-1963 ; plaquette du cinquantenaire et émission d'un timbre, 1949 ; impression et diffusion des comptes rendus : correspondance, notes, 1919-1946.
2ETP/1/1/82 4	Prix des chambres de commerce de l'Union française ⁽²⁾ , création, attribution : correspondance, comptes rendus, notes. 1954-1958.
2ETP/1/1/82 5	Bureau d'études et de documentation des chambres de commerce ⁽³⁾ , statuts, missions, projets de réforme : correspondance, rapports, notes, bulletin d'information. 1917-1937.

(1) Réunions périodiques, depuis 1899, des présidents des chambres de commerce, sous le nom d'Assemblée des présidents des chambres de commerce de France ("Assemblée des présidents"), puis de France et d'Algérie, en 1947 de l'Union française, en 1959 de la Communauté, enfin en 1963 Assemblée des présidents des chambres de commerce et d'industrie. Groupement de fait, reconnu par l'État, mais sans personnalité juridique, elle devint en 1965 l'Assemblée permanente des chambres de commerce et d'industrie (A.P.C.C.I.), établissement public national (décret du 4 décembre 1964. Depuis 1990, Assemblée des chambres françaises de commerce et d'industrie (A.C.F.C.I.). Voir les dossiers de l'Assemblée des présidents en série IX.

(2) Ce prix, créé en 1954 et décerné à un lauréat du concours général d'anglais ou d'allemand, consistait en une bourse de voyage à l'étranger.

(3) Créé en 1918 sous les auspices de l'Association nationale d'expansion économique (A.N.E.E.), il se situe parmi les divers projets destinés à doter l'Assemblée des présidents des chambres de commerce, d'une structure permanente.

2ETP/1/1/82 6	Assemblée permanente des chambres de commerce et d'industrie (A.P.C.C.I.), constitution, règlement intérieur, membres associés, assemblées constitutives : correspondance, textes réglementaires, rapports, notes. 1963-1965.
2ETP/1/1/82 7	A.P.C.C.I., assemblées constitutives, règlement intérieur : correspondance, comptes rendus, notes. 1965-1970.
2ETP/1/1/82 8	A.P.C.C.I., travaux de l'assemblée générale et des commissions : correspondance, comptes rendus, rapports, notes. 1967-1972.
2ETP/1/1/82 9	<i>Idem.</i> 1971-1984.
2ETP/1/1/82 10	Soixante-quinzième anniversaire de l'Assemblée des présidents, dixième anniversaire de l'A.P.C.C.I. : correspondance, coupures de presse, plaquette, 1975 ; Assemblée des présidents et A.P.C.C.I., relations avec d'autres établissements publics ou associations : correspondance, rapports, publications, 1936-1978.
2ETP/1/1/82 11	Action commune des assemblées des présidents des chambres de commerce et des présidents des chambres d'agriculture ⁽¹⁾ : correspondance, rapports, notes, 1931-1940 ; Comité national permanent des chambres de commerce et des chambres d'agriculture (C.N.P.C.C.C.A.) ⁽²⁾ , création, statuts, règlement intérieur, composition : correspondance, notes, 1955-1967.
2ETP/1/1/82 12	C.N.P.C.C.C.A. : correspondance générale, notes, procès-verbaux des réunions du comité et du bureau, enquêtes (index alphabétique et thématique). 1955-1967.

(1) Sur les chambres d'agriculture, voir aussi 2ETP/1/8/30 1.

(2) Établi en 1940, mais abandonné en raison des circonstances. Recréé en 1955.

2ETP/1/1/82 13	C.N.P.C.C.C.A., réunions du comité et du bureau, index thématique, 1955-1966 ; dossiers de réunions du comité et du bureau : correspondance, procès-verbaux, notes, documentation. 22 mars-11 octobre 1955.
2ETP/1/1/82 14	<i>Idem.</i> 24 janvier-27 juin 1956.
2ETP/1/1/82 15	<i>Idem.</i> 16 octobre 1956-2 octobre 1957.
2ETP/1/1/82 16	<i>Idem.</i> 5 février 1958-27 mai 1959.
2ETP/1/1/82 17	<i>Idem.</i> 14 octobre 1959-11 mai 1960.
2ETP/1/1/82 18	<i>Idem.</i> 2 octobre 1960-6 juillet 1961/
2ETP/1/1/82 19	<i>Idem.</i> 17 octobre 1961-4 juillet 1962.
2ETP/1/1/82 20	<i>Idem.</i> 24 octobre 1962-5 juin 1963.
2ETP/1/1/82 21	<i>Idem.</i> 11 décembre 1963-29 janvier 1964.
2ETP/1/1/82 22	<i>Idem.</i> 19 novembre 1964-19 mai 1965.
2ETP/1/1/82 23	<i>Idem.</i> 10 novembre 1965-14 décembre 1966.
2ETP/1/1/82 24	C.N.P.C.C.C.A., stage d'information des directeurs des chambres d'agriculture : conférences de Claude Lefèvre, secrétaire administratif du C.N.P.C.C.C.A. Février-avril 1960.

2ETP/1/1/82 25	C.N.P.C.C.C.A., correspondance et notes reçues. 1962-1966.
2ETP/1/1/82 26	<i>Idem</i> , 1967 ; enquêtes sur les liaisons chambres de commerce-chambres d'agriculture : correspondance, notes, 1956-1958.
2ETP/1/1/82 27	<i>Idem</i> . 1963-1966.
2ETP/1/1/82 28	Comité national permanent des chambres d'agriculture, chambres de métiers et chambres de commerce et d'industrie ⁽¹⁾ , création, règlement, réunions : correspondance, procès-verbaux, notes, coupures de presse, documentation. 1968-1969.
2ETP/1/1/82 29	<i>Idem</i> , 1969 ; publications du comité, 1969-1971.
2ETP/1/1/82 30	C.N.P.C.C.C.A., documentation en provenance des chambres d'agriculture. 1956-1970.
2ETP/1/1/82 31	Service interconsulaire du commerce et de la distribution (S.I.C.O.D.) ⁽²⁾ , organisation, conseil d'administration, activités, manifestations : correspondance, notes, publications. 1953-1962.
2ETP/1/1/82 32	<i>Idem</i> . 1953-1962.
2ETP/1/1/82 33	<i>Idem</i> . 1963-1966.

(1) Création en 1967, installation le 27 février 1968 par G. Pompidou, premier ministre. Les chambres de métiers furent créées par la loi du 26 juillet 1925.

(2) Créé en 1953 par l'ensemble des régions économiques et des chambres de commerce, à l'instigation de M. Louvel, alors ministre de l'Industrie et du Commerce, dans le cadre de l'article 24 de la loi du 9 avril 1898. Le service interconsulaire du commerce et de la distribution, établissement public, fut placé dès son origine sous l'autorité du Bureau de l'Assemblée des présidents de chambres de commerce puis fonctionna à partir de 1965 dans le cadre de l'A.P.C.C.I. En 1961, le S.I.C.O.D. et le Centre d'études du commerce (C.E.C.) ont créé en commun un service d'urbanisme commercial. En 1967, le S.I.C.O.D. et le C.E.C. ont fusionné sous le nom de Centre d'étude du commerce et de la distribution (C.E.C.O.D.).

2ETP/1/1/82 34 S.I.C.O.D. puis C.E.C.O.D.⁽¹⁾. 1967-1977.

2ETP/1/1/82 35 Centre d'études du commerce (C.E.C.)⁽²⁾. 1958-1967.

2ETP/1/1/83 Régions économiques ⁽³⁾

2ETP/1/1/83 1 Histoire, statuts, organisation, composition des bureaux : correspondance, rapports, notes, comptes rendus. 1917-1943.

2ETP/1/1/83 2 *Idem.* 1934-1964.

(1) C.E.C.O.D. : Centre d'étude du commerce et de la distribution, créé en 1967 par la fusion du C.E.C. et du S.I.C.O.D.

(2) Association privée loi 1901, créée en 1947 par Jacques Lacour-Gayet alors président de la fédération des entreprises à commerces multiples (FENACOMULT), rassemblant cette fédération et diverses organisations professionnelles et personnalités du commerce. Le président du S.I.C.O.D. était vice-président du C.E.C. En 1967, le S.I.C.O.D. et le C.E.C. fusionnèrent sous le nom de C.E.C.O.D.

(3) A l'initiative d'Étienne Clémentel, ministre du Commerce, les chambres de commerce furent réparties par arrêté ministériel du 12 avril 1919 en groupements économiques régionaux, dits "régions économiques", administrés par des comités régionaux. Le découpage des circonscriptions régionales donna lieu à de nombreuses difficultés et retouches. Le décret-loi du 14 juin 1938, précisé par le décret du 28 septembre 1938, réorganisa le découpage territorial et conféra aux régions économiques le statut d'établissement public. Les régions reçurent alors une numérotation (par exemple : Paris, XVe région économique) qu'elles conservèrent jusqu'au redécoupage du 2 juin 1960.

Depuis le décret du 4 décembre 1964, les régions économiques portent la dénomination de chambres régionales de commerce et d'industrie (C.R.C.I.). On compte 21 C.R.C.I. Les circonscriptions de 17 d'entre elles correspondent à celles des régions politiques. Deux C.R.C.I. ont l'étendue, chacune, de deux régions politiques (C.R.C.I. Provence-Côte d'Azur-Corse correspondant aux régions Provence-Alpes-Côte d'Azur et Corse ; C.R.C.I. Limousin-Poitou-Charentes correspondant aux régions Limousin et Poitou-Charentes). Inversement, les circonscriptions de deux régions politiques correspondent à deux C.R.C.I. (région Ile-de-France correspondant aux C.R.C.I. Ile-de-France et Paris).

2ETP/1/1/83 3	<i>Idem</i> , 1965-1979 ; Association ⁽¹⁾ amicale des secrétaires généraux des régions économiques, statuts, activités : correspondance, procès-verbaux de réunions, comptes, 1921-1942.
2ETP/1/1/83 4	Association amicale des secrétaires généraux des régions économiques, statuts, activités. 1945-1956.
2ETP/1/1/83 5	A.R.P.A.L. ⁽²⁾ : correspondance générale (table alphabétique). Juillet 1962-janvier 1966.
2ETP/1/1/83 6	A.R.P.A.L., création, statuts, financement : correspondance, notes, comptes rendus de réunions, 1962-1963 ; activités, situation des personnels, modalités de reclassement : correspondance, notes, circulaires, comptes rendus de réunions, 1962-1965.
2ETP/1/1/83 7	Activités, budget, statistiques : correspondance, notes, circulaires, comptes rendus de réunions. 1962-1976.
2ETP/1/1/83 8	Reclassement des agents : correspondance, listes nominatives. 1962-1964.
2ETP/1/1/83 9	<i>Idem</i> ; financement : correspondance, notes, 1962-1966.

(1) La première réunion des secrétaires généraux des régions économiques eut lieu à Paris le 24 juin 1921 dans les locaux de l'Association nationale d'expansion économique. Des réunions informelles furent tenues jusqu'en 1931, année où fut créée l'Association amicale des secrétaires généraux des régions économiques puis des chambres régionales de commerce et d'industrie. En 1970, l'Association fusionna avec celle des secrétaires généraux des chambres de commerce et d'industrie.

(2) Association des régions économiques de la métropole pour le reclassement du personnel français des chambres de commerce et d'industrie d'Algérie.

2ETP/1/1/83 10	A.R.P.A.L., reclassement des agents : conventions, textes réglementaires. 1962-1964.
2ETP/1/1/83 11	Personnel des chambres de commerce et d'industrie d'Algérie : fiches individuelles. 1962.
2ETP/1/1/83 12	A.R.P.A.L., information du Bureau de l'Assemblée des présidents des chambres de commerce : correspondance, notes, 1962-1964 ; accueil, entraide et reclassement des rapatriés d'Algérie autres que les agents des C.C.I. : correspondance, notes, documentation, 1962-1964.
2ETP/1/1/83 13	<i>Idem</i> ; Service interconsulaire des relations économiques avec l'Afrique du Nord, création, organisation, activités, suppression : correspondance, notes, documentation, 1963-1965.
2ETP/1/1/83 14	Service interconsulaire des relations économiques avec l'Afrique du Nord : bulletin d'information. 1963-1964.
2ETP/1/1/83 15	<i>Idem</i> . 1965.

2ETP/1/1/84 1	Offices régionaux d'énergie électrique ⁽²⁾ , création, statuts, comités de direction, commissions consultatives : correspondance, procès-verbaux, rapports, notes. 1932-1935.
2ETP/1/1/84 2	Union des offices d'énergie électrique, statuts, bureau : correspondance, procès-verbaux, notes. 1932.
2ETP/1/1/84 3	<i>Idem.</i> 1932-1948.

(1) Créés dans le cadre de la loi du 9 avril 1898 qui habilitait les chambres de commerce, sous réserve d'autorisation ministérielle, à "se concerter en vue de créer des établissements, services ou travaux d'intérêt commun". Sur les offices des transports et des P.T.T. , voir 2ETP/1/2/54 19 et la sous-série 2ETP/4/8/1

(2) Dans le cadre de l'instruction du ministre du Commerce en date du 12 avril 1919 relative à l'organisation et au fonctionnement des groupements régionaux de chambre de commerce, un grand nombre de régions économiques créèrent, en leur sein, des offices d'énergie électrique qui furent groupés en 1932, en une Union des Offices d'énergie électrique constituée sur le modèle de l'Union des Offices de transports.

Les offices d'énergie électrique avaient pour but notamment d'étudier les conditions générales de production et de distribution d'énergie électrique et d'intervenir au sujet de la fixation des prix du courant. Les comités de direction des offices étaient composés de membres des chambres de commerce. Des commissions consultatives réunissaient les membres des comités de direction et les représentants de l'administration, des producteurs et des distributeurs d'électricité.

Les offices d'énergie électrique et leur union cessèrent leur activité au début de la Seconde Guerre mondiale.

2ETP/1/1/85 1	Statuts, activités : correspondance, notes, 1909-1972 ; comptes rendus des séances, 1936-1952.
2ETP/1/1/85 2	Comptes rendus des séances. 1953-1955.
2ETP/1/1/85 3	Idem. 1956-1958.
2ETP/1/1/85 4	<i>Idem.</i> 1959-1961/
2ETP/1/1/85 5	Union des ports autonomes et des chambres de commerce et d'industrie maritimes (U.P.A.C.C.I.M.) : comptes rendus des séances. 1972-1973.
2ETP/1/1/85 6	<i>Idem.</i> 1974-1975.

(1) Le 25 novembre 1907, l'Assemblée des présidents des chambres de commerce créait une commission des présidents des chambres de commerce des ports. La première réunion eut lieu le 17 janvier 1908. A l'initiative de M. Chaumet, ancien ministre de la Marine, l'Union des chambres de commerce maritimes et des ports français fut fondée le 5 octobre 1920. Elle est devenue en 1968 l'Union des ports autonomes et des chambres de commerce et d'industrie maritimes (U.P.A.C.C.I.M.).

2ETP/1/1/86 Association interconsulaire pour la promotion du commerce extérieur⁽¹⁾

- | | |
|----------------------|---|
| 2ETP/1/1/86 1 | Création, statuts, règlement intérieur : correspondance, procès-verbaux, rapports, notes. 1975. |
| 2ETP/1/1/86 2 | Correspondance générale. 1974-1978. |
| 2ETP/1/1/86 3 | Dossiers de réunions : procès-verbaux, rapports, notes, documentation. 22 mai 1975-22 janvier 1976. |
| 2ETP/1/1/86 4 | <i>Idem.</i> 30 mars 1976-13 avril 1977. |
| 2ETP/1/1/86 5 | <i>Idem.</i> 11 juillet 1977-10 octobre 1977. |
| 2ETP/1/1/86 6 | <i>Idem.</i> 10 octobre 1977-8 mars 1978. |

2ETP/1/1/87 Association des secrétaires généraux des chambres de commerce⁽²⁾

- | | |
|----------------------|--|
| 2ETP/1/1/87 1 | Création, statuts, financement : correspondance, notes. 1911-1914. |
|----------------------|--|

(1) Fondée en 1975.

(2) L'Association amicale des secrétaires et secrétaires-archivistes des chambres de commerce, fondée les 22 et 23 septembre 1911, fut déclarée le 1er février 1912 à la Préfecture de police de Paris, sous le nom d'Association des secrétaires des chambres de commerce de France (devenue le 30 septembre 1912 Association des secrétaires généraux des chambres de commerce de France et d'Algérie). Elle a pris successivement le nom d'Association des secrétaires généraux des chambres de commerce de l'Union française puis de la Communauté, devenue Association des secrétaires généraux des chambres de commerce et d'industrie, enfin Association des directeurs généraux des chambres de commerce et d'industrie et des chambres régionales de commerce et d'industrie (assemblée générale extraordinaire du 1er décembre 1989).

2ETP/1/1/87 2 *Idem.* 1911-1925.

2ETP/1/1/87 3 Activités : correspondance, notes, comptes rendus de réunions. 1919-1946.

2ETP/1/1/87 4 *Idem.* 1947-1954

2ETP/1/1/87 5 *Idem.* 1955-1971.

2ETP/1/1/9 PUBLICATIONS DE L'ASSEMBLÉE DES PRÉSIDENTS

2ETP/1/1/90 1 Annuaire des chambres de commerce, impression, diffusion : correspondance, rapports, épreuves. 1901-1970.

2ETP/1/1/90 2 Élaboration des remises à jour, budget : rapports, notes, questionnaires aux chambres, épreuves. 1963-1966.

2ETP/1/1/90 3 *Idem.*

2ETP/1/1/90 4 *Idem* ; carte des chambres de commerce et d'industrie, élaboration, diffusion : correspondance, 1953-1965.

2ETP/1/1/90 5 *État des questions actuelles aux assemblées législatives puis Activité des assemblées législatives* ⁽¹⁾, n° 1-119. 24 novembre 1947-28 février 1951.

(1) A partir du n° 24 du 28 juin 1948.

2ETP/1/1/90 6	<i>Idem</i> , n° 120-170. 6 mars 1951-16 octobre 1952.
2ETP/1/1/90 7	<i>Idem</i> , n° 171-231/ 22 octobre 1952-26 octobre 1954.
2ETP/1/1/90 8	<i>Idem</i> , n° 232-296. 22 novembre 1954-21 janvier 1957.
2ETP/1/1/90 9	<i>Idem</i> , n° 297-357. 31 janvier 1957-29 mai 1964.
2ETP/1/1/90 10	<i>Idem</i> , n° 358-427. 17 juin 1964-20 mai 1968.
2ETP/1/1/90 11	<i>Idem</i> , n° 428-467. 10 juin 1968-7 août 1972.
2ETP/1/1/90 12	<i>Activité du Conseil économique</i> , [1re série] n° 1-130, 24 novembre 1947-28 mars 1951 ; [2e série] n° 1-39, 10 juillet 1951-16 juillet 1952.
2ETP/1/1/90 13	<i>Idem</i> , n° 40-100, 29 juillet 1952-1er avril 1954 ; [3e série] n° 1-79, 3 mai 1954-5 juin 1956.
2ETP/1/1/90 14	<i>Activité du Conseil économique</i> puis <i>Activité du Conseil économique et social</i> ⁽¹⁾ , [3e série] n° 80-299. 12 juin 1956-29 avril 1964.
2ETP/1/1/90 15	<i>Idem</i> , n° 300-458. 15 mai 1964-18 mai 1971.

(1) A partir du n° 185 du 23 septembre 1959.

2ETP/1/1/90 16	<i>Voeux émis par les chambres de commerce et les régions économiques puis Voeux émis par les chambres de commerce et d'industrie et les régions économiques</i> ⁽¹⁾ , enfin <i>Voeux émis par les chambres de commerce et d'industrie et les chambres régionales de commerce et d'industrie</i> ⁽²⁾ . 1er/31 mars 1947-1er mars/1er avril 1965.
2ETP/1/1/90 17	<i>Documentation économique, sociale et financière</i> ⁽³⁾ , création, édition, diffusion : correspondance, notes, 1941-1948 ; organisation: notes, 1941-1958 ; répertoires alphabétiques, tables des matières, 1941-1969 ; rubrique chambres de commerce et régions économiques (RC), 1941-1948 ; rubrique législation étrangère (LE), 1946.
2ETP/1/1/90 18	Rubrique sociale (S). 1941-1967.
2ETP/1/1/90 19	Rubrique financière et fiscale (F). 1941-1965.
2ETP/1/1/90 20	<i>Idem.</i> 1948-1960.
2ETP/1/1/90 21	Rubrique économique (E). 1941-1964.
2ETP/1/1/90 22	<i>Idem.</i> 1949-1967.

(1) A partir du n° : 1er mai - 1er juin 1960.

(2) A partir du n° : 1er janvier - 1er mars 1965.

(3) En 1941, la Chambre de commerce de Paris créa, pour l'Assemblée des présidents, un service de documentation à usage exclusif des chambres de commerce et des régions économiques, sous le nom de *Documentation économique, sociale et financière*. La documentation comprenait cinq rubriques : économique, sociale, financière et fiscale, commerce extérieur, chambres de commerce et régions économiques. Chacune de ces rubriques comportait cinq sous-rubriques : études, législation et réglementation, jurisprudence, bibliographie, revue des livres et des revues. Une revue de la presse étrangère était en outre diffusée. En février 1946, une sixième rubrique : législation étrangère fut créée.

2ETP/1/1/90 23	<i>Bulletin de presse allemande</i> ⁽¹⁾ . 1940.
2ETP/1/1/90 24	<i>Idem.</i> 1941/
2ETP/1/1/90 25	<i>Documentation économique, sociale et financière</i> , bulletin de presse étrangère (PE). 1941
2ETP/1/1/90 26	<i>Idem.</i> 1942-1943.
2ETP/1/1/90 27	<i>Idem.</i> 1944-1946.

(1) Publié à partir de 1940 par la Chambre de commerce de Paris, le *Bulletin de presse allemande* est intégré en juillet 1941 dans la *Documentation économique, sociale et financière*, sous la rubrique : Bulletin de presse étrangère (PE).

2ETP/1/2/0 RECHERCHES HISTORIQUES. CÉLÉBRATIONS

2ETP/1/2/01 Recherches historiques

- | | |
|----------------------|--|
| 2ETP/1/2/01 1 | Membres de la Chambre de commerce de Paris, listes, notices, bibliographie, plaquettes, 1803-1890 ; discours et allocutions, 1884-1888 ; notes historiques établies pour le cent cinquantième, 1953. |
| 2ETP/1/2/01 2 | Correspondance échangée avec des personnalités, 1803-1974 ; chronologies, historique des rôles et missions de la Chambre : notes, brochures, 1910-1965. |
| 2ETP/1/2/01 3 | Recherches historiques diverses sur la Chambre de commerce de Paris : dossiers sur la famille Potocki ⁽²⁾ , le peintre Louis Garneray ⁽³⁾ , les bâtiments de la Chambre, etc. 1928-1982. |

(1) La Chambre de commerce de Paris fut créée par arrêté du 6 ventôse an XI (25 février 1803) ; sa circonscription s'étendait à l'ensemble du département de la Seine. Conséquence de la réorganisation administrative de la région parisienne en 1964, le décret du 30 juillet 1966 fixait comme ressort à la Chambre de commerce et d'industrie de Paris (C.C.I.P.), les nouveaux départements : Paris, Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne. Ce décret mettait en place, dans chacun des départements, une délégation départementale ayant à sa tête un vice-président de la C.C.I.P.

(2) La famille Potocki, d'origine polonaise, était propriétaire de l'hôtel particulier du 27, avenue de Friedland, siège, depuis 1927, de la Chambre de commerce de Paris. Sur l'acquisition et les travaux consécutifs, voir les sous-séries 2ETP/1/2/41 et 2ETP/1/2/42.

(3) Louis Garneray est l'auteur des *Vues des Ports de France*, propriété de la Chambre de commerce de Paris. Voir 2ETP/1/2/45 1.

2ETP/1/2/03 Centenaire de la Chambre de commerce de Paris

2ETP/1/2/03 1 Organisation des manifestations, édition et diffusion de la plaquette: correspondance, notes, coupures de presse, plaquette. 1903.

2ETP/1/2/04 Cent cinquantaire de la Chambre de commerce de Paris⁽¹⁾

2ETP/1/2/04 1 Préparation et organisation : correspondance, procès-verbaux des réunions de la commission du cent cinquantaire, notes, plaquette. 1952-1953.

2ETP/1/2/04 2 *Idem.*

2ETP/1/2/04 3 Dîner du 25 février 1953, conférence de presse du 8 juin 1953, organisation des manifestations : correspondance, notes, invitations, plans de tables, menus, discours, consignes de sécurité.

2ETP/1/2/04 4 Messe du 8 juin 1953, dîner du 9 juin 1953.

2ETP/1/2/04 5 Dîner du 9 juin 1953.

2ETP/1/2/04 6 Dîner du 9 juin 1953, exposition Histoire du commerce à Paris du 9 juin au 26 juillet 1953, soirée du 25 juin 1953.

2ETP/1/2/04 7 Coupures de presse. 1953.

(1) Sur le rôle de la bibliothèque, voir 2ETP/1/2/54 45.

2ETP/1/2/1 STATUT

- 2ETP/1/2/10 1** Chambre de commerce de Paris, statut, organisation, compétence : textes législatifs et réglementaires, 1803-1938 ; réforme administrative de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris : correspondance, textes législatifs et réglementaires, rapports, notes, documentation, 1966.
- 2ETP/1/2/10 2** Réforme administrative de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris, 1966 ; préséances : correspondance, textes réglementaires, 1803-1899.

2ETP/1/2/2 ÉLECTIONS

2ETP/1/2/22 Régime électoral ⁽¹⁾

- 2ETP/1/2/22 1** Élections aux tribunaux et aux chambres de commerce, régime, organisation : correspondance, notes, 1889-1959 ; élections au Tribunal de commerce de la Seine, organisation, propagande, résultats, 1877-1956.
- 2ETP/1/2/22 2** Réforme de 1908 : correspondance, textes réglementaires, rapports; commission de répartition des sièges de la Chambre de commerce de Paris entre les groupes socio-économiques : correspondance, rapports, notes, documentation, 1908.

(1) Sur le régime électoral des chambres de commerce, on consultera en particulier la sous-série 2ETP/1/1/12. Précisons seulement qu'en application de la loi du 11 avril 1941, un arrêté ministériel du gouvernement de Vichy du 21 janvier 1944 mit fin au mandat des membres en exercice de la Chambre de commerce de Paris, tous élus avant la déclaration de guerre, et nomma 42 membres composant la nouvelle chambre. La nomination de cinq membres par arrêté du 31 mars 1944 compléta ultérieurement la chambre. L'ordonnance du 8 juillet 1944 ayant annulé l'acte dit loi du 11 avril 1941, les chambres de commerce en exercice le 2 septembre 1939 devaient se reconstituer avec les Bureaux qu'elles avaient élus et qui étaient en fonction le 16 juin 1940. La Chambre de commerce de Paris ainsi reconstituée siégea de nouveau le 17 octobre 1944.

- 2ETP/1/2/22 3** Réforme de 1938, commission spéciale de classement : documentation, rapports, notes, 1938-1939 ; installation des délégations départementales : notes, 1967.
- 2ETP/1/2/22 4** Comité préparatoire des élections consulaires⁽¹⁾, membres, activités, propagande, relations avec la Chambre de commerce de Paris : correspondance, notes, coupures de presse. 1920-1954.
- 2ETP/1/2/22 5** Idem. 1953-1954.

2ETP/1/2/23 Listes électorales⁽²⁾

- 2ETP/1/2/23 1** Listes des électeurs du département de la Seine, 1818, 1821-1823, 1827-1829, 1831, 1833-1836 ; révisions des listes : correspondance, 1816-1823, 1827-1837.
- 2ETP/1/2/23 2** Listes, 1838-1847 ; révisions, 1838-1847.

(1) Union de syndicats professionnels patronaux, constituée en 1867 sous le nom de Commission intersyndicale du commerce, dans le but de sélectionner les candidats aux élections au Tribunal de commerce de la Seine et à la Chambre de commerce de Paris et d'en établir la liste. Rebaptisée en 1884 Comité préparatoire des élections consulaires puis Comité intersyndical des élections consulaires, ses premiers statuts furent adoptés en 1907. Sur les activités du Comité préparatoire, voir aussi les dossiers d'élections, en sous-série 2ETP/1/2/26.

(2) Les listes de notables commerçants furent utilisées pour les élections au Tribunal de commerce de la Seine jusqu'en 1852. A partir de cette année-là les listes furent aussi employées pour les élections à la Chambre de commerce de Paris. De 1883 à 1908, les listes concernent uniquement la Chambre. Depuis 1908, elles sont à nouveau communes au Tribunal et à la Chambre de commerce. Sur les listes électorales pour la Chambre de commerce de 1832 à 1848, on consulera le carton 2ETP/1/2/26 1.

De 1818 à 1859, imprimées ou manuscrites, les listes indiquent les nom, prénom, domicile et profession des électeurs désignés sous le nom de "notables commerçants" de 1807 à 1870 environ (classement alphabétique). A partir de 1860, figure aussi l'année de naissance. Pour 1912 et 1919, date et lieu de naissance, année d'inscription au rôle des patentes dans le département de la Seine. Pour 1832, 1834, 1836, autre liste classée par profession et, en 1847, par arrondissement.

Les listes de 1868 à 1919 ont été microfilmées (sous-série 6 Mi). On trouvera une table de concordance en complément du répertoire.

2ETP/1/2/23 3	Listes, 1847, 1852, 1859-1866 ; révisions, 1852-1866.
2ETP/1/2/23 4	Listes, 1868, 1869, 1872-1876, 1882, 1886, 1892, 1894-1895.
2ETP/1/2/23 5	Listes. 1896-1907.
2ETP/1/2/23 6	Révisions. 1867-1905.
2ETP/1/2/23 7	Révisions, 1906-1907 ; application de la loi du 19 février 1908 : rapports, délibérations, correspondance, 1908 ; révisions, 1910-1956.
2ETP/1/2/23 8	Liste des électeurs de la première catégorie. 1912.
2ETP/1/2/23 9	Liste des électeurs de la seconde catégorie (AARON à JOUFFROY). 1912.
2ETP/1/2/23 10	<i>Idem</i> (JOUFFROY à fin).
2ETP/1/2/23 11	Liste des électeurs (AARON à HOUDAS). 1919.
2ETP/1/2/23 12	<i>Idem</i> (HOUDAS à fin).
2ETP/1/2/23 13	Liste des électeurs (Paris, classement par arrondissement). 1957.
2ETP/1/2/23 14	<i>Idem</i> (banlieue, classement par commune).

2ETP/1/2/26 1	Renouvellements partiels : correspondance, 1803-1853 ; correspondance, procès-verbaux, 1855-1863.
2ETP/1/2/26 2	<i>Idem</i> , 1865 ; élections : correspondance, circulaires, propagande électorale, bulletins de vote, coupures de presse, 1867-1892 ; renouvellement du bureau : procès-verbaux d'installation, 1892-1899.
2ETP/1/2/26 3	Élections ⁽²⁾ . 1894-1904.
2ETP/1/2/26 4	<i>Idem</i> . 1906-1909.
2ETP/1/2/26 5	<i>Idem</i> . 1910-1913.
2ETP/1/2/26 6	<i>Idem</i> . 1915-1920.
2ETP/1/2/26 7	<i>Idem</i> . 1921-1933.
2ETP/1/2/26 8	<i>Idem</i> . 1934-1936.

(1) Jusqu'en 1832, la Chambre procéda elle-même à son renouvellement. Les dossiers sont ainsi constitués pour l'essentiel par la correspondance échangée en vue d'obtenir l'approbation ministérielle. A partir de 1832, les dossiers rassemblent la correspondance échangée avec le Tribunal de commerce de la Seine pour la confection des listes électorales ainsi que des extraits des procès-verbaux des assemblées électorales. A compter de 1855, les procès-verbaux originaux sont conservés.

(2) A partir de 1896, notices détaillées sur les membres sortants et dossiers de renouvellement du bureau, communément qualifié d'"élections officielles". Désignation du bureau officialisée lors de la séance d'installation.

2ETP/1/2/26 9	<i>Idem.</i> 1937-1944.
2ETP/1/2/26 10	<i>Idem.</i> 1945-1949.
2ETP/1/2/26 11	<i>Idem.</i> 1951/
2ETP/1/2/26 12	<i>Idem.</i> 1953 ; renouvellement du bureau, 1953.
2ETP/1/2/26 13	Renouvellement du bureau, 1953 ; séance d'installation, 1954.
2ETP/1/2/26 14	Élections. 1955.
2ETP/1/2/26 15	Renouvellement du bureau. 1955.
2ETP/1/2/26 16	Séance d'installation. 1956.
2ETP/1/2/26 17	Élections. 1957.
2ETP/1/2/26 18	<i>Idem.</i>
2ETP/1/2/26 19	Renouvellement du bureau, 1957 ; commissions des élections consulaires siégeant au C.N.P.F. ⁽¹⁾ : dossiers de réunion, 1957-1958.
2ETP/1/2/26 20	Séance d'installation. 1958.

(1) Conseil national du patronat français. Sur le C.N.P.F., voir aussi la sous-série 2ETP/1/8/63.

2ETP/1/2/26 21	Élections, préparation. 1959.
2ETP/1/2/26 22	<i>Idem.</i>
2ETP/1/2/26 23	<i>idem.</i>
2ETP/1/2/26 24	<i>Idem</i> ; élections, scrutin, 1959.
2ETP/1/2/26 25	Élections, résultats, 1959 ; renouvellement du bureau, 1959.
2ETP/1/2/26 26	Séance d'installation. 1960.
2ETP/1/2/26 27	Élections, préparation. 1961/
2ETP/1/2/26 28	<i>Idem.</i>
2ETP/1/2/26 29	<i>Idem.</i>
2ETP/1/2/26 30	Élections, procès-verbaux de scrutin. 1961
2ETP/1/2/26 31	<i>Idem</i> ; élections, résultats, 1961
2ETP/1/2/26 32	Renouvellement du bureau, 1961 ; séance d'installation, 1962.
2ETP/1/2/26 33	Renouvellement du bureau, 1963 ; séance d'installation, 1964.
2ETP/1/2/26 34	Élections, préparation. 1964.

2ETP/1/2/26 35	Élections, préparation, résultats. 1964.
2ETP/1/2/26 36	Élections, procès-verbaux de scrutin. 1964.
2ETP/1/2/26 37	Renouvellement du bureau, 1964 ; séance d'installation 1965.
2ETP/1/2/26 38	Renouvellement du bureau, 1965 ; séance d'installation. 1966.
2ETP/1/2/26 39	Élections, préparation. 1966.
2ETP/1/2/26 40	Élections, procès-verbaux de scrutin. 1966.
2ETP/1/2/26 41	Renouvellement du bureau, séance d'installation. 1967.
2ETP/1/2/26 42	Élections, préparation. 1967.
2ETP/1/2/26 43	Élections, procès-verbaux de scrutin. 1967.
2ETP/1/2/26 44	Élections, résultats, 1967 ; renouvellement du bureau, 1967.
2ETP/1/2/26 45	Séance d'installation, 1968 ; assemblée générale des délégués consulaires, 1968.
2ETP/1/2/26 46	Renouvellement du bureau, 1969 ; séance d'installation, 1970.
2ETP/1/2/26 47	Élections, préparation. 1970.
2ETP/1/2/26 48	<i>Idem.</i>

2ETP/1/2/26 49	Élections, modification du règlement intérieur. 1970.
2ETP/1/2/26 50	<i>Idem.</i>
2ETP/1/2/26 51	Élections, procès-verbaux de scrutin. 1970.
2ETP/1/2/26 52	Élections, procès-verbaux de scrutin, résultats. 1970.
2ETP/1/2/26 53	Renouvellement du bureau, 1970 ; séance d'installation, 1971
2ETP/1/2/26 54	Élections, préparation. 1974.
2ETP/1/2/26 55	<i>Idem.</i>
2ETP/1/2/26 56	<i>Idem.</i>
2ETP/1/2/26 57	Élections, préparation, résultats. 1974.
2ETP/1/2/26 58	<i>Idem.</i>
2ETP/1/2/26 59	<i>Idem.</i>
2ETP/1/2/26 60	Élections, procès-verbaux de scrutin. 1974.
2ETP/1/2/26 61	<i>Idem.</i>
2ETP/1/2/26 62	Renouvellement du bureau. 1974.

2ETP/1/2/26 63	Séance d'installation. 1974.
2ETP/1/2/26 64	Élections, préparation. 1976.
2ETP/1/2/26 65	Élections des membres, procès-verbaux de scrutin. 1976.
2ETP/1/2/26 66	Élections des délégués consulaires, procès-verbaux de scrutin. 1976.
2ETP/1/2/26 67	Renouvellement du bureau, 1976 ; séance d'installation, 1977.
2ETP/1/2/26 68	Délégués consulaires ⁽¹⁾ : correspondance, listes, résultats d'élections. 1970-1979.
2ETP/1/2/26 69	Séances d'installation. 1980, 1983, 1986.

2ETP/1/2/3 RÉGIME FINANCIER ET FISCAL

2ETP/1/2/32 Budget et comptes⁽²⁾

2ETP/1/2/32 1	Comptabilité, services financiers, contrôle des dépenses, emprunts : correspondance, rapports, documentation, 1840-1972 ; comptes, 1810, 1826, 1844, 1845 ; budget, 1846, 1847.
----------------------	---

(1) Institués par décret du 3 août 1961, les délégués consulaires, chargés d'élire chaque année les juges au Tribunal de commerce, sont élus en même temps que les membres de la Chambre de commerce. Ils sont réunis en assemblée générale une fois par an, pour être informés des travaux de la Chambre de commerce dont ils dépendent. On compte 600 délégués consulaires auprès de la C.C.I.P. Les premières élections eurent lieu les 29 novembre et 14 décembre 1961. La première assemblée annuelle ordinaire se tint le 24 octobre 1962.

(2) En 1898, création du Service de la comptabilité, devenu Direction de la comptabilité en 1922 ; Direction des services financiers en 1946.

2ETP/1/2/32 2	Pièces comptables, 1850-1859 ; comptes, 1859 ; budgets ⁽¹⁾ , 1861, 1877-1882, 1884-1887, 1889-1923 ; situation financière: rapport, 1897 ; comptes des recettes et des dépenses, budgets, 1956-1964.
2ETP/1/2/32 3	Comptes des recettes et des dépenses, budgets. 1965-1977.
2ETP/1/2/32 4	Participations, grands travaux, garanties d'emprunts : correspondance, rapports, notes. 1940-1957.
2ETP/1/2/32 5	<i>Idem.</i> 1956-1977.
2ETP/1/2/32 6	Commission d'étude des services de la Chambre de commerce, recherche d'économies, rapport Brulé : correspondance, dossiers de réunions, enquêtes auprès des services. 1936-1937.
2ETP/1/2/32 7	<i>Idem.</i>
2ETP/1/2/32 8	<i>Idem.</i>
2ETP/1/2/32 9	<i>Idem.</i>
2ETP/1/2/32 10	<i>Idem.</i>

(1) Les fascicules des budgets 1877-1882, 1884-1887, 1889-1923 proviennent de la collection de la bibliothèque de la Chambre de commerce de Paris anciennement cotée [501.253].

2ETP/1/2/34 Dons et legs

2ETP/1/2/34 1 Legs Worms, bourses de voyage pour étudiants d'une école commerciale, acceptation, dossier de la première attribution, 1895-1897 ; donation Lebaudy, en faveur de la veuve d'un commerçant restée dans le besoin, 1912-1913 ; legs Malmanche ⁽¹⁾, objets divers, 1913.

2ETP/1/2/35 Subventions

2ETP/1/2/35 1 Subventions, abonnements, souscriptions, secours, réglementation, attributions : correspondance, circulaires, notes, documentation. 1879-1946.

2ETP/1/2/36 Fiscalité

2ETP/1/2/36 1 Généralités, contentieux : correspondance, notes. 1900-1935.

(1) Mademoiselle Malmanche (1847-1913) fut, de 1874 à sa mort, directrice des cours commerciaux du soir pour jeunes filles, organisés par la Chambre de commerce de Paris. Sur les cours du soir, voir la sous-série 2ETP/1/2/73.

2ETP/1/2/4 DOMAINE - BÂTIMENTS ⁽¹⁾ - FOURNITURES

2ETP/1/2/40 Régime des travaux ⁽²⁾

2ETP/1/2/40 1 Architectes de la Chambre de commerce, entrepreneurs, règlement intérieur : correspondance, rapports, notes. 1906-1930.

2ETP/1/2/41 Acquisitions. Locations

2ETP/1/2/41 1 Immeubles Friedland ⁽³⁾, déclarations d'utilité publique, acquisitions, financement, locataires : correspondance, actes notariés, rapports, notes, plans, photographies. 1922-1933.

(1) Logée depuis sa création en 1803 à l'hôtel de ville, la Chambre de commerce de Paris s'installa en 1827 à la bourse des valeurs. Elle y disposait de deux salles : une antichambre (bureau d'écriture) et une salle de réunion-bibliothèque. Elle déménagea le 1er juin 1852, au 2 place de la bourse, dans l'ancien hôtel des commissaires priseurs. Une extension fut réalisée en 1895, après l'acquisition de l'immeuble contigu du 3 rue Feydeau. La Chambre de commerce devait mener jusqu'en 1922, une intense politique d'acquisition dans ce quartier (4, 6 et 8 place de la bourse, 23 et 25 rue Notre-Dame-des-Victoires, 1, 5 et 7 rue Feydeau).

Après l'abandon en 1914 d'un grand projet de construction d'un nouveau siège pour la Chambre de commerce, à cet emplacement, seule fut menée à bien la réalisation d'un immeuble sur les terrains des 23, 25 rue Notre-Dame-des-Victoires et 1, 3 rue Feydeau. Les travaux débutèrent en 1924 et furent achevés en 1926. Certains services seulement y furent installés, la Chambre ayant acquis, entre-temps, de la succession du Comte Nicolas Potocki, l'hôtel du 27 avenue de Friedland, où elle transféra son siège en 1927. Les 8 place de la bourse et 7 rue Feydeau furent cédés à l'administration des postes en 1924, ainsi que le 5 rue Feydeau en 1927. Les 4 et 6 place de la bourse furent acquis par la compagnie des agents de change. Sur les locaux de la Chambre de commerce à la Bourse des valeurs, voir la sous-série 2ETP/2/2/01.

(2) Le service du Matériel, du Domaine et des Bâtiments fut créé en 1923.

(3) Composé de l'hôtel Potocki, avenue de Friedland n° 27, acquis en 1922 et des extensions rues Balzac et Chateaubriand.

- 2ETP/1/2/41 2** Immeubles de la place de la Bourse ⁽¹⁾. 1851-1966.
- 2ETP/1/2/41 3** *Idem.* 1912-1914.
- 2ETP/1/2/41 4** Expropriations au profit de la Chambre : correspondance, notes, 1920-1939 ; acquisitions et aménagements divers, projets : correspondance, rapports, notes, plans, 1920-1983 ; propriété d'Ollainville, utilisation : correspondance, notes, 1939-1948.
- 2ETP/1/2/41 5** Fonds de commerce de restauration "Ambassade de Savoie", projet d'achat pour l'installation d'une cantine, procès : correspondance, notes, études. 1960- 1965.
- 2ETP/1/2/41 6** Projet de réutilisation de l'immeuble Trudaine : correspondance, notes, plans. 1975-1977.
- 2ETP/1/2/41 7** Projet de réutilisation de l'immeuble Falguière : correspondance, notes, plans. 1976.

2ETP/1/2/42 Travaux

- 2ETP/1/2/42 1** Immeubles de la place de la Bourse, travaux, projets d'agrandissement et de reconstruction : correspondance, rapports, notes, études, devis, plans, photographies, coupures de presse. 1851-1912.

(1) Composé de l'ancien hôtel des commissaires priseurs, 2 place de la Bourse, acquis en 1851 par la Ville de Paris pour l'usage de la Chambre de commerce, et des immeubles : rue Feydeau n° 1, 3, 5, 7 ; rue Notre-Dame-des-Victoires n° 23, 25 ; place de la Bourse n° 4, 6, 8 ; tous acquis entre 1895 et 1922.

2ETP/1/2/42 2	Immeubles de la place de la Bourse, concours d'architectes. 1912-1914.
2ETP/1/2/42 3	<i>Idem.</i>
2ETP/1/2/42 4	<i>Idem.</i>
2ETP/1/2/42 5	<i>Idem.</i>
2ETP/1/2/42 6	<i>Idem.</i> 1920-1924.
2ETP/1/2/42 7	Immeubles de la place de la Bourse, travaux, 1920-1930 ; installation des P.T.T. place de la Bourse et rue Feydeau: correspondance, rapports, plans, 1914-1927.
2ETP/1/2/42 8	Immeubles Friedland, travaux : rapports, projets, notes, devis, plans. 1923-1935.
2ETP/1/2/42 9	<i>Idem.</i> 1932-1950.
2ETP/1/2/42 10	Utilisation des bâtiments (Friedland, place de la Bourse, autres), programmes de travaux, réalisation du restaurant du personnel : correspondance, rapports, notes, projets, plans, photographies. 1922-1967.
2ETP/1/2/42 11	Immeuble du 2 place de la Bourse : album des plans, façades et coupes. 1894.
2ETP/1/2/42 12	<i>Idem.</i> 1902.

2ETP/1/2/45 1	Tableaux, tapisseries ⁽¹⁾ , ameublement de la Chambre, inventaires, commandes, acquisitions : correspondance, notes, cartons, 1803-1986 ; <i>Vues des ports de France</i> ⁽²⁾ , demandes de prêt, de reproduction, de renseignements : correspondance, notes, 1948-1985.
2ETP/1/2/45 2	Tapisserie de la salle des séances ⁽³⁾ : carton. 1951.
2ETP/1/2/45 3	Fourniture de combustibles, installation de chauffage, éclairage : correspondance, notes, devis. 1897-1926.
2ETP/1/2/45 4	Travaux d'imprimerie : correspondance, notes, devis, factures, 1923-1968 ; atelier d'imprimerie : correspondance, rapports, notes, documentation, 1966-1973.
2ETP/1/2/45 5	Fournitures diverses, téléphone, radio : correspondance, notes, devis. 1892-1969.
2ETP/1/2/45 6	Registre des mémoires de fournisseurs et d'entrepreneurs, 1948 ; tenues des huissiers, renouvellement : correspondance, devis, notes, échantillons, 1958-1960 ; Bibliothèque, aménagements, fournitures : correspondance, notes, plans, 1941-1956.

(1) Lors de l'acquisition de l'hôtel Potocki, la Chambre de commerce conserva les tapisseries qu'il abritait : une suite de six tapisseries des Flandres du XVII^e siècle consacrée à l'histoire de Guillaume-Raymond de Moncade et une tapisserie des Gobelins du XVIII^e siècle.

(2) Série de 24 tableaux exécutée par Louis Garneray (1783-1857) et léguée à la Chambre de commerce par l'un de ses membres, Émile-Justin Menier, après acquisition en vente publique, en 1874.

(3) Commandée par la Chambre de commerce, cette grande tapisserie (2,90 x 3,58 m.) intitulée *Hommage à Paris* a été tissée dans les ateliers de François Tabard (anciens ateliers Tabard frères et soeurs) à Aubusson, d'après un carton original de Jean Picart Le Doux. Achevée le 10 décembre 1951, elle est tendue dans la salle des séances de l'Assemblée générale de la Chambre de commerce de Paris. Voir aussi 2ETP/1/2/45 1.

2ETP/1/2/49 1	Demandes de locaux de la Chambre de commerce pour l'organisation de manifestations diverses, visites de groupes : correspondance, notes, coupures de presse. 1885-1949.
2ETP/1/2/49 2	<i>Idem.</i> 1950-1977.
2ETP/1/2/49 3	<i>Idem.</i> 1950-1980.
2ETP/1/2/49 4	Locations, travaux divers : correspondance, notes, plans. 1892-1973.
2ETP/1/2/49 5	Services étrangers à la Chambre de commerce installés dans ses locaux : correspondance, notes, 1917-1965 ; vols et accidents : correspondance, notes, 1918-1950 ; défense passive, organisation, consignes, abris, membres de la Chambre mobilisables : correspondance, notes, plans, affiches, 1918-1944.
2ETP/1/2/49 6	Incendie, inondations, service d'incendie de la Chambre, consignes, assurances, évaluations des biens immobiliers de la Chambre : correspondance, notes. 1887-1956 ; opérations juridiques du domaine : correspondance, notes, 1953-1955.
2ETP/1/2/49 7	Opérations juridiques du domaine. 1958.
2ETP/1/2/49 8	<i>Idem.</i> 1960.
2ETP/1/2/49 9	Service intérieur : correspondance, notes. 1958.
2ETP/1/2/49 10	<i>Idem.</i> 1963.

2ETP/1/2/49 11 Établissements extérieurs, inventaire du mobilier : huit registres. 1942.

2ETP/1/2/49 12 *Idem.*

2ETP/1/2/5 ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT

2ETP/1/2/50 Correspondance générale ⁽¹⁾

2ETP/1/2/50 1 Enregistrement analytique de la correspondance reçue. 7 germinal an XI -20 octobre 1814. 42 p.

Au verso : enregistrement analytique de la correspondance au départ. 2 floréal-18 thermidor an XI. 3 p.

2ETP/1/2/50 2 Correspondance au départ : registre. 2 floréal an XI-15 germinal an XIII. 194 p.

2ETP/1/2/50 3 *Idem.* 19 germinal an XIII-14 juin 1809. 286 p.

2ETP/1/2/50 4 *Idem.* 26 juin 1809-15 mai 1816. 286 p.

2ETP/1/2/50 5 *Idem.* 8 mai 1816-21 mai 1823. 378 p.

2ETP/1/2/50 6 *Idem.* 21 mai 1823-18 avril 1828. 288 p.

(1) Les registres 2 à 18 ont été microfilmés (sous-série 1 Mi). On trouvera une table de concordance en complément du répertoire.

2ETP/1/2/50 7	<i>Idem.</i> 7 mai 1828-27 décembre 1833. 462 p.
2ETP/1/2/50 8	<i>Idem.</i> 9 janvier 1834-26 mars 1836. 266 p.
2ETP/1/2/50 9	<i>Idem.</i> 22 mars 1836 ⁽¹⁾ -1er septembre 1841. 362 p.
2ETP/1/2/50 10	<i>Idem.</i> 1er septembre 1841-23 mars 1846. 253 p.
2ETP/1/2/50 11	<i>Idem.</i> 9 avril 1846-18 juin 1850. 277 p.
2ETP/1/2/50 12	<i>Idem.</i> 18 juin 1850-29 janvier 1853. 283 p.
2ETP/1/2/50 13	<i>Idem.</i> 3 février 1853-5 juin 1858. 281 p.
2ETP/1/2/50 14	<i>Idem.</i> 11 juin 1858-29 avril 1864. 596 p.
2ETP/1/2/50 15	<i>Idem.</i> 2 mai 1864-6 mai 1868. 285 p.
2ETP/1/2/50 16	<i>Idem.</i> 16 mai 1868-7 avril 1874. 584 p.
2ETP/1/2/50 17	<i>Idem.</i> 7 avril 1874-22 novembre 1877. 600 p.

(1) On trouve à la fin du registre précédent un rapport du 26 mars 1836, dont la transcription se poursuit sur le présent registre, précédant ainsi deux lettres datées des 22 et 24 mars 1836.

2ETP/1/2/50 18	<i>Idem.</i> 22 novembre 1877-23 décembre 1880. 498 p.
2ETP/1/2/50 19	Correspondance reçue : liasses. An XI-1809.
2ETP/1/2/50 20	<i>Idem.</i> 1810-1816.
2ETP/1/2/50 21	<i>Idem.</i> 1817-1820.
2ETP/1/2/50 22	<i>Idem.</i> 1821-1823.
2ETP/1/2/50 23	<i>Idem.</i> 1824-1826.
2ETP/1/2/50 24	<i>Idem.</i> 1827-1828.
2ETP/1/2/50 25	<i>Idem.</i> 1829-1831.
2ETP/1/2/50 26	<i>Idem.</i> 1831-1832.
2ETP/1/2/50 27	<i>Idem.</i> 1833-1834.
2ETP/1/2/50 28	<i>Idem.</i> 1835.
2ETP/1/2/50 29	<i>Idem.</i> 1836-1837.
2ETP/1/2/50 30	<i>Idem.</i> 1838-1840.
2ETP/1/2/50 31	<i>Idem.</i> 1841-1843.

2ETP/1/2/50 32	<i>Idem.</i> 1844-1846.
2ETP/1/2/50 33	<i>Idem.</i> 1847-1849.
2ETP/1/2/50 34	<i>Idem.</i> 1850-1851.
2ETP/1/2/50 35	<i>Idem.</i> 1852-1853.
2ETP/1/2/50 36	<i>Idem.</i> 1854-1859.
2ETP/1/2/50 37	<i>Idem.</i> 1860-1865.
2ETP/1/2/50 38	<i>Idem.</i> 1866-1868.
2ETP/1/2/50 39	<i>Idem.</i> 1869-1870.
2ETP/1/2/50 40	<i>Idem.</i> 1871-1872.
2ETP/1/2/50 41	<i>Idem.</i> 1873-1876.
2ETP/1/2/50 42	<i>Idem.</i> 1877-1879.
2ETP/1/2/50 43	<i>Idem.</i> 1880-1883.
2ETP/1/2/50 44	<i>Idem.</i> 1884-1885.

2ETP/1/2/50 45 *Idem*, 1886-1887 ; correspondance à en-têtes gravés de maisons de commerce ⁽¹⁾, 1923-1924 ; correspondance insolite extraite de la correspondance reçue, autographes, XIXe siècle-1984.

2ETP/1/2/50 46 Cartes de voeux reçues par le président de la Chambre de commerce à l'occasion du nouvel an. 1951-1964.

2ETP/1/2/51 Règlement intérieur ⁽²⁾

2ETP/1/2/51 1 Élaboration et réformes du règlement intérieur : correspondance, procès-verbaux de réunions, rapports, notes, brochures. 1803-1926.

2ETP/1/2/51 2 *Idem*. 1930-1957.

2ETP/1/2/51 3 *Idem*. 1959-1963.

2ETP/1/2/51 4 *Idem*. 1964-1967.

2ETP/1/2/51 5 *Idem*. 1966-1969.

(1) Correspondance extraite des dossiers de visa d'attestations patronales pour voyageurs de commerce, avant leur destruction.

(2) Le premier règlement intérieur fut adopté le 2 floréal an XI 22 avril 1803. En 1876, un nouveau règlement fut mis à l'étude pour consacrer les coutumes et usages admis par la Chambre depuis sa création. Ce règlement fut adopté le 22 décembre 1880. Les dates des principales refontes intervenues sont les suivantes : 11 novembre 1892, 23 avril 1902, 17 février 1926, 7 juillet 1954, 7 juillet 1960, 10 mai 1962, 18 janvier 1967.

2ETP/1/2/51 6 *Idem.* 1969-1970.

2ETP/1/2/51 7 *Idem.* 1970-1980.

2ETP/1/2/52 Assemblée générale. Bureau. Commissions.⁽¹⁾

2ETP/1/2/52 1 Assemblée générale et bureau, organisation, convocation, durée des mandats : correspondance, rapports, notes. 1867-1970.

2ETP/1/2/52 2 Commissions, création, suppression, composition, règlement, compétences, tableaux de travail : correspondance, notes. 1873-1946.

2ETP/1/2/52 3 *Idem.* 1941-1975.

2ETP/1/2/52 4 Constitution des commissions, dossiers des réunions préparatoires : correspondance, notes. 1951-1952.

2ETP/1/2/52 5 *Idem.* 1965.

(1) L'assemblée générale réunit l'ensemble des membres élus de la Chambre. Elle élit en son sein un Bureau. Celui-ci se composait à l'origine d'un vice-président, d'un secrétaire et d'un trésorier ; le préfet de la Seine étant de droit président de la Chambre. A la suite de la réforme de 1832, le vice-président élu put prendre le titre de président. Le 6 août 1849, un siège de vice-président était créé. En 1892, le Bureau s'accrut d'un vice-président et d'un secrétaire supplémentaires. En 1936, un troisième siège de vice-président est créé, puis en 1946, un quatrième et en 1948, un trésorier-adjoint. En 1958, le Bureau se compose d'un président, de cinq vice-présidents, de deux secrétaires et d'un trésorier.

En 1967, à la suite de la réforme de la circonscription de la Chambre, on compte un président, neuf vice-présidents (dont les quatre présidents de délégations départementales) et un vice-président trésorier. Depuis 1974, un membre siège au Bureau en qualité de président de la Chambre régionale de commerce et d'industrie de Paris. Le travail préparatoire aux assemblées générales et aux réunions du Bureau se fait en commissions. Celles-ci se répartissent pour l'essentiel en commissions d'études (mission consultative) et en commissions administratives (mission administrative). On trouvera en annexe la liste des présidents de la C.C.I.P. et de la C.R.C.I. de Paris.

2ETP/1/2/52 6	<i>Idem.</i> 1966.
2ETP/1/2/52 7	<i>Idem.</i> 1967.
2ETP/1/2/52 8	<i>Idem.</i> 1968-1970.
2ETP/1/2/52 9	<i>Idem.</i> 1971-1973.
2ETP/1/2/52 10	<i>Idem.</i> , 1976-1979 ; activité des commissions, programmes de travail : notes, 1971-1986.
2ETP/1/2/52 11	Rapport Fougerolle sur les activités de la Chambre de commerce de Paris : rapports préparatoires des commissions. 1949.
2ETP/1/2/52 12	Assemblée générale : registres de présence. 1803-1851.
2ETP/1/2/52 13	Registre de présence. 14 novembre 1923-8 juillet 1931.
2ETP/1/2/52 14	<i>Idem.</i> 7 octobre 1931-25 mai 1938.
2ETP/1/2/52 15	<i>Idem.</i> 8 juin 1938-19 décembre 1945.
2ETP/1/2/52 16	<i>Idem.</i> 16 janvier 1946-7 janvier 1960.
2ETP/1/2/52 17	<i>Idem.</i> 14 janvier 1960-24 novembre 1966.
2ETP/1/2/52 18	Listes d'émargement, 1968-1985 ; Bureau : registre de présence, 1964-1965.
2ETP/1/2/52 19	Commissions : registre de présence. 26 février 1948-7 mars 1950.

- 2ETP/1/2/52 20** *Idem.* 8 mars 1950-19 juin 1952.
- 2ETP/1/2/52 21** *Idem.* 18 juin 1952-11 février 1955.
- 2ETP/1/2/52 22** *Idem.* 11 février 1955-27 mai 1958.
- 2ETP/1/2/52 23** *Idem.* 1968-1970.
- 2ETP/1/2/52 24** Conférence des présidents des commissions d'études, dossiers de réunions : notes, rapports. 1932-1936.

2ETP/1/2/54 Organisation des services ⁽¹⁾

Organisation et présentation

- 2ETP/1/2/54 1** Collection du dépliant *Organisation générale des services de la Chambre de commerce et des principales oeuvres fonctionnant avec son concours*, 1932, 1934, 1936, 1939, 1944-1950, 1952-1964, 1967-1971, 1975 ; organisation des services, durée du travail, congés, visite des services : rapports, notes, 1878-1945.

(1) Les documents qui constituent la sous-série 2ETP/1/2/54 consacrée aux services de la Chambre de commerce, proviennent, pour l'essentiel, du secrétariat général et de la direction générale. Le secrétariat qui apparaît dès 1803 est à l'origine de l'ensemble des services centraux de la Chambre. En 1924, il devint Secrétariat général de la direction générale (créée en 1922). On trouvera en annexe une liste des chefs du Secrétariat puis directeurs généraux de la Chambre.

Dès 1854, la bibliothèque constitua le premier service autonome. En 1898, les services de la Comptabilité et de la Correspondance furent créés. En 1922, ce furent les Services techniques (ancêtres de l'actuelle direction des Études), puis en 1923 le service du Matériel. Pour plus de détails, on consultera au Service des Archives : *Les services et le personnel de la Chambre de commerce de Paris de 1803 à 1950, I - Secrétariat, Direction, Direction générale et Services intérieurs*, par Joseph Antoine Durbec, 1950.

2ETP/1/2/54 2	Organisation des services. 1933-1940.
2ETP/1/2/54 3	<i>Idem.</i> 1938-1976.
2ETP/1/2/54 4	Stage des nouveaux membres de la Chambre, organisation, exposés, visite des services : correspondance, notes, documentation. 1958-1959.
2ETP/1/2/54 5	<i>Idem.</i> 1960.
2ETP/1/2/54 6	<i>Idem.</i> 1962-1965.
2ETP/1/2/54 7	<i>Idem.</i> 1967-1968.
2ETP/1/2/54 8	<i>Idem.</i> 1971-1979.

Affaires contentieuses

2ETP/1/2/54 9	Affaires contentieuses de la Chambre de commerce, expropriation, litiges : correspondance, dossiers de procédure, notes. 1919-1950.
2ETP/1/2/54 10	<i>Idem.</i> 1951-1965.
2ETP/1/2/54 11	<i>Idem.</i> 1965-1975.
2ETP/1/2/54 12	Affaires contentieuses des écoles. 1925-1945.
2ETP/1/2/54 13	<i>Idem.</i> 1931-1938.

2ETP/1/2/54 14	<i>Idem.</i> 1938-1947.
2ETP/1/2/54 15	<i>Idem.</i> 1950-1960.
2ETP/1/2/54 16	<i>Idem.</i> , 1962-1973 ; affaires contentieuses des ports et entrepôts, 1937-1949.
2ETP/1/2/54 17	Affaires contentieuses des ports et entrepôts. 1941-1956.
2ETP/1/2/54 18	<i>Idem.</i> 1950-1973.
2ETP/1/2/54 19	<i>Idem.</i> , 1963-1972 ; affaire de l'E.M.P.A.G. ⁽¹⁾ , 1950-1964.
2ETP/1/2/54 20	Affaire de l'E.M.P.A.G. 1950-1964.
2ETP/1/2/54 21	<i>Idem.</i>
2ETP/1/2/54 22	<i>Idem.</i>

Services intérieurs

2ETP/1/2/54 23	Imprimerie, organisation et activités : correspondance, rapports, notes, rapports d'activités, documentation. 1925-1967.
-----------------------	--

(1) Société des entreprises maritimes de Paris-Gennevilliers.

2ETP/1/2/54 24	Assistance technique du commerce. 1966-1974.
2ETP/1/2/54 25	<i>Idem.</i> 1969-1978.
2ETP/1/2/54 26	Relations publiques, 1954-1979 ; services documentaires, services d'information, 1894-1961.
2ETP/1/2/54 27	Comité régional de liaison professionnelle ⁽¹⁾ . 1944-1946.
2ETP/1/2/54 28	Service des renseignements ⁽²⁾ , 1922-1974 ; bureau d'accueil, 1973-1979.
2ETP/1/2/54 29	Office des transports ⁽³⁾ , 1921-1955 ; Centre d'observation économique (C.O.E.) ⁽⁴⁾ , 1959-1977.

(1) Organisme auxiliaire du bureau de documentation économique ; ce comité n'a fonctionné que quelques mois en 1944.

(2) Créé en 1922, il fusionna en 1966 avec le bureau des relations commerciales et fut rebaptisé Centre de renseignements et de formalités pour le commerce intérieur et extérieur.

(3) L'Office des transports et des P.T.T. de la Chambre de commerce de Paris fut créé le 21 décembre 1921 ; il adhéra en 1922 à l'Union des offices des transports et des P.T.T. Organe intérieur de renseignements et d'études sur les affaires relatives aux transports par fer et par eau (tarifs, législation, réclamations des ressortissants, etc.). Sur les offices des transports et l'Union des offices, voir la sous-série 2ETP/4/8/1.

(4) Créé en 1956 pour étudier la conjoncture et élaborer des monographies sur des problèmes économiques.

2ETP/1/2/54 30	Fichier consulaire ⁽¹⁾ . 1943-1972.
2ETP/1/2/54 31	Informatique, centres de calcul. 1967-1970.
2ETP/1/2/54 32	<i>Idem.</i> 1971.
2ETP/1/2/54 33	<i>Idem.</i> 1968-1972.
2ETP/1/2/54 34	<i>Idem.</i> 1972-1976.
2ETP/1/2/54 35	Paris district gestion informatique (P.G.I.) ⁽²⁾ , création, statuts, activités : correspondance, rapports, notes, documentation. 1968-1969.
2ETP/1/2/54 36	<i>Idem.</i> 1970.
2ETP/1/2/54 37	<i>Idem.</i> 1971.
2ETP/1/2/54 38	<i>Idem.</i> 1972.

(1) Par les circulaires du 16 octobre 1942 et 9 octobre 1943, le ministère de la Production industrielle invitait les chambres de commerce à créer un fichier des ressortissants de leur circonscription, appelé "Fichier consulaire". Une circulaire du 1er juin 1949, complétée le 4 juin 1951, rendit obligatoire sa constitution. Depuis sa mise en place, il constitue le fichier électoral des chambres de commerce.

(2) Groupement d'intérêt économique créé en 1970 par la C.C.I.P., la Chambre de commerce et d'industrie interdépartementale Val-d'Oise-Yvelines et la Confédération générale des P.M.E. (C.G.P.M.E.) pour faciliter l'accès des P.M.E. d'Ile-de-France à l'informatique de gestion.

2ETP/1/2/54 39	Bibliothèque ⁽¹⁾ , documentation législative et parlementaire ⁽²⁾ , histoire, organisation, installations, règlement, catalogues ⁽³⁾ , acquisitions, fréquentation : correspondance, rapports, notes, brochures. 1821-1930.
2ETP/1/2/54 40	<i>Idem.</i> 1894-1978.
2ETP/1/2/54 41	<i>Idem</i> , 1930-1968 ; institution d'un réseau de correspondants auprès d'organismes extérieurs : correspondance, 1964-1973 ; fonds espérantiste ⁽⁴⁾ , constitution, cession : correspondance, notes, 1928-1962.

-
- (1) Le service de la bibliothèque et des archives fut rattaché, à l'origine, au secrétariat de la Chambre. En 1829, le premier bibliothécaire fut nommé. Créée pour assurer la documentation des membres et des services de la Chambre, la bibliothèque est ouverte au public depuis 1830. Consacrée au commerce, à la géographie commerciale, à l'économie politique et sociale, à l'organisation commerciale et industrielle, à la législation, au droit, ainsi qu'à l'histoire de Paris et des corporations, elle réalisa, dès 1822, l'acquisition d'un fonds de 2 500 volumes environ. Le 14 mai 1899, un incendie détruisit la plus grande partie de ses collections. Réouverte au public en 1901, elle s'est installée en 1927 dans les locaux, conçus pour elle, au siège de la Chambre de commerce, avenue de Friedland. En 1963, la bibliothèque est transformée en Centre de documentation économique (C.D.E.). Le Service des archives, géré depuis l'origine par le secrétariat de la Chambre, fut rattaché à la bibliothèque en 1924.
- (2) Le service de la documentation législative et parlementaire, à l'origine "Casier parlementaire", réunit les documents parlementaires et les textes législatifs susceptibles d'être utilisés pour les travaux de la Chambre de commerce. Créé en 1901, il fut rattaché en 1924 à la bibliothèque.
- (3) Le *Catalogue par ordre de matières des livres reliés composant la bibliothèque commerciale fondée à la Bourse et confiée aux soins de la Chambre de commerce de Paris*, publié en 1836, est conservé sous la cote 78 Y 18. Les catalogues imprimés de l'actuelle bibliothèque (catalogue de 1913 et suppléments de 1922, 1925, 1929 et 1933) sont conservés sous les cotes 78 Y 19 à 78 Y 23.
- (4) En 1928, l'association scientifique espérantiste fit don à la Chambre de commerce, d'un ensemble de 3 000 volumes ou brochures en espéranto, réuni par le général Sebert, membre de l'Institut. En 1961, la Chambre de commerce décida de donner ce fonds à l'Union espérantiste française pour partie et déposa le complément au Musée espérantiste international à Vienne (Autriche).

2ETP/1/2/54 42	Bibliothèque, dossiers de personnel ⁽¹⁾ : correspondance, notes. 1930-1976.
2ETP/1/2/54 43	<i>Idem.</i> 1925-1981.
2ETP/1/2/54 44	Bibliothèque, budget : notes. 1950-1972.
2ETP/1/2/54 45	Extraits du catalogue de l'ancienne bibliothèque ⁽²⁾ , <i>Littérature anglaise et allemande ancienne et moderne, catalogue alphabétique de noms d'auteurs et analyse des matières</i> : cahier manuscrit, 1881 ; <i>Littérature grecque, latine, espagnole et italienne ancienne et moderne, catalogue alphabétique de noms d'auteurs et analyse des matières</i> : cahier manuscrit, 1882 ; <i>Littérature française ancienne et moderne, catalogue alphabétique de noms d'auteurs et analyse des matières</i> : cahier manuscrit, 1881-1882 ; <i>Répertoires universels et recueils périodiques et liste alphabétique des publications périodiques reçues par la Chambre de commerce</i> : un cahier manuscrit et un cahier dactylographié réunis, 1881 ; reconstitution de la bibliothèque détruite, <i>État des ouvrages offerts à la Chambre de commerce de Paris par les ministères et administrations publiques, ambassades et consulats, chambres de commerce, librairies et éditeurs, administrations de revues et journaux et divers particuliers pour la reconstitution de sa bibliothèque incendiée en mai 1899</i> : deux registres manuscrits, 1899-1901 ; <i>Catalogue du fonds Pallain</i> : cahier manuscrit, s.d. ; <i>Bibliothèque de la société d'économie politique</i> , répertoire des ouvrages offerts à la bibliothèque de la Chambre : registre manuscrit, 1900-1931.

(1) Voir aussi, notamment pour le XIXe siècle, les dossiers de personnel de la Chambre de commerce en sous-série 2ETP/1/2/56.

(2) Les documents réunis sous la cote 2ETP/1/2/54 45 étaient conservés à la bibliothèque respectivement sous les cotes [104/290], [104/291], [104/289], [452/434], [300/100], [358/206], [300/084]. Le double de ce dernier registre (*Bibliothèque de la société d'économie politique*) coté [300/084 bis] n'a pas été retrouvé.

2ETP/1/2/54 46	<i>Catalogue par ordre de matières</i> ⁽¹⁾ , catalogue de l'ancienne bibliothèque rédigé par Jules Desmarest, bibliothécaire : registre manuscrit. 1854-1877.
2ETP/1/2/54 47	<i>Idem</i> (supplément).
2ETP/1/2/54 48	Bibliothèque, participation au cent cinquantième ⁽²⁾ de la Chambre de commerce de Paris, exposition, médaille : correspondance, rapports, notes, plans, 1953 ; services divers, projets, activités : correspondance, notes, 1933-1960.
2ETP/1/2/54 49	Banc d'épreuve des armes à feu ⁽³⁾ , projets, création, statuts, fonctionnement, fermeture : correspondance, textes réglementaires, rapports, notes, brochures. 1858-1922.
2ETP/1/2/54 50	<i>Idem</i> , 1923-1979 ; Comité technique consultatif : notes, dossiers de réunions, 1958-1960 ; propagande : correspondance, notes, 1955-1966.
2ETP/1/2/54 51	Règlements internationaux, législation, règlement intérieur : correspondance, notes, textes législatifs et réglementaires, brochures. 1897-1971.

(1) Anciennement conservé avec son supplément, à la bibliothèque sous la cote [300/040]. Les 9 registres d'entrée de l'ancienne bibliothèque cotés [300/085] n'ont pas été retrouvés.

(2) Sur l'organisation du cent cinquantième, voir la sous-série 2ETP/1/2/04.

(3) Créé par la Chambre de commerce de Paris, avec le concours de la chambre syndicale de l'industrie et du commerce des armes et munitions, après autorisation par décret du 7 novembre 1895, le banc d'épreuve fut ouvert au public le 1er juillet 1899 au 129 avenue de Versailles à Paris puis installé 150 route des Moulineaux à Issy-les-Moulineaux, dans les usines de la Société française des munitions, et enfin transféré, en 1913, 1 rue J.P. Timbaud, dans l'Ile Saint-Germain, à Issy-les-Moulineaux, sur des terrains militaires concédés par l'Administration. L'apposition du poinçon constituait une garantie de résistance pour les armes, reconnue par des conventions internationales. En 1972, la Chambre de commerce de Paris en abandonna la gestion à la C.C.I. de Saint-Etienne. Le banc d'épreuve de Paris fut fermé à compter du 1er janvier 1979. Des bancs annexes avaient été exploités à Bayonne, Hendaye, Châtellerauld et Mulhouse. Congrès des bancs d'épreuves des armes à feu, voir 2ETP/2/1/40 1.

2ETP/1/2/54 52	Reconnaissance des poinçons à l'étranger : correspondance, notes. 1875-1925.
2ETP/1/2/54 53	Activité du service, résultats financiers : correspondance, rapports, notes, 1899-1973 ; organisation des épreuves : notes, documentation, 1930-1970 ; personnel : correspondance, notes, 1897-1963.
2ETP/1/2/54 54	Tarifs : correspondance, rapports, textes réglementaires, notes, 1907-1970 ; matériel : correspondance, notes, documentation, 1903-1967.
2ETP/1/2/54 55	Bâtiments, travaux : correspondance, rapports, notes, plans. 1904-1971.
2ETP/1/2/54 56	Divers : correspondance, notes, 1932-1971 ; bancs annexes de Bayonne et Hendaye : correspondance, notes, 1950-1971 ; banc annexe de Châtelleraut : correspondance, notes, 1946-1959 ; banc annexe de Mulhouse : correspondance, notes, 1952-1972.
2ETP/1/2/54 57	Banc d'épreuve de Saint-Étienne, activités, relation avec la Chambre de commerce de Paris : correspondance, notes, plans, documentation, 1902-1980 ; banc d'épreuve de Liège : correspondance, notes, 1899-1923.
2ETP/1/2/54 58	Service public du contrôle des diamants, perles fines et pierres précieuses ⁽¹⁾ , statut, règlement intérieur : correspondance, rapports, notes. 1935-1936.

(1) Créé en 1929 par la chambre syndicale des négociants en diamants, perles fines et pierres précieuses, sous le nom de Laboratoire syndical de contrôle. Des difficultés de gestion entraînèrent son transfert en mai 1935, à la Chambre de commerce de Paris. Le laboratoire fut transformé par décret du 24 avril 1936 en service public de contrôle des diamants, perles fines et pierres précieuses. Installé depuis sa création, 18 rue de Provence, il fut transféré le 1er février 1967, 23 rue Notre-Dame-des-victoires.

- 2ETP/1/2/54 59** Activités : correspondance, comptes rendus, notes, brochures. 1941-1970.
- 2ETP/1/2/54 60** Condition des soies et laines ⁽¹⁾, création, statut, règlement, activités, personnel, liquidation : correspondance, rapports, notes. 1843-1919.
- 2ETP/1/2/54 61** *Idem.* 1854-1950.

Services temporaires

- 2ETP/1/2/54 62** Émission de monnaie ⁽²⁾, organisation, tirages, retrait, destruction : correspondance, notes, 1914-1931 ; demandes de renseignements, documentation, 1920-1975.

(1) Bureau public établi à Paris pour le conditionnement des soies, laines, pâtes à papier et analyses diverses. Un décret du 2 mai 1853 autorisa la Chambre de commerce de Paris à établir un bureau public pour le conditionnement et le titrage des soies, laines et autres textiles. Un laboratoire pour l'essai des papiers fabriqués en France lui fut adjoint par délibération de la Chambre de commerce, des 23 mai et 12 juin 1894. Le service fut organisé pour assurer la régularité des transactions sur les matières textiles et papetières, tant du point de vue du poids que de la qualité. Il cessa ses activités en 1949. Installé depuis sa création au 2, place de la Bourse, il avait été transféré en 1899 à la Bourse de commerce.

(2) Si, en 1871, la Chambre de commerce de Paris avait refusé d'émettre des coupures monétaires, elle sollicita dès le 6 août 1914 l'autorisation d'émettre des "bons de monnaie". Après approbation du ministre des Finances (lettre du 14 août), la chambre procéda à une émission qui devait être mise en circulation début septembre mais dut être détruite en raison de la marche des allemands sur Paris. La Chambre de commerce de Paris ne réalisa pas d'autre émission avant celle de juin 1920 destinée à favoriser l'échange des billets des chambres de province. Voir aussi la sous-série 2ETP/1/1/4.

2ETP/1/2/54 63	Service des devises ⁽¹⁾ , organisation, personnel : correspondance, notes, 1924-1929 ; bureau des charbons ⁽²⁾ , création, installations, activités, approvisionnement, répartition : correspondance, notes, circulaires, statistiques, 1917-1920.
2ETP/1/2/54 64	Bureau des charbons : correspondance, 1917-1920 ; contentieux, procédures judiciaires : correspondance, notes, 1920-1926.
2ETP/1/2/54 65	Bureau des charbons, contentieux, 1920-1926 ; liquidation du service, apurement : correspondance, notes, 1926-1929.
2ETP/1/2/54 66	Office de compensation ⁽³⁾ , création, organisation, activités, personnel : correspondance, rapports, notes, statistiques, coupures de presse, documentation. 1931-1939.
2ETP/1/2/54 67	<i>Idem</i> ; liquidation de l'Office : correspondance, notes, 1939-1953.

(1) Il fut installé le 26 mars 1924, en application de l'article 72 de la loi du 22 mars 1924 sur le contrôle des opérations de change. Les déclarations écrites faites aux banques par les importateurs de marchandises en France et aux colonies, étaient, après justifications, revêtues d'un avis favorable par le service. Il cessa ses activités à la suite du décret du 10 janvier 1928 suspendant la loi sur l'exportation des capitaux.

(2) Bureau des charbons commerciaux et industriels, créé en 1917 par la Chambre de commerce de Paris, pour l'approvisionnement du commerce et de l'industrie, en application de la circulaire du 12 juillet 1917. Le bureau dépendait du bureau national des charbons (créé le 12 janvier 1916), organisme central du service public du ravitaillement en charbon, institué dans un but de police et de défense nationale. Le bureau cessa ses activités le 1er mars 1921.

En septembre 1914, le ministère de la Guerre avait chargé la Chambre de commerce de procéder à la répartition des sucres aux commerçants et industriels fabricants de produits alimentaires dans lesquels entrait cette matière première. Ce service prit fin en juillet 1916. D'avril à septembre 1915, la Chambre de commerce eut mission d'effectuer la répartition des draps militaires et, pendant le fonctionnement du régime de contingentement des tissus étrangers (de septembre 1917 au mois d'août 1919), elle délivra les licences d'importation.

(3) L'Office de compensation des créances et des dettes, institué par l'arrêté interministériel du 15 février 1932, fut créé par la Chambre de commerce de Paris, prise comme représentant l'ensemble des intérêts français. Son but était de faciliter le règlement des dettes et des créances nées des opérations d'importation et d'exportation. Les relations avec l'Allemagne furent traitées dans le cadre d'un organisme particulier : l'Office franco-allemand des paiements commerciaux. En 1940, l'Office de compensation ainsi que l'Office franco-allemand furent rattachés à l'Office des changes.

2ETP/1/2/54 68	Office de compensation, personnel, dossiers individuels : correspondance, notes. 1933-1939.
2ETP/1/2/54 69	Office franco-allemand des paiements commerciaux ⁽¹⁾ , création, négociations, organisation, activités : correspondance, procès-verbaux de réunions, rapports, notes, statistiques. 1933-1939.
2ETP/1/2/54 70	<i>Idem.</i>
2ETP/1/2/54 71	<i>Idem.</i>
2ETP/1/2/54 72	Office franco-allemand, personnel, dossiers individuels : correspondance, notes. 1933-1939.
2ETP/1/2/54 73	Office de compensation, Office franco-allemand ⁽²⁾ , activités, personnel, réceptions et visites : correspondance, rapports, notes, documentation. 1932-1939.
2ETP/1/2/54 74	<i>Idem.</i>

(1) La complexité des créances et des dettes entre la France et l'Allemagne nécessita la création d'un organisme distinct de l'Office de compensation : l'Office franco-allemand des paiements commerciaux, par décret et arrêté interministériels du 31 décembre 1932, en application du traité de compensation entre la France et l'Allemagne du 24 décembre 1932. Il fut placé sous le contrôle de la Chambre de commerce de Paris dans les mêmes conditions que l'Office de compensation et rattaché en 1940 à l'Office des changes.

(2) Papiers de Jacques André, vice-président de la Chambre de commerce de Paris, président délégué de l'Office de compensation et de l'Office franco-allemand.

2ETP/1/2/54 75 Certifications diverses données par la Chambre de commerce, dossiers : correspondance. 1887-1913.

2ETP/1/2/54 76 Visa par la Chambre de commerce des demandes de passeport pour les Allemands venant faire des achats en France : correspondance, listes. 1924.

Services régionaux

2ETP/1/2/54 77 XVe région économique⁽¹⁾, organisation, mobilisation économique⁽²⁾ : correspondance, rapports, notes. 1918-1940.

2ETP/1/2/54 78 XVe région économique, mobilisation économique : correspondance, notes, circulaires, brochures, documentation. 1926-1940.

(1) Dès le 21 novembre 1917, la Chambre de commerce de Paris marqua son opposition au projet Clémentel de groupements économiques régionaux. Le 23 octobre 1918, renouvelant son hostilité au projet, la Chambre souhaitait toutefois qu'en cas de concrétisation de celui-ci, Paris forma une région économique distincte. Clémentel avait proposé à l'origine une région étendue comprenant, outre le département de la Seine, les départements de l'Oise, de la Seine-et-Oise, de l'Eure-et-Loir et de Seine-et-Marne. En 1919, Paris obtint satisfaction ; la région économique de Paris recouvrait très exactement la circonscription de la Chambre de commerce de Paris (le département de la Seine).

Elle put agir, dès lors, tout à la fois comme chambre de commerce et comme région économique. De 1938 à 1960, la région de Paris porta officiellement le nom de XVe région économique. En 1964, elle devint la Chambre régionale de commerce et d'industrie de Paris. Les chambres de commerce des départements de Seine-et-Oise et de Seine-et-Marne formèrent de leur côté, la XXe région économique, ayant son siège à Versailles, aujourd'hui Chambre régionale de commerce et d'industrie d'Ile-de-France. On trouvera en annexe la liste des présidents de la C.R.C.I. de Paris.

(2) La XVe région économique avait dans ses attributions la charge de préparer et mettre en oeuvre la mobilisation économique en cas de guerre. Destinée à satisfaire les besoins de la population civile (à l'exception des besoins alimentaires dépendant du ministère de l'Agriculture) et de l'exportation, la mobilisation économique différait donc de la mobilisation industrielle (satisfaction des besoins de l'État et des Forces armées).

2ETP/1/2/54 79	<i>Idem</i> ; attributions de charbon : correspondance, notes, 1940.
2ETP/1/2/54 80	Mobilisation économique, sections professionnelles : correspondance, notes. 1939.
2ETP/1/2/54 81	Mobilisation économique, comité des transports, statuts, organisation, activités : correspondance, textes réglementaires, notes. 1927-1940.
2ETP/1/2/54 82	Mobilisation économique, affectations spéciales : correspondance, textes réglementaires, notes, listes nominatives, coupures de presse. 1939-1940.
2ETP/1/2/54 83	Mobilisation économique, comité régional de l'exportation ⁽¹⁾ , organisation, activités : correspondance, procès-verbaux de réunions, listes d'émargement, notes, coupures de presse. 1939-1960.
2ETP/1/2/54 84	XVe région économique, experts-comptables ⁽²⁾ , recensement, contrôle : correspondance, textes réglementaires, rapports, notes, documentation, registre d'inscription ⁽³⁾ . 1918-1942.

(1) Créé en 1939, le Comité régional de l'exportation de la XVe région économique est devenu le Comité régional du commerce extérieur de la Chambre de commerce de Paris. Il semble ne s'être plus réuni après 1969. Voir aussi 2ETP/6/2/12 18.

(2) L'arrêté interministériel du 18 août 1933 institua au siège de chaque région économique, un registre des experts-comptables titulaires du brevet reconnu par l'État, ainsi qu'un "conseil de discipline" chargé de contrôler la conduite professionnelle des experts-comptables inscrits au registre. Après l'annulation de l'arrêté du 18 août 1933, par arrêt du Conseil d'État du 22 mai 1936, l'assemblée des présidents de régions économiques décida dans sa réunion du 22 décembre 1936 de maintenir, à titre officieux, cette institution.

(3) Indique les nom et prénom des experts-comptables, date et lieu de naissance, date de délivrance du diplôme, date d'inscription, adresse. Table alphabétique.

2ETP/1/2/54 85	XVe région économique, commission régionale de l'hôtellerie ⁽¹⁾ , organisation, activités, classement et tarification : correspondance, textes réglementaires, procès-verbaux de réunions, notes, registre ⁽²⁾ . 1937-1942.
2ETP/1/2/54 86	Service de répartition ⁽³⁾ , organisation, activités, allocations de carburants : correspondance, textes réglementaires, rapports, notes, statistiques, coupures de presse. 1941-1949.
2ETP/1/2/54 87	<i>Idem.</i>
2ETP/1/2/54 88	<i>Idem.</i>
2ETP/1/2/54 89	Service de répartition, allocations de carburants et pneumatiques. 1944-1953.
2ETP/1/2/54 90	Service de répartition, attributions de licences d'achat d'automobiles et de bicyclettes. 1944-1950.
2ETP/1/2/54 91	Service de répartition des carburants. 1956-1957.
2ETP/1/2/54 92	<i>Idem.</i>
2ETP/1/2/54 93	Service de répartition des carburants, personnel : dossiers individuels. 1956-1957.

(1) Instituée dans le cadre de la loi du 7 juin 1937, modifiée par le décret-loi du 1er juillet 1937, pour statuer sur les demandes d'homologation d'hôtels par le commissariat général au tourisme.

(2) Indique les nom et adresse des hôtels, la classification tarifaire.

(3) Service chargé, dans le cadre de la région économique, de la répartition d'un certain nombre de produits rationnés à l'issue de la seconde guerre mondiale et pendant la crise de Suez.

2ETP/1/2/55 1	Membres, composition du bureau et des commissions : listes. 1803-1986.
2ETP/1/2/55 2	Annuaire des membres, 1959-1986 ; dépliant indiquant les nom et adresse des membres, la composition du bureau et des commissions, 1901, 1905, 1907, 1916-1918, 1920, 1922, 1924-1988.
2ETP/1/2/55 3	Membres, anciens membres, ancienneté, adresse, famille, profession : listes. 1803-1974.
2ETP/1/2/55 4	Listes de membres, préparation : correspondance. 1950-1958.
2ETP/1/2/55 5	<i>Idem</i> , 1960-1962 ; liste des délégués consulaires, préparation : correspondance, 1967.
2ETP/1/2/55 6	Honorariat ⁽²⁾ , membres associés, membres correspondants : correspondance, rapports. 1898-1976.

(1) La Chambre de commerce de Paris comptait 15 membres à l'origine. Leur nombre fut porté à 21 par décret du 6 janvier 1853, à 36 par décret du 2 décembre 1889, à 40 par décret du 11 août 1908. Le décret du 9 mai 1939 qui portait ce nombre à 48, ne fut appliqué qu'à partir des élections de décembre 1945. Depuis 1967 (décret du 30 juillet 1966), la Chambre de commerce et d'industrie de Paris compte 64 membres.

(2) L'honorariat, tradition répandue dans les chambres de commerce de province, resta longtemps ignoré par la Chambre de commerce de Paris. En 1883, le président Roy, sortant, fut nommé membre honoraire de la commission administrative d'H.E.C., de même en 1887 le président Dietz-Monnin. En 1889, Charles Noël, trésorier, fut nommé président honoraire de la commission administrative de l'École commerciale. En 1898, Delaunay-Belleville, contraint d'abandonner la présidence de la Chambre pour assurer la direction générale de l'exploitation de l'exposition universelle de 1900, fut élu président honoraire pour la durée de son mandat. Lors de la clôture de l'exposition, l'honorariat lui fut accordé à titre définitif le 21 novembre 1900. Le 26 janvier 1944, la Chambre, nouvellement nommée par le gouvernement de Vichy, accordait l'honorariat au président sortant, Lucien Lassalle. Celui-ci devait d'ailleurs retrouver son fauteuil présidentiel dès le 17 octobre 1944. Le 7 février 1974, l'assemblée générale de la C.C.I.P. accorda l'honorariat à tous les anciens membres du Bureau, encore vivants. Cette pratique s'est étendue en 1992 aux anciens membres ayant siégé douze ans.

2ETP/1/2/55 7	Membres : correspondance diverse. 1965-1966.
2ETP/1/2/55 8	<i>Idem.</i> 1967-1972.
2ETP/1/2/55 9	Services religieux à Notre-Dame de Paris, organisation, invitations : correspondance, notes, 1949-1954 ; décès des membres, obsèques : correspondance, notes, 1896-1932.
2ETP/1/2/55 10	Membres, statut, insignes, réunions des anciens membres : correspondance, rapports, notes. 1899-1971.
2ETP/1/2/55 11	Membres, vie quotidienne, sujets divers : correspondance, notes. 1856-1968.
2ETP/1/2/55 12	Banquet annuel, discours ⁽¹⁾ , 1883, 1890-1894, 1902 ; voeux et réunions de fin d'année, organisation, invitations correspondance, notes, 1955-1971.
2ETP/1/2/55 13	Compétitions de golf, organisation, invitations : correspondance, notes. 1963-1966.
2ETP/1/2/55 14	Médailles et jetons, réalisation, attribution : correspondance, notes. 1817-1930.
2ETP/1/2/55 15	<i>Idem.</i> 1884-1977.
2ETP/1/2/55 16	Médailles et jetons, échanges avec les autres chambres de commerce : correspondance, notes. 1901-1953.

(1) Les fascicules des banquets de 1883, 1890-1894, proviennent de la collection de la bibliothèque de la Chambre de commerce de Paris anciennement cotée [500/968].

2ETP/1/2/55 17	Collection de médailles et de jetons des chambres de commerce offerte au ministre de l'Industrie et du Commerce, constitution de la collection, organisation de la cérémonie : correspondance, notes, photos, 1953 ; jetons du cent cinquantaire, réalisation, diffusion : notes, 1953.
2ETP/1/2/55 18	Médailles et jetons, attributions : registre (table alphabétique). 1895-1938.
2ETP/1/2/55 19	Membres, dossiers individuels ⁽¹⁾ (classement dans l'ordre alphabétique des noms). ALASSEUR à BAUDET : ALASSEUR (Auguste Alexandre Eugène <i>Amédée</i>), 1840-1917. ANCELOT (<i>Alfred</i> Charles), 1851-1913. ANDRÉ (Paul Alexandre <i>Jacques</i>), 1882-1970. AUBRY (Joseph François Louis <i>Félix</i>), 1813-1890. AUCOC (Louis), 1850-1932. BAERT (<i>Gérard</i> Émile), 1927-1985. BAGNAUD (Achille Hippolyte dit <i>Marcel</i>), 1893-1964. BALLOUX (<i>Lucien</i> Marcel), 1896-1971. BARBAS (<i>Raymond</i> Marie Gustave), 1900-1983. BARBEDIENNE (Ferdinand), 1810-1892. BARTHET (<i>Georges</i> Henri), 1879-1943. BASTIDE (Pierre-Georges), 1904-1957. BAUDET (Édouard Alphonse <i>André</i>), 1876-1940.
2ETP/1/2/55 20	<i>Idem.</i> BELIN à BORTOLI : BELIN (Claude Joseph <i>Édouard</i>), 1876-1963. BELIN (<i>Henri</i> Jules Auguste), 1849-1921. BELIN (Marie <i>Paul</i>), 1861-1939. BELLARD (<i>Paul</i> Marius), 1871-1934. BÉNY (Abeilard <i>Félix</i>), 1891-1980. BERNARD (Charles <i>Martial</i> dit MARTIAL-BERNARD), 1824-1896. BERTAUT (<i>André</i> Frédéric), 1877-1939. BERTAUX (<i>Léon</i> Antoine Olivier), 1849-1896. BERTAUX (<i>Édouard</i> Victor), 1884-1956. BERTHELOT (Victor <i>Jean</i>), 1891-1969. BLANSTIER (<i>Georges</i> Alexandre), 1912-1981. BOHIN (<i>Pierre</i> Clément Benjamin), 1889-1969. BOIN (<i>Georges</i> Benjamin), 1849-1915. BORDEREL (Jean), 1857-1933. BORGEAUD (<i>Paulin</i> Georges Henri), 1887-1976. BORTOLI (Pierre Xavier <i>Joseph</i>), 1859-1928.

(1) Dossiers conservés pour les membres décédés de la fin du XIXe siècle au 31 décembre 1986. Ces dossiers sont tenus régulièrement depuis la réforme de 1898. La liste détaillée est établie à partir des dossiers individuels, des listes annuelles des membres (conservées dans la même sous-série) et des listes électorales (sous-série 2ETP/1/2/23). En cas de prénoms multiples, le prénom usuel est indiqué en italique.

2ETP/1/2/55 21*Idem.* **BOUCHÉ à CAPET :**

BOUCHÉ (*Eugène Hypolite Louis*), 1867-1954.
BOUCHERON (*Frédéric André Louis*), 1874-1959.
BOUCHINET (*Jacques Paul Édouard*), 1886-1954.
BOUILHET (*Tony Henri*), 1897-1984.
BOUSEZ (*Henry*), 1884-1949.
BOUTET (*Charles Georges Léon*), 1856-1921.
BOVERAT (*Constant Maurice*), 1848-1916.
BOYER (*Hippolyte Eugène*), 1862-1951.
BRÈS-CHOUANARD (*Henri Louis Marie BRÈS dit*), 1883-1936.
BRICARD (*Alfred Honoré*), 1842-1906.
BRICARD (*Georges Marie*), 1882-1960.
BRINON (*Auguste Georges*), 1875-1961.
BRIZON (*Marie Auguste Georges Gabriel*), 1869-1942.
BROSSARD (*Marie Joseph Paul André*), 1892-1961.
BRULÉ (*Alexandre Albert Eugène Edmond*), 1882-1941.
BRUNEL (*Pierre Paul Balthazar*), 1844-1907.
CANISY (*Alban Marie Paul CARBONNEL de*), 1887-1965.
CAPET (*Émile Georges Nicolas*), 1846-1928.
CARBONNEL de CANISY, voir CANISY.

2ETP/1/2/55 22*Idem.* **CARON à COURBOT :**

CARON (*Pierre Henri Georges*), 1907-1979.
CASTEX (*François Nestor*), 1921-1986.
CHAMPETIER de RIBES-CHRISTOFLE, voir RIBES-CHRISTOFLE.
CHANÉE (*Albert Antoine Léon*), 1874-1944.
CHASLES (*Stéphane Aubert*), 1893-1958.
CHOQUET (*Édouard Marie Francis*), 1842-1904.
CLAUDE-LAFONTAINE (*Lucien Félix CLAUDE puis*), 1840-1909.
COIGNET (*Edmond*), 1856-1915.
COIRRE (*Gaston Prosper Désiré*), 1853-1904.
CONTENOT (*Marie Georges*), 1867-1948.
CORBY (*Léon Théodule*), 1860-1929.
COURBOT (*Henri Léon*), 1902-1978.

2ETP/1/2/55 23*Idem.* **COUSTÉ à DARRAS :**

COUSTÉ (*Joseph Désiré*), 1825-1908.
COUVREUR (*Jules César Louis*), 1859-1944.
COUVREUR (*Louis César*), 1822-1902.
CRINON (*Caliste Jules Valérie*), 1839-1929.
CUSENIER (*Marcel Félix*), 1886-1957.
DALBOUZE (*Pierre-Ernest Sylvestre*), 1872-1936.
DARRAS (*Charles Adrien Adolphe*), 1861-1944.

2ETP/1/2/55 24

Idem. **DAVID-MENNET à DÉPINOIX :**

DAVID-MENNET (Charles Maximilien *Arthur* DAVID dit), 1850-1918.
DEHAVANNE (*Henri* Elzéar), 1865-1949.
DEFERT (*Louis* Augustin Édouard), 1871-1949.
DEHAYNIN (*Félix* Camille) 1822-1895.
DEHOLLAIN (Hector *Émile*), 1841-1917.
DELAUNAY-BELLEVILLE (*Émile* Julien *Robert*), 1876-1938.
DELAUNAY-BELLEVILLE (*Louis* Marie Gabriel DELAUNAY puis),
1843-1912.
DELCROS (*Albert* Éloi Louis), 1863-1920.
DELIGNY (Ernest Eugène dit *Jacques*), 1899-1968.
DEMAN (Serge Jacques Gilbert), 1921-1982.
DÉPINOIX (Jules *Constant*), 1854-1936.

2ETP/1/2/55 25

Idem. **DERODE à DUCHEMIN :**

DERODE (*Emmanuel* Eugène), 1887-1956.
DERODE (*Lucien* Jules), 1850-1919.
DESBRIÈRE (Marie Théodore *Émile* Georges LESIEURE-DESBRIÈRE dit),
1901-1982.
DESHAYES (*René* Jean), 1902-1982.
DESHAYS (*Henri* Sylvain), 1921-1981.
DESMARAIS (Henri), 1825-1887.
DESTOMBE (*Jules* Narcisse), 1872-1941.
DION (*Jean* Maurice Henri), 1909-1980.
DISLE (*Robert* Auguste Pierre), 1888-1972.
DONCKÈLE (*Georges* François), 1855-1923.
DOUANE (Alphonse *Lucien*), 1858-1933.
DRAUX (*Roger* Édouard), 1901-1981.
DUBRUJEAUD (Étienne Jules *Léon*), 1845-1920.
DUCHEMIN (*René* Eugène *Paul*), 1865-1963.

2ETP/1/2/55 26

Idem. **DUFOUR à DUTREUX :**

DUFOUR (*Louis* Étienne), 1897-1968.
DUFRÈNE (*Armand* Alphonse), 1855-1942.
DUPONT (*Albert* Charles Léon), 1851-1916.
DUPONT (*Roger* Alexandre Louis), 1911-1985.
DURAND-AUZIAS (Marie *Raymond*), 1889-1970.
DUTREUX (Eugène *Auguste*), 1873-1954.

2ETP/1/2/55 27

Idem. **ESMIEU à FOUCHER :**

ESMIEU (*Jean Louis*, dit ESMIEU-FOURNEL), 1899-1976.
EUDÉS (*Jean Léon Pierre*), 1899-1980.
FAIVRET (*Pierre Alexandre Charles Frédéric Émile*), 1898-1984.
FAUCON (*Lucien Hippolyte*), 1879-1965.
FAUCONNIER (*Gabriel Abel*), 1845-1917.
FÉLIX (*Pierre Germain Gabriel*), 1867-1948.
FÉRASSON (*Louis Henri Marie Émile*), 1884-1956.
FERMÉ (*René Gabriel Léonor*), 1860-1931.
FLÉCHET (*Antoine*), 1884-1959.
FOLLOT (*Henri Émile*), 1897-1962.
FONTAINE (*Lucien Alphonse*), 1857-1943.
FONTANA (*Gérard*), 1891-1973.
FONTANILLE (*Jean-Marcel Joseph*), 1896-1971.
FOSSIER (*Marcel Georges Léon*), 1897-1976.
FOUCHER (*Gustave Amédée Albert*), 1842-1907.

2ETP/1/2/55 28

Idem. **FOUGEROLLE à GAILLARD :**

FOUGEROLLE (*Jacques Philippe Marie*), 1902-1965.
FOUQUET-LAPAR (*Georges Auguste Quintien*), 1868-1950.
FOURNIER (*Pierre Antonin Victor*), 1875-1959.
FUMOUCHE (*Jean Armand*), 1835-1904.
GAILLARD (*Henri Gilbert Émile*), 1871-1933.

2ETP/1/2/55 29

Idem. **GAILLIARD à GRELOU :**

GAILLIARD (*Georges Ernest François Jean-Baptiste*), 1856-1937.
GALATOIRE-MALÉGARIE, voir MALÉGARIE.
GARNIER (*Henri François Pierre Armand*), 1872-1964.
GARNIER (*Louis Alexis Hubert*), 1840-1911.
GARNIER (*Marcel Léon Adolphe*), 1900-1986.
GATECLOUT (*Henri Léon*), 1855-1937.
GAUTHIER-LATHUILLE (*Charles Eugène*, dit GAUTHIER-MARÉCHAL), 1869-1960.
GEISENBERGER (*Bernard André*), 1922-1975.
GÉNÉVRIER (*Georges*), 1884-1956.
GIBERT (*Edmond Casimir Éloi*), 1842-1899.
GIBERT (*Jean Baptiste*), 1875-1965.
GIRARDIN (*Louis Simon*), 1853-1919.
GODÉ (*Charles Adolphe Robert*), 1900-1982.
GODET (*Jean Jules Eugène*), 1853-1941.
GRELOU (*Raymond Henri Étienne Alfred*), 1887-1984.

2ETP/1/2/55 30

Idem. **GUILLAUME à HOTTINGUER :**

GUILLAUME (*Henri* Auguste), 1885-1951.
GUILLÉE (*Émile* Lucien), 1894-1968.
GUILLELMON (*Samuel* Benjamin), 1870-1945.
GUY (Jean-Paul), 1896-1984.
HAAS (Jonas), 1826-1920.
HARLÉ (*Henri* Frédéric Auguste), 1875-1961.
HARTH (*André* Louis), 1900-1986.
HAZELER (*Henri* Charles), 1862-1924.
HÉMARD (*Jean* Albert Lucien), 1914-1982.
HÉMIER (*Gaston Fernand*), 1873-1947.
HÉNAULT (*Henri* Albert Joseph), 1903-1984.
HENRY (*Émile* Charles), 1850-1933.
HENRY-GRÉARD (Amédée Paul *Octave* HENRY puis), 1880-1959.
HERMOUET (*Ludovic* Maurice Pierre), 1895-1966.
HOTTINGUER (Rodolphe), 1902-1985.

2ETP/1/2/55 31

Idem. **HUGOT à LAGUIONIE :**

HUGOT (Charles *Victor*), 1834-1906.
HUOT (*Jules* Athanase), 1837-1917.
IUNG (Charles Edouard), 1860-1937.
JARLAULD (*François* Georges), 1833-1901.
JOSEPH-MAGINOT (*Michel* Antoine Auguste), 1922-1966.
JOSSIER (Henri), 1880-1941.
JOUANNY (*Georges* Philippe Eugène), 1851-1922.
JOURDAIN de MUIZON, voir MUIZON.
JUMIN (*Ernest* Eugène), 1879-1938.
KEMPF (Jean *Paul*), 1856-1929.
KESTER (Gustave), 1841-1938.
LABIE (*Robert* Hippolyte), 1886-1953.
LABRUNE (*René* Marie Raymond), 1897-1956.
LACARRIÈRE (Henri), 1842-1923.
LAFOND (Jean Prosper Marie *Alexandre*), 1879-1948.
LAGUIONIE (Léonard dit *Gustave*), 1842-1920.
LAGUIONIE (*Pierre* Henri Jean), 1884-1978.

2ETP/1/2/55 32**Idem. LAINEY à LEDUC :**

LAINEY (Arthur), 1842-1908.
LANGUEREAU (Jules Léon *Maurice*), 1867-1941.
LAROCHE-JOUBERT (Jean-Pierre *Edmond*), 1879-1958.
LASSALLE (Jean Baptiste *Lucien*), 1872-1959.
LAURENT (Albert Jean), 1882-1949.
LAURENT (Jean André Fernand), 1891-1953.
LAURENT (Pierre Édouard Léon), 1903-1962.
LAVAUD (Charles Baptiste), 1864-1940.
LEBEL (Jacques Édouard Gustave), 1880-1935.
LECLERC (Maxime dit *Max*), 1864-1932.
LECOMTE (René Louis), 1887-1960.
LE DUC (Jean Jules Marie), 1896-1974.

2ETP/1/2/55 33**Idem. LEFEBVRE à LEMOINE :**

LEFEBVRE (Alfred *Georges*), 1854-1909.
LEFRANC (Jean Émile), 1899-1965.
LEFRANC (Robert Émile), 1892-1967.
LEGOUËZ (Raynald Louis Henri), 1857-1944.
LEGRAND (Charles Emmanuel Venceslas), 1856-1919.
LEGRAND (Jean-Marie Achille), 1897-1978.
LELONG (Lucien Camille Henri), 1889-1958.
LEMOINE (Fernand Léon Louis), 1913-1968.
LEMOINE (Henri André), 1828-1904.
LEMOINE (Antoine *Louis*), 1853-1915.

2ETP/1/2/55 34**Idem. LEMY à MARCILHACY :**

LEMY (Pierre Constant), 1859-1932.
LESIEUR (Georges Charles), 1848-1931.
LESIEURE-DESBRIÈRE, voir DESBRIÈRE.
LEVEILLÉ-NIZEROLLE (Jacques Joseph Lucien Marie LEVEILLÉ puis), 1895-1976.
LOEBNITZ (Jules Alphonse), 1863-1942.
LOURDELET (Ernest Alfred), 1843-1928.
LUIGGI (François Antoine), 1897-1968.
MACHART (Michel Charles), 1870-1932.
MAËS (Georges Louis), 1842-1939.
MAËS (Louis *Joseph*), 1815-1898.
MALÉGARIE (Charles Marie Joseph GALATOIRE-MALÉGARIE dit), 1886-1963.
MALLET (Paul Alfred), 1845-1923.
MARCILHACY (Camille Mathieu Antoine Théodore), 1825-1911.
MARCILHACY (Léon Camille), 1873-1949.

2ETP/1/2/55 35

Idem. **MARÉCHAL à MASSON :**

MARÉCHAL (*Victor Henri*), 1871-1944.
MARGOT (*Maurice Victor Édouard*), 1864-1954.
MARGUERY (*Jean Nicolas*), 1834-1910.
MARSAUX (*Anatole Victor*), 1845-1906.
MARTIAL-BERNARD, voir BERNARD.
MASSE (*René Charles Louis*), 1868-1926.
MASSON (*Georges*), 1839-1900.

2ETP/1/2/55 36

Idem. **MATIGNON à MICHAUD :**

MATIGNON (*Jean Auguste Ferdinand*), 1846-1927.
MAUREL (*Alexandre Laurent Fernand*), 1856-1907.
MAYOLLE (*Emmanuel Edmond Joseph*), 1897-1980.
MAZUEL (*Maurice Jules François*), 1912-1984.
MENIER (*Émile Justin*), 1826-1881.
MERCIER (*André Raymond Antoine*), 1899-1980.
MERLIN (*Jacques Joseph Alfred*), 1901-1976.
MESUREUR (*Jules Rieul*), 1834-1902.
METZ (*Marie Arthur Paulin*), 1854-1933.
MEYER (*Raoul Salomon*), 1892-1970.
MICHAUD (*Edmond François*), 1842-1927.

2ETP/1/2/55 37

Idem. **MOISANT à NICLAUSSE.**

MOISANT (*Onésime Armand*), 1838-1906.
MONDUIT (*Philippe Ernest*), 1857-1909.
MOUILBAU (*Jean Jules*), 1855-1914.
MUIZON (*Joseph Auguste Emmanuel JOURDAIN de*), 1890-1958.
MUNIER (*Robert Charles*), 1893-1951.
NEU (*Georges Auguste*), 1893-1978.
NEUFLIZE (*Jacques Germain POUPART de*), 1883-1953.
NICLAUSSE (*Élie Pierre Jules*), 1861-1942.

2ETP/1/2/55 38

Idem. **NOBLEMAIRE** à **PEIGNEY** :

NOBLEMAIRE (Joseph Philippe *Gustave*), 1832-1924.
OMER-DECUGIS (Paul), 1904-1983.
OUACHÉE (*Charles Émile*), 1839-1908.
PAINVIN (Georges-Jean), 1886-1980.
PANNIER (*Pierre André Léonce*), 1883-1958.
PARFAIT (*Émile Victor Louis*), 1896-1966.
PASCALIS (Georges), 1854-1933.
PAYELLE (Hubert Ivan Gabriel *Robert*), 1891-1971.
PEIGNEY (*Pierre Joseph Philibert*), 1889-1968.
PELTEREAU, voir PLACIDE-PELTEREAU.

2ETP/1/2/55 39

Idem. **PERCIN-NORTHUMBERLAND (de)** à **POIRET** :

PERCIN-NORTHUMBERLAND (*Édouard Marie René Joseph de*), 1898-1970.
PERDOUX (*Léon Émile*), 1843-1913.
PETIET (*Charles Marie Jules*), 1879-1958.
PETIT (*Léon Charles*), 1882-1970.
PICHOT (Henri), 1873-1946.
PIKETTY (Alexandre Eugène *Maurice*), 1884-1948.
PINET (Georges *Léon*), 1895-1981.
PINGAULT (Paul), 1866-1951.
PLACIDE-PELTEREAU (*Édouard Ernest Placide PELTEREAU dit*), 1858-1932.
PLANQUE (Frédéric), 1879-1937.
PLANTIVAUD (Marcel), 1904-1986.
PLASSE (Jacques *Louis Benoît*), 1845-1898.
POIRET (Denis *Auguste*), 1845-1903.

2ETP/1/2/55 40

Idem. **POIVRE** à **RÉGNAULT-DESROZIERS** :

POIVRE (Henri *Auguste Joseph*), 1883-1978.
POMMIER (Joseph François *Auguste*), 1899-1985.
POULLAIN (*Charles François Emmanuel*), 1835-1907.
POULLAIN (*Henri Adrien Emmanuel*), 1866-1945.
POUPART de NEUFLIZE, voir NEUFLIZE.
POZZY (*Sosthène Claude*), 1853-1938.
PRACHE (*Gaston Louis Eugène*), 1898-1984.
PROUST (Marie Émile *Georges*), 1860-1930.
PUTOIS (Louis Victor dit *Georges*), 1848-1920.
RACHET (Georges), 1866-1947.
RAMES (Paul), 1899-1960.
RANDON (*Jean François Fénelon*, dit RANDON-RACHET), 1885-1982.
RANVIER (*Jules Claude*), 1833-1901.
REGNAULT-DESROSIERS (*Paul Frédéric REGNAULT dit*), 1852-1924.

2ETP/1/2/55 41

Idem. **RIBES-CHRISTOFLE (CHAMPETIER de) à ROY :**

RIBES-CHRISTOFLE (Marie Jules Henri *Fernand* CHAMPETIER de RIBES puis CHAMPETIER de), 1861-1919.
RICHARD (Gaston Eugène dit *Gaston-Pierre*), 1895-1977.
RICHEMOND (Émile Marie *Pierre* Lucien), 1864-1953.
RIVIÈRE (*Georges* Louis Marie), 1881-1947.
RIVIÈRE (*Jean-Michel* Henri), 1931-1982.
RODANET (Auguste-Hilaire), 1837-1907.
ROGER (Georges Alphonse *Paul*), 1850-1928.
ROUX (*Albert* André Vincent), 1896-1977.
ROUX (Louis Jean Timothée dit *Paul*), 1858-?.
ROY (*Gustave* Emmanuel), 1823-1912.

2ETP/1/2/55 42

Idem. **SAINTIGNY à SÉBASTIEN.:**

SAINTIGNY (*Gabriel* Louis Henri), 1899-1965.
SALIN (Charles), 1876-1933.
SALMON (Théodore Auguste *Georges*), 1854-1926.
SAUTTER (Emmanuel *Gaston*), 1854-1907.
SAUVAGE (Louis-Isidore), 1854-1940.
SCHMIDT (*Paul* Claude Édouard), 1908-1984.
SCHMIT (*Jacques* Jules), 1892-1973.
SCHROEDER (*Gustave* Eugène), 1887-1961.
SCIAMA (*Gaston* Joseph), 1856-1926.
SÉBASTIEN (Paul *Louis*), 1874-1930.

2ETP/1/2/55 43

Idem. **SÉNÉCAUX à THIÉBAULT :**

SÉNÉCAUX (*Maurice* Louis), 1883-1958.
SERRE (Guillaume *René*), 1898-1969.
SEURIN (Alexandre *Georges*), 1859-1936.
SIMON (André *Jean*), 1900-1954.
SOLEAU (*Eugène* François Alexandre), 1853-1929.
SOUBRIER (*Jacques* Georges François), 1909-1965.
SOUFFLOT (*Paul* Justin), 1848-1926.
SOULÉ (Lucien), 1852-1913.
SOURY (*Achille* Louis), 1857-1933.
SPEYER (*Charles* Georges), 1865-1941.
SUILLIOT (Simon *Hippolyte*) 1838-1900.
TARDIEU (*Jacques* Léon Jules Amédée), 1861-1928.
TATTEVIN (*Georges* Hippolyte Marie) 1898-1972.
TELLIÈRE (Ange), 1862-1939.
TEMPLIER (Jean *Paul*), 1860-1948.
THÉVENOT (Léonard dit *Henri*), 1873-1932.
THIÉBAULT (*André* Franck), 1909-1967.

2ETP/1/2/55 44

Idem. **THIÉBAUT à VINAY :**

THIÉBAUT (*Victor Charles Antoine*), 1849-1908.

TRUILLÉ (*Jean Émile*), 1886-1975.

VANDIER (*Paul Marie Émile*), 1875-1945.

VERGER (*Jules Barthélémy*), 1896-1972.

VIGNE (*Georges Auguste Joseph*), 1893-1953.

VILLEMIN (*Auguste Jean-Baptiste*), 1854-1925.

VILLEMINOT (*Lucien Paul Oscar*), 1872-1957.

VINAY (*Pierre Savinien Joseph*), 1855-1915.

2ETP/1/2/55 45

Membres : fichier alphabétique des auteurs de rapports⁽¹⁾. AKIAN à ESMIEU. 1892-1986.

2ETP/1/2/55 46

Idem. ESNAULT à LUZUY.

2ETP/1/2/55 47

Idem. MACHART à WEINBERG.

2ETP/1/2/56 Personnel (2)

2ETP/1/2/56 1

Personnel, statut, règlement, recrutement, traitements : correspondance, notes, listes nominatives. 1876-1945.

(1) Ce fichier est consultable en salle de lecture sous la forme d'une photocopie. Pour la période 1803-1884, on pourra consulter le fichier auteurs des travaux de la Chambre 1803-1884.

(2) Sur le personnel de la Chambre de commerce de Paris, on consultera : *Les services et le personnel de la Chambre de commerce de Paris de 1803 à 1950, I - Secrétariat, Direction, Direction générale et Services intérieurs*, par Joseph Antoine Durbec, 1950.

2ETP/1/2/56 2	Personnel, divers : correspondance, notes, 1889-1958 ; décès d'anciens membres du personnel ou de membres de leurs familles, condoléances, obsèques : correspondance, notes, 1954-1968.
2ETP/1/2/56 3	Personnel, situation militaire, adresses militaires : correspondance, notes, listes, 1914-1918 ; personnel mobilisé, prisonniers de guerre, ravitaillement, S.T.O. : correspondance, notes, 1938-1945.
2ETP/1/2/56 4	Personnel, traitements, augmentations, prélèvements : rapports, notes. 1918-1946.
2ETP/1/2/56 5	Traitements, commission paritaire locale : comptes rendus, notes. 1968.
2ETP/1/2/56 6	Personnel : notes de service, 1972-1974 ; postes vacants : notes, 1970-1972 ; réunions d'information des cadres : notes, 1971-1972.
2ETP/1/2/56 7	Restaurant du personnel, organisation, budget, tarifs, travaux et installations : rapports, notes, devis, plans, 1964-1980 ; club sportif, participation aux Jeux olympiques : notes, 1966-1971.
2ETP/1/2/56 8	Réceptions de fin d'année, organisation, invitations : correspondance, notes. 1931-1963.
2ETP/1/2/56 9	Arbre de Noël, organisation, invitations : correspondance, notes. 1971-1972.
2ETP/1/2/56 10	<i>Idem.</i> 1973-1976.

2ETP/1/2/56 11	Retraites, caisse de prévoyance ⁽¹⁾ , statuts, fonctionnement : correspondance, textes législatifs et réglementaires, rapports, notes, documentation. 1898-1955.
2ETP/1/2/56 12	Caisse d'épargne et de retraites, caisse de prévoyance, statuts, organisation, réformes : correspondance, rapports, notes. 1925-1941.
2ETP/1/2/56 13	Assurances sociales, instauration, état du personnel : correspondance, textes législatifs et réglementaires, rapports, notes. 1930-1940.
2ETP/1/2/56 14	Assurances diverses (accidents, assurance-groupe), allocations familiales, statuts, règlement, organisation : correspondance, notes, documentation, 1900-1960 ; amicale des retraités, statuts, publications, 1970-1987.
2ETP/1/2/56 15	État sanitaire du personnel, enquêtes statistiques : notes, 1935-1945 ; société mutualiste du personnel, statuts, fonctionnement, tarifs : procès-verbaux de l'assemblée générale, notes, bulletin d'information, 1961-1981.
2ETP/1/2/56 16	Représentation syndicale, S.N.A.P.C.C.-section parisienne ⁽²⁾ , autres syndicats, activités : notes, bulletin de liaison, tracts. 1945-1979.

(1) Dès 1881, le principe d'une Caisse de prévoyance pour les employés fut adopté par la Chambre. Par délibération du 23 novembre 1887, elle approuva les statuts de la caisse qui entra en service le 1er janvier 1888. Dans la séance du 21 mai 1919, la Chambre de commerce créa une caisse de retraites en faveur de son personnel à compter du 1er janvier 1919. Par délibération du 18 novembre 1925, la Chambre instaura une Caisse d'épargne et de retraites en faveur du personnel titulaire qui entra en activité le 1er janvier 1926. Les trois caisses coexistèrent jusqu'à la création, le 7 décembre 1949, du régime spécial de retraite et de sécurité sociale du personnel de la Chambre de commerce de Paris.

(2) Syndicat national autonome du personnel des chambres de commerce.

2ETP/1/2/56 17	Personnel, dossiers individuels ⁽¹⁾ : correspondance, notes. 1re série ⁽²⁾ , A à Z.
2ETP/1/2/56 18	Personnel, dossiers individuels : correspondance, notes. 2e série ⁽³⁾ , A à BL.
2ETP/1/2/56 19	<i>Idem.</i> BO à CA.
2ETP/1/2/56 20	<i>Idem.</i> CH à DE.
2ETP/1/2/56 21	<i>Idem.</i> DH à F.
2ETP/1/2/56 22	<i>Idem.</i> G à H.
2ETP/1/2/56 23	<i>Idem.</i> I à LA.
2ETP/1/2/56 24	<i>Idem.</i> LE à MA.
2ETP/1/2/56 25	<i>Idem.</i> ME à PI.
2ETP/1/2/56 26	<i>Idem.</i> PO à R.
2ETP/1/2/56 27	<i>Idem.</i> S à Z.

(1) Classement alphabétique. Pour les femmes en principe, classement au nom de jeune fille, à défaut au nom d'épouse (cas le plus fréquent). Ces dossiers ont fait l'objet d'un inventaire détaillé : *Dossiers individuels de personnel*, 2ETP/1/2/56 17 à 27, par Olivier Cottarel, septembre 1993.

(2) 1re série : dossiers antérieurs à 1920 environ (fin d'activité ou dates des pièces du dossier).

(3) 2e série : dossiers postérieurs à 1920 environ, jusqu'à 1960 (en majorité, période 1940-1960).

2ETP/1/2/57 1	Correspondance générale (table alphabétique). 1958-1959.
2ETP/1/2/57 2	<i>Idem.</i> 1960-1962.
2ETP/1/2/57 3	<i>Idem.</i> 1963-1964.
2ETP/1/2/57 4	<i>Idem.</i> 1965-1966.
2ETP/1/2/57 5	Assurance automobile, contrats, sinistres : correspondance, notes, polices, pièces comptables. 1948-1969.
2ETP/1/2/57 6	<i>Idem.</i> 1949-1957 ; assurance vol, 1952-1962.
2ETP/1/2/57 7	Assurance vol, 1947-1956 ; assurance vol et incendie, 1946-1956 ; assurance incendie, 1934-1949.
2ETP/1/2/57 8	Assurance incendie. 1949-1961.
2ETP/1/2/57 9	<i>Idem.</i> 1950-1961 ; assurance risques électriques, 1950-1963.
2ETP/1/2/57 10	Assurance réceptions. 1933-1961.
2ETP/1/2/57 11	Assurance individuelle et assurance maladie pour les stagiaires à l'étranger. 1958-1963.
2ETP/1/2/57 12	<i>Idem.</i> 1964-1966.

2ETP/1/2/57 13	Assurance voyages. 1962-1965.
2ETP/1/2/57 14	<i>Idem.</i> 1966-1968.
2ETP/1/2/57 15	<i>Idem</i> , 1968 ; assurance accidents du travail agricole, 1958-1965 ; assurance responsabilité civile des exploitants agricoles, 1936-1963.
2ETP/1/2/57 16	Assurance-groupe, individuelle accident ; responsabilité civile. 1957-1961.
2ETP/1/2/57 17	Assurance responsabilité civile, immeubles des services centraux. 1941-1968.
2ETP/1/2/57 18	Assurance responsabilité civile, ports et entrepôts. 1943-1962.
2ETP/1/2/57 19	<i>Idem.</i> 1948-1965.
2ETP/1/2/57 20	Assurance responsabilité civile, ateliers-écoles. 1938-1959.
2ETP/1/2/57 21	Assurance responsabilité civile, écoles commerciales de garçons, École commerciale de jeunes filles, Cours pour la préparation supérieure au secrétariat. 1946-1960.
2ETP/1/2/57 22	Assurance responsabilité civile, École des hautes études commerciales , École de haut enseignement commercial pour les jeunes filles, École supérieure de commerce de Paris, École supérieure des industries du vêtement. 1946-1960.

- | | |
|----------------------|---|
| 2ETP/1/2/58 1 | Service médico-social de la Chambre de commerce, services médicaux des établissements extérieurs, organisation, activités : correspondance, rapports, notes. 1934-1942. |
| 2ETP/1/2/58 2 | <i>Idem.</i> 1942-1953. |
| 2ETP/1/2/58 3 | <i>Idem.</i> , 1942-1959 ; services médicaux des ateliers-écoles, organisation, biotypologie des élèves : correspondance, notes, 1942-1956. |
| 2ETP/1/2/58 4 | Radioscopies : convocations. 1946-1961. |
| 2ETP/1/2/58 5 | Centre d'information des services médicaux d'entreprises et inter-entreprises : correspondance, procès-verbaux de réunions de la commission d'étude, bulletin d'information. 1957-1961. |
| 2ETP/1/2/58 6 | <i>Idem.</i> 1961-1963. |
| 2ETP/1/2/58 7 | Visites médicales : registres. 1943-1961. |
| 2ETP/1/2/58 8 | Comité consultatif médico-social ⁽¹⁾ : ordres du jour, convocation, 1942-1957 ; dossiers de réunions, 1941-1942. |
| 2ETP/1/2/58 9 | Dossiers de réunion. 1942-1944. |

(1) Créé lors de la réorganisation du Service médico-social en 1942, le Comité consultatif médico-social, présidé par le président de la Chambre ou son délégué, comprenait les médecins en chef des établissements scolaires et le médecin agréé de la Chambre de commerce.

2ETP/1/2/58 10 *Idem.* 1945-1950.

2ETP/1/2/58 11 *Idem.* 1951-1954.

2ETP/1/2/58 12 *Idem.* 1954-1955.

2ETP/1/2/58 13 *Idem.* 1957-1958.

2ETP/1/2/58 14 *Idem.* 1959-1960.

2ETP/1/2/6 PUBLICATIONS. RELATIONS PUBLIQUES

2ETP/1/2/61 Publications. Discours

2ETP/1/2/61 1 Publicité des travaux de la Chambre de commerce ⁽¹⁾, relations avec la presse, dépôt légal des publications, réunions du comité de rédaction du Bulletin de la Chambre de commerce : correspondance, textes réglementaires, rapports, notes. 1806-1969.

(1) La publicité des travaux des chambres de commerce, sans autorisation préalable, fut interdite par circulaire du 31 mars 1806. Cette interdiction, rappelée en 1852, 1856 et 1862, devait être progressivement assouplie, pour disparaître finalement en 1898.

Dès 1870, la Chambre de commerce de Paris publia un recueil de ses travaux sous le titre *Avis émis sur les principales questions soumises à son examen pendant les années 1868 et 1869*. Publié tous les deux ans, ce recueil devint annuel en 1884 et prit le titre de *Travaux* en 1893 puis *Compte rendu des travaux* en 1904. Deux collections de cette publication sont conservées par le Service des Archives (sous-séries 2ETP/107/Y et 108 Y). Mais seuls les microfilms sont communicables (sous-série 3 Mi).

A partir de 1894, la Chambre de commerce de Paris publia également un bulletin périodique de renseignements commerciaux, devenu en 1896 *Bulletin de la Bibliothèque de la Chambre de commerce de Paris*, puis en 1898 *Bulletin de la Chambre de commerce de Paris*. Deux collections sont conservées (sous-séries 2ETP/109/Y et 110 Y).

2ETP/1/2/61 2	Projets et préparation de publications : correspondance, notes, devis. Notices sur les tapisseries de la Chambre de commerce, 1928-1943. Brochures du centenaire de la bibliothèque, 1930. Album de photographies de l'Hôtel de la Chambre de commerce, 1931. Brochure sur l'Hôtel de la Chambre de commerce, ses tapisseries, ses ports de France, 1949-1951. Publications diverses, 1946-1958.
2ETP/1/2/61 3	Annuaire des postes téléphoniques de la Chambre de commerce. 1968-1977.
2ETP/1/2/61 4	Discours du président et des membres du bureau de la Chambre de commerce. 1936-1962.
2ETP/1/2/61 5	<i>Idem.</i> 1963-1969.
2ETP/1/2/61 6	<i>Idem.</i> 1974-1977.
2ETP/1/2/61 7	Analyse succincte des délibérations de la Chambre de commerce de Paris sur les principaux objets soumis à son examen, et classés par ordre alphabétique depuis sa création en 1803, jusqu'à la fin de l'exercice 1836 : registre manuscrit ⁽¹⁾ . 1838.

(1) Il s'agit d'un manuscrit original rédigé par Charles Brunet, secrétaire de la Chambre. L'ouvrage imprimé est conservé sous la cote 2ETP/107/Y/1.

2ETP/1/2/63 1	Visites de membres de la Chambre de commerce en région parisienne, préparation, compte rendu : correspondance, notes, documentation. 1921-1960.
2ETP/1/2/63 2	<i>Idem.</i> 1960-1974.
2ETP/1/2/63 3	Voyages de membres de la Chambre de commerce en France, préparation, compte-rendu : correspondance, notes, documentation. 1926-1958.
2ETP/1/2/63 4	<i>Idem.</i> 1959-1973.
2ETP/1/2/63 5	Voyages à l'étranger, missions d'études, participation à des manifestations ou des commémorations, préparation, compte rendu : correspondance, notes, documentation. 1887-1934.
2ETP/1/2/63 6	<i>Idem.</i> 1938-1952.
2ETP/1/2/63 7	Mission sur la productivité aux U.S.A., préparation, organisation matérielle : correspondance, notes. 1952.
2ETP/1/2/63 8	Mission sur la productivité aux U.S.A. : rapports journaliers, rapport final, documentation. 1952.

(1) Pour les voyages de membres ou de délégations de la Chambre de commerce, voir aussi la sous-série 2ETP/6/6.

(2) Les dossiers des réceptions organisées par la Chambre de commerce de Paris étaient conservés en série annexe I - 617. Cette série a été en grande partie éliminée. Les dossiers subsistants ont été reclassés en sous-série 2ETP/1/2/63. Ils sont ici recensés de manière exhaustive. On dispose cependant en salle de lecture des fichiers de l'ancienne série annexe I - 617 (fichiers matières et chronologiques "Réceptions") qui constituent désormais, pour la période 1895-1965, les seules traces des réceptions dont les dossiers ont été détruits.

2ETP/1/2/63 9	Voyages à l'étranger, missions d'études, participation à des manifestations ou des commémorations, préparation, compte rendu : correspondance, notes. 1959.
2ETP/1/2/63 10	<i>Idem.</i> 1958-1961.
2ETP/1/2/63 11	<i>Idem.</i> 1962-1978.
2ETP/1/2/63 12	Visites d'étrangers en France, invitations, participation commune à des manifestations : correspondance, notes. 1952-1967.
2ETP/1/2/63 13	<i>Idem.</i> 1963-1976.
2ETP/1/2/63 14	Revue du 14 Juillet, invitations, emplacements réservés aux membres : programmes, cartes d'accès, coupures de presse, notes. 1919-1985.
2ETP/1/2/63 15	Audiences accordées au président ou au bureau de la Chambre de commerce, demandes, discours : correspondance, notes. 1938-1965.
2ETP/1/2/63 16	<i>Idem.</i> 1960-1973.
2ETP/1/2/63 17	Obsèques de personnalités, cérémonies diverses, participation de la Chambre de commerce : correspondance, notes. 1859-1974.
2ETP/1/2/63 18	Réceptions de parlementaires, 1903-1904 ; liste des réceptions, 1928-1939 ; dépenses des réceptions annuelles, 1930-1933 ; célébration du centenaire de la Chambre de commerce de Paris : banquet du 3 juin 1903 et soirée artistique du 4 juin 1903.

2ETP/1/2/63 19	Banquet offert par l'Assemblée des présidents des chambres de commerce de France et d'Algérie à M. Raymond Poincaré, président du Conseil des ministres. 6 mai 1924.
2ETP/1/2/63 20	Inauguration du nouvel hôtel de la Chambre de commerce de Paris : banquet du 21 décembre 1927.
2ETP/1/2/63 21	Dîner en l'honneur des organisateurs de l'Exposition coloniale, 16 avril 1931 ; réception à l'occasion du congrès du haut enseignement commercial et du cinquantenaire de l'association des anciens élèves de l'École des hautes études commerciales (H.E.C.), 20 mai 1933.
2ETP/1/2/63 22	Soirée artistique et bal en l'honneur de l'Exposition internationale. 23 juin 1937.
2ETP/1/2/63 23	Réception en l'honneur des membres de l'association des anciens élèves de l'École des hautes études commerciales (H.E.C.), 5 décembre 1938 ; soixante-quinzième anniversaire de la création de l'École commerciale de la rive droite, 11 juin 1938 ; bal en l'honneur de l'O.N.U., 5 novembre 1948 ; déjeuner offert à l'occasion de l'inauguration des installations du port de Gennevilliers, 10 juillet 1950.
2ETP/1/2/63 24	Réception en l'honneur de S.M.I. Sidi Mohammed Ben Youssef, sultan du Maroc, 19 octobre 1950 ; fêtes du bimillénaire de Paris, 29 juin 1951.
2ETP/1/2/63 25	Soirée en l'honneur de l'O.N.U. (bal et spectacle), 19 janvier 1952 ; cent cinquantenaire de la Chambre de commerce de Paris, 25 juin 1953.
2ETP/1/2/63 26	Cent cinquantenaire de la Chambre de commerce de Paris, 25 juin 1953, suite ; déjeuners de la Conférence permanente des chambres de commerce de la C.E.E., 15 et 16 juin 1959.

2ETP/1/2/63 27	Visite de la S.M. la reine Élisabeth II à la Chambre de commerce de Paris, 9 avril 1957.
2ETP/1/2/63 28	Dîner-spectacle en l'honneur des grands corps de l'État, 26 février 1959 ; inauguration de l'Institut européen d'administration des affaires (I.N.S.E.A.D.), 8 et 9 octobre 1959.
2ETP/1/2/63 29	Réception de LL. MM. le roi et la reine des Belges, 25 mai 1961.
2ETP/1/2/63 30	Réception du président de la République fédérale d'Allemagne et de Madame Lübke, 21 juin 1961 ; réception en l'honneur de M. Maurice Yameogo, président de la République de Haute-Volta, 13 avril 1962.
2ETP/1/2/63 31	Réception de S.M. Olaf V, roi de Norvège, 28 septembre 1962 ; réception du président de la République de Finlande et de Madame Kekkonen, 26 octobre 1962.
2ETP/1/2/63 32	Réception en l'honneur du président du Mexique et de Madame Lopez Mateos, 28 mars 1963 ; réception en l'honneur de LL.MM. le roi et la reine de Suède, 29 mai 1963.
2ETP/1/2/63 33	Réception de S.A.R. Madame la Grande-Duchesse de Luxembourg, 3 octobre 1963 ; déjeuner en l'honneur du président de la République italienne et de Madame Segni, 20 février 1964.
2ETP/1/2/63 34	Réception en l'honneur de S.A.R. Norodom Sihanouk, chef de l'État du Cambodge, 25 juin 1964 ; réception de S.M. le roi Hussein de Jordanie, 18 novembre 1964.
2ETP/1/2/63 35	Réception en l'honneur de M. Charles Hélou, président de la République libanaise, 6 mai 1965 ; réception en l'honneur de M. Cevdet Sunay, président de la République de Turquie, 29 juin 1967 ; réception du président de la Chambre de commerce d'U.R.S.S. à l'occasion de l'inauguration de la Chambre de commerce franco-soviétique, 17 et 21 juillet 1967.

2ETP/1/2/63 36

Réception du chef de l'État du Pakistan, 18 octobre 1967; Semaine internationale de Paris, déjeuner du 9 mars 1967 ; dîner officiel de la C.C.I.P., 6 décembre 1967 ; Max Fléchet, ancien ministre, président de la Chambre de commerce franco-soviétique, déjeuner du 19 avril 1967 ; organisations professionnelles de la mécanique et de la construction électrique, déjeuner du 26 avril 1967 ; organisations professionnelles de l'hôtellerie-restauration, déjeuner du 3 mai 1967 ; organisations professionnelles de l'alimentation, déjeuner du 24 mai 1967 ; S.E. le Cardinal Tisserant, déjeuner du 12 juin 1967 ; M. Nungesser, secrétaire d'État à l'Économie et aux Finances, déjeuner du 14 juin 1967 ; Chambre de commerce de Londres, déjeuner du 28 juin 1967 ; M. Ortolí, ministre de l'Équipement, déjeuner du 22 novembre 1967.

2ETP/1/2/63 37

Conférence sur le World Trade Center de New-York : cocktail, 6 mai 1968 ; inauguration du Centre de calcul de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris par M. Bettencourt, ministre de l'Industrie, 13 décembre 1968.

2ETP/1/2/63 38

Réception des inspecteurs d'académie de Paris en présence de M. Trorial, secrétaire d'État à l'Éducation nationale, déjeuner du 16 janvier 1969 ; M. Couve de Murville, Premier ministre, déjeuner du 23 janvier 1969 ; anciens présidents des C.C.I. d'Algérie, déjeuner du 11 février 1969 ; Georges Pompidou, ancien Premier ministre, déjeuner du 27 février 1969 ; MM. Taittinger, président et Rivain, rapporteur de la Commission des Finances de l'Assemblée nationale, déjeuner du 5 mars 1969 ; M. Le Theule, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé de l'Information, déjeuner du 1er avril 1969 ; S.E. le baron Sigismund von Braun, ambassadeur de la R.F.A., déjeuner du 23 avril 1969 ; M. Ortolí, ministre du Développement industriel et de la Recherche scientifique, déjeuner du 17 septembre 1969 ; Bernard Lafay, secrétaire d'État auprès du ministre du Développement industriel et de la Recherche scientifique, déjeuner du 12 novembre 1969 ; Valéry Giscard d'Estaing, ministre de l'Économie et des Finances, déjeuner du 13 novembre 1969 ; journal le Monde, déjeuner du 19 novembre 1969; cinquantième anniversaire de la Chambre de commerce internationale, dîner du 18 février 1969 ; membres et anciens membres de la C.C.I.P., dîner du 6 mai 1969.

2ETP/1/2/63 39

Fondation nationale pour l'enseignement de la gestion des entreprises, réception du 15 janvier 1970 ; réunion d'information et d'enquête sur l'avenir de la Bourse de commerce de Paris, réception du 10 février 1970 ; conférence de presse sur l'École supérieure d'ingénieurs de la C.C.I.P. (E.S.I.E.E.), réception du 16 avril 1970 ; présentation du laboratoire de confrontation prévisionnelle, réception du 4 mai 1970 ; présentation des carrefours H.E.C., réception du 19 mai 1970 ; organisations professionnelles, réception du 21 mai 1970 ; six gouverneurs américains, réception du 22 mai 1970 ; septième coupe d'aviron de la C.C.I.P., réception du 27 mai 1970 ; carrefours H.E.C., réception du 29 mai 1970 ; Chambre de commerce franco-soviétique, réception du 29 juin 1970 ; S.E. W. Tubman, président de la République du Libéria, réception du 2 juillet 1970 ; septième congrès international de la protection des plantes, réception du 24 septembre 1970 ; organisations et presse professionnelles des commerçants de Paris et de la région de Paris, réception du 13 octobre 1970.

2ETP/1/2/63 40

Organisations et presse professionnelles des industriels de Paris et de la région de Paris, réception du 15 octobre 1970 ; Institut Jupiter, réception du 27 octobre 1970 ; délégués consulaires, réception du 4 novembre 1970 ; inauguration des nouveaux locaux de l'École technique Gambetta, réception du 25 novembre 1970 ; Chambre officielle de commerce franco-allemande, réception du 1er décembre 1970 ; Bloc E.T.P. (École des travaux publics), réception du 9 décembre 1970 ; premier bal de l'Opéra de Vienne à Paris, réception exceptionnelle du 5 mars 1970 ; arbre de Noël du 10 décembre 1970.

2ETP/1/2/63 41

Membres et anciens membres de la C.C.I.P., dîner du 21 janvier 1970 ; Idem, 24 juin 1970 ; quinzième anniversaire de l'Association Traditions et Qualité, dîner du 18 novembre 1970 ; vœux des membres et anciens membres de la C.C.I.P., dîner du 18 décembre 1970.

2ETP/1/2/63 42

Installation de la Délégation de Paris, réception du 23 février 1971 ; sortie de la première promotion de l'I.S.A., réception du 17 mars 1971 ; cent cinquantième anniversaire de l'Enseignement supérieur commercial et de l'E.S.C.P., réception du 25 mai 1971 ; nouveau programme de l'A.C.I., réception du 22 juin 1971 ; lancement de la campagne nationale d'information pour l'emploi des handicapés physiques, réception du 1er juillet 1971 ; vingt-cinquième Congrès national des classes moyennes, réception du 19 novembre 1971.

- 2ETP/1/2/63 43** Prestige de Paris, grand dîner annuel de la C.C.I.P. du 11 mars 1971 ; membres et anciens membres de la C.C.I.P., dîner du 11 mai 1971 ; idem, 15 décembre 1971; Tribunal de commerce de Paris, déjeuner du 19 janvier 1972 ; M. Verdier, nouveau préfet de Paris, déjeuner du 2 février 1972 ; M. Sow, président de la Chambre de commerce, d'industrie et d'artisanat de la Région du Cap vert (Sénégal), déjeuner du 23 mars 1972 ; réunion des présidents des organisations nationales des C.C.I. des pays de la C.E.E., déjeuner du 10 octobre 1972 ; Bureau du Conseil de Paris, déjeuner du 22 novembre 1972.
- 2ETP/1/2/63 44** Ministres tunisiens, réception du 29 juin 1972 ; centième anniversaire de Maurice-Edmond Sailland, dit Curnonsky "le prince des gastronomes", réception du 22 novembre 1972 ; Enchantement de Paris, grand dîner annuel de la C.C.I.P. du 23 février 1972 ; membres et anciens membres de la C.C.I.P., dîner de "printemps" du 21 juin 1972 ; vœux des membres et anciens membres de la C.C.I.P., dîner du 12 décembre 1972.
- 2ETP/1/2/63 45** M. Sallinger, député, président de la Chambre économique fédérale d'Autriche, déjeuner du 4 mai 1973; M. Paolini, préfet de police de Paris, déjeuner du 31 octobre 1973 ; lancement de la Fondation H.E.C., déjeuner du 12 novembre 1973 ; M. Delhomme, président du syndicat des constructeurs français de machines-outils, déjeuner du 14 novembre 1973 ; M. Lenoir, directeur général de la Police nationale, déjeuner du 21 novembre 1973 ; Printemps de Paris, grand dîner annuel de la C.C.I.P. du 7 février 1973 ; membres et anciens membres de la C.C.I.P., dîner du 3 juillet 1973 ; vœux des membres et anciens membres de la C.C.I.P., dîner du 20 décembre 1973.
- 2ETP/1/2/63 46** Journée d'étude des responsables des caisses de retraite des commerçants et artisans, réception du 21 février 1973 ; journées européennes de tourisme équestre, réception du 28 mai 1973 ; lancement de la campagne nationale en faveur de l'emploi des handicapés, réception du 20 juin 1973 ; conférence de M. Diederichs, ministre des Finances d'Afrique du Sud, réception du 5 juillet 1973 ; Chambre officielle de commerce franco-allemande, dixième anniversaire de la coopération franco-allemande, réception du 3 mai 1973 ; cinquantième anniversaire de la Chambre de commerce franco-finlandaise, réception du 22 octobre 1973 ; séjours des présidents de C.C.I., de Midi-Pyrénées, les 9 et 10 avril 1973, d'Aquitaine, les 25 et 26 juin 1973, de Bretagne, les 29 et 30 novembre 1973.

2ETP/1/2/63 47

S.E. le Cardinal Marty, Archevêque de Paris et Monseigneur Poupard, recteur de l'Institut catholique de Paris, déjeuner du 29 mai 1974 ; Bureau de la Confédération générale des P.M.E. et du Patronat réel, déjeuner du 13 novembre 1974 ; Bureau du Conseil économique et social, déjeuner du 11 décembre 1974 ; Bureau du C.I.D.U.N.A.T.I., déjeuner du 18 décembre 1974 ; exposition gastronomique à l'occasion du vingtième anniversaire de l'Association Les plus de vingt ans de poêle, dîner du 17 janvier 1974 ; membres et anciens membres de la C.C.I.P., dîner de "printemps" du 18 juin 1974 ; inauguration du Palais des Congrès, 28 février-2 mars 1974 ; inauguration des nouvelles installations de l'École supérieure des industries du vêtement (E.S.I.V.) à Saint-Marcel, réception du 6 mars 1974 ; visite de personnalités sud-africaines, réception du 26 mars 1974 ; quinzième anniversaire de la Fédération internationale des sociétés d'ingénieurs des techniques de l'automobile (F.I.S.I.T.A.), réception du 17 mai 1974 ; visite du Palais des Congrès par l'Union des capitales de la Communauté européenne, réception du 28 mai 1974 ; jumelage de la C.C.I.P. avec la Chambre de commerce, d'industrie, d'artisanat et d'agriculture de Rome, réception du 21 novembre 1974.

2ETP/1/2/63 48

S.E. M. Naguib A. Kadry, ambassadeur d'Égypte, déjeuner du 8 janvier 1975 ; chambres de commerce étrangères et franco-étrangères à Paris, déjeuner du 10 janvier 1975 ; délégation de l'Union italienne des chambres de commerce, d'industrie, d'artisanat et d'agriculture, déjeuner du 14 janvier 1975 ; ambassadeurs des pays d'Amérique latine, déjeuner du 6 février 1975 ; S.E. M. Amir Chilaty Fard, ambassadeur d'Iran, déjeuner du 11 février 1975 ; Paul Granet, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé de la Formation professionnelle, déjeuner du 19 février 1975 ; Pierre Bolotte, préfet de Seine-Saint-Denis, directeur général des collectivités locales, déjeuner du 26 février 1975 ; Robert Marjolin, économiste, président de la Commission des relations économiques et financières avec l'extérieur (VIIe Plan), déjeuner du 3 mars 1975 ; Edmond Malinvaud, président de la Commission de la croissance, de l'emploi et du financement (VIIe Plan), déjeuner du 10 mars 1975 ; Caisse d'épargne de Paris, déjeuner du 23 avril 1975 ; Jumelage des C.C.I. de Düsseldorf et de Paris, déjeuner du 25 avril 1975 ; M. Henri Lopes, Premier ministre de la République du Congo, déjeuner du 28 avril 1975 ; M. Bourges, ministre de la Défense, déjeuner du 6 mai 1975.

2ETP/1/2/63 49

M. de Lattre, président directeur général du Crédit patronal, déjeuner du 21 mai 1975 ; ministres et membres de la délégation accompagnant S.A. Cheikh Zayed Ben Sultan al Nahyane, président des Émirats arabes unis, déjeuner du 4 juillet 1975 ; Louis Perrin, président de l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture, déjeuner du 17 septembre 1975 ; Rogers C.B. Morton, secrétaire au Commerce des États-unis, déjeuner du 10 octobre 1975 ; Gérard Ducray, secrétaire d'État au Tourisme, déjeuner du 22 octobre 1975 ; Assemblée générale des délégués consulaires, réception du 27 janvier 1975 ; M. le général Amash, ambassadeur de la République d'Irak, réception du 5 février 1975 ; personnalités hongroises, réception du 7 avril 1975 ; vingtième anniversaire de la Chambre officielle franco-allemande de commerce et d'industrie, réception du 27 mai 1975 ; deuxième congrès mondial de la vente et du service à domicile, réception du 7 juillet 1975 ; M. Rogers C.B. Morton, secrétaire au Commerce des États-unis, réception du 10 octobre 1975 ; séminaire européen sur le transport international vers le Proche et le Moyen-Orient, réception du 15 octobre 1975.

2ETP/1/2/63 50

M. Monod, directeur du cabinet du Premier ministre, déjeuner du 14 janvier 1976 ; Yvan Charpentier, président de la Confédération générale des cadres, déjeuner du 3 mars 1976 ; Direction des Impôts de Paris, déjeuner du 24 mars 1976 ; S.E. le général Tahir, ambassadeur d'Indonésie, déjeuner du 31 mars 1976 ; directions des Impôts des trois départements de la Petite couronne, déjeuner du 5 mai 1976 ; ministres ivoiriens, déjeuner du 12 mai 1976 ; M. Llado, sous-secrétaire d'État au Commerce intérieur d'Espagne, déjeuner du 17 mai 1976 ; S.E. Stepan Tchervonenko, ambassadeur de l'U.R.S.S., déjeuner du 16 juin 1976 ; M. Blancpain, secrétaire général de l'Alliance française, déjeuner du 23 juin 1976 ; Pierre-Christian Taittinger, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Intérieur, déjeuner du 29 juin 1976 ; Christiane Scrivener, secrétaire d'État à la Consommation, déjeuner du 1er juillet 1976 ; Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'Équipement et de l'Aménagement du territoire, déjeuner du 9 septembre 1976 ; S.E. Manuel Rafael Rivero, ambassadeur du Venezuela, déjeuner du 17 septembre 1976 ; M. Charbonniaud, préfet des Hauts-de-Seine, déjeuner du 22 septembre 1976 ; inauguration de la maison de l'Afrique, déjeuner du 27 septembre 1976 ; Pierre Somveille, préfet de Police de Paris, déjeuner du 20 octobre 1976 ; S.E. Paul Fisher, ambassadeur du Danemark, déjeuner du 27 octobre 1976 ; Edgar Faure, président de l'Assemblée nationale, déjeuner du 28 octobre 1976 ; M. Brousse, ministre du Commerce et de l'Artisanat, déjeuner du 16 novembre 1976 ; M. Guillaume, président de l'Union des organisations patronales de la région parisienne (U.P.R.P.), déjeuner du 17 novembre 1976 ; Jean Périer, préfet du Val-de-Marne, déjeuner du 24 novembre 1976 ; Journée d'information des nouveaux membres, déjeuner du 29 novembre 1976 ; S.E. M. Mario Laserna, ambassadeur de Colombie, déjeuner du 1er décembre 1976 ; Assemblée générale de l'Union des chambres de commerce françaises à l'étranger, présidée par Christian Poncelet, secrétaire d'État auprès du ministre délégué à l'Économie et aux Finances, déjeuner du 7 décembre 1976.

2ETP/1/2/63 51

Prestige de la Restauration parisienne, exposition et dîner gastronomique du 6 avril 1976 ; compétitivité des entreprises françaises face à leurs concurrentes étrangères, dîner-débat du 21 juin 1976, présidé par Raymond Barre, ministre du Commerce extérieur ; départ de M. Laubard, président de la C.C.I.P., dîner du 9 décembre 1976 ; anciens et nouveaux membres de la C.C.I.P., dîner du 15 décembre 1976 ; Assemblée générale des délégués consulaires, sous la présidence de Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'Économie et des finances, réception du 19 janvier 1976 ; conférence de presse sur la semaine internationale de Paris par Christian Bonnet, ministre de l'Agriculture, réception du 20 février 1976 ; réunion d'information sur le programme d'action gouvernemental en faveur des petites et moyennes entreprises industrielles, en présence de Jacques Chirac, Premier ministre, réception du 29 mars 1976 ; S.E.M. Hoveyda, Premier ministre d'Iran, réception du 26 mai 1976 ; ouverture du nouveau Marché international de tourteaux de soja cuit à la Bourse de commerce de Paris, présidée par Vincent Ansquer, ministre du Commerce et de l'Artisanat, réception du 9 juin 1976.

2ETP/1/2/63 52

Conférence-débat sur les perspectives industrielles et commerciales offertes par le marché chinois dix ans après les débuts de la Révolution culturelle, réception du 9 juin 1976 ; réunion d'information destinée aux organisations professionnelles en vue des prochaines élections consulaires, réception du 22 septembre 1976 ; célébration du centenaire du savant Édouard Belin, ancien vice-président de la C.C.I.P. lors du Congrès international des rédacteurs en chef et des correspondants en chef, réception du 14 octobre 1976 ; trentième anniversaire de l'École supérieure des industries du vêtement, réception du 22 octobre 1976 ; conférence de presse sur la Semaine internationale de l'Agriculture, par Christian Bonnet, ministre de l'Agriculture, réception du 17 février 1977 ; remise des diplômes et médailles du Mercure d'or par Pierre Brousse, ministre du Commerce et de l'Artisanat, réception du 28 mars 1977 ; réunion du Comité de l'Union internationale de l'Artisanat et des P.M.E., réception du 5 mai 1977 ; Assemblée générale de la Chambre officielle franco-allemande de commerce et d'industrie, en présence de René Monory, ministre de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat, réception du 11 mai 1977 ; conférence sur le recensement des déchets industriels en région Ile-de-France, en présence de Michel d'Ornano, ministre de la Culture et de l'Environnement, réception du 13 juin 1977 ; École des Affaires de Paris, réception du 23 juin 1977 ; remise de la bourse de la création d'entreprise 1977, sous la présidence de Claude Coulais, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat, réception du 6 juillet 1977.

2ETP/1/2/63 53

Vingtième anniversaire du Consortium pour l'aménagement et la modernisation de la Seine et des voies adjacentes, sous la présidence de Jacques Chirac, maire de Paris, réception du 24 octobre 1977 ; M. Promyslov, président du Comité exécutif du Soviet des députés des travailleurs de Moscou, déjeuner du 26 janvier 1977 ; M. Beullac, ministre du Travail, déjeuner du 24 février 1977 ; M. Chirac, maire de Paris, déjeuner du 28 avril 1977 ; installation d'une antenne interconsulaire des D.O.M. , déjeuner du 11 mai 1977 ; présidents et secrétaires généraux de la C.R.C.I. de Champagne-Ardenne, déjeuner du 16 décembre 1977 ; personnalités américaines invitées par Air-France à participer au premier vol New-York-Paris en concorde, dîner du 24 novembre 1977.

2ETP/1/2/63 54

Remise des oscars de l'Environnement, réception du 14 février 1978 ; remise des diplômes et médailles du Mercure d'or et des Panonceaux d'argent par René Monory, ministre de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat, réception du 20 février 1978 ; débat organisé par le C.E.S.A. sur "les cadres et l'esprit d'entreprise", réception du 5 avril 1978 ; délégation de l'International house de New-Orleans (Louisiane), réception du 28 avril 1978 ; festival de la coiffure de Paris, réception du 26 septembre 1978 ; remise de la contribution de la Fondation H.E.C. à l'École H.E.C., réception du 31 mai 1978 ; séminaire international "L'avenir des transports européens de marchandises", réception du 27 juin 1978 ; quinzième colloque national de la documentation consulaire, réception du 1er décembre 1978 ; membres et anciens membres de la C.C.I.P., dîners des 15 juin et 14 décembre 1978 ; M. Rohlicek, vice-président du gouvernement fédéral de la République socialiste tchécoslovaque, dîner du 28 novembre 1978 ; rencontre d'hommes d'affaires et d'universitaires français et allemands, déjeuner du 19 janvier 1978 ; délégation de la Chambre de commerce de Hongrie, déjeuner du 19 avril 1978 ; Bureau de la commission des Finances, de l'Économie générale et du Plan de l'Assemblée nationale, déjeuner du 7 juin 1978 ; Bureau de la commission de la Production et des Échanges de l'Assemblée nationale, déjeuner du 28 juin 1978 ; Bureau de la commission des Lois de l'Assemblée nationale, déjeuner du 4 octobre 1978.

Responsables des syndicats professionnels, déjeuner du 4 juillet 1978 ; délégation du Comité chinois pour le commerce international, déjeuner du 19 septembre 1978 ; responsables des unions d'arrondissements du Comité d'action et de liaison des P.M.E. de Paris, déjeuner du 21 septembre 1978 ; ambassadeurs des États africains francophones, déjeuner du 16 novembre 1978 ; secrétaires généraux administratifs des organisations professionnelles alimentaires et non alimentaires, déjeuner du 20 novembre 1978 ; séjour à Paris d'une délégation de la C.R.C.I. de Bourgogne, dîner du 18 octobre 1979 ; S.E. M. Henri Maïdou, Premier ministre de l'Empire centrafricain, déjeuner du 17 janvier 1979 ; C.R.C.I. de Bourgogne, déjeuner du 19 octobre 1979 ; mission de la Chambre économique de Croatie, déjeuner du 22 novembre 1979 ; conférence-débat à l'occasion de la publication de l'entreprise personnelle, tome 1 : expériences européennes, par le C.R.E.D.A., réception du 12 janvier 1979 ; Assemblée générale des délégués consulaires sous la présidence de Jacques Barrot, ministre du Commerce et de l'Artisanat, réception du 22 janvier 1979 ; groupement professionnel de formation des parfumeurs, réception du 26 janvier 1979 ; S.E. le docteur Soleiman al Salim, ministre du Commerce du Royaume d'Arabie séoudite, réception du 27 février 1979 ; séance d'ouverture des Journées économiques et techniques hongroises à Paris, réception du 23 avril 1979 ; mission de la Chambre économique de Croatie, réception du 22 novembre 1979 ; remise des prix de la Fondation H.E.C. sous la présidence de Raymond Barre, Premier ministre, réception du 6 décembre 1979 ; dixième anniversaire de l'I.S.A., sous la présidence de Michel d'Ornano, ministre de l'Environnement et du Cadre de vie, réception du 13 décembre 1979.

Jean Farge, secrétaire d'État auprès du ministre de la Santé et de la Sécurité sociale, déjeuner du 22 mai 1980 ; S.E. R.J. Hamer, Premier ministre de l'État du Victoria (Australie), déjeuner du 13 juin 1980 ; Congrès de la société européenne pour la formation des ingénieurs, déjeuner du 12 septembre 1980 ; M. Venter, maire de Johannesburg, déjeuner du 1er octobre 1980 ; M. Plescoff, président des A.G.F., président du Comité de financement du VIIe Plan, déjeuner du 29 octobre 1980 ; Docteur Abdelmeguid, vice-Premier ministre chargé des Affaires économiques, financières et du Plan, de la République arabe d'Égypte, déjeuner du 12 décembre 1980 ; dixième anniversaire du nouveau programme de l'A.C.I., réception du 28 avril 1980 ; inauguration du bâtiment pour les P.M.E. de la zone d'activités industrielles des Richardets par M. Prouteau, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Industrie, chargé de la Petite et Moyenne industrie, réception du 26 février 1980 ; présentation du nouveau Parc d'expositions de Paris-Nord-Villepinte, sous la présidence de M. Charretier, ministre du Commerce et de l'Artisanat, réception du 9 juillet 1980 ; réunion-débat à l'occasion de la publication de La pratique de la société à directoire par le C.R.E.D.A., sous la présidence de Jean Foyer, ancien ministre, président de la commission des Lois de l'Assemblée nationale, réception du 23 octobre 1980 ; vingt-cinquième anniversaire de la Chambre officielle franco-allemande de commerce et d'industrie, réceptions des 29 mai et 25 novembre 1980 ; réunion franco-égyptienne, réception du 11 décembre 1980 ; cinquantenaire du C.P.A. sous la présidence de Raymond Barre, Premier ministre, réception du 19 décembre 1980.

2ETP/1/2/63 57

Célébration du centenaire d'Émile-Jacques Ruhlmann, artiste-décorateur de l'Hôtel Potocki, réception du 26 mars 1981 ; dix-neuvième congrès mondial des maîtres-tailleurs, réception du 24 août 1981 ; général Kolingba, président de la République centrafricaine, réception du 5 novembre 1981 ; centenaire de l'École H.E.C., réception des 7 et 8 décembre 1981 ; visite de la Confédération des associations commerciales brésiliennes, déjeuner du 26 janvier 1981 ; S.E. Yao Guang, ambassadeur de la République populaire de Chine, déjeuner du 18 février 1981 ; centenaire de l'École H.E.C., dîner du 7 décembre 1981 ; présidents des organisations professionnelles de Paris et de la région parisienne, dîner des 9 et 23 mars 1982 ; visite de T.E.C.O.M.A.H., du C.E.S.A. et de la C.C.I.P. par une délégation de l'Amicale du Conseil économique et social, déjeuner du 16 février 1982 ; visite de T.E.C.O.M.A.H. par les femmes des membres de la C.C.I.P., déjeuner du 4 mai 1982 ; Association presse municipale de Paris et presse régionale, déjeuner du 10 mai 1982 ; délégués étrangers participant au congrès de la Confédération internationale de la coiffure, déjeuner du 26 mai 1982 ; MM. Barry-Battesti, ministre de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle, Seri Gnoleba, ministre de l'Industrie et du Plan, Thiemele, ministre du Commerce de Côte-d'Ivoire, déjeuner du 10 septembre 1982.

2ETP/1/2/63 58

Colloque I.R.P.I. , réception du 9 février 1982 ; congrès national des commerçants non sédentaires, réception du 23 février 1982 ; Conseil annuel de l'Union des Offices des transports et des P.T.T., réception du 14 juin 1982 ; inauguration du Centre d'activités pour P.M.E. des Quatre-arbres à Élanecourt, réception du 18 juin 1982 ; inauguration du C.F.A. de Gennevilliers, réception du 29 septembre 1982 ; inauguration du C.F.A. interconsulaire à T.E.C.O.M.A.H., réception du 6 octobre 1982 ; grande réception d'Été de la C.C.I.P. du 1er juillet 1982.

2ETP/1/2/63 59

Inauguration du C.F.T. aux Richardets, réception du 3 novembre 1982 ; vingtième anniversaire de la Société mutualiste du personnel de la C.C.I.P., réception du 25 novembre 1982 ; inauguration du Parc d'exposition de Paris-Nord-Villepinte, réception du 2 décembre 1982 ; conférence des chefs d'entreprises américains et européens, dîner du 21 avril 1983 ; inauguration du Port de plaisance de Paris-Arsenal, réception du 18 février 1983 ; chambres de commerce, d'industrie et d'agriculture des pays arabes, réception du 24 mars 1983 ; inauguration de la Semaine économique hongroise, réception du 18 avril 1983 ; remise officielle du Prix Henri Courbot, réception du 15 juin 1983 ; réunion à Paris de la Federation of international traders (F.I.T.), réception du 5 mai 1983 ; délégués consulaires, réception du 20 juin 1983 ; séance inaugurale de la Ve conférence de la Chambre de commerce internationale sous la présidence de Jacques Delors, ministre de l'Économie et des Finances, réception du 21 juin 1983 ; centenaire de l'Association des anciens élèves d'H.E.C., réception du 22 juin 1983 ; mission de la Chambre de commerce de Johannesburg, réception du 29 septembre 1983 ; réunion Initiatives 83 pour le commerce extérieur Ile-de-France, en présence d'Édith Cresson, ministre du Commerce extérieur et du Tourisme, réception du 25 octobre 1983.

2ETP/1/2/7 ATTRIBUTIONS ET RÔLES DIVERS*2ETP/1/2/70 Avis et interventions***2ETP/1/2/70 1**

Avis émis par les chambres de commerce, la Chambre de commerce de Paris ou l'Assemblée des présidents, sur des questions économiques ou législatives : correspondance, rapports, notes, coupures de presse. 1926-1933.

2ETP/1/2/70 2

Idem. 1934-1936.

2ETP/1/2/70 3

Idem. 1937-1968 ; résultats des interventions de la Chambre de commerce de Paris : publications, 1948-1973.

2ETP/1/2/71 Désignation d'experts

- 2ETP/1/2/71 1** Experts auprès de l'Assistance publique de Paris pour les marchés de fournitures, désignation par la Chambre de commerce : correspondance, notes. 1948-1968.
- 2ETP/1/2/71 2** Experts auprès de diverses administrations, désignation par la Chambre de commerce : correspondance, notes, documentation. 1899-1963.
- 2ETP/1/2/71 3** Échantillonneur-juré, commissaires-enquêteurs, vérificateurs civils, désignation par la Chambre de commerce : correspondance, notes. 1884-1953.
- 2ETP/1/2/71 4** Commission d'appel pour les fournitures militaires, organisation, désignation de membres par la Chambre de commerce : correspondance, notes, 1896-1960 ; composition des commissions : registre (classement par commission, table), 1932-1942.

2ETP/1/2/72 Participation à des commissions auprès d'organismes extérieurs

- 2ETP/1/2/72 1** Représentation de la Chambre de commerce dans des commissions extérieures, historique, liste des commissions, membres désignés : correspondance, notes. 1903-1936.
- 2ETP/1/2/72 2** *Idem.* 1934-1970.
- 2ETP/1/2/72 3** *Idem.* 1971-1978.
- 2ETP/1/2/72 4** *Idem.* 1978-1981 ; commissions de l'A.P.C.C.I., représentation de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris : correspondance, notes, 1973-1974 ; participation de l'A.P.C.C.I. à des commissions extérieures : correspondance, notes, 1972-1977.

2ETP/1/2/72 5	Conseil national économique, participation de l'Assemblée des présidents, activités : correspondance, notes, 1934-1952 ; Conseil économique et social, 1958-1968.
2ETP/1/2/72 6	Conseil économique et social. 1969-1970.
2ETP/1/2/72 7	Commerce, commissions et organismes dépendant du ministère, participation de la Chambre de commerce de Paris ou de l'Assemblée des présidents, activités : correspondance, notes. 1873-1956.
2ETP/1/2/72 8	<i>Idem.</i> 1898-1946.
2ETP/1/2/72 9	<i>Idem.</i> 1921-1953.
2ETP/1/2/72 10	Industrie, production industrielle, 1920-1965 ; travail, 1927-1961.
2ETP/1/2/72 11	Économie et finances. 1920-1961.
2ETP/1/2/72 12	Plan, 1969-1970 ; agriculture, 1916-1940.
2ETP/1/2/72 13	Agriculture. 1962-1965.
2ETP/1/2/72 14	Affaires étrangères, 1890-1916 ; guerre, blocus, régions libérées, anciens combattants, 1883-1954.
2ETP/1/2/72 15	Reconstruction, logement, urbanisme, 1939-1960 ; travaux publics, transports, tourisme, 1921-1944.
2ETP/1/2/72 16	Travaux publics, transports, tourisme. 1912-1957.

2ETP/1/2/72 17	<i>Idem.</i> 1874-1964.
2ETP/1/2/72 18	Travaux publics (chemins de fer). 1872-1938.
2ETP/1/2/72 19	<i>Idem</i> , 1932-1939 ; travaux publics (électricité, énergies diverses), 1920-1940.
2ETP/1/2/72 20	Travaux publics (R.A.T.P.), 1948-1958 ; P.T.T., 1935-1960.
2ETP/1/2/72 21	Éducation nationale. 1874-1945.
2ETP/1/2/72 22	<i>Idem.</i> 1921-1972.
2ETP/1/2/72 23	Conservatoire national des arts et métiers, 1900-1956 ; commissions diverses, 1921-1973.
2ETP/1/2/72 24	Commissions diverses. 1870-1971.
2ETP/1/2/72 25	Commission départementale du prélèvement exceptionnel, 1948-1953 ; commission départementale des impôts, 1941-1959.
2ETP/1/2/72 26	Commission départementale des impôts. 1969-1974.
2ETP/1/2/72 27	<i>Idem</i> , 1974-1978 ; commission départementale des fraudes fiscales, 1959-1963.
2ETP/1/2/72 28	Commission départementale des fraudes fiscales. 1962-1967.
2ETP/1/2/72 29	<i>Idem</i> , 1968-1970 ; commission arbitrale d'évaluation du département de la Seine (expropriations pour cause d'utilité publique), 1935-1947.

2ETP/1/2/72 30	Commission arbitrale d'évaluation du département de la Seine. 1948-1959.
2ETP/1/2/72 31	Commission départementale du travail. 1874-1946.
2ETP/1/2/72 32	Commission paritaire départementale de conciliation, 1936-1939 ; comité technique départemental des transports de la Seine, 1950-1961.
2ETP/1/2/72 33	Comité départemental de l'enseignement technique. 1912-1971.
2ETP/1/2/72 34	Commission départementale d'urbanisme commercial. 1974-1981.
2ETP/1/2/72 35	Syndicat d'initiative de Paris, commissariat général des fêtes de Paris, comité officiel des fêtes de Paris, comité de Paris, 1919-1971 ; commissions diverses près la préfecture de police, 1907-1964.
2ETP/1/2/72 36	Comités régionaux gaz-électricité. 1957-1971.
2ETP/1/2/72 37	Commissions départementales diverses. 1909-1956.
2ETP/1/2/72 38	<i>Idem.</i> 1938-1963.
2ETP/1/2/72 39	<i>Idem.</i> 1941-1975.
2ETP/1/2/72 40	Commissions temporaires, commissions d'enquête. 1915-1960.

2ETP/1/2/73 Enseignement commercial (1)

2ETP/1/2/73 1	Enseignement commercial, généralités, politique de la Chambre de commerce : correspondance, rapports, notes, documentation. 1902-1956.
2ETP/1/2/73 2	<i>Idem.</i> 1951-1957.
2ETP/1/2/73 3	<i>Idem.</i> 1952-1964.
2ETP/1/2/73 4	<i>Idem.</i> 1950-1970.
2ETP/1/2/73 5	<i>Idem.</i> 1971-1979.
2ETP/1/2/73 6	Écoles, régime légal : correspondance, textes législatifs et réglementaires, rapports, notes. 1905-1935.
2ETP/1/2/73 7	<i>Idem.</i> 1935-1958.
2ETP/1/2/73 8	Écoles, règlement intérieur, applications, modifications : correspondance, rapports, notes, publications. 1911-1945.
2ETP/1/2/73 9	Prix de revient d'un élève, comptes et budgets : notes. 1925-1934.

(1) Enseignement général, enseignement technique, apprentissage et ateliers-écoles, voir la sous-série 2ETP/2/5.

2ETP/1/2/73 10	<i>Idem.</i> 1935-1946.
2ETP/1/2/73 11	<i>Idem.</i> 1949-1955.
2ETP/1/2/73 12	Frais de scolarité : correspondance, notes. 1921-1961.
2ETP/1/2/73 13	Effectifs des écoles, statistiques : correspondance, notes. 1903-1947.
2ETP/1/2/73 14	Effectifs des écoles, enquêtes statistiques. 1950-1956.
2ETP/1/2/73 15	<i>Idem.</i> , 1954-1956 ; effectifs, statistiques : correspondance, notes, 1958-1967.
2ETP/1/2/73 16	Écoles supérieures de commerce françaises, fréquentation : enquêtes statistiques. 1951-1956.
2ETP/1/2/73 17	Écoles, personnel, recrutement, statut, avancement, créations de postes, limites d'âge, honorariat : correspondance, rapports, notes, 1902-1944 ; Association amicale du personnel des écoles de la Chambre, création, statuts, activités : correspondance, notes, 1918-1939.
2ETP/1/2/73 18	Écoles, personnel, candidatures : correspondance. 1947-1956.
2ETP/1/2/73 19	Écoles, personnel, traitement, avantages sociaux, retraite : correspondance, notes. 1903-1942.
2ETP/1/2/73 20	Écoles, accidents, responsabilité civile, assurances, état sanitaire, règlement sanitaire : correspondance, rapports, notes, 1901-1954 ; fournitures et équipements divers : correspondance, 1904-1942.

2ETP/1/2/73 21	Durée de la scolarité, matières enseignées : correspondance, rapports, notes. 1900-1959.
2ETP/1/2/73 22	Psychopédagogie, centre de psychologie appliquée, organisation, recrutement du personnel, actions dans les écoles : correspondance, notes, documentation. 1950-1955.
2ETP/1/2/73 23	Cours du soir pour adultes ¹ , organisation, règlement : correspondance, notes, brochures, 1880-1941 ; enseignement par le cinéma, organisation, installations, projets : correspondance, rapports, notes, documentation, 1920-1942.
2ETP/1/2/73 24	Sports, éducation physique et sportive, installations sportives, centres de vacances : correspondance, rapports, notes, plans. 1928-1974.
2ETP/1/2/73 25	Édition des programmes, publicité pour les écoles, brochure sur l'oeuvre d'enseignement de la Chambre de commerce de Paris, préparation, diffusion : correspondance, notes, épreuves, documentation. 1931-1956.
2ETP/1/2/73 26	Examens (organisation, incidents), diplômes (attribution, valorisation) : correspondance, textes réglementaires, rapports, notes. 1903-1946.
2ETP/1/2/73 27	<i>Idem.</i> 1943-1956.

(1) En 1873, des cours gratuits du soir pour les hommes furent créés à l'École commerciale, avenue Trudaine. En 1874, ce furent des cours gratuits du soir pour femmes et jeunes filles. En 1898, des cours du soir pour hommes et femmes furent ouverts à l'École supérieure de commerce.

2ETP/1/2/73 28	Débouchés, brochure publicitaire sur les écoles <i>Recrutement du personnel commercial et industriel</i> , emplois réservés à la Banque de France : correspondance, notes. 1900-1948.
2ETP/1/2/73 29	Élèves, incidents, réclamations, recommandations : correspondance. 1914-1956.
2ETP/1/2/73 30	Bourses ⁽¹⁾ de voyages d'études ou de perfectionnement, création, règlement, répartition, attribution : correspondance, rapports, notes, comptes rendus de fin de stages . 1878-1922.
2ETP/1/2/73 31	<i>Idem.</i> 1922-1956.
2ETP/1/2/73 32	<i>Idem.</i> 1951-1957.
2ETP/1/2/73 33	<i>Idem.</i> 1957.
2ETP/1/2/73 34	Stages organisés avec le concours de l'International research fund ⁽²⁾ , organisation, sélection des candidats : correspondance, tests, notes. 1950-1956.
2ETP/1/2/73 35	Associations d'anciens élèves, création, activités : correspondance, notes, brochures. 1915-1966.
2ETP/1/2/73 36	Élèves, service militaire, réglementation, dispense, sursis : correspondance, textes législatifs et réglementaires, rapports, notes. 1889-1924.

(1) A la suite d'essais menés dès 1876, la Chambre de commerce de Paris institua, dès 1901, des bourses de perfectionnement commercial et de séjour à l'étranger, en faveur des élèves diplômés de ses écoles de commerce.

(2) Pour les comptes rendus ("journaux") de ces stages, voir avec les autres comptes rendus de stages , 2ETP/1/2/73 31, 32 et 33.

- 2ETP/1/2/73 37** Écoles, consignes en cas de guerre, évacuation : correspondance, rapports, notes. 1914-1918 et 1939-1946.
- 2ETP/1/2/73 38** Enseignants et anciens élèves cités ou tués pendant la première guerre mondiale : listes, notes ; remise de la croix de guerre aux écoles supérieures de commerce : correspondance, notes, 1927.
- 2ETP/1/2/73 39** Stage à l'École du chef d'entreprise et des cadres suivi par Bernard Lecoq, chef de la section des relations extérieures à la direction du service des études et des renseignements : correspondance, documentation, 1954-1955 ; Fondation nationale pour l'enseignement de la gestion des entreprises : documentation, 1969-1979.
- 2ETP/1/2/73 40** Enseignement commercial organisé par la Chambre de commerce de Paris : notice ⁽¹⁾. 1893.

(1) Recueil des éditions française, anglaise et espagnole de cette plaquette réalisée à l'occasion de l'exposition universelle d'Anvers de 1893. Anciennement conservé à la bibliothèque sous la cote [201/147].

2ETP/1/2/74 Écoles de la Chambre de commerce de Paris ⁽¹⁾

École des hautes études commerciales (H.E.C.) ⁽²⁾

2ETP/1/2/74 1	Création, construction : rapports, notes. 1869-1881.
2ETP/1/2/74 2	Statuts, règlement intérieur, concours, diplôme : correspondance, rapports, notes. 1881-1916.
2ETP/1/2/74 3	<i>Idem.</i> 1918-1957.
2ETP/1/2/74 4	Règlement, programme, conditions d'admission : brochures, 1899-1973 ; cours, programmes : rapports, notes, 1881-1939.
2ETP/1/2/74 5	Réforme de l'enseignement : rapports, notes. 1952-1959.
2ETP/1/2/74 6	<i>Idem.</i>
2ETP/1/2/74 7	Construction, travaux, frais d'établissement : rapports, notes, devis, pièces comptables, plans. 1878-1881.

(1) Sur les ateliers-écoles, voir la sous-série 2ETP/2/5/45.

(2) Créée par la Chambre de commerce de Paris aux 108 boulevard Malesherbes et 43 rue de Tocqueville, elle fut inaugurée le 4 décembre 1881 ; reconnue par l'État (décrets des 22 juillet 1890 et 16 janvier 1923. Des cours annexes furent ultérieurement créés : cours de sciences commerciales et administratives (cours du soir), Académie commerciale pour les étudiants étrangers, enseignement spécial destiné aux officiers stagiaires de l'intendance.

Entre 1958 et 1960, une importante réforme de l'enseignement fut mise en oeuvre et le 9 juillet 1964, le nouveau campus de Jouy-en-Josas fut inauguré. En 1967, ouverture du Centre de formation continue (C.F.C.) et en 1969, de l'Institut supérieur des affaires (I.S.A.). En 1970, mise en place du Centre d'enseignement supérieur des affaires (C.E.S.A.), infrastructure commune H.E.C.-I.S.A.-C.F.C. Devenue depuis, centre H.E.C.-I.S.A. et enfin Groupe H.E.C.

2ETP/1/2/74 8	<i>Idem.</i>
2ETP/1/2/74 9	<i>Idem.</i>
2ETP/1/2/74 10	Inauguration : notes, brochures, coupures de presse, 1881-1882 ; travaux d'entretien, fournitures, agrandissements : correspondance, rapports, notes, devis, plans, 1883-1929 ; Maison des élèves, acquisition du terrain, construction : correspondance, rapports, notes, devis, plans, 1927-1929.
2ETP/1/2/74 11	Maison des élèves ⁽¹⁾ , inauguration : correspondance, notes, 1929 ; fonctionnement : correspondance, notes, 1929-1956.
2ETP/1/2/74 12	H.E.C., transfert à Jouy-en-Josas : rapports, notes, plan. 1954-1964.
2ETP/1/2/74 13	Visites de personnalités : correspondance, notes, 1893-1909 ; anciens élèves morts pour la France en 1914-1918 : livre d'or, 1919 ; remise de la croix de guerre à H.E.C. et aux écoles supérieures de commerce : notes, brochures, 1927; remise de la croix de la Légion d'honneur à H.E.C. : correspondance, notes, coupures de presse, plaquette, 1935.
2ETP/1/2/74 14	Remise de la croix de guerre 1939-1945 à H.E.C. : correspondance, notes, 1952 ; cinquantenaire d'H.E.C. : correspondance, notes, 1931.
2ETP/1/2/74 15	Cinquantenaire d'H.E.C. 1931.
2ETP/1/2/74 16	Soixante-quinzième anniversaire d'H.E.C. : correspondance, notes. 1957.

(1) Sise au 49 rue de Tocqueville, elle fut inaugurée le 2 juillet 1929.

2ETP/1/2/74 17	<i>Idem.</i>
2ETP/1/2/74 18	<i>Idem.</i>
2ETP/1/2/74 19	Personnel, statut, recrutement, rémunération, litiges : correspondance, rapports, notes. 1899-1958.
2ETP/1/2/74 20	Personnel, dossiers individuels (A à F) : correspondance, notes. 1881-1939.
2ETP/1/2/74 21	<i>Idem</i> (G à Z).
2ETP/1/2/74 22	Personnel, dossiers individuels (A à Z), 1940-1956 ; enseignants payés au cachet, dossiers individuels (classement chronologique par date d'entrée en fonction), 1929-1942.
2ETP/1/2/74 23	Enseignants payés au cachet. 1943-1949.
2ETP/1/2/74 24	<i>Idem.</i> 1950-1955.
2ETP/1/2/74 25	<i>Idem.</i> 1956-1958.
2ETP/1/2/74 26	Élèves, bourses d'études : correspondance. 1931-1946.
2ETP/1/2/74 27	Élèves, recommandations, incidents, divers : correspondance, listes, notes, 1935-1952 ; élèves, incidents et grève de mars 1933 : correspondance, rapports, notes, coupures de presse, 1933 ; H.E.C., élèves, relations publiques : correspondance, notes, coupures de presse, 1958-1968.

2ETP/1/2/74 28 H.E.C., bibliothèque : catalogues, 1895-1901 ; musée des marchandises et du matériel d'enseignement : catalogue, 1897 ; cours spéciaux de sciences commerciales et administratives, création, fonctionnement : correspondance, rapports, notes, 1918-1968 ; Académie commerciale pour les étudiants étrangers ⁽¹⁾, 1920-1950 ; Ecole d'interprètes ⁽²⁾, 1947-1964.

École de haut enseignement commercial pour les jeunes filles (H.E.C.J.F.) ⁽³⁾

2ETP/1/2/74 29 Acquisition, statuts, règlement, installations : correspondance, rapports, notes, brochures. 1924-1952.

2ETP/1/2/74 30 Fonctionnement, scolarité, programmes, débouchés : correspondance, rapports, notes. 1921-1955.

2ETP/1/2/74 31 Élèves, recommandations, demandes de bourses : correspondance, 1924-1945 ; affaires diverses : correspondance, 1924-1966.

2ETP/1/2/74 32 Personnel, candidatures, nominations, divers : correspondance, notes, 1924-1955 ; personnel, dossiers individuels (classement alphabétique) : correspondance, notes, 1946-1956.

(1) Créée en 1921, devenue depuis Académie commerciale internationale (A.C.I.). En 1992, l'Académie a fusionné avec l'École de vente pour former Négocia, Centre international de la vente et de la négociation commerciale, installé Porte Champerret.

(2) Créée en 1947, l'École d'interprètes, devenue l'Ecole d'interprètes et de traducteurs (E.I.T.) n'était pas une annexe d'H.E.C. mais fut installée dans ses locaux. Elle fut intégrée au Centre Malesherbes de formation continue.

(3) Fondée en 1916 au Conservatoire national des arts et métiers par Mme Milhaud-Sanua (alors Mlle Sanua), elle fut reprise par la Chambre de commerce de Paris en 1924, installée 15 rue Mayet et reconnue par l'État en 1925. Transférée en 1949, 98 avenue Raymond-Poincaré, elle s'installa en 1971 au 108 boulevard Malesherbes. La décision prise en 1971 par la Chambre de commerce d'introduire la mixité dans ses écoles, devait entraîner à terme, la disparition d'H.E.C.J.F.

Un projet de fusion E.S.C.P.-H.E.C.J.F. fut adopté en 1972, le nouvel établissement devant porter le nom d'Ecole des affaires de Paris (E.A.P.). L'opposition des anciens élèves de l'E.S.C.P. fit échouer le projet. En 1973, l'E.A.P. fut créée, entraînant la disparition d'H.E.C.J.F. en 1975 (l'E.S.C.P., devenue mixte, subsistant sous son nom propre). En 1980, l'E.A.P. est devenue l'École européenne des affaires, conservant son sigle. En 1992, l'école est transférée du boulevard Malesherbes à la Porte Champerret.

2ETP/1/2/74 33 Personnel, dossiers individuels (classement alphabétique), 1946-1956 ; cinquantenaire, invitations, manifestations : correspondance, notes, 1966.

École supérieure de commerce de Paris (E.S.C.P.) ⁽¹⁾

2ETP/1/2/74 34 Création, acquisition par la Chambre de commerce de Paris, fonctionnement : correspondance, rapports, procès-verbaux de la commission administrative, notes. 1807-1898.

2ETP/1/2/74 35 Statuts, règlement, fonctionnement, scolarité, élèves, concours, examens, budgets, subventions : correspondance, rapports, procès-verbaux de la commission administrative, notes, coupures de presse, brochures. 1893-1905.

(1) Fondée en 1820 sous le nom d'École spéciale de commerce et d'industrie, elle s'installa dans l'hôtel des Fermes, rue de Grenelle-Saint-Honoré. En 1822, devenue École spéciale de commerce, elle est transférée à l'hôtel de Sully, rue Saint- Antoine, puis en 1830 rue neuve-Saint-Gilles, et enfin en 1839 au 22 rue Saint-Pierre-Popincourt (devenu en 1868, 102 rue Amelot). En 1852 elle devint l'École supérieure de commerce et fut acquise en 1869 par la Chambre de commerce de Paris. Reconnue par l'État (décret du 22 juillet 1890, elle s'installa en 1898 au 79 avenue de la République.

Devenue École supérieure pratique de commerce et d'industrie en 1905, elle s'agrandit d'une section de navigation maritime (de 1905 à 1913, d'une section coloniale (ouverte en 1913 et d'une section de l'industrie hôtelière (en 1916). École supérieure de commerce de Paris (E.S.C.P.) en 1928, elle intégra le réseau des E.S.C.A.E. en 1947 et devint École supérieure de commerce et d'administration des entreprises de Paris. En 1969, elle retrouva son autonomie et son nom d'E.S.C.P.

Mixte en 1973, elle fait partie du Centre parisien de Management (C.P.M.), créé à cette date. Le C.P.M. comprend, outre l'E.S.C.P., le centre de formation permanente de l'E.S.C.P., le C.P.A., l'E.A.P., l'I.F.A.C.E. (Institut de formation d'animateurs conseillers d'entreprise, créé en 1969 par la C.C.I. d'Amiens et transféré en 1972 à la C.C.I.P.), le C.E.S.D.I.P. (Centre d'études supérieures de la distribution de Paris, ouvert en 1958 et le Centre Malesherbes de formation continue. La structure commune C.P.M. a été depuis abandonnée.

L'E.S.C.P. a participé en 1976 à la création de l'International Management School (I.M.S.) de Téhéran par la Chambre de commerce, d'industries et des mines de l'Iran, avec le concours technique de la C.C.I.P. et de la Fondation nationale pour l'enseignement de la gestion (F.N.E.G.E.). L'E.S.C.P. assurait la gestion du corps enseignant et des achats de matériel en Europe.

2ETP/1/2/74 36	<i>Idem.</i> 1904-1905.
2ETP/1/2/74 37	<i>Idem.</i> 1905-1940.
2ETP/1/2/74 38	<i>Idem.</i> 1940-1946.
2ETP/1/2/74 39	<i>Idem.</i> 1946-1964.
2ETP/1/2/74 40	Réaménagement de l'immeuble du 102 rue Amelot, travaux : correspondance, notes, rapport, 1874-1899 ; immeuble du 79 avenue de la République, acquisition du terrain, concours d'architecte, travaux, transfert de l'école : correspondance, rapports, notes, devis, plans, 1892-1899.
2ETP/1/2/74 41	<i>Idem.</i>
2ETP/1/2/74 42	<i>Idem.</i>
2ETP/1/2/74 43	Inauguration des locaux du 79 avenue de la République : correspondance, notes, plaquette. 1898.
2ETP/1/2/74 44	Agrandissement, acquisition du terrain, financement, travaux : correspondance, rapports, notes, devis, plans, coupures de presse, 1899-1901 ; aménagements divers, gestion des bâtiments et du mobilier : correspondance, notes, photographies, 1897-1905.
2ETP/1/2/74 45	Inauguration des nouveaux bâtiments : correspondance, notes, coupures de presse, 1905 ; agrandissements, travaux divers, acquisition de terrains, adjudication de marchés : correspondance, rapports, notes, devis, plans, 1906-1909.
2ETP/1/2/74 46	Agrandissements, travaux divers : correspondance, notes. 1910-1959.

- 2ETP/1/2/74 47** Personnel, candidatures, nominations, rémunération : correspondance, notes. 1898-1919.
- 2ETP/1/2/74 48** *Idem*, 1940-1956 ; personnel, honorariat, médaille d'or de la Chambre de commerce de Paris : correspondance, notes, 1929-1946.
- 2ETP/1/2/74 103** Etat du personnel administratif et enseignant, cours du soir hommes et femmes au 1er janvier 1919, avec traitement annuel. 1er octobre 1918 au 1er janvier 1919.
- 2ETP/1/2/74 49** Centenaire, préparation, invitations : correspondance, notes, plaquette. 1921.
- 2ETP/1/2/74 50** Sections spéciales (navigation maritime, coloniale, industrie hôtelière), création, suppression, organisation, programme : correspondance, rapports, notes. 1905-1934.

Stage d'étude de la gestion des entreprises (S.T.E.G.E.) ⁽¹⁾

- 2ETP/1/2/74 51** Correspondance générale (table alphabétique). Octobre 1955-avril 1956.
- 2ETP/1/2/74 52** *Idem*. Mai 1956-juillet 1957.
- 2ETP/1/2/74 53** *Idem*. Juillet 1957-août 1958.
- 2ETP/1/2/74 54** *Idem*. Août 1958-juin 1959.

(1) Stage d'étude de la gestion des entreprises. Il fut créé en 1953 1ère session en 1954 dans le cadre du C.P.A. sous le nom de : stages de perfectionnement dans la gestion des entreprises. En 1961, un service, district du C.P.A., fut établi : le S.T.E.G.E. (stages, puis stage d'étude de la gestion des entreprises). A nouveau regroupé avec le C.P.A. en 1973, il fut intégré le 1er janvier 1981 au sein du Centre de formation permanente de l'E.S.C.P.

2ETP/1/2/74 55 Fonctionnement, programmes : correspondance, notes, documentation. 1953-1964.

2ETP/1/2/74 56 *Idem.*

Écoles commerciales de garçons

2ETP/1/2/74 57 École commerciale de la rive droite ⁽¹⁾, création, acquisition du terrain, contruction, travaux divers : correspondance, rapports, notes, devis, plans, photographies, documentation. 1860-1932.

2ETP/1/2/74 58 Statut, règlement intérieur, enseignement, effectifs, examens, fusion avec l'École commerciale de la rive gauche : correspondance, notes. 1865-1931.

2ETP/1/2/74 59 *Idem*, 1931-1951 ; personnel : correspondance, notes. 1918-1955.

2ETP/1/2/74 60 Élèves, attributions de bourses, problèmes divers : correspondance. 1874-1941.

2ETP/1/2/74 61 École commerciale de la rive gauche ⁽²⁾, création, acquisition du terrain, construction, travaux divers : correspondance, rapports, notes, devis, plans. 1906-1907.

(1) Destinée à former des employés de commerce et de banque, elle fut fondée en 1863 au 39 avenue Trudaine, sous le nom d'École commerciale, à la suite du rapport présenté en 1860 par Guillaume Denière, alors secrétaire de la Chambre de commerce de Paris. Une annexe fut ouverte de 1905 à 1949 avenue de la République à l'E.S.C.P. Depuis 1908, École commerciale de la rive droite. En 1953, fusion avec l'École commerciale de la rive gauche sous le nom d'École commerciale de jeunes gens, rue Armand-Moisant.

(2) Fondée en 1908, 3 rue Armand-Moisant 22 boulevard de Vaugirard). En 1953, rejointe par l'École commerciale de la rive droite, devient École commerciale de jeunes gens (E.C.G. puis E.C.J.G.). Depuis 1963, École commerciale de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris (E.C.C.I.P.). Mixte en 1981. En 1961, deux organismes de formation continue furent ouverts : le Centre d'études et de recherches linguistiques (C.E.R.E.L.) et le Centre de diffusion des méthodes d'enseignement (C.E.D.I.M.E.).

2ETP/1/2/74 62	<i>Idem.</i> 1906-1940.
2ETP/1/2/74 63	Inauguration : correspondance, notes, coupures de presse, 1908 ; fonctionnement, cours, programmes, stages, personnel, élèves : correspondance, notes, photographies, 1909-1957.
2ETP/1/2/74 64	<i>Idem.</i> 1941-1956.
2ETP/1/2/74 65	<i>Idem.</i> 1950-1964.
2ETP/1/2/74 66	Distribution des prix : brochures, 1909-1942 ; inauguration de l'École commerciale de jeunes gens : correspondance, notes, 1953 ; centenaire de l'École commerciale de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris (E.C.C.I.P.), 1963.

École commerciale de jeunes filles ⁽¹⁾

2ETP/1/2/74 67	Création, travaux, règlement, programme, fonctionnement : correspondance, notes, plans, photographies. 1916-1920.
2ETP/1/2/74 68	Fonctionnement, locaux, programmes, examens : correspondance, notes, photographies. 1921-1951.
2ETP/1/2/74 69	<i>Idem.</i> 1946-1962.
2ETP/1/2/74 70	Personnel, dossiers individuels : correspondance, notes. 1921-1955.

(1) E.C.F. puis E.C.J.F., créée en 1916, 38 et 40 rue de Naples. Elle s'installa en 1954, au 39 avenue Trudaine, dans les anciens locaux de l'École commerciale de la rive droite. Depuis 1982, Centre Trudaine de formation commerciale et administrative.

2ETP/1/2/74 71 Élèves, scolarité, bourses : correspondance, 1921-1945 ; élèves, résultats du travail : brochures, 1917-1930 ; cinquantenaire, préparation, invitations, manifestations : correspondance, notes, plaquette, 1967.

École supérieure de vente pour les jeunes filles ⁽¹⁾

2ETP/1/2/74 72 Création, règlement, cours, programme, examens : correspondance, rapports, procès-verbaux de la commission administrative, notes. 1925-1937.

2ETP/1/2/74 73 *Idem.*

2ETP/1/2/74 74 Élèves, inscription, scolarité, bourses : correspondance, fiches d'inscription, notes. 1925-1937.

2ETP/1/2/74 75 Compositions et examens : textes. 1925-1937.

2ETP/1/2/74 76 Comptabilité, budgets, effectifs, état du personnel : correspondance, notes, listes nominatives, pièces comptables. 1925-1938.

2ETP/1/2/74 77 Comptes. 1936-1937.

2ETP/1/2/74 78 Comptes, 1938 ; pièces comptables, 1935-1938.

(1) Créée en 1925 sous le nom d'École technique de vente au 9 rue Daunou, sous la direction de Mlle Sanua (fondatrice en 1916 de l'École de haut enseignement commercial pour les jeunes filles - H.E.C.J.F.). En 1929 l'école fut transférée 19 rue des Martyrs et devint École supérieure de vente pour jeunes filles. Installée en 1933 au 23 rue Notre-Dame-des-Victoires, l'école fut transformée en 1937 en Cours féminin de préparation au commerce de détail, puis en Conférence de perfectionnement commercial, supprimée en 1938.

2ETP/1/2/74 79 Livres comptables : 6 registres. 1932-1938.

2ETP/1/2/74 80 Conférences de perfectionnement commercial, création, suppression, programmes, publicité, conférenciers : correspondance, rapports, notes. 1937-1939.

2ETP/1/2/74 81 *Idem* ; conférences : résumés, 1937-1938.

École Bréquet ⁽¹⁾

2ETP/1/2/74 82 Historique, acquisition par la Chambre de commerce, programmes, élèves, agrandissements, modernisation, budgets, transfert à Marne-la-Vallée : correspondance, notes, plans, photographies, publications. 1904-1984.

Cours pour la préparation supérieure au secrétariat (C.P.S.S.) ⁽²⁾

2ETP/1/2/74 83 Règlement, programmes, locaux, budgets, personnel, élèves : correspondance, notes, plans. 1950-1967.

(1) Créée en 1904 pour former des ingénieurs des arts et métiers de l'électricité, reconnue par l'État (décret du 3 janvier 1922. Acquisée en 1961 par la Chambre de commerce de Paris, elle donne naissance à l'École supérieure d'ingénieurs en électrotechnique et en électronique (E.S.I.E.E.) et à l'École supérieure de technologie électrique (E.S.T.E.). En 1987, transfert de la rue Falguière à Marne-la-Vallée.

(2) Cours puis Centre, pour la préparation supérieure au secrétariat, il est issu d'un cours annexe d'H.E.C.J.F. créé en 1945. Installé 62 rue de Miromesnil puis 23 rue Notre-Dame-des-Victoires, il fut transféré en 1967, 41 bis rue de Tocqueville. En 1987, le Centre a emménagé 39 avenue Trudaine.

École de la législation professionnelle, financière et coloniale ⁽¹⁾

2ETP/1/2/74 84 Reprise par la Chambre de commerce de Paris, locaux, programmes, personnel : correspondance, rapports, notes. 1911-1950.

École supérieure des industries du vêtement (E.S.I.V.) ⁽²⁾

2ETP/1/2/74 85 Création, inauguration, règlement, programmes, budgets, personnel : correspondance, rapports, procès-verbaux de la commission administrative et du conseil de perfectionnement, notes, documentation. 1945-1968.

(1) Ou École de législation professionnelle et de pratique coloniale. Fondée en mars 1905, au 16 rue de l'Abbaye par M. Moreau, directeur de l'École de notariat de Paris et par M. Raimondi, président de l'Association des anciens élèves de cette école, elle fut transférée en 1926, 6 rue Littré. Reprise en 1931 par la Chambre de commerce de Paris à la demande du sous-secrétaire d'État à l'enseignement technique, elle fut installée rue Armand-Moisant dans les locaux de l'École commerciale de la rive gauche. Elle comprenait une section de législation professionnelle et une section coloniale (créée en 1926) ; les cours étaient dispensés le soir. En 1947, la Chambre de commerce de Paris demanda au ministre de l'Éducation nationale la reprise de l'école par l'État.

(2) Créée en 1945 par la Chambre de commerce de Paris avec le concours des professionnels de l'habillement (fédérations nationales de l'habillement). Installée dans les locaux de l'E.S.C.P., 79 avenue de la République, elle a été transférée en septembre 1972 au sein du C.F.T. Gobelins, 73 boulevard Saint-Marcel. Depuis 1973, l'E.S.I.V. fait partie du Centre parisien de technologie (organisme qui groupe aussi les anciens ateliers-écoles de la Chambre de commerce de Paris). Sur le Centre de documentation du costume abrité par l'E.S.I.V., voir 2ETP/2/4/60 2.

Institut européen d'administration des affaires (I.N.S.E.A.D.) ⁽¹⁾

2ETP/1/2/74 86 Création, statuts, locaux, activités : correspondance, notes, documentation. 1957-1972.

Centre de préparation aux affaires (C.P.A.) ⁽²⁾

2ETP/1/2/74 87 Création, activités, stages de perfectionnement : rapports, notes, publications, documentation. 1928-1970.

2ETP/1/2/74 88 Cours de préparation à la solution des litiges commerciaux par M. Meunier, 1932 ; mission de productivité aux États-Unis en 1952 : rapport, documentation sur l'enseignement commercial, 1952-1953.

2ETP/1/2/74 89 Documentation sur la Commission générale d'organisation scientifique (C.E.G.O.S.). 1944-1955.

(1) Créé en 1958 sur l'initiative de la Chambre de commerce de Paris et sous le patronage de l'Agence européenne de productivité, de la Chambre de commerce internationale et de la Ligue européenne de coopération économique. L'I.N.S.E.A.D. n'est pas un établissement de la Chambre mais fonctionne avec son concours (association étrangère de droit français-loi 1901, puis, dès 1965, sous le patronage de l'A.P.C.C.I..

(2) Créé en 1929, il s'inspire des méthodes de la "Graduate school of business administration" de l'Université de Harvard (Étude de "cas" pratiques). Le Centre de préparation aux affaires, devenu en 1942 Centre de perfectionnement dans l'administration des affaires puis Centre de perfectionnement aux affaires, comprend : l'École d'application, établissement d'enseignement supérieur reconnu par l'État (décret du 4 décembre 1932) et le Bureau de recherches industrielles et commerciales (B.R.I.C.), chargé de la documentation et de la recherche des "cas". Depuis 1992, le C.P.A. est installé Porte Champerret.

Institut d'organisation commerciale et industrielle (I.O.C.I.)⁽¹⁾

- 2ETP/1/2/74 90** Création, buts, organisation, statut du personnel : correspondance, rapports, notes, documentation. 1928-1930.
- 2ETP/1/2/74 91** Fonctionnement, activités, conférences radiophoniques, participation aux expositions, participation à la Fédération nationale radiotéléphonique de la Tour Eiffel : correspondance, rapports, procès-verbaux du comité de travail et des commissions financière et consultative, notes, plans. 1929-1942.
- 2ETP/1/2/74 92** Congrès internationaux d'organisation scientifique du travail (Genève, 1931 ; Amsterdam, 1932 ; Londres, 1935 ; Washington, 1938, participation de l'I.O.C.I. : rapports, comptes rendus, 1931-1938 ; articles pour le bulletin du C.P.A., projets, 1932-1935.
- 2ETP/1/2/74 93**  tudes, recherche de documentation. Aide à la construction et politique du logement en Grande-Bretagne, s.d. ; prix de revient, 1935 ; organisation scientifique du travail, 1927-1937 ; orientation professionnelle et ateliers-écoles, 1935.
- 2ETP/1/2/74 94** Terminologie, 1932-1933 ; lutte contre le gaspillage, 1936 ; distribution, 1939 ; applications du cinéma à l'organisation scientifique du travail, 1932-1934.

(1) A la suite d'enquêtes réalisées à l'étranger, il fut créé, conjointement avec le C.P.A. en 1929. Son but était de coordonner les initiatives particulières des divers organismes français qui consacraient tout ou partie de leur activité à la recherche des procédés et méthodes susceptibles de faire progresser l'organisation rationnelle de la production et des échanges. L'institut se composait d'un comité de direction (membres de la Chambre de commerce de Paris), d'une commission financière, d'une commission consultative (représentants des organismes adhérents à l'institut), et d'un secrétariat-bureau de documentation. Ce secrétariat-bureau de documentation fut supprimé le 1er janvier 1937, et ses attributions transférées au B.R.I.C. (bureau de recherches industrielles et commerciales) du C.P.A. Enfin, l'institut fut supprimé en 1942.

2ETP/1/2/74 95	Enquête sur le facteur humain, 1933 ; délais de livraison, 1935.
2ETP/1/2/74 96	Rationalisation, 1928-1932 ; psychotechnique, 1933-1936; laboratoire central de biotypologie, 1933-1934.
2ETP/1/2/74 97	Normalisation, 1928-1939.
2ETP/1/2/74 98	Organismes associés : documentation. Laboratoire de physiologie du travail du Conservatoire national des arts et métiers, 1928-1933 ; Comité national de l'organisation française, 1927-1939.
2ETP/1/2/74 99	Association française de normalisation (A.F.N.O.R.). 1929-1942.
2ETP/1/2/74 100	<i>Idem.</i> 1939-1943.
2ETP/1/2/74 101	Bureau français pour l'étude de la distribution, 1934-1935 ; laboratoire du réseau de chemin de fer de l'Etat, 1935-1936 ; Institut international d'organisation scientifique du travail, 1928-1932 ; instituts étrangers, 1930-1932.
2ETP/1/2/74 102	Instituts étrangers, 1930-1939 ; I.O.C.I. : publications, 1930-1939.

2ETP/1/2/75 Contribution patriotique

2ETP/1/2/75 1	Vaisseau <i>Le commerce de Paris</i> ⁽¹⁾ , organisation et perception de la contribution, construction : correspondance, notes, délibérations, comptabilité. 1803-1804.
----------------------	--

(1) Don par le Commerce de Paris à l'État, d'un vaisseau de guerre de 120 canons, par délibération du 5 prairial an XI. Lancé à Toulon le 8 août 1806, il ne fut achevé qu'en mai 1807, portant en fait 110 canons. Désarmé en 1814 puis refondu en vaisseau-école en 1839, il prit le nom de *Borda*. Désarmé définitivement en 1863, il prit le nom de *Vulcain*. Rayé de la liste des bâtiments de mer en 1869, il finit comme ponton et fut démoli à Brest en 1885.

2ETP/1/2/75 2 Registre de patentés ⁽¹⁾. 1803. (Classement dans l'ordre alphabétique des professions : agents de change - cristaux).

2ETP/1/2/75 3 *Idem.* (Courtiers de change - joailliers à façon).

2ETP/1/2/76 Fonctions administratives de répartition et de distribution

2ETP/1/2/76 1 Service des prêts de démarrage ⁽²⁾, organisation, comité d'attribution : correspondance, textes législatifs et réglementaires, notes, listes. 1932-1948.

2ETP/1/2/76 2 Cahiers d'enregistrement des prêts et des remboursements. 1940-1943.

(1) Dans le but d'organiser la perception de la contribution patriotique, la Chambre de commerce de Paris réclama à la direction des contributions directes de la Seine, des extraits de rôles des patentes. Les registres conservés sous les cotes 2ETP/1/2/75 2 et 3 semblent résulter de tentatives de fusion de ces extraits fournis par sections (quartiers), en listes par professions.

Le registre 2ETP/1/2/75 2 traite des professions d'agents de change à cristaux (marchands de), pour l'ensemble de Paris. Les renseignements fournis sont les nom, adresse et montant de la patente de chaque contribuable. Le registre 2ETP/1/2/75 3 traite des professions de courtiers de change à joailliers à façon mais seulement pour les sections Tuileries, place Vendôme, Roule, Champs-Élysées, Butte des Moulins et Le Pelletier. Seuls les nom et adresse sont indiqués pour chaque contribuable.

(2) Créé en application de la loi du 20 juillet 1940 sur les prêts de démarrage, pour faciliter la reprise économique, les chambres de commerce ayant été chargées de la distribution de ces prêts (après avances par le Trésor).

2ETP/1/2/76 3

Création, extension, transfert d'établissement commercial ou industriel, avis émis par la Chambre de commerce de Paris ⁽¹⁾ : textes législatifs et réglementaires, notes, statistiques, 1939-1952 ; dossiers-type (sélection), questionnaires, notes d'avis, 1940-1950.

2ETP/1/2/77 Concours et encouragement au développement du commerce

2ETP/1/2/77 1

Prix de la Chambre de commerce de Paris ⁽²⁾, création, attribution : correspondance, notes. 1945-1948.

2ETP/1/2/78 Attributions de legs

2ETP/1/2/78 1

Legs Barbet-Batifol ⁽³⁾, commission d'attribution, représentation de la Chambre de commerce : correspondance, 1886-1935 ; legs Boucher de Perthes ⁽⁴⁾, désignation de la candidate de la Chambre de commerce : correspondance, 1881-1961.

(1) En application du décret-loi du 9 septembre 1939 et ultérieurement, de la loi de finances du 31 décembre 1945.

(2) Créé en 1945, d'un montant de 50 000 francs, il était destiné à récompenser chaque année un ouvrage d'intérêt général pour le commerce et l'industrie. Attribué pour la première fois en mai 1947, il fut supprimé dès le 12 janvier 1949.

(3) Institué par Mme Veuve Barbet née Antoinette Batifol, ancienne couturière à Paris, décédée à Charenton le 10 décembre 1881 (testament Me J.E. Delapalme, le 14 novembre 1881), en faveur de la Ville de Paris et d'un montant de 15 000 francs, les revenus devant être attribués chaque année à "une jeune ouvrière célibataire qui, par sa capacité et sa bonne conduite, soit en état de s'établir et ne manque, à cet effet, que de l'argent nécessaire". La Chambre de commerce de Paris désignait chaque année un représentant à la commission spéciale d'attribution, placée sous la présidence du préfet de la Seine.

(4) Legs d'un montant de 10 000 francs à la Ville de Paris, dont les arrérages devaient servir à l'achat, chaque année, d'un livret de caisse d'épargne à une ouvrière pauvre, choisie par le conseil municipal sur la liste de 21 candidates (une candidate désignée par chaque maire d'arrondissement et une par la Chambre de commerce de Paris).

2ETP/1/2/79 Fonctions arbitrales

2ETP/1/2/79 1	Demandes d'arbitrage ⁽¹⁾ adressées à la Chambre de commerce de Paris, désignation d'arbitres, sentences arbitrales : correspondance, notes. 1908-1952.
2ETP/1/2/79 2	<i>Idem.</i> 1954-1964.
2ETP/1/2/79 3	<i>Idem.</i> 1965-1966.

(1) Arbitrages de différends commerciaux privés.

2ETP/1/3 CHAMBRES DE COMMERCE FRANÇAISES

2ETP/1/3/0 CORRESPONDANCE GÉNÉRALE

2ETP/1/3/00 1 Correspondance générale échangée entre la Chambre de commerce de Paris et les chambres de commerce de France et de l'Union française. 1940-1949.

2ETP/1/3/2 DOSSIERS COMMUNS A PLUSIEURS CHAMBRES DE COMMERCE

2ETP/1/3/20 1 Chapitre spécial du Tastevin en l'honneur des C.C.I., le 23 avril 1966 au Clos Vougeot, organisé par le secrétariat de l'A.P.C.C.I. et la C.C.I. de Dijon, invitations, règlement financier : correspondance. 1965-1966.

2ETP/1/3/20 2 *Idem.*

2ETP/1/3/3 DOSSIERS PARTICULIERS A CHAQUE CHAMBRE DE COMMERCE

2ETP/1/3/30 1 Évènements et manifestations divers, invitations, informations : correspondance, documentation. 1851-1977. (Classement dans l'ordre alphabétique des chambres de commerce : Agen à Beauvais).

2ETP/1/3/30 2 *Idem.* (Belfort à Dieppe).

2ETP/1/3/30 3 *Idem.* (Dijon à Lyon).

2ETP/1/3/30 4 *Idem.* (Mâcon à Orléans).

2ETP/1/3/30 5 *Idem.* (Pau à Saint-Nazaire).

2ETP/1/3/30 6 *Idem.* (Saint-Quentin à Vienne).

2ETP/1/3/4 COMPOSITION DES BUREAUX ⁽¹⁾

2ETP/1/3/40 1 Composition des bureaux, notification d'élections, mises à jour des listes : correspondance. 1952-1962.

2ETP/1/3/40 2 *Idem.* 1969-1973.

(1) Chambres de commerce françaises, chambres de commerce françaises à l'étranger, chambres de commerce étrangères en France et chambres de commerce franco-étrangères

2ETP/1/4 CHAMBRES DE COMMERCE FRANÇAISES A L'ÉTRANGER ⁽¹⁾

2ETP/1/4/1 GÉNÉRALITÉS

2ETP/1/4/10 1 Chambres de commerce françaises à l'étranger, activités, fonctionnement : correspondance, notes, 1883-1930 ; Union des chambres de commerce françaises à l'étranger, activités, congrès : correspondance, documentation, 1905-1983.

2ETP/1/4/4 EUROPE

2ETP/1/4/40 1 Chambres de commerce françaises à l'étranger, constitution, statuts, activités, disparition : correspondance, documentation, coupures de presse. 1884-1972. (Classement dans l'ordre alphabétique des pays: Allemagne à Hongrie).

2ETP/1/4/40 2 *Idem.* (Italie à URSS).

2ETP/1/4/5 AFRIQUE. AMÉRIQUE. ASIE. OCÉANIE

2ETP/1/4/50 1 Chambres de commerce françaises à l'étranger, constitution, statuts, activités, disparition : correspondance, documentation, coupures de presse. 1884-1978.

(1) Pour la composition des bureaux, voir aussi la sous-série 2ETP/1/3/40.

2ETP/1/4/50 2 Chambres de commerce françaises au Maroc. 1955-1957.

2ETP/1/4/50 3 *Idem.* 1957-1973.

2ETP/1/5 CHAMBRES DE COMMERCE ÉTRANGÈRES EN FRANCE

2ETP/1/5/0 GÉNÉRALITÉS

2ETP/1/5/00 1 Chambres de commerce étrangères en France, statuts, bureaux, activités : correspondance, listes, documentation. 1916-1955.

2ETP/1/5/1 CHAMBRES DE COMMERCE EUROPÉENNES EN FRANCE ⁽¹⁾

2ETP/1/5/10 1 Chambres de commerce européennes en France, constitution, activités : correspondance, documentation. 1886-1973.

2ETP/1/5/10 2 Chambre de commerce franco-soviétique ⁽²⁾, projets, création, statuts, activités : correspondance, notes, documentation, coupures de presse. 1957-1980.

2ETP/1/5/10 3 Chambre officielle de commerce franco-allemande ⁽³⁾, création, statuts : correspondance, notes. 1954-1955.

2ETP/1/5/10 4 Chambre officielle de commerce franco-allemande, création, locaux, personnel, publicité : correspondance, notes, documentation. 1954-1956.

(1) Pour la composition des bureaux, voir aussi la sous-série 2ETP/1/3/40.

(2) Créée en 1967

(3) Sa création fut décidée lors d'une réunion, en octobre 1954 à la Celle-Saint-Cloud, des chefs des gouvernements français et allemand. Installation officielle le 15 juin 1955.

2ETP/1/5/10 5 Installation officielle le 15 juin 1955 : correspondance, notes, photographies, plaquette. 1955.

2ETP/1/5/10 6 Chambre officielle de commerce franco-allemande, activités : correspondance, comptes rendus de l'assemblée générale et du conseil d'administration, rapports d'activités, notes, documentation. 1955-1961.

2ETP/1/5/10 7 *Idem.* 1954-1962.

2ETP/1/5/10 8 *Idem.* 1963-1977.

2ETP/1/5/2 CHAMBRES DE COMMERCE NON EUROPÉENNES EN FRANCE

2ETP/1/5/20 1 Chambres de commerce non européennes en France, création, statuts, activités : correspondance, notes, documentation. 1895-1975.

2ETP/1/6 CHAMBRES DE COMMERCE ÉTRANGÈRES

2ETP/1/6/0 GÉNÉRALITÉS

2ETP/1/6/00 1 Chambres de commerce étrangères, législation, statuts, organisation, activités : correspondance, listes, documentation. 1894-1928.

2ETP/1/6/00 2 Chambres de commerce étrangères, enquête auprès des attachés commerciaux français à l'étranger : correspondance, documentation. 1930-1931.

2ETP/1/6/1 EUROPE

2ETP/1/6/10 1 Chambres de commerce en Europe, statuts, activités : correspondance, documentation. 1889-1976. (Classement dans l'ordre alphabétique des pays : Albanie à Bulgarie).

2ETP/1/6/10 2 *Idem.* (Espagne à Grande-Bretagne).

2ETP/1/6/10 3 *Idem.* (Grèce à Yougoslavie).

2ETP/1/6/2 ASIE. AFRIQUE. OCÉANIE

2ETP/1/6/20 1 Chambres de commerce en Asie, Afrique et Océanie, statuts, activités : correspondance, documentation. 1890-1973.

2ETP/1/6/4 AMÉRIQUE

2ETP/1/6/40 1 Chambres de commerce en Amérique, statuts, activités : correspondance, documentation. 1899-1966. (Classement dans l'ordre alphabétique des pays : Amérique centrale à Cuba).

2ETP/1/6/40 2 *Idem.* (États-Unis à Venezuela).

2ETP/1/6/6 CHAMBRES DE COMMERCE MIXTES ET ÉTRANGÈRES A L'ÉTRANGER. CHAMBRE DE COMMERCE EUROPÉENNE

2ETP/1/6/60 1 Chambres de commerce mixtes et étrangères à l'étranger, statuts, activités : correspondance, documentation, 1901-1960 ; chambre de commerce européenne, projets, tentative non reconnue : correspondance, rapports, notes, 1951-1954.

2ETP/1/7 INSTANCES ET RÉUNIONS INTERNATIONALES

2ETP/1/7/0 CHAMBRE DE COMMERCE INTERNATIONALE ⁽¹⁾

2ETP/1/7/00 1 Projets, création, statuts, activités, cour d'arbitrage : correspondance, comptes rendus, notes, documentation. 1874-1969.

2ETP/1/7/00 2 *Idem.* 1959-1983.

2ETP/1/7/2 CONSEIL DE LA CHAMBRE DE COMMERCE INTERNATIONALE

2ETP/1/7/20 1 Réunions du comité exécutif : correspondance, comptes rendus, notes. 1928-1951.

2ETP/1/7/20 2 *Idem.* 1951-1955.

(1) La Chambre de commerce internationale n'a pas de lien organique avec les chambres de commerce françaises. En effet, il ne s'agit pas d'une association de chambres de commerce. Elle rassemble aussi bien des chambres de conception anglo-saxonne (groupements de droit privé), que des fédérations et unions professionnelles et des grandes sociétés industrielles et commerciales. Le 24 décembre 1919, la conférence d'Atlantic city (États-Unis) décidait l'établissement d'un comité d'organisation de la Chambre de commerce internationale. Les statuts de celle-ci furent adoptés lors du Congrès constitutif de Paris le 24 juin 1920.

Créée pour formuler l'opinion concertée des milieux économiques sur les problèmes internationaux et stimuler le commerce international (membre consultatif de l'E.C.O.S.O.C., conseil économique et social de l'O.N.U.), la Chambre de commerce internationale réunit périodiquement son congrès (assemblée générale des membres) et depuis 1976, une conférence annuelle entre les années de congrès. Un conseil (composé des représentants des comités nationaux), un comité exécutif (siège à Paris), des comités nationaux, des comités techniques internationaux et une cour arbitrale complètent son organisation.

2ETP/1/7/20 3 *Idem.* 1956-1958.

2ETP/1/7/20 4 *Idem.* 1959-1963.

2ETP/1/7/20 5 *Idem.* 1964-1966.

2ETP/1/7/20 6 *Idem.* 1967-1968.

2ETP/1/7/20 7 *Idem.* 1969-1972.

**2ETP/1/7/3 BUREAU D'INFORMATION DES CHAMBRES DE COMMERCE
(B.I.C.C.) ⁽¹⁾**

2ETP/1/7/30 1 Création, statut, financement : correspondance, notes, 1949-1980 ; réunions du comité de direction : comptes rendus, notes, documentation, 1950-1956.

2ETP/1/7/30 2 Comité de direction. 1957-1963.

2ETP/1/7/30 3 *Idem.* 1964-1970.

(1) A l'origine B.I.I.C.C. (Bureau international d'information des chambres de commerce), le B.I.C.C. fut créé en 1950 par la Chambre de commerce internationale, après accord du congrès mondial des chambres de commerce, réuni à Rome la même année. Institué dans le but de mettre à la disposition des membres de la Chambre de commerce internationale, les informations relatives aux chambres de commerce, il est ouvert aux chambres de commerce non-membres (cas des chambres françaises). L'A.P.C.C.I. représente les chambres de commerce et d'industrie françaises au sein de ce bureau. Le B.I.C.C. a son siège au secrétariat général de la Chambre de commerce internationale à Paris.

- 2ETP/1/7/30 4** *Idem.* 1971-1977.
- 2ETP/1/7/30 5** *Idem.* 1978-1983.
- 2ETP/1/7/30 6** Réunions des groupes de travail : comptes rendus. 1957-1965.
- 2ETP/1/7/30 7** *Idem.* 1966-1968.
- 2ETP/1/7/30 8** *Idem,* 1969-1979 ; système interchambres d'assistance au recouvrement de créances commerciales, organisation : notes, 1977-1982.

***2ETP/1/7/4 COMITÉ NATIONAL FRANÇAIS DE LA CHAMBRE DE
COMMERCE INTERNATIONALE***

- 2ETP/1/7/40 1** Statuts, organisation, composition, activités : correspondance, rapports, notes, documentation. 1920-1949.
- 2ETP/1/7/40 2** *Idem.* 1947-1981.

***2ETP/1/7/6 CONGRÈS DE LA CHAMBRE DE COMMERCE
INTERNATIONALE***

- 2ETP/1/7/60 1** Congrès de la chambre de commerce internationale, organisation, travaux préparatoires, programmes, rapports et résolutions : correspondance, comptes rendus, notes, documentation. Congrès constitutif, Paris, 1920 ; 1er congrès, Londres, 1921 ; 2e congrès, Rome, 1923 ; 3e congrès, Bruxelles, 1925 ; 4e congrès, Stockholm, 1927 ; 5e congrès, Amsterdam, 1929 ; 6e congrès, Washington, 1931.
- 2ETP/1/7/60 2** 7e congrès, Vienne. 1933.

2ETP/1/7/60 3	8e congrès, Paris, 1935 ; 9e congrès, Berlin, 1937.
2ETP/1/7/60 4	10e congrès, Copenhague, 1939 ; 11e congrès, Montreux, 1947 ; 12e congrès, Québec, 1949.
2ETP/1/7/60 5	13e congrès, Lisbonne, 1951 ; 14e congrès, Vienne, 1953.
2ETP/1/7/60 6	15e congrès, Tokyo. 1955.
2ETP/1/7/60 7	16e congrès, Naples. 1957.
2ETP/1/7/60 8	17e congrès, Washington. 1959.
2ETP/1/7/60 9	18e congrès, Copenhague. 1961.
2ETP/1/7/60 10	19e congrès, Mexico. 1963
2ETP/1/7/60 11	20e congrès, New-Delhi. 1965.
2ETP/1/7/60 12	21e congrès, Montréal. 1967.
2ETP/1/7/60 13	22e congrès, Istanbul. 1969.
2ETP/1/7/60 14	23e congrès, Vienne. 1971.
2ETP/1/7/60 15	24e congrès, Rio de Janeiro. 1973.
2ETP/1/7/60 16	25e congrès, Madrid. 1975.

- 2ETP/1/7/60 17** 26e congrès, Orlando. 1978.
- 2ETP/1/7/60 18** 27e congrès, Manille. 1981.
- 2ETP/1/7/60 19** 28e congrès, Stockholm, 1984 ; 5e conférence annuelle, Paris, 1983 ; 6e conférence annuelle, Séoul, 1985 ; 7e conférence annuelle, Barcelone, 1986.

2ETP/1/7/7 RÉUNIONS INTERNATIONALES

- 2ETP/1/7/70 1** Congrès internationaux des chambres de commerce, organisation, travaux : correspondance, comptes rendus, notes, documentation. 1905-1947.
- 2ETP/1/7/70 2** Congrès mondial des chambres de commerce, préparation, travaux : correspondance, notes, documentation. Rome, 1950.
- 2ETP/1/7/70 3** Semaine internationale des chambres de commerce, préparation, travaux : correspondance, notes, documentation. Bruxelles, 1958.
- 2ETP/1/7/70 4** Réunions internationales diverses, participation de la Chambre de commerce de Paris, travaux : correspondance, notes. 1915-1966.
- 2ETP/1/7/70 5** Rencontres des chambres de commerce françaises et espagnoles, organisation, travaux : correspondance, notes. 1951-1971.
- 2ETP/1/7/70 6** Relations franco-italiennes, commission mixte franco-italienne d'union douanière, congrès des chambres de commerce françaises et italiennes, préparation, travaux : correspondance, comptes rendus, notes, documentation. 1946-1950.
- 2ETP/1/7/70 7** *Idem.* 1948.

2ETP/1/7/70 8 *Idem.* 1948-1949.

2ETP/1/7/70 9 *Idem.* 1951.

2ETP/1/7/70 10 *Idem.*

2ETP/1/8 ASSOCIATIONS ET GROUPEMENTS PROFESSIONNELS

2ETP/1/8/0 ASSISES NATIONALES DES CHAMBRES DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE ⁽¹⁾

2ETP/1/8/00 1	Préparation, organisation matérielle, travaux : correspondance, notes, publications, documentation. Ières Assises, Strasbourg. 1970.
2ETP/1/8/00 2	<i>Idem.</i>
2ETP/1/8/00 3	Iles Assises, Nice. 1972
2ETP/1/8/00 4	<i>Idem.</i>
2ETP/1/8/00 5	IIIes Assises, Paris,. 1975.
2ETP/1/8/00 6	IVes Assises, La Baule. 1979.
2ETP/1/8/00 7	<i>Idem.</i>
2ETP/1/8/00 8	Ves Assises, Grenoble. 1982.
2ETP/1/8/00 9	<i>Idem</i> ; VIes Assises, Paris, 1984.

(1) Organisées par l'A.P.C.C.I.

2ETP/1/8/2 CHAMBRES SYNDICALES PROFESSIONNELLES

2ETP/1/8/21 Régime

2ETP/1/8/21 1 Régime légal, statuts, activités, réformes : correspondance, textes législatifs et réglementaires, documentation. 1860-1907.

2ETP/1/8/21 2 *Idem.* 1908-1947.

2ETP/1/8/23 Consultations générales sur les activités des chambres syndicales

2ETP/1/8/23 1 Chambres syndicales professionnelles, activités, statuts, enquête de la Chambre de commerce de Paris : correspondance, documentation, 1916 ; enquête de 1946-1947.

2ETP/1/8/23 2 Enquête de 1946-1947.

2ETP/1/8/23 3 *Idem.*

2ETP/1/8/23 4 *Idem.*

2ETP/1/8/23 5 *Idem.*

2ETP/1/8/23 6 *Idem.*

2ETP/1/8/24 Rapports avec la Chambre de commerce de Paris

2ETP/1/8/24 1 Chambres syndicales professionnelles, rapports avec la Chambre de commerce de Paris, communications diverses : correspondance, notes. 1873-1972.

2ETP/1/8/3 CHAMBRES D'AGRICULTURE ⁽¹⁾

2ETP/1/8/30 1 Chambres d'agriculture, assemblée des présidents de chambres d'agriculture, activités, rapports avec la Chambre de commerce de Paris : correspondance, rapports, notes. 1902-1979.

2ETP/1/8/6 ASSOCIATIONS ET GROUPEMENTS DIVERS

2ETP/1/8/61 Associations. Sociétés. Offices

2ETP/1/8/61 1 Associations, sociétés, offices, statuts, activités : correspondance, rapports, documentation. 1902-1972

(1) Après de nombreuses tentatives infructueuses depuis 1840, la loi du 3 janvier 1924 institua les chambres d'agriculture, établissements publics professionnels. En 1927, les présidents des chambres d'agriculture se réunirent pour la première fois. En 1932, l'Assemblée des présidents des chambres d'agriculture (A.P.C.A.) était fondée. En 1935, elle fut instituée en Assemblée permanente des présidents des chambres d'agriculture (A.P.P.C.A.).

Les chambres et l'assemblée permanente furent supprimées en 1940 et remplacées par des chambres régionales d'agriculture. A partir de 1949, les chambres d'agriculture et l'Assemblée permanente reprirent leur fonctionnement. En 1966, l'Assemblée permanente des présidents des chambres d'agriculture devint l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture (A.P.C.A.). Sur les chambres d'agriculture et l'Assemblée permanente, voir aussi 2ETP/1/1/82 11 à 30 : Conseil national permanent des chambres de commerce et des chambres d'agriculture (C.N.P.C.C.C.A.).

2ETP/1/8/62 Comités. Commissions de représentation patronale. Réunions patronales

- 2ETP/1/8/62 1** Comités, commissions de représentation patronale, réunions patronales, création, organisation, activités : correspondance, rapports, notes. 1899-1960.
- 2ETP/1/8/62 2** Comité national d'entente du commerce et de l'industrie ⁽¹⁾, création, activités : correspondance, notes, registre des délibérations du bureau et de la commission exécutive. 1933-1936.
- 2ETP/1/8/62 3** Réunions, activités : correspondance, notes, registre des délibérations du bureau et de la commission exécutive. 1936-1937.

2ETP/1/8/63 Fédérations. Confédérations

- 2ETP/1/8/63 1** Fédérations, confédérations, création, activités, relations avec les chambres de commerce : correspondance, notes. 1903-1957.

(1) L'idée du Comité national fut lancée lors de la réunion du Bureau de l'Assemblée des présidents des chambres de commerce du 6 juillet 1936. Elle traduisait en fait la crainte des chambres de commerce de se voir supplantées par la Confédération générale de la production française (C.G.P.F.) qui venait de négocier les accords Matignon et se transformait en Confédération générale du Patronat français. Constitué définitivement le 13 octobre 1936, le Comité national d'entente du commerce était censé réaliser "sur le plan de l'unité patronale la coordination de l'action des chambres de commerce d'une part, et de l'ensemble des organisations patronales (dont la C.G.P.F.), d'autre part". Le Comité était doté d'un Bureau et d'une Commission exécutive. Son siège fut fixé 23 rue Notre-Dame-des-Victoires.

2ETP/1/8/63 2	C.N.P.F. ⁽¹⁾ , activités, commissions : correspondance, rapports, notes, publications. 1947-1959.
2ETP/1/8/63 3	<i>Idem.</i> 1950-1967.
2ETP/1/8/63 4	<i>Idem</i> , 1961-1975 ; activités communes et rencontres entre la Chambre de commerce et le C.N.P.F. : correspondance, notes, 1959-1963.
2ETP/1/8/63 5	Activités communes et rencontres entre la Chambre de commerce et le C.N.P.F., 1962-1968 ; activités communes et rencontres entre la Chambre de commerce, l'A.P.C.C.I. et le C.N.P.F. : correspondance, notes, 1969-1970.
2ETP/1/8/63 6	Activités communes et rencontres entre la Chambre de commerce, l'A.P.C.C.I. et le C.N.P.F.. 1971-1973.
2ETP/1/8/63 7	C.N.P.F., assises nationales, organisation, travaux : correspondance, comptes rendus, notes, documentation. 1970-1974.
2ETP/1/8/63 8	C.N.P.F., circulaire d'information sur le Marché commun et les questions économiques européennes, n° 1-21. Novembre 1958-avril 1961.
2ETP/1/8/63 9	<i>Idem</i> , n° 22-25, 28-46. Mai 1961-juillet 1963.
2ETP/1/8/63 10	<i>Idem</i> , n° 47-66. Septembre 1963-mai 1965.

(1) Conseil national du patronat français, créé en 1946. Il a pris la suite de la Confédération générale de la production française (C.G.P.F.) créée en 1919, devenue en 1936, Confédération générale du patronat français et dissoute en 1940. Sur la C.G.P.F., voir 2ETP/1/8/63 1.

2ETP/1/8/63 11 *Idem*, n° 67-90. Juin 1965-décembre 1967.

2ETP/1/8/63 12 *Idem*, n° 91-111. Janvier 1968-mars 1970.

2ETP/1/8/64 Unions. Liges. Groupements divers

2ETP/1/8/64 1 Unions, ligues, groupements divers, création, activités :
correspondance, notes, documentation. 1893-1971.

2ETP/1/9 RÉCOMPENSES HONORIFIQUES

2ETP/1/9/5 DÉCORATIONS ⁽¹⁾

2ETP/1/9/50 Généralités

2ETP/1/9/50 1 Décorations, législation : textes législatifs et réglementaires, documentation. 1905-1970.

2ETP/1/9/52 Instruction publique (*Palmes académiques*)

2ETP/1/9/52 1 Candidatures, nominations, candidatures n'ayant pas abouti : listes, notes, dossiers. 1946-1952.

2ETP/1/9/52 2 *Idem.* 1953-1979.

(1) Cette sous-série traite essentiellement des décorations et distinctions des membres et du personnel de la Chambre de commerce de Paris. Toutefois, on notera que les interventions et les recommandations concernent l'ensemble des personnalités du commerce et de l'industrie, et que les félicitations s'étendent au monde politique et au personnel de l'Administration. Les dossiers du conseil de l'Ordre du Mérite commercial concernent l'ensemble des postulants.

2ETP/1/9/53 Mérite commercial (1)

2ETP/1/9/53 1	Propositions, interventions, nominations, réunions du conseil de l'Ordre : correspondance, listes, notes. 1949-1952.
2ETP/1/9/53 2	<i>Idem.</i> 1953-1955.
2ETP/1/9/53 3	<i>Idem.</i> 1956-1958.
2ETP/1/9/53 4	<i>Idem.</i> 1959-1961.
2ETP/1/9/53 5	<i>Idem.</i> 1960-1962.
2ETP/1/9/53 6	<i>Idem.</i> 1961-1962.
2ETP/1/9/53 7	<i>Idem.</i> 1962-1963.
2ETP/1/9/53 8	<i>Idem.</i>
2ETP/1/9/53 9	<i>Idem.</i> 1962-1964.
2ETP/1/9/53 10	<i>Idem.</i> 1963-1964 ; association des membres du Mérite commercial, projets, création, statuts : correspondance, notes, 1952-1963.

(1) Créé par décret du 27 mai 1939, devenu Ordre du Mérite commercial et industriel par décret du 29 juin 1961, supprimé à compter du 1er janvier 1965 par la création de l'Ordre national du Mérite 3 décembre 1963. Le président de l'assemblée des présidents des chambres de commerce (puis A.P.C.C.I.) était membre du conseil de l'Ordre du Mérite commercial. Pour l'attribution de l'Ordre national du Mérite, voir 2ETP/1/9/55.

2ETP/1/9/55 Légion d'honneur. Ordre national du Mérite

2ETP/1/9/55 1	Légion d'honneur, propositions, interventions, consultations, recommandations, remises de décoration, félicitations : correspondance, listes, notes. 1930-1948.
2ETP/1/9/55 2	<i>Idem.</i> 1947-1959.
2ETP/1/9/55 3	<i>Idem.</i> 1952-1954.
2ETP/1/9/55 4	<i>Idem.</i> 1955-1957.
2ETP/1/9/55 5	<i>Idem.</i> 1958-1959.
2ETP/1/9/55 6	<i>Idem.</i> 1949-1964.
2ETP/1/9/55 7	Légion d'honneur. 1956-1966.
2ETP/1/9/55 8	Légion d'honneur, ordre national du Mérite. 1965-1966.
2ETP/1/9/55 9	Ordre national du Mérite. 1964-1967.
2ETP/1/9/55 10	Légion d'honneur, ordre national du Mérite. 1965-1971.
2ETP/1/9/55 11	<i>Idem.</i> 1966-1971.
2ETP/1/9/55 12	<i>Idem.</i> 1968-1972.
2ETP/1/9/55 13	<i>Idem.</i> 1966-1974.

2ETP/1/9/55 14	<i>Idem.</i> 1972. ⁽¹⁾
2ETP/1/9/55 15	<i>Idem.</i> 1973.
2ETP/1/9/55 16	<i>Idem.</i>
2ETP/1/9/55 17	<i>Idem.</i> 1974.
2ETP/1/9/55 18	<i>Idem.</i>
2ETP/1/9/55 19	<i>Idem.</i> 1975.
2ETP/1/9/55 20	<i>Idem.</i> 1976.
2ETP/1/9/55 21	<i>Idem.</i> 1977.
2ETP/1/9/55 22	<i>Idem.</i> 1978.
2ETP/1/9/55 23	<i>Idem.</i> 1979.
2ETP/1/9/55 24	<i>Idem.</i> 1980-1983.

(1) Pour les cotes 2ETP/1/9/55 14 à 23, les dates indiquées sont celles des promotions.

2ETP/1/9/55 25 *Idem.* 1982-1984.

2ETP/1/9/55 26 Ordre national du Mérite, candidatures n'ayant pas abouti. 1968-1981.

2ETP/1/9/55 27 Légion d'honneur, candidatures n'ayant pas abouti. 1968-1981.

2ETP/1/9/55 28 *Idem.*

2ETP/1/9/55 29 Légion d'honneur et autres décorations, cérémonies de remise, invitations, discours : notes. 1951-1967.

2ETP/1/9/57 Autres décorations françaises. Décorations étrangères. Distinctions honorifiques

2ETP/1/9/57 1 Interventions, propositions, félicitations : correspondance, notes. 1949-1978.

2ETP/1/9/57 2 *Idem.*

- 2ETP/2 -

**ORGANISATION COMMERCIALE
ET
INDUSTRIELLE**

2ETP/2/1 ORGANISATION COMMERCIALE ET INDUSTRIELLE

2ETP/2/1/2 ORGANISATION MATÉRIELLE DES BUREAUX

2ETP/2/1/20 1 Matériel de bureau, méthodes comptables, enveloppes à fenêtres, législation, expositions : correspondance, rapports, notes, documentation. 1906-1931.

2ETP/2/1/3 MÉTHODES COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES

2ETP/2/1/32 Organisation scientifique du travail ⁽¹⁾

2ETP/2/1/32 1 Organisation scientifique du travail, congrès de l'organisation scientifique, conférences et congrès divers : correspondance, rapports, notes, documentation. 1922-1967.

2ETP/2/1/32 2 *Idem* ; normalisation, communications diverses, relations avec l'A.F.N.O.R., subventions, congrès : correspondance, rapports, notes, documentation, 1901-1949 ; standardisation, commission permanente au ministère du Commerce et de l'Industrie : correspondance, documentation, 1920-1924.

(1) Sur l'organisation scientifique du travail, voir aussi l'Institut d'organisation commerciale et industrielle, 2ETP/1/2/7 90 à 102.

2ETP/2/1/32 3 Sous-traitance, innovation : rapports, notes, documentation, 1972-1982 ; centres techniques industriels, centres techniques du commerce, statuts : correspondance, rapports, notes, 1948-1959.

2ETP/2/1/33 Concentration. Reconversion. Fusion des entreprises

2ETP/2/1/33 1 Concentration, reconversion, fusion des entreprises : correspondance, rapports, notes, documentation. 1901-1955.

2ETP/2/1/33 2 *Idem.* 1969-1984.

2ETP/2/1/4 CONGRÈS

2ETP/2/1/40 1 Congrès, programmes, invitations, subventions, patronage : correspondance, rapports, notes, documentation. 1883-1962. (Classement dans l'ordre alphabétique des congrès : A à C).

2ETP/2/1/40 2 *Idem.* (D à L).

2ETP/2/1/40 3 *Idem.* (M à U).

2ETP/2/1/5 MANIFESTATIONS COMMERCIALES ⁽¹⁾

2ETP/2/1/50 1	Avis donnés par la Chambre de commerce à la Préfecture en vue de l'autorisation de salons ⁽²⁾ : correspondance, notes, documentation. 1947-1958. (Classement dans l'ordre alphabétique des salons : A à C).
2ETP/2/1/50 2	<i>Idem.</i> (E à M).
2ETP/2/1/50 3	<i>Idem.</i> (N à V).
2ETP/2/1/50 4	Salons, patronage, subventions, participation, invitations : correspondance, notes, documentation, 1925-1964 ; semaines, quinzaines, festivals, biennales, avis donnés à la Préfecture, patronage, subventions, participation : correspondance, notes, documentation, 1923-1962.
2ETP/2/1/50 5	Journées, colloques, participation, subventions, patronage : correspondance, notes, documentation, 1931-1971 ; concours, règlement, participation : correspondance, notes, 1904-1962.
2ETP/2/1/50 6	Congrès, conférences, journées, semaines, invitations, participation, patronage : correspondance, notes, documentation. 1961-1963.

(1) Voir aussi 2ETP/2/2/4 Foires industrielles et commerciales, 2ETP/2/4 Expositions.

(2) L'ordonnance du 11 septembre 1945 (modifiée par décret du 22 septembre 1953) soumettait les foires et salons à autorisation préfectorale (valable un an), après approbation du règlement intérieur de la manifestation. La publicité du calendrier des manifestations commerciales était réglée par arrêté ministériel. Enfin, un comité consultatif (avec représentation des chambres de commerce) était créé. Le décret du 10 octobre 1969 a introduit, en plus de l'autorisation, la notion d'agrément qui seule désormais permet l'inscription au calendrier officiel.

2ETP/2/1/50 7	<i>Idem.</i> 1964-1965.
2ETP/2/1/50 8	Salons, autres manifestations, avis donnés à la Préfecture, élaboration des calendriers : correspondance, notes, documentation. Janvier-juin 1972.
2ETP/2/1/50 9	<i>Idem.</i> Juillet-décembre 1972.
2ETP/2/1/50 10	<i>Idem.</i> Janvier-mars 1973.
2ETP/2/1/50 11	<i>Idem.</i> Avril-décembre 1973.
2ETP/2/1/50 12	<i>Idem.</i> Janvier-juin 1974.
2ETP/2/1/50 13	<i>Idem.</i> . Juillet-décembre 1974.
2ETP/2/1/50 14	<i>Idem.</i> Janvier-juin 1975.
2ETP/2/1/50 15	<i>Idem.</i> , juillet-décembre 1975 ; Promosalons ⁽¹⁾ statuts, activités : correspondance, notes, procès-verbaux de réunions du conseil d'administration et du bureau, 1967-1982.
2ETP/2/1/50 16	1ère Quinzaine technique de Paris 14 mai-3 juin 1962, création, subventions, patronage, organisation, comité de coordination : correspondance, notes, documentation. 1960-1962.
2ETP/2/1/50 17	1ère Quinzaine technique de Paris, comité de coordination, constitution, réunions, propagande : correspondance, notes. 1961-1962.

(1) Créé en 1967, le Comité pour la promotion à l'étranger des salons français est une association loi 1901.

2ETP/2/1/50 18 *Idem.* 1962-1964.

2ETP/2/1/50 19 *Idem.*, 1965-1971 ; Semaine internationale de l'alimentation, comité de coordination, réunions : correspondance, notes, documentation, 1963-1965.

2ETP/2/1/9 PUBLICITÉ. RENSEIGNEMENTS COMMERCIAUX

2ETP/2/1/90 1 Publicité, réglementation (en particulier à Paris), supports, usages, renseignements commerciaux : correspondance, rapports, notes, documentation. 1888-1956.

2ETP/2/1/90 2 *Idem.* 1960-1984.

2ETP/2/2 BOURSES. HALLES. MARCHÉS. FOIRES

2ETP/2/2/0 BOURSES ⁽¹⁾

2ETP/2/2/01 Bourse des valeurs ⁽²⁾

2ETP/2/2/01 1 Bourse des valeurs, emplacement, construction, utilisation des locaux, installation de la Chambre de commerce de Paris : correspondance, notes, plans. 1802-1885.

2ETP/2/2/01 2 Bourse des valeurs, horaires, sécurité, personnel, comptes et budgets : correspondance, textes réglementaires, rapports, notes. 1818-1878.

(1) La sous-série 2ETP/2/2/0 est relative à l'administration et à la gestion des bâtiments de la Bourse des valeurs et de la Bourse de commerce de Paris. Pour le fonctionnement des marchés, voir la sous-série 2ETP/2/2/1 pour la Bourse de commerce, et la sous-série 2ETP/2/2/2 pour la Bourse des valeurs.

- (2) Édifiée place de la Bourse, sur l'emplacement du couvent des Filles-Saint-Thomas, à partir de 1808 sur les plans de l'architecte Brongniart. Le bâtiment fut inauguré le 4 novembre 1826. La Chambre de commerce de Paris y siégea de 1827 à 1852, ainsi que le Tribunal de commerce de 1826 à 1859. Par dérogation à l'ordonnance du 16 juin 1832, l'arrêté ministériel du 6 mai 1834 confiait au préfet de la Seine, l'administration de la Bourse. La Chambre de commerce était toutefois consultée lors de l'élaboration du budget. Le commerce de Paris supportait en effet la moitié des dépenses de la Bourse par voie d'imposition additionnelle à la patente. A partir du 1er janvier 1857, la Ville de Paris assurant seule les charges de fonctionnement, la Chambre ne fut plus consultée sur le budget de la Bourse.

2ETP/2/2/02 1	Bourse de commerce, création, projets d'installation à la Halle au blé : correspondance, procès-verbaux de réunions, textes législatifs et réglementaires, rapports, plans, documentation. 1880-1890.
2ETP/2/2/02 2	Bourse de commerce, projets : plans, 1885 ; bourses de commerce étrangères : documentation, plans, photographies, 1885.
2ETP/2/2/02 3	Bourse de commerce, travaux, cahier des charges, conventions, financement, aménagements divers, règlement intérieur, inauguration : correspondance, textes législatifs, rapports, circulaires, notes, documentation. 1886-1890.
2ETP/2/2/02 4	Règlement intérieur, fonctionnement, gestion des bâtiments, budgets : correspondance, rapports, notes, documentation. 1889-1922.
2ETP/2/2/02 5	<i>Idem.</i> 1900-1970.
2ETP/2/2/02 6	Bourse de commerce, locaux divers, location : correspondance, baux, notes. 1949-1965.
2ETP/2/2/02 7	<i>Idem.</i>

(1) La Bourse de commerce fut édifée sur l'emplacement de l'ancienne Halle aux blés désaffectée, de 1886 à 1889, par l'architecte Henri Blondel (1832-1897). Elle fut inaugurée le 24 septembre 1889. Blondel, par l'intermédiaire de la Société anonyme concessionnaire de la Bourse de commerce de Paris, avait obtenu de la Ville de Paris, la concession des bâtiments de la bourse (bail de 60 ans à compter de début 1889). La société concessionnaire, outre un loyer annuel versé à la Ville de Paris, devait supporter les frais du secrétariat de la Bourse de commerce (en fait un service de la Chambre de commerce, celle-ci étant légalement chargée de l'administration et de la police de la bourse). A l'expiration du bail, la Ville de Paris céda, par contrat du 7 juillet 1949, les bâtiments de la Bourse de commerce à la Chambre de commerce de Paris à compter du 1er juillet 1949.

2ETP/2/2/1 MARCHÉS DE LA BOURSE DE COMMERCE ⁽¹⁾

2ETP/2/2/10 Généralités

2ETP/2/2/10 1	Organisation et règlement des marchés, commissionnaires agréés près la bourse de commerce de Paris, relations avec les autres bourses de commerce : correspondance, textes réglementaires, circulaires, rapports, notes, coupures de presse, documentation. 1889-1933.
2ETP/2/2/10 2	<i>Idem.</i> 1933-1935.
2ETP/2/2/10 3	<i>Idem.</i> 1934-1937.
2ETP/2/2/10 4	<i>Idem.</i> 1936-1939.

(1) En 1889, la Chambre de commerce de Paris prit en charge l'administration de la Bourse de commerce. Un groupement syndical dit "syndicat général des grains, graines, farines, huiles, sucres et alcools" fut alors constitué. Chacun des syndicats qui le composaient, fonctionnait comme une commission de réglementation de son marché spécial. La Compagnie des courtiers de marchandises assermentés au Tribunal de commerce de la Seine n'avait d'autres droits réservés que celui de constater officiellement le cours des marchandises et celui de procéder aux ventes publiques.

En 1935, la Chambre de commerce adopta un nouveau règlement général des marchés réglementés ; la Compagnie des commissionnaires agréés près la Bourse de commerce de Paris fut alors créée. Sept marchés à terme fonctionnaient alors : blés et seigles, avoines et orges, riz et maïs, sucres blancs, alcools, huiles, caoutchoucs bruts. Ces marchés réglementés furent suspendus en 1939. La loi du 9 août 1950 réorganisa la place de Paris.

A partir de 1961, la réouverture progressive des marchés commença. Parallèlement, des marchés libres, non contrôlés par la Chambre de commerce, s'étaient établis dans les locaux de la Bourse de commerce. La loi du 8 juillet 1983 transféra le contrôle des marchés à la Commission des marchés à terme de marchandises (C.O.M.T.), institution spécialisée de caractère public qui fut installée officiellement le 3 octobre 1984. La C.O.M.T. a été dissoute par la loi du 31 décembre 1987 qui a placé l'ensemble des marchés à terme français sous la tutelle du Conseil du marché à terme. La Commission des opérations de Bourse (C.O.B.) est désormais chargée de la surveillance des marchés.

2ETP/2/2/10 5	<i>Idem.</i> 1943-1981.
2ETP/2/2/10 6	Marchés réglementés des blés, seigles, avoines, orges et sucres, contrôle des opérations, activités, cours, stocks : correspondance, rapports, documentation. 1930-1936.
2ETP/2/2/10 7	<i>Idem.</i> 1935-1937.
2ETP/2/2/10 8	Bourse de commerce, physionomie et cours des marchés, stocks : rapports mensuels. 1923-1927.
2ETP/2/2/10 9	<i>Idem.</i> 1928-1932.
2ETP/2/2/10 10	<i>Idem.</i> 1933-1937.
2ETP/2/2/10 11	Chambre arbitrale, création, statuts, règlement, composition : correspondance, notes, 1926-1934 ; contrôle et police de la bourse, organisation, accès à la bourse, admission des étrangers, incidents divers : correspondance, notes, 1915-1940.
2ETP/2/2/10 12	Courtiers de commerce, courtiers de marchandises assermentés près le Tribunal de commerce de la Seine, statuts, activités : correspondance, textes législatifs et réglementaires, rapports. 1803-1922.
2ETP/2/2/10 13	<i>Idem.</i> 1923-1978.
2ETP/2/2/10 14	Courtiers de marchandises assermentés près le Tribunal de commerce de la Seine, répartition par marchés : listes. 1911-1966.
2ETP/2/2/10 15	Syndicat du commerce des blés, seigles, avoines et orges à Paris, statuts, règlement, désignation des membres de la chambre syndicale (comité dirigeant) par la Chambre de commerce de Paris : correspondance, notes, documentation. 1930-1932.

2ETP/2/2/10 16 *Idem*, 1933-1936 ; bourses de commerce étrangères : documentation, 1955-1971.

2ETP/2/2/11 Marché des alcools et vins

2ETP/2/2/11 1 Réglementation, organisation, cotation, syndicat du commerce des alcools : correspondance, rapports, documentation. 1856-1935.

2ETP/2/2/12 Marché des caoutchoucs

2ETP/2/2/12 1 Création, réglementation, organisation, cotation : correspondance, textes réglementaires, rapports, notes, documentation. 1915-1940.

2ETP/2/2/13 Marché des grains et farines ⁽¹⁾

2ETP/2/2/13 1 Halle aux blés, aux grains et à la farine, organisation, approvisionnement : correspondance, enquêtes, rapports, documentation, 1828-1880 ; Bourse de commerce, marché des grains et farines, règlement, organisation, cotation, chambre syndicale : correspondance, textes législatifs et réglementaires, rapports, notes, documentation, 1901-1913.

2ETP/2/2/13 2 Bourse de commerce, marché des grains et farines. 1914-1926.

2ETP/2/2/13 3 *Idem*. 1927-1929.

(1) Avoines, blés, seigles, farines.

2ETP/2/2/13 4	<i>Idem.</i> 1930.
2ETP/2/2/13 5	<i>Idem.</i> 1931-1932.
2ETP/2/2/13 6	<i>Idem.</i> 1933-1934.
2ETP/2/2/13 7	<i>Idem.</i> 1935-1949.
2ETP/2/2/13 8	Marché des farines-fleurs, règlement, organisation, syndicat : correspondance, rapports, notes, 1923-1940 ; marché des blés, règlement, organisation, syndicat : correspondance, rapports, notes, 1935-1940.
2ETP/2/2/13 9	Marché des blés. 1935-1940.
2ETP/2/2/13 10	1ère "affaire des blés" 1930, procédure judiciaire : correspondance, notes, 1930-1935 ; Office du blé ⁽¹⁾ , création, activités, 2e "affaire des blés" 1933 : correspondance, textes législatifs et réglementaires, notes, coupures de presse, 1933-1936.
2ETP/2/2/13 11	2e "affaire des blés". 1933-1936.
2ETP/2/2/13 12	Conférence interprofessionnelle du blé, interventions auprès des pouvoirs publics et de la Banque de France : correspondance, notes techniques, 1934 ; conférence interprofessionnelle du blé, réunions, convocations, débats : correspondance, procès-verbaux, documentation, 1934-1935.
2ETP/2/2/13 13	Conférence interprofessionnelle du blé, réunions. 1934-1935.

(1) Créé en application de la loi du 10 juillet 1933.

2ETP/2/2/14 Marché des huiles

2ETP/2/2/14 1 Règlement, organisation, cotation, syndicat : correspondance, notes, documentation. 1883-1940.

2ETP/2/2/15 Marché des maïs, orges et riz

2ETP/2/2/15 1 Marché des maïs et riz, règlement, organisation, cotation, syndicat : correspondance, notes, documentation. 1906-1934.

2ETP/2/2/15 2 *Idem* ; marché des orges de brasserie : correspondance, rapport, 1926-1931.

2ETP/2/2/17 Marché des sucres

2ETP/2/2/17 1 Sucres-types, classification, règlement, usages commerciaux, imposition : correspondance, rapports, documentation. 1838-1907.

2ETP/2/2/17 2 Marché des sucres, règlement, organisation, cotation, syndicat : correspondance, rapports, notes, documentation. 1852-1921.

2ETP/2/2/17 3 *Idem.* 1922-1929.

2ETP/2/2/17 4 *Idem.* 1929-1978.

2ETP/2/2/18 Marché des suifs

2ETP/2/2/18 1 Règlement, usages commerciaux, cotation : correspondance, textes réglementaires, rapport. 1869-1916.

2ETP/2/2/19 Marchés divers

2ETP/2/2/19 1 Marchés divers, café, cacao, tourteaux de soja, sidérurgie, projets, création, règlement : correspondance, rapports, notes. 1953-1983.

2ETP/2/2/2 MARCHÉ FINANCIER (BOURSE DES VALEURS)

2ETP/2/2/20 1 Bourse des valeurs, marché financier, organisation, cotation : correspondance, rapports, notes, documentation. 1813-1983.

2ETP/2/2/3 HALLES ET MARCHÉS

2ETP/2/2/30 1 Réglementation : rapports, documentation. 1976-1984.

2ETP/2/2/4 FOIRES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES (1)

2ETP/2/2/41 Foire de Paris (2)

- | | |
|----------------------|--|
| 2ETP/2/2/41 1 | Historique, création, Comité de la foire de Paris, statuts, rivalité avec Lyon : correspondance, rapports, notes, documentation, coupures de presse. 1897-1917. |
| 2ETP/2/2/41 2 | Comité de la Foire de Paris, , statuts, conventions, composition du conseil d'administration et du comité de direction : correspondance, notes, documentation. 1916-1970. |
| 2ETP/2/2/41 3 | Foire de Paris, préparation, implantation, manifestations diverses, stand de la Chambre de commerce de Paris, réunion du conseil d'administration et du comité de direction du Comité de la foire de Paris : correspondance, rapports, notes, plans, documentation, coupures de presse. 1917-1922. |
| 2ETP/2/2/41 4 | <i>Idem.</i> 1923-1930. |
| 2ETP/2/2/41 5 | <i>Idem.</i> 1931-1932. |
| 2ETP/2/2/41 6 | <i>Idem.</i> 1933-1935. |

(1) Voir aussi en sous-série 2ETP/2/4 les "foires-expositions".

(2) Le Comité de la foire de Paris fut constitué le 14 janvier 1902 (association loi 1901). La première foire se tint en 1904 au marché du Temple, de 1905 à 1909 au Grand-Palais, en 1910 à nouveau au marché du Temple, en 1911 et 1912 à la caserne du Château d'eau. La foire de 1913 ayant dû être annulée faute d'emplacement, le comité fut réorganisé sous le patronage de la Chambre de commerce de Paris, du Conseil municipal de Paris et du Conseil général de la Seine. La première assemblée générale du nouveau comité eut lieu le 7 octobre 1916, le président de la Chambre de commerce étant désormais président du conseil d'administration, le comité de direction présidé par un membre de la Chambre. Interrompue depuis 1912, la foire de Paris se tint à nouveau en 1917, à l'esplanade des Invalides. Annulée en 1918, elle s'installa de 1919 à 1924 sur l'esplanade des Invalides ou au Champ-de-Mars. En 1925, elle fut ouverte pour la première fois à la porte de Versailles. Elle fut interrompue seulement en 1943 et 1944. Reconnu d'utilité publique par décret du 22 janvier 1928, le comité de la foire de Paris a pris en 1971 le nom de "Comité des expositions de Paris : foire de Paris et salons professionnels".

2ETP/2/2/41 7	<i>Idem.</i> 1936-1940.
2ETP/2/2/41 8	<i>Idem.</i> 1941-1947.
2ETP/2/2/41 9	<i>Idem.</i> 1948-1949.
2ETP/2/2/41 10	<i>Idem.</i> 1950-1952
2ETP/2/2/41 11	<i>Idem.</i> 1953-1954
2ETP/2/2/41 12	<i>Idem.</i> 1954-1955.
2ETP/2/2/41 13	<i>Idem.</i> 1956.
2ETP/2/2/41 14	<i>Idem.</i> 1956-1957.
2ETP/2/2/41 15	<i>Idem.</i> 1958-1959.
2ETP/2/2/41 16	<i>Idem.</i> 1960.
2ETP/2/2/41 17	<i>Idem.</i> 1961-1962.
2ETP/2/2/41 18	<i>Idem.</i> 1963-1964.
2ETP/2/2/41 19	<i>Idem.</i> 1965-1966.
2ETP/2/2/41 20	<i>Idem.</i> 1967-1968.

- 2ETP/2/2/41 21** *Idem.* 1969-1970.
- 2ETP/2/2/41 22** *Idem.* 1971-1972.
- 2ETP/2/2/41 23** *Idem*, 1973-1974 ; Comité des expositions de Paris, Foire de Paris et salons professionnels, assemblée générale, conseil d'administration : dossiers de réunions, 1982 ; avis donnés par la Chambre de commerce de Paris en vue de l'agrément des foires de 1975 à 1978 : correspondance, 1974-1978.
- 2ETP/2/2/41 24** Société d'exploitation du parc des expositions de la Ville de Paris ⁽¹⁾, statuts, activités : correspondance, notes, plans, documentation. 1947-1978.

2ETP/2/2/42 Foire de Lyon. Foire de Bordeaux

- 2ETP/2/2/42 1** Activités, participation de la Chambre de commerce de Paris, relations avec la Foire de Paris ⁽²⁾ : correspondance, notes, plans, photographies, documentation. 1909-1980.

(1) Créée le 29 décembre 1922 sous le nom de "Société immobilière des foires, expositions et fêtes de la Ville de Paris", elle a obtenu, par convention du 5 décembre 1923, la concession par la Ville de Paris, du parc des expositions de la porte de Versailles. Placée sous la responsabilité conjointe de la Chambre de commerce de Paris et de la Ville de Paris, elle est chargée de fournir au comité des expositions, les bâtiments et locaux pour organiser la foire de Paris et les salons professionnels (salon de l'agriculture en particulier). Voir aussi 2ETP/7/7/60 1.

(2) Sur la rivalité avec la foire de Paris, voir aussi 2ETP/2/2/41 1, 3 et 8.

2ETP/2/3 MAGASINS GÉNÉRAUX ⁽¹⁾. ENTREPÔTS

2ETP/2/3/1 LÉGISLATION

2ETP/2/3/10 1 Magasins généraux, salles de ventes publiques, récépissé-warrant, régime, réglementation, autorisations : correspondance, textes législatifs et réglementaires, enquêtes, rapports, documentation. 1853-1891.

2ETP/2/3/10 2 *Idem.* 1890-1952.

2ETP/2/3/2 MAGASINS GÉNÉRAUX

2ETP/2/3/20 1 Avis donnés par la Chambre de commerce à la Préfecture sur l'ouverture, l'extension, les règlements et tarifs des magasins généraux et des salles de ventes publiques : correspondance, rapports, plans, documentation. 1859-1894.

2ETP/2/3/20 2 *Idem.* 1883-1907.

(1) Établissements exploités par des personnes de droit privé qui mettent à la disposition du public des locaux destinés à recevoir des marchandises en vue de constituer une garantie à un prêt. L'ouverture d'un magasin général est soumise à dépôt d'une caution et autorisation préfectorale. Le déposant se voit remettre deux titres, transmissibles par endossement sans sortie du magasin, le récépissé (destiné à transférer la propriété de la marchandise) et le warrant (destiné à placer la marchandise à titre de gage entre les mains du prêteur). Le magasin général peut procéder à la vente publique des marchandises, à la demande du propriétaire ou du prêteur, sous le régime des salles de ventes publiques. Le régime des magasins généraux fut créé en 1848, les warrants introduits en 1858.

2ETP/2/3/20 3 *Idem.* 1908-1929.

2ETP/2/3/20 4 *Idem.* 1930-1933.

2ETP/2/3/20 5 *Idem.* 1933-1935.

2ETP/2/3/20 6 *Idem.* 1936-1947.

2ETP/2/3/20 7 *Idem.* 1948-1950.

2ETP/2/3/20 8 *Idem.* 1950-1952.

2ETP/2/3/20 9 *Idem.* 1952-1955.

2ETP/2/3/20 10 *Idem.* 1955-1962.

2ETP/2/3/20 11 *Idem.* 1962-1973.

2ETP/2/3/3 HALLES AUX CUIRS ⁽¹⁾

2ETP/2/3/30 1 Avis donnés par la Chambre de commerce de Paris à la Préfecture sur l'ouverture, les changements de propriétaires et de tarifs de la Halle aux cuirs : correspondance, rapports, documentation. 1852-1948.

(1) Magasin général spécialisé dans les cuirs, installé à Paris.

2ETP/2/3/4 ENTREPÔTS ⁽¹⁾ ET MANUTENTION DE LA DOUANE

2ETP/2/3/40 1	Entrepôts réels de douane, entrepôts spéciaux, entrepôts fictifs ⁽²⁾ , législation, régime, fonctionnement : correspondance, rapports. 1831-1964.
2ETP/2/3/40 2	Avis donnés par la Chambre de commerce de Paris à la Préfecture sur la réglementation, la taxation et les tarifs des entrepôts spéciaux et fictifs de sucres et de mélasses : correspondance, textes réglementaires, rapports, plans, documentation. 1844-1927.
2ETP/2/3/40 3	<i>Idem</i> , 1928-1938 ; entrepôts de minéraux, sels et produits manufacturés, 1836-1950.
2ETP/2/3/40 4	Entrepôts d'huiles minérales (hydrocarbures). 1875-1939.
2ETP/2/3/40 5	Entrepôts de matières animales et végétales. 1812-1940.
2ETP/2/3/40 6	<i>Idem</i> .

(1) La sous-série 2ETP/2/3/4 est consacrée pour l'essentiel aux entrepôts réels des douanes gérés par la Chambre de commerce de Paris. Certains de ces entrepôts ayant été établis sur les terrains des installations portuaires de Paris, exploitées par la Chambre de commerce, on trouvera donc dans cette sous-série des documents relatifs à la concession, l'exploitation, l'outillage et le personnel des installations portuaires (voir en particulier le service de la manutention et des entrepôts, les entrepôts de la Villette et de Pantin). Sur les ports fluviaux, notamment Gennevilliers et Ivry-sur-Seine, voir la sous-série 2ETP/4/4/61.

(2) Les entrepôts réels des douanes furent créés pour faciliter les opérations d'importation et d'exportation, offrant la possibilité d'un stockage sous douane des marchandises, ces entrepôts fonctionnant en outre sous le régime des magasins généraux, avec délivrance de récépissé-warrant. La loi du 27 février 1832 accorda aux villes de l'intérieur, la faculté d'ouvrir des entrepôts réels et d'en concéder l'exploitation à des particuliers si elles le souhaitaient. Des entrepôts spéciaux pouvaient être autorisés pour le stockage de certaines marchandises nécessitant des installations particulières. Enfin, le régime de l'entrepôt fictif permettait le stockage sous douane des marchandises dans les magasins des négociants, pour certains cas particuliers.

2ETP/2/3/40 7	Manutention de la Douane ⁽¹⁾ , installations, règlement, tarifs, activités, relations avec l'administration des douanes : correspondance, rapports, statistiques, plans, documentation. 1823-1869.
2ETP/2/3/40 8	<i>Idem.</i> 1848-1888.
2ETP/2/3/40 9	<i>Idem.</i> 1891-1913 ; statut des bâtiments de la Douane, relations et conventions entre la Chambre de commerce de Paris et la Ville de Paris : rapports, notes, documentation, 1872-1914.
2ETP/2/3/40 10	Manutention de la Douane, bâtiments, construction, aménagements, matériel : correspondance, rapports, notes, devis, factures, plans. 1841-1913.
2ETP/2/3/40 11	<i>Idem.</i> 1905-1934.
2ETP/2/3/40 12	Manutention de la douane, opérations de la succursale aux expositions universelles de 1855 et 1867 ⁽²⁾ : rapports, statistiques, 1855-1867 ; personnel, nominations, rémunération : correspondance, dossiers individuels, notes, 1864-1914.

(1) Le service de la "manutention de la douane" est chargé des opérations sur les marchandises entrant en douane (reconnaissance, déballage, emballage, etc.), facilitant ainsi la visite douanière. Le bureau de visite de Paris fut établi par arrêté du 25 ventôse an VIII (16 mars 1800). Il s'installa 178 (actuel 172) rue Montmartre puis en 1807, 13 rue Bergère et en 1823, 32 rue d'Enghien. En 1824, à la demande du préfet de la Seine, la Chambre de commerce fut chargée de contrôler la comptabilité du service. En 1841, le bureau fut transféré à son emplacement actuel : rue Neuve-Sanson (depuis 1844 rue de la Douane). En 1844-1845, la Chambre de commerce participa à la restructuration du bâtiment. Enfin, en 1851, elle prit en charge directement le service de la manutention. Le 28 août 1914, la Ville de Paris concéda à la Chambre de commerce, sans limitation de durée, les immeubles communaux de la douane. Par arrêté du 29 juillet 1970, la rue de la Douane est devenue rue Léon-Jouhaux.

(2) Voir aussi 2ETP/2/4/11 1 et 2

2ETP/2/3/40 13	Personnel. 1931-1956.
2ETP/2/3/40 14	Douane centrale, laboratoire central de chimie ⁽¹⁾ , création, activités, accidents, remplacement par un bureau de poste : correspondance, rapports, notes, plans. 1875-1926.
2ETP/2/3/40 15	Service de la manutention et des entrepôts, activités, installations, règlement, tarifs, personnel : correspondance, rapports, notes. 1914-1940.
2ETP/2/3/40 16	<i>Idem.</i>
2ETP/2/3/40 17	<i>Idem.</i>
2ETP/2/3/40 18	<i>Idem.</i> 1941-1967.
2ETP/2/3/40 19	Service de la manutention et des entrepôts : correspondance générale. 1919-1948.
2ETP/2/3/40 20	Entrepôts, inventaire général, 1958-1960 ; affaires litigieuses : correspondance, notes, 1923-1941.
2ETP/2/3/40 21	Manutention de la douane, entrepôts, assurances, responsabilité, contrats, tarifs, états de marchandises assurées : correspondance, rapports, notes, projets de polices, plans, documentation. 1866-1937.

(1) Créé en 1875 sous le nom de Laboratoire saccharimétrique, il fut agrandi une première fois en 1888 puis à nouveau en 1897 lors de sa fusion avec le laboratoire des contributions indirectes (décret du 30 juillet 1897). Ce service a quitté la Douane centrale en 1925. Il fut alors remplacé par le bureau de Poste 125.

2ETP/2/3/40 22	Entrepôt réel des douanes de Paris ⁽¹⁾ , emplacement, création, préparation du cahier des charges et des tarifs : correspondance, rapports, pétitions, plans, documentation. 1811-1833.
2ETP/2/3/40 23	<i>Idem</i> , 1832-1834 ; entrepôt de l'Ile-des-cygnés ⁽²⁾ , historique, travaux, suspension d'exploitation, indemnités : correspondance, notes, 1833-1860.
2ETP/2/3/40 24	Entrepôt des Marais, docks Napoléon ⁽³⁾ , cahier des charges, travaux, tarifs, mouvements de marchandises : correspondance, rapports, statistiques, plans. 1833-1861.
2ETP/2/3/40 25	Cabinets particuliers ⁽⁴⁾ , entrepôt de la Douane centrale, projet, construction, travaux, financement, régime légal, règlement, activités : correspondance, rapports, notes, devis. 1850-1912.

-
- (1) En vertu de la loi du 27 février 1832, la Ville de Paris décida d'ouvrir un entrepôt réel des douanes. En fait, deux entrepôts distincts furent créés (ordonnance royale du 31 août 1833) : l'entrepôt des Marais, concédé à M. Thomas et l'entrepôt de l'Ile-des-cygnés à M. Alary. Ils furent ouverts en 1834.
- (2) Cet entrepôt fut ouvert en 1834 sur les terrains du Gros-caillou (ancienne Ile-des-cygnés ; actuel quai Branly). Rapidement déficitaire, l'entrepôt fut fermé par ordonnance royale du 30 janvier 1839 et la concession suspendue. C'est cette concession que la Chambre de commerce de Paris tenta vainement de se faire attribuer à partir de 1874. Voir "affaire du 2e entrepôt" en 2ETP/2/3/40 27 et 28.
- (3) L'entrepôt des Marais fut établi sur l'ancienne place des Marais, le long du canal Saint-Martin, en 1834. En 1841, le bureau de visite de la douane et le service de la manutention s'installèrent sur les terrains contigus (rue Neuve-Sanson). En 1852, M. Jonnart qui avait repris la concession de M. Thomas, céda la concession à MM. Cusin et Legendre. L'entrepôt prit alors le nom de "Docks-Napoléon". En 1858, la société mise en liquidation, l'entrepôt fut repris par la compagnie des entrepôts et magasins généraux de Paris. En 1865, l'entrepôt réel des douanes fut transféré à la Villette. A noter enfin que ces diverses sociétés géraient aussi les entrepôts spéciaux des sels et des sucres, ainsi que l'entrepôt réel d'octroi de Paris.
- (4) En 1876, la Chambre de commerce fit construire, quai de Valmy, un bâtiment, inauguré le 23 avril 1877, à usage de cabinets-entrepôts pour faciliter les opérations du service de la manutention. De nombreuses extensions furent réalisées ultérieurement. En 1934, l'ensemble forma l'entrepôt de la douane centrale, annexe de l'entrepôt réel des douanes de Paris, concédé depuis 1914 à la Chambre de commerce de Paris. En 1947, un incendie détruisit une partie des installations ; la campagne de reconstruction fut menée de 1951 à 1957.

2ETP/2/3/40 26	<i>Idem.</i> 1919-1975.
2ETP/2/3/40 27	"Affaire du 2e entrepôt" ⁽¹⁾ : correspondance, rapports, notes, plans, documentation. 1869-1882.
2ETP/2/3/40 28	<i>Idem.</i>
2ETP/2/3/40 29	Entrepôt réel des douanes de Paris, concession à la Chambre de commerce ⁽²⁾ , création de l'entrepôt réel d'Austerlitz, historique, négociations, conventions, règlement, tarifs, travaux d'aménagements : correspondance, rapports, notes, plans, documentation. 1909-1914.
2ETP/2/3/40 30	<i>Idem.</i>
2ETP/2/3/40 31	<i>Idem.</i>

(1) A partir de 1874, la Chambre de commerce de Paris tenta de faire rétablir à son profit la concession de l'entrepôt réel des douanes de l'Ile-des-cygnés, suspendue depuis 1839. Le projet échoua. La Chambre de commerce devait attendre l'expiration de la concession de l'entrepôt des Marais (transféré entre-temps à la Villette) en 1914 pour réaliser son ambition. Une abondante documentation fut réunie à l'appui du projet de "2e entrepôt" ; on y trouve en particulier les copies de toutes les pièces officielles relatives à la manutention et aux entrepôts réels.

(2) L'expiration de la concession de l'entrepôt réel exploité par la compagnie des entrepôts et magasins généraux de Paris en 1914 permit à la Chambre de commerce de réaliser le projet arrêté depuis une quarantaine d'années. Le décret du 20 juillet 1914 lui accorda l'exploitation de l'entrepôt réel des douanes de Paris. L'entrepôt fut ouvert le 24 juillet 1914 dans les locaux loués à la société du port et des magasins publics de Paris-Austerlitz (S.M.P.A.).

Les installations rapidement jugées insuffisantes, la Chambre s'engagea à réaliser un deuxième entrepôt dans le Nord-Est parisien. Divers entrepôts furent ouverts alors pour soulager celui d'Austerlitz (la Villette, Saint-Ouen, Bastille, etc.). Par la construction, à partir de 1929, de l'entrepôt de Pantin, la Chambre de commerce put réaliser sa promesse de 1914. Depuis l'arrêté ministériel du 18 août 1967, les entrepôts de la Chambre de commerce sont soumis au régime des entrepôts publics. L'entrepôt d'Austerlitz est fermé depuis le 31 décembre 1966.

2ETP/2/3/40 32	Relations entre la Chambre de commerce de Paris et la société du port et des magasins publics de Paris-Austerlitz, convention de 1914, avenants, homologation, enregistrement, litiges : correspondance, rapports, notes, documentation. 1914-1947.
2ETP/2/3/40 33	<i>Idem.</i>
2ETP/2/3/40 34	<i>Idem</i> ; entrepôt d'Austerlitz, fermeture : correspondance, notes, plans, 1948-1968.
2ETP/2/3/40 35	Entrepôt d'Austerlitz, gestion, publicité, personnel : correspondance, notes. 1914-1952.
2ETP/2/3/40 36	Bâtiments, aménagements, litiges : correspondance, rapports, notes, plans, 1914-1923 ; affaires litigieuses, réclamations, vols : correspondance, notes, 1914-1939.
2ETP/2/3/40 37	Affaires litigieuses. 1914-1939.
2ETP/2/3/40 38	Entrepôt de la Villette ¹ , transfert de l'entrepôt des Marais à la Villette, tarifs, activités : correspondance, statistiques, documentation, 1865-1911 ; gestion par la Chambre de commerce de Paris, matériels, personnel, magasin du Pont-tournant : correspondance, rapports, notes, 1913-1949.
2ETP/2/3/40 39	Entrepôt de la Villette. 1913-1949.

1 De 1865 à 1914, l'entrepôt réel des douanes de Paris fut installé à la Villette, exploité par la compagnie des entrepôts et magasins généraux de Paris. En 1915, la Chambre de commerce loua à la Ville de Paris deux entrepôts pour former une annexe à l'entrepôt réel d'Austerlitz. En 1917, le magasin dit du "Pont-tournant" fut loué à la compagnie des entrepôts et magasins généraux de Paris. Après l'ouverture de l'entrepôt de Pantin en 1931, seul fut maintenu un bureau de douane, la Chambre de commerce assurant également l'exploitation de l'outillage du port depuis 1922. Celle-ci fut assumée par le service des ports de la Chambre de commerce jusqu'en 1952 puis par l'entrepôt de Pantin.

2ETP/2/3/40 40	Entrepôt de Saint-Ouen ⁽¹⁾ , création, historique, tarifs, gestion, personnel, installations : correspondance, notes, plans, documentation, 1869-1947 ; entrepôt de la Bastille ⁽²⁾ , location, travaux, tarifs : correspondance, notes, plans, 1915-1919.
2ETP/2/3/40 41	Entrepôt du faubourg Saint-Martin ³ , acquisition, résiliation : correspondance, notes, plans, 1920-1921 ; entrepôt de la rue Ginoux ⁽⁴⁾ , projets, création, conventions, installations : correspondance, rapports, notes, 1922-1935 ; entrepôt de Pantin ⁽⁵⁾ , concession, conventions, financement, agrandissements : correspondance, rapports, notes, plans, 1925-1927.
2ETP/2/3/40 42	Entrepôt de Pantin. 1926-1934.

-
- (1) La Chambre de commerce obtint en 1916 la concession de l'entrepôt réel de Saint-Ouen. Auparavant, concédé à la Ville de Saint-Ouen, l'entrepôt était exploité par la Compagnie des entrepôts et magasins généraux de Paris, depuis 1876. L'entrepôt de Saint-Ouen fut fermé à compter du 31 décembre 1969.
- (2) De 1916 à 1920, une annexe de l'entrepôt d'Austerlitz fut ouverte boulevard de la Bastille, dans les locaux appartenant à la compagnie des omnibus.
- (3) Dans le but de remplacer l'entrepôt de la Bastille, la Chambre de commerce fit l'acquisition en 1920 de l'ancien dépôt de la compagnie des omnibus, 160 faubourg Saint-Martin. Les travaux commencèrent, mais en 1921, le terrain fut rétrocédé à la compagnie des omnibus.
- (4) L'entrepôt-annexe du 27 rue Ginoux, destiné aux pelleteries et fourrures fut ouvert le 11 mai 1923 dans des magasins appartenant à la société du marché français des fourrures et pelleteries. L'entrepôt fut fermé en 1956.
- (5) A partir de 1922, le département de la Seine réalisa un vaste programme d'aménagement du "Port de Paris": sur le canal de l'Ourcq, la réalisation du bassin de Pantin et sur la Seine en aval de Paris, la création du port de Gennevilliers. La Chambre de commerce prit part à la réalisation du complexe de Pantin. En 1929, elle se voyait concéder l'aménagement et l'exploitation du terre-plein sud du bassin, en 1931, le terre-plein nord. Par ailleurs, un décret du 30 août 1930 autorisait l'ouverture d'un entrepôt réel à Pantin. L'ensemble fut inauguré le 28 novembre 1931. Enfin, en 1950, la gare internationale routière (G.I.R.) fut ouverte. En 1897, la Chambre de commerce avait déjà obtenu la concession, par les services de la navigation de la Seine, du port de raccordement d'Ivry-sur-Seine et elle participa activement à la réalisation du complexe de Gennevilliers à partir de 1930 (constitué depuis en G.I.E. "Paris-Terminal" entre la Chambre de commerce et d'industrie de Paris et le Port autonome de Paris). Pour les ports d'Ivry et de Gennevilliers, voir en sous-série 2ETP/4/4/61.

2ETP/2/3/40 43	Inauguration du 28 novembre 1931, organisation, invitations, discours : correspondance, notes, plans, 1931 ; mises en exploitation des installations : correspondance, notes, 1931-1934 ; travaux, raccordements aux lignes de chemin de fer, affaissements des sols, contentieux : correspondance, rapports, notes, plans, 1927-1949.
2ETP/2/3/40 44	Travaux. 1927-1949.
2ETP/2/3/40 45	Règlement, tarifs, gestion, activités, litiges, accidents : correspondance, rapports, notes. 1929-1937.
2ETP/2/3/40 46	<i>Idem</i> , 1940-1964 ; personnel, candidatures, nominations, litiges : correspondance, notes, 1930-1946.
2ETP/2/3/40 47	États trimestriels des recettes brutes : correspondance, notes. 1940-1967.
2ETP/2/3/40 48	Entrepôts divers (Clichy, Gennevilliers, Saint-Denis, Aubervilliers, Bercy, Ivry-sur-Seine), installations, tarifs : correspondance, rapports, notes, 1900-1922 ; entrepôts de province (Bordeaux, Dijon, Le Havre, Lyon, Nantes), création, tarifs, règlement : correspondance, documentation, 1803-1933.
2ETP/2/3/40 49	Manutention de la douane, entrepôts réels des douanes de Paris, tarifs ⁽¹⁾ , révisions : correspondance, rapports, notes, brochures. 1833-1882.
2ETP/2/3/40 50	<i>Idem</i> . 1884-1919.

(1) Sur les tarifs et leurs révisions, voir aussi précédemment les dossiers relatifs au Service des entrepôts et à chacun des entrepôts.

2ETP/2/3/40 51	<i>Idem.</i> 1920-1937.
2ETP/2/3/40 52	Service des entrepôts : dossiers des warrants réintégrés. 1956-1958.
2ETP/2/3/40 53	<i>Idem.</i> 1958-1960.
2ETP/2/3/40 54	<i>Idem.</i> 1960-1961.
2ETP/2/3/40 55	<i>Idem.</i> 1961-1962.

2ETP/2/4 EXPOSITIONS ⁽¹⁾

2ETP/2/4/0 GÉNÉRALITÉS

2ETP/2/4/00 1 Conventions internationales, réglementation, fréquence, organisation, récompenses, participation de la Chambre de commerce, construction des palais des expositions : correspondance, rapports, notes, documentation. 1900-1969.

2ETP/2/4/00 2 *Idem.* 1961-1975.

2ETP/2/4/00 3 *Idem* ; foires et expositions en France (hors de Paris) : correspondance, documentation, 1961-1963.

2ETP/2/4/1 EXPOSITIONS FRANÇAISES

2ETP/2/4/11 Expositions universelles ⁽²⁾

2ETP/2/4/11 1 Travaux de la manutention et opérations de la douane pendant l'exposition universelle de 1855 : rapport ⁽³⁾. 1855.

(1) Voir aussi les sous-séries 2ETP/2/1/50 manifestations commerciales et 2ETP/2/2/4 foires industrielles et commerciales.

(2) La convention de Paris du 22 novembre 1928 (modifiée en 1948) a institué un Bureau international des expositions (B.I.E.) qui a défini ainsi l'exposition universelle : manifestation, non périodique, ayant pour but de faire l'inventaire des moyens dont dispose l'activité humaine pour satisfaire aux besoins d'une civilisation en faisant ressortir les progrès réalisés depuis une époque déterminée, prise comme terme de comparaison et en assurant une présentation rationnelle".

(3) Rédigé par Moréno Henriquès, directeur du service de la manutention, ce manuscrit in-folio était conservé à la bibliothèque sous la cote [300/063]. Sur l'activité du bureau de la manutention de la douane aux expositions universelles de 1855 et 1867, voir aussi 2ETP/2/3/40 12.

2ETP/2/4/11 2 Exposition universelle de 1855 à Paris, organisation, règlement, emplacement, participation de la Chambre de commerce : correspondance, notes, plans, documentation, 1855-1856 ; exposition universelle de 1867 à Paris, 1864-1871 ; exposition universelle de 1878 à Paris, 1876-1879.

2ETP/2/4/11 3 Exposition universelle de 1889 à Paris, 1886-1889 ; exposition universelle de 1900 à Paris, 1895-1900.

2ETP/2/4/11 4 Exposition universelle de 1937 à Paris. 1934-1937.

2ETP/2/4/11 5 Exposition universelle à Paris, projets : correspondance, rapports. 1950-1966.

2ETP/2/4/12 Expositions spéciales

2ETP/2/4/12 1 Expositions spéciales à Paris, avis donnés par la Chambre de commerce à la Préfecture, patronage, invitations : correspondance, rapports, documentation. 1849-1964. (Classement dans l'ordre alphabétique des expositions : A à M).

2ETP/2/4/12 2 *Idem.* (P à T).

2ETP/2/4/12 3 Expositions spéciales en province, participation et patronage de la Chambre de commerce : correspondance, documentation. 1860-1967.

2ETP/2/4/2 EXPOSITIONS ÉTRANGÈRES

- 2ETP/2/4/20 1** Expositions étrangères en France, participation de la Chambre de commerce : correspondance, documentation, 1960-1966 ; expositions françaises à l'étranger, renseignements divers, invitations : correspondance, documentation, 1890-1961.
- 2ETP/2/4/20 2** Expositions et manifestations à l'étranger, renseignements divers, participation de la Chambre de commerce : correspondance, plans, documentation. Allemagne, 1875-1966 ; Autriche, 1845-1964.
- 2ETP/2/4/20 3** *Idem.* Belgique, 1876-1954 ; Bulgarie, 1892-1959 ; Danemark, 1926-1965 ; Espagne, 1902-1964.
- 2ETP/2/4/20 4** *Idem.* Grande-Bretagne, 1851-1966 ; Grèce, 1925-1960 ; Hongrie, 1884-1964.
- 2ETP/2/4/20 5** *Idem.* Italie, 1894-1964 ; Malte, 1953 ; Pays-Bas, 1883-1963 ; Pologne, 1921-1964 ; Roumanie, 1921-1966 ; Suède, 1909-1965.
- 2ETP/2/4/20 6** *Idem.* Suisse, 1917-1962 ; Tchécoslovaquie, 1898-1966 ; U.R.S.S., 1896-1967 ; Yougoslavie, 1921-1961.
- 2ETP/2/4/20 7** *Idem.* Afrique, 1916-1966 ; Asie, 1883-1966 ; Océanie, 1879-1966.
- 2ETP/2/4/20 8** *Idem.* Amérique, 1852-1965.
- 2ETP/2/4/20 9** *Idem.* Montréal, 1967.

2ETP/2/4/6 EXPOSITIONS PERMANENTES. MUSÉES COMMERCIAUX

- 2ETP/2/4/60 1** Expositions permanentes, musées commerciaux ⁽¹⁾ : correspondance, rapports, documentation. 1876-1956.
- 2ETP/2/4/60 2** Musée du costume à la Chambre de commerce de Paris, Centre de documentation du costume ⁽²⁾ : correspondance, rapports, notes, plans, documentation, 1932-1966 ; Maison de la mode : correspondance, rapport, 1962-1965.

(1) Dont le projet de musée commercial de Paris, agité depuis 1820, relancé à partir de 1883, aboutissant en 1891 au projet de musée national du commerce et de l'industrie à Paris. Seul l'Office public de renseignements commerciaux, conçu à l'origine comme partie du musée commercial, devait voir le jour en 1894. Voir 2ETP/6/2/12 10.

(2) Un projet de musée du costume, élaboré en association avec la Société de l'histoire du costume, avait échoué en 1933. Un nouveau projet vit le jour en 1960 avec le concours de l'Union française des arts du costume (U.F.A.C.) fondée en 1948. Il prit la forme d'une section de documentation du costume à l'École supérieure des industries du vêtement (E.S.I.V.) qui ouvrit ses portes le 1er janvier 1962 sous le nom de Centre de documentation du costume. A la suite de l'accord de 1981 conclu entre l'U.F.A.C. et l'Union des arts décoratifs, le Centre de documentation du costume a été transféré au pavillon de Marsan (Louvre) et a pris le nom de Musée des arts de la mode.

2ETP/2/5 ENSEIGNEMENT ET FORMATION PROFESSIONNELLE

2ETP/2/5/1 ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL

- 2ETP/2/5/10 1** Enseignement public, enseignement postscolaire, scolarité obligatoire, mixité : correspondance, rapports, documentation. 1816-1969.
- 2ETP/2/5/10 2** Enseignement général, secondaire et supérieur, organisation, diplômes, programmes, réformes : correspondance, rapports, documentation. 1889-1968.
- 2ETP/2/5/10 3** Enseignement des langues vivantes, méthodes, séjours linguistiques à l'étranger : correspondance, rapports, documentation. 1894-1945.
- 2ETP/2/5/10 4** Enseignement, divers (dont bourses d'études, cité universitaire, vacances scolaires) : correspondance, rapports, documentation. 1911-1951.

2ETP/2/5/2 ENSEIGNEMENT TECHNIQUE COMMERCIAL ET INDUSTRIEL

2ETP/2/5/22 Organisation ⁽¹⁾

- 2ETP/2/5/22 1** Enseignement technique, formation professionnelle continue, organisation, législation, financement, positions et rôle de la Chambre de commerce, situation à l'étranger : correspondance, rapports, notes, documentation. 1868-1909.

(1) Sur l'enseignement commercial, voir aussi la sous-série 2ETP/1/2/73.

2ETP/2/5/22 2	<i>Idem.</i> 1909-1913.
2ETP/2/5/22 3	<i>Idem.</i> 1912-1926.
2ETP/2/5/22 4	<i>Idem.</i> 1927-1947.
2ETP/2/5/22 5	<i>Idem.</i> 1949-1960.
2ETP/2/5/22 6	<i>Idem.</i> 1966-1974.
2ETP/2/5/22 7	<i>Idem.</i> 1975-1984 ; propositions de stages de formation continue reçues par la Chambre de commerce et d'industrie de Paris : correspondance, documentation, 1977.
2ETP/2/5/22 8	<i>Idem.</i> 1978.
2ETP/2/5/22 9	<i>Idem.</i> 1978-1979.

2ETP/2/5/23 Conseil supérieur. Comités

2ETP/2/5/23 1	Conseil supérieur de l'enseignement technique, comités de l'enseignement technique, comités divers, création, représentation des chambres de commerce, activités : correspondance, rapports. 1911-1938.
----------------------	---

2ETP/2/5/24 Associations. Groupements permanents

- 2ETP/2/5/24 1** Associations diverses en faveur de l'enseignement technique, création, statuts, demandes de subventions : correspondance, notes, documentation. 1908-1944.

2ETP/2/5/25 Congrès. Journées

- 2ETP/2/5/25 1** Congrès nationaux et internationaux de l'enseignement technique commercial et industriel, programmes, invitations, participation de la Chambre de commerce, demandes de subventions : correspondance, rapports, documentation. 1886-1938.

- 2ETP/2/5/25 2** Journées patronales de la formation professionnelle, Paris 10 et 11 juin 1955, organisation, enquêtes préparatoires, programme : correspondance, rapports, documentation. 1955.

2ETP/2/5/26 Écoles et cours

- 2ETP/2/5/26 1** Enseignement technique, écoles et cours ne dépendant pas de la Chambre de commerce de Paris, diplômes, relations avec la Chambre de commerce (patronage, subventions, participation au jury) : correspondance, rapports, notes, documentation. 1883-1956. (Classement dans l'ordre alphabétique des écoles : A à H).

- 2ETP/2/5/26 2** *Idem.* (I à V).

- 2ETP/2/5/26 3** Enseignement technique, établissements de la Ville de Paris et du département de la Seine, organisation, activités : correspondance, rapports, documentation, 1909-1927 ; Conservatoire national des arts et métiers, subvention de chaires ou de cours, activités, conseil d'administration : correspondance, rapports, documentation, 1900-1966.

2ETP/2/5/26 4 Conservatoire national des arts et métiers, laboratoire d'essais mécaniques, physiques, chimiques et de machines, Office national des brevets d'invention et des marques de fabrique ⁽¹⁾, création, participation de la Chambre de commerce : correspondance, rapports, documentation. 1901-1948.

2ETP/2/5/28 Promotion sociale

2ETP/2/5/28 1 Promotion sociale, cours de perfectionnement : correspondance, rapports, documentation. 1953-1963.

2ETP/2/5/29 Utilisation du cinéma

2ETP/2/5/29 1 Utilisation du cinéma dans l'enseignement technique, cinémathèque des écoles d'enseignement commercial supérieur : correspondance, documentation. 1916-1939.

2ETP/2/5/3 ORIENTATION PROFESSIONNELLE

2ETP/2/5/30 1 Orientation professionnelle, offices d'orientation professionnelle, centre d'orientation et de sélection professionnelle, création, organisation, congrès : correspondance, rapports, documentation. 1922-1952.

(1) Voir aussi la sous-série 2ETP/3/3/91.

2ETP/2/5/4 APPRENTISSAGE

2ETP/2/5/41 Organisation

2ETP/2/5/41 1	Apprentissage, réglementation, contrats d'apprentissage, enquêtes sur les conditions de l'apprentissage, commissions et associations, congrès : correspondance, textes législatifs et réglementaires, rapports, notes, documentation. 1849-1915.
2ETP/2/5/41 2	<i>Idem.</i> 1915-1922.
2ETP/2/5/41 3	<i>Idem.</i> 1923-1927.
2ETP/2/5/41 4	<i>Idem.</i> 1927-1933.
2ETP/2/5/41 5	<i>Idem.</i> 1939-1951.
2ETP/2/5/41 6	<i>Idem.</i> 1949-1973.
2ETP/2/5/41 7	Chambres de métiers ⁽¹⁾ , création, organisation, rôle dans l'apprentissage : correspondance, rapports, documentation. 1918-1930.
2ETP/2/5/41 8	<i>Idem.</i> 1931-1950.
2ETP/2/5/41 9	<i>Idem.</i> 1952-1971.

(1) Les chambres de métiers furent créées par la loi du 26 juillet 1925. Le 15 octobre 1931 se tint la première session de l'Assemblée des présidents des chambres de métiers de France. Le décret du 7 mars 1965 a créé une Assemblée permanente des chambres de métiers, établissement public.

2ETP/2/5/45 1	Apprentissage, rôle des chambres de commerce : correspondance, rapports, documentation. 1921-1952.
2ETP/2/5/45 2	Ateliers-écoles préparatoires à l'apprentissage de la Chambre de commerce de Paris, création, organisation, locaux, gestion, financement : correspondance, rapports, notes, documentation, plans. 1920-1934.
2ETP/2/5/45 3	<i>Idem.</i> 1928-1940.
2ETP/2/5/45 4	<i>Idem.</i> 1936-1952.
2ETP/2/5/45 5	<i>Idem.</i> 1948-1955.
2ETP/2/5/45 6	<i>Idem</i> , 1953-1967 ; élèves, admission, recommandations, examens, distribution des prix, bourses : correspondance, notes, 1923-1949.
2ETP/2/5/45 7	Personnel, règlement, candidatures, nominations, rémunération : correspondance, rapports, notes. 1924-1956.
2ETP/2/5/45 8	Personnel, dossiers individuels : correspondance, notes (classement alphabétique). 1946-1955.
2ETP/2/5/45 9	Ateliers-écoles rue des Bourdonnais, rue de l'Arbre-sec, rue des Épinettes, rue Volta, rue au Maire, avenue de Saint-Mandé, activités, locaux, élèves : correspondance, notes. 1905-1956.

(1) Pour le détail des implantations et des formations dispensées, voir l'annexe consacrée aux ateliers-écoles.

- 2ETP/2/5/45 10** Atelier-école rue des Haies, activités, locaux, élèves : correspondance, notes, plans, croquis, documentation, 1920-1934; atelier-école à Andrésy, création, organisation, activités, visites, annexe de Gennevilliers : correspondance, notes, plans, 1930-1986; atelier-école à Ollainville, acquisition, activités : correspondance, notes, 1939-1942.
- 2ETP/2/5/45 11** Atelier-école avenue Gambetta, inauguration, installations, activités, élèves : correspondance, rapports, notes, plans, documentation, 1933-1964 ; école technique d'horticulture de Jouy-en-Josas, inauguration : correspondance, notes, plans, 1964 ; ateliers-écoles rue de la Jussienne, rue Vivienne, locaux, activités : correspondance, notes, 1926-1929.
- 2ETP/2/5/45 12** Ateliers-écoles rue de l'Abbé-Grégoire, rue Jean-Ferrandi, inauguration, activités, locaux : correspondance, notes, plans, 1941-1962 ; atelier-école place des Vosges, personnel : correspondance, 1928-1932 ; atelier-école rue de la Grange-aux-belles, locaux activités : correspondance, notes, 1926-1950 ; atelier-école rue du Terrage, locaux : correspondance, 1929-1930.
- 2ETP/2/5/45 13** Atelier-école boulevard Saint-Marcel, inauguration, activités, personnel, élèves : correspondance, notes, 1932-1954 ; ateliers-écoles rue Saint-Lambert, rue de Babylone, locaux : correspondance, 1923-1931.
- 2ETP/2/5/45 14** Établissements temporairement pris en charge ou abrités par la Chambre de commerce de Paris. École des métiers des industries du vêtement ⁽¹⁾ : correspondance, notes, 1946-1955 ; École supérieure de la couture ⁽²⁾ : correspondance, notes, documentation, 1930-1933 ; École professionnelle ⁽³⁾, 97 rue de l'Ouest : correspondance, rapports, notes, pièces comptables, 1931-1934.

(1) Appelée couramment école des tailleurs, elle fut abritée par la Chambre de commerce successivement rue de Babylone, puis rue de la Jussienne et rue Philippe-de-Girard, enfin avenue Gambetta (pour le détail de ces implantations : se reporter à l'annexe consacrée aux ateliers-écoles). L'École fut transformée en collège technique municipal en 1954.

(2) Établie par la chambre syndicale de la couture parisienne, elle fut ouverte le 15 septembre 1930 dans les locaux de l'atelier-école de la rue de l'Arbre-sec.

(3) Appelée École Rachel, section féminine, fondée en 1916, son fonctionnement fut pris en charge par la Chambre de commerce en 1933 et 1934.

2ETP/2/5/5 BOURSES. STAGES. VOYAGES D'ÉTUDES

- 2ETP/2/5/50 1** Stages à l'étranger, voyages d'études, réglementation, demandes de places, bourses, subventions : correspondance, rapports, notes, documentation. 1916-1962.
- 2ETP/2/5/50 2** Stages à la Chambre de commerce de Paris, demandes, organisation : correspondance, notes. 1959-1965.
- 2ETP/2/5/50 3** *Idem.* 1966.
- 2ETP/2/5/50 4** Bourses de séjour à l'étranger attribuées par des organismes autres que la Chambre de commerce, bourses d'études sollicitées dans des écoles autres que celles de la Chambre de commerce, règlement, concours, attribution : correspondance, notes, documentation. 1894-1961.

2ETP/2/5/8 LANGUES AUXILIAIRES

- 2ETP/2/5/80 1** Espéranto ⁽¹⁾, langue commerciale universelle, autres langues auxiliaires, projets, enseignement : correspondance, notes, documentation. 1900-1966.

(1) Sur le fonds espérantiste de la bibliothèque de la Chambre de commerce de Paris, voir 2ETP/1/2/54 41.

- 2ETP/3 -
LÉGISLATION

2ETP/3/1 DROIT ADMINISTRATIF ⁽¹⁾

2ETP/3/1/1 ORGANISATION ADMINISTRATIVE

2ETP/3/1/10 Représentation nationale

- | | |
|----------------------|--|
| 2ETP/3/1/10 1 | Constitution, assemblées, 1958-1968 ; programmes électoraux, 1973-1974 ; Conseil national économique ⁽²⁾ , 1916-1934. |
| 2ETP/3/1/10 2 | Conseil national économique, Conseil économique et social. 1934-1965. |
| 2ETP/3/1/10 3 | Représentation des chambres de commerce au sein du Conseil national économique. 1946-1960. |

2ETP/3/1/11 Organisation et réforme administratives

- | | |
|----------------------|---|
| 2ETP/3/1/11 1 | Organisation administrative, réforme, simplification, 1903-1979 ; représentation économique, 1913-1946. |
| 2ETP/3/1/11 2 | Élections, droit de vote, modes de scrutin, vote des femmes. 1910-1970. |

(1) Le détail de la typologie des pièces n'a pas été repris dans l'analyse de la série III. En effet, cette série résultant pour l'essentiel de l'activité consultative de la Chambre de commerce, on y trouvera des documents ayant trait à l'activité de l'Assemblée générale et des commissions : notes préparatoires, enquêtes, études, documentation, analyse de textes législatifs, rapports.

(2) Le décret du 16 janvier 1925 institua un Conseil national économique auprès du président du conseil. La loi du 19 mars 1936 consolida le Conseil et étendit ses attributions. Suspendu par décret du 16 octobre 1939, il fut supprimé par la loi du 20 décembre 1940. La constitution de 1946 le rétablit sous le nom de Conseil économique. Celle de 1958 le transforma en Conseil économique et social.

2ETP/3/1/12 1	Ministère du commerce ⁽¹⁾ , création, organisation, services, 1919-1956 ; autres ministères, 1887-1959.
2ETP/3/1/12 2	Conseil général du commerce ⁽²⁾ , activités, représentation des chambres de commerce, 1803-1850 ; autres conseils et comités, 1882-1947 ; médiateur, 1973-1975.

(1) Les services du commerce furent attribués au ministère du Commerce lors de sa création en 1791. Supprimé en l'an II, il fut rétabli par la loi du 10 vendémiaire an IV 2 octobre 1795 avec ses attributions de 1791. Il fut donc en l'an XI, lors du rétablissement des chambres de commerce, leur ministère de tutelle. Un ministère du Commerce et des Manufactures exista de 1811 à 1814, et de 1828 à 1829 ; mais ce fut l'ordonnance du 17 mars 1831 qui sépara définitivement les services du commerce du ministère de l'Intérieur. Le ministère du Commerce, sous des appellations et des associations diverses (Travaux publics, Agriculture, Industrie, Colonies, etc.), a subsisté jusqu'à nos jours. Il demeure l'autorité de tutelle des chambres de commerce et d'industrie.

(2) L'arrêté du 3 nivôse an XI 24 décembre 1802 qui rétablissait les chambres de commerce, instituait un Conseil général du commerce, héritier du Conseil de commerce de l'Ancien Régime. Le 26 juin 1810, un Conseil général des manufactures vint s'ajouter au Conseil général du commerce. Les ordonnances des 28 janvier et 23 août 1819 (modifiées par les ordonnances des 9 février 1825 et 16 juin 1830) établirent trois conseils : le Conseil général du commerce, le Conseil général des manufactures et un Conseil d'agriculture (devenu Conseil général d'agriculture). La Chambre de commerce de Paris détenait un siège au sein du Conseil général du commerce. Le titulaire était nommé par le ministre sur présentation de deux candidats par la Chambre.

L'ordonnance du 29 avril 1831 réorganisa les trois conseils. La Chambre de commerce de Paris désigna désormais huit membres du Conseil général du commerce. En outre, un Conseil supérieur du commerce, où siégeaient notamment les présidents des trois conseils généraux, fut établi auprès du ministre du Commerce. Il devait être réorganisé par décret du 2 février 1853 sous le nom de Conseil supérieur du commerce, de l'agriculture et de l'industrie. La séparation par décret du 14 novembre 1881 des ministères de l'Agriculture et du Commerce entraîna la création du Conseil supérieur de l'agriculture (décret du 11 janvier 1882) et du Conseil supérieur du commerce et de l'industrie (décret du 13 octobre 1882).

2ETP/3/1/13 Autres administrations. Établissements publics

- 2ETP/3/1/13 1** Organisation, découpage administratif, compétences. 1900-1981.
- 2ETP/3/1/13 2** Grève, sabotage, émeutes, attentats, responsabilité de l'État et des communes, 1904-1981 ; décentralisation, 1981-1983.
- 2ETP/3/1/13 3** Les entreprises et la décentralisation. 1983-1984.

2ETP/3/1/15 Fonctionnaires

- 2ETP/3/1/15 1** Statut, incompatibilités, traitement. 1903-1954.
- 2ETP/3/1/15 2** Retraites, pensions, cumuls. 1905-1952.

2ETP/3/1/2 CONTENTIEUX ET TRIBUNAUX

- 2ETP/3/1/20 1** Organisation et réforme judiciaires. 1903-1981.

2ETP/3/1/3 ARMÉE ET MARINE

- 2ETP/3/1/30 1** Recrutement, dispense, sursis, intendance, fournitures. 1901-1980.

2ETP/3/1/4 DOMAINE PUBLIC

2ETP/3/1/41 Domaine public. Expropriation

2ETP/3/1/41 1 Domaine public, concessions, expropriation. 1906-1951.

2ETP/3/1/41 2 *Idem.* 1952-1978.

2ETP/3/1/44 Eau. Électricité

2ETP/3/1/44 1 Énergie hydraulique, hydroélectricité, utilisation, concessions.
1902-1928.

2ETP/3/1/5 TRAVAUX PUBLICS. MINES

2ETP/3/1/50 1 Travaux publics, 1906-1915 ; mines, concessions, exploitation,
1900-1928.

2ETP/3/1/7 MARCHÉS ADMINISTRATIFS

2ETP/3/1/70 1 Régime, cahiers des charges, adjudications, marchés de gré à gré,
concessions, régies. 1884-1934.

2ETP/3/1/70 2 *Idem.* 1934-1985.

2ETP/3/1/70 3 Cahiers des charges, ministères, 1887-1935 ; marine, 1887-1913.

2ETP/3/1/70 4 Cahiers des charges, armée. 1893-1958.

2ETP/3/1/70 5 Cahiers des charges, Assistance publique, asiles d'aliénés, préfecture de police, 1905-1918 ; manufactures de l'État, 1906-1912.

2ETP/3/1/70 6 Cahiers des charges, manufactures de l'État. 1904-1911.

2ETP/3/1/8 POLICE ADMINISTRATIVE

2ETP/3/1/80 1 Contrôle économique, contrôle fiscal, infractions à la législation économique, 1947-1969 ; associations, 1916-1985.

2ETP/3/1/80 2 Réquisitions, 1910-1920 ; carte nationale d'identité, 1916-1918 ; abattage des animaux, tueries particulières, abattoirs publics, 1903-1967.

2ETP/3/1/80 3 Dépôt légal, qualité des papiers, 1903-1936 ; heure légale, heure d'été, heure d'hiver, 1916-1945.

2ETP/3/1/9 ALSACE-LORRAINE. RÉFORME DU CALENDRIER

2ETP/3/1/90 1 Alsace-Lorraine, législation spéciale, 1910-1950 ; réforme du calendrier, 1910-1950.

2ETP/3/1/90 2 Réforme du calendrier, rapport Bertaut. 1931-1932.

2ETP/3/2 LÉGISLATION CIVILE ET PROCÉDURE

2ETP/3/2/00 1	Législation civile, code civil, personnalité, adoption, nationalité, domicile, régime matrimonial. 1803-1979.
2ETP/3/2/00 2	Biens, mutation, biens de famille, succession, partage, remembrement, hypothèques, contrats. 1851-1985.
2ETP/3/2/00 3	Procédure, responsabilité, preuve, conciliation, prescription. 1904-1977.
2ETP/3/2/00 4	Tribunaux, citation, convocation, frais de justice, saisie, contrainte par corps, casier judiciaire. 1820-1950.

2ETP/3/3 LÉGISLATION COMMERCIALE

2ETP/3/3/1 DROIT COMMERCIAL

2ETP/3/3/10 1 Droit commercial, structure économique, ententes commerciales. 1903-1967.

2ETP/3/3/2 COMMERÇANTS. FONDS DE COMMERCE. ACTES DE COMMERCE

2ETP/3/3/20 1 Annonces légales. 1885-1942.

2ETP/3/3/20 2 Commerçants, qualité, capacité, 1930-1984 ; tenue des livres de commerce, communication à l'administration, centres de gestion agréés, 1862-1974.

2ETP/3/3/20 3 Registre du commerce ⁽¹⁾, création, formalités, domiciliation commerciale. 1895-1932.

2ETP/3/3/20 4 *Idem.* 1933-1950.

2ETP/3/3/20 5 *Idem.* 1952-1985 ; centres de formalités des entreprises, 1981-1983.

2ETP/3/3/20 6 Fonds de commerce, réglementation, prix, vente, nantissement. 1881-1920.

1 Création par la loi du 18 mars 1919, application à compter du 1er juillet 1920. Citation obligatoire sur les papiers de commerce (loi du 1er juin 1923).

2ETP/3/3/20 7 *Idem.* 1921-1935.

2ETP/3/3/20 8 *Idem.* 1936-1986.

2ETP/3/3/3 SOCIÉTÉS ET ENTREPRISES COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES

2ETP/3/3/31 Dispositions communes

2ETP/3/3/31 1 Droit des sociétés, fusion, liquidation, sociétés étrangères, nationalité des sociétés, 1890-1962 ; les sociétés en temps de guerre, 1915-1940.

2ETP/3/3/31 2 Réévaluation du bilan, 1928-1965 ; publicité des sociétés commerciales, projet d'office central, 1918-1932.

2ETP/3/3/32 Sociétés de personnes

2ETP/3/3/32 1 Société en nom collectif, société en commandite, 1808-1932 ; société à responsabilité limitée (S.A.R.L.), 1862-1938.

2ETP/3/3/32 2 S.A.R.L., 1940-1959 ; entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée (E.U.R.L.), 1971-1986.

2ETP/3/3/33 Sociétés par action

2ETP/3/3/33 1	Sociétés par actions, sociétés anonymes. 1803-1902.
2ETP/3/3/33 2	<i>Idem.</i> 1906-1927.
2ETP/3/3/33 3	<i>Idem.</i> 1928-1939.
2ETP/3/3/33 4	<i>Idem.</i> 1940-1966.
2ETP/3/3/33 5	<i>Idem.</i> 1972-1985 ; Association nationale des sociétés par actions (A.N.S.A.), 1930-1939.
2ETP/3/3/33 6	Réforme du droit des sociétés, régime des obligations. 1961.
2ETP/3/3/33 7	<i>Idem.</i>
2ETP/3/3/33 8	<i>Idem.</i> 1964-1966.
2ETP/3/3/33 9	<i>Idem.</i> 1966-1977.
2ETP/3/3/33 10	<i>Idem.</i> 1981-1986 ; groupes de sociétés, 1972-1985.
2ETP/3/3/33 11	Titres, porteurs, dividendes. 1888-1932.
2ETP/3/3/33 12	<i>Idem.</i> 1932-1985.

- 2ETP/3/3/33 13** Actions à vote plural, 1922-1932 ; actions de priorité, actions gratuites, 1887-1965.
- 2ETP/3/3/33 14** Contrôle des sociétés, administrateurs. 1911-1936.
- 2ETP/3/3/33 15** *Idem.* 1938-1970.
- 2ETP/3/3/33 16** Comptabilité, réserves légales. 1921-1968.
- 2ETP/3/3/33 17** *Idem.* 1968-1976.
- 2ETP/3/3/33 18** Commissaires aux comptes. 1926-1968.
- 2ETP/3/3/33 19** *Idem.* 1970-1975 ; financement, épargne, épargne-retraite, 1982-1986.
- 2ETP/3/3/33 20** Société de droit européen, société européenne, 1968-1973 ; groupement européen de coopération, groupement européen d'intérêt économique, 1971-1974.

2ETP/3/3/34 Autres sociétés

- 2ETP/3/3/34 1** Sociétés coopératives (ouvrières, agricoles, production, crédit, consommation), économats, groupements d'acheteurs, franchise. 1889-1920.
- 2ETP/3/3/34 2** *Idem.* 1920-1926.

2ETP/3/3/34 3	<i>Idem.</i> 1926-1931.
2ETP/3/3/34 4	<i>Idem.</i> 1931-1936.
2ETP/3/3/34 5	<i>Idem.</i> 1937-1948.
2ETP/3/3/34 6	<i>Idem.</i> 1947-1960.
2ETP/3/3/34 7	<i>Idem.</i> 1961-1982.
2ETP/3/3/34 8	<i>Idem.</i> 1983-1986.
2ETP/3/3/34 9	Sociétés à participation ouvrière, participation aux bénéfices. 1885-1939.
2ETP/3/3/34 10	<i>Idem.</i> 1939-1986 ; associations en participation, 1908-1921.
2ETP/3/3/34 11	Tontines, 1804-1810 ; sociétés d'assurances, 1883-1911.
2ETP/3/3/34 12	Sociétés d'assurances. 1913-1944.
2ETP/3/3/34 13	Sociétés d'assurances, contrôle, 1916-1941 ; contrats d'assurances, 1895-1949.
2ETP/3/3/34 14	Assurances automobile. 1922-1939.

- 2ETP/3/3/34 15** *Idem*, 1950-1960 ; assurances incendie, 1895-1959.
- 2ETP/3/3/34 16** Assurances maritimes. 1862-1943.
- 2ETP/3/3/34 17** Assurances vie et capitalisation. 1903-1955.
- 2ETP/3/3/34 18** Sociétés de capitalisation et d'épargne, 1906-1955 ; sociétés de placement et d'investissement, 1930-1963 ; sociétés, dossiers particuliers, avis et contrôle de la Chambre de commerce, 1806-1869.
- 2ETP/3/3/34 19** Conseil national des assurances. 1966.
- 2ETP/3/3/34 20** *Idem*. 1967-1968.
- 2ETP/3/3/34 21** *Idem*. 1968-1969.

2ETP/3/3/4 CONTRATS COMMERCIAUX

2ETP/3/3/41 Ventes

- 2ETP/3/3/41 1** Législation, réglementation internationale, unification du droit, contrats, magasins témoins, réglementation des prix. 1878-1952.
- 2ETP/3/3/41 2** *Idem*, 1952-1980 ; termes commerciaux, 1919-1955.

2ETP/3/3/41 3	Contrats commerciaux, clauses spéciales en franc-or, en monnaies étrangères, 1920-1949 ; ventes illicites, litiges, contestations, 1899-1966.
2ETP/3/3/41 4	Ventes publiques, magasins généraux. 1858-1906.
2ETP/3/3/41 5	<i>Idem.</i> 1908-1953.
2ETP/3/3/41 6	Ventes au déballage, colportage, brocante. 1906-1936.
2ETP/3/3/41 7	<i>Idem.</i> 1938-1956.
2ETP/3/3/41 8	<i>Idem.</i> 1958-1981 ; ventes sans facture, 1968-1975.
2ETP/3/3/41 9	Ventes avec primes. 1903-1972.
2ETP/3/3/41 10	Ventes au détail, succursales, concessionnaires, acheteurs du commerce et de l'industrie, 1911-1979 ; ventes d'objets abandonnés chez les commerçants ou les artisans, 1901-1975.
2ETP/3/3/41 11	Ventes à tempérament, à crédit, 1929-1976 ; location-vente, crédit-bail, 1933-1968 ; ventes à domicile, par correspondance, 1971-1977.
2ETP/3/3/41 12	Ventes à prix unique, publicité des prix, 1933-1962 ; ventes à l'essai, à la boule de neige, 1919-1951 ; service après-vente, 1975.

2ETP/3/3/43 Contrats de transport

- 2ETP/3/3/43 1** Contrats de transport, connaissance, transport par mer. 1872-1905.
- 2ETP/3/3/43 2** *Idem.*1906-1919.
- 2ETP/3/3/43 3** *Idem.* 1921-1930.
- 2ETP/3/3/43 4** *Idem,* 1930-1935 ; responsabilité des transporteurs, 1902-1914.
- 2ETP/3/3/43 5** Responsabilité des transporteurs, 1920-1958 ; litiges en cours de transport, 1901-1907.

2ETP/3/3/44 Gage et warrant

- 2ETP/3/3/44 1** Prêts sur gages, warrants, prêts sur nantissement. 1804-1945.
- 2ETP/3/3/44 2** Warrants industriels. 1915-1951.

2ETP/3/3/6 CONTRATS SUR ARGENT

2ETP/3/3/61 Effets de commerce

- 2ETP/3/3/61 1** Effets de commerce, billets à ordre, lettres de change. 1805-1918.

2ETP/3/3/61 2	<i>Idem.</i> 1920-1939.
2ETP/3/3/61 3	<i>Idem.</i> ,1947-1979 ; réforme de l'escompte, 1966-1971.
2ETP/3/3/61 4	Effets de commerce, échéance, encaissement. 1901-1968.
2ETP/3/3/61 5	Protêts. 1806-1984.
2ETP/3/3/61 6	Présentation des effets par huissier, 1803-1939 ; publicité des effets impayés, 1925-1948 ; billets de fonds de commerce, 1919-1937.

2ETP/3/3/62 Chèques

2ETP/3/3/62 1	Certification, chèques sans provision, chèques volés. 1907-1927.
2ETP/3/3/62 2	<i>Idem.</i> 1929-1945.
2ETP/3/3/62 3	<i>Idem.</i> 1946-1973.
2ETP/3/3/62 4	<i>Idem.</i> , 1974-1982 ; chèques barrés, 1902-1930.
2ETP/3/3/62 5	Cartes de paiement, monnaie électronique. 1967-1986.

2ETP/3/3/7 JURIDICTIONS

2ETP/3/3/70 1	Tribunaux de commerce ⁽¹⁾ , organisation, compétence. 1886-1945.
2ETP/3/3/70 2	<i>Idem</i> , 1946-1985 ; conférence générale des présidents et membres des tribunaux de commerce de France, 1905-1961.
2ETP/3/3/70 3	Tribunal de commerce de la Seine, organisation, élections, séances d'installation. 1803-1914.
2ETP/3/3/70 4	<i>Idem</i> . 1914-1944.
2ETP/3/3/70 5	<i>Idem</i> . 1946-1983.
2ETP/3/3/70 6	Justice de paix, compétence, 1881-1947 ; référé en matière commerciale, 1920-1932 ; arbitrage, clause compromissoire, 1845-1908.
2ETP/3/3/70 7	Arbitrage, clause compromissoire. 1919-1972.
2ETP/3/3/70 8	Arbitrage international. 1911-1959.

(1) En 1563, le chancelier Michel de l'Hospital institua des tribunaux composés de juges commerçants, entérinant ainsi une pratique déjà ancienne, notamment à Paris et à Lyon. Maintenus sous la Révolution, les tribunaux consulaires se sont perpétués jusqu'à nos jours. Les juges consuls sont élus par leurs pairs, commerçants ou industriels. Leurs fonctions sont gratuites. Actuellement, le régime électoral est à deux degrés : les délégués consulaires élus par l'ensemble des commerçants et industriels, élisent à leur tour les juges consulaires. Sur le statut et le régime électoral des tribunaux de commerce, voir aussi la sous-série 2ETP/1/1/1.

2ETP/3/3/8 FAILLITE

2ETP/3/3/80 1	Faillite. 1804-1911.
2ETP/3/3/80 2	<i>Idem.</i> 1912-1935.
2ETP/3/3/80 3	<i>Idem.</i> 1936-1939.
2ETP/3/3/80 4	<i>Idem.</i> 1939-1956.
2ETP/3/3/80 5	<i>Idem.</i> 1959-1969.
2ETP/3/3/80 6	<i>Idem.</i> 1973-1986.
2ETP/3/3/80 7	Règlement transactionnel. 1919-1950.
2ETP/3/3/80 8	Concordat, 1848-1961 ; assurances contre la faillite, 1808-1860.
2ETP/3/3/80 9	Liquidation judiciaire, syndics, administrateurs judiciaires, 1871-1979 ; déconfiture, 1915-1931.
2ETP/3/3/80 10	Privilèges, 1884-1935 ; réhabilitation des faillis, 1900-1919.

**2ETP/3/3/9 PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE. BAUX
COMMERCIAUX**

2ETP/3/3/91 Propriété industrielle et commerciale

- | | |
|-----------------------|---|
| 2ETP/3/3/91 1 | Noms commerciaux, enseignes, protection de la propriété industrielle. 1883-1981. |
| 2ETP/3/3/91 2 | Contrefaçons, usurpations, fraudes, espionnage, 1803-1924 ; Association pour la protection de la propriété industrielle, congrès nationaux. 1899-1948. |
| 2ETP/3/3/91 3 | Association internationale de la propriété industrielle, congrès internationaux. 1878-1950. |
| 2ETP/3/3/91 4 | Conventions internationales. 1885-1911. |
| 2ETP/3/3/91 5 | <i>Idem.</i> 1912-1973. |
| 2ETP/3/3/91 6 | Office national des brevets d'invention et des marques de fabrique, Office national de la propriété industrielle, 1901-1940 ; Comité technique de la propriété industrielle, 1920-1943. |
| 2ETP/3/3/91 7 | Brevets d'invention, protection en France. 1829-1908. |
| 2ETP/3/3/91 8 | <i>Idem.</i> 1909-1927. |
| 2ETP/3/3/91 9 | <i>Idem.</i> 1928-1933. |
| 2ETP/3/3/91 10 | <i>Idem.</i> 1934-1973. |

2ETP/3/3/91 11	Brevets de la Défense nationale, 1914-1946 ; brevets d'invention, protection à l'étranger, 1877-1908.
2ETP/3/3/91 12	Marques de fabrique. 1805-1908.
2ETP/3/3/91 13	<i>Idem.</i> 1914-1928.
2ETP/3/3/91 14	<i>Idem.</i> 1929-1984.
2ETP/3/3/91 15	Marques de fabrique à l'étranger, législation, protection. 1877-1941.
2ETP/3/3/91 16	Dessins, modèles, protection en France. 1868-1888.
2ETP/3/3/91 17	<i>Idem.</i> 1889-1939.
2ETP/3/3/91 18	Dessins, modèles, protection à l'étranger, 1854-1973 ; marques collectives, marques d'origine, marques nationales, 1889-1912.
2ETP/3/3/91 19	Marques collectives, marques d'origines, marques nationales. 1913-1922.
2ETP/3/3/91 20	<i>Idem.</i> 1922-1952.
2ETP/3/3/91 21	Marque nationale de la qualité française, 1934-1949 ; Union nationale intersyndicale des marques collectives (Unis-France), 1915-1946.
2ETP/3/3/91 22	Appellations d'origine, création, délimitations régionales, fraude, répression. 1907-1966.

- 2ETP/3/3/91 23** Appellations d'origine, produits agricoles, élevage, soie. 1904-1933.
- 2ETP/3/3/91 24** Appellations d'origine, vins, alcools, liqueurs. 1859-1980.
- 2ETP/3/3/91 25** Appellations d'origine, produits divers, 1907-1933 ; récompenses industrielles, 1879-1959.

2ETP/3/3/92 Baux commerciaux

- 2ETP/3/3/92 1** Baux commerciaux. 1910-1927.
- 2ETP/3/3/92 2** *Idem.* 1927-1932.
- 2ETP/3/3/92 3** *Idem.* 1932-1949.
- 2ETP/3/3/92 4** *Idem.* 1951-1963.
- 2ETP/3/3/92 5** *Idem.* 1964-1974.
- 2ETP/3/3/92 6** *Idem.* 1975-1985.

**2ETP/3/4 COMMERCE ET INDUSTRIE. ORGANISATION.
RÉGLEMENTATION. POLICE**

2ETP/3/4/1 ORGANISATION

2ETP/3/4/11 Organisation générale

2ETP/3/4/11 1	Organisation professionnelle, corporatisme, économie dirigée. 1936-1946.
2ETP/3/4/11 2	<i>Idem.</i> 1940-1951.
2ETP/3/4/11 3	Accords professionnels, entente. 1923-1936.
2ETP/3/4/11 4	<i>Idem.</i> 1936-1948.
2ETP/3/4/11 5	<i>Idem.</i> 1950-1977.
2ETP/3/4/11 6	Comités d'organisation. 1941-1947.
2ETP/3/4/11 7	<i>Idem.</i> 1946 ; Comité général d'organisation du commerce, Conseil national du commerce, 1942-1967.
2ETP/3/4/11 8	Rapports capital-travail dans l'entreprise, intéressement, participation. 1944-1973.
2ETP/3/4/11 9	Plan comptable. 1942-1965.

2ETP/3/4/11 10	<i>Idem.</i> 1966-1982.
2ETP/3/4/11 11	Création et extension d'entreprise ⁽¹⁾ , accès à la profession commerciale, 1941-1956 ; moralité du commerce, assainissement de la fonction commerciale, 1935-1972.
2ETP/3/4/11 12	Marchés à termes, marchés à livrer. 1869-1916.
2ETP/3/4/11 13	<i>Idem</i> , 1917-1940 ; distribution, marchés d'intérêt national, centres commerciaux, 1946-1957.
2ETP/3/4/11 14	Distribution, marchés d'intérêt national, centres commerciaux. 1958-1983.

2ETP/3/4/12 Gaz. Électricité

2ETP/3/4/12 1	Gaz, électricité. 1895-1933.
2ETP/3/4/12 2	<i>Idem.</i> 1933-1966.
2ETP/3/4/12 3	Électricité de France (E.D.F.), concession du réseau d'alimentation générale en énergie électrique et nouveau tarif haute-tension. 1957.
2ETP/3/4/12 4	<i>Idem.</i>

(1) Voir aussi 2ETP/1/2/76 3.

2ETP/3/4/13 Professions diverses

2ETP/3/4/13 1	Artisans. 1925-1942.
2ETP/3/4/13 2	<i>Idem.</i> 1943-1980.
2ETP/3/4/13 3	Registre des métiers, répertoire des métiers. 1960-1961.
2ETP/3/4/13 4	<i>Idem.</i> 1963-1966.
2ETP/3/4/13 5	<i>Idem.</i> 1962-1968 ; agents de change, 1804-1827.
2ETP/3/4/13 6	Agents de change. 1830-1948.
2ETP/3/4/13 7	Propriété littéraire et artistique, droits d'auteur. 1886-1986.
2ETP/3/4/13 8	Chimistes-experts, 1906-1911 ; médecins, 1923 ; opticiens, 1925 ; pharmaciens, 1904-1928 ; bouchers, 1964 ; agents d'affaires, 1907-1924 ; agents immobiliers, 1959 ; commissionnaires, intermédiaires, mandataires, 1927-1934.
2ETP/3/4/13 9	Courtiers, courtiers-gourmets, 1840-1951 ; avocats, professions judiciaires ou juridiques, 1911-1971 ; boulangers, 1936-1949 ; architectes, 1949.
2ETP/3/4/13 10	Garagistes-motoristes, 1973 ; horlogers-joailliers, 1936-1938 ; coiffeurs, 1936 ; étalagistes, 1954 ; guides, 1936 ; géomètres-experts, 1946-1948 ; chauffeurs-mécaniciens, 1904-1913 ; fournisseurs attitrés, 1857-1864 ; experts-comptables, 1926 ; facteurs à la vente, 1843-1869.

2ETP/3/4/13 11 Voyageurs et représentants de commerce, carte d'identité professionnelle. 1917-1935.

2ETP/3/4/13 12 *Idem.* 1941-1962.

2ETP/3/4/19 Organisation de l'entreprise

2ETP/3/4/19 1 Entreprise, création, organisation, dimension, identification, chefs d'entreprises, rémunération, réforme de l'entreprise. 1940-1975.

2ETP/3/4/19 2 *Idem.* 1975-1978.

2ETP/3/4/19 3 *Idem.* 1978-1983.

2ETP/3/4/19 4 *Idem.* 1983-1986.

2ETP/3/4/4 RÉGLEMENTATION ET POLICE

2ETP/3/4/40 Mesures générales

2ETP/3/4/40 1 Usages commerciaux, tares, ouverture et fermeture des fonds de commerce. 1857-1930.

2ETP/3/4/40 2 *Idem.* 1930-1974 ; poids et mesures, 1837-1903.

2ETP/3/4/40 3 Poids et mesures. 1904-1927.

2ETP/3/4/40 4	<i>Idem</i> , 1928-1950 ; prix, réglementation, affichage, contrôle, politique gouvernementale, 1923-1938.
2ETP/3/4/40 5	Prix. 1938-1946.
2ETP/3/4/40 6	<i>Idem</i> . 1947-1954.
2ETP/3/4/40 7	<i>Idem</i> . 1955-1970.
2ETP/3/4/40 8	<i>Idem</i> . 1970-1977.
2ETP/3/4/40 9	<i>Idem</i> . 1977-1986.
2ETP/3/4/40 10	Vente à prix imposés, interdiction, 1930-1954 ; cours légaux de marchandises diverses, prix courants, 1805-1879.
2ETP/3/4/40 11	Cours légaux, prix courants. 1870-1951.

2ETP/3/4/41 Droit du consommateur

2ETP/3/4/41 1	Défense et protection du consommateur. 1972-1976.
2ETP/3/4/41 2	<i>Idem</i> . 1977-1985.

2ETP/3/4/42 1	Accaparements, spéculations, hausses illicites. 1813-1921.
2ETP/3/4/42 2	Idem.1922-1937.
2ETP/3/4/42 3	<i>Idem</i> , 1937-1947 ; concurrence, réglementation, concurrence déloyale, 1913-1944.
2ETP/3/4/42 4	Concurrence, réglementation, concurrence déloyale. 1953-1960.
2ETP/3/4/42 5	<i>Idem</i> . 1962-1970.
2ETP/3/4/42 6	<i>Idem</i> . 1972-1985.
2ETP/3/4/42 7	<i>Idem</i> , 1985-1986 ; marché noir, travail clandestin, 1936-1942.
2ETP/3/4/42 8	Travail clandestin, travail noir. 1970-1983.
2ETP/3/4/42 9	Fraudes commerciales, rémunérations occultes, agiotage, carambouille, escroquerie, vol. 1854-1922.
2ETP/3/4/42 10	<i>Idem</i> , 1924-1974 ; hôtellerie, filouteries, 1911-1938 ; savons, fraudes, 1852-1940 ; produits chimiques, fraudes, 1856-1931 ; engrais, fraudes, 1888-1920.
2ETP/3/4/42 11	Conservation des produits alimentaires, réglementation, méthodes, fraudes, 1882-1936 ; produits alimentaires, fraudes, 1888-1904.

2ETP/3/4/42 12 Beurre, matières grasses, lait, fraudes, 1903-1940 ; bétail, fraudes, 1909-1914.

2ETP/3/4/43 Régimes spéciaux

2ETP/3/4/43 1 Armes à feu, réglementation, fabrication, commerce, exportation, épreuve obligatoire, 1804-1935 ; produits pharmaceutiques, 1920-1931.

2ETP/3/4/43 2 Boissons, régime, fabrication, vente, débits de boissons. 1876-1907.

2ETP/3/4/43 3 *Idem.*1908-1981.

2ETP/3/4/43 4 Spiritueux, apéritifs, régime, fabrication, vente, interdiction de l'absinthe, 1905-1932 ; boissons, coloration des vins, 1876-1888 ; plâtrage des vins, 1857-1893.

2ETP/3/4/43 5 Vins, mouillage, sucrage. 1878-1932.

2ETP/3/4/43 6 Fraudes sur les boissons, vins et alcools. 1877-1928.

2ETP/3/4/44 Commerçants et travailleurs étrangers

2ETP/3/4/44 1 Étrangers, séjour, emploi, taxe de séjour. 1890-1922.

2ETP/3/4/44 2 *Idem.* 1922-1939.

2ETP/3/4/44 3

Idem. 1940-1974.

2ETP/3/4/44 4

Permis de séjour, carte de commerçant étranger, 1924-1986 ;
étrangers, naturalisation, déchéance, 1915-1955.

2ETP/3/5 LÉGISLATION OUVRIÈRE. ASSISTANCE ET PRÉVOYANCE SOCIALES

2ETP/3/5/0 CODIFICATION DES LOIS OUVRIÈRES

- | | |
|----------------------|---|
| 2ETP/3/5/00 1 | Codification des lois ouvrières, code du travail. 1906-1939. |
| 2ETP/3/5/00 2 | Charte du travail. 1940-1944. |
| 2ETP/3/5/00 3 | <i>Idem</i> , 1940-1943 ; législation du travail, politique sociale, 1961-1974. |
| 2ETP/3/5/00 4 | Législation du travail, politique sociale. 1974-1981. |
| 2ETP/3/5/00 5 | <i>Idem</i> . 1981-1984. |

2ETP/3/5/1 CONVENTIONS RELATIVES AU TRAVAIL

2ETP/3/5/12 Contrat de travail. Conventions collectives

- | | |
|----------------------|---|
| 2ETP/3/5/12 1 | Contrat de travail, conventions collectives. 1897-1930. |
| 2ETP/3/5/12 2 | <i>Idem</i> . 1931-1935. |
| 2ETP/3/5/12 3 | <i>Idem</i> . 1935-1972. |

2ETP/3/5/12 4 *Idem*, 1973-1985 ; fin de contrat, préavis, délai-congé, indemnités, 1902-1956.

2ETP/3/5/12 5 Règlement d'atelier, enbauchage, débauchage, licenciement. 1893-1953.

2ETP/3/5/14 Rémunération

2ETP/3/5/14 1 Salaires, rémunérations diverses, modes de paiement, périodicité, heures supplémentaires, bulletin de paie, salaire minimum. 1850-1919.

2ETP/3/5/14 2 *Idem*. 1919-1938.

2ETP/3/5/14 3 *Idem*. 1936-1946.

2ETP/3/5/14 4 *Idem*. 1946-1955.

2ETP/3/5/14 5 *Idem*, 1956-1972 ; pourboires, 1907-1937.

2ETP/3/5/14 6 Cautionnement des employés, 1904-1946 ; travailleurs à domicile, salaires, 1910-1936.

2ETP/3/5/14 7 Saisie-arrêt sur salaire. 1898-1936.

2ETP/3/5/14 8 Main-d'oeuvre dans les prisons, tarifs. 1829-1937.

2ETP/3/5/14 9 *Idem*.

2ETP/3/5/15 Placement. Main-d'oeuvre

2ETP/3/5/15 1	Placement, bureau de placement, emploi, marché du travail, licenciement. 1896-1931.
2ETP/3/5/15 2	<i>Idem.</i> 1934-1967.
2ETP/3/5/15 3	<i>Idem.</i> 1968-1978.
2ETP/3/5/15 4	<i>Idem.</i> 1978-1985.
2ETP/3/5/15 5	<i>Idem</i> , 1985-1986 ; emploi des mutilés de guerre et du travail, 1915-1916.
2ETP/3/5/15 6	Emploi des mutilés de guerre et du travail, 1916-1935.
2ETP/3/5/15 7	<i>Idem</i> , 1937-1960 ; main-d'oeuvre en Allemagne, prisonniers de guerre, 1942-1944.
2ETP/3/5/15 8	Protection de la main-d'oeuvre nationale, emploi des étrangers. 1901-1936.
2ETP/3/5/15 9	Marchandage, 1904-1935 ; reclassement de la main-d'oeuvre, reclassement des rapatriés d'Outre-mer, 1924-1966.

2ETP/3/5/2 RÉGLEMENTATION ET PROTECTION DU TRAVAIL

2ETP/3/5/21 Législation française. Réglementation internationale

2ETP/3/5/21 1	Enquête sur les conditions du travail en France (département de la Seine) ⁽¹⁾ . 1872.
2ETP/3/5/21 2	<i>Idem.</i>
2ETP/3/5/21 3	Organisation internationale du travail, réglementation et conventions internationales, conférence internationale, Bureau international du travail, 1905-1946 ; droit du travail, gérants, employés, statuts, 1902-1953.
2ETP/3/5/21 4	Voyageurs, représentants, placiers du commerce et de l'industrie (V.R.P.). 1902-1938.
2ETP/3/5/21 5	<i>Idem.</i> 1938-1953.
2ETP/3/5/21 6	<i>Idem.</i> 1954-1979 ; Médaille d'honneur du travail, 1898-1938.

(1) Dans la lignée des grandes enquêtes de 1847-1848 et 1860, un projet d'enquête industrielle fut établi en octobre 1871. Le 24 avril 1872, une commission d'enquête parlementaire chargée d'étudier la condition des ouvriers en France était instituée. La Chambre de commerce chargea alors Moréno-Henriques, directeur de la Manutention de la douane de diriger l'enquête pour le département de la Seine. L'impression fut achevée en août 1875. On trouvera sous les cotes 2ETP/3/5/21 1 et 2, les travaux relatifs à la préparation et à la diffusion de l'enquête. On pourra consulter l'enquête en série Y : *Enquête sur les conditions du travail en France, pendant l'année 1872. Département de la Seine* [126 Y 5]. Sur les enquêtes de 1847-1848 et 1860, voir 2ETP/7/3/70 1. Ces enquêtes ont été microfilmées (sous-série 7 Mi).

2ETP/3/5/22 Durée du travail

2ETP/3/5/22 1	Durée du travail, réglementation, conditions de travail, travail des enfants. 1840-1902.
2ETP/3/5/22 2	<i>Idem.</i> 1903-1914.
2ETP/3/5/22 3	<i>Idem.</i> 1919-1971.
2ETP/3/5/22 4	<i>Idem.</i> 1975-1983 ; journée de travail, journée de huit heures, 1905-1919.
2ETP/3/5/22 5	Journée de travail, journée de huit heures. 1919-1926.
2ETP/3/5/22 6	<i>Idem.</i> 1926-1933 ; journées de huit heures, dérogations, 1920-1929 ; journée continue, 1937-1940.
2ETP/3/5/22 7	Journée continue, 1939-1942 ; semaine de quarante heures, 1932-1935.
2ETP/3/5/22 8	Semaine de quarante heures. 1936-1948.
2ETP/3/5/22 9	Repos hebdomadaire. 1895-1908.
2ETP/3/5/22 10	<i>Idem.</i> 1908-1921.
2ETP/3/5/22 11	<i>Idem.</i> 1922-1961.
2ETP/3/5/22 12	Repos hebdomadaire, dérogations. 1950-1964.

2ETP/3/5/22 13	<i>Idem.</i> 1964-1969.
2ETP/3/5/22 14	<i>Idem.</i> 1970-1972.
2ETP/3/5/22 15	<i>Idem.</i> 1973-1976 ; magasins restant ouverts l'été dans le cadre de <i>l'opération vacances</i> , 1974-1976.
2ETP/3/5/22 16	Jours fériés, repos interruptifs, congés annuels, congés payés, étalement des vacances, fermeture des entreprises pendant les vacances. 1882-1938.
2ETP/3/5/22 17	<i>Idem.</i> 1938-1949.
2ETP/3/5/22 18	<i>Idem.</i> 1950-1956.
2ETP/3/5/22 19	<i>Idem.</i> 1956-1967.
2ETP/3/5/22 20	<i>Idem.</i> 1968-1977 ; durée du travail, réglementations particulières à certaines professions, 1903-1947.
2ETP/3/5/22 21	Réglementations particulières, 1953-1979 ; chemins de fer, 1889-1950.
2ETP/3/5/22 22	Marine marchande, 1913-1929 ; mines, 1901-1933.

2ETP/3/5/23 Conditions de travail particulières

2ETP/3/5/23 1	Travail des femmes et des enfants, travail féminin à temps partiel, égalité des sexes dans le travail. 1872-1912.
----------------------	---

2ETP/3/5/23 2	<i>Idem.</i> 1912-1983.
2ETP/3/5/23 3	Femmes enceintes, 1907-1977 ; travail de nuit (en particulier des femmes et des enfants), 1892-1911.
2ETP/3/5/23 4	Travail de nuit, 1914-1932 ; travail de nuit dans la boulangerie, 1909-1915.
2ETP/3/5/23 5	Travail de nuit dans la boulangerie, 1917-1936 ; travail temporaire, 1971-1985.
2ETP/3/5/23 6	Travail à domicile. 1913-1956.

2ETP/3/5/26 Hygiène et sécurité

2ETP/3/5/26 1	Établissements dangereux, établissements insalubres, hygiène, sécurité, pollution. 1887-1911.
2ETP/3/5/26 2	<i>Idem.</i> 1911-1930.
2ETP/3/5/26 3	<i>Idem.</i> 1930-1975.
2ETP/3/5/26 4	<i>Idem.</i> 1976-1980 ; emploi de la céruse et des composés de plomb, 1901-1932.
2ETP/3/5/26 5	Délégués ouvriers, inspection du travail, délégués du personnel, médecine du travail. 1904-1933.
2ETP/3/5/26 6	<i>Idem.</i> 1933-1965.

2ETP/3/5/3 GROUPEMENTS PROFESSIONNELS OUVRIERS

2ETP/3/5/30 1	Coalitions et grèves, droit de grève. 1872-1920.
2ETP/3/5/30 2	<i>Idem.</i> 1920-1936.
2ETP/3/5/30 3	<i>Idem.</i> 1936.
2ETP/3/5/30 4	<i>Idem.</i> 1936-1939.
2ETP/3/5/30 5	<i>Idem.</i> 1939-1979.
2ETP/3/5/30 6	Syndicats ouvriers, droit syndical, section syndicale d'entreprise. 1893-1984.
2ETP/3/5/30 7	Conseils du travail, conseils consultatifs du travail, commissions mixtes, comités d'entreprise, conseil national du travail. 1894-1944.
2ETP/3/5/30 8	<i>Idem.</i> 1946-1952.
2ETP/3/5/30 9	<i>Idem.</i> 1965-1984.

2ETP/3/5/4 CONFLITS DU TRAVAIL

2ETP/3/5/42 Conseils de prud'hommes ⁽¹⁾

2ETP/3/5/42 1 Conseils de prud'hommes. 1809-1892.

2ETP/3/5/42 2 *Idem.* 1894-1902.

2ETP/3/5/42 3 *Idem.* 1903-1911.

2ETP/3/5/42 4 *Idem.* 1913-1946.

2ETP/3/5/42 5 *Idem.* 1948-1982.

2ETP/3/5/43 Conciliation et arbitrage

2ETP/3/5/43 1 Conflits du travail, conflits collectifs, arbitrage, conciliation. 1887-1904.

2ETP/3/5/43 2 *Idem.* 1906-1921.

2ETP/3/5/43 3 *Idem.* 1923-1938.

(1) Héritiers d'institutions remontant au XVe siècle, les conseils de prud'hommes furent rétablis par la loi du 18 mars 1806 sous la forme d'instances de conciliation. Le décret du 11 juin 1809 étendit leurs attributions, les transformant en véritables juridictions des conflits du travail. Les lois de 1848 et 1853 établirent la parité entre employeurs et salariés. En 1907, le droit de vote et l'éligibilité furent étendus aux femmes. Enfin, la loi du 6 mai 1982 généralisa les conseils de prud'hommes et créa un Conseil supérieur de la prud'homie.

2ETP/3/5/43 4 *Idem.* 1938-1943.

2ETP/3/5/43 5 *Idem.* 1944-1968.

2ETP/3/5/5 ASSURANCE ET PRÉVOYANCE SOCIALES

2ETP/3/5/50 Assurances sociales

2ETP/3/5/50 1 Retraites ouvrières et paysannes. 1900-1905.

2ETP/3/5/50 2 *Idem.* 1905-1911.

2ETP/3/5/50 3 *Idem.* 1911-1920.

2ETP/3/5/50 4 *Idem.* 1920-1927 ; retraites des ouvriers mineurs, 1900-1933 ; caisses de retraite diverses, 1810-1896.

2ETP/3/5/50 5 Sociétés de secours mutuel, sociétés mutualistes. 1844-1965.

2ETP/3/5/50 6 Assurance-vieillesse, assurance-maladie, caisse nationale des retraites, solidarité nationale. 1902-1932.

2ETP/3/5/50 7 *Idem.* 1934-1949.

2ETP/3/5/50 8 *Idem.* 1948-1955 ; assistance et prévoyance sociales, assurances sociales, 1902-1920.

2ETP/3/5/50 9 *Idem.* 1921-1927.

2ETP/3/5/50 10	<i>Idem.</i> 1924-1929.
2ETP/3/5/50 11	<i>Idem.</i> 1930-1932.
2ETP/3/5/50 12	<i>Idem.</i> 1933-1935.
2ETP/3/5/50 13	<i>Idem.</i> 1936-1956.
2ETP/3/5/50 14	Services sociaux, 1938-1963 ; assurance-vieillesse et assurance-maladie des non-salariés, Organisation autonome nationale de l'industrie et du commerce (O.R.G.A.N.I.C.), 1946-1950.
2ETP/3/5/50 15	Assurance-vieillesse et assurance-maladie des non-salariés, O.R.G.A.N.I.C. 1948-1965.
2ETP/3/5/50 16	O.R.G.A.N.I.C., enquêtes. 1949.
2ETP/3/5/50 17	<i>Idem.</i>
2ETP/3/5/50 18	Assurance-vieillesse et assurance-maladie des non-salariés. 1964-1969.
2ETP/3/5/50 19	<i>Idem.</i> 1970-1973.
2ETP/3/5/50 20	<i>Idem.</i> 1973-1985.

2ETP/3/5/54 Allocations familiales

2ETP/3/5/54 1 Allocations familiales, autres prestations familiales, natalité, politique familiale. 1906-1929.

2ETP/3/5/54 2 *Idem.* 1930-1937.

2ETP/3/5/54 3 *Idem.* 1938-1951.

2ETP/3/5/54 4 *Idem.* 1952-1981.

2ETP/3/5/56 Chômage

2ETP/3/5/56 1 Chômage, caisses de secours, assurance-chômage, indemnisation, lutte contre le chômage. 1897-1934.

2ETP/3/5/56 2 *Idem.* 1934-1935.

2ETP/3/5/56 3 *Idem.* 1934-1950.

2ETP/3/5/56 4 *Idem.* 1952-1985.

2ETP/3/5/6 ACCIDENTS DU TRAVAIL

2ETP/3/5/60 1	Accidents du travail, maladies professionnelles, responsabilité de l'employeur, assurances, congrès internationaux. 1883-1900.
2ETP/3/5/60 2	<i>Idem.</i> 1901-1903.
2ETP/3/5/60 3	<i>Idem.</i> 1904-1908.
2ETP/3/5/60 4	<i>Idem.</i> 1909-1911.
2ETP/3/5/60 5	<i>Idem.</i> 1912-1916.
2ETP/3/5/60 6	<i>Idem.</i> 1916-1924.
2ETP/3/5/60 7	<i>Idem.</i> 1925-1930.
2ETP/3/5/60 8	<i>Idem.</i> 1930-1933.
2ETP/3/5/60 9	<i>Idem.</i> 1934-1947.
2ETP/3/5/60 10	<i>Idem.</i> 1950-1985.

2ETP/3/5/7 SÉCURITÉ SOCIALE

2ETP/3/5/70 1	Sécurité sociale, organisation, gestion, déficit, réforme, cotisations, prestations. 1945-1950.
2ETP/3/5/70 2	<i>Idem.</i> 1950-1952.
2ETP/3/5/70 3	<i>Idem.</i> 1952-1960.
2ETP/3/5/70 4	<i>Idem.</i> 1960-1965.
2ETP/3/5/70 5	<i>Idem.</i> 1965-1970.
2ETP/3/5/70 6	<i>Idem.</i> 1971-1974.
2ETP/3/5/70 7	<i>Idem.</i> 1974-1977.
2ETP/3/5/70 8	<i>Idem.</i> 1978-1986.

2ETP/3/6 ÉCONOMIE PUBLIQUE. QUESTIONS FISCALES

2ETP/3/6/1 ÉCONOMIE PUBLIQUE

2ETP/3/6/11 Budget

2ETP/3/6/11 1	Budget, loi de finances, politique budgétaire et fiscale, équilibre budgétaire, exercices 1907-1917.
2ETP/3/6/11 2	Exercices 1920-1924.
2ETP/3/6/11 3	Exercices 1924-1925.
2ETP/3/6/11 4	Exercices 1925-1926.
2ETP/3/6/11 5	Exercices 1928-1930.
2ETP/3/6/11 6	Exercices 1931-1932.
2ETP/3/6/11 7	Exercices 1932-1933.
2ETP/3/6/11 8	Exercices 1935-1939.
2ETP/3/6/11 9	Exercices 1944-1951.
2ETP/3/6/11 10	Exercices 1952-1963.

2ETP/3/6/11 11	Exercices 1964-1969.
2ETP/3/6/11 12	Exercices 1970-1972.
2ETP/3/6/11 13	Exercices 1973-1976.
2ETP/3/6/11 14	Exercices 1977-1978.
2ETP/3/6/11 15	Exercices 1979-1981.
2ETP/3/6/11 16	Exercices 1982-1984.
2ETP/3/6/11 17	Exercices 1985-1987.
2ETP/3/6/11 18	Économies budgétaires, réduction des dépenses publiques, retour à l'équilibre. 1923-1932.
2ETP/3/6/11 19	<i>Idem.</i> 1932-1938.
2ETP/3/6/11 20	<i>Idem.</i> 1947-1974.
2ETP/3/6/11 21	Rapport et déclarations générales de la Cour des comptes, éclaircissements publiés par les ministres en réponse aux observations faites par la Cour des comptes, exercices 1847-1852.
2ETP/3/6/11 22	<i>Idem.</i> , exercices 1853-1856.
2ETP/3/6/11 23	<i>Idem.</i> , exercices 1857-1862.

2ETP/3/6/11 24 *Idem*, exercices 1863-1865.

2ETP/3/6/11 25 *Idem*, exercices 1866-1870.

2ETP/3/6/12 Dette publique

2ETP/3/6/12 1 Dette publique, emprunts, rente, amortissement, bons du Trésor, bons de la Défense nationale, bons d'armement. 1886-1924.

2ETP/3/6/12 2 *Idem*. 1924-1950.

2ETP/3/6/12 3 *Idem*, 1952-1986 ; Loteries commerciales, Loterie nationale, 1834-1962.

2ETP/3/6/12 4 Comité national de l'or et des bons de la Défense nationale ⁽¹⁾, propagande. 1914-1918.

2ETP/3/6/12 5 *Idem*.

2ETP/3/6/13 Nationalisations

2ETP/3/6/13 1 Nationalisations, entreprises publiques, étatisme. 1903-1947.

(1) Au cours de la Première Guerre mondiale, la Chambre de commerce de Paris donna un large appui au gouvernement pour la réalisation des projets destinés à renforcer la situation financière du pays et améliorer la situation du change. En 1915, lors du premier emprunt de la Défense nationale, elle souscrivit pour un chiffre important et organisa une propagande active auprès de ses ressortissants. La Chambre de commerce de Paris mena également une intense propagande pour augmenter les versements d'or à la Banque de France. A partir de juin 1916, un comité national de l'or et des bons de la Défense nationale fonctionna avec la collaboration de la Chambre dans son hôtel de la place de la Bourse.

2ETP/3/6/13 2 *Idem.* 1948-1949.

2ETP/3/6/13 3 *Idem.* 1950-1981.

2ETP/3/6/13 4 Banques nationalisées, contrôle. 1848-1962.

2ETP/3/6/14 Monopoles d'État. Privilèges

2ETP/3/6/14 1 Pétrole. 1901-1926.

2ETP/3/6/14 2 *Idem.* 1927-1933.

2ETP/3/6/14 3 Tabacs, allumettes. 1804-1957.

2ETP/3/6/14 4 Alcool (régime des boissons), alcools industriels, alcool-carburant. 1883-1910.

2ETP/3/6/14 5 *Idem.* 1911-1916.

2ETP/3/6/14 6 *Idem.* 1916-1920.

2ETP/3/6/14 7 *Idem.* 1922-1936 ; bouilleurs de cru, privilèges, 1902-1935.

2ETP/3/6/14 8 Manufactures nationales (Saint-Gobain, Gobelins), 1808-1935 ; assurances, projets de monopole, 1904-1945.

2ETP/3/6/14 9 Imprimerie nationale, 1875-1926 ; blé, Office du blé, 1925-1950 ; sel, 1848-1917 ; poudres, 1873-1912 ; sucre, 1903 ; charbons, Office national, 1933-1934 ; commerce des armes, 1935.

2ETP/3/6/15 Crédit

2ETP/3/6/15 1 Restrictions, encadrement, coût, Conseil national du crédit. 1934-1965.

2ETP/3/6/15 2 *Idem.* 1966-1977.

2ETP/3/6/15 3 *Idem*, 1978-1984 ; vente à crédit des valeurs à lots, 1921-1925.

2ETP/3/6/15 4 Taux d'intérêt, taux légal de l'argent, usure, taux d'intérêt des obligations cautionnées. 1864-1985.

2ETP/3/6/16 Banques. Établissements de crédit

2ETP/3/6/16 1 Organisation, contrôle, surveillance. 1803-1983.

2ETP/3/6/16 2 Protection de l'épargne, réglementation du démarchage. 1903-1981.

2ETP/3/6/16 3 Exportation, importation de capitaux, 1912-1940 ; titres au porteur, 1901-1928.

2ETP/3/6/16 4	Banque de France. 1804-1923.
2ETP/3/6/16 5	<i>Idem</i> , 1923-1972 ; Mont-de-piété, 1877-1916 ; Comptoir national d'escompte, 1848-1884.
2ETP/3/6/16 6	Crédit au petit et moyen commerce, banques populaires, Crédit forestier, Crédit hôtelier. 1911-1915.
2ETP/3/6/16 7	<i>Idem</i> . 1915-1930.
2ETP/3/6/16 8	<i>Idem</i> , 1930-1979 ; sociétés d'investissement, caisses d'amortissement, 1817-1949.
2ETP/3/6/16 9	Caisses d'épargne, 1811-1960 ; Crédit agricole, 1970-1979 ; Sous-comptoir des entrepreneurs près le Crédit foncier de France, 1895-1968 ; Caisse des prêts mobiliers, 1915 ; Caisse des dépôts et consignations, 1900-1931 ; Sous-comptoir du commerce et de l'industrie, 1861 ; Société générale de crédit industriel et commercial, 1860.
2ETP/3/6/17 Monnaie	
2ETP/3/6/17 1	Enquête sur la circulation monétaire et fiduciaire. 1865.
2ETP/3/6/17 2	Circulation monétaire et fiduciaire, frappe, émission, retrait, métaux, étalon. 1828-1919.
2ETP/3/6/17 3	<i>Idem</i> . 1920-1948.
2ETP/3/6/17 4	Nouveau franc, 1959-1970 ; conventions monétaires internationales, 1868-1933.

- 2ETP/3/6/17 5** Change, marché, cours, convertibilité. 1915-1973.
- 2ETP/3/6/17 6** Paiements internationaux, offices de compensation, 1871-1937 ; crises financières, inflation, politique financière, dévaluation, 1857-1924.
- 2ETP/3/6/17 7** Crises financières, inflation, politique financière, dévaluation. 1924-1935.
- 2ETP/3/6/17 8** *Idem.* 1937-1973.
- 2ETP/3/6/17 9** *Idem*, 1976-1985 ; dépréciation du franc, rajustement des rentes, influence sur les contrats d'assurances et les marchés en cours, 1914-1948.

2ETP/3/6/2 FISCALITÉ

2ETP/3/6/21 Régime fiscal

- 2ETP/3/6/21 1** Régime fiscal, législation, réformes, codification, politique fiscale, régime des étrangers. 1871-1918.
- 2ETP/3/6/21 2** *Idem.* 1918-1920.
- 2ETP/3/6/21 3** *Idem.* 1920-1923.
- 2ETP/3/6/21 4** *Idem.* 1923-1935.
- 2ETP/3/6/21 5** *Idem.* 1936-1945.

2ETP/3/6/21 6	<i>Idem.</i> 1946-1948.
2ETP/3/6/21 7	<i>Idem.</i> 1948-1951.
2ETP/3/6/21 8	<i>Idem.</i> 1951-1955.
2ETP/3/6/21 9	<i>Idem.</i> 1955-1956.
2ETP/3/6/21 10	<i>Idem.</i> 1956-1957.
2ETP/3/6/21 11	<i>Idem.</i> 1958-1962.
2ETP/3/6/21 12	<i>Idem.</i> 1962-1971.
2ETP/3/6/21 13	<i>Idem.</i> 1972-1975.
2ETP/3/6/21 14	<i>Idem.</i> 1976-1980.
2ETP/3/6/21 15	<i>Idem.</i> 1981-1985.
2ETP/3/6/21 16	<i>Idem.</i> 1985-1986.
2ETP/3/6/21 17	Services fiscaux, délais de paiement, exonérations, dégrèvements, recouvrements, contrôle fiscal. 1889-1928.
2ETP/3/6/21 18	<i>Idem.</i> 1929-1941.
2ETP/3/6/21 19	<i>Idem.</i> 1941-1982.

2ETP/3/6/22 Impôts directs

2ETP/3/6/22 1	Impôt général sur le revenu, impôt sur le revenu des personnes physiques (I.R.P.P.). 1887-1903.
2ETP/3/6/22 2	<i>Idem.</i> 1903-1907.
2ETP/3/6/22 3	<i>Idem.</i> 1907-1913.
2ETP/3/6/22 4	<i>Idem.</i> 1913-1916.
2ETP/3/6/22 5	<i>Idem.</i> 1916-1926.
2ETP/3/6/22 6	<i>Idem.</i> 1927-1954.
2ETP/3/6/22 7	<i>Idem.</i> 1968-1969.
2ETP/3/6/22 8	<i>Idem.</i> 1969-1981 ; impôts sur les revenus des dirigeants et des administrateurs de sociétés, 1906-1946.
2ETP/3/6/22 9	Impôts sur les salaires, traitement, pensions et rentes, déductions, taxes, 1920-1978 ; impôt sur les bénéfices agricoles, 1922-1930.
2ETP/3/6/22 10	Impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux. 1894-1925.
2ETP/3/6/22 11	<i>Idem.</i> 1925-1936.
2ETP/3/6/22 12	<i>Idem.</i> 1937-1946.

2ETP/3/6/22 13	<i>Idem.</i> 1946-1953.
2ETP/3/6/22 14	<i>Idem.</i> 1954-1981.
2ETP/3/6/22 15	Impôt sur les sociétés. 1949-1962.
2ETP/3/6/22 16	<i>Idem.</i> 1965-1973.
2ETP/3/6/22 17	<i>Idem.</i> , 1974-1984 ; impôt sur le capital, 1874-1933.
2ETP/3/6/22 18	Impôt sur le capital, 1976-1986 ; valeurs mobilières, régime fiscal, impôt sur le revenu, 1872-1930.
2ETP/3/6/22 19	Valeurs mobilières, 1931-1982 ; créances, comptes courants, cautionnements, régime fiscal, impôt sur le revenu, 1921-1935.
2ETP/3/6/22 20	Anciennes contributions, suppression, 1917 ; contribution personnelle mobilière, 1904-1936 ; portes et fenêtres, 1805-1893; contribution foncière, impôt foncier, impôt sur les plus-values, 1894-1934.
2ETP/3/6/22 21	Contribution foncière, impôt foncier, impôt sur les plus-values. 1961-1982.
2ETP/3/6/22 22	Patente, contributions des patentes. 1843-1901.
2ETP/3/6/22 23	<i>Idem.</i> 1902-1911.

2ETP/3/6/22 24	<i>Idem.</i> 1911-1929.
2ETP/3/6/22 25	<i>Idem.</i> 1929-1936.
2ETP/3/6/22 26	<i>Idem.</i> 1936-1938.
2ETP/3/6/22 27	<i>Idem.</i> 1938-1955.
2ETP/3/6/22 28	<i>Idem.</i> 1956-1972.
2ETP/3/6/22 29	<i>Idem.</i> 1973 ; taxe professionnelle, 1974-1978.
2ETP/3/6/22 30	Taxe professionnelle. 1978-1984.
2ETP/3/6/22 31	Taxe d'apprentissage. 1912-1942.
2ETP/3/6/22 32	<i>Idem.</i> 1942-1950.
2ETP/3/6/22 33	<i>Idem.</i> 1951-1956.
2ETP/3/6/22 34	<i>Idem.</i> 1955-1969.
2ETP/3/6/22 35	Bénéfices de guerre, taxe, contribution. 1915-1919.
2ETP/3/6/22 36	<i>Idem.</i> 1920-1922.
2ETP/3/6/22 37	<i>Idem.</i> 1922-1944 ; taxes au profit d'établissements, de groupements et de caisses, 1896-1940.

2ETP/3/6/22 38	Contributions et impôts divers. 1903-1939.
2ETP/3/6/22 39	<i>Idem.</i> 1939-1960.
2ETP/3/6/22 40	Finances locales, taxes départementales et communales. 1903-1931.
2ETP/3/6/22 41	<i>Idem.</i> 1932-1938.
2ETP/3/6/22 42	<i>Idem.</i> 1943-1968.
2ETP/3/6/22 43	<i>Idem.</i> 1968-1978.
2ETP/3/6/22 44	Octroi, droits. 1895-1942.

2ETP/3/6/25 Enregistrement. Timbre

2ETP/3/6/25 1	Enregistrement, réglementation, droits, actes de mutations entre vifs, conventions privées, marchés administratifs. 1804-1936.
2ETP/3/6/25 2	<i>Idem.</i> 1949-1963 ; mutation par décès, régime fiscal, 1896-1934.
2ETP/3/6/25 3	Enregistrement, assurances, 1864-1949 ; droit de timbre, législation, types, modèles, 1819-1978.
2ETP/3/6/25 4	Droit de timbre, annonces, réclames, publicité, affiches, régime fiscal des affiches et enseignes lumineuses. 1836-1938.

- 2ETP/3/6/25 5** Droit de timbre, lettres de voiture, contrats de transport. 1846-1960.
- 2ETP/3/6/25 6** Droit de timbre, reçus, bordereaux, quittances commerciales et fiscales. 1862-1931.
- 2ETP/3/6/25 7** Droit de timbre, valeurs mobilières, marchés et écrits commerciaux, opérations de bourse, 1891-1949 ; produits pharmaceutiques, 1903-1935 ; chasse, permis de conduire, passeport, actes judiciaires, ventes publiques, 1899-1933.
- 2ETP/3/6/25 8** Droit de timbre, effets de commerce, lettres de change, chèques. 1830-1941.

2ETP/3/6/26 Impôt sur le chiffre d'affaires

- 2ETP/3/6/26 1** Impôt sur le chiffre d'affaires, taxe sur les paiements. 1872-1921.
- 2ETP/3/6/26 2** *Idem.* 1921-1923.
- 2ETP/3/6/26 3** *Idem.* 1924-1939.
- 2ETP/3/6/26 4** Impôt sur le chiffre d'affaires, boissons, 1928-1934 ; produits agricoles, alimentation, 1920-1935.
- 2ETP/3/6/26 5** Impôt sur le chiffre d'affaires, productions et activités diverses. 1920-1936.
- 2ETP/3/6/26 6** Taxe de luxe, classement des établissements et objets. 1918-1934.

2ETP/3/6/26 7	Taxe de luxe. 1917-1929.
2ETP/3/6/26 8	Idem, 1931-1945 ; taxe de luxe, automobiles, 1922-1926 ; alimentation, boissons, 1918-1930 ; habillement, 1922-1928 ; ameublement, 1927-1930 ; bijouterie, objets d'art, lunetterie, instruments scientifiques, 1917-1921.
2ETP/3/6/26 9	Taxe unique à la production, taxe sur les affaires, taxe sur la circulation ou les transactions, taxe à la valeur ajoutée (T.V.A.). 1925-1932.
2ETP/3/6/26 10	<i>Idem.</i> 1933-1938.
2ETP/3/6/26 11	<i>Idem.</i> 1938-1951.
2ETP/3/6/26 12	<i>Idem.</i> 1952-1965.
2ETP/3/6/26 13	<i>Idem.</i> 1950-1967.
2ETP/3/6/26 14	T.V.A., généralisation. 1960-1967.
2ETP/3/6/26 15	<i>Idem.</i> 1967.
2ETP/3/6/26 16	<i>Idem.</i>
2ETP/3/6/26 17	T.V.A., commission consultative. 1969.
2ETP/3/6/26 18	<i>Idem</i> ; T.V.A., 1968-1973.
2ETP/3/6/26 19	T.V.A., 1975-1984 ; taxe d'abattage, 1922-1938.

2ETP/3/6/26 20 Taxe sur l'importation. 1920-1931.

2ETP/3/6/26 21 *Idem*, 1931-1933 ; taxe à l'exportation, 1920-1936.

2ETP/3/6/28 Contributions indirectes

2ETP/3/6/28 1 Législation, 1902-1912 ; eaux minérales, 1903-1913 ; alcools et boissons, licences, pénalités, acquits, titres de mouvement, 1889-1979.

2ETP/3/6/28 2 Alcools et boissons. 1805-1932.

2ETP/3/6/28 3 Huiles minérales, essence, 1901-1976 ; bougies, acides stéariques, savons, 1873-1913 ; papier, 1881 ; produits pharmaceutiques, 1917-1924 ; appareils d'éclairage, briquets, 1912-1933 ; sel, 1881-1930.

2ETP/3/6/28 4 Vanilline, 1909-1911 ; café, chicorée, sucre, 1860-1933 ; saccharine, 1899-1930 ; spectacles cinématographiques, 1913-1935 ; jeux, cartes à jouer, 1905-1939 ; spectacles, expositions, 1916-1924 ; voitures publiques, transports en commun, 1904-1972 ; navigation de plaisance, 1896-1904.

2ETP/3/6/28 5 Automobiles, bicyclettes, transports routiers. 1881-1983.

2ETP/3/6/28 6 Droit de garantie, poinçons. 1834-1932.

- 2ETP/4 -

TRANSPORTS

VOIES ET MOYENS DE COMMUNICATION

2ETP/4/1 VOIRIE ET TRANSPORTS SUR ROUTE ⁽¹⁾

2ETP/4/1/00 1	Roulage, transports routiers, circulation routière, réglementation, code de la route, congrès. 1806-1952.
2ETP/4/1/00 2	<i>Idem.</i> 1953-1985.
2ETP/4/1/00 3	Office national des routes, 1920-1929 ; transporteurs routiers privés, organisation de la représentation, 1942-1945.
2ETP/4/1/00 4	Centre national du commerce extérieur, groupe de contact pour les transports routiers internationaux, 1967-1969 ; commission de surveillance du Bureau régional de fret de Paris ⁽²⁾ , 1964-1967.
2ETP/4/1/00 5	Réseau routier, voirie, financement, construction, routes touristiques. 1911-1972.
2ETP/4/1/00 6	Gares routières de voyageurs. 1942-1966.
2ETP/4/1/00 7	<i>Idem.</i> 1959-1973.

(1) Le détail de la typologie des pièces n'a pas été repris dans l'analyse de la série 2ETP/4. En effet, cette série résultant pour l'essentiel de l'activité consultative de la Chambre de commerce, on y trouvera des documents ayant trait à l'activité de l'Assemblée générale et des commissions : notes préparatoires, enquêtes, études, documentation, analyse de textes législatifs, rapports. Sur les transports et les voies et moyens de communication en région parisienne, il convient de se reporter à la série 2ETP/7 consacrée aux questions locales.

(2) Organe de contrôle des usagers chargé de suivre le fonctionnement du Bureau régional de fret géré exclusivement par des transporteurs et des commissionnaires de transports. Décret du 30 juin 1961, remplacé par le décret du 28 juillet 1965.

2ETP/4/1/00 8	Tunnel sous le Mont-Blanc. 1949-1967.
2ETP/4/1/00 9	Tunnel sous la Manche. 1961-1973.
2ETP/4/1/00 10	Autoroutes, création, statut. 1931-1970.
2ETP/4/1/00 11	<i>Idem.</i> 1952-1963.
2ETP/4/1/00 12	Automobiles, réglementation, circulation, réglementation internationale, responsabilité des conducteurs, permis de conduire. 1900-1931.
2ETP/4/1/00 13	<i>Idem.</i> 1931-1955.
2ETP/4/1/00 14	<i>Idem,</i> 1955-1968 ; services publics automobiles, 1901-1959 ; automobiles, recensement, classement, réquisition, 1908-1940 ; véhicules industriels, location, 1960-1969.

2ETP/4/2 CHEMINS DE FER

2ETP/4/2/00 1	Statut, réglementation, organisation, Société nationale des chemins de fer français (S.N.C.F.). 1904-1958.
2ETP/4/2/00 2	<i>Idem.</i> 1962-1973.
2ETP/4/2/00 3	Délais de transport. 1928-1960.
2ETP/4/2/00 4	Tarifs. 1881-1955.
2ETP/4/2/00 5	<i>Idem.</i> 1956-1971.
2ETP/4/2/00 6	Taxes spéciales, frais accessoires. 1910-1956.
2ETP/4/2/00 7	Lignes, gares, ouverture, fermeture, horaires des bureaux. 1904-1973.

2ETP/4/3 POSTES. TÉLÉCOMMUNICATIONS. RADIODIFFUSION

2ETP/4/3/1 ORGANISATION

2ETP/4/3/10 1	Postes, télécommunications, organisation, fonctionnement, service public (P.T.T.), régime financier. 1893-1930.
2ETP/4/3/10 2	<i>Idem</i> , 1930-1972 ; conventions internationales, 1924-1930.
2ETP/4/3/10 3	Grève de 1909, service de remplacement organisé par la Chambre de commerce de Paris, installation : plans. 1909.
2ETP/4/3/10 4	Grèves, service du courrier commercial (service de remplacement organisé par la Chambre de commerce de Paris). 1908-1953.
2ETP/4/3/10 5	<i>Idem</i> . 1953.
2ETP/4/3/10 6	<i>Idem</i> . 1953-1957.
2ETP/4/3/10 7	Immeubles des postes ⁽¹⁾ (département de la Seine), 1863-1939.
2ETP/4/3/10 8	Conférence régionale des postes, télégraphes et téléphones, puis des postes et télécommunications. 1945-1967.

(1) Nombreux plans d'installation. Pour la place de la Bourse et la rue Feydeau, voir aussi 2ETP/1/2/42 7 ; pour la Douane centrale, voir aussi 2ETP/2/3/40 14.

2ETP/4/3/10 9 Conseil supérieur des postes, télégraphes et téléphones, puis des postes et télécommunications : procès-verbaux. 1945-1969.

IV- 3/2 POSTE AUX LETTRES

2ETP/4/3/20 1 Organisation, exploitation, tarifs. 1814-1972.

2ETP/4/3/20 2 Desserte postale de la banlieue. 1955.

2ETP/4/3/20 3 *Idem*, 1955-1957 ; affranchissement, lettres, pneumatiques, factures, papiers d'affaires, recommandés, 1881-1927.

2ETP/4/3/20 4 Affranchissement, imprimés, échantillons commerciaux, 1905-1961 ; chèques postaux, 1905-1954.

2ETP/4/3/20 5 Colis postaux. 1879-1882.

IV- 3/4 TÉLÉPHONE

2ETP/4/3/40 1 Organisation, abonnement, tarifs. 1898-1985.

2ETP/4/3/40 2 Réseau téléphonique, construction, amélioration, financement, avances par les chambres de commerce à l'État ⁽¹⁾, emprunts. 1890-1963.

(1) En vue de l'application de la loi du 18 juillet 1889, le ministre du Commerce demanda, le 10 novembre 1890, à la Chambre de commerce de Paris, de faire à l'État l'avance, sans intérêt, de tout ou partie des frais de premier établissement des lignes téléphoniques interurbaines les plus importantes. La Chambre de commerce de Paris octroya la première avance par délibération du 10 décembre 1890.

- 2ETP/4/3/40 3** Réseau automatique, centraux téléphoniques, circonscription de Paris. 1888-1952.
- 2ETP/4/3/40 4** Réseau interurbain, 1890-1948 ; réseau international, 1896-1954.
- 2ETP/4/3/40 5** Service téléphonique interurbain en cas de grève. 1954-1968.

2ETP/4/3/5 RADIODIFFUSION. TÉLÉVISION

- 2ETP/4/3/50 1** Statut, organisation, financement. 1923-1974.
- 2ETP/4/3/50 2** Utilisation commerciale, 1922-1971 ; congrès national de la radiodiffusion, 1929.

2ETP/4/4 NAVIGATION INTÉRIEURE. PORTS FLUVIAUX

2ETP/4/4/2 ORGANISATION

- 2ETP/4/4/20 1** Congrès international de la navigation intérieure, congrès international de la navigation, congrès international de la navigation fluviale, 1890-1953 ; Association internationale permanente des congrès de navigation, 1903-1933.
- 2ETP/4/4/20 2** Congrès national de la navigation intérieure, 1919-1925 ; Société de propagande pour l'achèvement du réseau français de canaux et voies navigables, 1907-1925 ; associations, groupements divers, 1919-1962 ; comités divers, 1901-1924.
- 2ETP/4/4/20 3** Législation, réglementation, chambres de navigation, code fluvial, police fluviale. 1839-1945.
- 2ETP/4/4/20 4** Navigation intérieure, affrètement, bourses et bureaux, courtiers maritimes, courtiers de fret. 1858-1938.
- 2ETP/4/4/20 5** *Idem*, 1941-1972 ; délais de chargement, 1903-1944 ; immatriculation, hypothèque fluviale, 1896-1934.

2ETP/4/4/4 EXPLOITATION

- 2ETP/4/4/40 1** Régime, batellerie. 1823-1920.
- 2ETP/4/4/40 2** *Idem*, 1922-1959 ; exploitation, méthodes, traction, matériel, 1805-1960.

2ETP/4/4/40 3 Tarifs, 1840-1846 ; transports mixtes par fer et eau, raccordement des voies, 1903-1923.

2ETP/4/4/6 RÉSEAU NAVIGABLE. PORTS FLUVIAUX ⁽¹⁾

2ETP/4/4/60 Voies navigables

2ETP/4/4/60 1 Voies navigables, amélioration, extension. 1873-1909.

2ETP/4/4/60 2 *Idem.* 1903-1972.

2ETP/4/4/61 Seine

2ETP/4/4/61 1 Seine, réseau navigable, conditions de navigation, amélioration et extension. 1802-1981.

2ETP/4/4/61 2 Haute-Seine. 1839-1956.

2ETP/4/4/61 3 Basse-Seine. 1813-1913.

2ETP/4/4/61 4 *Idem.* 1913-1925.

2ETP/4/4/61 5 *Idem*, 1927-1959 ; canal Saint-Denis, 1837-1930 ; canal Saint-Martin, 1847-1906 ; autres canaux de Paris, 1893-1901.

(1) Nombreux plans annexés aux dossiers de cette sous-série.

2ETP/4/4/61 6	Autres canaux de Paris, 1909-1930 ; canaux de la Seine hors de Paris, 1878-1931.
2ETP/4/4/61 7	Consortium pour l'aménagement et la modernisation de la Seine et des voies adjacentes ⁽¹⁾ . 1957-1974.
2ETP/4/4/61 8	Paris, port maritime, projets <i>Seine maritime</i> et <i>Paris-port de mer</i> ⁽²⁾ . 1830-1890.
2ETP/4/4/61 9	<i>Idem.</i> 1887-1900.
2ETP/4/4/61 10	<i>Idem.</i> 1901-1945.
2ETP/4/4/61 11	Navigation dans Paris, Port de Paris, Port autonome de Paris ⁽³⁾ . 1811-1912.
2ETP/4/4/61 12	<i>Idem.</i> 1912-1924.

(1) Association loi 1901 créée lors de l'assemblée générale constitutive tenue en l'hôtel de la Chambre de commerce de Melun le 7 février 1957.

(2) Dès le XVIII^e siècle furent lancés de nombreux projets tendant à permettre aux navires de haute-mer, la remontée de la Seine jusqu'à Paris. L'aménagement de la Basse-Seine et la création du port de Gennevilliers permirent une réalisation partielle du grand projet de *Paris - port de mer*.

(3) En conséquence des inondations de 1910, la Ville de Paris adopta en 1912 un projet d'aménagement de la Seine qui fut interrompu par la guerre. A la suite d'études faites par le ministère des Travaux publics et la Ville de Paris, puis le département de la Seine, sur la proposition d'une commission administrative d'études créée en 1920, le conseil général de la Seine adopta en 1922 un vaste programme de travaux qui prévoyait notamment la réalisation des ports de Pantin et Gennevilliers et l'achèvement du port de Bonneuil.

En 1968 fut créé le Port autonome de Paris, établissement public de l'État, à caractère industriel et commercial, entré en fonctionnement le 1^{er} octobre 1970. Sa circonscription comprend l'ensemble de la région parisienne. La C.C.I.P. est représentée au conseil d'administration. Outre les installations d'Ivry, de Pantin et de Gennevilliers, la C.C.I.P. gère, avec la Ville de Paris, le port de l'Arsenal (Association pour le port de plaisance de Paris-Arsenal) ouvert en février 1983 sur le canal Saint-Martin entre la place de la Bastille et la Seine.

2ETP/4/4/61 13	<i>Idem.</i> 1925-1960.
2ETP/4/4/61 14	<i>Idem.</i> 1949-1976.
2ETP/4/4/61 15	Ports de Paris et de banlieue, aménagement, exploitation. Alfortville, 1929 ; Asnières, 1850-1931 ; Austerlitz, 1902-1923 ; Auteuil, 1844-1924 ; Bercy, 1834-1883 ; Billancourt, 1901.
2ETP/4/4/61 16	Bonneuil-sur-Marne ⁽¹⁾ , 1917-1922.
2ETP/4/4/61 17	<i>Idem.</i> 1922.
2ETP/4/4/61 18	<i>Idem.</i> 1923-1973.
2ETP/4/4/61 19	Boulogne, 1854-1929 ; les Célestins, 1932 ; Champs-Élysées, 1909 ; la Chapelle, 1839-1840 ; Charenton, 1832-1950 ; Charonne, 1898 ; Choisy-le-Roi, 1858-1927.

(1) L'origine de ce port remonte à la guerre de 1914-1918, époque à laquelle sa construction fut entreprise par l'État sur des terrains lui appartenant. Dès 1917, la Chambre de commerce de Paris manifesta le désir de s'intéresser à cet établissement. Au début de 1921, pour atténuer les conséquences d'une crise de chômage menaçante, le ministre du Commerce invita la Chambre à étudier la poursuite des travaux du port. Le 30 avril 1921, le ministre des Travaux public approuvait deux conventions signées par la Chambre de commerce avec, d'une part le Département de la Seine, et d'autre part l'Office national de la navigation. D'importants travaux furent réalisés mais la Chambre de commerce ne prit jamais en main l'exploitation du port. A partir de 1927, elle commença à se désengager de l'opération. La concession du port fut finalement accordée à l'Office national de la navigation (O.N.M.) par décret du 4 février 1932.

2ETP/4/4/61 20	Clichy, 1900-1929 ; Conférence, 1909 ; Courbevoie, 1912-1923 ; Épinay, 1923 ; la Gare, 1903 ; Gennevilliers, port, Service interconsulaire du port de Gennevilliers (S.I.P.G.) ⁽¹⁾ , 1925-1950.
2ETP/4/4/61 21	Gennevilliers, port, Service interconsulaire du port de Gennevilliers (S.I.P.G.). 1948-1960.
2ETP/4/4/61 22	<i>Idem.</i> 1961-1967.

(1) La création du port de Gennevilliers faisait partie des réalisations projetées par le plan d'aménagement du port de Paris adopté en 1922. Un projet primitif fut établi en 1923 par les services techniques du Port de Paris. Il devait peu varier. Les travaux de la première phase commencèrent en 1936 ; interrompus par la guerre, ils furent achevés en 1948.

Par une convention en date du 26 mars 1948, le département de la Seine accorda au Port autonome du Havre la concession d'un vaste terrain en vue d'y installer un outillage portuaire avec obligation de service public. La Chambre de commerce de Paris, désireuse d'exercer sa vocation légale à gérer des services publics portuaires dans sa circonscription, fut amenée à créer, en association avec la Chambre de commerce du Havre, le service interconsulaire du Port de Gennevilliers (S.I.P.G.) auquel le Port autonome du Havre rétrocéda sa concession. La convention liant les deux chambres fut approuvée par le secrétaire d'État au Commerce le 30 novembre 1948. En 1949, la Chambre de commerce de Paris se voyait aussi confier l'établissement et l'exploitation de l'outillage d'une autre partie du port public. L'ensemble des installations consulaires fut inauguré le 10 juillet 1950.

Le 15 mai 1963, une gare routière internationale fut mise en service. Le S.I.P.G. fut dissous en 1967, la C.C.I.P. s'engageant à mettre en service un terminal containers pour la région parisienne. Créé à l'initiative de la C.C.I.P. et du Port autonome de Paris par l'assemblée constitutive du 27 juin 1974, le Groupement d'intérêt économique (G.I.E.) Paris-Terminal fonctionne effectivement depuis le 1er janvier 1975. Le complexe d'échanges de marchandises de Gennevilliers comprend un centre de conteneurs desservi par la voie fluviale, le fer et la route, et une zone d'entrepôts desservie par route avec une gare routière internationale.

2ETP/4/4/61 23	S.I.P.G., concession. 1948-1967.
2ETP/4/4/61 24	S.I.P.G., comité de direction ⁽¹⁾ : feuilles d'émargement, comptes rendus. 1948-1950.
2ETP/4/4/61 25	<i>Idem.</i> 1951-1952.
2ETP/4/4/61 26	<i>Idem.</i> 1953-1955.
2ETP/4/4/61 27	<i>Idem.</i> 1956-1960.
2ETP/4/4/61 28	<i>Idem.</i> 1961-1967.
2ETP/4/4/61 29	Gennevilliers, Bureau d'expertises maritimes, capitaines-experts ⁽²⁾ , 1941-1968 ; Grenelle, 1890-1940 ; Ile Louviers, 1847-1848 ; Issy-les-Moulineaux, 1929.
2ETP/4/4/61 30	Ivry-sur-Seine ⁽³⁾ . 1828-1899.

(1) Le S.I.P.G. était administré par un comité de direction de sept membres, désignés à raison de quatre par la C.C.I.P. et de trois par la C.C.I. du Havre.

(2) En application du protocole signé à Paris le 25 juin 1958 par la Chambre de commerce de Paris, l'Association des consignataires de navires des ports de Paris et le Comité central des assureurs maritimes de France, il fut constitué par la Chambre de commerce de Paris au sein de ses services concédés du Port de Gennevilliers et afin de favoriser le développement du trafic maritime de ce port, un Bureau d'expertises maritimes (B.E.M.) ayant pour objet de mettre à la disposition des usagers des experts amiables qualifiés (capitaines-experts) pour contrôler l'arrimage et la manutention des cargaisons des navires de mer desservant le port.

(3) Projetée dès 1893, la création d'un port de transbordement reliant voie navigable et voie ferrée à Ivry-sur-Seine fit l'objet d'un décret portant déclaration d'utilité publique le 28 juin 1897. L'outillage et le raccordement du port avec la nouvelle gare de chemin de fer furent concédés à la Chambre de commerce de Paris. Les installations furent inaugurées le 22 octobre 1899.

2ETP/4/4/61 31	<i>Idem.</i> 1895-1899.
2ETP/4/4/61 32	<i>Idem.</i> 1899-1901.
2ETP/4/4/61 33	<i>Idem.</i> 1901-1903.
2ETP/4/4/61 34	<i>Idem.</i> 1902-1906.
2ETP/4/4/61 35	<i>Idem.</i> 1906-1911.
2ETP/4/4/61 36	<i>Idem.</i> 1908-1919.
2ETP/4/4/61 37	<i>Idem.</i> 1917-1924.
2ETP/4/4/61 38	<i>Idem.</i> 1920-1957.
2ETP/4/4/61 39	Javel, 1895-1934 ; Levallois-Perret, 1868-1952 ; port de plaisance du Touring-club de France, 1932-1954 ; Rapée, 1894-1949.
2ETP/4/4/61 40	Saint-Denis, 1877-1948 ; Saint-Maurice, 1857-1931 ; Saint-Nicolas, 1847-1909 ; Saint-Ouen, 1855 ; Saints-Pères, 1805 ; Suresnes, 1908-1931 ; Tolbiac, 1924 ; la Villette, 1840-1923 ; Vitry-sur-Seine, 1913.

2ETP/4/4/62 Nord

2ETP/4/4/62 1	Nord de la France, réseau navigable. 1834-1958.
----------------------	---

2ETP/4/4/62 2 Senaisnor ⁽¹⁾, 1969-1974 ; Sambre, rivière et canal, 1864-1926 ; canal du Nord, 1881-1889.

2ETP/4/4/62 3 Canal du Nord. 1901-1927.

2ETP/4/4/62 4 *Idem*, 1950-1958 ; autres canaux, 1844-1964.

2ETP/4/4/63 Est

2ETP/4/4/63 1 Canal de l'Ourcq ⁽²⁾. 1804-1902.

2ETP/4/4/63 2 *Idem*. 1903-1962.

2ETP/4/4/63 3 *Idem*, 1962-1963 ; Marne, 1835-1907.

2ETP/4/4/63 4 Marne, 1908-1939 ; autres réseaux, 1801-1958.

2ETP/4/4/63 5 Liaison Seine-Est, Association pour l'étude des liaisons fluviales Seine-Est de la France ⁽³⁾. 1962-1972.

(1) Senaisnor : consortium pour l'étude et la réalisation de la liaison Seine-Nord à grand gabarit par le canal de Saint-Quentin, association loi 1901, fut créé le 30 octobre 1969.

(2) Dossiers sur les ports de la Villette et de Pantin, dans les cartons 1 et 2. Voir aussi en série 2ETP/2.

(3) Association loi 1901, créée le 11 juillet 1962, réunissant les chambres de commerce et d'industrie intéressées, les ports autonomes du Havre et de Rouen, et le Consortium pour l'aménagement et la modernisation de la Seine et des voies adjacentes ; la C.C.I.P., membre fondateur de l'association, en assurant la présidence effective.

2ETP/4/4/63 6 Association pour l'étude des liaisons fluviales Seine-Est de la France, assemblée générale, conseil d'administration, 1971-1974 ; bulletin d'information, 1963-1974.

2ETP/4/4/64 Autres réseaux

2ETP/4/4/64 1 Rhône. 1902-1933.

2ETP/4/4/64 2 Réseau Sud-Ouest, canaux, rivières. 1881-1949.

2ETP/4/4/64 3 Loire, projet *Loire navigable*, 1804-1917 ; Bassin de la Loire, canaux, 1860-1965.

2ETP/4/4/64 4 Centre, canaux, 1835-1929 ; canal Manche-Méditerranée, projet, 1875-1879.

2ETP/4/4/64 5 Association Mer du Nord-Méditerranée ⁽¹⁾. 1961-1965.

2ETP/4/4/64 6 *Idem.* 1965-1975.

2ETP/4/4/64 7 Association Mer du Nord-Méditerranée, cotisations C.C.I.P., 1963-1976 ; Association Mer du Nord-Méditerranée, Société d'étude Mer du Nord-Méditerranée, assemblées générales, conseils d'administration : comptes rendus, 1961-1970.

(1) L'association Mer du Nord-Méditerranée, constituée le 3 octobre 1962 et déclarée à la préfecture de police le 10 octobre 1962, dans le but d'étudier et de promouvoir un réseau navigable à grand gabarit intéressant les bassins du Rhin, de la Meuse et de la Moselle à ceux de la Saône et du Rhône. La C.C.I.P. était membre fondateur de l'Association mais ne faisait pas partie de la société d'étude.

2ETP/4/4/64 8

Association Mer du Nord-Méditerranée, Société d'étude Mer du Nord-Méditerranée, assemblées générales, conseils d'administration : comptes rendus. 1971-1976.

2ETP/4/5 PORTS MARITIMES

2ETP/4/5/2 RÉGIME

2ETP/4/5/20 1	Législation, réglementation, financement, conventions internationales. 1869-1936.
2ETP/4/5/20 2	<i>Idem.</i> 1959-1965.
2ETP/4/5/20 3	Pilotage, 1907-1934 ; remorquage, 1891-1917 ; police sanitaire, 1892-1928.
2ETP/4/5/20 4	Ports autonomes, 1907-1965 ; ports francs, 1891-1899.
2ETP/4/5/20 5	Ports francs. 1899-1903.
2ETP/4/5/20 6	<i>Idem.</i> 1903-1967.

2ETP/4/5/3 EXPLOITATION

2ETP/4/5/30 1	Manutention. 1932-1966.
2ETP/4/5/30 2	Droits de quai, 1895-1933 ; péages, tarifs divers, 1901-1921 ; outillage, 1900-1930.

2ETP/4/5/4 PORTS EN PARTICULIER

2ETP/4/5/40 1 Le Havre. 1881-1919.

2ETP/4/5/40 2 Le Havre, Rouen. 1910-1924.

2ETP/4/5/5 ASSOCIATION DES GRANDS PORTS FRANCAIS ⁽¹⁾

2ETP/4/5/50 1 Association des grands ports français : comptes rendus des séances. 1936-1940.

2ETP/4/5/50 2 *Idem.* 1941-1952.

2ETP/4/5/50 3 *Idem.* 1953-1955.

2ETP/4/5/50 4 *Idem.* 1956-1958.

2ETP/4/5/50 5 *Idem.* 1959-1961.

2ETP/4/5/50 6 *Idem.* 1962 ; Association pour le développement des grands ports français : comptes rendus des séances, 1972-1973.

2ETP/4/5/50 7 *Idem.* 1974-1975.

(1) L'Association des grands ports français, devenue l'Association pour le développement des grands ports français, regroupe des chambres de commerce, des ports autonomes, des municipalités, des conseils généraux, des syndicats professionnels de la navigation maritime et intérieure, des transporteurs maritimes et terrestres, des affréteurs, des chantiers navals et des entrepreneurs de manutention.

2ETP/4/6 NAVIGATION MARITIME

2ETP/4/6/1 ORGANISATION

- 2ETP/4/6/10 1** Actes de navigation, conventions internationales. 1804-1931.
- 2ETP/4/6/10 2** Conseils, comités, associations, services divers. 1902-1935.
- 2ETP/4/6/10 3** Conseil supérieur de la Marine marchande, 1896-1899 ; inscription maritime, privilèges des marins, chômage, 1889-1937.

2ETP/4/6/4 ARMEMENT NAVAL. SERVICES COMMERCIAUX

- 2ETP/4/6/40 1** Flotte de commerce, développement, 1862-1975 ; affrètement, tarifs, usages, taxes, 1884-1931.
- 2ETP/4/6/40 2** Crédit maritime, hypothèques, privilèges. 1908-1933.
- 2ETP/4/6/40 3** Surtaxes de pavillon, monopole de pavillon, 1863-1930 ; services commerciaux, lignes et compagnies diverses, 1826-1955.
- 2ETP/4/6/40 4** Liaison maritime directe Maroc-Paris. 1953-1961.
- 2ETP/4/6/40 5** Services maritimes postaux. 1868-1908.

2ETP/4/6/40 6 *Idem*, 1909-1929 ; canal de Suez, 1848-1956 ; canal de Panama, 1848-1917.

2ETP/4/6/7 DROIT MARITIME

2ETP/4/6/70 1 Code maritime, code de travail, code disciplinaire de la marine marchande. 1868-1934.

2ETP/4/6/70 2 Hygiène, sécurité, transport de marchandises dangereuses. 1886-1933.

2ETP/4/6/70 3 Chargement, manutention, 1863-1923 ; courtage maritime, 1854-1900 ; abordage, avarie, collisions, 1852-1925 ; responsabilité du transporteur, 1834-1933 ; vol, contrebande, 1906-1928.

2ETP/4/6/70 4 Transport maritime en temps de guerre, prises, réquisitions, 1828-1940 ; Association française de droit maritime, 1960-1974.

2ETP/4/7 NAVIGATION AÉRIENNE

2ETP/4/7/1 ORGANISATION

2ETP/4/7/10 1 Transport aérien, législation, organisation, conditions d'exploitation, servitudes. 1913-1932.

2ETP/4/7/10 2 *Idem.* 1932-1942.

2ETP/4/7/10 3 *Idem.* 1946-1972.

2ETP/4/7/10 4 Conseil supérieur des transports aériens, conseils, comités, instituts divers, 1928-1969 ; propagande, salons, expositions, congrès, 1921-1948.

2ETP/4/7/10 5 Hélicoptères, héliports. 1954-1971.

2ETP/4/7/3 EXPLOITATION

2ETP/4/7/30 1 Lignes interrégionales. 1926-1955.

2ETP/4/7/30 2 Lignes internationales, 1919-1955 ; navigation aérienne, situation à l'étranger, 1925-1934.

2ETP/4/7/30 3 Aéroports, statut, organisation, rôle des chambres de commerce, équipement du territoire. 1927-1953.

2ETP/4/7/30 4	<i>Idem.</i>
2ETP/4/7/30 5	<i>Idem.</i> 1944-1970.
2ETP/4/7/30 6	Union des chambres de commerce aéronautiques ⁽¹⁾ : comptes rendus de réunions. 1949-1959.
2ETP/4/7/30 7	<i>Idem.</i> , 1960-1963 ; table de matières des "questions traitées", 1948-1968 ; Union des chambres de commerce et établissements gestionnaires d'aéroports (U.C.C.E.G.A.) : comptes rendus des assemblées générales, 1969-1973.
2ETP/4/7/30 8	Paris, exploitation aérienne, organisation, statistiques, Aéroport de Paris ⁽²⁾ . 1927-1961.
2ETP/4/7/30 9	<i>Idem.</i> 1960-1967.

(1) Dès l'apparition de l'aviation commerciale, au lendemain de la Première Guerre mondiale, les chambres de commerce créèrent et gèrent des aérodromes privés. Plus tard lorsque l'État entreprit l'aménagement d'aérodromes publics, les chambres de commerce demandèrent et obtinrent la concession de ceux-ci. Le décret du 22 octobre 1929 concédait ainsi à la Chambre de commerce de Lyon la gestion de l'aérodrome de Lyon-Bron. La loi du 20 juin 1933 et le décret du 24 septembre 1953 ont renforcé le cadre légal d'intervention des chambres de commerce en matière aéroportuaire.

En 1938, en liaison avec l'Union des ports autonomes et des chambres de commerce et industrie maritimes (U.P.A.C.C.I.M.), l'Union des chambres de commerce aéronautiques fut créée. En 1968, celle-ci fut transformée en Union des chambres de commerce et établissements gestionnaires d'aéroports (U.C.C.E.G.A.), association loi 1901, dotée d'un secrétariat distinct de l'U.P.A.C.C.I.P. et siégeant dans les locaux de l'Assemblée permanente des chambres de commerce et d'industrie. (A.P.C.C.I.).

(2) Alors que les aéroports sont généralement exploités par les chambres de commerce et d'industrie en province, la dimension considérable et la vocation internationale de l'aéroport de Paris ont conduit, avec l'accord de la C.C.I.P., au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, à la création d'un établissement public à caractère commercial dénommé : Aéroport de Paris (ordonnance du 29 octobre 1945 et décret du 4 janvier 1947). La C.C.I.P. est représentée au sein du conseil d'administration. Aéroport de Paris gère tous les aérodromes civils se trouvant dans un rayon de 100 km autour de Paris.

2ETP/4/7/30 10	<i>Idem.</i> 1965-1972.
2ETP/4/7/30 11	<i>Idem.</i> 1971-1974.
2ETP/4/7/30 12	Le Bourget ⁽¹⁾ . 1926-1933.
2ETP/4/7/30 13	<i>Idem.</i> 1932-1935.
2ETP/4/7/30 14	<i>Idem.</i> 1934-1936.
2ETP/4/7/30 15	<i>Idem.</i>
2ETP/4/7/30 16	<i>Idem.</i> 1934-1958.

(1) Créé pendant la Première Guerre mondiale, l'aérodrome du Bourget devint en 1920 un aérodrome mixte. Très vite la nécessité d'aménager un grand aéroport à proximité de Paris se fit sentir. La Chambre de commerce de Paris, sollicitée, donna un accord de principe en 1928, sous la réserve que le nouvel aéroport serait réservé à un usage exclusivement civil. La question resta pendante jusqu'en 1933, lorsque le ministère de l'Air prit la décision de construire la nouvelle aérogare au Bourget et proposa à la Chambre de commerce de Paris d'en assurer la gestion. Par délibération du 3 novembre 1933, la Chambre donna son accord ; la convention et le cahier des charges restaient à établir. Les négociations s'enlisèrent et ne furent jamais conclues. L'aéroport, inauguré en 1937, fut géré à partir de 1945 par Aéroport de Paris. Depuis juillet 1977, il est réservé à l'aviation d'affaires.

2ETP/4/7/30 17	Orly ⁽¹⁾ , 1931-1966 ; Roissy-en-France ⁽²⁾ , 1963-1965.
2ETP/4/7/30 18	Roissy-en-France. 1965-1973.
2ETP/4/7/30 19	<i>Idem</i> , 1973 ; Toussus-le-Noble, 1971-1973.
2ETP/4/7/30 20	Bourse internationale de fret aérien de Paris (B.I.F.A.P.), création, 1948 ; Commission représentative des intérêts généraux près la B.I.F.A.P. : comptes rendus de réunions, 1949-1951.
2ETP/4/7/30 21	B.I.F.A.P. : bulletin intérieur. 1949-1956.

(1) Utilisé avant la Seconde Guerre mondiale par l'aéronautique navale, l'aéroport d'Orly fut ouvert à la circulation aérienne civile dès la fin de l'année 1945. L'aérogare d'Orly-sud fut inaugurée en 1961, celle d'Orly-ouest mise en service en 1971. La C.C.I.P. a ouvert en 1970 un dépôt de douane à Orly à la demande de l'aéroport, des compagnies aériennes et de l'administration des douanes qui désiraient que les marchandises justiciables du dépôt de douane soient rassemblées dans un même local.

(2) La création de l'aéroport de Paris-nord à Roissy-en-France fut décidée pour soulager l'aéroport d'Orly et surtout pour remplacer l'aéroport du Bourget, trop enclavé désormais dans le tissu urbain. L'aérogare n° 1 fut mise en service le 13 mars 1974.

2ETP/4/8 COORDINATION DES MOYENS DE TRANSPORT

2ETP/4/8/1 ORGANISATION

2ETP/4/8/10 1	Coordination des moyens de transport, politique des transports, équipements, infrastructures. 1900-1942.
2ETP/4/8/10 2	<i>Idem.</i> 1944-1982.
2ETP/4/8/10 3	Offices des transports et des P.T.T. ⁽¹⁾ , Union des offices. 1911-1970.
2ETP/4/8/10 4	Union des offices, réunions des présidents des offices, réunions des directeurs : comptes rendus. 1948-1963.
2ETP/4/8/10 5	<i>Idem</i> , 1964-1969 ; Conseil supérieur des transports, organismes divers, 1901-1947.
2ETP/4/8/10 6	Commission voies et moyens de communication de la Chambre de commerce de Paris ⁽²⁾ : communications du président. 1950-1952.

(1) Dans le cadre de la loi du 9 avril 1898 qui habilitait les chambres de commerce, sous réserve d'autorisation ministérielle, à "se concerter en vue de créer des établissements, services ou travaux d'intérêt commun", des offices régionaux des transports furent créés : dès 1899, dans la région Sud-Est, à Lyon, puis en 1909 à Limoges (Centre-Ouest), en 1910 au Mans (Ouest), en 1911 à Toulouse (Sud-Ouest), en 1913 à Lille (Nord), en 1918 à Nancy (Est), en 1920 à Mulhouse (Haut-Rhin), en 1921 à Paris et en 1922 à Strasbourg (Bas-Rhin et Moselle). Constituée en 1918, l'Union des offices des transports, devenue Union des offices des transports et des P.T.T., fut autorisée par le ministre du Commerce et de l'Industrie le 6 juillet 1920. Dès leur création en 1924, les chambres d'agriculture s'affilièrent aux Offices des transports. L'arrêté interministériel du 20 avril 1943 a officialisé l'existence des offices des transports et de leur Union. Sur l'Office des transports de la Chambre de commerce de Paris, voir 2ETP/1/2/54 29.

(2) Dite "deuxième Commission".

2ETP/4/8/10 7	<i>Idem.</i> 1953-1958.
2ETP/4/8/10 8	<i>Idem.</i> 1959-1965.
2ETP/4/8/10 9	<i>Idem.</i> 1966-1967.
2ETP/4/8/10 10	Conférence permanente des chambres de commerce de la C.E.E., sous-commission "transports" : dossiers de réunions, 1958-1960 ; commission "transports" : dossiers de réunions, 1961.
2ETP/4/8/10 11	Conférence permanente des chambres de commerce de la C.E.E., commission "transports" : dossiers de réunions. 1962-1966.
2ETP/4/8/10 12	<i>Idem.</i> 1967-1974.

2ETP/4/8/2 RAIL ET ROUTE

2ETP/4/8/20 1	Coordination des moyens de transport par rail et route. 1933-1935.
2ETP/4/8/20 2	<i>Idem.</i> 1936-1952.
2ETP/4/8/20 3	<i>Idem.</i> 1953-1965 ; textes législatifs et réglementaires, 1932-1938.

2ETP/4/8/3 RAIL ET EAU

2ETP/4/8/30 1	Coordination des moyens de transport par rail et eau. 1934-1941.
----------------------	--

2ETP/4/9 PIPE-LINE

2ETP/4/9/00 1

Pipe-line le Havre-Paris. 1920-1964.

- 2ETP/5 -

**QUESTIONS POLITIQUES
MILITAIRES ET SOCIALES**

2ETP/5/1 HYGIÈNE ET SANTÉ PUBLIQUE ⁽¹⁾

2ETP/5/1/00 1	Santé publique, police sanitaire, mendicité, établissements de bienfaisance, maladies vénériennes, 1804-1940 ; alcoolisme, 1915-1917.
2ETP/5/1/00 2	Tuberculose, 1923-1970 ; pollution des eaux, pollution atmosphérique, bruit, 1906-1969 ; maisons de jeux, 1805-1933.

(1) Le détail de la typologie des pièces n'a pas été repris dans l'analyse de la série 2ETP/5. En effet, cette série résultant pour l'essentiel de l'activité consultative de la Chambre de commerce, on y trouvera des documents ayant trait à l'activité de l'Assemblée générale et des commissions : notes préparatoires, enquêtes, études, documentation, analyse de textes législatifs, rapports.

2ETP/5/2 POPULATION ET NATALITÉ

- | | |
|----------------------|---|
| 2ETP/5/2/00 1 | Dépopulation, politique de la natalité, familles nombreuses. 1915-1937. |
| 2ETP/5/2/00 2 | <i>Idem</i> , 1939-1944 ; Congrès national de la natalité, 1919-1938 ; protection de l'enfance, pupilles de la nation, 1922-1953. |

2ETP/5/3 CRISES POLITIQUES

2ETP/5/3/00 1	Crises politiques, révolutions, conflits armés, traités de paix. 1809-1924.
2ETP/5/3/00 2	Créances des citoyens américains, 1804 ; créances sur les colons de Saint-Domingue ⁽¹⁾ , 1803-1818 ; évacuation de Paris (en particulier les entrepôts de la Chambre de commerce), 1918 ; Seconde Guerre mondiale, occupation, collaboration, 1939-1946.
2ETP/5/3/00 3	Ordonnances allemandes pour les territoires français occupés, 1940-1944 ; commissions franco-allemandes des chambres de commerce ⁽²⁾ , 1940-1944.
2ETP/5/3/00 4	Commissions franco-allemandes des chambres de commerce, 1940-1944 ; réquisitions de l'entrepôt de Pantin, 1943-1944.
2ETP/5/3/00 5	Rapatriés d'outre-mer, 1956-1963 ; visas pour quitter la France (application de la loi sur l'état d'urgence), 1958 ; conflit Inde-Pakistan, 1965 ; mobilisation économique, organisation de la nation en temps de guerre, 1925-1935.
2ETP/5/3/00 6	Mobilisation économique, organisation de la nation en temps de guerre, 1938-1951 ; commerce, marchés, contrats, créances avec l'ennemi, 1914-1920.

(1) Parmi les pièces, un cahier d'enregistrement des créances indiquant les noms, qualités, résidences des débiteurs et des créanciers, montant et date de la créance, description de la propriété à Saint-Domingue.

(2) Les commissions franco-allemandes des chambres de commerce furent créées lors du congrès des chambres de commerce allemandes et des chambres de commerce françaises à Paris, du 18 au 21 septembre 1941, voir 2ETP/6/6/50 2. Les quatre commissions (Prix, Éducation professionnelle, Transports, Organisation intérieure des chambres de commerce et de leurs services) devaient se réunir une fois par trimestre, alternativement en France et en Allemagne. En fait, les commissions ne se réunirent que deux à trois fois entre 1941 et 1943.

2ETP/5/3/00 7	État de guerre, mesures économiques exceptionnelles. 1915-1956.
2ETP/5/3/00 8	Comité de restriction des approvisionnements et du commerce de l'ennemi. 1915-1918.
2ETP/5/3/00 9	<i>Idem</i> ; réquisitions, 1916-1951 ; exercice abusif du droit de réquisition (entrepôt de Pantin, banc d'épreuve des armes à feu), 1944-1946.
2ETP/5/3/00 10	Marchés de guerre, attribution, révision, 1915-1953 ; emprunts russes, 1918-1928.
2ETP/5/3/00 11	Commission chargée de rechercher les moyens de développer les relations commerciales franco-russes, 1915 ; dommages de guerre, réparations, 1910-1915.
2ETP/5/3/00 12	Dommages de guerre, réparations. 1915-1928.
2ETP/5/3/00 13	<i>Idem.</i> 1930-1957.
2ETP/5/3/00 14	Dommages de guerre, autorisations de transfert, 1955-1962 ; défense passive, 1934-1936.
2ETP/5/3/00 15	Protection civile. 1959-1970.
2ETP/5/3/00 16	Institut des hautes études de la défense nationale. 1958-1969.
2ETP/5/3/00 17	Oeuvres de guerre. 1914-1970.

- 2ETP/5/3/00 18** Collection *Études et documents sur la guerre* ⁽¹⁾. *Qui a voulu la guerre ? Les origines de la guerre d'après les documents diplomatiques*, par É. Durkheim et E. Denis [7 brochures : éditions française et anglaise de 1917, italienne, danoise, suédoise, norvégienne et espagnole de 1915].
- 2ETP/5/3/00 19** *La violation de la neutralité belge et luxembourgeoise par l'Allemagne*, par André Weiss [7 brochures : éditions française et anglaise de 1917, suédoise, norvégienne, danoise et espagnole de 1915, italienne de 1916] ; *Les crimes allemands d'après les témoignages allemands*, par Joseph Bédier [7 brochures : éditions française et danoise de 1916, norvégienne, suédoise, espagnole, anglaise et italienne de 1915].
- 2ETP/5/3/00 20** *Comment l'Allemagne essaye de justifier ses crimes*, par Joseph Bédier [2 brochures : éditions française et anglaise de 1916] ; *Comment les Austro-hongrois ont fait la guerre en Serbie, observations directes d'un neutre*, par R. A. Reiss [5 brochures : éditions française et anglaise de 1916, italienne, suédoise et espagnole de 1915].

(1) En réponse à la propagande menée par le Deutscher Handelstag, équivalent allemand de l'Assemblée des présidents des chambres de commerce de France, la Chambre de commerce de Paris décida, dès le 28 octobre 1914, de lancer à son tour une campagne de propagande à destination des pays neutres.

La Chambre publia un bulletin d'information *Documents sur la guerre*, reprenant la forme de celui de la Chambre de commerce de Berlin. Les six éditions (française, allemande, anglaise, italienne, espagnole et portugaise) des 92 numéros de décembre 1914 à mars 1919 totalisèrent plus de 38 millions d'exemplaires. Deux collections du bulletin sont conservées dans les sous-séries 2ETP/128/Y et 129 Y.

La Chambre de commerce de Paris assura également la traduction, la publication et la diffusion des brochures de la collection *Études et documents sur la guerre* du comité présidé par Ernest Lavisse, sous le patronage du ministère des Affaires étrangères. Publiées en 6, 7 ou 8 langues, ces brochures furent tirées à près d'1,5 million d'exemplaires. La collection cotée 2ETP/5/3/00 18 à 23 était précédemment conservée à la bibliothèque sous les cotes [105.462] et [105.471].

- 2ETP/5/3/00 21** *Pratique et doctrine allemande de la guerre*, par E. Lavissee et Ch. Andler [5 brochures : éditions française de 1916, anglaise, espagnole, suédoise et italienne de 1915] ; *"L'Allemagne au-dessus de tout", la mentalité allemande et la guerre*, par É. Durkheim [7 brochures : éditions française, anglaise et suédoise de 1916, norvégienne, espagnole, italienne et danoise de 1915].
- 2ETP/5/3/00 22** *1815-1915, du congrès de Vienne à la guerre de 1914*, par Ch. Seignobos [6 brochures : éditions anglaise, espagnole, suédoise, italienne et norvégienne de 1915, danoise de 1916].
- 2ETP/5/3/00 23** *Le pangermanisme, ses plans d'expansion allemande dans le monde*, par Ch. Andler [7 brochures : éditions française, norvégienne et danoise de 1916, anglaise, italienne, espagnole et suédoise de 1915] ; *The victory of the Marne, the enemy's onslaught - order to stand firm, the battle, immediate results - historic consequences*, par Louis Madelin [1 brochure : édition anglaise de 1917].

2ETP/5/4 CRISES ÉCONOMIQUES

2ETP/5/4/3 CRISES D'APPROVISIONNEMENT

2ETP/5/4/30 1 Crises d'approvisionnement, répartition, contingentement. 1904-1941.

2ETP/5/4/30 2 *Idem.* 1941-1947.

2ETP/5/4/30 3 *Idem.* 1947-1980.

2ETP/5/4/4 CRISES DU LOGEMENT

2ETP/5/4/40 1 Politique du logement, aide à la construction. 1922-1927.

2ETP/5/4/40 2 *Idem.* 1928-1950.

2ETP/5/4/40 3 *Idem.* 1951-1955.

2ETP/5/4/40 4 *Idem.* 1956-1961.

2ETP/5/4/40 5 *Idem.* 1963-1986.

2ETP/5/4/40 6	Logement, action des chambres de commerce ⁽¹⁾ . 1926-1953.
2ETP/5/4/40 7	<i>Idem</i> , 1953-1971 ; régime des baux, 1921-1927.
2ETP/5/4/40 8	Régime des baux, 1927-1965 ; habitat rural, logement ouvrier, 1918-1929.
2ETP/5/4/40 9	Habitat rural, logement ouvrier. 1930-1947.
2ETP/5/4/40 10	<i>Idem</i> , 1950-1951 ; habitations à bon marché (H.B.M.), à loyer modéré (H.L.M.), législation, 1913-1934.
2ETP/5/4/40 11	H.B.M., H.L.M., acquisitions d'immeubles et de terrains, expropriations, enquêtes d'utilité publique ⁽²⁾ , 1918-1925.
2ETP/5/4/40 12	<i>Idem</i> . 1927-1951.
2ETP/5/4/40 13	<i>Idem</i> . 1951-1956.
2ETP/5/4/40 14	<i>Idem</i> . 1956-1957.
2ETP/5/4/40 15	Office foncier de construction. 1955.

(1) Le décret du 18 septembre 1953 a autorisé les chambres de commerce à participer à la collecte de la taxe de 1% sur les salaires, instaurée par les décrets des 9 août et 2 décembre 1953 et destinée à soutenir l'effort de construction.

(2) Nombreux plans annexés aux dossiers d'enquête.

2ETP/5/4/5 CHERTÉ DE LA VIE

- | | |
|----------------------|---|
| 2ETP/5/4/50 1 | Commissions d'observation des prix, indices des prix, 1912-1963 ; cherté de la vie, lutte contre la hausse des prix, indemnités, 1912-1924. |
| 2ETP/5/4/50 2 | Cherté de la vie, lutte contre la hausse des prix, indemnités. 1918-1934. |
| 2ETP/5/4/50 3 | Prix, taxation. 1899-1934. |

2ETP/5/5 ÉQUIPEMENT NATIONAL

2ETP/5/5/00 1	Outillage national, programme. 1929-1930.
2ETP/5/5/00 2	<i>Idem.</i> 1930-1934.
2ETP/5/5/00 3	Planification. 1944-1964.
2ETP/5/5/00 4	<i>Idem.</i> 1964-1969.
2ETP/5/5/00 5	<i>Idem.</i> 1970-1971.
2ETP/5/5/00 6	<i>Idem.</i> 1971-1975.
2ETP/5/5/00 7	<i>Idem.</i> 1975-1979.
2ETP/5/5/00 8	<i>Idem.</i> 1979-1980.
2ETP/5/5/00 9	<i>Idem.</i> 1980.
2ETP/5/5/00 10	<i>Idem.</i> 1980-1983.

2ETP/5/8 OEUVRES SOCIALES

- 2ETP/5/8/00 1** Aide aux sinistrés des inondations de l'Est de France, 1948 ; Grèce, 1953 ; Orléansville, 1954 ; Ivry, 1955 ; journée nationale de solidarité en faveur de la population hongroise, 1956 ; aide aux commerçants mobilisés par suite des événements d'Algérie, 1956.
- 2ETP/5/8/00 2** Vallée de l'Ubaye, 1959 ; Madagascar, 1959.
- 2ETP/5/8/00 3** Fréjus, 1959-1960 ; Agadir, 1960 ; Ile Maurice, 1960.
- 2ETP/5/8/00 4** Chili, 1960 ; Normandie, 1961 ; Centre, 1960-1961.
- 2ETP/5/8/00 5** Clamart, Issy-les-Moulineaux, 1961-1964 ; artisans florentins et vénitiens, 1967.

- 2ETP/6 -

PRODUCTION ET COMMERCE

2ETP/6/1 PRODUCTION ET COMMERCE EN FRANCE ⁽¹⁾

2ETP/6/1/0 ORGANISATION

2ETP/6/1/00 Évolution et politique économique

2ETP/6/1/00 1	Situation, évolution, crises, politique de l'État, relance de l'économie. 1806-1913.
2ETP/6/1/00 2	<i>Idem.</i> 1914-1919.
2ETP/6/1/00 3	<i>Idem.</i> 1919-1937.
2ETP/6/1/00 4	<i>Idem.</i> 1931-1946.
2ETP/6/1/00 5	<i>Idem.</i> 1951-1952.
2ETP/6/1/00 6	<i>Idem.</i> 1953-1954.
2ETP/6/1/00 7	<i>Idem.</i> 1954-1957.

(1) Le détail de la typologie des pièces n'a pas été repris dans l'analyse de la série 2ETP/6. En effet, cette série résultant pour l'essentiel de l'activité consultative de la Chambre de commerce, on y trouvera des documents ayant trait à l'activité de l'Assemblée générale et des commissions : notes préparatoires, enquêtes, études, documentation, analyse de textes législatifs, rapports.

2ETP/6/1/00 8 *Idem.* 1957-1959.

2ETP/6/1/00 9 *Idem.* 1959-1965.

2ETP/6/1/00 10 *Idem.* 1966-1973.

2ETP/6/1/00 11 *Idem.* 1974-1986.

2ETP/6/1/00 12 Productivité. 1951-1955.

2ETP/6/1/00 13 *Idem.* 1955-1960.

2ETP/6/1/01 Activité régionale

2ETP/6/1/01 1 Rôle des groupements et syndicats professionnels, zones industrielles. 1918-1957.

2ETP/6/1/01 2 *Idem.* 1957-1961.

2ETP/6/1/02 Enquêtes et statistiques économiques

2ETP/6/1/02 1 Réglementation, organisation. 1887-1968.

2ETP/6/1/02 2	Enquête statistique permanente sur l'évolution des chiffres d'affaires ⁽¹⁾ , 1949-1951.
2ETP/6/1/02 3	<i>Idem.</i> 1951.
2ETP/6/1/02 4	<i>Idem.</i> 1951.
2ETP/6/1/02 5	<i>Idem.</i> 1952.
2ETP/6/1/02 6	<i>Idem.</i> 1952-1953.
2ETP/6/1/02 7	<i>Idem.</i> 1952-1953.
2ETP/6/1/02 8	<i>Idem.</i> 1954.
2ETP/6/1/02 9	<i>Idem.</i> 1954-1955.
2ETP/6/1/02 10	<i>Idem.</i> 1956-1957.
2ETP/6/1/02 11	<i>Idem.</i> 1958-1959.

(1) Appelée aussi Enquête permanente sur la marche (ou le marché) des affaires, ou encore Enquête permanente sur l'activité commerciale, elle fut organisée par la Direction du commerce intérieur, au ministère de l'Industrie et du Commerce, à partir de 1949 avec le concours des régions économiques et des chambres de commerce. La Chambre de commerce de Paris et la XVe Région économique y collaborèrent de 1950 à 1972.

2ETP/6/1/02 12 *Idem.* 1959-1961.

2ETP/6/1/02 13 *Idem.* 1961-1962.

2ETP/6/1/02 14 *Idem.* 1963-1965.

2ETP/6/1/02 15 *Idem.* 1965-1968.

2ETP/6/1/02 16 *Idem.* 1968-1969.

2ETP/6/1/02 17 *Idem.* 1970-1972.

2ETP/6/1/03 Commerce indépendant. Petite et moyenne entreprise

2ETP/6/1/03 1 Organisation, lois d'orientation, financement, assistance, magasins collectifs, régimes sociaux. 1969-1970.

2ETP/6/1/03 2 *Idem.* 1970-1972.

2ETP/6/1/03 3 *Idem.* 1972-1973.

2ETP/6/1/03 4 *Idem.* 1973-1975.

2ETP/6/1/03 5 *Idem.* 1975-1978.

2ETP/6/1/03 6 *Idem.* 1980-1985.

2ETP/6/1/03 7 Actions de la C.C.I.P. en faveur des P.M.E.-P.M.I.⁽¹⁾. 1974-1982.

2ETP/6/1/05 Propagande

2ETP/6/1/05 1 Propagande, campagnes d'affichage, 1930-1968 ; réunions d'information générale pour les syndicats professionnels de l'industrie, 1955.

2ETP/6/1/05 2 Réunions d'information générale pour les syndicats professionnels du commerce, 1955 ; réunions d'information générale pour les syndicats professionnels du commerce et de l'industrie, 1957.

2ETP/6/1/08 Défense du commerce et de l'industrie

2ETP/6/1/08 1 Défense contre la concurrence étrangère, 1854-1936 ; lutte contre le dumping, 1931-1932 ; surtaxes compensatrices à l'écart des changes, 1931-1934.

2ETP/6/1/1 PRODUITS AGRICOLES ET ÉLEVAGE

2ETP/6/1/10 1 Agriculture, élevage, organisation, réglementation. 1899-1964.

2ETP/6/1/10 2 *Idem*, 1966-1975 ; Centre national des expositions et concours agricoles (C.E.N.E.C.A.), 1964-1978 ; café, 1896-1919.

(1) Dossiers de Dominique Bagge, directeur des relations internationales de 1969 à 1976, puis directeur de l'information économique et des relations communautaires de 1976 à 1983.

2ETP/6/1/10 3 Céréales. 1804-1935.

2ETP/6/1/2 PRODUITS ANIMAUX NATURELS ET TRANSFORMÉS

2ETP/6/1/20 1 Viandes, oeufs, lait, 1907-1936 ; laines, 1810-1931 ; ganterie, 1913-1915 ; fourrures, pelleteries, 1805-1918.

2ETP/6/1/20 2 Industrie de la chaussure, 1935-1940 ; pêche, 1835-1939.

2ETP/6/1/3 PRODUITS VÉGÉTAUX TRANSFORMÉS

2ETP/6/1/30 1 Coton, 1804-1940 ; industrie textile, 1904 ; haute couture, 1939 ; papeterie, 1924.

2ETP/6/1/30 2 Sucres, alcools, 1845-1886.

2ETP/6/1/30 3 Sucres, 1902-1948 ; boissons, vins, 1903-1935.

2ETP/6/1/4 INDUSTRIES ET PRODUITS DIVERS

2ETP/6/1/40 1 Produits du sous-sol, 1803-1943 ; énergie atomique, politique énergétique, 1955-1964 ; industrie du bâtiment, 1958.

2ETP/6/1/40 2 Produits et industries chimiques, 1850-1930 ; automobile, 1905-1961 ; cinéma, 1968-1975 ; industries et produits divers, 1803-1930.

2ETP/6/2 COMMERCE EXTÉRIEUR

2ETP/6/2/0 ÉVOLUTION

- | | |
|----------------------|--|
| 2ETP/6/2/00 1 | Situation, évolution, perspectives. 1834-1965. |
| 2ETP/6/2/00 2 | <i>Idem.</i> 1966-1970. |
| 2ETP/6/2/00 3 | <i>Idem.</i> 1971-1977. |
| 2ETP/6/2/00 4 | <i>Idem.</i> 1977-1983. |
| 2ETP/6/2/00 5 | <i>Idem.</i> 1984-1986 ; statistiques du commerce extérieur, législation, organisation, 1914-1958. |
| 2ETP/6/2/00 6 | Enquêtes. 1874-1966. |

2ETP/6/2/1 ORGANISATION

2ETP/6/2/11 Politique des échanges

- | | |
|----------------------|---|
| 2ETP/6/2/11 1 | Amélioration et développement du commerce extérieur français, plans, programmes. 1899-1932. |
| 2ETP/6/2/11 2 | <i>Idem.</i> 1933-1953. |

2ETP/6/2/11 3	<i>Idem.</i> 1954-1965.
2ETP/6/2/11 4	<i>Idem.</i> 1966-1982.
2ETP/6/2/11 5	<i>Idem.</i> 1982-1986.
2ETP/6/2/11 6	Exportations, régime, 1902-1977 ; vins, régime des exportations, 1864-1930 ; sociétés de commerce international, sociétés de commerce extérieur, 1971-1984; commerce extérieur, organisation régionale, décentralisation, 1954.
2ETP/6/2/11 7	Importations, régime, 1917-1978 ; commerce extérieur en temps de guerre, législation, organisation, 1915-1947.
2ETP/6/2/11 8	Intermédiaires agréés, instructions. 1959-1964.

2ETP/6/2/12 Organismes. Propagande

2ETP/6/2/12 1	Défense du commerce extérieur français, propagande, organisation. 1905-1975.
2ETP/6/2/12 2	<i>Idem</i> , 1975-1985 ; publications sur le commerce extérieur, 1880-1960 ; prix, récompenses, 1960-1962.
2ETP/6/2/12 3	Manifestations, journées, colloques. 1948-1979.
2ETP/6/2/12 4	Actions de la Chambre de commerce de Paris et des chambres de commerce en faveur du commerce extérieur. 1939-1969.

2ETP/6/2/12 5	<i>Idem.</i> 1970-1986.
2ETP/6/2/12 6	Société d'encouragement pour le commerce français d'exportation ⁽¹⁾ , statuts, organisation, activités, bulletin. 1884-1887.
2ETP/6/2/12 7	<i>Idem.</i> 1884-1906.
2ETP/6/2/12 8	<i>Idem.</i> 1900-1928.
2ETP/6/2/12 9	<i>Idem.</i> , 1919-1955 ; société d'encouragement pour le commerce français d'exportation, conférences de propagande, 1898-1900.

(1) La Société d'encouragement pour le commerce français d'exportation fut fondée en 1884, à la suite d'une initiative de la Chambre de commerce et de la Société de géographie commerciale de Bordeaux, sous le patronage direct de la Chambre syndicale du commerce d'exportation et de la Chambre de commerce de Paris. Le président de la Chambre de commerce de Paris était président de droit de la société ; le siège social de celle-ci était fixé au 2, place de la Bourse.

Le but était de contribuer au développement du commerce extérieur de la France, en dirigeant sur les marchés des colonies et de l'étranger de jeunes Français justifiant de connaissances commerciales ou industrielles. La société d'encouragement offrait à ces jeunes gens un patronage moral ou pécuniaire, en particulier sous la forme de bourses de séjour. La société d'encouragement cessa toute activité en 1942 et fut dissoute par décision de l'assemblée générale extraordinaire du 2 mars 1955. En près de 60 ans, elle envoya plus d'un millier de boursiers à l'étranger. Sur les bourses de séjour à l'étranger, voir en sous-série 2ETP/2/5/5.

2ETP/6/2/12 10	Office public de renseignements commerciaux ⁽¹⁾ , création, organisation, 1891-1898 ; immeuble 3, rue Feydeau ⁽²⁾ , acquisition, reconstruction, attribution à l'Office national du commerce extérieur, 1894-1899.
2ETP/6/2/12 11	Office national du commerce extérieur ⁽³⁾ , création, organisation, activités. 1898-1912.
2ETP/6/2/12 12	<i>Idem.</i> 1908-1934.

-
- (1) L'Office public de renseignements commerciaux fut créé par délibération de la Chambre de commerce de Paris du 21 novembre 1894. Le 3, rue Feydeau fut acquis pour l'abriter après reconstruction. L'Office de renseignements faisait partie du projet abandonné de Musée commercial de Paris (voir sous-série 2ETP/24/6). La création en 1898 de l'Office national du commerce extérieur entraîna la disparition de l'Office de renseignements.

A partir de 1894, un bulletin périodique de renseignements commerciaux fut publié par la Bibliothèque de la Chambre de commerce de Paris. En 1896, il devint le *Bulletin de la bibliothèque de la Chambre de commerce de Paris*, enfin en 1898, le *Bulletin de la Chambre de commerce de Paris* puis en 1961, le *Moniteur officiel du commerce international*.

- (2) L'immeuble du 3, rue Feydeau fut acquis pour abriter l'Office public de renseignements commerciaux. Reconstitué par l'architecte de la Chambre de commerce Just Lisch, il fut affecté en 1898 à l'Office national du commerce extérieur. Le dossier comporte élévations et plans de l'immeuble.
- (3) L'Office national du commerce extérieur, établissement public, fut institué par la loi du 4 mars 1898 qui approuvait la convention du 14 novembre 1897 et l'avenant du 2 janvier 1898 entre le ministre du Commerce et la Chambre de commerce de Paris. Celle-ci s'engageait à affecter à l'Office, l'immeuble du 3, rue Feydeau, ainsi que le libre usage de sa bibliothèque commerciale. La Chambre de commerce devait en outre verser une subvention annuelle à l'Office. Le président de la Chambre de commerce de Paris était de droit vice-président du conseil d'administration et président du comité de direction de l'Office. L'Office national du commerce extérieur reprenait en outre la publication du *Moniteur officiel du commerce*, assurée jusqu'alors par le ministère du Commerce. Cette publication devint ultérieurement le *Moniteur officiel du commerce et de l'industrie* puis en 1961 le *Moniteur officiel du commerce international*.

La loi du 25 août 1919, qui réorganisait l'ensemble des services du commerce extérieur, abrogeait la convention avec la Chambre de commerce de Paris. L'Office devenait un établissement public dépendant du seul ministère du Commerce. Il s'installa en 1921 au 22, avenue Victor-Emmanuel III. La loi du 28 février 1934 le supprima à compter du 31 mars 1934.

2ETP/6/2/12 13	Centre national du commerce extérieur (C.N.C.E.) puis Centre français du commerce extérieur (C.F.C.E.) ⁽¹⁾ , création, organisation, activités, comité de direction. 1943-1951.
2ETP/6/2/12 14	<i>Idem.</i> 1947-1960.
2ETP/6/2/12 15	<i>Idem</i> , 1960-1979 ; comité de direction, conseil de direction : procès-verbaux, 1960-1961.
2ETP/6/2/12 16	Conseil de direction, comité permanent : procès-verbaux. 1962-1965.
2ETP/6/2/12 17	<i>Idem</i> , 1966-1967 ; groupes de travail divers, 1965-1968 ; groupe de travail "Action régionale", 1965.
2ETP/6/2/12 18	Groupe de travail "Action régionale". 1965-1968.
2ETP/6/2/12 19	Comité régional du commerce extérieur ⁽²⁾ : procès-verbaux, ordres du jour, listes d'émargement, 1944-1947 ; ordres du jour, listes d'émargement, 1947-1969.

(1) Une loi du 6 août 1940 avait recréé un Office du commerce extérieur. Elle fut abrogée dès le 27 décembre 1940. Un acte dit loi du 27 septembre 1943 a créé un Centre national du commerce extérieur. Réformé en 1960, cet organisme a le statut d'établissement public à caractère industriel et commercial. Par décret du 30 septembre 1972, il a pris la dénomination de Centre français du commerce extérieur. Il publie le *Moniteur officiel du commerce international*.

(2) Créé en 1939 sous le nom de Comité régional d'exportation de la XVe région économique, le Comité régional du commerce extérieur de la Chambre de commerce de Paris devait permettre, par l'adjonction de personnalités qualifiées extérieures, d'élargir l'assise et l'information de la Commission du commerce extérieur, composée uniquement de membres de la Chambre. Le Comité régional ne s'est toutefois jamais substitué à la commission qui a continué à débattre des questions strictement consulaires. Il semble ne s'être plus réuni après 1969. Sur ce comité, on consultera en complément essentiel le carton 2ETP/1/2/54 83.

2ETP/6/2/12 20	Organismes divers de propagande et de développement du commerce extérieur. 1853-1947.
2ETP/6/2/12 21	<i>Idem.</i> 1950-1980.
2ETP/6/2/12 22	Groupe d'échanges d'expériences sur le commerce extérieur (G.R.E.E.C.E.) ⁽¹⁾ . 1971-1973.
2ETP/6/2/12 23	Mission entreprises-administration auprès du Premier ministre, Centre national d'information pour la productivité des entreprises (C.N.I.P.E.), 1971-1973 ; Association nationale d'expansion économique ⁽²⁾ , création, statuts, activités, 1915-1937.
2ETP/6/2/12 24	Club des exportateurs ⁽³⁾ , statuts, activités, 1957-1978 ; Congrès des exportateurs de la C.E.E. tenu les 18 et 19 octobre 1968 à Strasbourg, 1968-1969.

(1) Animé par l'Association des secrétaires généraux des chambres de commerce et d'industrie.

(2) En 1915, dans le cadre de la lutte contre les produits austro-allemands, un projet de comité (ou association) national d'expansion industrielle et commerciale vit le jour. L'assemblée constitutive du 14 décembre 1915 lui donna le nom d'Association nationale d'expansion économique. Établie avec le patronage de la Chambre de commerce de Paris, son siège fut fixé au 2, place de la Bourse.

(3) Association sans but lucratif (loi de 1901), créé en 1955 avec l'aide du Centre national du commerce extérieur, le Club des exportateurs rassemble des responsables de l'exportation dans les entreprises, les groupements d'exportations ou les organisations professionnelles. Il organise les Journées techniques de l'exportation française et le congrès des exportateurs de la C.E.E. Il publie la revue *Exporter*.

2ETP/6/2/12 25	Congrès des exportateurs de la C.E.E. tenu les 10 et 11 avril 1970 à Venise, 1970 ; conseillers du commerce extérieur ⁽¹⁾ , réglementation, candidatures, nomination, commission d'examen, congrès, 1914-1942.
2ETP/6/2/12 26	Conseillers du commerce extérieur. 1950-1976.
2ETP/6/2/12 27	Français de l'étranger, régime, Conseil supérieur des Français de l'étranger, 1965-1976 ; organisation consulaire, tarifs de chancellerie, 1860-1933.
2ETP/6/2/12 28	Rapports consulaires sur les questions économiques et commerciales. 1907-1909.
2ETP/6/2/12 29	<i>Idem.</i> 1910-1912.
2ETP/6/2/12 30	Représentation commerciale à l'étranger, réglementation, organisation. 1823-1970.

(1) La loi du 4 mars 1898 qui instituait l'Office national du commerce extérieur, dotait cet établissement, de correspondants choisis parmi des industriels et des négociants français jouissant d'une grande notoriété dans la pratique des affaires d'importation et d'exportation. Ils reçurent le titre de conseillers du commerce extérieur.

L'Assemblée des présidents des chambres de commerce puis l'A.P.C.C.I. fut représentée, et le demeure, au sein de la commission chargée d'examiner les titres des candidats. Les conseillers du commerce extérieur de la France sont rassemblés au sein d'un Comité national, établissement reconnu d'utilité publique par décret du 9 mars 1921.

2ETP/6/2/12 31	Attachés, agents et conseillers commerciaux ⁽¹⁾ , création, législation, organisation, activités. 1894-1946.
2ETP/6/2/12 32	<i>Idem</i> , 1954-1972 ; Commission de recrutement des attachés et agents commerciaux, désignation des délégués de l'Assemblée des présidents des chambres de commerce, 1919-1942.
2ETP/6/2/12 33	Attachés et agents commerciaux, candidatures ⁽²⁾ . 1935.
2ETP/6/2/12 34	<i>Idem</i> . 1935-1936.
2ETP/6/2/12 35	<i>Idem</i> . 1936-1940.
2ETP/6/2/12 36	Groupe de travail interministériel sur les formations au commerce international ³ . 1976-1977.

(1) Quelques postes d'attachés commerciaux à l'étranger furent créés à partir de 1897. La loi du 7 décembre 1908 régularisa leur position. Le corps des attachés et agents commerciaux fut institué par la loi du 25 août 1919. Les attachés, et sous leur contrôle les agents, furent chargés des questions économiques des missions consulaires ainsi que de l'étude, de la défense et de l'extension des intérêts économiques français. L'ordonnance du 16 mars 1944 a remplacé les attachés et agents par les postes de conseillers et d'attachés commerciaux. Antérieurement à cette ordonnance, les attachés et agents commerciaux étaient recrutés, suivis et contrôlés par une commission d'examen et de contrôle où l'Assemblée des présidents des chambres de commerce était représentée.

(2) Dossiers des réunions de la commission, ainsi que des candidatures, recommandations, interventions adressées directement au président de la Chambre de commerce de Paris en tant que délégué de l'Assemblée des présidents des chambres de commerce.

(3) Présidé par Émile Arrighi de Casanova, directeur général de la C.C.I.P.

2ETP/6/2/12 37 Institut Jupiter⁽¹⁾, 1969-1973 ; Centre de préparation aux échanges internationaux : procès-verbaux du Conseil de l'Institut national des langues et civilisations orientales, 1972-1977.

2ETP/6/2/2 CONTRÔLE. LIBRE-ÉCHANGE

2ETP/6/2/20 1 Libre-échange, mesures restrictives, contrôle des changes, libération des échanges. 1902-1959.

2ETP/6/2/20 2 *Idem.* 1965-1971.

2ETP/6/2/20 3 *Idem.* 1972-1983.

2ETP/6/2/3 FORMALITÉS

2ETP/6/2/30 1 Formalités, procédures d'importation et d'exportation, politique de simplification. 1946-1962.

2ETP/6/2/30 2 *Idem.*, 1962-1973 ; Simprofrance, Comité français pour la simplification des procédures du commerce extérieur, 1973-1981.

2ETP/6/2/30 3 Commission de simplification des formalités concernant les opérations du commerce extérieur⁽²⁾. 1953-1962.

(1) Institut privé qui organisa à partir de 1969 un cycle d'initiation aux règles et pratiques commerciales des pays du Marché commun, avec le patronage de la C.C.I.P., du C.N.P.F. et du Centre national du commerce extérieur.

(2) Créée par arrêté du 16 novembre 1953. La première réunion s'est tenue le 17 décembre 1953.

2ETP/6/2/4 AIDE DE L'ÉTAT. CRÉDIT A L'EXPORTATION

2ETP/6/2/40 Aide de l'État

- 2ETP/6/2/40 1** Aides financières et fiscales, primes à l'exportation, avantages fiscaux. 1807-1957.
- 2ETP/6/2/40 2** *Idem.* 1958-1975.
- 2ETP/6/2/40 3** *Idem*, 1975-1986 ; équipement des industries exportatrices, comptes E.F.A.C. (Exportations-frais accessoires), 1946-1966.

2ETP/6/2/44 Crédit à l'exportation

- 2ETP/6/2/44 1** Crédit à l'exportation, assurance-crédit à l'exportation. 1850-1947.
- 2ETP/6/2/44 2** *Idem*, 1947-1983 ; Banque nationale française du commerce extérieur⁽¹⁾, 1908-1930.
- 2ETP/6/2/44 3** Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur (C.O.F.A.C.E.)⁽²⁾. 1964-1972.

(1) Créée en 1919. Le décret du 1er juin 1946 lui a substitué la Banque française du commerce extérieur.

(2) Créée par le décret du 1er juin 1946, la compagnie a débuté ses activités en 1948 après approbation de ses statuts par décret du 20 janvier 1948. Un service de l'Assurance-crédit fonctionnait déjà avant-guerre au ministère du Commerce en application de la loi du 10 juillet 1928.

**2ETP/6/2/6 ENTENTES. ZONES MONÉTAIRES. MARCHÉS COMMUNS.
PAIEMENTS**

- | | |
|----------------------|---|
| 2ETP/6/2/60 1 | Action économique concertée, questionnaire de la Société des nations, 1930 ; crise monétaire internationale, 1972-1973 ; zone dollar, zone sterling, 1950-1953. |
| 2ETP/6/2/60 2 | Comité franc-dollar, 1950-1957 ; conférence économique des pays de la zone franc de Méditerranée et d'Afrique, 1957-1959. |
| 2ETP/6/2/60 3 | Coopération européenne, organismes et mouvements divers, 1930-1958 ; mouvement européen, conférence économique européenne de Westminster, 1949. |
| 2ETP/6/2/60 4 | Organisation européenne de coopération économique (O.E.C.E.) ⁽¹⁾ , 1950-1956 ; paiements, change, recouvrement, compensation, Union européenne des paiements ⁽²⁾ , 1950-1955. |

(1) Instituée en 1948 pour faciliter la mise en oeuvre du plan Marshall. La Convention de Paris du 14 décembre 1960 a substitué à l'O.E.C.E., l'Organisation de coopération et de développement économiques (O.C.D.E.), entrée en vigueur le 30 septembre 1961.

(2) Accord financier, signé le 19 septembre 1950, tendant à assurer le règlement des échanges commerciaux entre les pays de l'O.E.C.E. Entrée en vigueur rétroactive au 1er juillet 1950.

2ETP/6/3 DOUANES. RÉGLEMENTATION DES ENTRÉES ET DES SORTIES

2ETP/6/3/1 RÉGIME. ORGANISATION

2ETP/6/3/11 Régime

2ETP/6/3/11 1	Douanes, politique douanière, législation, réglementation, conventions et accords internationaux. 1840-1923.
2ETP/6/3/11 2	<i>Idem.</i> 1923-1939.
2ETP/6/3/11 3	<i>Idem.</i> 1941-1964.
2ETP/6/3/11 4	<i>Idem.</i> 1965-1973.
2ETP/6/3/11 5	<i>Idem.</i> 1973-1979 ; clause de la nation la plus favorisée, 1929-1935.
2ETP/6/3/11 6	Comité supérieur du tarif des douanes ⁽¹⁾ , organisation, activités, représentation des chambres de commerce. 1951-1967.

(1) Créé par le décret du 8 décembre 1948 et organisé par l'arrêté du 20 janvier 1950 avec représentation des chambres de commerce, il a succédé au Comité d'expertise légale.

2ETP/6/3/12 Organisation

- 2ETP/6/3/12 1** Douanes, organisation, services, bureaux, personnel, 1912-1970 ; transit, transitaires en douane, 1935-1950.
- 2ETP/6/3/12 2** Commissionnaires en douane. 1937-1962.
- 2ETP/6/3/12 3** Formalités douanières. 1890-1930.
- 2ETP/6/3/12 4** *Idem.* 1934-1972.

2ETP/6/3/15 Tarification

- 2ETP/6/3/15 1** Valeur en douane, tarifs *ad valorem*, droit de permis. 1847-1968.
- 2ETP/6/3/15 2** Douanes, taxes, coefficients de majoration, 1920-1934 ; surtaxe d'entrepôt, surtaxe d'origine, 1860-1940.

2ETP/6/3/16 Litiges. Expertise

- 2ETP/6/3/16 1** Contrôle, infractions, litiges, expertise et experts en douane. 1867-1956.
- 2ETP/6/3/16 2** *Idem.* 1952-1963.
- 2ETP/6/3/16 3** *Idem.* 1963-1979.

2ETP/6/3/16 4 Liste générale des fabricants et représentants désignés par la Chambre de commerce de Paris pour être adjoints aux commissaires experts du gouvernement ⁽¹⁾. 1882.

2ETP/6/3/2 TARIFS

2ETP/6/3/21 Tarif général

2ETP/6/3/21 1 Révision, nomenclature. 1833-1878.

2ETP/6/3/21 2 *Idem.* 1890-1892.

2ETP/6/3/21 3 *Idem.*

2ETP/6/3/21 4 *Idem.*

2ETP/6/3/21 5 *Idem.* 1907-1909.

2ETP/6/3/21 6 *Idem.* 1925.

2ETP/6/3/21 7 *Idem.* 1925-1927.

2ETP/6/3/21 8 *Idem.* 1928-1950.

(1) Registre anciennement conservé à la Bibliothèque sous la cote [600.302].

2ETP/6/3/3 RÉGLEMENTATION DES ENTRÉES ET SORTIES

2ETP/6/3/30 1	Restrictions, prohibitions. 1807-1923.
2ETP/6/3/30 2	<i>Idem.</i> 1924-1957.
2ETP/6/3/30 3	Contingentements, 1932-1958 ; licences d'exportation, 1950-1956 ; licences d'import-export Europe-U.S.A., 1951-1954.
2ETP/6/3/30 4	Licences d'importation. 1900-1967.
2ETP/6/3/30 5	Comités techniques d'importation (C.T.I.) ⁽¹⁾ , création, réglementation, organisation. 1949-1959.
2ETP/6/3/30 6	<i>Idem.</i> 1949-1960.
2ETP/6/3/30 7	<i>Idem.</i> 1957-1968 ; désignation des membres des C.T.I., avis de la Chambre de commerce de Paris ⁽²⁾ , 1949.

(1) Les Comités techniques d'importation furent établis par décret du 13 juillet 1949 pour assurer un contrôle de la répartition des autorisations ou licences d'importation. Des Comités techniques siégèrent auprès de chacun des ministres appelés à délivrer des licences. Leurs membres étaient nommés par ces ministres, dont les deux tiers sur proposition de l'Assemblée des présidents de chambres de commerce, après consultation des organisations professionnelles intéressées.

(2) Les pièces relatives aux C.T.I. antérieures à 1957 ont été récupérées, après un tri sommaire et rapide, lors de destructions massives d'archives en 1968. On doit donc les considérer comme des épaves des fonds originaux.

2ETP/6/3/30 8	Désignation des membres des C.T.I., avis de la Chambre de commerce de Paris, 1950-1956 ; C.T.I. de la céramique, création, 1950-1954 ; C.T.I. des miels, désignation des membres, 1950-1957.
2ETP/6/3/30 9	Comités techniques d'importation relevant du ministère de l'Agriculture, création, suppression, composition. 1957-1964.
2ETP/6/3/30 10	<i>Idem.</i> 1957-1966.
2ETP/6/3/30 11	<i>Idem.</i> 1957-1966.
2ETP/6/3/30 12	<i>Idem.</i> 1966-1974.
2ETP/6/3/30 13	Comités techniques d'importation relevant du ministère de l'Industrie, Direction des industries diverses et des textiles (D.I.D.T.), C.T.I. des textiles. 1957-1965.
2ETP/6/3/30 14	C.T.I. des industries diverses. 1957-1965.
2ETP/6/3/30 15	C.T.I. des industries diverses et des textiles. 1966-1971.
2ETP/6/3/30 16	Comités techniques d'importation relevant du ministère de l'Industrie, Direction des mines. 1957-1977.
2ETP/6/3/30 17	Comités techniques d'importation relevant du ministère de l'Industrie, Direction des industries chimiques. 1957-1964.
2ETP/6/3/30 18	<i>Idem.</i> , 1963-1978 ; C.T.I. relevant du ministère de l'Industrie, Direction de la sidérurgie, 1957-1965.

2ETP/6/3/30 19 Comités techniques d'importation relevant du ministère de l'Industrie, Direction des industries mécaniques et électriques (D.I.M.E.). 1957-1964.

2ETP/6/3/30 20 Comités techniques d'importation relevant du ministère de l'Industrie, Direction des industries mécaniques, électriques et électroniques (D.I.M.E.L.E.C.), 1967-1974 ; C.T.I. relevant du ministère de la Santé publique puis du ministère des Affaires sociales, 1957-1967 ; C.T.I. relevant du secrétariat d'État au Commerce, Direction du commerce intérieur, 1958.

2ETP/6/3/30 21 Comités techniques d'importation relevant du sous-secrétariat d'État à la Marine marchande puis du ministère des Transports, secrétariat général de la Marine marchande. 1957-1970.

***2ETP/6/3/4 ADMISSIONS. EXPORTATIONS TEMPORAIRES ET EN
FRANCHISE***

2ETP/6/3/40 1 Législation, réglementation. 1841-1897.

2ETP/6/3/40 2 *Idem.* 1898-1911.

2ETP/6/3/40 3 *Idem.* 1911-1930.

2ETP/6/3/40 4 *Idem.* 1930-1959.

2ETP/6/3/40 5 *Idem*, 1960-1970 ; carnets E.C.S., carnets A.T.A.⁽¹⁾, 1953-1962.

2ETP/6/3/40 6 Carnets E.C.S., carnets A.T.A. 1955-1980.

2ETP/6/3/5 ORIGINE ET PROVENANCE

2ETP/6/3/50 1 Définition, contrôle, 1919-1970 ; certificats d'origine⁽²⁾, établissement, visa, délivrance par les chambres de commerce, 1808-1908.

2ETP/6/3/50 2 Certificats d'origine. 1909-1971.

(1) Carnets internationaux de passage en douane pour l'exportation et l'importation temporaires des échantillons commerciaux et des films publicitaires (carnets E.C.S.), des marchandises destinées à être présentées ou utilisées lors d'une manifestation commerciale et des matériels professionnels (carnets A.T.A.). Ces carnets sont couverts par la garantie du Bureau international d'information des chambres de commerce (B.I.I.C.C.).

Les carnets E.C.S. (Échantillons Commerciaux-Commercial Samples) ont été créés par la convention douanière du 1er mars 1956, les carnets A.T.A. (Admission Temporaire-Temporary Admission) par celle du 6 décembre 1961. Les carnets A.T.A. se sont progressivement substitués aux carnets E.C.S.

(2) Le visa des certificats d'origine des marchandises destinées à l'exportation n'était pas expressément compris dans les attributions des chambres de commerce à l'origine. L'article 16 de la loi du 9 avril 1898 relative aux chambres de commerce les a habilitées à délivrer des certificats d'origine. Toutefois dès 1882 dans le cadre des relations commerciales avec l'Espagne, en 1890 avec la Roumanie et en 1893 avec la Russie, le rôle des chambres de commerce dans la délivrance de ces certificats avait été reconnu.

2ETP/6/3/50 3

Idem, 1968-1979 ; délivrance par la Chambre de commerce de Paris⁽¹⁾, 1890-1932.

2ETP/6/3/8 RENSEIGNEMENTS. STATISTIQUES

2ETP/6/3/80 1

Déclarations, établissement des statistiques, taxes de statistique et de contrôle douanier. 1879-1978.

(1) La délivrance des visas des certificats d'origine a fonctionné régulièrement à la Chambre de commerce de Paris à partir du 9 septembre 1893. Tout d'abord visés par les membres (par roulement et par délégation du président), les certificats furent signés par le directeur général à partir de 1920 du fait d'une demande en hausse sensible. A partir de 1927, ils furent délivrés par le Service de renseignements. Cinq carnets d'inscription quotidienne des certificats sont conservés pour la période 1895-1902. Pour chaque demande, les indications suivantes y figurent : date, nom du déposant, nature des marchandises, nombre de certificats, destination, nom du membre signataire.

2ETP/6/4 ACCORDS, TRAITÉS, CONVENTIONS ET ARRANGEMENTS COMMERCIAUX

2ETP/6/4/0 RÉGIME INTERNATIONAL

2ETP/6/4/00 1 Traités et accords commerciaux, négociation, établissement, révision, dénonciation. 1869-1879.

2ETP/6/4/00 2 *Idem.* 1882-1950.

2ETP/6/4/00 3 *Idem.* 1963-1980.

2ETP/6/4/1 EUROPE

2ETP/6/4/10 1 Albanie, 1928-1929 ; Allemagne, 1884-1953 ; Autriche, 1883-1949 ; Belgique, 1841-1852.

2ETP/6/4/10 2 Belgique, 1861-1950 ; Bulgarie, 1890-1947 ; Danemark, 1901-1953 ; Espagne, 1877-1904.

2ETP/6/4/10 3 Espagne, 1904-1954 ; Estonie, 1922-1938.

2ETP/6/4/10 4 Finlande, 1922-1952 ; Grande-Bretagne, 1850-1873.

2ETP/6/4/10 5 Grande-Bretagne, 1874-1954 ; Grèce, 1888-1953 ; Hongrie, 1931-1950 ; Irlande, 1947-1948 ; Islande, 1946-1951.

- 2ETP/6/4/10 6** Italie. 1881-1923.
- 2ETP/6/4/10 7** Italie, 1924-1950 ; Norvège, 1922-1952 ; Pays-Bas, 1840-1951 ; Pologne, 1923-1949.
- 2ETP/6/4/10 8** Portugal, 1907-1953 ; Roumanie, 1878-1946.
- 2ETP/6/4/10 9** Russie, U.R.S.S., 1807-1936 ; Suède, 1933-1952 ; Suisse, 1882-1906.
- 2ETP/6/4/10 10** Suisse, 1906-1960 ; Tchécoslovaquie, 1921-1951 ; Serbie, Croatie, Yougoslavie, 1907-1951.

2ETP/6/4/2 ASIE. AMÉRIQUE

- 2ETP/6/4/20 1** Chine, 1869-1902 ; Iran, 1931-1949 ; Japon, 1872-1933 ; Pakistan, 1949-1950 ; Siam, 1902-1925 ; Turquie, 1882-1952 ; Argentine, 1938 ; Bolivie, 1893 ; Brésil, 1929 ; Canada, 1908-1945 ; Chili, 1931-1932 ; Costa-Rica, 1901 ; Cuba, 1928-1931.
- 2ETP/6/4/20 2** États-Unis, 1879-1945 ; Guatemala, 1915-1921 ; Haïti, 1907-1917 ; Mexique, 1883-1887 ; Pérou, 1879-1883 ; Salvador, 1929-1946.

2ETP/6/4/5 COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

2ETP/6/4/50 1	Plan Schuman, Communauté européenne du charbon et de l'acier (C.E.C.A.) ¹ . 1950-1951.
2ETP/6/4/50 2	<i>Idem.</i>
2ETP/6/4/50 3	<i>Idem.</i>
2ETP/6/4/50 4	<i>Idem.</i>
2ETP/6/4/50 5	C.E.C.A., 1953-1955 ; Marché commun, élaboration, négociation, traité de Rome ² , 1956-1957.
2ETP/6/4/50 6	Marché commun, traité de Rome, 1957 ; Communauté économique européenne (C.E.E.), 1958.
2ETP/6/4/50 7	C.E.E. 1958-1959.
2ETP/6/4/50 8	<i>Idem.</i> 1959-1961.

(1) Le 9 mai 1950, le plan Schuman posait les bases d'une fédération européenne fondée sur l'unification économique. Le 18 avril 1951, le traité de Paris donnait naissance à la Communauté européenne du charbon et de l'acier (C.E.C.A.) qui entra en vigueur le 10 août 1952.

(2) Dès 1955, un comité d'experts présidé par M. Spaak étudiait la mise en place d'un marché commun. En 1956 se tenait la Conférence préparatoire de Venise. Le 25 mars 1957, le traité de Rome établissait la Communauté économique européenne (C.E.E. dite Marché commun) et la Communauté européenne de l'énergie atomique (C.E.E.A. dite Euratom). Le traité est en vigueur le 1er janvier 1958. Le traité du 1er juillet 1967 a fusionné les exécutifs des C.E.C.A., C.E.E. et C.E.E.A.

2ETP/6/4/50 9 *Idem.* 1961-1962.

2ETP/6/4/50 10 *Idem.* 1962-1965.

2ETP/6/4/50 11 *Idem.* 1965-1966.

2ETP/6/4/50 12 *Idem.* 1967-1968.

2ETP/6/4/50 13 *Idem.* 1968-1970.

2ETP/6/4/50 14 *Idem.* 1970-1972.

2ETP/6/4/50 15 *Idem.* 1972-1985.

**2ETP/6/4/6 CONFÉRENCE PERMANENTE DES CHAMBRES DE
COMMERCE DE LA C.E.E.⁽¹⁾**

2ETP/6/4/60 1 Création, organisation. 1957-1983.

(1) La Conférence permanente des chambres de commerce de la C.E.E. devenue par la suite Conférence permanente des chambres de commerce et d'industrie de la C.E.E., fut créée en 1957-1958. Association internationale sans but lucratif (loi belge) depuis 1977, elle prit en 1985 le nom d'Eurochambres, Association des C.C.I. européennes. Elle est chargée depuis l'origine de représenter auprès des institutions de la C.E.E. les intérêts communs de ses ressortissants.

Eurochambres est composée de membres titulaires (pays de la C.E.E.), de membres associés et de membres correspondants (observateurs à l'origine), selon le statut de leur pays vis-à-vis de la C.E.E. Depuis 1962, les pays et territoires d'outre-mer associés à la C.E.E. bénéficient d'un statut spécial :

- membres titulaires (dans l'ordre d'admission) : R.F.A., France, Italie, Belgique, Pays-Bas, Luxembourg ; Royaume-Uni, Irlande et Danemark (observateurs depuis 1961) ; Grèce (observateur depuis 1962 puis associé), Portugal (correspondant depuis 1980) ; Espagne (observateur depuis 1967).
- membres associés : Turquie (1966), Chypre (1974).
- membres correspondants : Autriche (1966), Yougoslavie (1970), Israël (1971), Suisse (1974), Finlande (1987. Suède et Norvège se sont retirées.

2ETP/6/4/60 2	Correspondance, notes. 17 février 1958-30 octobre 1959.
2ETP/6/4/60 3	<i>Idem.</i> 3 novembre 1959-30 décembre 1960.
2ETP/6/4/60 4	<i>Idem.</i> 2 janvier 1961-28 décembre 1961.
2ETP/6/4/60 5	<i>Idem.</i> 8 janvier 1962-27 décembre 1963.
2ETP/6/4/60 6	<i>Idem.</i> 4 janvier 1964-30 décembre 1965.
2ETP/6/4/60 7	<i>Idem.</i> 5 janvier 1966-29 décembre 1967.
2ETP/6/4/60 8	<i>Idem.</i> 3 janvier 1968-23 décembre 1969.

(1) suite La première réunion se tint à Strasbourg le 28 février 1958, rassemblant les délégations des six pays membres de la C.E.E. à cette époque (Belgique, France, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, R.F.A.). Trois sessions de l'assemblée plénière étaient prévues chaque année ; depuis 1960, leur nombre a été ramené à deux seulement (l'une à Bruxelles, l'autre dans un des pays membres, par roulement).

Le président de la Conférence permanente était à l'origine le président du groupement national des chambres de commerce du pays où se tenait l'assemblée plénière. Depuis 1960, il est élu par l'assemblée plénière, pour un an renouvelable. Il est assisté depuis 1977 d'un vice- président, depuis 1982 de deux, enfin depuis 1986 de trois puis quatre vice-présidents. Un bureau de liaison fut créé en 1958 auprès de la Chambre de commerce de Paris. En 1961, une représentation permanente fut établie à Bruxelles, érigée en 1963 en secrétariat, placé sous l'autorité d'un secrétariat général désigné par l'assemblée plénière. La Conférence permanente forme des commissions et des groupes de travail permanents ainsi que des groupes *ad hoc*. Sur les prises de position de la Conférence, on consultera le dépouillement réalisé par Ghislaine Ainardi : *Conférence permanente des chambres de commerce et d'industrie de la C.E.E., état chronologique des prises de position adoptées du 27 octobre 1958 au 2-3 octobre 1986*.

On trouvera, en annexe 4, la liste des présidents de la Conférence et un tableau indiquant les lieux et dates des assemblées plénières ainsi que le nom des présidents de la délégation française. Le secrétariat de cette dernière a été assumé de 1958 à 1989 par la C.C.I.P.

2ETP/6/4/60 9	<i>Idem.</i> 8 janvier 1970-26 février 1971.
2ETP/6/4/60 10	<i>Idem.</i> 1er mars 1971-27 décembre 1972.
2ETP/6/4/60 11	<i>Idem.</i> 5 janvier 1973-27 avril 1977.
2ETP/6/4/60 12	<i>Idem.</i> 10 mai 1977-20 juin 1983.
2ETP/6/4/60 13	Assemblées plénières 1re-12e) : procès-verbaux, comptes rendus. 1958-1962.
2ETP/6/4/60 14	<i>Idem</i> 13e-18e). 1963-1965.
2ETP/6/4/60 15	<i>Idem</i> 19e-23e). 1966-1968.
2ETP/6/4/60 16	<i>Idem</i> 24e-30e). 1968-1971.
2ETP/6/4/60 17	<i>Idem</i> 31e-37e). 1972-1975.
2ETP/6/4/60 18	<i>Idem</i> 38e-50e). 1975-1981.
2ETP/6/4/60 19	<i>Idem</i> 51e-60e). 1982-1986.

2ETP/6/4/60 20	Comité technique, comité permanent, bureau des présidents, conseil de direction, conseil d'administration ⁽¹⁾ : comptes rendus de réunions. 1961-1970.
2ETP/6/4/60 21	<i>Idem.</i> 1971-1974.
2ETP/6/4/60 22	<i>Idem.</i> 1975-1978.
2ETP/6/4/60 23	<i>Idem.</i> 1978-1982.
2ETP/6/4/60 24	<i>Idem.</i> 1983-1986.
2ETP/6/4/60 25	Assemblées plénières (1re-2e) : dossiers d'organisation ou de participation de la Chambre de commerce de Paris. 1958.
2ETP/6/4/60 26	<i>Idem</i> (3e-4e). 1958-1959.
2ETP/6/4/60 27	<i>Idem</i> (5e-6e). 1959.
2ETP/6/4/60 28	<i>Idem</i> (7e-9e). 1960-1961.

(1) En 1960 furent institués un bureau, regroupant les présidents de délégation et un comité technique, rassemblant les experts. En 1973, il fut établi que le bureau serait présidé par le président de la Conférence permanente et le comité technique par le secrétaire général. Il fut alors créé un conseil de direction réunissant autour du président de la Conférence permanente, un membre de chaque délégation ainsi que les membres du comité technique si nécessaire. En 1976, le comité technique fut transformé en comité permanent réunissant les secrétaires ou directeurs généraux des délégations. Le bureau fut transformé en conseil d'administration en 1977, lorsque la Conférence permanente adopta le statut d'association internationale sans but lucratif (loi belge).

Les comptes rendus sont conservés pour les périodes suivantes : comité technique, 1961-1976 ; bureau, 1963-1978 ; conseil de direction, 1973-1986 ; comité permanent, 1976-1985 ; conseil d'administration, 1986.

2ETP/6/4/60 29	<i>Idem</i> (10e-12e). 1961-1962.
2ETP/6/4/60 30	<i>Idem</i> (13e-14e). 1963.
2ETP/6/4/60 31	<i>Idem</i> (15e-16e). 1964.
2ETP/6/4/60 32	<i>Idem</i> (17e-19e). 1965-1966.
2ETP/6/4/60 33	<i>Idem</i> (20e-22e). 1966-1967.
2ETP/6/4/60 34	<i>Idem</i> (23e). 1968.
2ETP/6/4/60 35	<i>Idem</i> (24e-27e). 1968-1970.
2ETP/6/4/60 36	<i>Idem</i> (28e-32e). 1970-1972.
2ETP/6/4/60 37	<i>Idem</i> (33e-39e). 1973-1976.
2ETP/6/4/60 38	<i>Idem</i> (40e-45e). 1976-1979.
2ETP/6/4/60 39	Travaux préparatoires aux assemblées plénières, travaux des commissions de la Conférence permanente (classement dans l'ordre alphabétique des thèmes). Accès aux marchés, 1958-1959 ; adjudications publiques, 1959-1981.
2ETP/6/4/60 40	Agriculture. 1961-1970.
2ETP/6/4/60 41	<i>Idem</i> , 1970-1976 ; amortissements, 1964-1981 ; arbitrage, 1975.

2ETP/6/4/60 42	Association économique européenne, zone de libre-échange, 1959-1961 ; assurances, 1970-1979.
2ETP/6/4/60 43	Bilans de la C.E.E. 1963-1972.
2ETP/6/4/60 44	<i>Idem.</i> 1973-1975.
2ETP/6/4/60 45	<i>Idem.</i> 1976-1980.
2ETP/6/4/60 46	Brevets européens. 1961-1970.
2ETP/6/4/60 47	<i>Idem.</i> 1971-1973.
2ETP/6/4/60 48	<i>Idem.</i> 1974-1981 ; budget de la C.E.E., 1969-1978.
2ETP/6/4/60 49	Capitaux (mouvements), 1958-1967 ; chambres de commerce et d'industrie (coopération à l'intérieur de la C.E.E.), 1971-1978.
2ETP/6/4/60 50	Concurrence déloyale, 1968-1979 ; concurrence et entreprises publiques, 1963-1964.
2ETP/6/4/60 51	Consommation, 1973-1980 ; coopération au développement, 1972-1979.
2ETP/6/4/60 52	Crédit, 1962-1975 ; crise de la C.E.E., 1965-1974.
2ETP/6/4/60 53	Distribution. 1961-1975.
2ETP/6/4/60 54	<i>Idem.</i> 1976-1983.

2ETP/6/4/60 55	Doubles impositions. 1964-1983.
2ETP/6/4/60 56	Énergie. 1969-1979.
2ETP/6/4/60 57	<i>Idem</i> , 1979-1981 ; ententes, 1978-1983.
2ETP/6/4/60 58	Environnement, 1972-1977 ; exportation, banque européenne d'exportation, 1969-1977.
2ETP/6/4/60 59	Formation professionnelle, échanges de jeunes travailleurs. 1967-1981.
2ETP/6/4/60 60	Grande-Bretagne. 1961-1967.
2ETP/6/4/60 61	<i>Idem</i> , 1968-1971 ; Grande-Bretagne : documentation, 1967-1979.
2ETP/6/4/60 62	Grèce, 1961-1981 ; groupements de producteurs, 1965-1967.
2ETP/6/4/60 63	Imposition des répartitions de bénéfices, 1964-1982 ; investissements, 1960-1968 ; Kennedy Round, Tokyo Round, 1963-1979.
2ETP/6/4/60 64	Marché financier européen. 1965-1979.
2ETP/6/4/60 65	Marques, 1965-1982 ; matières premières, 1974-1976 ; monopoles, 1965-1970 ; obtentions végétales, 1967.
2ETP/6/4/60 66	Outre-mer. 1959-1965.

2ETP/6/4/60 67	<i>Idem.</i> 1965-1971.
2ETP/6/4/60 68	<i>Idem.</i> 1973-1979.
2ETP/6/4/60 69	P.M.E., 1974-1982 ; politique commerciale, 1962-1972.
2ETP/6/4/60 70	Politique industrielle. 1968-1972.
2ETP/6/4/60 71	Politique régionale. 1965-1970.
2ETP/6/4/60 72	<i>Idem.</i> 1971-1973.
2ETP/6/4/60 73	<i>Idem.</i> 1973-1977.
2ETP/6/4/60 74	<i>Idem.</i> 1977-1979.
2ETP/6/4/60 75	Préférences généralisées. 1966-1979.
2ETP/6/4/60 76	Prix, 1979 ; prix de facturation, 1971-1972 ; programme d'action C.E.E.-Conférence permanente, 1969-1978.
2ETP/6/4/60 77	Recherche, 1965 ; report des pertes, 1966-1981 ; responsabilité du producteur, 1975-1980.
2ETP/6/4/60 78	Société européenne, droit des sociétés. 1960-1970.
2ETP/6/4/60 79	<i>Idem.</i> 1970-1980.

2ETP/6/4/60 80	Sous-traitance, 1975-1979 ; taxes à la consommation, 1961-1967.
2ETP/6/4/60 81	Taxes à la consommation. 1967-1974.
2ETP/6/4/60 82	Taxes sur les mouvements de capitaux. 1963-1968.
2ETP/6/4/60 83	<i>Idem.</i> 1968-1970.
2ETP/6/4/60 84	<i>Idem.</i> 1970-1975.
2ETP/6/4/60 85	T.V.A. 1968-1983.
2ETP/6/4/60 86	Transports. 1958-1967.
2ETP/6/4/60 87	<i>Idem.</i> 1968-1973.
2ETP/6/4/60 88	<i>Idem.</i> 1974-1977.
2ETP/6/4/60 89	<i>Idem.</i> 1978-1980.
2ETP/6/4/60 90	Travailleurs migrants, 1974 ; U.N.C.T.A.D./C.N.U.C.E.D. (Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement), 1964-1979.
2ETP/6/4/60 91	Zone de libre échange. 1958-1960.

2ETP/6/5 ZONES FRANCHES

2ETP/6/5/00 1	Zones franches maritimes et fluviales, ports francs. 1899-1927.
2ETP/6/5/00 2	<i>Idem.</i> 1927-1931.
2ETP/6/5/00 3	<i>Idem.</i> 1933-1979.
2ETP/6/5/00 4	Zones franches franco-suisse ⁽¹⁾ . 1913-1928.

(1) Les zones franches franco-suisse (zone franche du pays de Gex, *zone sarde*, zone franche de Haute-Savoie dite *zone d'annexion*) s'étendaient sur une partie des départements de l'Ain et de la Haute-Savoie et résultaient des traités de Paris en 1815 et de Turin en 1816, et du décret du 12 juin 1860 faisant suite à la réunion de la Savoie à la France. Le traité de Versailles de 1919 devait entraîner la disparition de ces diverses zones. Les conventions franco-suisse des 7 août 1921 et 30 octobre 1924 réglèrent définitivement les conditions de la suppression de ces zones.

2ETP/6/6 RELATIONS COMMERCIALES BILATÉRALES⁽¹⁾

2ETP/6/6/2 AFRIQUE⁽²⁾

- | | |
|----------------------|---|
| 2ETP/6/6/20 1 | Afrique, 1963-1969 ; Afrique noire francophone, 1962-1985 ; Obock, 1883 ; Soudan occidental, 1889 ; Sénégal, 1959-1972. |
| 2ETP/6/6/20 2 | Maroc, 1964-1972 ; voyage au Maroc des membres de la C.C.I.P., 1966. |
| 2ETP/6/6/20 3 | Voyage au Maroc des membres de la C.C.I.P. 1966. |
| 2ETP/6/6/20 4 | Voyage au Maroc du Bureau de la C.C.I.P., 1969 ; Algérie, 1957-1970. |
| 2ETP/6/6/20 5 | Tunisie, 1847-1974 ; voyage en Tunisie d'une délégation de la C.C.I.P., 1970. |
| 2ETP/6/6/20 6 | Éthiopie, 1884-1921 ; Égypte, 1931-1980. |
| 2ETP/6/6/20 7 | Afrique du Sud. 1895-1973. |

(1) De nombreux dossiers de voyages de délégations de la C.C.I.P. ou de l'A.P.C.C.I. ont été classés dans cette sous-série. Voir aussi la sous-série 2ETP/1/2/63 et, pour les voyages dans les colonies, la série 2ETP/8.

(2) Sur la période coloniale, voir aussi la série 2ETP/8.

2ETP/6/6/3 AMÉRIQUE

2ETP/6/6/30 1	États-Unis. 1820-1929.
2ETP/6/6/30 2	<i>Idem.</i> 1930-1948.
2ETP/6/6/30 3	<i>Idem.</i> 1954-1985.
2ETP/6/6/30 4	Voyage d'une délégation de la C.C.I.P. aux États-Unis à l'occasion de la Semaine commerciale française de Los Angeles. 1965.
2ETP/6/6/30 5	Canada. 1861-1974.
2ETP/6/6/30 6	<i>Idem.</i> 1975-1977 ; voyage des membres de la C.C.I.P. au Canada à l'occasion de l'Exposition française de Montréal, 1954.
2ETP/6/6/30 7	Voyage des membres de la C.C.I.P. et du Bureau de l'Assemblée des présidents des chambres de commerce au Canada à l'occasion de l'Exposition technique française de Montréal. 1963.
2ETP/6/6/30 8	<i>Idem.</i>
2ETP/6/6/30 9	Voyage des membres de la C.C.I.P. et de l'A.P.C.C.I. au Canada à l'occasion de l'Exposition universelle et internationale de Montréal. 1967.
2ETP/6/6/30 10	<i>Idem.</i>
2ETP/6/6/30 11	Amérique latine, 1882-1975 ; voyage du Bureau de la C.C.I.P. en Colombie et au Pérou, 1976.

2ETP/6/6/30 12	Antilles néerlandaises, 1889 ; Argentine, 1877-1951.
2ETP/6/6/30 13	Bolivie, 1957-1972 ; Brésil, 1882-1979 ; Chili, 1846-1922 ; Colombie, 1846-1936 ; Costa Rica, 1923-1928 ; Cuba, 1909-1929 ; Guatemala, 1883-1935 ; Haïti, 1936-1973.
2ETP/6/6/30 14	Jamaïque, 1979 ; Mexique, 1924-1972 ; Panama, 1925 ; Paraguay, 1855 ; Salvador, 1883 ; Uruguay, 1951-1960 ; Venezuela, 1954-1976.
2ETP/6/6/4 ASIE	
2ETP/6/6/40 1	Afghanistan, 1965-1969 ; Arabie, 1917-1946 ; Bangladesh, 1976 ; Birmanie, 1874.
2ETP/6/6/40 2	Mission de Chine ⁽¹⁾ . 1843-1847.
2ETP/6/6/40 3	Chine. 1863-1975.
2ETP/6/6/40 4	<i>Idem</i> , 1975-1976 ; voyage du Bureau de la C.C.I.P. en Chine, 1978.
2ETP/6/6/40 5	Voyage en Chine. 1978.

(1) A l'issue de la guerre anglo-chinoise, le traité de Nankin du 26 août 1842 marquait l'ouverture de la Chine aux européens. Le gouvernement français décida alors l'envoi d'une mission commerciale en Chine. Ses six membres (dont Renard, délégué de l'industrie parisienne) quittèrent Brest en janvier 1844 et ne furent de retour à Paris qu'en mai 1846. La mission, partie avec des échantillons de l'industrie française, rentrait avec de nombreux échantillons chinois qui furent soumis à une commission de classement et d'appréciation présidée par Legentil, président de la Chambre de commerce de Paris. Certains de ces échantillons firent l'objet d'une exposition publique à Paris.

- 2ETP/6/6/40 6** Corée du Sud, 1967 ; Émirats arabes unis, 1974-1975 ; Hong Kong, 1974-1975 ; Inde, 1838-1965 ; Indonésie, 1886-1976 ; Irak, 1974-1975 ; Iran, 1869-1976.
- 2ETP/6/6/40 7** Israël, 1957-1960 ; voyage d'une délégation de l'A.P.C.C.I. en Israël, 1973.
- 2ETP/6/6/40 8** Japon. 1861-1977.
- 2ETP/6/6/40 9** Voyage de Georges Desbrière, président de la C.C.I.P., au Japon. 1963.
- 2ETP/6/6/40 10** Voyage d'une délégation de la C.C.I.P. au Japon à l'occasion de l'Exposition internationale d'Osaka. 1970.
- 2ETP/6/6/40 11** *Idem.*
- 2ETP/6/6/40 12** Jordanie, 1967 ; Liban, 1965-1975 ; Népal, 1976 ; Pakistan, 1967-1975 ; Taïwan, 1972-1975 ; Thaïlande, 1858-1985.
- 2ETP/6/6/40 13** Turquie, 1851-1979 ; Vietnam, 1957-1973.

2ETP/6/6/5 EUROPE

- 2ETP/6/6/50 1** Allemagne. 1895-1941.

2ETP/6/6/50 2	Congrès des chambres de commerce allemandes et des chambres de commerce françaises, tenu du 18 au 21 septembre 1941 à Paris ⁽¹⁾ . 1941-1942.
2ETP/6/6/50 3	Allemagne. 1951-1977.
2ETP/6/6/50 4	Association française pour les relations économiques avec l'Allemagne (A.F.R.E.A.). 1949.
2ETP/6/6/50 5	<i>Idem.</i> 1949-1953.
2ETP/6/6/50 6	Voyage d'une délégation de l'Assemblée des présidents des chambres de commerce françaises aux journées de l'industrie et du commerce allemands à Francfort. 1954.
2ETP/6/6/50 7	Voyage du Bureau de la C.C.I.P. à l'occasion de la "Semaine de Paris" à Düsseldorf. 1955.
2ETP/6/6/50 8	Sarre, 1929-1960 ; Autriche, 1947-1948.
2ETP/6/6/50 9	Autriche, 1972-1977 ; Belgique, 1841-1963.
2ETP/6/6/50 10	Espagne. 1840-1977.

(1) Les autorités allemandes d'occupation manifestèrent en juin 1941 le souhait de voir s'établir une liaison permanente entre les chambres de commerce de France et d'Allemagne. Du 18 au 21 septembre 1941, un congrès se tint à Paris, réunissant une importante délégation allemande conduite par le président de la Chambre économique du Reich et une délégation française composée de 21 présidents de chambres de commerce ou de régions économiques ainsi que de quatre secrétaires généraux de chambres de commerce ou de régions économiques. Quatre commissions permanentes furent créées (Prix, Éducation professionnelle, Transports, Organisation intérieure des chambres de commerce et de leurs services). Elles ne se réunirent qu'épisodiquement entre 1941 et 1943. Sur les réunions des commissions, voir 2ETP/5/3/00 3 et 4.

2ETP/6/6/50 11	Colloque franco-espagnol du 11 décembre 1978 organisé par la C.C.I.P. 1978.
2ETP/6/6/50 12	Finlande, 1902-1970 ; Grande-Bretagne. 1835-1904.
2ETP/6/6/50 13	Grande-Bretagne. 1931-1971.
2ETP/6/6/50 14	<i>Idem</i> , 1961-1979 ; Empire britannique, dominions, 1913-1916.
2ETP/6/6/50 15	Grèce, 1931-1975 ; voyage en Grèce des membres de la C.C.I.P. et du Bureau de l'Assemblée des présidents des chambres de commerce françaises à l'occasion de la 15e assemblée plénière de la Conférence permanente des chambres de commerce de la C.E.E. à Athènes, 1964.
2ETP/6/6/50 16	Hongrie. 1970-1975.
2ETP/6/6/50 17	Hongrie, 1975-1979 ; Irlande, 1918-1971 ; Italie, 1810-1917.
2ETP/6/6/50 18	Italie. 1918-1948.
2ETP/6/6/50 19	<i>Idem</i> , 1951-1979 ; Luxembourg, 1930-1934 ; Norvège, 1905-1934 ; Pays-Bas, 1884-1972 ; Pologne, 1919-1975.
2ETP/6/6/50 20	Portugal, 1890-1933 ; Roumanie, 1884-1939 ; Suède, 1915-1971 ; Suisse, 1914-1970.
2ETP/6/6/50 21	Voyage d'étude en Suisse des chambres de commerce françaises. 1958.
2ETP/6/6/50 22	Tchécoslovaquie, 1927-1968 ; voyage du Bureau de la C.C.I.P. en Tchécoslovaquie et en Hongrie, 1977.

- 2ETP/6/6/50 23** Russie, U.R.S.S. 1845-1922.
- 2ETP/6/6/50 24** *Idem.* 1922-1960.
- 2ETP/6/6/50 25** U.R.S.S., 1967-1976 ; pays de l'Est, 1956-1976 ; pays baltes, 1920-1933.
- 2ETP/6/6/50 26** Voyage en U.R.S.S. d'une délégation de la C.C.I.P. 1961.
- 2ETP/6/6/50 27** Yougoslavie, 1888-1976 ; Turquie d'Europe, Balkans, 1848-1852.

2ETP/6/6/6 OCÉANIE

- 2ETP/6/6/60 1** Océanie, 1843-1864 ; Australie, 1865-1973 ; Nouvelle-Zélande, 1888-1975.

2ETP/6/8 TOURISME

2ETP/6/8/00 1	Organisation, réglementation, propagande, hôtellerie. 1908-1939.
2ETP/6/8/00 2	<i>Idem.</i> 1938-1950.
2ETP/6/8/00 3	<i>Idem.</i> 1948-1954.
2ETP/6/8/00 4	<i>Idem.</i> 1950-1956.
2ETP/6/8/00 5	<i>Idem.</i> 1957-1986 ; ordre du Mérite touristique ⁽¹⁾ , 1949-1959.
2ETP/6/8/00 6	Comité consultatif du tourisme ⁽²⁾ , 1941-1951 ; Centre national du tourisme, Comité national du tourisme ⁽³⁾ , 1949-1951.

(1) L'ordre du Mérite touristique fut créé par décret du 27 mai 1949. La création de l'ordre national du Mérite le 3 décembre 1963 entraîna sa suppression à compter du 1er janvier 1965.

(2) Institué par le décret-loi du 25 juillet 1935, le Comité consultatif du tourisme a succédé au Conseil supérieur du tourisme créé le 8 avril 1910. Il fut supprimé par la loi du 5 février 1951 et ses attributions dévolues au Comité national du tourisme.

(3) Le Centre national du tourisme fut créé par la loi du 29 septembre 1948. Il succédait au Centre national d'expansion du tourisme, institué par le décret-loi du 25 juillet 1935 et supprimé le 15 octobre 1940, qui avait lui-même pris la suite de l'Office national du tourisme, créé en 1910 et mis en liquidation le 28 mai 1935. Le Centre national du tourisme était doté d'un conseil d'administration et d'une assemblée consultative : le Comité national du tourisme. Le Centre national du tourisme fut supprimé à compter du 15 juillet 1952 par le décret du 18 juin 1952.

2ETP/6/8/00 7	Centre national du tourisme, Comité national du tourisme. 1949-1951.
2ETP/6/8/00 8	Conseil supérieur du tourisme ⁽¹⁾ , 1952-1963 ; Centre de liaison des actions régionales touristiques et économiques (C.L.A.R.T.E.), 1954-1958.
2ETP/6/8/00 9	Ventes détaxées aux touristes étrangers, 1949-1980 ; Fédération nationale des logis de France, 1949-1956.
2ETP/6/8/00 10	Tourisme à Paris, organisation, Comité des fêtes, Commissariat général des fêtes, Comité régional du tourisme ⁽²⁾ , Office de tourisme ⁽³⁾ . 1921-1970.
2ETP/6/8/00 11	<i>Idem</i> , 1971-1982 ; bimillénaire de Paris, 1950-1952.

(1) Le Conseil supérieur du tourisme fut créé par le décret du 18 juin 1952 qui supprimait le Comité national du tourisme. L'Assemblée des présidents des chambres de commerce disposait d'une représentant au sein du Conseil supérieur du tourisme qui a pris le nom de Conseil national du tourisme par décret du 11 février 1986.

(2) Les comités régionaux du tourisme ont été institués par la loi du 12 janvier 1942 dans le but d'animer et de coordonner les diverses activités intéressées au tourisme, au sein de chaque région économique. Le Comité régional du tourisme de Paris et du département de la Seine (XVe Région économique) fut créé en 1944. Le Comité qui fonctionnait grâce au concours de la Chambre de commerce et du Conseil municipal de Paris, a vu l'essentiel de ses attributions transférées en 1971 à l'Office de tourisme de Paris, nouvellement créé. L'arrêté du 7 août 1972 a supprimé le Comité régional du tourisme de Paris ainsi que le Comité régional de tourisme d'Ile-de-France (Versailles), leur substituant un Comité régional du tourisme pour la région parisienne, devenu depuis Comité régional du tourisme d'Ile-de-France.

(3) L'Office de tourisme de Paris a ouvert ses portes en 1971 et fusionné peu après avec le Syndicat d'initiative de Paris. C'est une association loi 1901 déclarée le 18 juin 1971 à la Préfecture de police, fonctionnant avec le concours de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris, qui a pris en 1989 le nom d'Office du tourisme et des congrès de Paris.

- 2ETP/7 -

QUESTIONS LOCALES

2ETP/7/2 DOMAINE. SERVICES PUBLICS ⁽¹⁾

2ETP/7/2/1 ORGANISATION ⁽²⁾

2ETP/7/2/10 1 Conseil municipal de Paris, services municipaux, police, 1900-1947 ; domaine public, acquisitions, enquêtes d'utilité publique, 1912-1931.

2ETP/7/2/10 2 Domaine public. 1932-1956.

2ETP/7/2/10 3 Eau, service des eaux, captage, adduction. 1886-1965.

2ETP/7/2/3 GAZ. ÉLECTRICITÉ ⁽³⁾

2ETP/7/2/30 1 Gaz, électricité, régime, organisation, équipement. 1900-1921.

2ETP/7/2/30 2 *Idem.* 1923-1953.

(1) Le détail de la typologie des pièces n'a pas été repris dans l'analyse de la série 2ETP/7. En effet, cette série résultant pour l'essentiel de l'activité consultative de la Chambre de commerce, on y trouvera des documents ayant trait à l'activité de l'Assemblée générale et des commissions : notes préparatoires, enquêtes, études, documentation, analyse de textes législatifs, rapports. Toutefois, de nombreux plans étant annexés aux dossiers de cette série, du fait même des thèmes abordés, leur présence est signalée dans les notes.

(2) Plans dans les cartons 1 à 3.

(3) Plans dans les cartons 2 à 7.

2ETP/7/2/30 3 *Idem.* 1954-1957.

2ETP/7/2/30 4 *Idem.* 1957-1958.

2ETP/7/2/30 5 *Idem.* 1960-1963.

2ETP/7/2/30 6 *Idem.* 1964-1965.

2ETP/7/2/30 7 *Idem.* 1965-1968.

2ETP/7/2/5 HALLES ET MARCHÉS ⁽¹⁾

2ETP/7/2/50 1 Halles centrales, organisation, réglementation. 1803-1937.

2ETP/7/2/50 2 *Idem.* 1937-1954.

2ETP/7/2/50 3 Transfert des Halles, création du Marché d'intérêt national (M.I.N.) de Rungis ⁽²⁾. 1956-1962.

2ETP/7/2/50 4 Rungis, desserte routière, 1966-1969 ; Société d'économie mixte d'aménagement et de gestion des annexes du Marché d'intérêt national de Rungis (SAGAMIRIS), 1966-1969.

(1) Plans dans les cartons 9, 12, 14.

(2) La décision du transfert des Halles centrales de Paris à Rungis, érigé en Marché d'intérêt national par décret du 13 juillet 1962, a été prise par le comité interministériel d'aménagement de la région parisienne du 14 mars 1960. Le déménagement ne fut effectif qu'en mars 1969.

2ETP/7/2/50 5	Quartier des Halles, réutilisation, aménagement ⁽¹⁾ . 1962-1969.
2ETP/7/2/50 6	<i>Idem.</i> 1967-1979.
2ETP/7/2/50 7	Conseil municipal de Paris, commission permanente du secteur des Halles, 1968 ; Société civile d'études pour l'aménagement des Halles centrales de Paris et des secteurs limitrophes (S.E.A.H.), 1963-1966.
2ETP/7/2/50 8	S.E.A.H., 1965-1970 ; Société anonyme d'économie mixte d'aménagement, de rénovation et de restauration du secteur des Halles (S.E.M.A.H.), 1970-1973.
2ETP/7/2/50 9	Projet de centre de commerce international aux Halles ⁽²⁾ . 1966-1979.
2ETP/7/2/50 10	Société civile pour l'étude, l'implantation et le regroupement des activités commerciales dans des centres pour le commerce international (S.E.C.I.). 1966-1968.

(1) Le décret du 13 juillet 1962 qui prévoyait le transfert des Halles centrales à Rungis, posa le problème de l'organisation et de la vocation future du quartier des Halles. Par délibération du 18 novembre 1963, le Conseil municipal de Paris créa la Société civile d'études pour l'aménagement des Halles de Paris (S.E.A.H.) à laquelle la Chambre de commerce et d'industrie de Paris décida de participer en 1964. Une commission permanente du secteur des Halles fut instituée en 1968. Chargée des opérations d'aménagement du quartier des Halles, la Société anonyme d'économie mixte d'aménagement, de rénovation et de restauration du secteur des Halles (S.E.M.A.H.) est créée en 1969. Les travaux de démolition et d'excavation débutèrent en 1971.

(2) Un projet de centre de commerce international fut conçu dans le cadre du réaménagement du quartier des Halles. En mars 1973, un permis de construire était délivré pour le Centre français de commerce international (C.F.C.I.) qui devait être édifié à proximité immédiate de la Bourse de commerce. Le 11 juin 1974, le Tribunal administratif de Paris, saisi d'un recours par une association de riverains, annulait le permis de construire. Le 6 août 1974, Valéry Giscard d'Estaing, président de la République, décidait de ne pas accorder de nouveau permis, l'emplacement prévu étant affecté à l'extension du futur jardin des Halles.

2ETP/7/2/50 11	Consortium technique pour l'édification d'un centre français du commerce international (COTEFICI). 1968-1973.
2ETP/7/2/50 12	COTEFICI, étude préliminaire relative à la création d'un centre équipé pour le commerce international dans le quartier des Halles de Paris, 1968 ; marchés aux fleurs, 1929-1956.
2ETP/7/2/50 13	Marché de la viande, abattoirs de la Villette et de Vaugirard. 1851-1973.
2ETP/7/2/50 14	Marché des vins, halles du quai Saint-Bernard, halles de Bercy, Chambre syndicale du commerce en gros des vins et spiritueux du département de la Seine. 1805-1969.
2ETP/7/2/50 15	Halle aux cuirs, 1827-1874 ; marchés de Paris et de la région parisienne, réglementation, rénovation, commerçants forains, 1951-1986.
2ETP/7/2/8 VOIRIE ⁽¹⁾	
2ETP/7/2/80 1	Service de la voirie, organisation, 1908-1911 ; voirie <i>intra-muros</i> , rues, travaux, dénomination, numérotage, ponts, boulevard périphérique, 1892-1964.
2ETP/7/2/80 2	Voirie <i>intra-muros</i> , 1963-1973 ; voies sur berges, 1961-1973.
2ETP/7/2/80 3	Voirie <i>extra-muros</i> . 1881-1908.

(1) Du fait de l'objet même de cette sous-série, des plans sont annexés à presque tous les dossiers.

2ETP/7/2/80 4	<i>Idem.</i> 1908-1912.
2ETP/7/2/80 5	<i>Idem.</i> 1912-1929.
2ETP/7/2/80 6	<i>Idem.</i> 1929-1933.
2ETP/7/2/80 7	<i>Idem.</i> 1933-1935.
2ETP/7/2/80 8	<i>Idem.</i> 1935-1939.
2ETP/7/2/80 9	<i>Idem.</i> 1940-1958.
2ETP/7/2/80 10	<i>Idem.</i> 1958-1961.
2ETP/7/2/80 11	<i>Idem.</i> 1961-1962.
2ETP/7/2/80 12	<i>Idem.</i> 1962-1963.
2ETP/7/2/80 13	<i>Idem.</i> 1963-1964.
2ETP/7/2/80 14	<i>Idem.</i> 1964.
2ETP/7/2/80 15	<i>Idem.</i> 1964-1965.
2ETP/7/2/80 16	<i>Idem.</i> 1965.
2ETP/7/2/80 17	<i>Idem.</i> 1965-1966.

2ETP/7/2/80 18	<i>Idem.</i> 1966-1969.
2ETP/7/2/80 19	<i>Idem.</i> 1969-1972.
2ETP/7/2/80 20	Liaisons routières des villes nouvelles avec Paris et les aéroports. 1969-1970.
2ETP/7/2/80 21	Travaux contre les inondations, 1910-1979 ; déclassement de l'enceinte de Paris, 1902-1925.

2ETP/7/3 QUESTIONS ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

2ETP/7/3/1 COMITÉ CONSULTATIF ÉCONOMIQUE ET SOCIAL ⁽¹⁾

- | | |
|----------------------|---|
| 2ETP/7/3/10 1 | Centre d'études des problèmes économiques et sociaux de la région parisienne (C.E.P.E.S.), 1959-1960 ; Comité d'action pour l'aménagement de la région parisienne (C.A.R.E.P.), 1961 ; Comité consultatif économique et social de la région de Paris (C.C.E.S.), création, 1961-1965. |
| 2ETP/7/3/10 2 | C.C.E.S., organisation, règlement intérieur, composition, activités. 1963-1973. |
| 2ETP/7/3/10 3 | C.C.E.S., assemblée plénière : comptes rendus. 1964-1966. |
| 2ETP/7/3/10 4 | <i>Idem.</i> 1966-1967. |
| 2ETP/7/3/10 5 | <i>Idem.</i> 1968. |

(1) Dès 1958, certains représentants de l'économie parisienne avaient décidé de créer un centre d'études sur les problèmes économiques et sociaux (C.E.P.E.S.) de la région parisienne, calqué sur les comités d'expansion économique existants alors en province. En avril 1961, un projet analogue fut déclaré à la préfecture sous le nom de Comité d'action pour l'aménagement de la région parisienne (C.A.R.E.P.). En janvier 1962, à la demande de Paul Delouvrier, délégué général au district de Paris, M. Massenet, président de la R.A.T.P., élaborait les statuts d'un Conseil de l'organisation économique et sociale de la région parisienne (C.O.R.P.). A la suite de l'opposition du conseil d'administration du district, un nouveau projet fut élaboré dans le courant de 1963. Enfin, le 29 octobre 1963, le conseil d'administration du district de Paris approuva la création d'un Conseil consultatif économique et social auprès du district, devenu Conseil consultatif économique et social de la région parisienne puis Comité économique et social de la région d'Ile-de-France.

- 2ETP/7/3/10 6** *Idem*, 1970 ; Bureau, présidents de commissions : comptes rendus de réunions, 1964-1966 ; commission *ad hoc* "schémas des structures" : comptes rendus, 1966-1968.
- 2ETP/7/3/10 7** Commission *ad hoc* "programmes pluriannuels" : comptes rendus, 1964-1967 ; groupe "activités économiques" : comptes rendus, 1964-1969.
- 2ETP/7/3/10 8** Commission *ad hoc* "rénovation urbaine" : comptes rendus, documentation, 1964-1967 ; commission *ad hoc* "transports et communications" : comptes rendus, documentation, 1965-1968.
- 2ETP/7/3/10 9** Commission *ad hoc* "transports et communications". 1969-1972.

2ETP/7/3/2 FINANCES PUBLIQUES LOCALES

- 2ETP/7/3/20 1** Ville de Paris, budget. 1901-1969.
- 2ETP/7/3/20 2** *Idem*, 1971-1974 ; District de la région parisienne ⁽¹⁾, budget, 1963-1976.
- 2ETP/7/3/20 3** Redevances, taxes locales. 1887-1958.

(1) Le district de la région de Paris fut créé par la loi du 2 août 1961, sous la forme d'un établissement public, doté de l'autonomie financière et associant les trois départements et leurs communes, en vue de l'aménagement de la région. L'Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région parisienne (I.A.U.R.P.), créé en 1960, lui fut rattaché comme bureau d'études. Le district fut placé sous l'autorité d'un délégué général. La réforme du 10 juillet 1964, qui créait les huit nouveaux départements de la région parisienne, ajoutait au district, désormais doté d'un comité consultatif économique et social, une préfecture de la région parisienne ; le délégué général au district étant aussi préfet de région. La loi du 6 mai 1976 a supprimé le district et créé la région d'Ile-de-France.

2ETP/7/3/20 4 Octroi de Paris, 1805-1943 ; budgets communaux, analyse structurelle pour les trois départements de la petite couronne, 1967.

2ETP/7/3/20 5 Budgets communaux, comparaison intercommunale et inter-départementale. 1967.

2ETP/7/3/6 RÉGLEMENTATION ET POLICE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE

2ETP/7/3/60 1 Commerce à Paris, réglementation, usages, fixation des prix, 1807-1944 ; boucherie, 1822-1975 ; vins, 1805-1843.

2ETP/7/3/60 2 Charbons, 1817-1845 ; casino d'Enghien, 1909-1931 ; vente directe des produits des manufactures nationales, 1849-1913.

2ETP/7/3/60 3 Commission d'assainissement du marché du département de la Seine ⁽¹⁾. 1947-1948.

(1) Le décret du 9 janvier 1947 institua des commissions d'assainissement du marché, en vue de faire concourir les consommateurs à la surveillance et à l'assainissement des prix.

2ETP/7/3/7 PRODUCTION ET COMMERCE DE LA RÉGION PARISIENNE

2ETP/7/3/70 1	Situation industrielle et commerciale de Paris, enquêtes ⁽¹⁾ . 1805-1907.
2ETP/7/3/70 2	<i>Idem</i> , 1913-1914 ; enquête sur l'activité industrielle et commerciale de la région parisienne pendant la guerre, 1916-1917.
2ETP/7/3/70 3	Situation économique de la région parisienne, évolution. 1934-1961.
2ETP/7/3/70 4	<i>Idem</i> . 1961-1968.
2ETP/7/3/70 5	<i>Idem</i> . 1969-1974.

(1) Dès 1803, la Chambre de commerce de Paris envisagea la réalisation d'un tableau statistique des manufactures du département de la Seine. A partir de 1805 et à de nombreuses reprises, elle eut à répondre à des questionnaires statistiques divers provenant entre autres du ministre de l'Intérieur, du préfet de la Seine ou du Conseil général du commerce.

De l'avis même de la Chambre, les renseignements fournis étaient généralement incomplets et imparfaits. Dès 1847, la publication d'informations plus précises était envisagée. Le 17 mai 1848, le principe d'une grande enquête industrielle était adopté. Une commission de l'enquête fut instituée ; le travail fut dirigé par Horace Say alors secrétaire de la Chambre, assisté de Léon Say, son fils et de Natalis Rondot. L'enquête fut lancée le 1er juillet 1848, achevée en 1850, l'impression en 1851. Le 14 avril 1860, une nouvelle enquête fut lancée à la demande de Rouher, ministre du Commerce et de l'Agriculture. Elle fut menée du 1er juillet 1860 au 30 mai 1861 sous la direction de Moréno-Henriquès, directeur de la Manutention de la douane. La publication fut achevée en 1864.

Les correspondances en réponse aux questionnaires adressés à la Chambre et les notes relatives à la préparation et à la réalisation des enquêtes de 1847-1848 et de 1860 sont conservées sous la cote 2ETP/7/3/70 1. On trouvera en série Y les deux enquêtes : *Statistique de l'industrie à Paris résultant de l'enquête faite par la Chambre de commerce pour les années 1847-1848* [2ETP/126/Y 1 et 2], *Statistique de l'industrie à Paris résultant de l'enquête faite par la Chambre de commerce pour l'année 1860* [2ETP/126/Y 3 et 4]. En 1872, la Chambre réalisa une enquête de pareille ampleur sur les conditions du travail dans le département de la Seine : voir 2ETP/3/5/21 1 et 2. Ces enquêtes ont été microfilmées (sous-série 7 Mi).

2ETP/7/3/70 6	<i>Idem.</i> 1975-1984.
2ETP/7/3/70 7	<i>Idem.</i> , 1985-1987 ; conférence de Bruxelles sur les économies régionales , 1961.
2ETP/7/3/70 8	Conseil national des économies régionales (C.N.E.R.) puis Conseil national des économies régionales et de la productivité (C.N.E.R.P.). 1964-1970.
2ETP/7/3/70 9	<i>Idem.</i> 1970-1979.

2ETP/7/4 TRANSPORTS

2ETP/7/4/2 CIRCULATION ⁽¹⁾

2ETP/7/4/20 1	Problèmes de circulation, stationnement, transports utilitaires, livraisons. 1905-1952.
2ETP/7/4/20 2	<i>Idem.</i> 1951-1960.
2ETP/7/4/20 3	<i>Idem.</i> 1955-1960.
2ETP/7/4/20 4	<i>Idem.</i> 1960-1968.
2ETP/7/4/20 5	<i>Idem.</i> 1961-1963.
2ETP/7/4/20 6	<i>Idem.</i> 1960-1965.
2ETP/7/4/20 7	<i>Idem.</i> 1965.
2ETP/7/4/20 8	<i>Idem.</i> 1965-1970.
2ETP/7/4/20 9	<i>Idem.</i> 1967-1975.
2ETP/7/4/20 10	<i>Idem.</i> 1973-1984.

1 Plans dans les cartons 16 et 17.

2ETP/7/4/20 11	Comité consultatif permanent de la circulation, 1898-1971 ; Conseil scientifique de la circulation, 1956-1958.
2ETP/7/4/20 12	Délégation générale au district de la région de Paris, sous-groupe "stationnement", 1962-1966 ; zone bleue, 1951-1968.
2ETP/7/4/20 13	Sens uniques. 1952-1967.
2ETP/7/4/20 14	Livraisons dans Paris, enquêtes. 1953-1962.
2ETP/7/4/20 15	<i>Idem</i> , 1961-1969 ; parkings, 1951-1968.
2ETP/7/4/20 16	Parkings, réalisations, enquêtes d'utilité publique. 1961-1965.
2ETP/7/4/20 17	<i>Idem</i> . 1965-1972.
2ETP/7/4/20 18	Association générale pour l'étude des garages souterrains ou en élévation et des parcs de stationnement parisiens. 1955-1964.

2ETP/7/4/3 TRANSPORTS EN COMMUN ⁽¹⁾

2ETP/7/4/30 1	Organisation. 1901-1949.
2ETP/7/4/30 2	<i>Idem</i> . 1950-1968.

(1) Plans dans les cartons 1 à 11, 13 à 15.

2ETP/7/4/30 3	<i>Idem.</i> 1965-1971.
2ETP/7/4/30 4	Métropolitain, organisation, construction, extension. 1882-1902.
2ETP/7/4/30 5	<i>Idem.</i> 1902-1904.
2ETP/7/4/30 6	<i>Idem.</i> 1904-1907.
2ETP/7/4/30 7	<i>Idem.</i> 1908-1925.
2ETP/7/4/30 8	<i>Idem.</i> 1927-1929.
2ETP/7/4/30 9	<i>Idem.</i> 1932-1967.
2ETP/7/4/30 10	Voies ferrées de banlieue, Réseau express régional (R.E.R.). 1906-1963.
2ETP/7/4/30 11	<i>Idem.</i> 1965-1969.
2ETP/7/4/30 12	<i>Idem.</i> 1965-1973.
2ETP/7/4/30 13	Gares routières de marchandises en région parisienne ⁽¹⁾ . 1942-1957.

(1) Dossiers traitant essentiellement des projets de gares routières à Rungis et dans le Nord-Est parisien. Quelques pièces concernent la gare internationale routière (G.I.R.) de Pantin, ouverte en janvier 1950, à la demande de l'administration des douanes, pour faire face aux conséquences de la Conférence de Genève en juin 1949 et de la mise en place d'un régime international routier. La C.C.I.P. a aussi participé à la création de la gare internationale routière de Gennevilliers, mise en service le 15 mai 1963. Pour Pantin, voir en série 2ETP/2 et pour Gennevilliers, en série 2ETP/4.

2ETP/7/4/30 14

Idem, 1957-1966 ; Association GARMAT ⁽¹⁾, 1968-1973.

2ETP/7/4/30 15

Association GARMAT. 1969-1973.

(1) L'association GARMAT fut créée dans le but d'étudier la création, l'équipement et l'exploitation en région parisienne de centres de réception et de stockage des matériaux servant à la construction et à la voirie et transportés par voie ferrée.

2ETP/7/5 ENVIRONNEMENT. QUESTIONS SOCIALES

2ETP/7/5/4 QUESTIONS SOCIALES.

- 2ETP/7/5/40 1** Enseignement, bourses municipales de voyages commerciaux, 1896-1931 ; conditions de travail, tarifs de main-d'oeuvre, chômage, 1887-1932.
- 2ETP/7/5/40 2** Assistance publique, 1903-1964 ; inondations de 1909-1910, secours aux victimes ⁽¹⁾, 1910.
- 2ETP/7/5/40 3** Inondations de 1909-1910, secours aux victimes. 1910-1931.

2ETP/7/5/5 HYGIÈNE. ENVIRONNEMENT ⁽²⁾

- 2ETP/7/5/50 1** Laboratoires municipaux, services d'hygiène, 1883-1919 ; hygiène de la voie publique, propreté de Paris, 1910-1967 ; ordures ménagères, 1903-1964.
- 2ETP/7/5/50 2** Évacuation et épuration des eaux, égouts, assainissement de la Seine et de ses affluents. 1884-1932.
- 2ETP/7/5/50 3** *Idem.* 1933-1976.
- 2ETP/7/5/50 4** Environnement, nuisances, pollution. 1855-1976.

(1) Listes nominatives de victimes dans les cartons 2 et 3.

(2) Plans dans le carton 2.

2ETP/7/5/50 5	<i>Idem.</i> 1974-1977.
2ETP/7/5/50 6	Déchets industriels ⁽¹⁾ . 1972-1977.
2ETP/7/5/50 7	<i>Idem.</i> 1976-1979.
2ETP/7/5/50 8	Société d'études du centre anti-pollution de Limay (S.E.C.A.L.). 1975-1981.

(1) Dossiers portant essentiellement sur l'inventaire des déchets industriels en région d'Ile-de-France, réalisé à partir de juillet 1976 (dans le cadre de la loi du 15 juillet 1975 par la SEPROREP (société civile d'étude et de promotion des équipements de la région parisienne) filiale des compagnies consulaires de la région parisienne.

Les résultats furent rendus publics en juin 1977. En avril 1978, un service de la Bourse des déchets industriels d'Ile-de-France fut mis en place par la C.C.I.P. et la C.R.C.I. Ile-de-France avec la participation d'organismes publics intéressés (Agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets, Direction interdépartementale de l'industrie et des mines de la région d'Ile-de-France et Agence financière du Bassin Seine-Normandie).

2ETP/7/7 URBANISME ET AMÉNAGEMENT RÉGIONAL

2ETP/7/7/0 ORGANISATION ⁽¹⁾

2ETP/7/7/00 1	Aménagement du territoire, urbanisme, rénovation urbaine. 1910-1951.
2ETP/7/7/00 2	<i>Idem.</i> 1951-1959.
2ETP/7/7/00 3	<i>Idem.</i> 1959-1961.
2ETP/7/7/00 4	<i>Idem.</i> 1960-1966.
2ETP/7/7/00 5	<i>Idem.</i> 1966-1969.
2ETP/7/7/00 6	<i>Idem.</i> 1969-1972.
2ETP/7/7/00 7	<i>Idem.</i> 1972-1974.
2ETP/7/7/00 8	<i>Idem.</i> 1973-1978.
2ETP/7/7/00 9	<i>Idem.</i> 1980-1981 ; Centre national d'information pour la productivité des entreprises (C.N.I.P.E.), colloque entreprises-administration, comité n° 4 "L'entreprise en expansion et en décentralisation : les activités de promotion immobilière", 1970.

(1) Plans dans les cartons 15 et 16.

2ETP/7/7/00 10	C.N.I.P.E., colloque entreprises-administration, comité n° 4 "L'entreprise en expansion et en décentralisation : les activités de promotion immobilière". 1970-1973.
2ETP/7/7/00 11	Conférence nationale d'aménagement du territoire. 1978.
2ETP/7/7/00 12	Réforme des institutions régionales. 1968-1969.
2ETP/7/7/00 13	<i>Idem.</i>
2ETP/7/7/00 14	<i>Idem</i> , 1968-1974 ; réforme des institutions communales, 1967-1968.
2ETP/7/7/00 15	Paris, région parisienne, organisation, aménagement, urbanisme. 1919-1947.
2ETP/7/7/00 16	<i>Idem.</i> 1950-1956.
2ETP/7/7/00 17	<i>Idem.</i> 1956-1963.
2ETP/7/7/00 18	<i>Idem.</i> 1960-1966.
2ETP/7/7/00 19	<i>Idem.</i> 1964-1966.
2ETP/7/7/00 20	<i>Idem.</i> 1966-1972.
2ETP/7/7/00 21	<i>Idem.</i> 1972-1973.
2ETP/7/7/00 22	<i>Idem.</i> 1973-1977.

- 2ETP/7/7/00 23** *Idem*, 1978-1984 : promotion de l'Est parisien. 1976-1977.
- 2ETP/7/7/00 24** Livre blanc du bassin parisien. 1969-1971.
- 2ETP/7/7/00 25** Paris, région parisienne, secteur tertiaire, problème des bureaux. 1958-1975.

2ETP/7/7/1 PLANIFICATION

- 2ETP/7/7/10 1** Ve Plan, préparation, exécution. 1964-1970.
- 2ETP/7/7/10 2** *Idem* ; VIe Plan, orientations régionales, 1969.
- 2ETP/7/7/10 3** VIIe Plan, préparation, exécution. 1975-1978.
- 2ETP/7/7/10 4** VIIe Plan, Commissariat général du Plan, commission de l'aménagement du territoire et du cadre de vie. 1975.
- 2ETP/7/7/10 5** *Idem*. 1975-1976.
- 2ETP/7/7/10 6** *Idem*. 1976-1977.
- 2ETP/7/7/10 7** *Idem*. 1977-1979.
- 2ETP/7/7/10 8** Commission de l'aménagement du territoire et du cadre de vie, groupes de travail, 1975-1976 ; préparation du VIIe Plan, préfecture de la région parisienne, groupe "développement économique", 1975.

2ETP/7/7/10 9 Préparation du VIIe Plan, préfecture de la région parisienne, groupe "Aménagement spatial et environnement", 1975 ; VIIe Plan, travaux de l'Assemblée permanente des chambres de commerce et d'industrie, 1975-1976.

2ETP/7/7/2 ORGANISMES

2ETP/7/7/20 1 Aménagement du territoire, organismes divers, 1942-1966; Commission mixte C.C.I.P. - Ville de Paris, 1977.

2ETP/7/7/20 2 Société centrale pour l'équipement du territoire (S.C.E.T.). 1956-1962.

2ETP/7/7/20 3 *Idem.* 1962-1974.

2ETP/7/7/20 4 Société d'aménagement et d'équipement de la région parisienne (S.A.E.R.P.) Sud. 1960-1968.

2ETP/7/7/20 5 S.A.E.R.P. Nord. 1956-1968.

2ETP/7/7/20 6 S.A.E.R.P. 1968-1971.

2ETP/7/7/20 7 *Idem.* 1971-1974.

2ETP/7/7/20 8 Commission nationale de l'aménagement du territoire (C.N.A.T.) auprès du Commissariat général au Plan. 1963-1967.

2ETP/7/7/20 9	Comité d'aménagement de la région parisienne (C.A.R.P.) ⁽¹⁾ . 1944-1965.
2ETP/7/7/20 10	<i>Idem.</i> 1965-1975.
2ETP/7/7/20 11	Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région parisienne (I.A.U.R.P.) ⁽²⁾ . 1964-1969.
2ETP/7/7/20 12	<i>Idem.</i> 1970-1972.
2ETP/7/7/20 13	<i>Idem.</i> 1973-1974.
2ETP/7/7/20 14	I.A.U.R.P. puis Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région d'Ile-de-France (I.A.U.R.I.F.). 1975-1977.
2ETP/7/7/20 15	I.A.U.R.I.F. 1978-1979.

(1) Dès 1919, un Comité d'aménagement et d'expansion du département fut institué pour donner son avis sur les projets d'aménagement et les dérogations aux législations d'urbanisme en vigueur. Le Comité d'aménagement de la région parisienne et son service technique, le Service d'aménagement de la région parisienne (S.A.R.P.) furent créés en 1943. Ils furent chargés d'établir le plan d'aménagement et d'organisation générale (P.A.D.O.G.) de la région parisienne (voir sous-série 2ETP/7/7/3). Le C.A.R.P. est devenu en 1976 le Comité d'aménagement de la région d'Ile-de-France (C.A.R.I.F.).

(2) Ce fut à l'origine, en 1960, un bureau d'étude rattaché au délégué général au district de Paris. En 1963, l'institut est devenu une fondation reconnue d'utilité publique.

- 2ETP/7/7/20 16** Association d'études parisienne pour l'aménagement régional (ASSEPAR) ⁽¹⁾, création, activités. 1959-1966.
- 2ETP/7/7/20 17** ASSEPAR, conseil d'administration, comité technique : comptes rendus de réunions. 1960-1966.
- 2ETP/7/7/20 18** ASSEPAR : bulletin. 1961-1965.

2ETP/7/7/3 PLANS D'AMÉNAGEMENT. DOCUMENTS D'URBANISME ⁽²⁾

- 2ETP/7/7/30 1** Plan d'aménagement et d'organisation générale de la région parisienne (P.A.D.O.G.) ⁽³⁾. 1950-1960.
- 2ETP/7/7/30 2** *Idem.* 1960-1965.

(1) Un projet d'association regroupant les chambres de commerce et les principales organisations professionnelles de la région parisienne fut établi en 1959 dans le but de procéder à des études et de diffuser des informations sur l'aménagement régional. Elle fut d'abord imaginée sous la forme d'une société anonyme, la S.E.P.A.P. (société d'études parisienne pour l'aménagement régional). Le régime de l'association, régi par la loi de 1901, lui fut préféré. Elle fut déclarée le 20 juillet 1960 sous le nom d'Association d'études parisienne pour l'aménagement régional (ASSEPAR).

(2) Plans dans les cartons 1, 6, 7, 9 à 15.

(3) En 1939 fut publié le premier projet d'urbanisme applicable à la plus grande partie de la région parisienne. En 1944, sa révision fut décidée. Ce devait être l'oeuvre du Comité d'aménagement de la région parisienne (C.A.R.P.). Un nouveau projet d'aménagement fut pris en considération par arrêté du 12 janvier 1956. Remis à l'étude en 1958, le plan d'aménagement et d'organisation de la région parisienne (P.A.D.O.G.) fut approuvé par décret du 6 août 1960. Entre-temps, la loi du 15 juin 1943 avait constitué la première charte de l'urbanisme et les décrets de 1953 et 1958 établi des dispositions précises sur les documents d'urbanisme (plans directeurs d'urbanisme intercommunaux, plans directeurs d'urbanisme, plans d'urbanisme de détail).

2ETP/7/7/30 3	Schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme (S.D.A.U.) de la région de Paris ⁽¹⁾ . 1965-1966.
2ETP/7/7/30 4	<i>Idem.</i>
2ETP/7/7/30 5	<i>Idem.</i> 1965-1973.
2ETP/7/7/30 6	S.D.A.U. de la région Ile-de-France, 1979-1980 ; S.D.A.U. de Melun-Sénart, 1970 ; S.D.A.U. du plateau de Brie, 1972 ; S.D.A.U. du Sud des Hauts-de-Seine, 1972.
2ETP/7/7/30 7	Plan d'urbanisme directeur de Paris. 1959-1963.
2ETP/7/7/30 8	<i>Idem.</i> , 1960-1964 ; schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme (S.D.A.U.) de la Ville de Paris, 1968-1973.
2ETP/7/7/30 9	Paris, plans d'urbanisme de détail. 1961-1969.
2ETP/7/7/30 10	Banlieue, plans directeurs d'urbanisme intercommunaux. 1960-1964.
2ETP/7/7/30 11	<i>Idem.</i> 1961-1969.

(1) Le P.A.D.O.G. approuvé en 1960 fut rapidement jugé dépassé, compte tenu de l'essor économique et démographique de la région parisienne. En 1965, un schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme (S.D.A.U.) de la région de Paris fut approuvé. Les documents d'urbanisme prévus par les décrets de 1958 présentaient l'inconvénient de mêler aspects prévisionnels et réglementaires. L'expérience du S.D.A.U. de la région de Paris fut mise à profit par la loi d'orientation foncière du 30 décembre 1967 qui substituait aux précédents documents d'urbanisme, les schémas directeurs et les plans d'occupation des sols. Les S.D.A.U. et les schémas de secteurs (ou de structures) présentent les orientations fondamentales ; ils s'imposent aux collectivités et services publics. Les plans d'occupation des sols (P.O.S.) définissent les droits et obligations des propriétaires et constructeurs.

- 2ETP/7/7/30 12** Banlieue, plans d'urbanisme de détail. 1959-1962.
- 2ETP/7/7/30 13** *Idem.* 1962-1968.
- 2ETP/7/7/30 14** Région parisienne, schémas des structures. 1966-1971.
- 2ETP/7/7/30 15** Schéma des structures de la boucle de Nanterre. 1967.

2ETP/7/7/4 OPÉRATIONS D'URBANISME ⁽¹⁾

- 2ETP/7/7/40 1** Paris, opérations d'urbanisme, enquêtes d'utilité publique, expropriations. 1929-1963.
- 2ETP/7/7/40 2** *Idem.* 1960-1973.
- 2ETP/7/7/40 3** Banlieue, reconstruction, opérations et plans d'urbanisme, enquêtes d'utilité publique, expropriations. 1930-1949.
- 2ETP/7/7/40 4** *Idem.* 1949-1954.
- 2ETP/7/7/40 5** *Idem.* 1954-1959.
- 2ETP/7/7/40 6** *Idem.* 1958-1967.

(1) Plans dans les cartons 1 à 8.

2ETP/7/7/40 7	<i>Idem.</i> 1967-1972.
2ETP/7/7/40 8	Société d'économie mixte d'aménagement et d'équipement de la ville de Créteil (S.E.M.A.E.C.). 1967-1968.
2ETP/7/7/40 9	<i>Idem.</i> 1969-1971.
2ETP/7/7/40 10	<i>Idem.</i> 1972-1973.

2ETP/7/7/5 AMÉNAGEMENT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL ⁽¹⁾

2ETP/7/7/50 1	Décentralisation industrielle. 1955-1963.
2ETP/7/7/50 2	<i>Idem.</i> 1960-1962.
2ETP/7/7/50 3	<i>Idem.</i> 1962-1970.
2ETP/7/7/50 4	<i>Idem.</i> 1972-1977 ; Comité interprofessionnel d'aide à la décentralisation industrielle (C.I.A.D.I.), 1957-1965.
2ETP/7/7/50 5	Procédure d'agrément ⁽²⁾ en région parisienne, commission d'agrément, comité de décentralisation. 1955-1965.

(1) Plans dans les cartons 19, 20, 23 à 28, 31 à 33, 35 à 38, 41 à 43, 45 à 72.

(2) Le décret du 5 janvier 1955 institua une procédure d'agrément pour les créations et extensions de grandes entreprises en région parisienne en vue de favoriser une meilleure répartition des industries sur l'ensemble du territoire. L'agrément devait être donné après avis d'une commission dont la composition fut fixée par arrêté du 19 janvier 1955. Cette commission prit ultérieurement le nom de comité de décentralisation.

2ETP/7/7/50 6	Fiches de demandes d'agrément ⁽¹⁾ (classement dans l'ordre alphabétique des demandeurs : A à R). 1955-1960.
2ETP/7/7/50 7	<i>Idem</i> (S à Y), 1955-1960 ; <i>Idem</i> (A à V), 1961.
2ETP/7/7/50 8	<i>Idem</i> (A à S). 1963-1964.
2ETP/7/7/50 9	<i>Idem</i> (T à Z), 1963-1964 ; <i>Idem</i> (A à R), 1966-1967.
2ETP/7/7/50 10	<i>Idem</i> (S à Z), 1966-1967 ; <i>Idem</i> (A à S), 1968.
2ETP/7/7/50 11	<i>Idem</i> (T à Z), 1968 ; <i>Idem</i> (A à Z), 1969 ; <i>Idem</i> (A à C), 1971.
2ETP/7/7/50 12	<i>Idem</i> (D à Y), 1971 ; <i>Idem</i> (A à V), 1972.
2ETP/7/7/50 13	Bâtiments et terrains industriels vacants. 1965-1977.
2ETP/7/7/50 14	Équipement et urbanisme commerciaux, centres commerciaux. 1955-1967.
2ETP/7/7/50 15	<i>Idem</i> . 1967-1972.

(1) Outre le nom du demandeur, ces fiches portent l'adresse de celui-ci, la nature de l'activité, la date et la nature de la décision. Classement par tranches chronologiques à la date de la dernière décision intervenue.

2ETP/7/7/50 16	Commissions départementales d'urbanisme commercial ⁽¹⁾ . 1970-1983.
2ETP/7/7/50 17	Zones d'activités, zones industrielles ⁽²⁾ , création, législation, réglementation, organisation. 1960-1968.
2ETP/7/7/50 18	<i>Idem</i> , 1970-1974 ; Société d'économie mixte pour l'équipement des zones industrielles dans le département de la Seine (S.E.Z.I.D.), 1959-1960.
2ETP/7/7/50 19	Zone industrielle de Rueil-Nanterre, consultation de la Chambre de commerce de Paris, expropriations, 1952 ; zone industrielle de Clamart-Plessis-Robinson, 1957-1958.
2ETP/7/7/50 20	Zone industrielle du Bourget-La Courneuve, 1956-1957 ; zone industrielle de Vitry-sur-Seine, 1956-1957.

(1) La loi d'orientation du commerce et de l'artisanat du 27 décembre 1973 a soumis les projets de création et d'extension de magasins de commerce de détail de grande surface, à l'avis de commissions départementales d'urbanisme commercial (C.D.U.C.). Les chambres de commerce et d'industrie, représentées au sein des C.D.U.C., sont tenues d'établir un rapport d'instruction sur chaque dossier soumis. Les C.D.U.C. situées dans le ressort de la C.C.I.P. ont commencé à fonctionner en avril 1974.

(2) Jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, les zones industrielles naissaient de situations de fait et non de la volonté du législateur ou de l'urbaniste. Les nécessités de la reconstruction et l'apparition des plans d'urbanisme les firent entrer dans les préoccupations d'affectation des sols. Les chambres de commerce et d'industrie virent là une mission entrant dans le cadre de la loi du 9 avril 1898. La première tentative fut probablement celle de Reims à l'initiative de la chambre de commerce locale.

2ETP/7/7/50 21	Service interconsulaire de la région parisienne pour l'aménagement de zones d'activité (S.I.R.P.A.Z.A.) ⁽¹⁾ , Commission interconsulaire de la région parisienne pour l'aménagement de zones d'activité, création, réunions. 1962-1971.
2ETP/7/7/50 22	Société civile de la région parisienne pour l'aménagement de zones d'activités (S.Ci.R.P.A.Z.A.) ⁽²⁾ , création. 1974-1975.
2ETP/7/7/50 23	Zone industrielle de Colombes ⁽³⁾ , création, financement, réalisation. 1962-1971.
2ETP/7/7/50 24	<i>Idem.</i> 1962-1969.
2ETP/7/7/50 25	<i>Idem.</i> 1963-1971.

(1) Service créé en 1962 par les C.C.I. de Corbeil, Meaux, Melun, Paris et Versailles. Le but était de définir une politique commune en matière d'équipement des zones d'activité et de réaliser les opérations d'aménagement. Il a à son actif la réalisation des zones d'activité de Colombes et de Chennevières et le lancement de celle des Richardets. Ce service a été remplacé en 1975 par la S.Ci.R.P.A.Z.A.

(2) Le 24 avril 1974, la commission interconsulaire de la région parisienne pour l'aménagement de zones d'activité approuva les statuts du groupement interconsulaire de la région parisienne pour l'aménagement de zones d'activité (G.I.R.P.A.Z.A.) qui devait succéder au S.I.R.P.A.Z.A. créé en 1962. Diverses difficultés firent, début 1975, évoluer le projet en groupement d'intérêt économique pour l'aménagement de zones d'activité en région parisienne (G.A.Z.A.R.P.). Enfin, le 18 avril 1975, la S.Ci.R.P.A.Z.A., société civile particulière, était créée entre la C.R.C.I. Ile-de-France et les C.C.I. de Meaux, Paris et Versailles. Elle reprenait les attributions de l'ancien S.I.R.P.A.Z.A. en matière d'aménagement de zones industrielles et de conseil aux entreprises de la région parisienne.

(3) A l'étude dès 1962, la réalisation de la zone industrielle de Colombes fut décidée en 1963. Elle fut déclarée d'utilité publique par arrêté du 27 février 1965 (ordonnance d'expropriation rendue le 8 janvier 1966). Les travaux réalisés en 1966-1967, la commercialisation fut entreprise en 1966 et achevée en 1970.

2ETP/7/7/50 26	<i>Idem.</i> 1963-1973.
2ETP/7/7/50 27	<i>Idem.</i>
2ETP/7/7/50 28	Zone industrielle de Colombes, terrains, acquisitions. 1964-1973.
2ETP/7/7/50 29	<i>Idem.</i> 1965-1967.
2ETP/7/7/50 30	Zone industrielle de Colombes, terrains, expropriations. 1966-1969.
2ETP/7/7/50 31	Zone industrielle de Colombes, commercialisation, vente des terrains. 1963-1970.
2ETP/7/7/50 32	<i>Idem.</i> 1963-1975.
2ETP/7/7/50 33	<i>Idem.</i> 1962-1974.
2ETP/7/7/50 34	<i>Idem.</i> 1963-1969.
2ETP/7/7/50 35	Zone industrielle de Chennevières ⁽¹⁾ , création, financement, réalisation. 1965-1970.

(1) A la demande du délégué général au district et dans le cadre du S.D.A.U. de la région de Paris, la réalisation de la zone industrielle de Chennevières fut mise à l'étude en 1965. La décision de principe fut prise en 1966 et la déclaration d'utilité publique prononcée par arrêté du 6 novembre 1968. Les travaux furent réalisés de 1969 à 1970. La commercialisation, lancée dès 1969, ne fut achevée qu'en 1975.

2ETP/7/7/50 36	<i>Idem.</i> 1968-1972.
2ETP/7/7/50 37	<i>Idem.</i> 1968-1976.
2ETP/7/7/50 38	<i>Idem.</i> 1969-1973 ; publicité, 1968-1972.
2ETP/7/7/50 39	Zone industrielle de Chennevières, commercialisation, vente des terrains. 1968-1972.
2ETP/7/7/50 40	<i>Idem.</i> 1968-1971.
2ETP/7/7/50 41	<i>Idem.</i> 1968-1973 ; constructions, avis de l'architecte-conseil de la C.C.I.P., 1971-1974.
2ETP/7/7/50 42	Constructions, avis de l'architecte-conseil de la C.C.I.P. 1971-1975.
2ETP/7/7/50 43	<i>Idem.</i> 1974 ; zone d'activités industrielles des Richardets ⁽¹⁾ , création, réalisation, 1973-1974.

(1) La réalisation de la zone d'activités industrielles des Richardets sur la commune de Noisy-le-Grand, à l'étude dès 1971, fut confiée en 1972 au S.I.R.P.A.Z.A. à la suite de l'accord conclu entre la préfecture de la région parisienne et la Ville nouvelle de Marne-la-Vallée. La zone d'activités fut mise en chantier en 1973. La commercialisation, lancée en 1974, était achevée en 1979 par la S.Ci.R.P.A.Z.A.

2ETP/7/7/50 44	Zones industrielles, zones d'activité, recensements ⁽¹⁾ , organisation, résultats. 1964-1972.
2ETP/7/7/50 45	Zones industrielles, zones d'activité : documentation rassemblée lors des recensements (classement dans l'ordre des départements de la région parisienne). Seine-et-Marne. 1962-1975.
2ETP/7/7/50 46	Yvelines. 1964-1976.
2ETP/7/7/50 47	Essonne, 1965-1971 ; Hauts-de-Seine, 1962-1972.
2ETP/7/7/50 48	Seine-Saint-Denis. 1965-1976.
2ETP/7/7/50 49	Val-de-Marne, 1965-1975 ; Val-d'Oise, 1962-1970.
2ETP/7/7/50 50	Val-d'Oise. 1963-1975.
2ETP/7/7/50 51	Zones industrielles, zones d'activité : documentation rassemblée lors des recensements (classement dans l'ordre alphabétique des régions économiques). Alpes. 1958-1972.
2ETP/7/7/50 52	Alsace. 1963-1970.
2ETP/7/7/50 53	Aquitaine. 1964-1969.
2ETP/7/7/50 54	<i>Idem.</i>

(1) Recensements effectués pour le compte de l'A.P.C.C.I. ou de la C.C.I.P. Pour les résultats, voir aussi 2ETP/7/7/50 18.

2ETP/7/7/50 55	Auvergne, 1964-1969 ; Bourgogne, 1963-1964.
2ETP/7/7/50 56	Bourgogne. 1965-1969.
2ETP/7/7/50 57	Bretagne. 1965-1969.
2ETP/7/7/50 58	Centre. 1964-1969.
2ETP/7/7/50 59	Champagne-Ardenne, 1964-1971 ; Franche-Comté, 1964-1969.
2ETP/7/7/50 60	Languedoc. 1964-1969.
2ETP/7/7/50 61	Limousin-Poitou-Charentes. 1964-1967.
2ETP/7/7/50 62	<i>Idem.</i> 1968-1969.
2ETP/7/7/50 63	Lorraine. 1964-1969.
2ETP/7/7/50 64	Midi-Pyrénées. 1964-1970.
2ETP/7/7/50 65	Nord-Pas-de-Calais. 1964-1969.
2ETP/7/7/50 66	Basse-Normandie. 1964-1967.
2ETP/7/7/50 67	Basse-Normandie, 1968-1969 ; Haute-Normandie, 1964-1969.
2ETP/7/7/50 68	Pays de la Loire. 1961-1968.

- 2ETP/7/7/50 69** Pays de la Loire, 1968-1969 ; Picardie, 1964-1969.
- 2ETP/7/7/50 70** Provence-Côte d'azur-Corse. 1962-1969.
- 2ETP/7/7/50 71** Rhône-Loire. 1962-1968.
- 2ETP/7/7/50 72** *Idem.* 1968-1969.
- 2ETP/7/7/50 73** Journées d'information régionale organisées à Paris par l'Assemblée des présidents des chambres de commerce et d'industrie. 1961.
- 2ETP/7/7/50 74** *Idem.* 1962-1965.

2ETP/7/7/6 PARCS DES EXPOSITIONS. PARCS D'ATTRACTIONS ⁽¹⁾

- 2ETP/7/7/60 1** Parc des expositions de la Porte de Versailles ⁽²⁾. 1923-1972.

(1) Plans dans les cartons 1 à 6.

(2) Voir aussi la sous-série 2ETP/2/2/41, en particulier le carton 24.

2ETP/7/7/60 2	Projet de parc des expositions au Bourget ⁽¹⁾ . 1964-1972.
2ETP/7/7/60 3	<i>Idem.</i> 1968-1975.
2ETP/7/7/60 4	<i>Idem.</i> 1975-1977.
2ETP/7/7/60 5	<i>Idem.</i> 1975-1978.
2ETP/7/7/60 6	Société civile d'études pour l'aménagement d'un parc des expositions au Bourget, 1975-1979 ; Parc d'expositions de Paris-Nord Villepinte ⁽²⁾ , 1980-1984 ; Eurodisneyland, 1986.

(1) La relative saturation du parc des expositions de la Porte de Versailles et la mise en service du C.N.I.T. en 1958, firent envisager à cette époque la création d'un grand parc des expositions sur le site de la Défense. En 1965, s'imposa le projet d'un parc situé sur l'emplacement de l'aéroport du Bourget, destiné à être désaffecté lors de la mise en service de Roissy-en-France. En 1972, un groupe de travail fut créé, associant l'Aéroport de Paris, la C.C.I.P. et les principaux partenaires intéressés. En 1975, fut constituée la Société civile d'études pour l'aménagement d'un parc des expositions au Bourget (S.C.E.P.E.B.).

La C.C.I.P. fut officiellement chargée par le gouvernement, en 1976, des études préliminaires à la création d'un nouveau parc. La Société civile d'études et de promotion des équipements de la région parisienne (S.E.P.R.O.R.E.P.) réalisa en 1977 une étude complète du projet. De nombreuses difficultés surgirent alors ; en octobre 1978, la C.C.I.P. se prononçait en faveur du site de Villepinte.

(2) C'est en juillet 1978 que l'Agence foncière et technique de la région parisienne proposa un emplacement dans la Z.A.C. de Paris-Nord II sur la commune de Villepinte, en vue de la réalisation du parc complémentaire d'expositions alors en projet. En octobre 1978, la C.C.I.P. concluait en faveur du site de Villepinte. Le gouvernement donnait son accord le 26 juin 1979. La Société immobilière du Palais des congrès (S.I.P.A.C.), filiale de la C.C.I.P., fut chargée de la réalisation. Le 28 janvier 1981, la Société d'exploitation du parc d'expositions de Paris-Nord Villepinte était créée. Le parc fut inauguré le 2 décembre 1982. Deux tranches d'agrandissement furent successivement mises en service en 1986 et 1990.

2ETP/7/7/7 AMÉNAGEMENT DE LA DÉFENSE ⁽¹⁾

2ETP/7/7/70 1	Aménagement de la Défense ⁽²⁾ . 1951-1958.
2ETP/7/7/70 2	<i>Idem.</i> 1953-1958.
2ETP/7/7/70 3	<i>Idem.</i> 1957-1958.
2ETP/7/7/70 4	<i>Idem.</i> 1958-1972.
2ETP/7/7/70 5	Établissement public pour l'aménagement de la région de la Défense (E.P.A.D.) ⁽³⁾ , création, siège, statut du personnel, activités. 1958-1965.
2ETP/7/7/70 6	E.P.A.D., conseil d'administration, commission des marchés : procès-verbaux, dossiers de réunions. 1959-1963.
2ETP/7/7/70 7	<i>Idem.</i> 1964.
2ETP/7/7/70 8	<i>Idem.</i> 1964-1965.
2ETP/7/7/70 9	<i>Idem.</i> 1966-1967.

(1) Plans dans les cartons 1, 2, 4, 5, 7 à 11, 13, 14, 16 à 18.

(2) Voir aussi 2ETP/7/7/30 10, les plans directeurs d'urbanisme intercommunaux n° 26 et 31 de la région de la Défense.

(3) Créé par décret du 9 septembre 1958.

2ETP/7/7/70 10	<i>Idem.</i> 1967-1968.
2ETP/7/7/70 11	<i>Idem.</i> 1969.
2ETP/7/7/70 12	<i>Idem.</i> 1970.
2ETP/7/7/70 13	<i>Idem.</i> 1971.
2ETP/7/7/70 14	<i>Idem.</i> 1971.
2ETP/7/7/70 15	<i>Idem.</i> 1972.
2ETP/7/7/70 16	<i>Idem.</i> 1972-1973.
2ETP/7/7/70 17	<i>Idem.</i> 1973.
2ETP/7/7/70 18	Centre national des industries et des techniques (C.N.I.T.), Palais des expositions. 1955-1963.
2ETP/7/7/70 19	C.N.I.T., conseil d'administration. 1960-1970.

2ETP/7/7/8 AUTOROUTES EN RÉGION PARISIENNE ⁽¹⁾

2ETP/7/7/80 1	Aménagement et pénétration des autoroutes en région parisienne, enquêtes d'utilité publique. 1936-1963.
2ETP/7/7/80 2	<i>Idem.</i> 1964-1968.
2ETP/7/7/80 3	<i>Idem.</i> 1967-1972.
2ETP/7/7/80 4	<i>Idem.</i> 1970-1978.

(1) Plans dans les cartons 1 à 3.

2ETP/7/7/9 PALAIS DES CONGRÈS ⁽¹⁾

2ETP/7/7/90 1	Palais des congrès ⁽²⁾ , élaboration, convention avec la Ville de Paris, financement, réalisation. 1956-1963.
2ETP/7/7/90 2	<i>Idem.</i> 1959-1966.
2ETP/7/7/90 3	<i>Idem.</i> 1964-1970.
2ETP/7/7/90 4	<i>Idem.</i> 1966-1968.
2ETP/7/7/90 5	<i>Idem.</i> 1967-1975.
2ETP/7/7/90 6	<i>Idem.</i> 1968-1980.

(1) Plans dans les cartons 8 à 59, 61, 63, 71.

(2) Dès 1958, le Comité de tourisme de Paris évoqua la nécessité de construire un palais des congrès à Paris. En 1960, un projet de Maison du tourisme, à la Porte Maillot, sur l'emplacement de l'ancien *Luna-park* fut mis à l'étude au sein du Comité de tourisme de Paris. En 1965, le projet, devenu celui d'un palais des congrès fut transmis au préfet de la Seine. Les comités interministériels des 22 juillet et 17 décembre 1965 adoptèrent le projet de la Porte Maillot et désignèrent la Chambre de commerce et d'industrie comme interlocuteur. Le 7 juillet 1966, le Conseil municipal de Paris approuva le plan de masse présenté par l'architecte Guillaume Gillet, et le 3 juillet 1967 adopta les projets de convention, de bail à la construction et de concession à passer avec la C.C.I.P. pour la réalisation et l'exploitation du centre des congrès.

Au palais des congrès proprement dit, fut associé un ensemble d'éléments complémentaires : hôtel, halls d'exposition, galerie commerciale, bureaux, restaurants, salons, aérogare, parcs de stationnement, etc. La réalisation d'un tel ensemble nécessita la mise en place d'une structure juridique particulièrement complexe, associant partenaires extérieurs et filiales de la C.C.I.P. Les travaux de terrassement furent entrepris fin 1970, ceux de génie civil en juillet 1971. Le Palais des congrès, inauguré le 28 février 1974, fut mis en service au printemps de la même année.

2ETP/7/7/90 7	Délibérations de l'assemblée générale, du bureau et des commissions de la C.C.I.P. 1966-1976.
2ETP/7/7/90 8	Bâtiments, élaboration du projet, évolution : plans. 1966-1967.
2ETP/7/7/90 9	<i>Idem.</i> 1967.
2ETP/7/7/90 10	<i>Idem.</i>
2ETP/7/7/90 11	<i>Idem.</i> 1968.
2ETP/7/7/90 12	<i>Idem.</i>
2ETP/7/7/90 13	<i>Idem.</i>
2ETP/7/7/90 14	<i>Idem.</i>
2ETP/7/7/90 15	<i>Idem.</i>
2ETP/7/7/90 16	<i>Idem.</i>
2ETP/7/7/90 17	<i>Idem.</i> 1968-1969.
2ETP/7/7/90 18	<i>Idem.</i> 1970.
2ETP/7/7/90 19	Appels d'offres et concours, dossier général. 1970.

2ETP/7/7/90 20	Appels d'offres, lot n° 1, gros-oeuvre et maçonnerie (a). 1970.
2ETP/7/7/90 21	<i>Idem</i> (b).
2ETP/7/7/90 22	<i>Idem</i> (c).
2ETP/7/7/90 23	<i>Idem</i> (d).
2ETP/7/7/90 24	<i>Idem</i> (e).
2ETP/7/7/90 25	Lot n° 2, charpente métallique ; lot n° 3, chapes et dalles flottantes pour isolation phonique.
2ETP/7/7/90 26	Lot n° 4, étanchéité.
2ETP/7/7/90 27	Lot n° 5, façades ; chauffage et conditionnement, lot n° 6-1, production d'énergie (a).
2ETP/7/7/90 28	Lot n° 6-1, production d'énergie (b).
2ETP/7/7/90 29	Lot n° 6-2, installation (a).
2ETP/7/7/90 30	<i>Idem</i> (b).
2ETP/7/7/90 31	<i>Idem</i> (c).
2ETP/7/7/90 32	Lot n° 6-3, dispatching général ; lot n° 6-4, cheminées.

2ETP/7/7/90 33	Lot n° 7, plomberie, équipement sanitaire (a).
2ETP/7/7/90 34	<i>Idem</i> (b).
2ETP/7/7/90 35	Protection incendie, lot n° 8-1, R.I.A. (robinets d'incendie armés) et sprinklers (a).
2ETP/7/7/90 36	<i>Idem</i> (b).
2ETP/7/7/90 37	Lot n° 8-2, portes coupe-feu automatiques ; électricité, lot n° 10-1, postes de transformation ; lot n° 10-2, groupes électrogènes.
2ETP/7/7/90 38	Lot n° 10-3, installations électriques (a).
2ETP/7/7/90 39	<i>Idem</i> (b) ; lot n° 10-4, éclairage de sécurité.
2ETP/7/7/90 40	Courants faibles, lot n° 11-1, recherche de personnes par boucles inductives ; lot n° 11-2, interprétation simultanée; lot n° 11-4, détection incendie.
2ETP/7/7/90 41	Lot n° 11-5, distribution de l'heure ; lot n° 11-6, recherche de personnes numérique lumineuse ; transports mécaniques, lot n° 12-1, ascenseurs et monte-charges ; lot n° 12-2, escaliers mécaniques.
2ETP/7/7/90 42	Lot n° 14, menuiserie bois ; lot n° 15, revêtements et dallages en pierre et marbre ; lot n° 16, sols et revêtements scellés.
2ETP/7/7/90 43	Lot n° 17, sols collés ; lot n° 18, serrurerie (a).

2ETP/7/7/90 44	Lot n° 18, serrurerie (b) ; cloisons mobiles, lot n° 19-1, cloisons de division de la grande salle.
2ETP/7/7/90 45	Lot n° 19-2, cloisons de divisions des salles de commissions et salons de réception ; lot n° 21, vitrerie-miroiterie.
2ETP/7/7/90 46	Faux plafonds, lot n° 22-1, faux plafond en lame d'aluminium laqué et lot n° 22-2, staffs et complexes staff (a).
2ETP/7/7/90 47	<i>Idem</i> (b).
2ETP/7/7/90 48	<i>Idem</i> (c).
2ETP/7/7/90 49	Lot n° 22-3, faux plafonds spéciaux ; lot n° 23, parquet mosaïque ; lot n° 25, fauteuils spéciaux.
2ETP/7/7/90 50	Lot n° 26, revêtements spéciaux, textiles et moquettes marouflées pour murs et plafonds.
2ETP/7/7/90 51	Équipement scénique, lot n° 27-1, charpente et serrurerie spéciale, dispositifs de sécurité ; lot n° 27-2, panneaux acoustiques mobiles.
2ETP/7/7/90 52	Lot n° 27-3, menuiserie, planchers ; lot n° 27-4, éclairage scénique.
2ETP/7/7/90 53	Lot n° 27-5, équipement électro-acoustique ; lot n° 27-6, équipements cinématographiques.
2ETP/7/7/90 54	Lot n° 27-7, rideaux non-feu, écrans ; lot n° 33, luminaires spéciaux.

2ETP/7/7/90 55	Contrat de marché, lots n° 1 et 2. 1971.
2ETP/7/7/90 56	Contrat de marché, lot n° 1, gros-oeuvre et maçonnerie (a). 1971.
2ETP/7/7/90 57	<i>Idem</i> (b).
2ETP/7/7/90 58	<i>Idem</i> (c).
2ETP/7/7/90 59	<i>Idem</i> (e).
2ETP/7/7/90 60	Société immobilière de construction du Palais des congrès (S.I.P.A.C.) ⁽¹⁾ , constitution, statuts, bail, réunions. 1969-1979.
2ETP/7/7/90 61	Architectes, contrats, 1965-1966 ; évolution des travaux, 1970-1979.
2ETP/7/7/90 62	Hôtel ⁽²⁾ , contrats, travaux, litiges, 1968-1979 ; restauration, 1970-1978.
2ETP/7/7/90 63	Bureaux édifiés dans l'hôtel, 1970-1978 ; terminal Air-France, 1970-1976 ; décoration du Palais des congrès, 1971-1976.

(1) La S.I.P.A.C. a construit, dans le cadre d'une société immobilière pour le commerce et d'industrie (SICOMI), les salles de congrès, les surfaces d'exposition, la galerie marchande, le terminal. Elle a sous-concédé à Bouygues et à B.P. la construction du parking. Elle a en outre procédé à une cession partielle du bail à construire à la société qui a construit l'hôtel (SCIHOCIP). Elle entretient désormais l'ensemble des bâtiments.

(2) La construction de l'hôtel fit l'objet d'une cession partielle du bail à construire par la C.C.I.P. à la Société civile immobilière de l'hôtel du centre international de Paris (SCIHOCIP), celle des bureaux situés dans le socle de cet hôtel à la Société immobilière Gouvion-Pershing, la Société du Louvre étant destinée à gérer l'ensemble.

2ETP/7/7/90 64	Parcs de stationnement et gares routières, concours. 1970-1971.
2ETP/7/7/90 65	Parcs de stationnement, concession, exploitation. 1970-1978.
2ETP/7/7/90 66	Palais des congrès, inauguration. 1973-1974.
2ETP/7/7/90 67	Société d'exploitation du Palais des congrès ⁽¹⁾ , conseil d'administration. 1974-1980.
2ETP/7/7/90 68	<i>Idem</i> , 1981-1982 ; comité de direction, 1974.
2ETP/7/7/90 69	Comité de coordination. 1974-1978.
2ETP/7/7/90 70	Société d'exploitation du Palais des congrès, statuts, contrats, 1971-1977 ; financement, budgets, 1968-1981.
2ETP/7/7/90 71	Activités, exploitation commerciale, 1970-1979 ; personnel, 1971-1978.
2ETP/7/7/90 72	Société du centre international et parisien du commerce (C.I.P.C.O.M.) ⁽²⁾ , zone commerciale. 1976-1978.

(1) La Société d'exploitation du Palais des congrès (C.I.P.), filiale de la C.C.I.P., est chargée de l'exploitation de la partie réservée aux congrès, aux expositions et aux spectacles. Elle est locataire de la S.I.P.A.C. pour les surfaces et les installations correspondantes.

(2) Constituée entre la C.C.I.P. et la Société générale, elle est locataire de la zone commerciale. Elle a assuré la commercialisation des boutiques.

- 2ETP/7/7/90 73** Palais des congrès, promotion, publicité. 1970-1978.
- 2ETP/7/7/90 74** Représentation à l'étranger. 1971-1975.
- 2ETP/7/7/90 75** Société d'ingénierie, projet, 1974-1977 ; mission de conseil à Malte, 1977-1978.
- 2ETP/7/7/90 76** Relations avec l'Office de tourisme de Paris et le Comité parisien des congrès. 1973-1981.

- 2ETP/8 -
OUTRE - MER

2ETP/8/0/00 1	Colonies, France d'outre-mer, questions politiques, économiques et sociales, propagande ⁽¹⁾ : correspondance, rapports, notes, documentation. 1817-1955.
2ETP/8/0/00 2	<i>Idem.</i> 1954-1957.
2ETP/8/0/00 3	<i>Idem.</i> 1958-1961.
2ETP/8/0/00 4	<i>Idem.</i> 1962-1978 ; exposition coloniale internationale de Paris : correspondance, notes, documentation, 1928-1932.
2ETP/8/0/00 5	Chambres de commerce et régions économiques d'outre-mer : correspondance, notes, documentation. 1833-1967.
2ETP/8/0/00 6	Voyages de délégations de la Chambre de commerce de Paris ou de l'Assemblée des présidents : correspondance, notes. Algérie. 1930-1952.
2ETP/8/0/00 7	Sahara. 1958-1959.
2ETP/8/0/00 8	<i>Idem.</i> 1959.
2ETP/8/0/00 9	<i>Idem.</i>
2ETP/8/0/00 10	Maroc. 1926-1953.

(1) La série 2ETP/8 a été éliminée en quasi-totalité en août 1964. Survenues à l'issue de la décolonisation, ces destructions semblent avoir été motivées par des considérations essentiellement idéologiques. Cette série ne se compose actuellement que de quelques épaves, principalement des dossiers de voyages. Voir aussi la sous-série 2ETP/6/6 : relations commerciales bilatérales.

- 2ETP/8/0/00 11** *Idem.* 1953-1957.
- 2ETP/8/0/00 12** Afrique occidentale française (A.O.F.). 1950-1957.
- 2ETP/8/0/00 13** *Idem*, 1958-1959 ; Antilles, 1963.
- 2ETP/8/0/00 14** Antilles. 1971-1977.

- 2ETP/9 -

ARCHIVES DE L'ASSEMBLÉE

DES PRÉSIDENTS

DES CHAMBRES DE COMMERCE

INTRODUCTION

L'Assemblée des présidents des chambres de commerce de France a existé de 1899 à 1965. Ses archives sont aujourd'hui incorporées à celles de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris. Cet état de fait n'est nullement le fruit du hasard ou du temps. Il est la conséquence de l'histoire et de l'organisation de l'Assemblée des présidents.

* * *

Les présidents des chambres de commerce tinrent leur première assemblée à Paris le 2 octobre 1899. Cette réunion correspondait alors à l'exercice d'un droit récemment et difficilement acquis. En effet, longtemps, les chambres de commerce ne jouirent que d'un droit de correspondance. La loi du 9 avril 1898, qui réorganisait les chambres de commerce, semblait leur accorder un droit de réunion. Mais lorsqu'à l'initiative du président de la Chambre de commerce d'Angers, une première réunion, rassemblant dix présidents de chambres, fut organisée à Paris le 22 mai 1899, celle-ci ne put se tenir que dans l'illégalité car frappée d'une interdiction ministérielle.

Ce ne fut que le 23 septembre 1899 qu'une circulaire ministérielle, précisant les dispositions des articles 18 et 24 de la loi du 9 avril 1898, et après avis du Conseil d'Etat du 2 août 1899, reconnut aux présidents des chambres de commerce le droit de se réunir en assemblées pour rechercher entre eux une "entente sur les objets rentrant dans leurs attributions et intéressant à la fois leurs circonscriptions respectives". L'exercice périodique de ce droit de réunion, à partir de 1901, constitua l'Assemblée des présidents qui prit ainsi le caractère d'un groupement de fait.

A l'origine Assemblée des présidents des chambres de commerce, elle devint successivement Assemblée des présidents des chambres de commerce de France, de France et d'Algérie, de l'Union française (le 4 novembre 1947), de la Communauté (le 16 février 1959), puis en 1960, Assemblée des présidents des chambres de commerce et d'industrie de la Communauté. Début 1963, afin de mettre un terme aux changements constants de dénomination liés aux vicissitudes politiques, le nom d'Assemblée des présidents des chambres de commerce et d'industrie fut adopté.

Bien que ne disposant pas d'une personnalité juridique propre, l'Assemblée des présidents acquit rapidement une grande représentativité, reconnue jusque dans les textes officiels. Toutefois son caractère intermittent et le fait que ses vœux fussent considérés comme un simple travail préparatoire aux délibérations des chambres de commerce, soulevèrent rapidement la question de la création d'un organisme permanent. Dès 1916, le projet d'un Office central des chambres de commerce fut agité. En 1918, un Bureau d'études et de documentation des chambres de commerce fut constitué sous les auspices de l'Association nationale d'expansion économique (A.N.E.E.).

Les efforts menés à partir de 1922 pour transformer ce Bureau en Office central des chambres de commerce échouèrent ; de même qu'en 1936-1937 les tentatives pour donner un statut à l'Assemblée des présidents. Ce dernier projet, adopté le 25 mai 1937 par l'Assemblée des présidents, trouva toutefois sa concrétisation dans l'acte dit loi du 16 juin 1944 qui créait une assemblée permanente des présidents des chambres de commerce. Mais ce texte fut abrogé par les ordonnances du 9 août 1944 et du 6 juin 1945 sur le rétablissement de la légalité républicaine. Il fallut attendre le décret du 4 décembre 1964 qui créait l'Assemblée permanente des chambres de commerce et d'industrie (A.P.C.C.I.), devenue en 1990 Assemblée des chambres françaises de commerce et d'industrie (A.C.F.C.I.).

* * *

Sans structure permanente, l'Assemblée des présidents reposait essentiellement sur les réunions périodiques de ses membres :

- les assemblées, auxquelles participaient l'ensemble des présidents, se tenaient deux puis trois fois par an à Paris (exceptées celles des 22 septembre 1902 à Lyon et 30 mai 1906 à Marseille) ;
- les réunions du Bureau de l'Assemblée et des présidents des régions économiques à partir du 18 mars 1936.

Le Bureau de l'assemblée du 2 octobre 1899 se composait d'un président, de deux vice-présidents, de deux secrétaires et de deux trésoriers. A partir de 1901, il n'y eut plus qu'un secrétaire et un trésorier. En 1911, le nombre des vice-présidents fut porté à trois puis à six en 1920. A partir de 1928, le Bureau, renouvelé jusqu'alors annuellement, fut nommé pour deux ans. L'assemblée du 7 février 1939 adopta une nouvelle composition du Bureau : un président, sept vice-présidents, deux secrétaires et deux trésoriers. Seul le septième vice-président fut immédiatement installé ; les autres dispositions devaient entrer en vigueur le 1er janvier 1940. En raison des circonstances, elle ne furent en fait appliquées que lors du renouvellement du 19 mars 1946.

Le règlement intérieur adopté le 3 février 1948 et qui resta en vigueur jusqu'à la disparition de l'Assemblée des présidents, modifia profondément cette composition. Désormais étaient membres du Bureau : tous les présidents de régions économiques, cinq présidents de chambres de commerce non présidents de régions économiques, le président de la Chambre de commerce et d'industrie de Nice (par décision du Bureau du 14 novembre 1960 et un représentant des régions économiques pris en dehors des présidents (par roulement). Au sein du Bureau, étaient désignés : un président, sept vice-présidents, deux secrétaires, un trésorier, un trésorier-adjoint.

L'Assemblée des présidents était financée par les cotisations des chambres de commerce et à partir de 1947, des régions économiques.

* * *

Groupement de fait, sans personnalité juridique, l'Assemblée des présidents ne disposait pas d'une structure administrative permanente. Son secrétariat fut assuré dès le début du siècle par les services de la Chambre de commerce de Paris, chacun d'entre eux agissant dans son propre domaine sans qu'un secrétariat particulier de l'Assemblée ait jamais été constitué.

Les archives produites par les services au titre de l'Assemblée ou de celui de la Chambre furent toujours confondues. Elles subirent donc le même traitement lors de leurs versements au Service des Archives : le classement en fonction de leur objet dans les séries I à VIII. Seule l'importante série des dossiers préparatoires et des comptes rendus des assemblées et des réunions

du Bureau avait fait l'objet d'un classement particulier, les dossiers de la période 1899-1939 ayant toutefois été détruits, faute de place, en novembre 1963. En 1993, ce fonds a été coté en série 2ETP/9, vacante depuis les reclassements de 1991.

L'actuelle série 2ETP/9 se compose de deux sous-séries. La sous-série 2ETP/9/1 regroupe :

- les comptes rendus *in extenso* des assemblées de 1899 à 1965, IX - 1/00 1 à 60; ces volumes ont été microfilmés (sous-série 5 Mi) ; on trouvera une table de concordance en complément du répertoire ;
- les comptes rendus sommaires des assemblées, en deux collections :
 - en feuillets, 1906-1940, 2ETP/9/1/00 61
 - reliée, 1901-1930, 2ETP/9/1/00 62 ;
- les comptes rendus *in extenso* des réunions du Bureau et des présidents de régions économiques de 1936 à 1947, 2ETP/9/1/00 63 à 65.

La sous-série 2ETP/9/2 rassemble les dossiers des assemblées et des réunions du Bureau et des présidents de régions économiques, à partir de 1940 : 2ETP/9/2/00 19 à 346. Les dossiers de réunions du Bureau à partir de 1936, ainsi que quelques dossiers d'assemblées antérieures à 1940 pour lesquelles on ne disposait pas de comptes rendus imprimés, ont échappé aux destructions de 1963 : 2ETP/9/2/00 1 à 18.

On trouvera en annexe, outre la liste des présidents de l'Assemblée, un tableau des réunions de celle-ci qui récapitule l'existence éventuelle d'un compte rendu (*in extenso* ou sommaire) ou d'un dossier de réunion.

L'ensemble de la série 2ETP/9 est munie d'un fichier thématique très détaillé qui en facilite l'accès.

* * *

2ETP/9/1 COMPTES RENDUS DE RÉUNIONS DE L'ASSEMBLÉE ET DU BUREAU

2ETP/9/1/00 1	Assemblée des présidents : compte rendu <i>in extenso</i> ⁽¹⁾ . Séance du 2 octobre 1899.
2ETP/9/1/00 2	<i>Idem.</i> 11 février 1901.
2ETP/9/1/00 3	<i>Idem.</i> 25 avril 1901.
2ETP/9/1/00 4	<i>Idem.</i> 23 décembre 1901.
2ETP/9/1/00 5	<i>Idem.</i> 5 mai 1902.
2ETP/9/1/00 6	<i>Idem.</i> 22 septembre 1902.
2ETP/9/1/00 7	<i>Idem.</i> 17 novembre 1902.
2ETP/9/1/00 8	<i>Idem.</i> 16 mars 1903.
2ETP/9/1/00 9	<i>Idem.</i> 27 novembre 1903.
2ETP/9/1/00 10	<i>Idem.</i> 17 novembre 1904.

(1) Les cotes 2ETP/9/1/00 1 à 50 sont constituées par les volumes de la collection précédemment conservée à la bibliothèque de la Chambre de commerce de Paris sous la cote [501.037].

2ETP/9/1/00 11	<i>Idem.</i> 27 mars 1905.
2ETP/9/1/00 12	<i>Idem.</i> 20 novembre 1905.
2ETP/9/1/00 13	<i>Idem.</i> 30 mai 1906.
2ETP/9/1/00 14	<i>Idem.</i> 10 décembre 1906.
2ETP/9/1/00 15	<i>Idem.</i> 25 mars 1907.
2ETP/9/1/00 16	<i>Idem.</i> 25 novembre 1907.
2ETP/9/1/00 17	<i>Idem.</i> 16 mars 1908.
2ETP/9/1/00 18	<i>Idem.</i> 9 novembre 1908.
2ETP/9/1/00 19	<i>Idem.</i> 8 mars 1909.
2ETP/9/1/00 20	<i>Idem.</i> 6 décembre 1909.
2ETP/9/1/00 21	<i>Idem.</i> 17 mai, 14 novembre 1910.
2ETP/9/1/00 22	<i>Idem.</i> 20 mars, 20 novembre 1911.
2ETP/9/1/00 23	<i>Idem.</i> 18 mars, 18 novembre 1912.
2ETP/9/1/00 24	<i>Idem.</i> 10 mars, 8 novembre 1913.

2ETP/9/1/00 25	<i>Idem.</i> 26 janvier, 28 mars, 25 novembre 1914.
2ETP/9/1/00 26	<i>Idem.</i> 22 mars, 8 novembre 1915.
2ETP/9/1/00 27	<i>Idem.</i> 24 janvier, 3 avril, 26 juin, 11 novembre 1916.
2ETP/9/1/00 28	<i>Idem.</i> 24 mars, 25 juin, 26 novembre 1917.
2ETP/9/1/00 29	<i>Idem.</i> 18 et 19 mars, 3 juin, 28 octobre 1918.
2ETP/9/1/00 30	<i>Idem.</i> 27 janvier, 31 mars, 23 juin 1919.
2ETP/9/1/00 31	<i>Idem.</i> 16 février, 15 mars, 8 novembre 1920.
2ETP/9/1/00 32	<i>Idem.</i> 22 février, 24 mai, 22 novembre 1921.
2ETP/9/1/00 33	<i>Idem.</i> 7 mars, 23 mai, 21 novembre 1922.
2ETP/9/1/00 34	<i>Idem.</i> 27 février, 29 mai, 17 novembre 1923.
2ETP/9/1/00 35	<i>Idem.</i> 26 février, 6 mai, 12 novembre 1924.
2ETP/9/1/00 36	<i>Idem.</i> 10 mars, 18 mai, 5 octobre 1925.
2ETP/9/1/00 37	<i>Idem.</i> 23 février, 22 juin, 15 novembre 1926.

2ETP/9/1/00 38	<i>Idem.</i> 15 mars, 24 mai, 25 octobre 1927.
2ETP/9/1/00 39	<i>Idem.</i> 6 mars, 12 juin, 6 novembre 1928.
2ETP/9/1/00 40	<i>Idem.</i> 5 mars, 4 juin, 5 novembre 1929.
2ETP/9/1/00 41	<i>Idem.</i> 4 février, 6 mai, 4 novembre 1930.
2ETP/9/1/00 42	<i>Idem.</i> 3 février, 2 juin, 3 novembre 1931.
2ETP/9/1/00 43	<i>Idem.</i> 2 février, 14 juin, 8 novembre 1932.
2ETP/9/1/00 44	<i>Idem.</i> 7 février, 2 mai, 7 novembre 1933.
2ETP/9/1/00 45	<i>Idem.</i> 6 février, 8 mai, 6 novembre 1934.
2ETP/9/1/00 46	<i>Idem.</i> 5 février, 7 mai, 5 novembre 1935.
2ETP/9/1/00 47	<i>Idem.</i> 4 février, 19 mai, 9 juin, 4 novembre 1936.
2ETP/9/1/00 48	<i>Idem.</i> 19 janvier, 25 mai, 19 octobre 1937 ; 8 février, 31 mai, 8 novembre 1938.
2ETP/9/1/00 49	<i>Idem.</i> 7 février, 23 mai, 7 novembre 1939.

2ETP/9/1/00 50	<i>Idem.</i> 9 janvier, 5 mars 1940 ; 24 juin, 11 novembre 1941.
2ETP/9/1/00 51	<i>Idem.</i> 17 février, 16 juin, 10 novembre 1942 ; 2 mars, 1er juin, 9 novembre 1943 ; 8 février, 2 mai 1944.
2ETP/9/1/00 52	<i>Idem.</i> 19 mars, 18 juin, 20 novembre 1946 ; 18 février ⁽¹⁾ , 20 mai, 4 novembre 1947 ⁽²⁾ .
2ETP/9/1/00 53	<i>Idem.</i> 3 février, 11 mai, 19 octobre 1948 ; 15 février, 31 mai, 19 octobre 1949 ; 14 février, 23 mai, 14 novembre 1950.
2ETP/9/1/00 54	<i>Idem.</i> 6 mars, 8 mai, 18 septembre, 16 octobre 1951 ⁽³⁾ ; 19 février, 20 mai, 4 novembre 1952.
2ETP/9/1/00 55	<i>Idem.</i> 17 février, 12 mai, 17 novembre 1953 ; 16 février, 25 mai, 16 novembre 1954.
2ETP/9/1/00 56	<i>Idem.</i> 15 février, 14 juin, 15 novembre 1955 ; 13 mars, 15 mai, 27 novembre 1956.
2ETP/9/1/00 57	<i>Idem.</i> 19 février, 28 mai, 19 novembre 1957 ; 18 février, 20 mai, 18 novembre 1958.
2ETP/9/1/00 58	<i>Idem.</i> 17 février, 9 juin, 17 novembre 1959 ; 16 février, 24 mai, 15 novembre 1960.

(1) Ce fascicule a été omis lors de la reliure. Il a été simplement inséré.

(2) Le fascicule de la séance ordinaire du 4 novembre est précédé par le fascicule de la séance solennelle tenue le même jour. Ce fascicule, omis lors de la reliure, a été simplement inséré. La date du 4 octobre 1947 figurant sur la couverture est erronée ; la séance a bien eu lieu le 4 novembre.

(3) Ce fascicule a été omis lors de la reliure. Il a été simplement inséré.

- 2ETP/9/1/00 59** *Idem.* 14 février, 24 mai, 12 décembre 1961 ; 13 février, 22 mai, 13 novembre 1962.
- 2ETP/9/1/00 60** *Idem.* 19 février, 28 mai, 25 novembre 1963 ; 18 février, 25 mai, 17 novembre 1964 ; 16 février 1965.
- 2ETP/9/1/00 61** Assemblée des présidents : comptes rendus sommaires (collection en feuillets). Séances des 10 décembre 1906 ; 25 mars, 25 novembre 1907 ; 16 mars, 9 novembre 1908 ; 6 décembre 1909 ; 17 mai, 14 novembre 1910 ;
- 20 mars, 20 novembre 1911 ; 18 mars, 18 novembre 1912 ; 10 mars, 8 novembre 1913 ; 26 janvier, 28 mars, 25 novembre 1914 ; 22 mars, 8 novembre 1915 ; 24 janvier, 3 avril, 26 juin, 11 novembre 1916 ; 24 mars, 25 juin, 26 novembre 1917 ; 18 et 19 mars, 3 juin, 28 octobre 1918 ; 27 janvier, 31 mars, 23 juin 1919 ; 16 février, 15 mars, 8 novembre 1920 ;
- 22 février, 24 mai, 22 novembre 1921 ; 7 mars, 23 mai, 21 novembre 1922 ; 27 février, 29 mai, 17 novembre 1923 ; 26 février, 6 mai, 12 novembre 1924 ; 10 mars, 18 mai, 5 octobre, 20 novembre 1925 ; 11 janvier, 23 février, 22 juin, 18 août, 15 novembre 1926 ; 15 mars, 24 mai, 25 octobre 1927 ; 6 mars, 12 juin, 6 novembre 1928 ; 5 mars, 4 juin, 5 novembre 1929 ; 4 février, 6 mai, 4 novembre 1930 ;
- 3 février, 2 juin, 3 novembre 1931 ; 2 février, 14 juin, 8 novembre 1932 ; 7 février, 2 mai, 7 novembre 1933 ; 6 février, 8 mai, 6 novembre 1934 ; 5 février, 7 mai, 5 novembre 1935 ; 4 février, 19 mai, 9 juin, 4 novembre 1936 ; 19 janvier, 25 mai, 19 octobre 1937 ; 8 février, 31 mai, 8 novembre 1938 ; 7 février, 23 mai, 7 novembre 1939 ; 9 janvier, 5 mars 1940.
- 2ETP/9/1/00 62** Assemblée des présidents : comptes rendus sommaires ⁽¹⁾ (collection reliée). Séances des 11 février, 25 avril 1901 ; 5 mai, 22 septembre, 17 novembre 1902 ; 16 mars, 27 novembre 1903 ; 17 novembre 1904 ; 27 mars, 20 novembre 1905 ; 30 mai, 10 décembre 1906 ; 25 mars, 25 novembre 1907 ; 16 mars, 9 novembre 1908 ; 8 mars, 6 décembre 1909 ; 17 mai, 14 novembre 1910 ;

(1) Les comptes rendus des séances du 11 février 1901 au 30 mai 1906 et du 8 mars 1909 sont extraits du *Bulletin de la Chambre de commerce de Paris*.

2ETP/9/1/00 62
(suite)

20 mars, 20 novembre 1911 ; 18 mars 1912 ; 8 novembre 1913 ; 26 janvier, 28 mars, 25 novembre 1914 ; 22 mars, 8 novembre 1915 ; 24 janvier, 3 avril, 26 juin, 11 novembre 1916 ; 24 mars, 25 juin, 26 novembre 1917 ; 18 et 19 mars, 3 juin, 28 octobre 1918 ; 27 janvier, 31 mars, 23 juin 1919 ; 16 février, 15 mars, 8 novembre 1920 ;

22 février, 24 mai, 22 novembre 1921 ; 7 mars, 23 mai, 21 novembre 1922 ; 27 février, 29 mai, 17 novembre 1923 ; 6 mai, 12 novembre 1924 ; 10 mars, 18 mai, 5 octobre, 20 novembre 1925 ; 11 janvier, 23 février, 22 juin, 18 août, 15 novembre 1926 ; 15 mars, 24 mai, 25 octobre 1927 ; 6 mars, 12 juin, 6 novembre 1928 ; 5 mars, 4 juin, 5 novembre 1929 ; 4 février, 6 mai, 4 novembre 1930.

2ETP/9/1/00 63

Réunions des membres du Bureau de l'Assemblée des présidents des chambres de commerce et des présidents de régions économiques : comptes rendus *in extenso*. Séances des 18 mars, 6 juillet, 22 décembre 1936 ; 7 avril, 5 octobre 1937 ; 17 janvier, 25 avril, 6 novembre 1939 ; 8 janvier, 4 mars 1940 ; 23 juin, 10 novembre 1941.

2ETP/9/1/00 64

Idem. 18 mars, 6 mai, 4 juin, 17 juin, 16 juillet, 10 septembre, 22 octobre, 19 novembre 1946.

2ETP/9/1/00 65

Idem. 17 février, 31 mars, 19 mai, 30 juin, 29 septembre ⁽¹⁾, 3 novembre, 16 décembre 1947.

(1) Le fascicule du 29 septembre a été relié par erreur à la suite de celui du 3 novembre 1947.

2ETP/9/2 DOSSIERS DE RÉUNIONS DE L'ASSEMBLÉE ET DU BUREAU ⁽¹⁾

2ETP/9/2/00 1	Séance préparatoire aux élections au Conseil supérieur du travail, tenue le 15 janvier 1900 par les présidents et délégués des chambres de commerce et des chambres consultatives des arts et manufactures ; Assemblée des présidents des chambres de commerce, séance du 22 septembre 1902.
2ETP/9/2/00 2	Assemblée, séance du 11 janvier 1926.
2ETP/9/2/00 3	Bureau, séances des 18 mai et 18 août 1926.
2ETP/9/2/00 4	Bureau, séance du 18 mars 1936.
2ETP/9/2/00 5	Bureau, séance du 18 mai 1936 ; Assemblée, séance du 19 mai 1936.
2ETP/9/2/00 6	Assemblée, séance du 19 mai 1936.
2ETP/9/2/00 7	<i>Idem.</i>

(1) Les dossiers de réunions de l'Assemblée des présidents et de son Bureau sont classés dans l'ordre chronologique. On distingue, pour chaque réunion, deux types de dossiers :

- le dossier d'organisation (dit "dossier de préparation") comprenant organisation matérielle, mise au point de l'ordre du jour, convocations, excuses, réalisation et diffusion du compte rendu (ou procès-verbal) ; un exemplaire de celui-ci est joint dans la plupart des cas ;
- le dossier des travaux classés dans l'ordre des points de l'ordre du jour, comprenant travaux préparatoires, notes, communications, suites à donner. Les communications du président font parfois l'objet d'un dossier spécifique.

2ETP/9/2/00 8	Bureau, séance du 6 juillet 1936 ; Assemblée, séance du 20 juillet 1936 ; Bureau, séance du 15 septembre 1936
2ETP/9/2/00 9	Bureau, séance du 22 décembre 1936.
2ETP/9/2/00 10	Bureau, séance du 7 avril 1937.
2ETP/9/2/00 11	<i>Idem.</i>
2ETP/9/2/00 12	Bureau, séance du 5 octobre 1937.
2ETP/9/2/00 13	Réunion des présidents des régions économiques du 2 février 1938 ; Bureau, séance du 28 mars 1938.
2ETP/9/2/00 14	Bureau, séance du 17 janvier 1939.
2ETP/9/2/00 15	<i>Idem.</i>
2ETP/9/2/00 16	Bureau, séance du 25 avril 1939.
2ETP/9/2/00 17	Réunion du Bureau et des représentants des chambres d'agriculture du 25 avril 1939 ; Bureau, séance du 25 août 1939.
2ETP/9/2/00 18	Bureau, séance du 6 novembre 1939.
2ETP/9/2/00 19	Bureau, séance du 8 janvier 1940 ; Assemblée, séance du 9 janvier 1940.
2ETP/9/2/00 20	Assemblée, séance du 9 janvier 1940 ; Bureau, séance du 31 janvier 1940.

2ETP/9/2/00 21	Bureau, séance du 4 mars 1940 ; Assemblée, séance du 5 mars 1940.
2ETP/9/2/00 22	Assemblée, séance du 5 mars 1940.
2ETP/9/2/00 23	<i>Idem.</i>
2ETP/9/2/00 24	Bureau, séance du 20 mai 1940 ⁽¹⁾ ; Assemblée, séance du 21 mai 1940 ⁽²⁾ .
2ETP/9/2/00 25	Réunion du 29 août 1940 des bureaux de l'Assemblée des présidents des chambres de commerce, de l'Assemblée des présidents des chambres d'agriculture et de l'Assemblée des présidents des chambres des métiers et des présidents de régions économiques ; réunion du 4 décembre 1940 des membres du Bureau de l'Assemblée des présidents des chambres de commerce, des présidents des régions économiques et des chambres de commerce de la zone occupée.
2ETP/9/2/00 26	Bureau, séance du 23 juin 1941 ; Assemblée, séance du 24 juin 1941.
2ETP/9/2/00 27	Assemblée, séance du 24 juin 1941.
2ETP/9/2/00 28	Bureau, séance du 10 novembre 1941 ; Assemblée, séance du 11 novembre 1941.
2ETP/9/2/00 29	Assemblée, séance du 11 novembre 1941.

(1) Séance annulée en raison des circonstances.

(2) *Idem.*

2ETP/9/2/00 30	Bureau, séance du 16 février 1942 ; Assemblée, séance du 17 février 1942.
2ETP/9/2/00 31	Assemblée, séance du 17 février 1942.
2ETP/9/2/00 32	Bureau, séance du 15 juin 1942 ; Assemblée, séance du 16 juin 1942.
2ETP/9/2/00 33	Assemblée, séance du 16 juin 1942.
2ETP/9/2/00 34	Bureau, séance du 9 novembre 1942 ; Assemblée, séance du 10 novembre 1942.
2ETP/9/2/00 35	Assemblée, séance du 10 novembre 1942.
2ETP/9/2/00 36	Bureau, séances des 6 janvier et 1er mars 1943 ; Assemblée, séance du 2 mars 1943.
2ETP/9/2/00 37	Assemblée, séance du 2 mars 1943 ; Bureau, séance du 31 mai 1943.
2ETP/9/2/00 38	Assemblée, séance du 1er juin 1943.
2ETP/9/2/00 39	<i>Idem.</i>
2ETP/9/2/00 40	Bureau, séance du 8 novembre 1943 ; Assemblée, séance du 9 novembre 1943.
2ETP/9/2/00 41	Assemblée, séance du 9 novembre 1943.

2ETP/9/2/00 42	Bureau, séance du 7 février 1944 ; Assemblée, séance du 8 février 1944.
2ETP/9/2/00 43	Assemblée, séance du 8 février 1944.
2ETP/9/2/00 44	<i>Idem.</i>
2ETP/9/2/00 45	Bureau, séance du 1er mai 1944 ; Assemblée, séance du 2 mai 1944.
2ETP/9/2/00 46	Assemblée, séance du 2 mai 1944.
2ETP/9/2/00 47	Bureau, séance du 18 mars 1946.
2ETP/9/2/00 48	Assemblée, séance du 19 mars 1946, organisation.
2ETP/9/2/00 49	Assemblée, séance du 19 mars 1946, travaux (questions 1 à 3.
2ETP/9/2/00 50	<i>Idem</i> (questions 4 à 15.
2ETP/9/2/00 51	Bureau, séance du 6 mai 1946.
2ETP/9/2/00 52	Bureau, séances des 4 et 17 juin 1946.
2ETP/9/2/00 53	Assemblée, séance du 18 juin 1946, organisation.
2ETP/9/2/00 54	Assemblée, séance du 18 juin 1946, travaux.

2ETP/9/2/00 55	Bureau, séance du 16 juillet 1946.
2ETP/9/2/00 56	Bureau, séance du 10 septembre 1946.
2ETP/9/2/00 57	Bureau, séance du 22 octobre 1946.
2ETP/9/2/00 58	Bureau, séance du 19 novembre 1946.
2ETP/9/2/00 59	Assemblée, séance du 20 novembre 1946, organisation.
2ETP/9/2/00 60	Assemblée, séance du 20 novembre 1946, travaux (questions 1 à 3.
2ETP/9/2/00 61	<i>Idem</i> (questions 4 à 15.
2ETP/9/2/00 62	Bureau, séance du 16 décembre 1946.
2ETP/9/2/00 63	Bureau, séance du 17 février 1947, organisation, travaux (questions 1 à 12.
2ETP/9/2/00 64	Bureau, séance du 17 février 1947, travaux (questions 13 à 33 ; Assemblée, séance du 18 février 1947, organisation.
2ETP/9/2/00 65	Assemblée, séance du 18 février 1947, travaux (questions 1 et 2.
2ETP/9/2/00 66	<i>Idem</i> (questions 3 à 12.
2ETP/9/2/00 67	<i>Idem</i> (questions 13 à 20.

2ETP/9/2/00 68	<i>Idem</i> (question 21.
2ETP/9/2/00 69	<i>Idem.</i>
2ETP/9/2/00 70	Bureau, séance du 31 mars 1947.
2ETP/9/2/00 71	Bureau, séance du 19 mai 1947.
2ETP/9/2/00 72	Assemblée, séance du 20 mai 1947, organisation.
2ETP/9/2/00 73	Assemblée, séance du 20 mai 1947, travaux (questions 1 à 6.
2ETP/9/2/00 74	<i>Idem</i> (questions 7 à 16.
2ETP/9/2/00 75	<i>Idem</i> (questions 17 à 26.
2ETP/9/2/00 76	Bureau, séance du 30 juin 1947, organisation, travaux (questions 1 à 4.
2ETP/9/2/00 77	Bureau, séance du 30 juin 1947, travaux (questions 5 à 19.
2ETP/9/2/00 78	Bureau, séance du 29 septembre 1947.
2ETP/9/2/00 79	Bureau, séance du 3 novembre 1947.
2ETP/9/2/00 80	Assemblée, séance du 4 novembre 1947, organisation.

2ETP/9/2/00 81	<i>Idem.</i>
2ETP/9/2/00 82	Assemblée, séance du 4 novembre 1947, organisation, travaux.
2ETP/9/2/00 83	Assemblée, séance du 4 novembre 1947, travaux.
2ETP/9/2/00 84	Bureau, séance du 16 décembre 1947.
2ETP/9/2/00 85	Bureau, séance du 2 février 1948.
2ETP/9/2/00 86	Assemblée, séance du 3 février 1948, organisation.
2ETP/9/2/00 87	Assemblée, séance du 3 février 1948, travaux.
2ETP/9/2/00 88	Assemblée, séance du 3 février 1948, communications du président.
2ETP/9/2/00 89	Bureau, séance du 8 mars 1948.
2ETP/9/2/00 90	Bureau, séance du 10 mai 1948.
2ETP/9/2/00 91	Assemblée, séance du 11 mai 1948, organisation.
2ETP/9/2/00 92	Assemblée, séance du 11 mai 1948, travaux.
2ETP/9/2/00 93	<i>Idem.</i>
2ETP/9/2/00 94	<i>Idem.</i>

2ETP/9/2/00 95	Bureau, séance du 14 juin 1948.
2ETP/9/2/00 96	Bureau, séance du 19 juillet 1948.
2ETP/9/2/00 97	Bureau, séance du 13 septembre 1948, organisation, travaux.
2ETP/9/2/00 98	Bureau, séance du 13 septembre 1948, travaux.
2ETP/9/2/00 99	Bureau, séance du 18 octobre 1948.
2ETP/9/2/00 100	Assemblée, séance du 19 octobre 1948.
2ETP/9/2/00 101	Bureau, séance du 15 novembre 1948, organisation, communications du président.
2ETP/9/2/00 102	Bureau, séance du 15 novembre 1948, travaux.
2ETP/9/2/00 103	Bureau, séance du 13 décembre 1948, organisation.
2ETP/9/2/00 104	Bureau, séance du 13 décembre 1948, travaux.
2ETP/9/2/00 105	Bureau, séance du 17 janvier 1949.
2ETP/9/2/00 106	Bureau, séance du 14 février 1949.
2ETP/9/2/00 107	Assemblée, séance du 15 février 1949, organisation.
2ETP/9/2/00 108	Assemblée, séance du 15 février 1949, travaux.

2ETP/9/2/00 109	Bureau, séance du 14 mars 1949.
2ETP/9/2/00 110	Bureau, séance du 25 avril 1949.
2ETP/9/2/00 111	Bureau, séance du 30 mai 1949.
2ETP/9/2/00 112	Assemblée, séance du 31 mai 1949, organisation.
2ETP/9/2/00 113	Assemblée, séance du 31 mai 1949, travaux.
2ETP/9/2/00 114	Bureau, séance du 19 juillet 1949, organisation.
2ETP/9/2/00 115	Bureau, séance du 19 juillet 1949, travaux.
2ETP/9/2/00 116	Bureau, séance du 19 septembre 1949 ; Bureau, séance du 17 octobre 1949.
2ETP/9/2/00 117	Assemblée, séance du 19 octobre 1949.
2ETP/9/2/00 118	Cinquantenaire de l'Assemblée des présidents, cérémonies des 18 et 19 octobre 1949, organisation, déroulement. 1949.
2ETP/9/2/00 119	<i>Idem.</i>
2ETP/9/2/00 120	<i>Idem.</i>
2ETP/9/2/00 121	<i>Idem.</i>

2ETP/9/2/00 122	Cinquantenaire, brochure, médaille, réalisation, diffusion. 1949.
2ETP/9/2/00 123	Bureau, séance du 14 novembre 1949.
2ETP/9/2/00 124	Bureau, séance du 12 décembre 1949.
2ETP/9/2/00 125	Bureau, séance du 16 janvier 1950.
2ETP/9/2/00 126	Bureau, séance du 13 février 1950.
2ETP/9/2/00 127	Assemblée, séance du 14 février 1950, organisation.
2ETP/9/2/00 128	Assemblée, séance du 14 février 1950, travaux.
2ETP/9/2/00 129	Bureau, séance du 13 mars 1950.
2ETP/9/2/00 130	Bureau, séance du 17 avril 1950.
2ETP/9/2/00 131	Bureau, séance du 22 mai 1950.
2ETP/9/2/00 132	Assemblée, séance du 23 mai 1950, organisation.
2ETP/9/2/00 133	Assemblée, séance du 23 mai 1950, travaux.
2ETP/9/2/00 134	Bureau, séance du 26 juin 1950.

2ETP/9/2/00 135	Bureau, séance du 18 septembre 1950, organisation.
2ETP/9/2/00 136	Assemblée, séance du 18 septembre 1950, travaux (questions 1 à 4.
2ETP/9/2/00 137	Assemblée, séance du 18 septembre 1950, travaux (questions 5 à 16.
2ETP/9/2/00 138	Bureau, séance du 16 octobre 1950.
2ETP/9/2/00 139	Bureau, séance du 13 novembre 1950.
2ETP/9/2/00 140	Assemblée, séance du 14 novembre 1950, organisation.
2ETP/9/2/00 141	Assemblée, séance du 14 novembre 1950, travaux.
2ETP/9/2/00 142	Bureau, séance du 18 décembre 1950.
2ETP/9/2/00 143	Bureau, séance du 15 janvier 1951.
2ETP/9/2/00 144	Bureau, séance du 5 mars 1951.
2ETP/9/2/00 145	Assemblée, séance du 6 mars 1951, organisation.
2ETP/9/2/00 146	Assemblée, séance du 6 mars 1951, travaux ; Bureau, séance du 14 mars 1951 ⁽¹⁾ , organisation.

(1) Cette séance fut reportée au 21 mars 1951 puis finalement annulée.

2ETP/9/2/00 147	Bureau, séance du 16 avril 1951, travaux.
2ETP/9/2/00 148	Bureau, séance du 7 mai 1951.
2ETP/9/2/00 149	Assemblée, séance du 8 mai 1951, organisation.
2ETP/9/2/00 150	Assemblée, séance du 8 mai 1951, travaux.
2ETP/9/2/00 151	Bureau, séance du 18 juin 1951.
2ETP/9/2/00 152	Bureau, séance du 18 juillet 1951.
2ETP/9/2/00 153	Bureau, séance du 17 septembre 1951.
2ETP/9/2/00 154	Assemblée, séance du 18 septembre 1951.
2ETP/9/2/00 155	Bureau, séance du 15 octobre 1951.
2ETP/9/2/00 156	Assemblée, séance du 16 octobre 1951.
2ETP/9/2/00 157	Bureau, séance du 12 novembre 1951.
2ETP/9/2/00 158	Bureau, séance du 17 décembre 1951, organisation ; préparation et diffusion de la brochure <i>Politique économique et financière et augmentation de la production</i> , 1951-1952.
2ETP/9/2/00 159	Bureau, séance du 17 décembre 1951, travaux.

2ETP/9/2/00 160	Bureau, séance du 14 janvier 1952.
2ETP/9/2/00 161	Bureau, séance du 18 février 1952.
2ETP/9/2/00 162	Assemblée, séance du 19 février 1952, organisation.
2ETP/9/2/00 163	Assemblée, séance du 19 février 1952, travaux ; Bureau, séance du 17 mars 1952.
2ETP/9/2/00 164	Bureau, séance du 7 avril 1952.
2ETP/9/2/00 165	Bureau, séance du 19 mai 1952.
2ETP/9/2/00 166	Assemblée, séance du 20 mai 1952, organisation.
2ETP/9/2/00 167	Assemblée, séance du 20 mai 1952, travaux.
2ETP/9/2/00 168	Bureau, séance du 16 juin 1952 ⁽¹⁾ , organisation ; Bureau, séance du 7 juillet 1952.
2ETP/9/2/00 169	Bureau, séance du 2 octobre 1952 ; Bureau, séance du 13 octobre 1952, organisation.
2ETP/9/2/00 170	Bureau, séance du 13 octobre 1952, travaux.
2ETP/9/2/00 171	Bureau, séance du 3 novembre 1952.

(1) Réunion annulée.

2ETP/9/2/00 172	Assemblée, séance du 4 novembre 1952 ; Bureau, séance du 16 décembre 1952, organisation.
2ETP/9/2/00 173	Bureau, séance du 16 décembre 1952, travaux.
2ETP/9/2/00 174	Bureau, séance du 12 janvier 1953.
2ETP/9/2/00 175	Bureau, séance du 16 février 1953.
2ETP/9/2/00 176	Assemblée, séance du 17 février 1953.
2ETP/9/2/00 177	Bureau, séance du 16 mars 1953, organisation, travaux.
2ETP/9/2/00 178	Bureau, séance du 16 mars 1953, travaux.
2ETP/9/2/00 179	Bureau, séance du 13 avril 1953.
2ETP/9/2/00 180	Bureau, séance du 11 mai 1953.
2ETP/9/2/00 181	Assemblée, séance du 12 mai 1953, organisation.
2ETP/9/2/00 182	Assemblée, séance du 12 mai 1953, travaux.
2ETP/9/2/00 183	Bureau, séance du 13 juin 1953.
2ETP/9/2/00 184	Bureau, séance du 20 juillet 1953.

2ETP/9/2/00 185	Bureau, séance du 15 septembre 1953.
2ETP/9/2/00 186	Bureau, séance du 12 octobre 1953 ; Bureau, séance du 16 novembre 1953, organisation.
2ETP/9/2/00 187	Bureau, séance du 16 novembre 1953, travaux ; Assemblée, séance du 17 novembre 1953, organisation.
2ETP/9/2/00 188	Assemblée, séance du 17 novembre 1953, travaux ; Bureau, séance du 14 décembre 1953, organisation.
2ETP/9/2/00 189	Bureau, séance du 14 décembre 1953, travaux.
2ETP/9/2/00 190	Bureau, séance du 18 janvier 1954.
2ETP/9/2/00 191	Bureau, séance du 15 février 1954.
2ETP/9/2/00 192	Assemblée, séance du 16 février 1954, organisation.
2ETP/9/2/00 193	Assemblée, séance du 16 février 1954, travaux.
2ETP/9/2/00 194	Bureau, séance du 15 mars 1954.

2ETP/9/2/00 195	Congrès national du bois ⁽¹⁾ , organisation, sessions régionales. 1952-1954.
2ETP/9/2/00 196	Congrès national du bois, session de synthèse, préparation, travaux. 1954.
2ETP/9/2/00 197	<i>Idem.</i>
2ETP/9/2/00 198	Congrès national du bois, listes d'émargement. 1954.
2ETP/9/2/00 199	Congrès national du bois, relations avec la presse. 1954.
2ETP/9/2/00 200	Bureau, séance du 12 avril 1954.
2ETP/9/2/00 201	Bureau, séance du 24 mai 1954.
2ETP/9/2/00 202	Assemblée, séance du 25 mai 1954.
2ETP/9/2/00 203	Bureau, séances des 14 juin et 5 juillet 1954.
2ETP/9/2/00 204	Bureau, séance du 30 août 1954.

(1) Le congrès national du bois fut lancé le 7 juillet 1952 à l'initiative des VIIe et XVIIe Régions économiques. En 1953 se tinrent quatre sessions régionales, consacrées à l'examen des questions techniques. Une session de synthèse eut lieu lors des assises tenues à Paris et Versailles du 31 mars au 3 avril 1954. Jacques Fougerolle, alors président de la Chambre de commerce de Paris et de l'Assemblée des présidents des chambres de commerce de l'Union française, fut l'un des vice-présidents du congrès et le président du comité d'organisation de la session de synthèse.

2ETP/9/2/00 205	Bureau, séance du 18 octobre 1954.
2ETP/9/2/00 206	Bureau, séance du 15 novembre 1954.
2ETP/9/2/00 207	Assemblée, séance du 16 novembre 1954, organisation.
2ETP/9/2/00 208	Assemblée, séance du 16 novembre 1954, travaux.
2ETP/9/2/00 209	Bureau, séance du 13 décembre 1954, organisation, travaux.
2ETP/9/2/00 210	Bureau, séance du 13 décembre 1954, travaux.
2ETP/9/2/00 211	Bureau, séance du 17 janvier 1955.
2ETP/9/2/00 212	Bureau, séance du 14 février 1955.
2ETP/9/2/00 213	Assemblée, séance du 15 février 1955, organisation.
2ETP/9/2/00 214	Assemblée, séance du 15 février 1955, travaux.
2ETP/9/2/00 215	Bureau, séance du 14 mars 1955.
2ETP/9/2/00 216	Bureau, séances des 18 avril et 13 juin 1955.
2ETP/9/2/00 217	Assemblée, séance du 14 juin 1955.
2ETP/9/2/00 218	Bureau, séance du 11 juillet 1955.

2ETP/9/2/00 219	Bureau, séance du 15 octobre 1955, organisation.
2ETP/9/2/00 220	Bureau, séance du 15 octobre 1955, travaux.
2ETP/9/2/00 221	Bureau, séance du 14 novembre 1955.
2ETP/9/2/00 222	Assemblée, séance du 15 novembre 1955.
2ETP/9/2/00 223	Bureau, séance du 12 décembre 1955.
2ETP/9/2/00 224	Bureau, séance du 13 février 1956.
2ETP/9/2/00 225	Bureau, séance du 12 mars 1956 ; Assemblée, séance du 13 mars 1956, organisation.
2ETP/9/2/00 226	Assemblée, séance du 13 mars 1956, travaux.
2ETP/9/2/00 227	Bureau, séance du 16 avril 1956.
2ETP/9/2/00 228	Bureau, séance du 14 mai 1956 ; Assemblée, séance du 15 mai 1956, organisation.
2ETP/9/2/00 229	Assemblée, séance du 15 mai 1956, travaux.
2ETP/9/2/00 230	Bureau, séance du 16 juin 1956.
2ETP/9/2/00 231	Bureau, séance du 9 juillet 1956 ; Bureau, séance du 15 octobre 1956, organisation.

2ETP/9/2/00 232	Bureau, séance du 15 octobre 1956, travaux.
2ETP/9/2/00 233	Voyage du Bureau en Afrique occidentale française du 12 au 20 novembre 1956, préparation, documentation. 1955-1956.
2ETP/9/2/00 234	Bureau, séance du 12 novembre 1956, organisation.
2ETP/9/2/00 235	Bureau, séance du 12 novembre 1956, travaux ; Bureau, séance du 26 novembre 1956.
2ETP/9/2/00 236	Assemblée, séance du 27 novembre 1956.
2ETP/9/2/00 237	Bureau, séance du 17 décembre 1956.
2ETP/9/2/00 238	Bureau, séance du 14 janvier 1957.
2ETP/9/2/00 239	Bureau, séance du 18 février 1957 ; Assemblée, séance du 19 février 1957, organisation.
2ETP/9/2/00 240	Assemblée, séance du 19 février 1957, travaux.
2ETP/9/2/00 241	<i>Idem.</i>
2ETP/9/2/00 242	Bureau, séance du 18 mars 1957.
2ETP/9/2/00 243	Bureau, séance du 8 avril 1957.
2ETP/9/2/00 244	Bureau, séances des 16 et 27 mai 1957.

2ETP/9/2/00 245	Assemblée, séance du 28 mai 1957.
2ETP/9/2/00 246	Bureau, séances des 17 juin et 8 juillet 1957.
2ETP/9/2/00 247	Bureau, séance du 3 septembre 1957 ; Bureau, séance du 14 octobre 1957, organisation.
2ETP/9/2/00 248	Bureau, séance du 14 octobre 1957, travaux.
2ETP/9/2/00 249	Bureau, séance du 18 novembre 1957.
2ETP/9/2/00 250	Assemblée, séance du 19 novembre 1957.
2ETP/9/2/00 251	Bureau, séance du 16 décembre 1957.
2ETP/9/2/00 252	Bureau, séance du 17 février 1958.
2ETP/9/2/00 253	Assemblée, séance du 18 février 1958.
2ETP/9/2/00 254	Bureau, séance du 17 mars 1958.
2ETP/9/2/00 255	Bureau, séance du 14 avril 1958.
2ETP/9/2/00 256	Bureau, séance du 19 mai 1958.
2ETP/9/2/00 257	Assemblée, séance du 20 mai 1958.
2ETP/9/2/00 258	Bureau, séance du 16 juin 1958.

2ETP/9/2/00 259	Bureau, séance du 7 juillet 1958 ; Bureau, séance du 13 octobre 1958, organisation.
2ETP/9/2/00 260	Bureau, séance du 13 octobre 1958, travaux ; Bureau, séance du 17 novembre 1958.
2ETP/9/2/00 261	Assemblée, séance du 18 novembre 1958, organisation, travaux.
2ETP/9/2/00 262	Assemblée, séance du 18 novembre 1958, travaux.
2ETP/9/2/00 263	Bureau, séance du 15 décembre 1958.
2ETP/9/2/00 264	Bureau, séance du 12 janvier 1959.
2ETP/9/2/00 265	Bureau, séance du 16 février 1959.
2ETP/9/2/00 266	Assemblée, séance du 17 février 1959, organisation.
2ETP/9/2/00 267	Assemblée, séance du 17 février 1959, travaux.
2ETP/9/2/00 268	Bureau, séance du 16 mars 1959.
2ETP/9/2/00 269	Bureau, séance du 13 avril 1959.
2ETP/9/2/00 270	Bureau, séance du 8 juin 1959.
2ETP/9/2/00 271	Assemblée, séance du 9 juin 1959.

2ETP/9/2/00 272	Bureau, séance du 6 juillet 1959.
2ETP/9/2/00 273	Bureau, séance du 5 octobre 1959, organisation.
2ETP/9/2/00 274	Bureau, séance du 5 octobre 1959, travaux.
2ETP/9/2/00 275	Bureau, séance du 16 novembre 1959 ; Assemblée, séance du 17 novembre 1959, organisation.
2ETP/9/2/00 276	Assemblée, séance du 17 novembre 1959, travaux.
2ETP/9/2/00 277	Bureau, séance du 21 décembre 1959.
2ETP/9/2/00 278	Bureau, séance du 15 février 1960.
2ETP/9/2/00 279	Assemblée, séance du 16 février 1960.
2ETP/9/2/00 280	Bureau, séance du 14 mars 1960.
2ETP/9/2/00 281	Bureau, séance du 25 avril 1960, organisation, travaux.
2ETP/9/2/00 282	Bureau, séance du 25 avril 1960, travaux ; Bureau, séance du 23 mai 1960.
2ETP/9/2/00 283	Assemblée, séance du 24 mai 1960.
2ETP/9/2/00 284	Bureau, séance du 13 juin 1960 ; Bureau, séance du 17 octobre 1960, organisation.

2ETP/9/2/00 285	Bureau, séance du 17 octobre 1960, travaux.
2ETP/9/2/00 286	Bureau, séance du 14 novembre 1960 ; Assemblée, séance du 15 novembre 1960, organisation.
2ETP/9/2/00 287	Assemblée, séance du 15 novembre 1960, travaux.
2ETP/9/2/00 288	Bureau, séance du 12 décembre 1960.
2ETP/9/2/00 289	Bureau, séance du 16 janvier 1961.
2ETP/9/2/00 290	Bureau, séance du 13 février 1961.
2ETP/9/2/00 291	Assemblée, séance du 14 février 1961, organisation.
2ETP/9/2/00 292	Assemblée, séance du 14 février 1961, travaux.
2ETP/9/2/00 293	Bureau, séance du 13 mars 1961.
2ETP/9/2/00 294	Bureau, séance du 17 avril 1961.
2ETP/9/2/00 295	Bureau, séance du 23 mai 1961.
2ETP/9/2/00 296	Assemblée, séance du 24 mai 1961.
2ETP/9/2/00 297	Bureau, séance du 13 juin 1961 ; Bureau, séance du 10 juillet 1961, organisation.

2ETP/9/2/00 298	Bureau, séance du 10 juillet 1961, travaux.
2ETP/9/2/00 299	Bureau, séance du 16 octobre 1961.
2ETP/9/2/00 300	Bureau, séance du 13 novembre 1961 ; Bureau, séance du 11 décembre 1961, organisation.
2ETP/9/2/00 301	Bureau, séance du 11 décembre 1961, travaux.
2ETP/9/2/00 302	Assemblée, séance du 12 décembre 1961, organisation.
2ETP/9/2/00 303	Assemblée, séance du 12 décembre 1961, travaux.
2ETP/9/2/00 304	Bureau, séance du 12 février 1962.
2ETP/9/2/00 305	Assemblée, séance du 13 février 1962, organisation.
2ETP/9/2/00 306	Assemblée, séance du 13 février 1962, travaux ; Bureau, séance du 12 mars 1962, organisation.
2ETP/9/2/00 307	Bureau, séance du 12 mars 1962, travaux.
2ETP/9/2/00 308	Bureau, séance du 16 avril 1962.
2ETP/9/2/00 309	Bureau, séance du 21 mai 1962.
2ETP/9/2/00 310	Assemblée, séance du 22 mai 1962, organisation.

2ETP/9/2/00 311	Assemblée, séance du 22 mai 1962, travaux.
2ETP/9/2/00 312	Bureau, séance du 18 juin 1962.
2ETP/9/2/00 313	Bureau, séance du 9 juillet 1962.
2ETP/9/2/00 314	Bureau, séance du 15 octobre 1962.
2ETP/9/2/00 315	Bureau, séance du 12 novembre 1962.
2ETP/9/2/00 316	Assemblée, séance du 13 novembre 1962.
2ETP/9/2/00 317	Bureau, séance du 17 décembre 1962.
2ETP/9/2/00 318	Bureau, séance du 14 janvier 1963.
2ETP/9/2/00 319	Bureau, séance du 18 février 1963.
2ETP/9/2/00 320	Assemblée, séance du 19 février 1963, organisation.
2ETP/9/2/00 321	Assemblée, séance du 19 février 1963, travaux.
2ETP/9/2/00 322	Bureau, séance du 18 mars 1963.
2ETP/9/2/00 323	Bureau, séance du 22 avril 1963.
2ETP/9/2/00 324	Bureau, séance du 27 mai 1963.

2ETP/9/2/00 325	Assemblée, séance du 28 mai 1963, organisation.
2ETP/9/2/00 326	Assemblée, séance du 28 mai 1963, travaux.
2ETP/9/2/00 327	Bureau, séance du 17 juin 1963 ; Bureau, séance du 8 juillet 1963, organisation.
2ETP/9/2/00 328	Bureau, séance du 8 juillet 1963, travaux.
2ETP/9/2/00 329	Bureau, séance du 23 septembre 1963.
2ETP/9/2/00 330	Bureau, séance du 28 octobre 1963, organisation.
2ETP/9/2/00 331	Bureau, séance du 28 octobre 1963, travaux.
2ETP/9/2/00 332	Bureau, séance du 18 novembre 1963.
2ETP/9/2/00 333	Assemblée, séance du 25 novembre 1963, organisation.
2ETP/9/2/00 334	Assemblée, séance du 25 novembre 1963, travaux.
2ETP/9/2/00 335	Bureau, séances des 16 décembre 1963 et 13 janvier 1964.
2ETP/9/2/00 336	Bureau, séance du 17 février 1964.
2ETP/9/2/00 337	Assemblée, séance du 18 février 1964, organisation, travaux.
2ETP/9/2/00 338	Assemblée, séance du 18 février 1964, travaux.

2ETP/9/2/00 339	Bureau, séance du 16 mars 1964.
2ETP/9/2/00 340	Bureau, séances des 13 avril et 25 mai 1964.
2ETP/9/2/00 341	Assemblée, séance du 25 mai 1964.
2ETP/9/2/00 342	Bureau, séance du 23 juin 1964 ; Bureau, séance du 12 octobre 1964, organisation.
2ETP/9/2/00 343	Bureau, séance du 12 octobre 1964, travaux ; Bureau, séance du 16 novembre 1964, organisation.
2ETP/9/2/00 344	Bureau, séance du 16 novembre 1964, travaux ; Assemblée, séance du 17 novembre 1964, organisation.
2ETP/9/2/00 345	Assemblée, séance du 17 novembre 1964, travaux ; Bureau, séance du 7 décembre 1964.
2ETP/9/2/00 346	Bureau, séances des 18 janvier et 15 février 1965 ; Assemblée, séance du 16 février 1965.

- 2ETP/10 -

**ARCHIVES ANTÉRIEURES A LA CRÉATION
DE LA
CHAMBRE DE COMMERCE DE PARIS**

INTRODUCTION

La série X est composée de pièces d'archives antérieures ¹ à la création de la Chambre de commerce, provenant du Conseil des arts, commerce et agriculture du département de la Seine. Le fonds comprend une partie des archives proprement dites du Conseil ainsi qu'un important ensemble documentaire composé de pièces datant de l'Ancien Régime.

Le Conseil des arts, commerce et agriculture du département de la Seine, organisme consultatif, fut créé par arrêté préfectoral du 6 prairial an IX (26 mai 1801, conformément à la circulaire du ministre de l'Intérieur du 16 floréal an IX (6 mai 1801). Le préfet de la Seine qui présidait le Conseil dont il nommait les membres, pouvait être suppléé par un vice-président élu. Les membres étaient répartis en trois sections : agriculture, arts et commerce. Chaque section se réunissait à son gré chez l'un de ses membres. Le Conseil siégeait deux fois par mois à la préfecture. Réorganisé par les arrêtés des 10 et 30 fructidor an X (28 août et 17 septembre 1802), le Conseil fut alors doté d'un Bureau désigné par le préfet.

La création de la Chambre de commerce de Paris (arrêté du 6 ventôse an XI - 25 février 1803) entraîna la disparition du Conseil qui tint sa dernière réunion le 13 prairial an XI (2 juin 1803). Le Bureau se réunissait une dernière fois le 18 prairial de la même année (7 juin). Les archives du Conseil furent alors attribuées à la Chambre de commerce ainsi qu'en témoigne la liste conservée sous la cote 2ETP/10/0/00 1. Les pièces relatives aux réunions du Conseil et de son Bureau (registre et minutes des procès-verbaux) se trouvent sous la cotes 2ETP/10/9/00 3 et 4. Les dossiers des affaires, instruites par le Conseil et pour la plupart poursuivies par la Chambre, ont été répartis en fonction de leur objet dans les séries 2ETP/1 à 2ETP/8.

1 A l'exception d'un ensemble de copies du milieu du XIXe siècle de pièces d'archives de la Juridiction consulaire puis du Tribunal de commerce de la Seine. Il s'agit là très probablement d'une documentation rassemblée pour Guillaume Denière, ancien président du Tribunal de commerce et président de la Chambre de commerce de Paris, pour son ouvrage : *La Juridiction consulaire de Paris. 1563-1792. Sa création, ses luttes, son administration intérieure, ses usages et ses moeurs*, Plon, Paris, 1872. Ces copies sont conservées sous les cotes 2ETP/10/3/00 3 à 5 et 2ETP/10/ 9/00 5.

Lors de ses toutes premières réunions, le Conseil se préoccupa de faire réunir une documentation sur le commerce parisien avant la Révolution ¹. Le préfet fut chargé de faire rechercher au sein des archives de la préfecture les pièces susceptibles de composer ce fonds documentaire qui constitue aujourd'hui l'essentiel de la série X. Les pièces ainsi rassemblées proviennent des bureaux du lieutenant général de police dont les attributions couvraient, sous l'Ancien Régime, entre autres domaines, l'approvisionnement, les communautés d'arts et métiers, et le commerce de Paris. Remontant pour les plus anciennes à l'extrême fin du XVe siècle, ces pièces datent pour l'essentiel des XVIIe et XVIIIe siècles. On trouve parmi elles quelques copies d'actes des XIIIe et XIVe siècles. Le dépôt de ce fonds à la Chambre de commerce de Paris lui a permis d'échapper à la destruction des archives de la préfecture lors des incendies de 1871.

L'ensemble de la série X a fait l'objet d'un inventaire analytique dactylographié : *Archives antérieures à la création de la Chambre de commerce de Paris, inventaire analytique de la série X*, par Joseph Antoine Durbec, Paris, 1943, corrigé et complété en 1994.

1 "La section du commerce rend compte du besoin qu'elle éprouve de s'entourer de tous les renseignements possibles sur les éléments qui composaient l'ancien commerce de Paris, ainsi que sur les statuts, règlements et ordonnances qui le régissaient. La section demande que le préfet soit invité à lui procurer tous ces renseignements soit dans ses archives soit dans celles des diverses administrations du département... Le préfet sera également invité à faire réunir dans ses archives, tout ce qui concerne ou intéresse les arts et commerce pour en faire un dépôt ouvert à tous les membres du Conseil". 2ETP/10/9/00 4 fol. 2 v°. Séance du 23 messidor an IX.

"Sur la proposition d'un membre, le Conseil arrête qu'il sera demandé au préfet qu'il veuille bien mettre à la disposition du Conseil toutes pièces étant aux archives de la préfecture concernant le commerce et les arts et faire faire le dépouillement de ces pièces avec une notice propre à indiquer celles qui seront nécessaires aux travaux du Conseil". 2ETP/10/9/00 4 fol. 3 r°. Séance du 3 thermidor an IX.

"Le Conseil prend connaissance d'un rapport fait par l'archiviste de la préfecture chargé de faire le dépouillement des pièces relatives au commerce et aux arts avant la révolution". 2ETP/10/9/00 4 fol. 3. Séance du 23 thermidor an IX

2ETP/10/0 INVENTAIRES DE TITRES ET DE TEXTES

- 2ETP/10/0/00 1** Inventaire des archives du Conseil des arts, commerce et agriculture du département de la Seine, remises à la Chambre de commerce de Paris, 1803 ; textes réglementaires du commerce, des manufactures et des corps et communautés de 1669 à 1788, listes, s.d.

2ETP/10/1 REPRÉSENTATION COMMERCIALE ET PROFESSIONNELLE

- 2ETP/10/1/00 1** Corps des marchands et communautés d'artisans, réglementation, brevets, droits, offices. 1691-1776.
- 2ETP/10/1/00 2** Liberté du commerce en gros, 1759-1783 ; suppression et rétablissement des corps et communautés, 1776 ; Six-corps de marchands de la Ville de Paris, textes communs, 1738-1760.

2ETP/10/2 CORPS ET COMMUNAUTÉS

- 2ETP/10/2/00 1** Corps et communautés, création, réglementation, statuts, organisation, prérogatives, domaine de compétence. (Classement dans l'ordre alphabétique des corps et communautés). Amidonniers - bouquetières. 1577-1788.
- 2ETP/10/2/00 2** *Idem.* Brasseurs - cordonniers. 1498-1787.
- 2ETP/10/2/00 3** *Idem.* Couturières - drapiers. 1639-1787.

2ETP/10/2/00 4 *Idem.* Écrivains - fourbisseurs. 1602-1789.

2ETP/10/2/00 5 *Idem.* Fruitiers - horlogers. 1620-1786.

2ETP/10/2/00 6 *Idem.* Imprimeurs - maçons. 1608-1789.

2ETP/10/2/00 7 *Idem.* Maîtres à danser - orfèvres. 1659-1788.

2ETP/10/2/00 8 *Idem.* Papetiers - peaussiers. 1594-1788.

2ETP/10/2/00 9 *Idem.* Pêcheurs - selliers. 1515-1788.

2ETP/10/2/00 10 *Idem.* Serruriers - tanneurs. 1600-1787.

2ETP/10/2/00 11 *Idem.* Tapissiers - vidangeurs. 1604-1788.

2ETP/10/3 RÉGLEMENTATION DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE

2ETP/10/3/00 1 Billets à ordre, 1788-1789 ; boutiques de Paris, répartition numérique par quartier, s.d. [2e moitié du XVIIIe siècle] ; charbon, tourbe, bois, 1784-1785 ; commissionnaires, courtiers, 1764-1780 ; compagnons ouvriers, 1736-1786 ; députés du commerce, 1763.

2ETP/10/3/00 2 Dérogance, 1762 ; droits divers, 1758-1760 ; faillites, banqueroutes, 1687-1770 ; faillites en Suisse, 1783-1785 ; huissiers du Châtelet de Paris, s.d. [vers 1779] ; inventions, 1757-1781.

- 2ETP/10/3/00 3** Juridiction consulaire, textes organiques, règlement intérieur, régime électoral, protocole, culte, questions financières et fiscales, comptes des juges consulaires, maison consulaire. s.d. [copies, milieu du XIXe siècle].
- 2ETP/10/3/00 4** Juridiction consulaire, sceau, jetons, honoraires, candidats à la députation du commerce, liste des juges consulaires, greffe. s.d. [copies, milieu du XIXe siècle].
- 2ETP/10/3/00 5** Juridiction consulaire, activités, clerks d'audience, huissiers - audienciers, procureurs, conseillers, employés. s.d. [copies, milieu du XIXe siècle].
- 2ETP/10/3/00 6** Lettres de change, 1760 ; moralité du commerce, s.d. [vers 1776] ; manufactures, régime, inspection, s.d. [2e moitié du XVIIIe siècle], 1783-1787 ; poids et mesures, 1706-1780 ; publicité, annonces, enseignes, 1761-1780 ; marques, visites des gardes, 1750-1789 ; divers, 1774-1791.

2ETP/10/4 BRANCHES PARTICULIÈRES DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE

- 2ETP/10/4/00 1** Acier, 1778-1785 ; bas, bonneterie, 1743-1758 ; cuirs, 1720-1723 ; diamants, 1779-1786 ; draperie, soierie, s.d. ; étoffes diverses, 1615-1781 ; fils en poils de chèvre, 1739-1758 ; hôtellerie, 1785 ; orfèvrerie, 1723-1770 ; rubans, 1786.
- 2ETP/10/4/00 2** Soies et gazes, 1751-1786 ; sucre, 1759.
- 2ETP/10/4/00 3** Toiles, 1655-1759 ; ressorts à voitures, 1780.
- 2ETP/10/4/00 4** Étoffes fabriquées par les manufactures de France, s.d. [XVIIe - XVIIIe siècle].

2ETP/10/5 MANUFACTURES DE PROVINCE

- 2ETP/10/5/00 1** Abbeville, 1733 ; Aumale, 1717-1732 ; Beauvais, 1719-1749 ; Dijon, s.d.; Elbeuf, 1743 ; Gévaudan, s.d.
- 2ETP/10/5/00 2** Languedoc, 1734-1788.
- 2ETP/10/5/00 3** Lille, 1753 ; Lodève, s.d. [XVIIIe siècle] ; Lyon, s.d. ; Pont-Audemer, s.d. [vers 1785] ; Reims, 1752-1766 ; Berry et Sologne, 1743 ; Sedan, 1737-1756 ; Seignelay, 1746 ; Troyes, 1681-1781 ; Uzès, 1783 ; mûriers, vers à soie, s.d. [fin XVIIIe siècle].

2ETP/10/6 COMMERCE EXTÉRIEUR, MARITIME ET COLONIAL

- 2ETP/10/6/00 1** Commerce maritime et colonial, 1765 ; commerce avec l'Angleterre, s.d. ; commerce avec l'Espagne, 1745-1754.
- 2ETP/10/6/00 2** Commerce avec l'Espagne, 1755-1783 ; commerce avec Malacca, 1767 ; commerce avec la Russie, 1783.

2ETP/10/7 HALLES ET FOIRES

- 2ETP/10/7/00 1** Halle aux cuirs, s.d., 1781-1785 ; halle aux draps, 1772-1788 ; halle aux toiles, 1610-1738 ; foire de Saint-Denis, 1763 ; foire Saint-Germain, 1762 ; foire de Saint-Ovide, 1763.

2ETP/10/ 8 VOIES ET MOYENS DE COMMUNICATION

2ETP/10/8/00 1 Roulage, 1779-1780 ; cabotage, s.d. ; navigation intérieure, 1745-1771.

2ETP/10/9 ARCHIVES DE LA PÉRIODE RÉVOLUTIONNAIRE

2ETP/10/9/00 1 Manufactures, s.d. ; Caisse d'escompte, 1791 ; concours organisé par la municipalité de Paris pour l'amélioration du commerce, 1791.

2ETP/10/9/00 2 Concours organisé par la municipalité de Paris pour l'amélioration du commerce, 1791 ; rétablissement des maîtrises, s.d. ; traité de commerce avec l'Espagne et le Portugal, 1795.

2ETP/10/9/00 3 Conseil des arts, commerce et agriculture du département de la Seine, organisation, activités, 1802-1803 ; procès-verbaux du Conseil et de son bureau : minutes, 1802-1803.

2ETP/10/9/00 4 Conseil des arts, commerce et agriculture du département de la Seine, registre des procès-verbaux ⁽¹⁾. 1801-1802.

2ETP/10/9/00 5 Tribunal de commerce, s.d. [copies, milieu du XIXe siècle] ; tontine de commandite territoriale, 1802-1803 ; bourses de commerce, 1801 ; liquidation de la régie générale, 1793 ; caisse d'échange, s.d. [vers 1792].

(1) Le registre, anciennement conservé à la bibliothèque de la Chambre de commerce de Paris sous la cote [300.094], a été microfilmé ainsi que le carton précédent 3, cote 5 Mi 22.

COMPLEMENTS

SOUS-SERIE 1 MI

MICROFILMS DES REGISTRES DE LA CORRESPONDANCE AU DEPART

REPERTOIRE ET CONCORDANCE AVEC LA SOUS-SERIE 2ETP/1/2/50

Cotes Mi	Dates extrêmes	Cotes des registres
1Mi 1	2 floréal an XI – 15 germinal an XIII	2ETP/1/2/50 2
1Mi 2	19 germinal an XIII – 14 juin 1809	2ETP/1/2/50 3
1Mi 3	26 juin 1809 – 15 mai 1816	2ETP/1/2/50 4
1Mi 4	[8] mai 1816 – 6 septembre 1820	2ETP/1/2/50 5
1Mi 5	9 septembre 1820 – 21 mai 1823	
1Mi 6	21 mai 1823 – 18 avril 1828	2ETP/1/2/50 6
1Mi 7	7 mai 1828 – 11 mai 1831	2ETP/1/2/50 7
1Mi 8	25 mai 1831 – 27 décembre 1833	
1Mi 9	9 janvier 1834 – 26 mars 1836	2ETP/1/2/50 8
1Mi 10	22 mars 1836 (1) – 20 novembre 1839	2ETP/1/2/50 9
1Mi 11	20 novembre 1839 – 1er septembre 1841	

(1) On trouve à la fin du registre précédent un rapport du 26 mars 1836 dont la transcription se poursuit sur le présent registre, précédant ainsi deux lettres datées des 22 et 24 mars 1836

Cotes Mi	Dates extrêmes	Cotes des registres
1Mi 12	1er septembre 1841 – 23 mars 1846	2ETP/1/2/50 10
1Mi 13	9 avril 1846 – 18 juin 1850	2ETP/1/2/50 11
1Mi 14	18 juin 1850 – 29 janvier 1853	2ETP/1/2/50 12
1Mi 15	3 février 1853 – 1er octobre 1855	2ETP/1/2/50 13
1Mi 16	6 octobre 1855 – 5 juin 1858	
1Mi 17	11 juin 1858 – 12 février 1864	2ETP/1/2/50 14
1Mi 18	12 février – 29 avril 1864	
	2 mai 1864 – 6 mai 1868	2ETP/1/2/50 15
	16 mai – 14 novembre 1868	2ETP/1/2/50 16
1Mi 19	14 novembre 1868 – 7 avril 1874	
1Mi 20	7 avril 1874 – 9 juillet 1877	2ETP/1/2/50 17
1Mi 21	10 juillet (1) – 22 novembre 1877	
	22 novembre 1877 – 23 décembre 1880	2ETP/1/2/50 18

(1) p. 537 : une lettre datée du 10 juillet 1877 incluse entre deux lettres datées du 11 juillet

- II -

SOUS-SERIE 5MI

**MICROFILMS DES COMPTES RENDUS DE REUNIONS
DE L'ASSEMBLEE DES PRESIDENTS DES CHAMBRES DE
COMMERCE**

REPERTOIRE ET CONCORDANCE AVEC LA SOUS-SERIE 2ETP/9/1/00

Cotes Mi	Dates extrêmes	Cotes sous-série 2ETP/9/1/00
5 Mi 1	2 octobre 1899 – 17 novembre 1904	2ETP/9/1/00 1 – 2ETP/9/1/00 10
5 Mi 2	27 mars 1905 – 16 mars 1908	2ETP/9/1/00 11 – 2ETP/9/1/00 17
5 Mi 3	9 novembre 1908 – 20 novembre 1911	2ETP/9/1/00 18 – 2ETP/9/1/00 22
5 Mi 4	18 mars 1912 – 25 novembre 1914	2ETP/9/1/00 23 – 2ETP/9/1/00 25
5 Mi 5	22 mars 1915 – 11 novembre 1916	2ETP/9/1/00 26 – 2ETP/9/1/00 27
5 Mi 6	24 mars 1917 – 28 octobre 1918	2ETP/9/1/00 28 – 2ETP/9/1/00 29
5 Mi 7	27 janvier 1919 – 8 novembre 1920	2ETP/9/1/00 30 – 2ETP/9/1/00 31
5 Mi 8	22 février 1921 – 21 novembre 1922	2ETP/9/1/00 32 – 2ETP/9/1/00 33
5 Mi 9	27 février 1923 – 5 octobre 1925	2ETP/9/1/00 34 – 2ETP/9/1/00 36

Cotes Mi	Dates extrêmes	Cotes sous-série 2ETP/9/1/00
5 Mi 10	23 février 1926 – 6 novembre 1928	2ETP/9/1/00 37 – 2ETP/9/1/00 39
5 Mi 11	5 mars 1929 – 3 novembre 1931	2ETP/9/1/00 40 – 2ETP/9/1/00 42
5 Mi 12	2 février 1932 – 6 novembre 1934	2ETP/9/1/00 43 – 2ETP/9/1/00 45
5 Mi 13	5 février 1935 – 4 novembre 1936	2ETP/9/1/00 46 – 2ETP/9/1/00 47
5 Mi 14	19 janvier 1937 – 8 novembre 1938	2ETP/9/1/00 48
5 Mi 15	7 février 1939 – 11 novembre 1941	2ETP/9/1/00 49 – 2ETP/9/1/00 50
5 Mi 16	17 février 1942 – 4 novembre 1947	2ETP/9/1/00 51 – 2ETP/9/1/00 52
5 Mi 17	3 février 1948 – 14 novembre 1950	2ETP/9/1/00 53
5 Mi 18	6 mars 1951 – 16 novembre 1954	2ETP/9/1/00 54 – 2ETP/9/1/00 55
5 Mi 19	15 février 1955 – 18 novembre 1958	2ETP/9/1/00 56 – 2ETP/9/1/00 57
5 Mi 20	17 février 1959 – 13 novembre 1962	2ETP/9/1/00 58 – 2ETP/9/1/00 59
5 Mi 21	19 février 1963 – 16 février 1965	2ETP/9/1/00 60

- III -

SOUS-SERIE 6 MI

MICROFILMS DES LISTES DES ELECTEURS

RÉPERTOIRE ET CONCORDANCE AVEC LA SOUS-SÉRIE 2ETP/1/2/23

Cotes Mi	Dates	Noms	Cotes sous-série 2ETP/1/2/23
6 Mi 1	1868-1875	-	2ETP/1/2/23 4
6 Mi 2	1876-7895	-	
6 Mi 3	1896-1901	-	2ETP/1/2/23 5
6 Mi 4	1902-1907	-	
6 Mi 5	1912	1ère catégorie Aaron à Joseph	2ETP/1/2/23 8
6 Mi 6	1912	1ère catégorie Joseph à Zwobada	
6 Mi 7	1912	2e catégorie Aaron à Crégut	2ETP/1/2/23 9
6 Mi 8	1912	2e catégorie Cremnitz à Jouffroy	
6 Mi 9	1912	2e catégorie Jouffroy à Perrier	2ETP/1/2/23 10
6 Mi 10	1912	2e catégorie Perrigault à Zwierzynski	

Cotes Mi	Dates	Noms	Cotes sous-série 2ETP/1/2/23
6 Mi 11	1919	Aaron à Coutant	2ETP/1/2/23 11
6 Mi 12	1919	Coutant à Houdas	
6 Mi 13	1919	Houdas à Odoul	2ETP/1/2/23 12
6 Mi 14	1919	Ody à Zèle	

- IV -

**LISTE DES MODIFICATIONS APPORTÉES
AU CADRE DE CLASSEMENT DES ARCHIVES**

ANCIENNES SOUS-SERIES	SOUS-SERIES ACTUELLES
	2ETP/1/1/40
I – 1.37	2ETP/1/2/22
I – 2.24	2ETP/1/2/54 56
I – 2.37	2ETP/1/2/70
I – 2.68	2ETP/1/2/75
I – 2.69	2ETP/1/4/5
I – 4.6	2ETP/1/5/2
I – 5.3	2ETP/1/5/2
I – 5.4	2ETP/1/9/57
I – 9.58	2ETP/1/9/57
I – 9.59	2ETP/1/9/57
II – 1.34	2ETP/2/1/32
II – 1.35	2ETP/2/1/32
II – 1.36	2ETP/2/1/32
II – 2.16	2ETP/2/2/15
II – 4.7	2ETP/2/4/6
II – 5.27	2ETP/2/5/22
II – 5.43	2ETP/2/5/41
II – 5.49	2ETP/2/5/41
II – 5.6	2ETP/2/5/5
III – 1.14	2ETP/3/1/13
III – 1.42	2ETP/3/1/41
III – 1.43	2ETP/3/1/41
III – 3.35	2ETP/3/3/31

ANCIENNES SOUS-SERIES	SOUS-SERIES ACTUELLES
III – 3.39	2ETP/3/3/31
III – 3.42	2ETP/3/3/41
III – 3.5	2ETP/3/3/41
III – 5.13	2ETP/3/5/12
III – 5.24	2ETP/3/5/23
III – 5.25	2ETP/3/5/23
III – 5.28	2ETP/3/5/21
III – 5.51	2ETP/3/5/50
III – 5.52	2ETP/3/5/50
III – 5.53	2ETP/3/5/50
IV – 0	2ETP/4/8
IV – 4.3	2ETP/4/4/2
IV – 4.65	2ETP/4//4/64
IV – 4.69	2ETP/4/4/64
IV – 5.8	2ETP/4/5/2
IV – 6.2	2ETP/4/6/1
IV – 6.5	2ETP/4/6/4
IV – 6.8	2ETP/4/6/7
IV – 6.9	2ETP/4/6/7
IV – 7.2	2ETP/4/7/1
IV – 7.9	2ETP/4/7/3
IV – 8.0	2ETP/4/8/1
IV – 8.4	2ETP/4/8/1
V – 4.1	2ETP/5/4/3

ANCIENNES SOUS-SERIES	SOUS-SERIES ACTUELLES
VI – 1.06	2ETP/6/1/00
VI – 1.5	2ETP/6/1/4
VI – 1.6	2ETP/6/1/4
VI – 1.7	2ETP/6/1/4
VI – 1.8	2ETP/6/1/4
VI – 2.13	2ETP/6/2/12
VI – 2.15	2ETP/6/2/11
VI – 2.41	2ETP/6/2/40
VI – 2.42	2ETP/6/2/40
VI – 2.8	2ETP/6/2/11
VI – 2.9	2ETP/6/2/11
VI – 3.00	2ETP/6/3/11
VI – 3.10	2ETP/6/3/11
VI – 3.13	2ETP/6/3/12
VI – 3.14	2ETP/6/3/12
VI – 3.19	2ETP/6/3/11
VI – 3.20	2ETP/6/3/11
VI – 3.6	2ETP/6/3/16
VI – 4.3	2ETP/6/4/2
VII – 2.2	2ETP/7/2/1
VII – 2.4	2ETP/7/2/3
VII – 2.7	2ETP/7/2/1
VII – 2.9	2ETP/7/2/8
VII – 3.3	2ETP/7/3/2
VII – 3.9	2ETP/7/8
VII – 4.0	2ETP/7/4/2
VII – 5.2	2ETP/7/5/4

ANCIENNES SOUS-SERIES	SOUS-SERIES ACTUELLES
VII – 5.3	2/ETP/7/5/4
VII – 9	2/ETP/7/2/1
IX (1)	2/ETP/9/6/3
	2/ETP/9/6/4
	2/ETP/9/6/5

(1) Les quelques dossiers (moins d'un carton) qui avaient été classés en série IX, consacrée primitivement aux pays étrangers, ont été reclassés par pays dans les sous-séries 2ETP/6/6/3, 2ETP/6/6/4 et 2ETP/6/6/5. La série 2ETP/9 est désormais consacrée aux archives de l'Assemblée des présidents des chambres de commerce.

ANCIENNES SOUS-SERIES	SOUS-SERIES ACTUELLES
I - 319	2ETP/1/2/72
I - 617	2ETP/1/2/63 18 à 59
I - 652	2ETP/2/3/4
I - 992	2ETP/1/2/74 67 à 71
I - 993	2ETP/1/2/74 83
I – 1063, I – 1063 bis	2ETP/1/2/74 72 à 81
I – 1063 ter	2ETP/1/2/74 85
I - 1064	2ETP/1/2/74 29 à 33
I – 1175, I – 1180 , I - 1181	2ETP/1/2/74 57 à 66
I - 1176	2ETP/1/2/74 1 à 28
I - 1178	2ETP/1/2/74 34 à 50
I – 1179	2ETP/1/2/74 87 à 89
I - 1182	2ETP/1/2/74 82
I - 1185	2ETP/1/2/74 90 à 102

ANNEXES

ANNEXE 1

LES PRÉSIDENTS DE LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS ET DE LA C.R.C.I. DE PARIS

I - Les "présidents-nés"

L'arrêté du 3 nivôse an XI qui rétablissait les chambres de commerce, stipulait que le préfet en était membre-né et en avait la présidence toutes les fois qu'il assistait aux séances. La Chambre n'élisait alors en son sein qu'un vice-président. Les préfets de la Seine Frochot puis Chabrol participèrent activement aux travaux de l'assemblée consulaire. A partir de 1815, la présidence effective du préfet se fit extrêmement rare. L'ordonnance du 16 juin 1832 consacra l'élection par les chambres de commerce, de leurs présidents et le caractère honorifique de la présidence exercée par le préfet. Les dates qui figurent dans la liste sont celles des nominations comme préfet de la Seine, à l'exception de Frochot (date de la première séance de la Chambre de commerce de Paris).

7 avril 1803	Nicolas Thérèse Benoît FROCHOT
23 décembre 1812	Gilbert Joseph Gaspard de CHABROL de VOLVIC
20 mars 1815	Pierre Marie TAILLEPIED de BONDY
7 juillet 1815	Gilbert Joseph Gaspard de CHABROL de VOLVIC
30 juillet 1830	Alexandre Louis Joseph de LABORDE
20 août 1830	Camille Hyacinthe Odilon BARROT
21 février 1831	Pierre Marie TAILLEPIED de BONDY

II - Les présidents élus

Le 17 germinal an XI (7 avril 1803), lors de sa première séance sous la présidence de Frochot, préfet de la Seine, la Chambre de commerce élit Pierre Vignon, vice-président. Ce titre fut porté jusqu'au 1er juin 1814, date à laquelle la Chambre manifesta sa volonté d'émancipation en procédant à l'élection d'un président. La tentative fut renouvelée en 1816. A partir de cette date, les vice-présidents élus par la Chambre portèrent constamment le titre de président, droit qui fut reconnu légalement par l'ordonnance du 16 juin 1832.

Sur ces péripéties, on lira l'article de Dominique Suriano, *La Chambre de commerce de Paris et ses "présidents nés"*, dans *Zoom C.C.I.P., Bulletin intérieur du personnel*, décembre 1977, n° 24, p. 15-22 et *La Chambre de commerce et d'industrie de Paris depuis sa création en l'an XI, de l'hôtel de ville au Palais Brongniart, 1803-1852, notes et documents de recherche*, par Robert Largaud, C.C.I.P., 1990 (dactylographié), p. I-47 à 65.

7 avril 1803	Pierre VIGNON
13 mai 1807	Pierre Samuel DUPONT de NEMOURS
2 mai 1810	Jacques LAFFITTE
15 mai 1811	Jean Conrad HOTTINGUER
21 avril 1813	Joseph Anicet BARTHÉLÉMY
1er juin 1814	Jean Henry MARTIN-PUECH
17 mai 1815	Louis François CORDIER
24 avril 1816	Guillaume Henry FLORY
3 juillet 1816	Joseph Anicet BARTHÉLÉMY
5 mai 1819	Antoine ODIER
30 mai 1821	François DELESSERT
24 avril 1822	Antoine ODIER
30 juin 1825	François DELESSERT
3 mai 1826	Jacques LEFEBVRE
14 mai 1828	François DELESSERT
28 avril 1830	Jacques LEFEBVRE
16 mai 1832	François DELESSERT
25 décembre 1838	François COTTIER
30 décembre 1840	Ambroise Guillaume AUBÉ
24 décembre 1845	Charles LEGENTIL
22 novembre 1855	Germain THIBAUT
14 avril 1859	Henri DAVILLIER
11 juin 1867	Guillaume DENIÈRE
20 novembre 1872	Ernest GOUIN

17 janvier 1877	Adolphe HOUETTE
8 janvier 1879	Eugène GUIBAL
26 janvier 1881	Gustave ROY
9 janvier 1883	Charles Frédéric DIETZ-MONNIN
12 janvier 1887	Alcide POIRRIER
23 janvier 1890	Joseph COUSTÉ
11 janvier 1893	Louis DELAUNAY-BELLEVILLE
12 janvier 1898	Georges MASSON
20 juin 1900	Armand MOISANT
16 janvier 1901	Armand FUMOUEZE
14 janvier 1903	Lucien DERODE
18 janvier 1905	Georges LESIEUR
16 janvier 1907	Léon DUBRUJEAUD
13 janvier 1909	Georges LEFEBVRE
12 mai 1909	Philippe MONDUIT
12 novembre 1909	Gustave KESTER
19 janvier 1911	Charles LEGRAND
18 janvier 1913	Arthur DAVID-MENNET
4 décembre 1918	Fernand de RIBES-CHRISTOFLE
12 mars 1919	Georges PASCALIS
11 janvier 1922	Paul ROGER
9 janvier 1924	Paul KEMPF
7 janvier 1928	André BAUDET
6 janvier 1932	Henri GARNIER
6 janvier 1936	Pierre Ernest DALBOUZE
3 décembre 1936	Louis FÉRASSON
12 janvier 1940	Lucien LASSALLE
26 janvier 1944	Georges Jean PAINVIN
17 octobre 1944	Lucien LASSALLE
16 janvier 1946	Marcel CUSENIER
11 janvier 1950	Jacques FOUGEROLLE
18 janvier 1956	Pierre DUMONT
9 janvier 1958	Jean MARCOU
14 janvier 1960	Georges DESBRIÈRE
9 janvier 1964	Henri COURBOT

14 janvier 1971	Paul LAUBARD
6 janvier 1977	Jean THÈVES
13 janvier 1983	Philippe CLÉMENT
12 janvier 1989	Bernard CAMBOURNAC
12 janvier 1995	Hubert FLAHAULT

III - Les présidents de la C.R.C.I. de Paris

De 1919 à 1974, la présidence de la Région économique puis de la Chambre régionale de commerce et d'industrie de Paris se confond avec celle de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris. La perspective de la perte de la présidence de l'Assemblée permanente des chambres de commerce et d'industrie, amène en 1974 la compagnie parisienne à dissocier les deux fonctions. Le 10 avril 1974, le Bureau procède à l'élection de Jean Panhard à la présidence de la C.R.C.I. de Paris (choix entériné par l'assemblée générale du 11 avril). Le règlement intérieur modifié en ce sens le 22 décembre 1977, admet désormais au sein du Bureau de la C.C.I.P. un membre, élu en assemblée générale, ayant la qualité de président de la C.R.C.I.

10 avril 1974	Jean PANHARD
17 janvier 1980	Patrice VIELJEUX
13 janvier 1983	Philippe DUVAL
9 janvier 1986	Patrick CHAMPETIER de RIBES
12 janvier 1989	Philippe CLÉMENT
16 janvier 1992	Jean-Maurice ESNAULT
12 janvier 1995	Philippe ANDRÉ

A N N E X E 2

LISTE CHRONOLOGIQUE DES CHEFS DU SECRÉTARIAT PUIS DES DIRECTEURS GÉNÉRAUX DE LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS DEPUIS 1803

22 avril 1803	Charles BRUNET, chef du Secrétariat
5 juin 1839	Édouard BERTERA, chef du Secrétariat-archiviste
27 février 1852	Adolphe BLAISE, secrétaire-archiviste
19 novembre 1852	Louis LECLERC, chef du Secrétariat-bibliothécaire-archiviste
2 février 1854	Émile COTTENET, chef du Secrétariat-archiviste
23 mars 1881	Alfred FLEURY, directeur du Secrétariat
1er mai 1898	Paul LACROIX, directeur du Secrétariat puis en 1922 directeur général des services
23 décembre 1931	Paul VILNET, directeur général des services
1er juillet 1945	Pierre JOLLY, directeur général
27 avril 1965	Émile ARRIGHI de CASANOVA, directeur général
2 novembre 1977	Pierre DARRIGRAND, directeur général des services
14 janvier 1983	François ESSIG, directeur général
22 octobre 1990	Raymond-François LE BRIS, directeur général
20 février 1995	Jean-Daniel MARZOLF, directeur général

ANNEXE 3

LES ATELIERS-ÉCOLES

Historique et notices

Le 1er janvier 1921, M. Kula remettait à la Chambre de commerce de Paris, l'atelier d'apprentissage qu'il avait créé en 1906 rue des Épinettes. Ce fut le premier atelier-école de la Chambre de commerce de Paris. Le 27 juillet 1922, la Chambre acceptait en outre de continuer l'oeuvre entreprise par la Fondation Viviani au 72 rue de Babylone. Avec la collaboration de la Ville de Paris (mise à disposition d'écoles désaffectées), de la direction de l'enseignement technique (subventions du ministère) et des chambres syndicales, les ateliers préparatoires à l'apprentissage de la Chambre de commerce se développèrent rapidement tant sur le plan du nombre d'établissements, que sur celui du nombre d'élèves. A partir des années trente, des opérations de regroupement furent menées, ainsi que des transferts dans des locaux spécialement aménagés sur des terrains acquis par la Chambre de commerce. Parallèlement les formations dispensées par les ateliers-écoles furent constamment adaptées aux besoins nouveaux du commerce et de l'industrie. Ateliers-écoles d'orientation professionnelle et d'apprentissage depuis 1927, écoles techniques le 1er janvier 1960, ils deviennent en 1973 centres de formation technologique (C.F.T.).

Installée primitivement 51 bis rue des Épinettes, la direction générale des ateliers-écoles fut transférée place de la Bourse en 1925, enfin en 1960, 28 rue de l'Abbé-Grégoire. Elle fut supprimée le 1er février 1967. En novembre 1973, fut créé au sein de la direction de l'Enseignement, le Centre parisien de technologie (C.P.T.), structure commune des nouveaux centres de formation technologique. En 1991, le C.P.T. regroupait six centres de formation technologique (Gambetta, Gobelins, Grégoire, Ferrandi, Andrézy, T.E.C.O.M.A.H.), deux écoles supérieures techniques (École supérieure des industries du vêtement, École supérieure de cuisine française) et le centre parisien de technologie-export (créé en 1981, soutien à l'exportation des produits français et assistance aux entreprises françaises exportatrices).

Une notice a été établie pour chaque implantation géographique (classement dans l'ordre alphabétique des rues de Paris, puis des noms de communes pour les implantations extérieures). Ces notices ont été rédigées en se basant essentiellement sur les rapports d'activité de la commission administrative des ateliers-écoles.

Chaque notice est ainsi composée :

- date d'ouverture ; implantation antérieure, le cas échéant ; date et lieu de transfert ou date de fermeture ;
- fréquentation : garçons, filles, mixte ;
- formations enseignées pendant les premières années de fonctionnement puis évolution des formations dispensées et/ou nouveaux noms de l'établissement. Ces dernières informations sont précédées d'une année entre parenthèses, indicative de la situation de l'établissement à cette date et ne correspondant donc pas systématiquement à un changement d'appellation ou de programme réalisé à cette même date.

28, rue de l'Abbé-Grégoire (6e)

Ouvert le 1er octobre 1950 (transfert de l'atelier-école 36 rue de la Grange-aux-Belles). En 1960, installation, dans les mêmes locaux, de l'École technique de vente (transfert de l'atelier-école 40 avenue de Saint-Mandé). Devenue école commerciale au début des années 1970, l'École de vente ne fait plus partie du groupe des écoles techniques de la Chambre de commerce. En 1992, l'École de vente a fusionné avec l'Académie commerciale internationale (A.C.I.) pour former Négocia, Centre international de la vente et de la négociation commerciale, installé porte Champerret.

Mixte.

École des métiers du cuir et du livre : maroquiniers, gainiers, selliers, relieurs-doreurs, papetiers.

- (1960) École technique des métiers du cuir, papier, carton : papeterie, cartonnage, maroquinerie, sellerie.
- (1970) École technique Grégoire (cuir - papier- carton).
- (1973) Centre technique Grégoire.
- (1975) Centre de formation technologique Grégoire : cartonnages, maroquinerie, gainerie, sellerie, articles de voyage, formistes en cartonnage, agents techniques d'entretien et de maintenance en appareils électro-ménagers.
- (1990) C.F.T. Grégoire : cuir, bois, carton, tapisserie, aménagement (cuisine, salle de bains), maintenance (électroménager), matières plastiques et composites.

19, rue de l'Arbre-sec (1er)

Ouvert le 1er octobre 1927 (transfert de l'atelier-école 3 rue Feydeau), transféré le 5 novembre 1945, 40 avenue de Saint-Mandé.

Filles.

École des vendeuses, École préparatoire à la vente, École de vente : vendeuses, employées de magasins, étalagistes.

72, rue de Babylone (7e)

Ouvert le 1er octobre 1922, transféré le 1er octobre 1932, 73 boulevard Saint-Marcel.

Mixte, puis filles à partir de 1926.

Garçons : - serrurerie-ferronnerie, menuiserie-ébénisterie (transfert en 1925 à l'atelier-école 7 rue Saint-Lambert) ;

Filles : - tailleurs pour hommes (École des métiers des industries du vêtement, dite École des tailleurs, créée par le comité intersyndical des industries du vêtement, rue Montmartre, intégrée aux ateliers-écoles de la Chambre de commerce en 1922 et transférée rue de Babylone, classée école des métiers en 1924, transférée 3 rue de la Jussienne en 1926);

Filles : professions de l'aiguille et du vêtement, coupe, couture, broderie fine, broderie sur métier, modes, fourrure, gilet, repassage, apprêtage, blanchissage, enseignement ménager, corset, passementerie, dentelles, fleurs et plumes (transfert de l'atelier-école 11 rue Vivienne);

35, rue des Bourdonnais (1er)

Ouvert le 1er octobre 1927 (transfert de l'atelier école 47 rue Montmartre), transféré en 1949, 40 avenue de Saint-Mandé.

Garçons.

École des vendeurs, École préparatoire à la vente, École de vente : vendeurs, employés de magasins, commis, étalagistes.

9, rue Daunou (2e)

Ouverte en novembre 1925, école technique placée sous la direction de la commission administrative des ateliers-écoles, elle fut transférée en 1929, 19 rue des Martyrs, avec le statut d'école commerciale, sous le nom d'École supérieure de vente pour jeunes filles. Installée en 1933, 23 rue Notre-Dame-des-Victoires, devenue en 1937 Cours féminin de préparation au commerce de détail, puis Conférence de perfectionnement commercial, elle fut supprimée en 1938.

Filles.

École technique de vente : préparation aux emplois supérieurs du commerce actif.

51 bis rue des Épinettes (17e)

Ouvert en mars 1921 (1er atelier-école de la Chambre de commerce de Paris, créé en 1906 par M. Kula), transféré en 1968, 245 avenue Gambetta.

Garçons.

Professions des industries de la mécanique et du bâtiment : chaudronnerie, ferblanterie, plomberie, serrurerie, ferronnerie, menuiserie, charpente, charronnage industriel, tôlerie, zinguerie, couverture, forge, ajustage, tour, mécanique, mécanique de précision, modelage.

(1955) Ajusteurs-mécaniciens, serruriers, menuisiers, tôleurs-chaudronniers.

(1959) Radioélectricité, électronique.

(1961) École technique d'électronique.

3, rue Feydeau (2e)

ouvert le 1er octobre 1926 (transfert de la section filles de l'atelier-école 47 rue Montmartre), transféré en 1927, 19 rue de l'Arbre-sec.

Filles.

École des vendeuses : vendeuses, employées de magasin, manutentionnaires.

245, avenue Gambetta (20e)

Ouvert le 1er octobre 1933 (transfert des ateliers-écoles 4 rue au Maire, 3 rue de la Jussienne, 5 rue Madame, 58 rue Philippe-de-Girard, en 1934 de l'atelier-école 88 rue des Haies et en 1968 de l'École technique 51 bis rue des Épinettes). En 1981, ouverture de l'annexe des Richardets à Noisy-le-Grand (93).

Garçons.

Industries du fer (ajustage, mécanique, serrurerie, forge, ferronnerie, fonderie, bronze, électricité, radio-électricité, téléphonie, automobile, machines à coudre, machines à écrire, instruments chirurgicaux), industries du bois (menuiserie, ébénisterie, modelage mécanique, tapisserie), imprimerie (typographie, lithographie, photographie), peinture en bâtiment, coiffure, tailleurs pour hommes (École de métier des tailleurs de 1933 à 1955).

(1955) Ajustage, outillage, réparation (automobile, machines à coudre, machines à écrire), précision, serrurerie, bronze, électricité (installateurs), radio, ébénisterie, modelage, tapisserie, typographie, imprimeurs-machines, lithographie, photogravure, peinture, céramique.

(1963) École technique Gambetta.

(1966) École technique Gambetta-Tourelles (mécanique, électricité, électronique) ; École technique Gambetta-Lilas (arts et industries graphiques, industries de l'ameublement et du bâtiment, métiers du bronze).

(1968) École technique Gambetta.

- (1973) Centre de formation technologique Gambetta.
- (1990) C.F.T. Gambetta : mécanique d'usinage (commandes numériques), mécanique automobile, carrosserie automobile, électronique, électromécanique, climatisation, froid industriel, automatismes, ascenseurs, télécommunications, peinture et revêtements, bronze d'art (ciselure et monture).

36, rue de la Grange-aux-Belles (10e)

Ouvert le 4 octobre 1926, transféré en 1950, 28 rue de l'Abbé-Grégoire.

Mixte.

Professions des industries des cuirs et peaux : maroquinerie, gainerie, sellerie, articles de voyage, dorure sur cuir, décoration artistique, malleterie, tabletterie, cordonnerie, coffreterie, étampage ; professions des industries du papier et du cartonnage (transfert de l'atelier-école 12 place des Vosges en 1933).

88, rue des Haies (20e)

Ouvert le 1er octobre 1926, transféré en 1934, 245 avenue Gambetta.

Garçons.

Professions des industries de l'ameublement : menuiserie, ébénisterie, sculpture, tabletterie, marqueterie, pianos, céramique, modelage, fonderie, serrurerie, menuiserie en sièges, mouleurs-ornemanistes, tapissiers-décorateurs, moulage en plâtre, ébénisterie de précision.

11, rue Jean-Ferrandi (6e)

Ouvert en 1958 (transfert de l'atelier-école 16 rue du Terrage). Depuis 1983, abrite l'École supérieure de cuisine française (E.S.C.F.).

Garçons.

- (1960) École technique des métiers de l'alimentation.
- (1970) École technique Ferrandi (métiers de l'alimentation).
- (1975) Centre de formation technologique des métiers de l'alimentation (C.F.T. Ferrandi).
- (1990) C.F.T. Ferrandi : cuisinier, serveur de restaurant, charcutier-traiteur, boucher, poissonnier, boulanger-pâtissier, pâtissier-traiteur, technicien des commerces alimentaires.

3, rue de la Jussienne (2e)

Ouvert le 1er octobre 1926 (transfert de l'atelier de tailleurs de l'atelier-école 72 rue de Babylone) ; annexe ouverte en 1928, 58 rue Philippe-de-Girard ; transféré en 1933, 245 avenue Gambetta.

Garçons.

École des métiers des industries du vêtement (École des tailleurs) : tailleurs pour hommes.

5, rue Madame (6e)

Ouvert le 1er avril 1927, transféré en 1933, 245 avenue Gambetta.

Garçons.

Professions de l'industrie du livre : imprimerie, typographie, lithographie et à partir de 1930, photogravure.

4, rue au Maire et 14, rue Volta (3e)

Ouvert le 16 octobre 1922, transféré en 1933, 245 avenue Gambetta.

Garçons.

Professions du métal en général, de la petite mécanique et des industries d'art : petite mécanique, menuiserie-ébénisterie, sculpture sur bois, modèlerie-mécanique, carrosserie, serrurerie et ferronnerie d'art, bronze d'art et d'ameublement, orfèvrerie, bijouterie, métaux en feuilles (ferblanterie, chaudronnerie, tôlerie), ajustage, mécanographie, automobile, instruments de pesée et chirurgicaux, machines à coudre.

47, rue Montmartre (2e)

Ouvert le 1er octobre 1924, transféré en 1926, 3 rue Feydeau (filles) et en 1927, 35 rue des Bourdonnais (garçons).

Mixte, puis garçons à partir de 1926.

École des vendeurs (garçons et filles) : vendeurs de maisons de détail, employés de magasin, étalagistes.

58, rue Philippe-de-Girard (18e)

Ouvert le 1er octobre 1928 (annexe de l'atelier-école 3 rue de la Jussienne), transféré en 1933, 245 avenue Gambetta.

Garçons.

École des métiers des industries du vêtement (École des tailleurs) : tailleurs pour hommes.

7, rue Saint-Lambert (15e)

Ouvert le 1er octobre 1924, supprimé en 1949.

Garçons.

Professions des industries du bâtiment : serrurerie-ferronnerie, menuiserie, charpente, métaux en feuilles (ferblanterie, zinguerie, tôlerie), métaux en tuyaux (plomberie), forge, couverture, ajustage, carrosserie, sertissage en vitraux, marbrerie, céramique.

40, avenue de Saint-Mandé (12e)

Ouvert le 5 novembre 1945 (transfert de l'atelier-école 19 rue de l'Arbre-sec et en 1949, de l'atelier-école 35 rue des Bourdonnais), transféré en 1960, 28 rue de l'Abbé-Grégoire.

Filles, puis mixte à partir de 1949.

(1945) École de vente : vendeuses-étalagistes, employées de magasin.

(1950) École de vente, préparation aux emplois actifs du commerce : vendeurs, vendeuses, étalagistes.

73, boulevard Saint-Marcel (13e)

Ouvert le 1er octobre 1932 (transfert de l'atelier-école 72 rue de Babylone), depuis 1972, abrite l'École supérieure des industries du vêtement (créée en 1945, 79 avenue de la République).

Filles, puis mixte en 1966.

Atelier-école des métiers féminins (industries féminines et métiers de l'aiguille) : couture, confection, lingerie, broderie, mode, fourrure, corset, coiffure, teinturerie, repassage, tricot, chemiserie homme, vêtements imperméables, fleurs, plumes, soins de beauté.

- (1962) École technique des métiers féminins.
- (1966) École technique Saint-Marcel : vêtements masculins, teinturerie, employées de bureau, photographie, coiffure.
- (1975) Centre de formation technologique Saint-Marcel (métiers de l'image et du vêtement) ; École supérieure des industries du vêtement (E.S.I.V.).
- (1981) Centre de formation technologique Gobelins ; E.S.I.V.
- (1990) C.F.T. Gobelins : industries graphiques, photographie professionnelle, vidéo professionnelle ; E.S.I.V.

16, rue du Terrage (10e)

Ouvert le 1er octobre 1930, transféré en 1958, 11 rue Jean-Ferrandi.

Garçons.

Professions de l'alimentation (École de l'alimentation) : boulangerie, boucherie, charcuterie, cuisine, épicerie, pâtisserie, confiserie.

11, rue Vivienne (2e)

Ouvert le 1er octobre 1927, transféré le 1er octobre 1931, 72 rue de Babylone.

Filles.

Fleurs et plumes; broderie fantaisie.

12, place des Vosges (4e)

Ouvert le 1er octobre 1924, transféré en 1933, 36 rue de la Grange-aux-Belles.

Mixte.

Professions des industries du papier et du cartonnage : papeterie, cartonnage, reliure, dorure, papiers peints, fabrication d'enveloppes.

Andrésey (78)

Ouvert le 1er octobre 1931, ouverture en 1982 d'une annexe à Gennevilliers (92).

Garçons.

"Atelier-école de plein-air".

Professions des industries de la mécanique et du bâtiment, artisanat rural, jardinage.

- (1960) École technique d'Andrésey : ajustage, installations thermiques, menuiserie, horticulture (transférée en 1963 à Jouy-en-Josas).
- (1964) Mécaniciens-réparateurs d'automobiles, monteurs en installation thermique, menuisiers, transporteurs routiers.
- (1973) Centre de formation technologique d'Andrésey : acoustique architecturale, installations électro-thermiques, transports routiers, mécanique automobile.
- (1990) C.F.T. Andrésey : réparation mécanique des véhicules, exécution des transports routiers, équipements acoustiques du bâtiment, équipements thermiques et climatiques.

Jouy-en-Josas (78)

Ouvert en 1963 (transfert de la section horticulture de l'École technique d'Andrésey).

Garçons.

- (1963) École d'horticulture de Jouy-en-Josas.
- (1966) École technique d'horticulture.
- (1969) Centre de formation technique et commerciale pour l'agriculture et l'horticulture (T.E.C.O.M.A.H.).
- (1975) Centre de formation technologique T.E.C.O.M.A.H.
- (1990) C.F.T. T.E.C.O.M.A.H. : horticulture, agriculture et agro-alimentaire, travaux publics, restauration, vente.

Ollainville (91)

Acquis en 1939, le château d'Ollainville était destiné au repli éventuel, en cas de guerre, des services des offices de compensation. En 1941, l'installation d'une école ménagère fut envisagée, puis abandonnée. De 1942 à 1944, une section d'horticulture des ateliers-écoles fut ouverte (entretien du domaine, approvisionnement des ateliers-écoles parisiens). Le domaine fut vendu en 1948.

Garçons.

Horticulture.

ANNEXE 4

LISTE DES PRÉSIDENTS DE L'ASSEMBLÉE DES PRÉSIDENTS, DE L'A.P.C.C.I. PUIS DE L'A.C.F.C.I

2 octobre 1899	Dominique DELAHAYE, Angers
15 janvier 1900	Georges MASSON, Paris ⁽¹⁾
11 février 1901	Armand FUMOUE, Paris
16 mars 1903	Lucien DERODE, Paris
27 mars 1905	Georges LESIEUR, Paris
25 mars 1907	Léon DUBRUJEAUD, Paris
8 mars 1909	Georges LEFEBVRE, Paris
6 décembre 1909	Gustave KESTER, Paris
20 mars 1911	Charles LEGRAND, Paris
10 mars 1913	Arthur DAVID-MENNET, Paris
27 janvier 1919	Fernand de RIBES-CHRISTOFLE, Paris
31 mars 1919	Georges PASCALIS, Paris
7 mars 1922	Paul ROGER, Paris
26 février 1924	Paul KEMPF, Paris
6 mars 1928	André BAUDET, Paris
2 février 1932	Henri GARNIER, Paris
4 février 1936	Pierre Ernest DALBOUZE, Paris
19 janvier 1937	Louis FÉRASSON, Paris
5 mars 1940	Lucien LASSALLE, Paris
8 février 1944	Georges-Jean PAINVIN, Paris
19 mars 1946	Marcel CUSENIER, Paris

⁽¹⁾ Georges Masson fut choisi, lors de l'Assemblée du 2 octobre 1899, comme président des réunions de présidents des chambres de commerce de France pour l'année 1900. En fait, il ne présida que le 15 janvier 1900 la séance préparatoire des élections au Conseil supérieur du travail, seule réunion tenue cette année-là.

14 février 1950	Jacques FOUGEROLLE, Paris
13 mars 1956	Pierre DUMONT, Paris
18 février 1958	Jean MARCOU, Paris
16 février 1960	Georges DESBRIÈRE, Paris
18 février 1964	Henri COURBOT, Paris
16 mars 1971	Paul LAUBARD, Paris
23 avril 1974	Léon PEILLON, C.R.C.I. Rhône-Loire
15 février 1977	Jean PANHARD, C.R.C.I. Paris
13 février 1978	Robert DELOROZOY, C.R.C.I. Ile-de-France
23 février 1983	Pierre NETTER, Colmar et C.R.C.I. Alsace
21 février 1989	Philippe CLÉMENT, C.R.C.I. Paris
18 février 1992	Raymond CERRUTTI, Aurillac et C.R.C.I. Auvergne
2 mars 1995	Gérard TRÉMÈGE, Tarbes et Hautes-Pyrénées

ANNEXE 5

TABLEAU DES RÉUNIONS DE L'ASSEMBLÉE DES PRÉSIDENTS

L'objet de la présente annexe est d'indiquer, pour l'ensemble des réunions de l'Assemblée des présidents, outre le nom et l'origine du président de la séance, l'existence d'un compte rendu ou d'un dossier de réunion.

La colonne "compte rendu *in extenso*" renvoie aux cotes IX - 1.00 (1) à (60). Pour les comptes rendus sommaires, on a indiqué la répartition des deux collections (reliée et en feuillets) IX - 1.00 (61) et (62). La colonne "dossiers de réunions" renvoie aux cotes IX - 2.00 (1) à (346). On notera toutefois que la plupart des dossiers de réunions contiennent un exemplaire des comptes rendus *in extenso*.

Date	Présidence effective	Comptes rendus in extenso	Comptes rendus sommaires		Dossiers de réunions
			Feuillets	reliés	
02 octobre 1899	Delahaye (Angers)	X	-	-	-
15 janvier 1900	Masson (Paris)	-	-	-	X
11 février 1901	Fumouze (Paris)	X	-	X	-
25 avril 1901	"	X	-	X	-
23 décembre 1901	"	X	-	-	-
05 mai 1902	"	X	-	X	-
22 septembre 1902	"	X	-	X	X
17 novembre 1902	"	X	-	X	-
16 mars 1903	"	X	-	X	-
27 novembre 1903	"	X	-	X	-
17 novembre 1904	Derode (Paris)	X	-	X	-
27 mars 1905	Lesieur (Paris)	X	-	X	-
20 novembre 1905	"	X	-	X	-
30 mai 1906	"	X	-	X	-
10 décembre 1906	"	X	X	X	-
25 mars 1907	Dubrujeaud (Paris)	X	X	X	-
25 novembre 1907	"	X	X	X	-
16 mars 1908	"	X	X	X	-
09 novembre 1908	"	X	X	X	-

Date	Présidence effective	Comptes rendus in extenso	Comptes rendus sommaires		Dossiers de réunions
			Feuillets	reliés	
08 mars 1909	Lefèvre (Paris)	X	-	X	-
06 décembre 1909	Kester (Paris)	X	X	X	-
17 mai 1910	"	X	X	X	-
14 novembre 1910	"	X	X	X	-
20 mars 1911	Legrand (Paris)	X	X	X	-
20 novembre 1911	"	X	X	X	-
18 mars 1912	"	X	X	X	-
18 novembre 1912	"	X	X	-	-
10 mars 1913	David-Mennet (Paris)	X	X	-	-
08 novembre 1913	"	X	X	X	-
26 janvier 1914	"	X	X	X	-
28 mars 1914	"	X	X	X	-
25 novembre 1914	"	X	X	X	-
22 mars 1915	"	X	X	X	-
08 novembre 1915	"	X	X	X	-
24 janvier 1916	"	X	X	X	-
03 avril 1916	"	X	X	X	-
26 juin 1916	"	X	X	X	-
11 novembre 1916	"	X	X	X	-

Date	Présidence effective	Comptes rendus in extenso	Comptes rendus sommaires		Dossiers de réunions
			Feuillets	reliés	
24 mars 1917	David-Mennet (Paris)	X	X	X	-
25 juin 1917	"	X	X	X	-
26 novembre 1917	"	X	X	X	-
18-19 mars 1918	"	X	X	X	-
03 juin 1918	Coignet (Lyon)	X	X	X	-
28 octobre 1918	David-Mennet (Paris)	X	X	X	-
27 janvier 1919	de Ribes-Christofle (Paris)	X	X	X	-
31 mars 1919	Pascalis (Paris)	X	X	X	-
23 juin 1919	"	X	X	X	-
16 février 1920	"	X	X	X	-
15 mars 1920	"	X	X	X	-
08 novembre 1920	"	X	X	X	-
22 février 1921	"	X	X	X	-
24 mai 1921	"	X	X	X	-
22 novembre 1921	"	X	X	X	-
07 mars 1922	Roger (Paris)	X	X	X	-
23 mai 1922	"	X	X	X	-
21 novembre 1922	"	X	X	X	-
27 février 1923	"	X	X	X	-

Date	Présidence effective	Comptes rendus in extenso	Comptes rendus sommaires		Dossiers de réunions
			Feuillets	reliés	
29 mai 1923	Roger (Paris)	X	X	X	-
17 novembre 1923	"	X	X	X	-
26 février 1924	Kempf (Paris)	X	X	-	-
06 mai 1924	"	X	X	X	-
12 novembre 1924	"	X	X	X	-
10 mars 1925	"	X	X	X	-
18 mai 1925	"	X	X	X	-
05 octobre 1925	"	X	X	X	-
20 novembre 1925	"	-	X	X	-
11 janvier 1926	"	-	X	X	-
23 février 1926	"	X	X	X	-
18 mai 1926	"	-	X	X	-
22 juin 1926	"	X	X	X	-
18 août 1926	"	-	-	-	-
15 novembre 1926	"	X	X	X	-
15 mars 1927	"	X	X	X	-
24 mai 1927	"	X	X	X	-
25 octobre 1927	"	X	X	X	-
06 mars 1928	Baudet (Paris)	X	X	X	-

Date	Présidence effective	Comptes rendus in extenso	Comptes rendus sommaires		Dossiers de réunions
			Feuillets	reliés	
12 juin 1928	Baudet (Paris)	X	X	X	-
06 novembre 1928	"	X	X	X	-
05 mars 1929	"	X	X	X	-
04 juin 1929	"	X	X	X	-
05 novembre 1929	"	X	X	X	-
04 février 1930	"	X	X	X	-
04 novembre 1930	"	X	X	X	-
03 février 1931	"	X	X	X	-
02 juin 1931	"	X	X	-	-
03 novembre 1931	"	X	X	-	-
02 février 1932	Garnier (Paris)	X	X	-	-
14 juin 1932	"	X	X	-	-
08 novembre 1932	"	X	X	-	-
07 février 1933	"	X	X	-	-
02 mai 1933	"	X	X	-	-
07 novembre 1933	"	X	X	-	-
06 février 1934	"	X	X	-	-
08 mai 1934	"	X	X	-	-

Date	Présidence effective	Comptes rendus in extenso	Comptes rendus sommaires		Dossiers de réunions
			Feuillets	reliés	
06 novembre 1934	Garnier (Paris)	X	X	-	-
05 février 1935	"	X	X	-	-
07 mai 1935	"	X	X	-	-
05 novembre 1935	"	X	X	-	-
04 février 1936	Dalbouze (Paris)	X	X	-	-
19 mai 1936	"	X	X	-	X
09 juin 1936	"	X	X	-	-
20 juillet 1936	"	-	-	-	X
04 novembre 1936	Faroult (Rouen)	X	X	-	-
19 janvier 1937	Férasson (Paris)	X	X	-	-
25 mai 1937	"	X	X	-	-
19 octobre 1937	"	X	X	-	-
08 février 1938	"	X	X	-	-
31 mai 1938	"	X	X	-	-
08 novembre 1938	"	X	X	-	-
07 février 1939	"	X	X	-	-
23 mai 1939	"	X	X	-	-
07 novembre 1939	"	X	X	-	-
09 janvier 1940	"	X	X	-	X

Date	Présidence effective	Comptes rendus in extenso	Comptes rendus sommaires		Dossiers de réunions
			Feuillets	reliés	
05 mars 1940	Lassalle (Paris)	X	X	-	X
24 juin 1941	"	X	-	-	X
11 novembre 1941	"	X	-	-	X
17 février 1942	"	X	-	-	X
16 juin 1942	"	X	-	-	X
10 novembre 1942	"	X	-	-	X
02 mars 1943	"	X	-	-	X
01 juin 1943	"	X	-	-	X
09 novembre 1943	"	X	-	-	X
08 février 1944	Painvin (Paris)	X	-	-	X
02 mai 1944	"	X	-	-	X
19 mars 1946	Cusenier (Paris)	X	-	-	X
18 juin 1946	"	X	-	-	X
20 novembre 1946	"	X	-	-	X
18 février 1947	"	X	-	-	X
20 mai 1947	"	X	-	-	X
04 novembre 1947	"	X	-	-	X
03 février 1948	"	X	-	-	X
11 mai 1948	"	X	-	-	X

Date	Présidence effective	Comptes rendus in extenso	Comptes rendus sommaires		Dossiers de réunions
			Feuillets	reliés	
19 octobre 1948	Cusenier (Paris)	X	-	-	X
15 février 1949	"	X	-	-	X
31 mai 1949	"	X	-	-	X
19 octobre 1949	"	X	-	-	X
14 février 1950	Fougerolle (Paris)	X	-	-	X
23 mai 1950	"	X	-	-	X
14 novembre 1950	"	X	-	-	X
06 mars 1951	"	X	-	-	X
08 mai 1951	"	X	-	-	X
18 septembre 1951	"	X	-	-	X
16 octobre 1951	"	X	-	-	X
19 février 1952	"	X	-	-	X
20 mai 1952	"	X	-	-	X
04 novembre 1952	"	X	-	-	X
17 février 1953	"	X	-	-	X
12 mai 1953	"	X	-	-	X
17 novembre 1953	"	X	-	-	X
16 février 1954	"	X	-	-	X
25 mai 1954	"	X	-	-	X

Date	Présidence effective	Comptes rendus in extenso	Comptes rendus sommaires		Dossiers de réunions
			Feuillets	reliés	
16 novembre 1954	Fougerolle (Paris)	X	-	-	X
15 février 1955	"	X	-	-	X
14 juin 1955	"	X	-	-	X
15 novembre 1955	"	X	-	-	X
13 mars 1956	Dumont (Paris)	X	-	-	X
15 mai 1956	"	X	-	-	X
27 novembre 1956	"	X	-	-	X
19 février 1957	"	X	-	-	X
28 mai 1957	"	X	-	-	X
19 novembre 1957	"	X	-	-	X
18 février 1958	Marcou (Paris)	X	-	-	X
20 mai 1958	"	X	-	-	X
18 novembre 1958	"	X	-	-	X
17 février 1959	"	X	-	-	X
09 juin 1959	"	X	-	-	X
17 novembre 1959	"	X	-	-	X
16 février 1960	Desbrière (Paris)	X	-	-	X
24 mai 1960	"	X	-	-	X
15 novembre 1960	"	X	-	-	X

Date	Présidence effective	Comptes rendus in extenso	Comptes rendus sommaires		Dossiers de réunions
			Feuillets	reliés	
14 février 1961	Desbrière (Paris)	X	-	-	X
24 mai 1961	"	X	-	-	X
12 décembre 1961	"	X	-	-	X
13 février 1962	"	X	-	-	X
22 mai 1962	"	X	-	-	X
13 novembre 1962	"	X	-	-	X
19 février 1963	"	X	-	-	X
28 mai 1963	"	X	-	-	X
25 novembre 1963	"	X	-	-	X
18 février 1964	Courbot (Paris)	X	-	-	X
25 mai 1964	"	X	-	-	X
17 novembre 1964	"	X	-	-	X
16 février 1965	"	X	-	-	X

ANNEXE 6

CONFERENCE PERMANENTE DES CHAMBRES DE COMMERCE DE LA C.C.E.

I – LISTE DES PRESIDENTS

De 1958 à 1960, il n'y eut pas de présidence permanente. L'Assemblée plénière était présidée par le président de la délégation du pays invitant. L'entrée en fonction des présidents élus est fixée généralement au 1^{er} janvier suivant la date d'élection, parfois à l'assemblée plénière qui suit. Les réélections éventuelles n'ont pas été mentionnées.

Date d'élection	Nom	Pays d'origine
7-8 octobre 1960	K.P Van der Mandele président de la Chambre de commerce et d'industrie de Rotterdam	Pays-Bas
29 novembre 1962	Alwin Münchmeyer Président du Deutscher Industrie und Handelstag (D.I.H.T.)	RFA
23 novembre 1965	Henri Courbot Président de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris, président de l'A.P.C.C.I.	France
6 décembre 1968	Ernesto Stagni Président de l'Union des chambres de commerce, d'industrie, d'artisanat et d'agriculture	Italie
26 novembre 1971	Paul Hiernaux Président de la Fédération nationale des chambres de commerce et d'industrie	Belgique
15 novembre 1974	Robin Brook Ancien vice-président de l'Association des chambres de commerce britanniques	Royaume-Uni

Date d'élection	Nom	Pays d'origine
3 décembre 1976	E.G. Stijkel Président de la Chambre de commerce et d'industrie d'Amsterdam	Pays-Bas
24 novembre 1978	Jean Panhard Président de la C.R.C.I. de Paris, vice-président de l'A.P.C.C.I.	France
28 novembre 1978	Georges Faber Président de la Chambre de commerce du Grand-Duché de Luxembourg	Luxembourg
16 septembre 1983	Herbert Pattberg Président de la Chambre de commerce et d'industrie de Mittlerer Niederrhein Krefeld Mönchengladbach Neuss	RFA
17-18 septembre 1987	Robert Delorozoy Président de la C.R.C.I. d'Ile-de-France, président honoraire de l'A.P.C.C.I.	France
17-18 octobre 1991	Thomas Macpherson vice-président de l'Association des chambres de commerce britanniques	Royaume-Uni
3 octobre 1994	Robert de Vilder Président de la Chambre de commerce et d'industrie d'Amsterdam	Pays-Bas

II – LISTE DES ASSEMBLEES PLÉNIÈRES ET DES PRÉSIDENTS DE LA DÉLÉGATION FRANCAISE

Les titres des présidents de la délégation française ont été établis d'après les procès-verbaux et les dossiers des assemblées plénières de la Conférence permanente.

Assemblée plénière		Président de la délégation française
Lieu	Date	
1 – Strasbourg	28 février 1958	Jean Marcou , président de la Chambre de commerce de Paris, président de l'Assemblée des présidents des chambres de commerce de l'Union française. « «. «
2 – Bruxelles	27 juin 1958	
3 – Berlin	27-28 octobre 1958	
4 – Milan	2-3 mars 1959	
5 – Paris	15-16 juin 1959	Jean Goudaert , président de la Chambre de commerce de Lille
6 – Luxembourg	12-13 octobre 1959	Jean Marcou , président de la Chambre de commerce de Paris, président de l'Assemblée des présidents des chambres de commerce de la Communauté.
7 – Amsterdam	28-29 mars 1960	Georges Desbrières , président de la Chambre de commerce de Paris, président de l'Assemblée des présidents des chambres de commerce de la Communauté .
8 – Bruxelles	7-8 octobre 1960	Georges Desbrières , président de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris, président de l'Assemblée des présidents des chambres de commerce et d'industrie de la Communauté.
9 – Hambourg	29-30 mai 1961	«
10 – Bruxelles	29 novembre 1961	«
11 – Lyon	25 mai 1962	«
12 – La Haye	29 novembre 1962	«

Assemblée plénière		Président de la délégation française
Lieu	Date	
13 – Rome	21 mai 1963	Georges Desbrières , président de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris, Président de l'Assemblée des présidents des chambres de commerce et d'industrie
14 – Bruxelles	14 novembre 1963	«
15 – Athènes	24 avril 1964	Henri Courbot , président de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris, président de l'Assemblée des présidents des chambres de commerce et d'industrie
16 – Bruxelles	13 novembre 1964	«
17 – Amsterdam	10 juin 1965	Henri Courbot , président de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris, président de l'A.P.C.C.I.
18 – Bruxelles	23 novembre 1965	«
19 – Liège	17 juin 1966	Guillaume Descamps , président de la C.R.C.I. Nord-Pas-de-Calais
20 – Bruxelles	22 novembre 1966	Henri Sarramon , président de la C.C.I. de Toulouse, président de la C.R.C.I. Midi-Pyrénées
21 - Düsseldorf	28 avril 1967	Frédéric Traverse , président de la C.C.I. de Lyon, président de la C.R.C.I. Rhône-Loire
22 – Bruxelles	1er décembre 1967	Jean Wenger-Valentin , président de la C.C.I. de Strasbourg, président de la C.R.C.I. Alsace
23 – Paris	3 mai 1968	Henri Sarramon , président de la C.R.C.I. Midi-Pyrénées
24 – Bruxelles	6 décembre 1968	«
25 – Istanbul	29 mai 1969	Henri Sarramon , président de la C.R.C.I. Midi-Pyrénées
26 – Bruxelles	28 novembre 1969	«

Assemblée plénière		Président de la délégation française
Lieu	Date	
27 – Rome	5 juin 1970	Henri Sarramon , président de la C.R.C.I. Midi-Pyrénées
28 – Bruxelles	27 novembre 1970	«
29 – Rotterdam	11 juin 1971	«
30 – Bruxelles	26 novembre 1971	Paul Laubard , président de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris, président de l'A.P.C.C.I.
31 – Londres	2 juin 1972	« .
32 – Bruxelles	24 novembre 1972	«
33 – Munich	29 juin 1973	«
34 – Bruxelles	16 novembre 1973	«
35 – Paris	10 mai 1974	Léon Peillon , président de la C.R.C.I. Rhône-Loire, président de l'A.P.C.C.I.
36 – Bruxelles	15 novembre 1974	Paul Laubard , président de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris
37 – Taormina	30 mai 1975	«
38 – Bruxelles	21 novembre 1975	«
39 – Amsterdam	21 mai 1976	«
40 – Bruxelles	3 décembre 1976	«
41 – Athènes	22 avril 1977	Jean Panhard , président de la C.R.C.I. de Paris, président de l'A.P.C.C.I.
42 – Bruxelles	17 novembre 1977	«
43 – Dublin	21 avril 1978	Jean Panhard , président de la C.R.C.I. de Paris, président de l'A.P.C.C.I.
44 – Bruxelles	24 novembre 1978	«

Assemblée plénière		Président de la délégation française
Lieu	Date	
45 – Édimbourg	15 juin 1979	Roland Wagner , président de la C.R.C.I. Alsace
46 – Bruxelles	16 novembre 1979	«
47 – Berlin	13 juin 1980	«
48 – Bruxelles	28 novembre 1980	Roland Wagner , président de la C.C.I. de Strasbourg
49 – Malaga	29 mai 1981	«
50 – Bruxelles	13 novembre 1981	«
51 – Bruxelles	30 avril 1982	«
52 – Florence	17 septembre 1982	«
53 – Bruxelles	29 avril 1983	Roland Wagner , président de la C.R.C.I. Alsace
54 – Luxembourg	19 septembre 1983	«
55 – Bruxelles	11 mai 1984	«
56 – Bandol	5 octobre 1984	«
57 – Bruxelles	21 mars 1985	«
58 – Athènes	12-13 septembre 1985	«
59 – Bruxelles	14 mars 1986	Jacques Bocquet , président de la C.R.C.I. de Haute-Normandie, vice-président secrétaire de l’A.P.C.C.I.
60 – Madrid	2-3 octobre 1986	Roland Wagner , président de la C.C.I. de Strasbourg

I N D E X

INDEX DES NOMS DE PERSONNES

Seuls les noms figurant dans les analyses ont été repris dans l'index. Pour les cotes 2ETP/2/56 17 à 27 : dossiers individuels de personnel, on pourra se reporter au répertoire numérique détaillé (classement alphabétique) ; de même pour la série 2ETP/10, à l'index des noms de personnes de l'inventaire analytique.

A

ABDELMEGUID : 96.
AINARDI (Ghislaine) : 341 n. 1.
ALARY : 178 n. 1.
ALASSEUR (Amédée) : 67.
AL SALIM (Soleiman) : 96
AMASH : 93.
ANCELOT (Alfred) : LI, 67.
ANDLER (Ch.) : 300.

ANDRÉ (Jacques) : 61 n. 2, 67.
ANDRÉ (Philippe) : 484.
ANSQUER (Vincent) : 94
ARRIGHI DE CASANOVA (Émile) : 324 n. 3,
485.
AUBÉ (Ambroise, Guillaume) : 482.
AUBRY (Félix) : 67.
AUCOC (Louis) : 67.

B

BAERT (Gérard) : 67.
BAGGE (Dominique) : XII, 315 n. 1.
BAGNAUD (Marcel) : 67.
BAILLY (Antoine, Charles) : LXIII.
BALLOUX (Lucien) : 67.
BARBAS (Raymond) : 67.
BARBEDIENNE (Ferdinand) : 67.
BARBET (veuve), voir BATIFOL.
BARRE (Raymond) : 94, 96.
BARROT (Camille, Hyacinthe, Odilon) : 481.
BARROT (Jacques) : 96.
BARRY-BATTESTI : 97.
BARTHÉLÉMY (Joseph, Anicet) : 482.
BARTHET (Georges) : 67.
BASTIDE (Pierre-Georges) : 67.
BATIFOL (Antoinette), veuve BARBET :
124 n. 3
BAUDET (André) : 67, 483, 497, 504-505.
BAUDOUIN I^{er}, roi des Belges : 88.
BÉDIER (Joseph) : 299.
BELIN (Édouard) : 67, 94.
BELIN (Henri) : 67
BELIN (Paul) : 67.
BELLARD (Paul) : 67.
BÉNY (Félix) : 67.
BERNARD (Martial, dit MARTIAL-
BERNARD) : 67.
BERTAUT (André) : 67, 203.
BERTAUX (Léon) : 67.

BERTAUX (Édouard) : 67.
BERTERA (Édouard) : X, 485.
BERTHELOT (Jean) : 67.
BETTENCOURT : 89.
BEULLAC : 95.
BLAISE (Adolphe, dit BLAISE des VOSGES) :
X, 485.
BLANCPAIN : 93.
BLANSTIER (Georges) : 67.
BLONDEL (Henri) : 162 n. 1.
BOCQUET (Jacques) : 516.
BOHIN (Pierre) : 67.
BOIN (Georges) : 67.
BOLOTTE (Pierre) : 92.
BONNET (Christian) : 94.
BORDEREL (Jean) : 67.
BORGEAUD (Paulin) : 67.
BORTOLI (Joseph) : 67.
BOUCHÉ (Eugène) : 68.
BOUCHER : XLIII.
BOUCHER DE PERTHES : 124.
BOUCHERON (Louis) : 68.
BOUCHINET (Jacques) : 68.
BOUILHET (Tony) : 68.
BOURGES : 92.
BOUSEZ (Henri) : 68.
BOUTET (Georges) : 68.
BOUVARD : LXII.
BOVERAT (Maurice) : 68.

BOYER (Eugène) : 68.
 BRAUN (Sigismund von) : 89
 BRÈS-CHOUANARD (Henri BRÈS, dit) : 68.
 BRICARD (Alfred) : 68.
 BRICARD (Georges) : 68.
 BRINON (Georges) : 68.
 BRISSON : LII.
 BRIZON (Gabriel) : 68.

BRONGNIART : 161 n. 2.
 BROOK (Robin) : 511.
 BROSSARD (André) : 68.
 BROUSSE (Pierre) : 93, 94.
 BRULÉ (Alexandre) : 36, 68.
 BRUNEL (Paul) : 68.
 BRUNET (Charles) : X, 84 n. 1, 485.

C

CAMBOURNAC (Bernard) : 484.
 CANISY (Alban CARBONNEL de) : 68.
 CAPET (Émile) : 68.
 CARBONNEL DE CANISY, *voir* CANISY.
 CARON (Pierre) : 68.
 CASTEX (François) : 68.
 CERRUTTI (Raymond) : 498.
 CHABROL DE VOLVIC (Gilbert, Joseph, Gaspard de) : 481.
 CHAMPETIER DE RIBES (Patrick) : 484.
 CHAMPETIER DE RIBES- CHRISTOFLE, *voir* RIBES-CHRISTOFLE.
 CHANÉE (Albert) : 68.
 CHAPTAL : VII.
 CHARBONNIAUD : 93.
 CHARLOTTE, grande duchesse de Luxembourg : 88.
 CHARPENTIER (Yvan) : 93.
 CHARRETIER : 96.
 CHASLES (Stéphane) : 68.
 CHAUMET : 19 n. 1.
 CHILATY FARD (Amir) : 92.
 CHIRAC (Jacques) : 94, 95.
 CHOQUET (Édouard) : 68.

CLAUDE-LAFONTAINE (Lucien CLAUDE, puis) : 68.
 CLÉMENT (Philippe) : 484, 498.
 CLÉMENTEL (Étienne) : 15 n. 3.
 COIGNET : 503.
 COIGNET (Edmond) : 68.
 COIRRE (Gaston) : 68.
 CONTENOT (Georges) : 68.
 CORBY (Théodule) : 68.
 CORDIER (Louis, François) : 482.
 COTTAREL (Olivier) : 79 n. 1.
 COTTENET (Claude) : X.
 COTTENET (Émile) : X, 485.
 COTTIER (François) : 482.
 COULAIS (Claude) : 94.
 COURBOT (Henri) : 68, 98, 483, 498, 510, 511, 514.
 COUSTÉ (Joseph) : 68, 483.
 COUVE DE MURVILLE : 89.
 COUVREUR (Jules) : 68.
 COUVREUR (Louis) : 68.
 CRESSON (Édith) : 98.
 CRINON (Caliste) : 68.
 CURNONSKY : 91.
 CUSENIER (Marcel) : 68, 483, 497, 507-508.

D

DALBOUZE (Pierre-Ernest) : 68, 483, 497, 506.
 DARRAS (Charles) : 68.
 DARRIGRAND (Pierre) : 485.
 DAVID-MENNET (Arthur DAVID, dit) : 69, 483, 497, 502-503.
 DAVILLIER (Henri) : 482.
 DECHAVANNE (Henri) : 69.
 DEFERT (Louis) : 69.
 DEHAYNIN (Félix) : 69.
 DEHOLLAIN (Émile) : 69.
 DELAHAYE (Dominique) : 497, 501.
 DELAUNAY-BELLEVILLE (Robert) : 69.
 DELAUNAY-BELLEVILLE (Louis DELAUNAY, puis) : 65 n. 2, 69, 483.
 DELCROS (Albert) : 69.
 DELESSERT (François) : 482.
 DELHOMME : 91.
 DELIGNY (Jacques) : 69.
 DELOROZOY (Robert) : 498, 512.
 DELORS (Jacques) : 98.

DEMAN (Marie) : XIII.
 DEMANY (Serge) : 69.
 DENIÈRE (Guillaume) : 115 n. 1, 459 n. 1, 482.
 DENIS (E.) : 299.
 DÉPINOIX (Constant) : 69.
 DERODE (Emmanuel) : 69.
 DERODE (Lucien) : 69, 483, 497, 501.
 DESBRIÈRE (Georges LESIEURE-DESBRIÈRE, dit) : 69, 354, 483, 498, 509-510, 513-514.
 DESCAMPS (Guillaume) : 514.
 DESHAYES (René) : 69.
 DESHAYS (Henri) : 69.
 DESMARAIS (Henri) : 69.
 DESMARET (Jules) : 57.
 DESTOMBE (Jules) : 69.
 DE VILDER (Robert) : 512.
 DIEDERICHS : 91.
 DIETZ-MONNIN (Charles, Frédéric) : 65 n. 2, 483.

DION (Jean) : 69.
 DISLE (Robert) : 69.
 DONCKÈLE (Georges) : 69.
 DOUANE (Lucien) : 69.
 DRAUX (Roger) : 69.
 DUBRUJEAUD (Léon) : 69, 483, 497, 501.
 DUCHEMIN (René-Paul) : 69.
 DUCRAY (Gérard) : 93.
 DUFOUR (Louis) : 69.
 DUFRÈNE (Armand) : 69.

DUMONT (Pierre) : 483, 498, 509.
 DUPONT (Albert) : 69.
 DUPONT (Roger) : 69.
 DUPONT DE NEMOURS (Pierre, Samuel) : 482.
 DURAND-AUZIAS (Raymond) : 69.
 DURBEC (Joseph, Antoine) : XII-XIII, 50 n. 1, 76, 460.
 DURKHEIM (É.) : 299, 300.
 DUTREUX (Auguste) : 69.
 DUVAL (Philippe) : 484.

E

ÉLISABETH II, reine de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord : 88.
 ESMIEU (Jean, dit ESMIEU-FOURNEL) : 70.

ESNAULT (Jean-Maurice) : 484.
 ESSIG (François) : 485.
 EUDES (Jean) : 70.

F

FABER (Georges) : 512.
 FAIVRET (Pierre) : 70.
 FALCO (Gérard) : XII.
 FARGE (Jean) : 96.
 FAROULT : 506.
 FAUCON (Lucien) : 70.
 FAUCONNIER (Abel) : 70.
 FAURE (Edgard) : 93.
 FÉLIX (Gabriel) : 70.
 FÉRASSON (Louis) : 70, 483, 497, 506.
 FERMÉ (Gabriel) : 70.
 FILIPPI : LIII.
 FISHER (Paul) : 93.
 FLAHAULT (Hubert) : 484.
 FLÉCHET (Antoine) : 70.
 FLÉCHET (Max) : 89.

FLEURY (Alfred) : XI, 485.
 FLORY (Guillaume, Henry) : 482.
 FOLLOT (Henri) : 70.
 FONTAINE (Lucien) : 70.
 FONTANA (Gérard) : 70.
 FONTANILLE (Jean-Marcel) : 70.
 FOSSIER (Marcel) : 70.
 FOUCHER (Gustave) : 70.
 FOUGEROLLE (Jacques) : 49, 70, 445, 483, 498, 508-509.
 FOUQUET-LAPAR (Georges) : 70.
 FOURCADE (Jean-Pierre) : 93, 94.
 FOURNIER (Pierre) : 70.
 FOYER (Jean) : 96.
 FROCHOT (Nicolas, Thérèse, Benoît) : 481, 482.
 FUMOUIZE (Armand) : 70, 483, 497, 501.

G

GAILLARD (Henri) : 70.
 GAILLIARD (Georges) : 70.
 GALATOIRE-MALÉGARIE, *voir* MALÉGARIE.
 GARNERAY (Louis) : 25, 41 n. 2.
 GARNIER (Henri) : 70, 483, 497, 505-506.
 GARNIER (Hubert) : 70.
 GARNIER (Marcel) : 70.
 GATECLOUT (Henri) : 70.
 GAUTHIER-LATHUILLE (Charles, dit GAUTHIER-MARÉCHAL) : 70.
 GEISENBERGER (Bernard) : 70.
 GÉNÉVRIER (Georges) : 70.
 GIBERT (Edmond) : 70.
 GIBERT (Jean) : 70.
 GIRARDIN (Louis) : 70.
 GISCARD D'ESTAING (Valéry) : 89, 365 n. 2.

GLÉNISSON (Jean-Louis) : XIII.
 GODÉ (Robert) : 70.
 GODET (Jules) : 70.
 GOUDAERT (Jean) : 513.
 GOUIN (Ernest) : 482.
 GOULET (Anne) : XIII.
 GRANET (Paul) : 92.
 GRANIER : XI.
 GRELOU (Raymond) : 70.
 GUIBAL (Eugène) : 483.
 GUILLAUME (Henri) : 71.
 GUILLAUME : 93.
 GUILLÉE (Émile) : 71.
 GUILLELMO (Samuel) : 71.
 GUSTAVE VI ADOLPHE, roi de Suède : 88.
 GUY (Jean-Paul) : 71.

H

HAAS (Jonas) : 71.
 HAMER (R.J.) : 96.
 HARLÉ (Henri) : 71.
 HARTH (André) : 71.
 HAZELER (Henri) : 71.
 HÉLOU (Charles) : 88.
 HÉMARD (Jean) : 71.
 HÉMIER (Fernand) : 71.
 HÉNAULT (Henri) : 71.
 HENRY (Émile) : 71.
 HENRY-GRÉARD (Octave HENRY, puis) : 71.

HERMOUET (Ludovic) : 71.
 HIÉLARD (Léon) : XIII.
 HIERNAUX (Paul) : 511.
 HOTTINGUER (Jean, Conrad) : 482.
 HOTTINGUER (Rodolphe) : 71.
 HOUETTE (Adolphe) : 483.
 HOVEYDA : 94.
 HUE : LXVI.
 HUGOT (Victor) : 71.
 HUOT (Jules) : 71.
 HUSSEIN, roi de Jordanie : 88.

I

IUNG (Charles) : 71.

J

JARLAULD (François) : 71.
 JOLLY (Pierre) : XXXV, 485.
 JONNART : 178 n. 3.
 JOSEPH-MAGINOT (Michel) : 71.

JOSSIER (Henri) : 71.
 JOUANNY (Georges) : 71.
 JOURDAIN DE MUIZON, voir MUIZON.
 JUMIN (Ernest) : 71.

K

KADRY (Naguib A) : 92.
 KEKKONEN : 88.
 KEMPF (Paul) : 71, 483, 497, 504.

KESTER (Gustave) : 71, 483, 497, 502.
 KOLINGBA : 97.
 KULA : 487.

L

LABIE (Robert) : 71.
 LABORDE (Alexandre, Louis, Joseph de) : 481.
 LABRUNE (René) : 71.
 LACARRIÈRE (Henri) : 71.
 LACOUR-GAYET (Jacques) : 15 n. 2.
 LACROIX (Paul) : XI, 485.
 LAFAY (Bernard) : 89.
 LAFFITTE (Jacques) : 482.
 LAFOND (Alexandre) : 71.
 LAGUIONIE (Gustave) : 71.
 LAGUIONIE (Pierre) : 71.
 LAINEY (Arthur) : 72.
 LANGUEREAU (Maurice) : 72.
 LARGAUD (Robert) : 482.
 LAROCHE-JOUBERT (Edmond) : 72.
 LASERNA (Mario) : 93.
 LASSALLE (Lucien) : 65 n. 2, 72, 483, 497, 507.
 LATTRE (de) : 93.
 LAUBARD (Paul) : 94, 484, 498, 515.
 LAURENT (Albert) : 72.
 LAURENT (Jean) : 72.
 LAURENT (Jean) : XII.
 LAURENT (Pierre) : 72.
 LAVAUD (Charles) : 72.
 LAVISSE (Ernest) : 299, 300.

LEBAUDY : 37.
 LEBEL (Jacques) : 72.
 LEBLANC (Michel-Antoine) : XII.
 LE BRIS (Raymond-François) : 485.
 LECLERC (Louis) : X, 485.
 LECLERC (Max) : 72.
 LECOMTE (René) : 72.
 LECOQ (Bernard) : 107.
 LE DUC (Jean) : 72.
 LEFEBVRE (Georges) : 72, 483, 497, 502.
 LEFEBVRE (Jacques) : 482.
 LEFÈVRE (Claude) : 13.
 LEFRANC (Jean) : 72.
 LEFRANC (Robert) : 72.
 LEGENDRE : 178 n. 3.
 LEGENTIL (Charles) : 353 n. 1, 482.
 LEGOUËZ (Raynald) : 72.
 LEGRAND (Charles) : 72, 483, 497, 502.
 LEGRAND (Jean-Marie) : 72.
 LELONG (Lucien) : 72.
 LEMOINE (Fernand) : 72.
 LEMOINE (Henri) : 72.
 LEMOINE (Louis) : 72.
 LEMY (Pierre) : 72.
 LENOIR : 91.

LESIEUR (Georges) : 72, 483, 497, 501.
 LESIEURE-DESBRIÈRE, *voir* DESBRIÈRE.
 LE THEULE : 89.
 LEVEILLÉ-NIZEROLLE (Jacques LEVEILLÉ, puis) : 72.
 L'HOSPITAL (Michel de) : 216 n. 1
 LISCH (Just) : 320 n. 2.
 LLADO : 93.

LOEBNITZ (Jules) : 72.
 LOPES (Henri) : 92.
 LOPEZ MATEOS : 88.
 LOURDELET (Ernest) : 72.
 LOUVEL : 14 n. 2.
 LÜBKE : 88.
 LUIGGI (François) : 72.

M

MACHART (Michel) : 72.
 MACPHERSON (Thomas) : 512.
 MADELIN (Louis) : 300.
 MAËS (Georges) : 72.
 MAËS (Joseph) : 72.
 MAÏDOU (Henri) : 96.
 MALÉGARIE (Charles GALATOIRE-MALÉGARIE, dit) : 72.
 MALINVAUD (Edmond) : 92.
 MALLET (Paul) : 72.
 MALMANCHE : 37.
 MARCILHACY (Camille) : 72.
 MARCILHACY (Léon) : 72.
 MARCOU (Jean) : 483, 498, 509, 513.
 MARÉCHAL (Victor) : 73.
 MARGOT (Maurice) : 73.
 MARGUERY (Nicolas) : 73.
 MARJOLIN (Robert) : 92.
 MARSHALL : 327 n. 1.
 MARSAUX (Anatole) : 73.
 MARTIAL-BERNARD, *voir* BERNARD.
 MARTIN : LIII.
 MARTIN-PUECH (Jean, Henry) : 482.
 MARTY : 92.
 MARTY (Henriot) : XII.
 MARZOLF (Jean-Daniel) : 485.
 MASSE (René) : 73.
 MASSON (Georges) : 73, 483, 497, 501.

MATIGNON (Ferdinand) : 73.
 MAUREL (Fernand) : 73.
 MAYOLLE (Emmanuel) : 73.
 MAZUEL (Maurice) : 73.
 MENIER (Émile, Justin) : 41 n. 2, 73.
 MERCIER (Jacques) : 73.
 MERLIN (Jacques) : 73.
 MESUREUR (Jules) : 73.
 METZ (Arthur) : 73.
 MEUNIER : 120.
 MEYER (Raoul) : 73.
 MICHAUD (Edmond) : 73.
 MILHAUD-SANUA, *voir* SANUA.
 MIROT (Léon) : XIII, XXXV.
 MOHAMMED V, sultan du Maroc : 87.
 MOISAND (Armand) : 73, 483.
 MONCADE (Guillaume-Raymond de) : 41 n. 1.
 MONDUIT (Philippe) : 73, 483.
 MONOD : 93.
 MONORY (René) : 94, 95.
 MOREAU : 119 n. 1.
 MORÉNO-HENRIQUÈS : 185 n. 3, 232 n. 1, 372 n. 1.
 MORTON (Rogers C.B.) : 93.
 MOUILBAU (Jean) : 73.
 MUIZON (Joseph JOURDAIN de) : 73.
 MÜNCHMEYER (Alwin) : 511.
 MUNIER (Robert) : 73.

N

NETTER (Pierre) : 498.
 NEU (Georges) : 73.
 NEUFLIZE (Jacques POUPART de) : 73.
 NICLAUSSE (Jules) : 73.

NOBLEMAIRE (Gustave) : 74.
 NOËL (Charles) : 65 n. 2.
 NUNGESSER : 89.

O

ODIER (Antoine) : 482.
 OLAF V, roi de Norvège : 88.
 OMER-DECUGIS (Paul) : 74.

ORNANO (Michel d') : 94, 96.
 ORTOLI : 89.
 OUACHÉE (Charles) : 74.

P

PAINVIN (Georges-Jean) : 74, 483, 497, 507.
 PANNIER (Pierre) : 74.

PAOLINI : 91.
 PALLAIN : 56.

PANHARD (Jean) : 484, 498, 512, 515.
 PARFAIT (Émile) : 74.
 PASCALIS (Georges) : 74, 483, 497, 503.
 PASSY (Jean) : XIII.
 PATTBERG (Herbert) : 512.
 PAYELLE (Robert) : 74.
 PEIGNEY (Pierre) : 74.
 PEILLON (Léonce) : 498, 515.
 PELTEREAU, *voir* PLACIDE-PELTEREAU.
 PERCIN-NORTHUMBERLAND (Edouard de) : 74.
 PERDOUX (Léon) : 74.
 PÉRIER (Jean) : 93.
 PERRRIN (Louis) : 93.
 PETIET (Charles) : 74.
 PETIT (Charles) : 74.
 PHILBERT (Victor-Marie) : XII.
 PICART LE DOUX (Jean) : 41 n. 3.
 PICHOT (Henri) : 74.
 PIKETTY (Maurice) : 74.
 PINET (Léon) : 74.
 PINGAULT (Paul) : 74.
 PLACIDE-PELTEREAU (Placide PELTEREAU, dit) : 74.

PLANQUE (Frédéric) : 74.
 PLANTIVAUD (Marcel) : 74.
 PLASSE (Louis) : 74.
 PLESCOFF : 96.
 POINCARÉ (Raymond) : 87.
 POIRET (Auguste) : 74.
 POIRRIER (Alcide) : 483.
 POIVRE (Auguste) : 74.
 POMMIER (Auguste) : 74.
 POMPIDOU (Georges) : 89, 14 n. 1.
 PONCELET (Christian) : 93.
 POTOCKI (famille) : 25.
 POTOCKI (Nicolas) : 38 n. 1.
 POULLAIN (Charles) : 74.
 POULLAIN (Henri) : 74.
 POUPARD : 92.
 POUPART de NEUFLIZE, *voir* NEUFLIZE.
 POZZY (Sosthène) : 74.
 PRACHE (Gaston) : 74.
 PROMYSLOV : 95.
 PROUST (Georges) : 74.
 PROUTEAU : 96.
 PUTOIS (Georges) : 74.

R

RACHET (Georges) : 74.
 RAIMONDI : 119 n. 1.
 RAMES (Paul) : 74.
 RANDON (Jean, dit RANDON-RACHET) : 74.
 RANVIER (Jules) : 74.
 REGNAULT-DESROSIERS (Paul REGNAULT, dit) : 74.
 REISS (R.A.) : 299.
 RENARD : 353 n. 1.
 RIBES-CHRISTOFLE (Fernand CHAMPETIER de RIBES, puis de) : 75, 483, 497, 503.
 RICHARD (Gaston-Pierre) : 75.
 RICHEMOND (Pierre) : 75.

RIVAIN : 89.
 RIVERO (Manuel, Rafael) : 93.
 RIVIÈRE (Georges) : 75.
 RIVIÈRE (Jean-Michel) : 75.
 RODANET (Auguste-Hilaire) : 75.
 ROGER (Paul) : 75, 483, 497, 503, 504.
 ROHLICEK : 95.
 RONDOT (Natalis) : 372 n. 1.
 ROUHER : 372 n. 1.
 ROUX (Albert) : 75.
 ROUX (Paul) : 75.
 ROY (Gustave) : 65 n. 2, 75, 483.
 RUHLMANN (Émile-Jacques) : 97.

S

SAILLANT (Maurice-Edmond), *voir* CURNONSKY.
 SAINTIGNY (Gabriel) : 75.
 SALIN (Charles) : 75.
 SALLINGER : 91.
 SALMON (Georges) : 75.
 SANUA : 111 n. 3, 117 n. 1.
 SARRAMON (Henri) : 514, 515.
 SAUTTER (Gaston) : 75.
 SAUVAGE (Louis-Isidore) : 75.
 SAY (Horace) : 372 n. 1.
 SAY (Léon) : 372 n. 1.
 SCHMIDT (Paul) : 75.
 SCHMIT (Jacques) : 75.
 SCHROEDER (Gustave) : 75.
 SCHUMAN : 339.

SCIAMA (Gaston) : 75.
 SCRIVENER (Christiane) : 93.
 SÉBASTIEN (Louis) : 75.
 SEBERT : 55.
 SEGNI : 88.
 SEIGNOBOS (Ch.) : 300.
 SÉNÉCAUX (Maurice) : 75.
 SERI GNOLEBA : 97.
 SERRE (René) : 75.
 SEURIN (Georges) : 75.
 SIHANOUK (Norodom) : 88.
 SIMON (Jean) : 75.
 SOLEAU (Eugène) : 75.
 SOMVEILLE (Pierre) : 93.
 SOUBRIER (Jacques) : 75.
 SOUFFLOT (Paul) : 75.

SOULÉ (Lucien) : 75.
 SOURY (Achille) : 75.
 SOW : 91.
 SPAAK : 339 n. 2.
 SPEYER (Charles) : 75.

STAGNI (Ernesto) : 511.
 STIJKEL (E.G.) : 512.
 SUIILLIOT (Hippolyte) : 75.
 SUNAY (Cevdet) : 88.
 SURIANO (Dominique) : XIII, 482.

T

TABARD (François) : 41 n. 3.
 TAHIR : 93.
 TAILLEPIED DE BONDY (Pierre, Marie) : 481.
 TAITTINGER (Pierre-Christian) : 89, 93.
 TARDIEU (Jacques) : 75.
 TATTEVIN (Georges) : 75.
 TCHERVONENKO (Stepan) : 93.
 TELLIERE (Ange) : 75.
 TEMPLIER (Paul) : 75.
 THÉVENOT (Henri) : 75.
 THÈVES (Jean) : 484.

THIBAUT (Germain) : 482.
 THIÉBAULT (André) : 75.
 THIÉBAUT (Victor) : 76.
 THIEMELE : 97.
 THOMAS : 178 n. 1 et 3.
 TISSERANT : 89.
 TRAVERSE (Frédéric) : 514.
 TRÉMÈGE (Gérard) : 498.
 TRORIAL : 89.
 TRUILLÉ (Jean) : 76.
 TUBMAN (W.) : 90.

V

VAN DER MANDELE (K.P.) : 511.
 VANDIER (Paul) : 76.
 VENTER : 96.
 VERDIER : 91.
 VERGER (Jules) : 76.
 VIELJEUX (Patrice) : 484.
 VIGNE (Georges) : 76.

VIGNON (Pierre) : 482.
 VILLEMIN (Auguste) : 76.
 VILLEMINOT (Lucien) : 76.
 VILNET (Paul) : XI, 485.
 VINAY (Pierre) : 76.
 VIVIANI : 487.

W

WAGNER (Roland) : 516.
 WEISS (André) : 299.

WENGER-VALENTIN (Jean) : 514.
 WORMS : 37.

Y

YAMEOGO (Maurice) : 88.

YAO GUANG : 97.

Z

ZAYED BEN SULTAN AL NAHYANE : 93.

INDEX DES THÈMES

On pourra également consulter le fichier matières des séries 2ETP/1 à 2ETP/8 avec, toutefois, certaines précautions (cf Introduction, p. XVII), le fichier matières de la série 2ETP/9 ainsi que l'index des thèmes de l'inventaire analytique de la série 2ETP/10.

Les noms géographiques sont en italique.

Sigles utilisés :

C.C.I. :	Chambre de commerce et d'industrie
C.C.I.P. :	Chambre de commerce et d'industrie de Paris
C.R.C.I. :	Chambre régionale de commerce et d'industrie

A

Abattoirs : 203, 256, 366.
Abbeville : manufacture, 464.
Académie commerciale internationale (A.C.I.),
voir C.C.I.P.
Académie commerciale pour les étudiants
étrangers, *voir* C.C.I.P.
Accaparement, *voir* Concurrence.
Accords commerciaux, *voir* Traités internationaux
de commerce.
Action : économique concertée, *voir* Économie
internationale ; régionale, *voir* Économie
régionale.
Actions et obligations (valeurs mobilières) : 209,
210, 247, 252, 255.
Administrateurs : de sociétés, 210, 251 ;
judiciaires, *voir* Faillite.
Administration : centrale, 91, 93, 199-200, 202-
203 ; locale, 203, 382 ; organisation et réformes,
88, 199, 201.
Admissions : en franchise, *voir* Douane ;
réglementation des entrées et des sorties ;
temporaires, *voir* Douane : réglementation des
entrées et des sorties.
Aéroport de Paris : 284-286.
Aéroports : LVIII-LIX, 283-286, 368.
Afghanistan : 132, 353.
Afrique : 93, 96, 129-130, 132, 134, 187, 351,
413, 414.
Afrique du Sud : LIII, 91-92, 98, 129, 134, 351.
Afrique occidentale française (A.O.F.) : 414, 448.
Agadir : catastrophe naturelle, 307.
Agen : C.C.I., 127.
Agents : d'affaires, 223 ; de change, 223 ;
immobiliers, 223.

Agiotage : 226.
Agriculture : 81, 90, 93-94, 98, 100, 143, 164-
168, 175, 210-211, 220, 226, 238, 248, 251, 255,
315-316, 333, 344, 346.
Air-France : 407.
Ajaccio : C.C.I., 127.
Albanie : 131, 133, 337.
Albi : C.C.I., 127.
Alcool, *voir* Vins, alcools et spiritueux.
Alençon : C.C.I., 127.
Alès : C.C.I., 127.
Alexandrie : chambre de commerce hellénique,
134.
Alfortville : port, 272.
Algérie : LIII, 16-17, 89, 307, 351, 413 ; guerre,
307.
Alimentation : 89, 96, 175, 226, 255-257.
Allemagne : LII, 61-62, 88-96, 129, 131-134, 138,
187, 231, 297, 299-300, 337, 354-355.
Alliance française : 93.
Allocations : familiales et autres prestations
familiales, 78, 240 ; chômage, *voir* Chômage.
Allumettes : 246.
Alpes : zones industrielles, 395.
Alsace : zones industrielles, 395.
Alsace-Lorraine : législation spéciale, 203.
Aménagement du territoire : LXV, 93, 124, 366-
370, 381-386, 388-389.
Amérique : 129, 132, 134, 187, 338, 352-353 ;
centrale, 134 ; *latine*, LIV, 92, 132, 352.
Ameublement : 256.
Amiens : C.C.I., 127.

Amsterdam : congrès de la Chambre de commerce internationale, 137 ; congrès international d'organisation scientifique du travail, 121.
Angers : C.C.I., 127.
Angoulême : C.C.I., 127.
Annecy : C.C.I., 127.
 Annonces légales : 207, 208.
 Antenne interconsulaire des départements d'outre-mer : 95.
Antilles : LIV, 414 ; *néerlandaises*, 353.
 Antiquités : 256.
 Appellations, voir Propriété industrielle et commerciale.
 Apprentissage : 97, 193-195 ; taxe, LV-LVI, 253. Voir aussi Enseignement technique.
 Approvisionnement : crises, 301.
Aquitaine : chambres de commerce et d'industrie, 91 ; zones industrielles, 395.
Arabes : pays, 98, 132.
Arabie séoudite : 96, 353.
 Arbitrage : commercial, 125, 216, 344 ; international, 135, 216 ; du travail, voir Travail : conflits.
 Architecte : 223.
Argentine : 129, 132, 134, 338, 353.
Arles : C.C.I., 127.
 Armement maritime, voir Marine marchande.
Arménie : 132.
 Armes à feu : LI, 57-58, 227, 247.
 A.R.P.A.L., voir Association des régions économiques de la métropole pour le reclassement du personnel des chambres de commerce et d'industrie d'Algérie.
Arras : C.C.I., 127.
Arsenal : port de plaisance, voir C.C.I.P.
 Artisanat : 93-96, 223, 307.
Asie : 129, 132, 134, 187, 338, 353-354.
Asnières : port, 272.
 Assemblée des présidents des chambres d'agriculture (A.P.C.A.), Assemblée permanente des présidents des chambres d'agriculture (A.P.P.C.A.) puis Assemblée permanente des chambres d'agriculture (A.P.C.A.) : 93, 143, 431.
 Assemblée des présidents des chambres de commerce puis Assemblée permanente des chambres de commerce et d'industrie (A.P.C.C.I.) : XLIX, 7, 10-15, 17, 87, 98-102, 127, 384, 397, 417-456, 471-472, 497-510 ; publications, 11, 21-23, 439, 441 ; voyages de délégations, 352, 354-356, 413-414, 448.
 Assemblée des présidents des chambres des métiers : 431.
 Assemblée nationale, voir Assemblées parlementaires.
 Assemblées parlementaires : 8, 21-22, 86, 93, 95-96, 199.
 Assistance : sociale, 203, 238-240, 242, 293 ; technique du commerce, 53.
 Assistance publique de Paris : 99, 203, 379.
 Association, voir Droit associatif.

Association amicale des secrétaires généraux des régions économiques : 16.
 Association amicale du personnel des écoles de la Chambre de commerce de Paris, voir C.C.I.P.
 Association d'études parisiennes pour l'aménagement régional (A.S.S.E.P.A.R.) : 386.
 Association des grands ports français : LXV, 280.
 Association des membres du Mérite commercial : 148.
 Association des régions économiques de la métropole pour le reclassement du personnel français des chambres de commerce et d'industrie d'Algérie : 16-17.
 Association des secrétaires généraux des chambres de commerce : 20-21.
 Association française de droit maritime : 282.
 Association française de normalisation (A.F.N.O.R.) : 122, 155.
 Association française pour les relations économiques avec l'Allemagne (A.F.R.E.A.) : 355.
 Association GARMAT : 378.
 Association générale pour l'étude des garages souterrains ou en élévation et des parcs de stationnement parisiens : 376.
 Association interconsulaire pour la promotion du commerce extérieur : 20.
 Association internationale de la propriété industrielle : 218.
 Association internationale permanente des congrès de navigation : 269.
 Association Les plus de vingt ans de poêle : 92.
 Association Mer du Nord-Méditerranée : LIX, 277-278.
 Association nationale des sociétés par actions (A.N.S.A.) : 209.
 Association nationale d'expansion économique : 322.
 Association pour la protection de la propriété industrielle : 218.
 Association pour le développement des grands ports français : 280.
 Association pour les ports de la région parisienne : LXV.
 Association pour l'étude des liaisons fluviales Seine-Est de la France : 276-277.
 Association Traditions et qualité : 90.
 Assurance-crédit à l'exportation : 326.
 Assurances : 9, 42, 78, 80-81, 96, 104, 177, 211-212, 217, 240-241, 246, 249, 254, 345.
 Assurances générales de France (A.G.F.) : 96.
 Assurances sociales : des non-salariés, 91, 239, 314 ; des salariés, voir Sécurité sociale.
 Ateliers-écoles préparatoires à l'apprentissage puis ateliers-écoles d'orientation professionnelle et d'apprentissage, voir C.C.I.P.
Athènes : 15^e assemblée plénière de la conférence permanente des chambres de commerce de la C.E.E., 356.
 Attachés commerciaux, voir Représentation commerciale à l'étranger.

Attractions, voir Parc d'attractions.
Aubenas : C.C.I., 127.
Aubervilliers : entrepôt, 182.
Auch : C.C.I., 127.
Aumale : manufacture, 464.
Aurillac : C.C.I., 127.
Austerlitz : entrepôt, voir C.C.I.P. ; port, LXIII, 180, 272.
Australie : LIII, 96, 356-357.
Auteuil : port, 272.

Automobiles : 64, 92, 211-212, 223, 256-257, 262, 316.
 Autoroutes : 262, 401.
Autriche : 91, 129, 133-134, 137-138, 187, 299, 337, 355.
Auvergne : zones industrielles, 396.
Auxerre : C.C.I., 127.
Avesnes : C.C.I., 127.
Avignon : C.C.I., 127.
 Avocat : 223.

B

Bail commercial : 220.
Baltes : pays, 131, 133, 337, 357.
 Banc d'épreuves (armes à feu) : LI, 57-58, 227.
Bangladesh : 353.
Banque : 93, 215, 246-248, 465.
Banque de France : 166, 248.
Banque européenne d'exportation : 346.
Banque nationale française du commerce extérieur : 326.
Bar-le-Duc : C.C.I., 127.
Barcelone : conférence annuelle de la Chambre de commerce internationale, 139.
Bastia : C.C.I., 127.
Bastille (La) : entrepôt, voir C.C.I.P.
 Batellerie, voir Navigation intérieure.
 Bâtiment : industrie, 248, 316, 381-382.
Baule (La) : assises nationales des C.C.I., 141.
Bayonne : banc d'épreuve des armes à feu, 58 ; C.C.I., 127.
Beauvais : C.C.I., 127 ; manufacture, 464.
Belfort : C.C.I., 128.
Belgique : XLVI, L, 58, 88, 129, 131, 133-134, 137, 187, 299, 337, 355.
Bercy : entrepôt, 182 ; halles, 366 ; port, 272.
Bergerac : C.C.I., 128.
Berlin : congrès de la Chambre de commerce internationale, 138.
Berry : manufacture, 464.
Besançon : C.C.I., 128.
Béthune : C.C.I., 128.
 Beurre, voir Lait.
Béziers : C.C.I., 128.
 Bijouterie : 256.
Billancourt : port, 272.
 Billets : à ordre, 214-215, 462 ; de fonds, 215.
Birmanie : 129, 353.
 Blé, voir Céréales et grains.
 Bois : 445, 462.
 Boissons : 227, 246, 255-257.
Bolbec : C.C.I., 128.
Bolivie : LIV, 338, 353.
 Bon du trésor, voir Dette publique.
Bonneuil-sur-Marne : port, 272.
Bordeaux : C.C.I., 128 ; entrepôt, 182 ; foire, 171.

Bouchers-charcutiers : 223, 371.
 Bouilleurs de cru : 246.
 Boulangerie : 223, 235.
Boulogne-sur-Mer : C.C.I., 128.
Boulogne-sur-Seine : port, 272.
Bourget (Le) : aéroport, 285 ; parc des expositions, 398 ; zone industrielle, 391.
Bourgogne : C.R.C.I., 96 ; zones industrielles, 396.
 Bourse internationale de fret aérien de Paris (B.I.F.A.P.) : 286.
 Bourses : de commerce, XLV, XLVII, LII-LIII, LVI-LVIII, LXIII-LXIV, 90, 94, 162-168, 223, 465 ; d'enseignement, 11, 37, 106, 110-111, 115, 117, 189, 196, 379 ; des valeurs, LXIII, 161, 168, 223.
Brésil : LIV, 97, 129, 132, 134, 138, 338, 353.
Brest : C.C.I., 128.
Bretagne : LII ; chambres de commerce et d'industrie, 91 ; zones industrielles, 396.
 Brevets d'invention, voir Propriété industrielle et commerciale.
Brie (plateau) : schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme, 387.
 Bruit : lutte contre, 293.
Bruxelles : congrès de la Chambre de commerce internationale, 137.
 Budget : de l'État, 89, 100-101, 243-245, 465 ; des collectivités locales, 254, 370-371.
Bulgarie : 129, 131, 133, 187, 337.
 Bulletin de paie : 230.
 Bureau des charbons commerciaux et industriels, voir C.C.I.P.
 Bureau d'études et de documentation des chambres de commerce : 11.
 Bureau d'expertises maritimes : 274.
 Bureau d'information des chambres de commerce (B.I.C.C.) : 136-137.
 Bureau français pour l'étude de la distribution : 122.
 Bureau international du travail (B.I.T.) : 232.
 Bureau régional de fret de Paris : 261.
 Bureaux : 383, 399-400, 407.

C

Cabinets particuliers, *voir* C.C.I.P. : entrepôt de la Douane centrale.
 Cacao : 168.
Caen : C.C.I., 128.
 Café : 168, 257, 315.
Cahors : C.C.I., 128.
 Caisse d'amortissement : 248.
 Caisse d'échange : 465.
 Caisse d'épargne : 92, 248.
 Caisse d'escompte : 465.
 Caisse des dépôts et consignations : 248.
 Caisse des prêts mobiliers : 248.
 Caisse nationale des retraites : 238.
Calais : C.C.I., 128.
 Calendrier : réforme, 203.
Cambodge : 88.
Cambrai : C.C.I., 128.
Cameroun : 134.
Canada : LIV, 129, 132, 134, 138, 187, 338, 352, 356.
 Canaux, *voir* Réseau fluvial.
 Caoutchouc : 64, 165.
 Capitaines-experts : 274.
 Carburants, *voir* Énergie.
Carcassonne : C.C.I., 128.
 Carnets E.C.S. et A.T.A. : 335.
 Carrières, *voir* Mines et carrières.
 Carte : de commerçant étranger, 228 ; d'identité nationale, 203.
 Cartes de paiement : 215.
Castres : C.C.I., 128.
 Catastrophes naturelles : 307, 368, 379.
Célestins (Les) : port, 272.
Centrafrique : 96-97, 134.
Centre : catastrophe naturelle, 307 ; réseau fluvial, 277 ; zones industrielles, 396.
Centre : commercial, LVIII, 222, 390-391, 408 ; de commerce international : 365-366 ; de formalités des entreprises (C.F.E.), 207 ; de gestion agréé, 207.
 Centre de documentation du costume : 188.
 Centre de liaison des actions régionales touristiques et économiques (C.L.A.R.T.E.) : 360.
 Centre d'enseignement supérieur des affaires (C.E.S.A.), *voir* C.C.I.P.
 Centre de préparation aux affaires (C.P.A.), *voir* C.C.I.P.
 Centre de préparation aux échanges internationaux : 325.
 Centre de psychologie appliquée : 105.
 Centre de recherche sur le droit des affaires (C.R.E.D.A.), *voir* C.C.I.P.
 Centre de renseignement et de formalités pour le commerce intérieur et extérieur, *voir* C.C.I.P.
 Centre d'étude du commerce et de la distribution (C.E.C.O.D.) : 15.
 Chambre de commerce et d'industrie de Paris (suite) :

Centre d'études des problèmes économiques et sociaux de la région parisienne (C.E.P.E.S.) : 369.
 Centre d'études du commerce (C.E.C.) : 15.
 Centre d'information des services médicaux d'entreprises et inter-entreprises : 82.
 Centre d'observation économique (C.O.E.), *voir* C.C.I.P.
 Centre d'orientation et de sélection professionnelle : 192.
 Centre français du commerce extérieur (C.F.C.E.) : 321.
 Centre national des expositions et concours agricoles (C.E.N.E.C.A.) : 315.
 Centre national des industries et des techniques (C.N.I.T.) : 400.
 Centre national d'information pour la productivité des entreprises (C.N.I.P.E.) : 322, 381.
 Centre national du commerce extérieur (C.N.C.E.) : 261, 321.
 Centre national du tourisme : 359-360.
 Centre pour la préparation supérieure au secrétariat (C.P.S.S.), *voir* C.C.I.P.
 Centres de formations technologiques (C.F.T.), *voir* C.C.I.P.
 Centres techniques : du commerce, 156 ; industriels, 156.
 Céramique : 333.
 Céréales et grains : LII, 164-167, 247, 316.
 Certificats d'origine : 335-336.
 Céruse : emploi, 235.
Châlons-sur-Marne : C.C.I., 128.
Chalon-sur-Saône : C.C.I., 128.
Chambéry : C.C.I., 128.
 Chambre arbitrale (Bourse de commerce de Paris) : 164.
 Chambre de commerce et d'industrie de Paris (*voir aussi* Chambre régionale de commerce et d'industrie de Paris) :
 - Académie commerciale pour les étudiants étrangers puis Académie commerciale internationale (A.C.I.), 11, 90, 96.
 - Aéroport du Bourget : LVIII, 285.
 - aide à la création d'entreprise : 94, 123-124.
 - Amicale des retraités : 78.
 - anniversaires : 25-26, 57, 84, 86-87, 90, 94, 96-98, 109-110, 112, 114, 116-117.
 - apprentissage : 193-195.
 - arbitrage : 125.
 - arbre de Noël : 77, 90.
 - Assemblée générale : 48-49.
 - assistance technique du commerce : 53.
 - Association amicale du personnel des écoles de la Chambre de commerce de Paris : 104.
 - associations d'anciens élèves : XLVII, 87, 98, 106.
 - assurances : 42, 78, 80-81, 104, 177.
 - assurances sociales : 78, 104.
 - ateliers-écoles préparatoires à l'apprentissage, ateliers-écoles d'orientation professionnelle et d'apprentissage, écoles techniques (E.T.) puis

- centres de formation technologique (C.F.T.) : 39, 81-82, 90, 97-98, 121, 194-195, 487-496.
- avances pour l'établissement des lignes téléphoniques : 266.
- avis et interventions : LI, LX, 62, 76, 84, 98, 336.
- bancs d'épreuve des armes à feu : LI, 57-58.
- bibliothèques, *voir* Information économique.
- Bourse de commerce : XLVII, LII-LIII, LVI-LVIII, LXIII-LXIV, 90, 94, 162-168.
- bourses d'enseignement : 37, 106, 110-111, 115, 117, 196.
- budget, *voir* Régime financier et fiscal.
- Bureau : 30-35, 48-49, 65.
- Bureau des charbons industriels et commerciaux : 60.
- Centre de documentation du costume : 188.
- Centre d'enseignement supérieur des affaires (C.E.S.A.) : 95, 97.
- Centre de préparation aux affaires, Centre de perfectionnement dans l'administration des affaires puis Centre de perfectionnement aux affaires (C.P.A.) : 96, 120-121.
- Centre de psychologie appliquée : 105.
- Centre de recherche sur le droit des affaires (C.R.E.D.A.) : 96.
- Centre d'observation économique (C.O.E.) : 53.
- chefs du secrétariat puis directeurs généraux : 485.
- cinéma : 105, 192.
- Comité consultatif médico-social : 82-83.
- Comité de la Foire de Paris puis Comité des expositions de Paris, Foire de Paris et salons professionnels : 169-171.
- Comité parisien des congrès : 409.
- Comité préparatoire des élections consulaires : 28.
- Comité régional de l'exportation puis du commerce extérieur : 63, 321.
- Comité régional de liaison professionnelle : 53.
- Comité régional du tourisme de Paris : LXVI, 360.
- Commission des voies et moyens de communications : 287-288.
- Commission paritaire locale : 77.
- commissions : 36, 48-50, 65.
- Condition des soies et laines : LX, 59.
- contentieux : 37, 51-52, 60, 177, 180, 182.
- contribution patriotique : 122-123.
- correspondance générale : 25, 43-47, 127, 469, 470.
- cours du soir pour adultes : XLVIII, 105.
- Cours puis centre pour la préparation supérieure au secrétariat (C.P.S.S.) : LV, 81, 118.
- cours spéciaux de sciences commerciales et administratives : 111.
- défense passive : XLVI, 42, 107.
- délégations départementales : 27-28, 90.
- délégués consulaires : 33, 35, 66, 90, 93-94, 96, 98.
- désignation d'experts : 99.
- domaine, bâtiments et fournitures : LVII, LXII-LXIV, 25, 38-43, 51, 55, 58, 60, 77, 80-81, 84, 87, 96-97, 104-105, 108-109, 111-113, 115, 116, 118-120, 161-162, 176-182, 194-195, 320, 402-409.
- dons et legs attribués : 37, 124.
- dons et legs reçus : 37.
- École Bréguet puis École supérieure d'ingénieurs en électrotechnique et électronique (E.S.I.E.E.) et École supérieure de technologie électrique (E.S.T.E.) : XLVIII, 39, 90, 118.
- École commerciale de jeunes filles (E.C.F. puis E.C.J.F.) : 39, 81, 116-117.
- École commerciale de la rive droite : XLVII, L, LX, 39, 81, 87, 115.
- École commerciale de la rive gauche, École commerciale de jeunes gens (E.C.G. puis E.C.J.G.) puis École commerciale de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris (E.C.C.I.P.) : LV, 81, 115-116.
- École de haut enseignement commercial pour les jeunes filles (H.E.C.J.F.) : LV, 81, 111-112.
- École de législation professionnelle, financière et coloniale (ou École de législation professionnelle et de pratique coloniale) : LV, 119.
- École des affaires de Paris puis École européenne des affaires (E.A.P.) : 94.
- École des hautes études commerciales (H.E.C.) : XLVIII-L, LIII-LVI, LVIII, LX, LXVII, 81, 87, 90-91, 95, 96-98, 108-111.
- École de vente, *voir* Ateliers-écoles préparatoires à l'apprentissage.
- École d'interprètes puis d'interprètes et de traducteurs (E.I.T.) : 111.
- École spéciale de commerce et d'industrie puis de commerce, École supérieure de commerce, École supérieure pratique de commerce et d'industrie puis École supérieure de commerce de Paris (E.S.C.P.) : XLVIII-L, LIII-LVI, LX, LXII, LXVI-LXVIII, 81, 90, 112-114.
- École supérieure des industries du vêtement (E.S.I.V.) : LV, 81, 92, 94, 119.
- École technique de vente, École supérieure de vente pour les jeunes filles, cours féminin de préparation au commerce de détail puis conférences de perfectionnement commercial : 117-118.
- élections : XLIV, L, LIX-LXII, LXIV-LXVI, 27-35, 94, 473-474.
- émission de monnaie : 10, 59.
- emprunts, *voir* Régime financier et fiscal.
- Chambre de commerce et d'industrie de Paris (suite) :
 - enquêtes et statistiques économiques : XLIX, 53, 232, 372.
 - enseignement commercial : XLVII-L, LIII-LVI, LVIII, LX, LXVI-LXVIII, 51-52, 81, 87, 90-91, 94-97, 103-122, 192.

- enseignement technique : XLVIII, LV, 51-52, 81, 90, 92, 94, 114, 118-119, 189-195, 487-496.
- entrepôts : XLIV, XLVI, LX, LXIII, 52, 177-179, 182-183, 297 ; Austerlitz, 179-180 ; la Bastille, 181 ; Douane centrale, 176-179 ; Faubourg-Saint-Martin, 181 ; Pantin, LVIII, 181-182, 297 ; rue Ginoux, 181 ; Saint-Ouen, 181 ; la Villette, 180.
- expositions universelles ou internationales : 107, 176, 185-186.
- imprimerie : 41, 52.
- information économique : L, 41, 53, 55-57, 84, 94-95, 111, 124.
- informatique : 89.
- Institut de recherche en propriété intellectuelle Henri-Desbois (I.R.P.I.) : 97.
- Institut d'organisation commerciale et industrielle (I.O.C.I.) : 121-122.
- Institut européen d'administration des affaires (I.N.S.E.A.D.) : LVIII, 88, 120.
- Institut supérieur des affaires (I.S.A.) : 90, 96.
- jumelage : 92.
- Maison de l'Afrique : 93.
- Manutention de la douane : XLIV, LX, 176-177, 182-183, 185-186.
- médailles et jetons : 57, 66-67.
- membres : XLIV, 25, 28-35, 42, 48-51, 65-76, 84, 89-95, 97, 147-151.
- Musée des marchandises et du matériel d'enseignement (H.E.C.) : 111.
- Musée du costume : 188.
- Office de compensation : 60-61.
- Office de tourisme : 360, 409.
- Office des transports et des P.T.T. : 53.
- Office franco-allemand des paiements commerciaux : 61.
- Office national du commerce extérieur : XLVII, 320.
- Office public de renseignements commerciaux : XLVII, LI, 320.
- organisation des services, activités : XLVII, LVIII, LX, 36, 49-51, 57.
- orientation professionnelle : 121, 192.
- Palais des congrès : LVIII, 92, 402-409.
- Parc des expositions de la Porte de Versailles : LVII, 171, 397.
- Parc des expositions de Paris-nord-Villepinte : LVII, 96, 98, 398.
- Parc des expositions du Bourget : 398.
- personnel : 38, 56, 58-61, 64, 76-79, 81-82, 84, 98, 104-105, 107, 110-112, 114-119, 121, 147-151, 176-177, 180-182, 194-195, 408.
- ports : 52 ; Bonneuil-sur-Marne, 272 ; Gennevilliers, LVIII, 87, 273-274 ; Ivry-sur-Seine, LVIII, 274-275 ; Paris-Arsenal, 98 ; la Villette, 180, 275.
- présidents : 30-35, 84, 94, 481-484.
- publications : XLIX-LX, 26, 41, 50, 52, 66, 83-84, 96, 98, 105-107, 121-122, 299-300.
- réceptions : 26, 61, 66, 80, 86-98, 109-110, 112-114, 116-117, 119, 132, 151, 182, 408.
- récompenses et prix commerciaux décernés : 94-95, 98.
- récompenses et prix littéraires ou scientifiques décernés : 124.
- régime financier et fiscal : LIX-LX, 35-37, 56, 103-104, 112-113, 117-119, 408.
- règlement intérieur : 34, 47-48.
- relations extérieures, manifestations diverses : 26, 42, 53, 83, 86, 105, 110, 121, 315, 409.
- représentation dans des commissions extérieures : 99-102.
- restaurant du personnel : 39-40, 77.
- Service des devises : 60.
- Service des renseignements puis centre de renseignement et de formalités pour le commerce intérieur et extérieur : 53.
- Service interconsulaire de la région parisienne pour l'aménagement de zones d'activité (S.I.R.P.A.Z.A.) : 392.
- service postal de remplacement : 265.
- Service public du contrôle des diamants, perles fines et pierres précieuses : 58-59.
- services médicaux : 82-83, 104.
- Société civile de la région parisienne pour l'aménagement de zones d'activités (S.C.I.R.P.A.Z.A.) : 392.
- Société d'encouragement pour le commerce français d'exportation : L-LI, 319.
- Société d'exploitation du palais des congrès (C.I.P.) : 407.
- Société d'exploitation du parc des expositions de la Ville de Paris : 171.
- Société du centre international et parisien du commerce (C.I.P.C.O.M.) : 408.
- Société immobilière de construction du palais des congrès (S.I.P.A.C.) : 407.
- Société mutualiste du personnel : 78, 98.
- sport : 66, 77, 90, 105.
- stages : 106, 196 ; à l'étranger, LIII-LIV, 37, 80, 106, 196.
- Stages de perfectionnement dans la gestion des entreprises, Stages puis Stage d'étude de la gestion des entreprises (S.T.E.G.E.) : 114-115.
- statut, rôles et missions : XLIII, 25, 27.
- subventions, voir Régime financier et fiscal.
- syndicats : 78.
- vaisseau *Le commerce de Paris* : 122-123.
- voyages de délégations : 81, 85-86, 120, 351-357, 413-414.
- zones industrielles : LVIII, 96, 392-394.
- Chambre de commerce européenne : 134.
- Chambre de commerce franco-soviétique : 88-90, 131.
- Chambre de commerce internationale (C.C.I.) : 89, 98, 135-139.
- Chambre officielle de commerce franco-allemande puis Chambre officielle franco-allemande de commerce et d'industrie : 90-91, 93-94, 96, 131-132.
- Chambre régionale de commerce et d'industrie de Paris (XV^e région économique puis) : 62-64, 484

; commission régionale de l'hôtellerie, 64 ;
 contrôle des experts-comptables, 63 ; mobilisation
 économique, 62-63 ; services de répartition, 63-
 64.
 Chambre syndicale du commerce en gros des vins
 et spiritueux du département de la Seine : 366.
 Chambres consultatives des arts et manufactures :
 3-4, 429.
 Chambres d'agriculture : 12-14, 143, 430-431.
 Chambres de commerce et d'industrie : annuaire,
 21 ; assises nationales, 141 ; avis et interventions,
 XLVI-XLVII, 23 ; congrès internationaux, 139 ;
 d'outre-mer, 16-17, 89, 95, 128, 413 ; élections,
 XLIV, LVII, 3-4, 6-7, 27 ; émission de monnaie,
 10, 59 ; information économique, 95 ; médailles et
 jetons, 66-67 ; membres, 8, 127-128 ; personnel,
 LIX, 8-9 ; présidents, 8, 11, 91, 127-128 ; régime
 financier et fiscal, XLIII, LII, LVII-LIX, 5, 9 ;
 relations internationales, 17, 20, 91, 139, 140,
 345 ; secrétaires généraux, 20-21, 485 ; statut et
 organisation, XLIII, XLV, LI, LVII, LIX, 3-5, 7 ;
 syndicats, 9.
 C.C.I. étrangères : 88-89, 91-92, 95, 98, 133-134,
 139-140 ; étrangères en France : 88-94, 96, 128,
 131-132.
 C.C.I. françaises (autres que la C.C.I.P.) : 127-
 128 ; françaises à l'étranger, 128-130, *voir aussi*
 Représentation commerciale à l'étranger.
 Chambres de métiers : XLVII, 14, 193, 431.
 Chambres régionales de commerce et d'industrie
 (régions économiques puis) : LVIII-LIX, 15-18,
 23, 62-64, 95-96, 427, 430-431 ; secrétaires
 généraux, 16, 20-21.
 Chambres régionales de commerce et d'industrie
 (régions économiques puis) d'outre-mer : 413.
 Chambres syndicales patronales, *voir* Syndicats :
 professionnels (patronaux).
 Champagne-Ardenne : C.R.C.I., 95 ; zones
 industrielles, 396.
 Champs-Élysées : port, 272.
 Change, *voir* Marché financier.
 Chapelle (La) : port, 272.
 Charbons : L, 60, 63, 247, 371, 462.
 Charenton : port, 272.
 Charonne : port, 272.
 Chartres : C.C.I., 128.
 Châteauroux : C.C.I., 128.
 Châtelet de Paris : 462.
 Châtellerauld : banc d'épreuve des armes à feu,
 58.
 Chaussure : industrie, *voir* Cuirs et peaux.
 Chefs d'entreprise, *voir* Entreprise : dirigeants.
 Chemins de fer, *voir* Transport ferroviaire.
 Chennevières : zone industrielle, LVIII, 393-394.
 Chèque : 215, 255, 266.
 Cherbourg : C.C.I., 128.
 Chili : LIV, 129, 132, 134, 307, 338, 353.
 Chimie : 177, 223, 226-227, 246, 316, 333.
 Chine : 94, 96-97, 129, 338, 353.
 Choisy-le-Roi : port, 272.
 Cholet : C.C.I., 128.

Chômage : 240, 379.
 Chypre : 134.
 Comité interprofessionnel d'information et de
 défense de l'Union nationale des travailleurs
 indépendants (C.I.D.U.N.A.T.I.) : 92.
 Cinéma : 105, 121, 192, 257, 316.
 Circulation automobile, *voir* Transport routier.
 Cité universitaire : 189.
 Clamart : zone industrielle, 307, 391.
 Clichy : entrepôt, 182 ; port, 273.
 Clermont-Ferrand : C.C.I., 128.
 Club des exportateurs : 322.
 Coiffeur : 95, 97, 223.
 Colmar : C.C.I., 128.
 Colombes : zone industrielle, LVIII, 392-393.
 Colombie : 93, 129, 132, 352-353.
 Colonies : LII, 87, 114, 119, 356, 413-414, 464.
 Comité consultatif du tourisme : 359.
 Comité consultatif économique et social de la
 région de Paris (C.C.E.S.) : 369-370.
 Comité consultatif permanent de la circulation :
 376.
 Comité d'action et de liaison des P.M.E. de Paris :
 96.
 Comité d'action pour l'aménagement de la région
 parisienne (C.A.R.E.P.) : 369.
 Comité d'aménagement de la région parisienne
 (C.A.R.P.) : LXV, 385.
 Comité de décentralisation : 389-390.
 Comité de la Foire de Paris, *voir* C.C.I.P.
 Comité de liaison des élections consulaires : 7.
 Comité de Paris : 102.
 Comité départemental de l'enseignement
 technique : 102.
 Comité des expositions de Paris, Foire de Paris et
 salons professionnels, *voir* C.C.I.P.
 Comité d'information des tribunaux et chambres
 de commerce de France : 7.
 Comité français pour la simplification des
 procédures du commerce extérieur
 (Simprofrance) : 325.
 Comité franc-dollar : 327.
 Comité général d'organisation du commerce : 221.
 Comité interprofessionnel d'aide à la
 décentralisation industrielle (C.I.A.D.I.) : 389.
 Comité national de l'or et des bons de la défense
 nationale : 245.
 Comité national de l'organisation française
 (C.N.O.F) : 122.
 Comité national d'entente du commerce et de
 l'industrie : 144.
 Comité national français de la Chambre de
 commerce internationale : 137.
 Comité national du tourisme : 359-360.
 Comité national permanent des chambres
 d'agriculture, chambres de métiers et chambres de
 commerce et d'industrie : 14.
 Comité national permanent des chambres de
 commerce et des chambres d'agriculture
 (C.N.P.C.C.A.) : 12-14.
 Comité officiel des fêtes de Paris : 102, 360.

Comité parisien des congrès : 409.
 Comité pour la promotion à l'étranger des salons français, *voir* Promosalons.
 Comité préparatoire des élections consulaires : 28.
 Comité régional de l'exportation, *voir* C.C.I.P.
 Comité régional de liaison professionnelle, *voir* C.C.I.P.
 Comité régional du commerce extérieur, *voir* C.C.I.P.
 Comité régional du tourisme de Paris, *voir* C.C.I.P.
 Comité supérieur du tarif des douanes : 329.
 Comité technique de la propriété industrielle : 218.
 Comité technique départemental des transports de la Seine : 102.
 Comités : d'entreprise, 236 ; d'organisation, *voir* Syndicats ; techniques d'importation (C.T.I.), 332-334.
 Commerçants étrangers, *voir* Étrangers.
 Commerce : indépendant, 314-315, 462 ; intérieur, 90, 222-224, 311-316, 334, 371 ; international, XLV-XLVII, L-LII, 17, 20, 62-63, 93-98, 100, 139-140, 257, 315, 317-327, 337-340, 344-345, 347-349, 351-357, 365-366, 464-465 ; international : en temps de guerre, XLV, 282, 297-298, 318.
 Commissaires aux comptes : 210.
 Commissariat général des fêtes de Paris : 102, 360.
 Commissariat général du plan : 383-384.
 Commission arbitrale d'évaluation du département de la Seine : 101-102.
 Commission d'assainissement du marché du département de la Seine : 371.
 Commission départementale des fraudes fiscales : 101.
 Commission départementale des impôts : 101.
 Commission départementale du prélèvement exceptionnel : 101.
 Commission départementale d'urbanisme commercial : 102, 391.
 Commission départementale du travail : 102.
 Commission de recrutement des attachés et agents commerciaux : 324.
 Commission de simplification des formalités concernant les opérations du commerce extérieur : 325.
 Commission d'observation des prix : 303.
 Commission générale d'organisation scientifique (C.E.G.O.S.) : 120.
 Commission mixte franco-italienne d'union douanière : 139-140.
 Commission nationale de l'aménagement du territoire (C.N.A.T.) : 384.
 Commission paritaire départementale de conciliation : 102.
 Commission permanente du secteur des Halles : 365.
 Commission régionale de l'hôtellerie : 64.

Commissionnaires : à la bourse de commerce, 163-164 ; commerciaux, 223, 462 ; en douane, 330.
 Commissions franco-allemandes des chambres de commerce : 297, 355.
 Communauté économique européenne (C.E.E.) : 91-92, 95, 98, 120, 210, 322-323, 327, 339-348.
 Communauté européenne du charbon et de l'acier (C.E.C.A.) : 339.
 Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur (C.O.F.A.C.E.) : 326.
 Compensation, *voir* Paiements internationaux.
 Comptabilité, *voir* Entreprise : comptabilité.
 Comptoir national d'escompte : 248.
 Conciliation, *voir* Travail : conflits.
 Concordat, *voir* Faillite.
 Concurrence : 226, 345.
 Condition des soies et des laines, *voir* C.C.I.P.
 Confédération générale de la production française (C.G.P.F.) : 144.
 Confédération générale des cadres (C.G.C.) : 93.
 Confédération générale des P.M.E. (C.G.P.M.E.) : 92.
 Confédération internationale de la coiffure : 97.
 Conférence (La) : port, 273.
 Conférence des Nations-Unies sur le commerce et le développement (C.N.U.C.E.D.) : 348.
 Conférence économique des pays de la zone franc de Méditerranée et d'Afrique : 327.
 Conférence générale des présidents et membres des tribunaux de commerce de France : 216.
 Conférence interprofessionnelle du blé : 166.
 Conférence nationale d'aménagement du territoire : 382.
 Conférence permanente des chambres de commerce de la C.E.E. puis Eurochambres, association des chambres de commerce et d'industrie européennes : 87, 288, 340-348, 356, 511-516.
 Conférence régionale des postes et télécommunications : 265.
 Conférence régionale des postes, télégraphes et téléphones : 265.
 Conférences de perfectionnement commercial, *voir* C.C.I.P.
 Congés payés : 234.
 Congo : 92.
 Congrès : LVIII, 87, 90, 94, 96-97, 121, 137-140, 155-157, 191-193, 218, 241, 261, 267, 269, 283, 295, 318, 322-323, 355, 402-403, 408-409, 445.
 Connaissances : 214.
 Conseil des arts, commerce et agriculture du département de la Seine : 459-461, 465.
 Conseil économique puis économique et social : 22, 92, 97, 100, 199.
 Conseil général du commerce : 200.
 Conseil national des assurances : 212.
 Conseil national des économies régionales (C.N.E.R.) : 373.
 Conseil national des économies régionales et de la productivité (C.N.E.R.P.) : 373.

Conseil national du commerce : 221.
 Conseil national du crédit : 247.
 Conseil national du patronat français (C.N.P.F.) : 31, 145-146.
 Conseil national du travail : 236.
 Conseil national économique : 100, 199.
 Conseil scientifique de la circulation : 376.
 Conseil supérieur de la marine marchande : 281.
 Conseil supérieur de l'enseignement technique : 190.
 Conseil supérieur des français de l'étranger : 323.
 Conseil supérieur des postes et télécommunications : 266.
 Conseil supérieur des postes, télégraphes et téléphones : 266.
 Conseil supérieur des transports : 287.
 Conseil supérieur des transports aériens : 283.
 Conseil supérieur du commerce et de l'industrie : XLVI, 200.
 Conseil supérieur du tourisme : 360.
 Conseil supérieur du travail : 429.
 Conseillers : du commerce extérieur, 323 ; commerciaux, *voir* Représentation commerciale à l'étranger.
 Conservatoire national des arts et métiers (C.N.A.M.) : 101, 122, 191-192.
 Consortium pour l'aménagement et la modernisation de la Seine et des voies adjacentes : 95, 271.
 Consortium pour l'étude et la réalisation de la liaison Seine-Nord à grand gabarit par le canal de Saint-Quentin (SENAISNOR) : 276.
 Consortium technique pour l'édification d'un centre français du commerce international (C.O.T.E.F.C.I.) : 366.
 Constitution de la France, *voir* Droit constitutionnel.
 Construction : 301-302.
 Consuls (corps diplomatique) : 323.
 Contingentement : commerce intérieur, 60, 63-64, 301 ; commerce international, 332.
 Contrats : sur argent, 137, 214-215, 255 ; sur marchandises et matériels, 212-214, 222, 255 ; de transport, 214, 255 ; de travail, *voir* Travail.
 Contribution logement, *voir* Logement.

Contrôle des changes, *voir* Marché financier.
 Conventions collectives du travail, *voir* Travail.
 Coopération au développement : 345.
 Coopératives, *voir* Sociétés coopératives.
 Copenhague : congrès de la Chambre de commerce internationale, 138.
 Corbeil : C.C.I., 128.
 Corée du Sud : 139, 354.
 Corporatisme, *voir* Syndicats.
 Corps et communautés (Ancien Régime) : 461-462, 465.
 Costa Rica : 338, 353.
 Côte d'Ivoire : 93, 97.
 Coton : LII, 316.
 Cour des comptes : 244-245.
 Courbevoie : port, 273.
 Courneuve (La) : zone industrielle, 391.
 Cours du soir pour adultes, *voir* C.C.I.P.
 Cours féminin de préparation au commerce de détail, *voir* C.C.I.P.
 Cours pour la préparation supérieure au secrétariat (C.P.S.S.), *voir* C.C.I.P.
 Cours spéciaux de sciences commerciales et administratives, *voir* C.C.I.P.
 Courtiers : à la bourse de commerce, LII, 164 ; en marchandises, 223, 462 ; gourmets, 223.
 Coût de la vie : 303.
 Couture (haute) : 97, 119, 188, 195, 316.
 Crédit : 137, 210-211, 214-215, 247-248, 345.
 Crédit agricole : 248.
 Crédit-bail, *voir* Location-vente.
 Crédit foncier de France : 248.
 Crédit forestier : 248.
 Crédit hôtelier : 248.
 Crédit maritime : 281.
 Crédit patronal : 93.
 Créteil : ville nouvelle, 389.
 Crises : économiques et monétaires, 249, 301, 303, 311-312, 315, 327 ; politiques, 201, 297.
 Croatie, *voir* Yougoslavie.
 Cuba : 129, 134, 338, 353.
 Cuirs et peaux : industrie et commerce, 174, 316, 366, 463-464.
 Cultes : 66, 89, 92.

D

Danemark : 93, 138, 187, 337.
 Débits de boissons : 227, 257.
 Décentralisation : 201, 381-382, 389, 390.
 Déclarations d'utilité publique, *voir* Enquêtes d'utilité publique.

Décorations : 147-151 ; croix de guerre 1914-1918, 107, 109 ; croix de guerre 1939-1945, 109 ; instruction publique (palmes académiques), 147 ; médaille d'honneur du travail, 232 ; ordre de la

Légion d'honneur, 109, 149-151 ; ordre du mérite commercial puis du mérite commercial et industriel, 148 ; ordre du mérite touristique, 359 ; ordre national du mérite, 149-151.
 Défense (La) : 399-400.
 Défense du commerce et de l'industrie : LII, 315.
 Défense : nationale, 62-63, 77, 92, 99, 106, 122-123, 201-203, 219, 245, 247 ; passive, XLVI, 42, 107, 297-298.
 Délégations départementales de la C.C.I.P., *voir* C.C.I.P.

Délégués : consulaires, *voir* C.C.I.P. ; du personnel, 235.
 Dépôt légal : 203.
 Dérogeance : 462.
 Détaxe à l'exportation : 360.
 Dette publique : 245. *Voir aussi* Budget de l'État.
 Diamants, *voir* Pierres précieuses.
 Dieppe : C.C.I., 128.
 Digne : C.C.I., 128.
 Dijon : C.C.I., 127-128 ; entrepôt, 182 ; manufacture, 464.
 Distinctions honorifiques, *voir* Décorations.
 Distribution : 121-122, 222, 345. *Voir aussi* Commerce.
 Djibouti, *voir* Obock.
 Docks Napoléon, *voir* Marais : entrepôts des.
 Dollar : zone, 327.
 Domaine public : 202, 363.
 Dommages de guerre : 298.
 Dons et legs : 124.

Douai : C.C.I., 128.
 Douane : entrepôts réels et fictifs, *voir* Entrepôts et magasins généraux ; généralités, 329, 349 ; litiges, expertises, 177, 330 ; manutention, 176-177, 182-183, 185-186 ; organisation, 330, 336 ; origine et provenance, 335-336 ; réglementation des entrées et des sorties, 315, 318, 325-326, 332, 334-335, 347 ; tarifs, XLV-XLVI, 330-331.
 Douane centrale : entrepôt, *voir* C.C.I.P.
 Droit : administratif, 199-203 ; associatif, 203, 211 ; civil, 205, 216-217 ; commercial, 120, 203, 207-208, 212-220, 223-226, 345, 347, 371, 461-463 ; constitutionnel, 199 ; des affaires, *voir* Commercial ; des consommateurs, LII, 93, 213, 225 ; des sociétés, 96, 208-212, 318, 347 ; du travail, 229-235, 237-238, 240-241 ; fiscal, 203 ; maritime, 281-282 ; syndical, 142, 235-236
 Dumping : 315.
 Dunkerque : C.C.I., 128.
 Düsseldorf : C.C.I., 92 ; Semaine de Paris, 355.

E

Eau : 202, 363, 379 ; minérale, 257 ; pollution, 293.
 Échantillons commerciaux : 266.
 Éclairage : 257.
 École Bréguet, *voir* C.C.I.P.
 École commerciale de jeunes filles (E.C.F. puis E.C.J.F.), *voir* C.C.I.P.
 École commerciale de jeunes gens (E.C.G. puis E.C.J.G.), *voir* C.C.I.P.
 École commerciale de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris (E.C.C.I.P.), *voir* C.C.I.P.
 École commerciale de la rive droite, *voir* C.C.I.P.
 École commerciale de la rive gauche, *voir* C.C.I.P.
 École de haut enseignement commercial pour les jeunes filles (H.E.C.J.F.), *voir* C.C.I.P.
 École de législation professionnelle, financière et coloniale (ou École de législation professionnelle et de pratique coloniale), *voir* C.C.I.P.
 École des affaires de Paris (E.A.P.), *voir* C.C.I.P.
 École des hautes études commerciales (H.E.C.), *voir* C.C.I.P.
 École des métiers des industries du vêtement : 195.
 École des travaux publics : 90.
 École de vente, *voir* Ateliers-écoles préparatoires à l'apprentissage.
 École d'interprètes puis d'interprètes et de traducteurs (E.I.T.), *voir* C.C.I.P.
 École du chef d'entreprise et des cadres : 107.
 École européenne des affaires (E.A.P.), *voir* C.C.I.P.
 École professionnelle (dite École Rachel) : 195.
 École spéciale de commerce et d'industrie puis de commerce, *voir* C.C.I.P.

École supérieure de commerce de Paris (E.S.C.P.), *voir* C.C.I.P.
 École supérieure de la couture : 195.
 École supérieure des industries du vêtement (E.S.I.V.), *voir* C.C.I.P.
 École supérieure de technologie électrique (E.S.T.E.), *voir* C.C.I.P.
 École supérieure de vente pour les jeunes filles, *voir* C.C.I.P.
 École supérieure d'ingénieurs en électrotechnique et en électronique (E.S.I.E.E.), *voir* C.C.I.P.
 École supérieure pratique de commerce et d'industrie, *voir* C.C.I.P.
 École technique de vente, *voir* C.C.I.P.
 Écoles techniques de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris, *voir* C.C.I.P.
 Économats, *voir* Sociétés coopératives.

Économie : 89, 94, 100, 221-222, 225, 243-246, 303, 311-315, 317-318, 345-346, 372-373, 465 ; internationale, 327, 347 ; régionale, 201, 318, 321, 347, 369-370, 372-373, 381-384, 389-397.
 Édition : 203.
 Effets de commerce : 214-215, 255.
 Égypte : LIV, 92, 96, 129, 134, 351.
 Élancourt : centre d'activités pour P.M.E. des Quatre-arbres, 97.
 Elbeuf : C.C.I., 128 ; manufacture, 464.
 Élections : C.C.I., LVII, 3-4, 6-7, 27 ; C.C.I.P., L, LIX-LXII, LXIV-LXVI, 27-35, 94, 473-474 ; juridictions commerciales, LX-LXII, LXIV-LXV, 3-4, 6-7, 27 ; politiques, 199.
 Électricité : XLVIII, 18, 89, 101-102, 222, 334, 363-364.
 Électricité de France (E.D.F.) : 222.

Électronique : 334.
 Élevage : 175, 220, 227, 315-316, 463.
Émirats arabes unis : 93, 354.
 E.M.P.A.G., voir Société des entreprises maritimes de Paris-Gennevilliers.
 Emploi, voir Travail : marché du travail.
 Emplois réservés : 231.
 Emprunts de l'État, voir Dette publique.
 Énergie : 18, 60, 63-64, 101-102, 202, 246-247, 257, 316, 346, 363-364.
 Enfance : protection, 233-235, 295.
Enghien : casino, 371.
 Enquêtes d'utilité publique : 38, 302, 363, 388-389, 401.
 Enquêtes et statistiques économiques : XLIX, LI, 53, 232, 312-314, 317, 336, 372.
 Enregistrement, voir Impôts indirects.
 Enseignement : commercial, XLIII-XLIV, XLVIII-L, LIII-LVI, LVIII, LX, LXVI-LXVIII, 51-52, 81, 87, 90-91, 94-97, 103-122, 324-325, 379 ; général, 89, 101, 189, 196, 379 ; technique, XLIV, XLVIII, LV, 51-52, 81, 90, 92, 94, 96-97, 102, 114, 118-119, 189-195, 346, 487-496.
 Ententes industrielles, commerciales et financières : 207, 221, 346.
 Entrepôts et magasins généraux : XLIV, XLVI, LII, LVIII, LX, LXIII, 173-183, 378.
 Entreprise : comptabilité, 121, 155, 208, 210, 221-222, 344, 347 ; concentration, fusion, 156, 208-209 ; création, 94, 123, 124, 207, 222, 224 ; dirigeants, 95, 98, 224, 232, 251 ; gestion, 53, 95, 155-156, 224 ; unipersonnelle à responsabilité limitée (E.U.R.L.), 208.
 Entreprises publiques : 245-247, 345.
 Épargne : 210, 212, 247.
Épinal : C.C.I., 128.

Épinay : port, 273.
 Équipement national : 89, 93, 305.
Espagne : LIII, 93, 129, 131, 133, 138-139, 187, 337, 355-356, 464-465.
 Espéranto : 55, 196.
 Espionnage : 218.
Essonne : zones industrielles, 395.
Est : inondations, 307 ; réseau fluvial, 276-277.
Estonie, voir *Baltes* : pays.
 Établissement public pour l'aménagement de la région de la Défense (E.P.A.D.) : 399-400.
 Établissements dangereux ou insalubres : 235.
 Étalagiste : 223.
 Étatisation, voir Nationalisation.
États-Unis : XLV, LII, LIV, 85, 89-90, 93, 95, 98, 120-121, 129, 132, 134, 137-139, 297, 338, 352.
Éthiopie : 132, 351.
 Étrangers : 164, 227-228, 231, 249-250, 348.
 Eurochambres, association des chambres de commerce et d'industrie européennes, voir Conférence permanente des chambres de commerce et d'industrie de la C.E.E.
 Eurodisneyland : 398.
Europe : 129, 131-134, 327, 337-338, 354-357 ; *balkanique*, 357 ; construction européenne, voir C.C.E. ; *de l'est*, 357.
Évreux : C.C.I., 128.
 Experts : 99.
 Experts : comptables, 63, 223 ; en douane, 330-331.
 Exportation, voir Commerce international.
 Expositions : commerciales, voir Manifestations commerciales ; universelles ou internationales, XLV, 87, 176, 185-187, 352, 354, 413.
 Expropriations : 39, 101-102, 202, 302, 388-389, 391.

F

Faillite : 217, 462.
 Familles nombreuses (aide aux) : 240, 295.
 Farines, voir céréales.
Fécamp : C.C.I., 128.
 Fédération internationale des sociétés d'ingénieurs des techniques de l'automobile (F.I.S.I.T.A.) : 92.
 Fédération nationale des logis de France : 360.
 Fédération nationale radiotéléphonique de la Tour Eiffel : 121.
 Federation of international traders (F.I.T.) : 98.
 Finances : de l'État, voir Budget de l'État ; publiques locales, voir Budget des collectivités locales.
Finlande : 88, 91, 131, 133, 337, 356.
 Fiscalité : LIX, 37, 249-257, 346, 370-371. Voir aussi Impôts.
Flers : C.C.I., 128.
 Fleurs : 366.
Florence : catastrophe naturelle, 307.

Foire : *Bordeaux*, 171 ; *Lyon*, XLVII, 169, 171 ; *Paris*, XLVII, 169-171.
 Foires, voir Manifestations commerciales.
Foix : C.C.I., 128.
 Fonctionnaires : 201.
 Fondation nationale pour l'enseignement de la gestion des entreprises (F.N.E.G.E.) : 90, 107.
 Fonds de commerce : 207-208, 224.
Fontenay-sous-Bois : centre commercial, LVIII.
 Formation continue, voir Formation professionnelle.
 Formation professionnelle : 92, 97, 105, 189-192, 346.
Fougères : C.C.I., 128.
 Fourrures, voir Cuirs et peaux.
Francfort : journée de l'industrie et du commerce allemands, 355.
Franche-Comté : zones industrielles, 396.
 Franchise (distribution) : 210-211.

Fraudes : commerciales, 203, 213, 218-220, 222, 226-227 ; douanières, 282 ; fiscales, 101, 203,

213.
Fréjus : catastrophes naturelles, 307.

G

Gabon : LIV.
Gage commercial : 214.
Ganterie, *voir* Cuirs et peaux.
Gap : C.C.I., 128.
Gare (La) : port, 273
Gares routières : 261, 377-378, 408.
Gaspillage : 121.
Gastronomie, *voir* Hôtellerie-restauration.
Gaz : 102, 222, 363-364.
Genève : congrès international d'organisation scientifique du travail, 121.
Gennevilliers : bureau d'expertises maritimes, 274 ; entrepôt, 182 ; port, 87, 273-274.
Géomètres : 223.
Gévaudan : manufacture, 464.
Ginoux (rue) : entrepôt, *voir* C.C.I.P.
Gobelins : manufacture nationale, 246.
Grande-Bretagne : XLV-XLVI, L, 88-89, 121, 129, 131, 133-134, 137, 187, 337, 346, 356, 464 ; Empire, dominions, 356.

Granville : C.C.I., 128.
Gray : C.C.I., 128.
Grèce : 129, 131, 133-134, 187, 337, 346, 356.
Grenelle : port, 274.
Grenoble : assises nationales des C.C.I., 141 ; C.C.I., 128.
Grèves, *voir* Travail : conflits.
Groupe d'échanges d'expériences sur le commerce extérieur (G.R.E.E.C.E.) : 322.
Groupe de travail interministériel sur les formations au commerce international : 324.
Groupement d'intérêt économique (G.I.E.) : 210.
Groupements : d'acheteurs, *voir* Sociétés coopératives ; professionnels, *voir* Syndicats.
Guatemala : 134, 338, 353.
Guerre : 62-63, 100, 107, 208, 231, 245, 253, 282, 297-300, 307 ; Première Guerre mondiale, XLVI, 60, 77, 107, 109, 231, 245, 297-300 ; Seconde Guerre mondiale, 64, 77, 107, 109, 123, 221, 231, 245, 297-298, 355.

H

Habillement : 97, 119, 256.
Habitat, *voir* Logement.
Habitations : à bon marché (H.B.M.), 302 ; à loyer modéré (H.L.M.), 302.
Haïti : 129, 338, 353.
Halle aux cuirs : 174, 366, 464.
Halles et marchés : 97, 162, 165, 168, 174, 364-366, 464.
Handicapés : 90, 91, 231.
Haute-Volta : 88, 134.
Hauts-de-Seine : préfecture, 93 ; schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme, 387 ; zones industrielles, 395.
Havre (Le) : C.C.I., 128 ; entrepôt, 182 ; pipe-line, 289 ; port, 280.
H.B.M., *voir* Habitations à bon marché.
H.E.C. (École des hautes études commerciales), *voir* C.C.I.P.

H.E.C.J.F. (École de haut enseignement commercial pour les jeunes filles), *voir* C.C.I.P.
Hélicoptères : 283.
Héliports : 283.
Hendaye : Banc d'épreuve des armes à feu : 58.
H.L.M., *voir* Habitations à loyer modéré.
Heure légale : 203.
Honduras : 129.
Honfleur : C.C.I., 128.
Hong Kong : 354.
Hongrie : 93, 95-96, 98, 129, 131, 187, 299, 307, 337, 356.
Horloger : 223.
Hôtellerie-restauration : 64, 89, 91-92, 94, 114, 226, 248, 359, 407, 463.
Huiles : 167.
Huissiers au châtelet de Paris : 462.
Hydraulique (énergie), *voir* Eau.
Hygiène, *voir* Santé publique.

I

Ile-de-France (région), *voir* Paris.
Ile-des-cygnés : entrepôt, 178.
Ile Louviers : port, 274.
Immigration, *voir* Étrangers.

Immobilier, *voir* Bâtiment (industrie).
Impôts : direction, 93.
Impôts directs : anciennes contributions, 252 ; sur le revenu des personnes physiques, 251-252 ; sur

les bénéfices industriels et commerciaux, 251-252 ; sur les sociétés, 252 ; autres, 101, 251-254.
 Impôts indirects : enregistrement, timbre, 254-255 ; sur le chiffre d'affaires, 255-256 ; taxe à la valeur ajoutée, 256, 348 ; taxes diverses, LII, LV-LVI, LIX, 227-228, 255-257, 263, 302-303, 348, 360.
 Impôts locaux : patente, taxe professionnelle, 122-123, 252-253 ; autres, 252, 254, 370-371.
 Imprimerie, *voir* Édition.
 Imprimerie nationale : 247.
Inde : 132, 134, 138, 297, 354.
 Indice des prix : 303.
Indonésie : 93, 129, 354.
 Industrie : XLVI, 89-90, 95, 100, 175, 311-316, 333-334.
 Information : 83, 89-90, 94, 97 ; économique, 7, 21-23, 53, 55-57, 94-95, 111, 124.
 Innovation, *voir* Recherche.
 Inondations, *voir* Catastrophes naturelles.
 Inspection du travail, *voir* Travail : inspection.
 Institut catholique de Paris : 92.
 Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région d'Ile-de-France (I.A.U.R.I.F.) : 385.
 Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région parisienne (I.A.U.R.P.) : 385.
 Institut de recherche en propriété intellectuelle Henri-Desbois (I.R.P.I.), *voir* C.C.I.P.
 Institut des hautes études de la défense nationale : 298.

Institut d'organisation commerciale et industrielle (I.O.C.I.), *voir* C.C.I.P.
 Institut européen d'administration des affaires (I.N.S.E.A.D.) : LVIII, 88, 120.
 Institut international d'organisation scientifique du travail : 122.
 Institut Jupiter : 90, 325.
 Institut national des langues et civilisations orientales : 325.
 Institut supérieur des affaires (I.S.A.), *voir* C.C.I.P.
 Instruments scientifiques de précision : 256.
 Intéressement des travailleurs, *voir* Participation aux bénéfices.
 Intermédiaires : 223.
 International research fund : 106.
Irak : 93, 354.
Iran : 92, 94, 132, 338, 354.
Irlande : 131, 133, 337, 356.
Islande : 337.
Israël : LIV, 129, 134, 354.
Issoire : C.C.I., 128.
Issy-les-Moulineaux : catastrophe naturelle, 307 ; port, 274.
Istanbul : congrès de la Chambre de commerce internationale, 138.
Italie : LII, 88, 92, 129, 131, 133-134, 137-140, 187, 307, 338, 356.
Ivry-sur-Seine : catastrophe naturelle, 307 ; entrepôt, 182 ; port, 274-275.

J

Jamaïque : 134, 353.
Japon : 129, 132, 134, 138, 338, 354.
 Javel : port, 275.
 Jeune chambre de commerce : 5.
 Jeux de hasard : 245, 257, 293, 371.
 Joaillerie : 223.
Johannesburg : chambre de commerce, 98.

Jordanie : 88, 354.
Jouy-en-Josas : campus, 109.
 Juridiction : civile, 201, 205, 216 ; commerciale, LI, LX-LXII, LXIV-LXV, 3-4, 6-7, 27, 91, 216.
 Juridiction consulaire (de Paris), *voir* Tribunal de commerce de la Seine.
 Justice, *voir* Juridiction.

L

Laboratoire central de biotypologie : 122.
 Laboratoire central de chimie : 177.
 Laboratoire de confrontation prévisionnelle : 90.
 Laboratoire de physiologie du travail (C.N.A.M.) : 122.
 Laboratoire des contributions indirectes : 177.
 Laboratoire d'essais mécaniques, physiques, chimiques et de machines (C.N.A.M.) : 192.
 Laboratoire du réseau de chemin de fer de l'État : 122.
 Laboratoire saccharimétrique : 177.
 Laines : LX, 59, 316.
 Lait : 227, 316.
Languedoc : manufacture, 464 ; zones industrielles, 396.

Langues : commerciale universelle, 196 ; enseignement, 189, 196.
 Legs, *voir* Dons et legs.
Lens : C.C.I., 128.
 Lettres de change : 214-215, 255, 463.
Levallois-Perret : port, 275.
Liban : 88, 129, 354.
Libéria : 90.
 Libre-échange, *voir* Commerce international.
 Licences d'importation, d'exportation, *voir* Douane : réglementation des entrées et des sorties.
 Licenciement : 230-231.
Liège : banc d'épreuve des armes à feu, 58.
Lille : C.C.I., 128 ; manufacture, 464.
Limay : centre anti-pollution, 380.

Limoges : C.C.I., 128.
Limousin-Poitou-Charente : zones industrielles, 396.
 Liqueurs, voir Vins, alcools et spiritueux.
 Liquidation judiciaire, voir Faillite.
Lisbonne : congrès de la Chambre de commerce internationale, 138.
 Livres de commerce : 207.
 Location-vente : 213.
Lodève : manufacture, 464.
 Logement : LVIII, 100, 121, 301-302.
 Loi de finances, voir Budget de l'État.
Loire : réseau fluvial, 277.

Londres : chambre de commerce, 89 ; congrès de la Chambre de commerce internationale, 137 ; Congrès international d'organisation scientifique du travail, 121.
Lons-le-Saunier : C.C.I., 128.
Lorient : C.C.I., 128.
Lorraine : zones industrielles, 396.
Los Angeles : semaine commerciale française, 352.
 Loteries : 245.
Luxembourg : 88, 129, 131, 134, 299, 356.
Lybie : 132.
Lyon : C.C.I., 128 ; entrepôt, 182 ; foire, 169, 171 ; manufacture, 464.

M

Mâcon : C.C.I., 128.
Madagascar : 307.
Madrid : congrès de la Chambre de commerce internationale, 138.
 Magasins : collectifs d'indépendants, 314 ; généraux, voir Entrepôt et magasins généraux.
 Maïs, voir Céréales et grains.
 Maison de l'Afrique : 93.
 Maison de la Mode : 188.
Malacca : 464.
Mali, voir Soudan occidental.
Malte : 133, 187, 409.
Manche (tunnel sous la) : 262.
Manche-Méditerranée (canal) : 277.
 Mandataires : 223.
 Manifestations commerciales : XLVII, LVII-LVIII, 89, 94-96, 98, 155, 157-159, 169-171, 185-188, 283, 397-398, 400, 402-403, 408-409, 464 ; à l'étranger, 187, 352, 354-355 ; françaises à l'étranger, 187, 352, 355 ; permanentes, voir Musées commerciaux.
Manille : congrès de la Chambre de commerce internationale, 139.
Mans (Le) : C.C.I., 128.
 Manufactures (Ancien Régime) : 461, 463-465.
 Manufactures nationales : 203, 246, 371.
 Marais (entrepôt des) : 178, 180.
 Marché : aire de commerce spécialisée, voir Halles et marchés.
 Marché commun européen, voir Communauté Économique Européenne.
 Marché d'intérêt national (M.I.N.) : 222, 364.
 Marché du travail, voir Travail.
 Marché financier : 60, 168, 247-249, 315, 325, 327, 345-346, 348.
 Marchés : à livrer, 222 ; à termes : produits, XLV, XLVII, LII-LIII, LVI-LVII, 94, 163-168, 222 ; noirs, 226 ; publics : 99, 201-203, 254, 298, 344.
 Marine marchande : 234, 281, 334.
Marne : réseau fluvial, 276.
Marne-la-Vallée (E.S.I.E.E.) : 118.
Maroc : 130, 281, 307, 351, 413-414.

Marques, voir Propriété industrielle et commerciale.
Marseille : C.C.I., 128.
Maurice (Ile) : 307.
Meaux : C.C.I., 128.
 Mécanique : 89, 91, 334, 463.
 Médailles : C.C.I., 57, 66-67 ; d'honneur du travail, 232.
 Médecins : 223.
 Médecine du travail, voir Travail.
 Médias, voir Information.
 Médiateur (droit administratif) : 200.
 Mélasses, voir Sucres.
Melun : C.C.I., 128.
Melun-Sénart : schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme, 387.
Mer du Nord-Méditerranée, voir Association Mer du Nord-Méditerranée.
 Mérite touristique (Ordre du) : 359.
 Métallurgie : 168, 333, 463.
Metz : C.C.I., 128.
Mexico : congrès de la Chambre de commerce internationale, 138.
Mexique : 88, 129, 134, 138, 338, 353.
Midi-Pyrénées : chambres de commerce et d'industrie, 91 ; zones industrielles, 396.
Millau : C.C.I., 128.
 Mines et carrières : 175, 202, 234, 238, 316, 333, 346.
 Ministère du commerce : 67, 93-96, 100, 155, 200.
 Mobilisation économique : 62-63, 297.
 Mode : 97, 119, 188, 195, 316.
 Le Monde (journal) : 89.
 Monnaie : LII, 10, 59-60, 213, 215, 247-249 ; électronique : 215.
 Monopoles d'État : 246-247, 346.
Mont-Blanc (tunnel sous le) : 262.
 Mont-de-piété : 248.
Montluçon : C.C.I., 128.
Montpellier : C.C.I., 128.

Montréal : congrès de la Chambre de commerce internationale, 138 ; exposition française, 352 ; exposition technique française, 352 ; exposition universelle et internationale, 187, 352.
Montreux : congrès de la Chambre de commerce internationale, 138.
 Moralité du commerce : 222, 463.
Morlaix : C.C.I., 128.
Moulins : C.C.I., 128.

Moyen-Orient : LII, 93, 132.
Mulhouse : banc d'épreuve des armes à feu, 58 ; C.C.I., 128.
 Musée des marchandises et du matériel d'enseignement (H.E.C.), voir C.C.I.P.
 Musée du costume : 188.
 Musées commerciaux : LX, 188.
 Mutilés, voir Handicapés.
 Mutuelles, voir Sociétés : de secours mutuel.

N

Nancy : C.C.I., 128.
Nanterre : zones industrielles, 391.
Nantes : C.C.I., 128 ; entrepôt, 182.
 Nantissement : 214.
Naples : congrès de la Chambre de commerce internationale, 138.
 Natalité (politique de la) : 235, 240, 295.
 Nationalisation : 245-246.
 Naturalisation de commerçant étranger : 228.
 Navigation : aérienne, voir Transport aérien ; de plaisance, 257, 275 ; intérieure, 269-278 ; maritime, voir Transport maritime.
Népal : 354.
New-Delhi : congrès de la Chambre de commerce internationale, 138.
New-Orléans : international house, 95.
New-York : Chambre de commerce germano-américaine, 134 ; World Trade Center, 89.

Nicaragua : 134.
Nice : assises nationales des C.C.I., 141 ; C.C.I., 128.
Nîmes : C.C.I., 128.
Niort : C.C.I., 128.
 Noblesse : 462.
Noisy-le-Grand, voir *Richardets (les)*.
Nord : L ; canal, 276 ; réseau fluvial, 275-276.
Nord-Pas-de-Calais : zones industrielles, 396.
 Normalisation, voir Standardisation.
Normandie : 307 ; zones industrielles, 396.
Norvège : 88, 129, 133, 338, 356.
Nouméa : C.C.I., 128.
Nouvelle-Zélande : LIII, 134, 356-357.
 Nucléaire (énergie) : 316.
 Nuisances : 90, 94-96, 235, 293, 346, 379-380.

O

Obligations (valeurs mobilières), voir Actions et obligations.
Obock : 351.
Océanie : 134, 187, 357.
 Octroi, voir Impôts locaux.
 Oeufs : 316.
 Oeuvres : de guerre, 298, 307 ; sociales : 307.
 Office de compensation : 60-61.
 Office de tourisme de Paris : 360, 409.
 Office du blé : 166, 247.
 Office foncier de construction : 302.
 Office franco-allemand des paiements commerciaux : 61.
 Office national de la propriété industrielle : 218.
 Office national des brevets d'invention et des marques de fabrique : 192, 218.
 Office national des charbons : 247.
 Office national des routes : 261.
 Office national du commerce extérieur : XLVII, 320.
 Office public de renseignements commerciaux : XLVII, LI, 320.
 Offices de compensation : 249.

Offices des transports et des P.T.T. : 53, 97, 287.
 Offices régionaux d'énergie électrique : 18.
 Oléoducs : 289.
 Opticien : 223, 256.
 Ordre public : 201.
 Orfèverie : 463.
 Organisation autonome nationale de l'industrie et du commerce (O.R.G.A.N.I.C.) : 239.
 Organisation des Nations unies (O.N.U.) : 87.
 Organisation européenne de coopération économique (O.E.C.E.) : 327.
 Organisation scientifique du travail : 120-122, 155-156.
 Orge, voir Céréales et grains.
 Orientation professionnelle : 121, 192.
Orlando : congrès de la Chambre de commerce internationale, 139.
Orléans : catastrophe naturelle, 307 ; C.C.I., 128.
Orly : aéroport, 286.
Osaka : exposition internationale, 354.
Ourcq : canal, 276.
 Outillage national : 305.
 Outre-mer (France d') : 346-347, 413-414.

P

- Paiements internationaux : 60-61, 249, 327.
Pakistan : 89, 297, 338, 354.
 Palais des congrès : LVIII, 92, 402-409.
Panama : 353 ; canal, 282.
Pantin : entrepôt, voir C.C.I.P.
 Papeterie et papiers : LX, 59, 203, 257, 316.
Paraguay : 353.
 Parcs : d'attractions, 398 ; des expositions, LVII, 96, 98, 171, 397-398, 400.
 Parfumerie : 96.
Paris et Région Ile-de-France :
 - abattoirs : 366.
 - aménagement régional : LXV, 124, 370, 382-395, 399-401.
 - assises nationales des C.C.I. : 141.
 - autoroutes : 401.
 - bimillénaire : 87, 360.
 - budget : 370-371.
 - bureaux : 383, 399-400, 407.
 - conférence annuelle de la Chambre de commerce internationale : 98, 139.
 - congrès de la Chambre de commerce internationale : 137-138.
 - Conseil municipal, maire : 91, 94, 363, 365.
 - décentralisation : 390-391.
 - domaine public : 363.
 - eau : 363, 379.
 - économie : 90, 96, 123, 370-373, 462, 465.
 - enceinte : 368.
 - enquêtes et statistiques économiques : XLIX, 372.
 - enseignement : 379 ; technique, 102, 191.
 - entrepôt réel des douanes : XLIV, XLVI, LX, LXIII, 178-179, 182-183.
 - fiscalité : 101, 370-371.
 - foire : 169-171.
 - gares routières : 377-378.
 - Halles (quartier) : 162, 365-366.
 - Halles centrales : 162, 364.
 - halles et marchés : 162, 165, 174, 366, 464.
 - hôtellerie : 64.
 - impôts locaux : 370-371.
 - information : 97.
 - inondations : 368, 379.
 - logement : 302.
 - nuisances : 379.
 - police : 363.
 - port : fluvial, LVIII, LXIII, LXV, 98, 271-275, 366 ; maritime, 271.
 - Préfecture : 91, 481.
 - Préfecture de police : 91, 93, 102, 203.
 - réseau fluvial : 270-272.
 - santé publique : 99, 203, 379.
 - services municipaux : 363.
 - tourisme : LXVI, 64, 102, 360.
 - transport : 102, 370 ; aérien, 284-286 ; en commun : 101, 376-377 ; ferroviaire, 377-378 ; routier, 375-376.
 - travail : 102, 379.
 - urbanisme : 102, 370, 382-386, 388-389, 399-400 ; documents, 386-388.
 - voirie, 364, 366-368 : 379, 401.
 - zones industrielles : 391-395.
Paris-nord-Villepinte (parc des expositions), voir C.C.I.P.
 Participation aux bénéfices : 211, 221.
 Patentes, voir Impôts locaux : patentes, taxe professionnelle.
Pau : C.C.I., 128.
Pays-Bas : 121, 129, 131, 137, 187, 338, 356.
Pays de la Loire : zones industrielles, 396-397.
 Pêche : 316.
 Pédagogie, voir Enseignement.
 Pelleterie, voir Cuirs et peaux.
Périgueux : C.C.I., 128.
Péronne : C.C.I., 128.
Pérou : 129, 134, 338, 352.
Perpignan : C.C.I., 128.
 Petite et moyenne entreprise (P.M.E.) et petite et moyenne industrie (P.M.I.) : 94, 96, 97, 314-315, 347.
 Pétrole et huiles minérales : L, 64, 175, 246, 257, 316, 346.
 Pharmacie : 223, 227, 255, 257.
Philippines : 129, 139.
Picardie : LII ; zones industrielles, 397.
 Pierres précieuses : 58-59, 463.
 Placement de main d'oeuvre, voir Travail.
 Plan comptable, voir Entreprise : comptabilité.
 Planification : 92, 96-97, 100, 305, 370, 383-384.
Plessis-Robinson (Le) : zones industrielles, 391.
 Poids et mesures : 224-225, 463.
Pointe-à-Pitre : C.C.I., 128.
Poitiers : C.C.I., 128.
 Politique : économique, voir Économie ; économique internationale, voir Économie internationale ; énergétique, voir Énergie ; familiale, voir Natalité (politique de la) ; fiscale, voir Fiscalité ; régionale, voir Économie régionale ; sociale, 90, 124, 229, 242, 238-239.
 Pollution et polluants, voir Nuisances.
Pologne : 129, 131, 133-134, 187, 338, 356.
Pont-Audemer : manufacture, 464.
 Population : 90, 295.
 Port autonome de Paris : LVIII, 271-272.
Porte de Versailles : parc des expositions, LVII, 171, 397.
 Ports : autonomes, 279 ; fluviaux, LVIII, LXV, 87, 98, 271-275 ; francs, LII, 279, 359 ; maritimes, LXV, 19, 271, 279-280.
Portugal : 129, 131, 133, 138, 338, 356, 465.
 Postes et télécommunications : 11, 40, 101, 121, 155, 177, 265-267, 281-282, 287.
 Poudres : 247.
 Pourboires, voir Rémunérations.

Préfecture de Police (Seine), voir Paris :
préfecture de police.
Prison : tarifs de main-d'oeuvre, 230.
Privilèges en matière de faillite, voir Faillite.
Prix : LII, 121, 212-213, 225-226, 303, 347, 371.
Proche-Orient : 93, 132.
Productivité : 85, 120, 312.
Prohibitions douanières, voir Douane :
réglementation des entrées et des sorties.
Promosalons (Comité pour la promotion à
l'étranger des salons français) : 158.

Propriété : artistique, littéraire et intellectuelle,
223 ; industrielle et commerciale, 218-220, 257,
345-346, 462-463.
Protection civile : 298.
Protectionnisme, voir Douane.
Provence-Côte d'azur-Corse : zones industrielles,
397.
Prud'hommes : 237.
Publicité commerciale : 159, 180, 254, 266, 315,
409, 463.

Q

Québec : congrès de la Chambre de commerce
internationale, 138.

Quimper : C.C.I., 128.
Quinzaine technique de Paris : 158-159.

R

Radio : 121, 266.
Rapatriés d'outre-mer : 16-17, 231.
Rapée (La) : port, 275.
Rationnement, voir Contingentement : commerce
intérieur.
Recherche : 89, 156, 347.
Récompenses et prix littéraires ou scientifiques :
11, 124.
Récompenses industrielles et commerciales : 94-
95, 98, 220, 318.
Recrutement militaire, voir Défense nationale.
Redon : C.C.I., 128.
Régie autonome des transports parisiens
(R.A.T.P.) : 101.
Régie générale : 465.
Région économique (XV^e), voir Chambre
régionale de commerce et d'industrie de Paris.
Régions économiques, voir Chambres régionales
de commerce et d'industrie.
Registre : des métiers, 223 ; du commerce, 207,
224.
Réhabilitation, voir Faillite.
Reims : C.C.I., 128 ; manufacture, 464.
Rémunérations : 203, 251, 379.
Rennes : C.C.I., 128.
Rénovation urbaine, voir Urbanisme.
Renseignements commerciaux : 159.
Représentants de commerce, voir Voyageurs,
représentants, placiers (V.R.P.).
Représentation commerciale à l'étranger : 133,
323-324. Voir aussi C.C.I. françaises à l'étranger.
Représentation générale du commerce et de
l'industrie : 100, 199-200, 221 ; Ancien Régime,
462-463.
Réquisitions : 203, 298.

Réseau : fluvial : 270-278 ; routier, voir Routes.
Restauration, voir Hôtellerie-restauration.
Restrictions : douanières, voir Douane :
réglementation des entrées et sorties ;
économiques, voir Contingentement : commerce
intérieur.
Retraites, voir Sécurité sociale et Assurances
sociales : des non salariés.
Rhône : réseau fluvial, 277.
Rhône-Loire : LII ; zones industrielles, 397.
Richardets (les) : zone industrielle, LVIII, 96,
394.
Rio de Janeiro : congrès de la Chambre de
commerce internationale, 138.
Riz, voir Céréales et grains.
Rochelle (La) : C.C.I., 128.
Rochefort : C.C.I., 128.
Roche-sur-Yon (La) : C.C.I., 128.
Rodez : C.C.I., 128.
Roissy-en-France : aéroport, 286.
Rome : chambre de commerce, d'industrie,
d'artisanat et d'agriculture, 92 ; congrès de la
Chambre de commerce internationale, 137 ; traité,
339.
Roubaix : C.C.I., 128.
Rouen : C.C.I., 128 ; port, 280.
Roumanie : 129, 131-133, 187, 328, 356.
Route : code, 261-262.
Routes : 261-262, 364, 366-368, 401 ;
touristiques, 261.
Rueil-Malmaison : zone industrielle, 391.
Rungis : marché d'intérêt national, 364.
Russie : 129, 131, 134, 298, 338, 357, 464. Voir
aussi U.R.S.S.

S

Saccharine : 257.
 Sahara : 413.
 Saint-Bernard (*Quai*) : Halles, 366.
 Saint-Brieuc : C.C.I., 128.
 Saint-Denis : canal, 270 ; entrepôt, 182 ; foire, 464 ; port, 275.
 Saint-Denis de la Réunion : C.C.I., 128.
 Saint-Dié : C.C.I., 128.
 Saint-Domingue : 134 ; colons, 297.
 Saint-Étienne : banc d'épreuve des armes à feu, 58 ; C.C.I., 128.
 Saint-Gaudens : C.C.I., 128.
 Saint-Germain (foire) : 464.
 Saint-Gobain (manufacture nationale) : 246.
 Saint-Martin : canal, 270.
 Saint-Martin (*Faubourg*) : entrepôt, voir C.C.I.P.
 Saint-Maurice : port, 275.
 Saint-Nazaire : C.C.I., 128.
 Saint-Nicolas : port, 275.
 Saint-Ouen : entrepôt, voir C.C.I.P. ; port, 275.
 Saint-Ovide (foire) : 464.
 Saint-Quentin : C.C.I., 128.
 Saints-pères : port, 275.
 Saisie-arrêt sur salaire : 230.
 Salaires, voir Rémunérations.
 Salons, voir Manifestations commerciales.
 Salvador : 338, 353.
 Sambre : réseau fluvial, canal, 276.
 Santé publique : 78, 82-83, 96, 104, 203, 223, 226-227, 235, 279, 282, 293, 334, 379.
 Sarre : 131, 355.
 Savon : 226, 257.
 Sécurité sociale : 8, 78, 96, 104, 201, 210, 238-239, 242.
 Sedan : C.C.I., 128 ; manufacture, 464.
 Seignelay : manufacture, 464.
 Seine (département), voir Paris.
 Seine : réseau fluvial, 270-275, 379.
 Seine-et-Marne : zones industrielles, 395.
 Seine-Saint-Denis : préfecture, 92 ; zones industrielles, 395.
 Sel : 175, 247, 257.
 Semaine internationale de Paris : 89, 94, 159.
 Senaisnor, voir Consortium pour l'étude et la réalisation de la liaison Seine-Nord à grand gabarit par le canal de Saint-Quentin.
 Sénat, voir Assemblées parlementaires.
 Sénégal : 91, 134, 351.
 Séoul : conférence de la Chambre de commerce internationale, 139.
 Serbie, voir Yougoslavie.
 Service après-vente : 213.
 Service des devises, voir C.C.I.P.
 Service des renseignements, voir C.C.I.P.
 Service interconsulaire de la région parisienne pour l'aménagement de zones d'activité (S.I.R.P.A.Z.A.) : 392.
 Service interconsulaire des relations économiques avec l'Afrique du Nord : 17.

Service interconsulaire du commerce et de la distribution (S.I.C.O.D.) : 14-15.
 Service interconsulaire du port de Gennevilliers (S.I.P.G.) : 273-274.
 Service public du contrôle des diamants, perles fines et pierres précieuses, voir C.C.I.P.
 Sète : C.C.I., 128.
 Siam, voir Thaïlande.
 Sidérurgie, voir Métallurgie.
 Simprofrance, voir Comité français pour la simplification des procédures du commerce extérieur.
 Singapour : LIV.
 Six-corps de marchands de la ville de Paris : 461.
 Société anonyme d'économie mixte d'aménagement, de rénovation et de restauration du secteur des Halles (S.E.M.A.H.) : 365.
 Société centrale pour l'équipement du territoire (S.C.E.T.) : 384.
 Société civile de la région parisienne pour l'aménagement de zones d'activités (S.C.I.R.P.A.Z.A.) : 392.
 Société civile d'études pour l'aménagement des Halles centrales de Paris et des secteurs limitrophes (S.E.A.H.) : 365.
 Société civile d'études pour l'aménagement d'un parc des expositions au Bourget : 398.
 Société civile pour l'étude, l'implantation et le regroupement des activités commerciales dans des centres pour le commerce international (S.E.C.I.) : 365.
 Société d'aménagement et d'équipement de la région parisienne (S.A.E.R.P.) : 384.
 Société d'économie mixte d'aménagement et de gestion des annexes du Marché d'intérêt national de Rungis (S.A.G.A.M.I.R.I.S.) : 364.
 Société d'économie mixte d'aménagement et d'équipement de la ville de Créteil (S.E.M.A.E.C.) : 389.
 Société d'économie mixte pour l'équipement des zones industrielles dans le département de la Seine (S.E.Z.I.D.) : 391.
 Société d'économie politique : 53.
 Société d'encouragement pour le commerce français d'exportation : L-LI, 319.
 Société de propagande pour l'achèvement du réseau français de canaux et voies navigables : 269.
 Société des entreprises maritimes de Paris-Gennevilliers (E.M.P.A.G.) : 52.
 Société des Nations (S.D.N.) : 327.
 Société d'étude Mer du Nord-Méditerranée : 277-278.
 Société d'études du centre anti-pollution de Limay (S.E.C.A.L.) : 380.
 Société d'exploitation du palais des congrès (C.I.P.) : 407.
 Société d'exploitation du parc des expositions de la ville de Paris : 171.

Société du centre international et parisien du commerce (C.I.P.C.O.M.) : 408.
 Société du port et des magasins publics de Paris-Austerlitz : 179-180.
 Société européenne pour la formation des ingénieurs : 96.
 Société générale de crédit industriel et commercial : 248.
 Société immobilière de construction du palais des congrès (S.I.P.A.C.) : 407.
 Société nationale des chemins de fer français (S.N.C.F.) : 263.
 Sociétés : anonymes, 209, 210 ; à responsabilité limitée (S.A.R.L.), 208 ; coopératives, 210-211 ; d'assurances, voir Assurances ; de commerce international, 318 ; de droit européen, 210, 347 ; de personnes, 208 ; de secours mutuel, 78, 98, 238 ; d'investissement, 212, 248 ; en commandite, 208 ; en nom collectif, 208 ; en participation, 211 ; tontinières, 211, 465 ; unipersonnelles, voir Entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée (E.U.R.L.).
 Soie : LX, 59, 220, 463-464.
 Sologne : manufacture, 464.
 Soudan occidental : 351.
 Sous-comptoir des entrepreneurs près le Crédit foncier de France : 248.
 Sous-comptoir du commerce et de l'industrie : 248.
 Sous-traitance : 156, 348.
 Spectacles : 90, 257.
 Spiritueux, voir Vins, alcools et spiritueux.
 Sport : 66, 77, 90, 105.

Stages : 196 ; à l'étranger, LIII-LIV, 11, 37, 80, 106, 189, 196, 346, 379.
 Stages de perfectionnement dans la gestion des entreprises, Stages puis Stage d'étude de la gestion des entreprises (S.T.E.G.E.), voir C.C.I.P.
 Standardisation : 120-122, 155-156.
 Stationnement, voir Transport routier.
 Statistiques économiques, voir Enquêtes et statistiques économiques.
 Sterling (zone) : 327.
 Stockholm : congrès de la Chambre de commerce internationale, 137, 139.
 Strasbourg : assises nationales des C.C.I., 141 ; C.C.I., 128 ; congrès des exportateurs de la C.E.E., 322.
 Sucres : LII, 164, 167, 175, 247, 257, 316, 463.
 Sud-Ouest : réseau fluvial, 277.
 Suède : 88, 131, 133, 137, 139, 187, 338, 356.
 Suez : canal, 282.
 Suifs : 168.
 Suisse : 121, 129, 131, 133-134, 138, 187, 338, 349, 356, 462.
 Suresnes : port, 275.
 Syndic (de faillite ou judiciaire), voir Faillite.
 Syndicat d'initiative de Paris : 102.
 Syndicat national autonome du personnel des Chambres de commerce (S.N.A.P.C.C.) : 9, 78.
 Syndicats : Ancien Régime, voir Corps et communautés ; de salariés, 9, 78, 93, 221, 235-236 ; professionnels (patronaux), LII, 89-94, 96-98, 142-146, 164-167, 191, 221, 312, 315.

T

Tabac : 246.
 Taïwan : 354.
 Tarbes : C.C.I., 128.
 Taxes, voir Impôts.
 Tchécoslovaquie : 95, 131, 133, 187, 338, 356.
 Téléphone : 265-267.
 Télévision : 266.
 Textiles : 119, 188, 195, 316, 333, 463-464.
 Thaïlande : 129, 338, 354.
 Thiers : C.C.I., 128.
 Tokyo : congrès de la Chambre de commerce internationale, 138.
 Tolbiac : port, 275.
 Tontines, voir Sociétés : tontinières.
 Toulon : C.C.I., 128.
 Toulouse : C.C.I., 128.
 Tourcoing : C.C.I., 128.
 Touring-club de France : port de plaisance, 275.
 Tourisme : LXVI, 64, 91, 93, 98, 100-101, 223, 234, 359-360.
 Tours : C.C.I., 128.
 Tourteaux de soja : 94, 168.
 Toussus-le-Noble : aéroport, 286.

Traités internationaux : de commerce, XLV-XLVI, 337-340 ; douaniers, 329.
 Transports : aérien, LVIII-LIX, 95, 283-286, 407 ; en commun, 101, 257, 262, 376-377 ; ferroviaire, XLVI, 101, 122, 182, 234, 263, 270, 288, 377-378 ; fluvial, LVIII-LIX, LXV, 269-270, 288, 349, 465 ; généralités, XLVI, 63, 93, 95, 98, 100-102, 122, 214, 270, 287-288, 348, 370, 378 ; maritime, LII, LXV, 19, 114, 212, 214, 234, 281-282, 349, 465 ; routier, LII, 257, 261-262, 288, 375-378, 408.
 Travail, 95, 100, 102 ; accidents, 81, 182, 241 ; à domicile, 230, 235 ; à temps partiel, 234-235 ; clandestin (noir), 226 ; conflits, 102, 236-238, 265, 267 ; contrats, 229-230 ; conventions collectives, 229-230 ; de nuit, 235 ; des enfants, 233-235 ; des handicapés, 90-91, 231 ; durée, 230, 233-235 ; féminin, 234-235 ; hygiène et sécurité, 232-235, 241, 379 ; inspection, 235 ; marché, 230-231, 240 ; médaille d'honneur, 232 ; médecine, 82-83, 235 ; national (protection), 227-228, 231 ; organisation scientifique, voir Organisation scientifique du travail ;

réglementation internationale, 232 ; temporaire, 235.
 Travailleurs étrangers, *voir* Étrangers.
 Travaux publics : 100-101, 202.
 Tribunal de commerce de la Seine : LI, LX-LXII, LXIV-LXV, 27, 91, 216, 463, 465.

Tribunaux, *voir* Juridiction.
 Troyes : manufacture, 464.
 Tulle : C.C.I., 128.
 Tunisie : LIII, 91, 129, 132, 351.
 Turquie : 88, 129, 132, 134, 138, 338, 354, 357.

U

Ubaye (*Vallée*) : catastrophe naturelle, 307.
 Union des capitales de la Communauté européenne : 92.
 Union des chambres de commerce aéronautiques : 284.
 Union des chambres de commerce et établissements gestionnaires d'aéroports (U.C.C.E.G.A.) : 284.
 Union des chambres de commerce françaises à l'étranger puis Union des chambres de commerce et d'industrie françaises à l'étranger (U.C.C.I.F.E.) : 93, 129.
 Union des chambres de commerce maritimes et des ports français : 19.
 Union des offices d'énergie électrique : 18.
 Union des offices des transport et des P.T.T. : 97, 287.
 Union des organisations patronales de la région parisienne (U.P.R.P.) : 93.
 Union des ports autonomes et des chambres de commerce et d'industrie maritimes (U.P.A.C.C.I.M.) : 19.

Union européenne des paiements : 327.
 Union internationale de l'artisanat et des P.M.E. : 94.
 Union italienne des Chambres de commerce, d'industrie, d'artisanat et d'agriculture : 92.
 Union nationale intersyndicale des marques collectives (Unis-France) : 219.
 Unis-France, *voir* Union nationale intersyndicale des marques collectives.
 Urbanisme : 100, 370, 381-383, 388-389, 399-400 ; commercial, 102, 390-391 ; documents, 370, 386-388.
 U.R.S.S. : 88-90, 93, 95, 131, 133-134, 187, 338, 357. *Voir aussi* Russie.
 Uruguay : 129, 132, 134, 353.
 Usages commerciaux : 224, 234, 371.
 Ussel : C.C.I., 128.
 Usure, *voir* Crédit.
 Uzès : manufacture, 464.

V

Vacances (étalement des) : 234.
 Val-de-Marne : préfecture, 93 ; zones industrielles, 395.
 Val d'Oise : zones industrielles, 395.
 Valence : C.C.I., 128.
 Valenciennes : C.C.I., 128.
 Valeurs mobilières, *voir* Actions et obligations.
 Vanilline : 257.
 Vaugirard : abattoirs, 366.
 Venezuela : 93, 129, 134, 353.
 Venise : catastrophe naturelle, 307 ; congrès des exportateurs de la C.E.E., 323.
 Vente : à crédit (à tempérament), 213, 247 ; à domicile, 93, 213 ; à la boule de neige, 213 ; à l'essai, 213 ; à prix imposés, 225 ; à prix unique, 213 ; au déballage, 213 ; au détail, 213 ; avec prime, 213 ; d'objet abandonné, 213 ; illicite, 213 ; par correspondance, 213 ; publique, 173-174, 213, 255.
 Versailles : C.C.I., 128 ; congrès national du bois, 445.

Vesoul : C.C.I., 128.
 Viandes : 223, 227, 316, 366.
 Vienne : C.C.I., 128.
 Vienne (*Autriche*) : congrès de la Chambre de commerce internationale, 137, 138 ; Opéra, 90.
 Vietnam : LIV, 354.
 Villepinte, *voir* Paris-nord-Villepinte (Parc des expositions).
 Villes nouvelles : 368.
 Villette (*La*) : abattoirs, 366 ; entrepôt, 180 ; port, 180, 275.
 Vins, alcools et spiritueux : 127, 165, 220, 227, 246, 257, 293, 316, 318, 366, 371.
 Vitry-sur-Seine : port, 275 ; zone industrielle, 391.
 Voies navigables, *voir* Réseau fluvial.
 Voirie : 261, 366-368, 379.
 Voyageurs, représentants, placiers (V.R.P.) : 224, 232.

W

Warrants : 173, 183, 214.

Washington : congrès de la Chambre de commerce internationale, 137-138 ; congrès international d'organisation scientifique du travail, 121.

Westminster : conférence économique européenne, 327.

World Trade Center (*New-York*) : 89.

Y

Yougoslavie : 96, 131, 133, 187, 299, 338, 357.

Yvelines : zones industrielles, 395.

Z

Zaïre : 134.

Zones : franchises, 349 ; industrielles, 96, 312, 391-397.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	VII
. Repères chronologiques	XXIII
. État général des fonds	XXIX
. Indications bibliographiques	XXXIX
. Sources complémentaires	XLIII
 2ETP/1/1 CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE (1).....	2
2ETP/1/1/1 STATUT ⁽²⁾	2
2ETP/1/1/11 Régime légal. Réformes.	2
2ETP/1/1/12 Élections ⁽¹⁾	5
2ETP/1/1/2 ORGANISATION INTÉRIEURE	6
2ETP/1/1/21 Généralités.....	6
2ETP/1/1/22 Membres. Anciens membres.....	7
2ETP/1/1/23 Personnel ⁽¹⁾	7
2ETP/1/1/3 RÉGIME FINANCIER ET FISCAL ⁽²⁾	8
2ETP/1/1/4 ÉMISSION DE MONNAIE ⁽¹⁾	9
2ETP/1/1/8 RÉUNIONS ET GROUPEMENTS DE CHAMBRES DE COMMERCE FRANÇAISES	9
2ETP/1/1/81 Congrès. Réunions.....	9
2ETP/1/1/82 Assemblée des présidents ⁽¹⁾	10
2ETP/1/1/83 Régions économiques ⁽³⁾	14
2ETP/1/1/84 Offices régionaux ⁽¹⁾	17
2ETP/1/1/85 Union des chambres de commerce maritimes et des ports français ⁽⁰¹⁾	18
2ETP/1/1/86 Association interconsulaire pour la promotion du commerce extérieur ⁽¹⁾	19
2ETP/1/1/87 Association des secrétaires généraux des chambres de commerce ⁽²⁾	19
2ETP/1/1/9 PUBLICATIONS DE L'ASSEMBLÉE DES PRÉSIDENTS	20
 2ETP/1/2 CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS (1).....	24
2ETP/1/2/0 RECHERCHES HISTORIQUES. CÉLÉBRATIONS.....	24
2ETP/1/2/01 Recherches historiques	24
2ETP/1/2/03 Centenaire de la Chambre de commerce de Paris.....	25
2ETP/1/2/04 Cent cinquantième de la Chambre de commerce de Paris ⁽¹⁾	25
2ETP/1/2/1 STATUT	26
2ETP/1/2/2 ÉLECTIONS.....	26
2ETP/1/2/22 Régime électoral ⁽¹⁾	26

2ETP/1/2/23 Listes électorales ⁽²⁾	27
2ETP/1/2/26 Renouvellement des membres et du bureau ⁽¹⁾	29
2ETP/1/2/3 RÉGIME FINANCIER ET FISCAL.....	34
2ETP/1/2/32 Budget et comptes ⁽²⁾	34
2ETP/1/2/34 Dons et legs.....	36
2ETP/1/2/35 Subventions.....	36
2ETP/1/2/36 Fiscalité	36
2ETP/1/2/4 DOMAINE - BÂTIMENTS ⁽¹⁾ - FOURNITURES	37
2ETP/1/2/40 Régime des travaux ⁽²⁾	37
2ETP/1/2/41 Acquisitions. Locations.....	37
2ETP/1/2/42 Travaux.....	38
2ETP/1/2/45 Installations. Fournitures	40
2ETP/1/2/49 Gestion des locaux.....	41
2ETP/1/2/5 ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT.....	42
2ETP/1/2/50 Correspondance générale ⁽¹⁾	42
2ETP/1/2/51 Règlement intérieur ⁽²⁾	46
2ETP/1/2/52 Assemblée générale. Bureau. Commissions. ⁽¹⁾	47
2ETP/1/2/54 Organisation des services ⁽¹⁾	49
2ETP/1/2/55 Membres. Anciens membres ⁽¹⁾	64
2ETP/1/2/56 Personnel ⁽²⁾	75
2ETP/1/2/57 Service des assurances.....	79
2ETP/1/2/58 Services médicaux.....	81
2ETP/1/2/6 PUBLICATIONS. RELATIONS PUBLIQUES	82
2ETP/1/2/61 Publications. Discours.....	82
2ETP/1/2/63 Visites. Voyages ⁽¹⁾ . Invitations. Réceptions ⁽²⁾	84
2ETP/1/2/7 ATTRIBUTIONS ET RÔLES DIVERS	97
2ETP/1/2/70 Avis et interventions.....	97
2ETP/1/2/71 Désignation d'experts	98
2ETP/1/2/72 Participation à des commissions auprès d'organismes extérieurs.....	98
2ETP/1/2/73 Enseignement commercial ⁽¹⁾	102
2ETP/1/2/74 Écoles de la Chambre de commerce de Paris ⁽¹⁾	107
2ETP/1/2/75 Contribution patriotique	121
2ETP/1/2/76 Fonctions administratives de répartition et de distribution.....	122
2ETP/1/2/77 Concours et encouragement au développement du commerce	123
2ETP/1/2/78 Attributions de legs.....	123
2ETP/1/2/79 Fonctions arbitrales.....	124
2ETP/1/3 CHAMBRES DE COMMERCE FRANÇAISES	125
2ETP/1/3/0 CORRESPONDANCE GÉNÉRALE.....	125
2ETP/1/3/2 DOSSIERS COMMUNS A PLUSIEURS CHAMBRES DE COMMERCE	125

2ETP/1/3/3 DOSSIERS PARTICULIERS A CHAQUE CHAMBRE DE COMMERCE	125
2ETP/1/3/4 COMPOSITION DES BUREAUX ⁽¹⁾	126
2ETP/1/4 CHAMBRES DE COMMERCE FRANÇAISES A L'ÉTRANGER ⁽¹⁾	127
2ETP/1/4/1 GÉNÉRALITÉS.....	127
2ETP/1/4/4 EUROPE	127
2ETP/1/4/5 AFRIQUE, AMÉRIQUE, ASIE, OCÉANIE.....	127
2ETP/1/5 CHAMBRES DE COMMERCE ÉTRANGÈRES EN FRANCE.....	129
2ETP/1/5/0 GÉNÉRALITÉS.....	129
2ETP/1/5/1 CHAMBRES DE COMMERCE EUROPÉENNES EN FRANCE ⁽¹⁾	129
2ETP/1/5/2 CHAMBRES DE COMMERCE NON EUROPÉENNES EN FRANCE.....	130
2ETP/1/6 CHAMBRES DE COMMERCE ÉTRANGÈRES	131
2ETP/1/6/0 GÉNÉRALITÉS.....	131
2ETP/1/6/1 EUROPE	131
2ETP/1/6/2 ASIE, AFRIQUE, OCÉANIE	132
2ETP/1/6/4 AMÉRIQUE.....	132
2ETP/1/6/6 CHAMBRES DE COMMERCE MIXTES ET ÉTRANGÈRES A L'ÉTRANGER, CHAMBRE DE COMMERCE EUROPÉENNE	132
2ETP/1/7 INSTANCES ET RÉUNIONS INTERNATIONALES	133
2ETP/1/7/0 CHAMBRE DE COMMERCE INTERNATIONALE ⁽¹⁾	133
2ETP/1/7/2 CONSEIL DE LA CHAMBRE DE COMMERCE INTERNATIONALE.....	133
2ETP/1/7/3 BUREAU D'INFORMATION DES CHAMBRES DE COMMERCE (B.I.C.C.) ⁽¹⁾	134
2ETP/1/7/4 COMITÉ NATIONAL FRANÇAIS DE LA CHAMBRE DE COMMERCE INTERNATIONALE	135
2ETP/1/7/6 CONGRÈS DE LA CHAMBRE DE COMMERCE INTERNATIONALE.....	135
2ETP/1/7/7 RÉUNIONS INTERNATIONALES.....	137
2ETP/1/8 ASSOCIATIONS ET GROUPEMENTS PROFESSIONNELS	139
2ETP/1/8/0 ASSISES NATIONALES DES CHAMBRES DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE ⁽¹⁾	139
2ETP/1/8/2 CHAMBRES SYNDICALES PROFESSIONNELLES	140
2ETP/1/8/21 Régime	140
2ETP/1/8/23 Consultations générales sur les activités des chambres syndicales.....	140
2ETP/1/8/24 Rapports avec la Chambre de commerce de Paris	141
2ETP/1/8/3 CHAMBRES D'AGRICULTURE ⁽¹⁾	141
2ETP/1/8/6 ASSOCIATIONS ET GROUPEMENTS DIVERS	141
2ETP/1/8/61 Associations, Sociétés, Offices.....	141
2ETP/1/8/62 Comités, Commissions de représentation patronale, Réunions patronales.....	142
2ETP/1/8/63 Fédérations, Confédérations	142
2ETP/1/8/64 Unions, Ligues, Groupements divers	144
2ETP/1/9 RÉCOMPENSES HONORIFIQUES.....	145
2ETP/1/9/5 DÉCORATIONS ⁽¹⁾	145

2ETP/1/9/50 Généralités.....	145
2ETP/1/9/52 Instruction publique (Palmes académiques).....	145
2ETP/1/9/53 Mérite commercial (1)	146
2ETP/1/9/55 Légion d'honneur. Ordre national du Mérite	147
2ETP/1/9/57 Autres décorations françaises. Décorations étrangères. Distinctions honorifiques.....	149
2ETP/2/1 ORGANISATION COMMERCIALE ET INDUSTRIELLE.....	151
2ETP/2/1/2 ORGANISATION MATÉRIELLE DES BUREAUX.....	151
2ETP/2/1/3 MÉTHODES COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES	151
2ETP/2/1/32 Organisation scientifique du travail (1)	151
2ETP/2/1/33 Concentration. Reconversion. Fusion des entreprises.....	152
2ETP/2/1/4 CONGRÈS	152
2ETP/2/1/5 MANIFESTATIONS COMMERCIALES (1)	153
2ETP/2/1/9 PUBLICITÉ. RENSEIGNEMENTS COMMERCIAUX	155
2ETP/2/2 BOURSES. HALLES. MARCHÉS. FOIRES.....	155
2ETP/2/2/0 BOURSES (1)	155
2ETP/2/2/01 Bourse des valeurs (2)	155
2ETP/2/2/02 Bourse de commerce (1)	157
2ETP/2/2/1 MARCHÉS DE LA BOURSE DE COMMERCE (1)	158
2ETP/2/2/10 Généralités.....	158
2ETP/2/2/11 Marché des alcools et vins.....	160
2ETP/2/2/12 Marché des caoutchoucs.....	160
2ETP/2/2/13 Marché des grains et farines (1)	160
2ETP/2/2/14 Marché des huiles	162
2ETP/2/2/15 Marché des maïs, orges et riz	162
2ETP/2/2/17 Marché des sucres	162
2ETP/2/2/18 Marché des suifs	163
2ETP/2/2/19 Marchés divers.....	163
2ETP/2/2/2 MARCHÉ FINANCIER (BOURSE DES VALEURS)	163
2ETP/2/2/3 HALLES ET MARCHÉS.....	163
2ETP/2/2/4 FOIRES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES (1)	164
2ETP/2/2/41 Foire de Paris (2)	164
2ETP/2/2/42 Foire de Lyon. Foire de Bordeaux.....	166
2ETP/2/3 MAGASINS GÉNÉRAUX (1). ENTREPÔTS.....	167
2ETP/2/3/1 LÉGISLATION.....	167
2ETP/2/3/2 MAGASINS GÉNÉRAUX.....	167
2ETP/2/3/3 HALLES AUX CUIRS (1)	168
2ETP/2/3/4 ENTREPÔTS (1) ET MANUTENTION DE LA DOUANE	169
2ETP/2/4 EXPOSITIONS (1).....	178
2ETP/2/4/0 GÉNÉRALITÉS.....	178

2ETP/2/4/1 EXPOSITIONS FRANÇAISES.....	178
2ETP/2/4/11 Expositions universelles (2)	178
2ETP/2/4/12 Expositions spéciales	179
2ETP/2/4/2 EXPOSITIONS ÉTRANGÈRES.....	180
2ETP/2/4/6 EXPOSITIONS PERMANENTES. MUSÉES COMMERCIAUX	181
2ETP/2/5 ENSEIGNEMENT ET FORMATION PROFESSIONNELLE	182
2ETP/2/5/1 ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL	182
2ETP/2/5/2 ENSEIGNEMENT TECHNIQUE COMMERCIAL ET INDUSTRIEL.....	182
2ETP/2/5/22 Organisation (1)	182
2ETP/2/5/23 Conseil supérieur. Comités.....	183
2ETP/2/5/24 Associations. Groupements permanents	184
2ETP/2/5/25 Congrès. Journées	184
2ETP/2/5/26 Écoles et cours.....	184
2ETP/2/5/28 Promotion sociale.....	185
2ETP/2/5/29 Utilisation du cinéma.....	185
2ETP/2/5/3 ORIENTATION PROFESSIONNELLE	185
2ETP/2/5/4 APPRENTISSAGE	186
2ETP/2/5/41 Organisation.....	186
2ETP/2/5/45 Ateliers-écoles (1)	187
2ETP/2/5/5 BOURSES. STAGES. VOYAGES D'ÉTUDES	189
2ETP/2/5/8 LANGUES AUXILIAIRES	189
2ETP/3/1 DROIT ADMINISTRATIF (1)	191
2ETP/3/1/1 ORGANISATION ADMINISTRATIVE.....	191
2ETP/3/1/10 Représentation nationale	191
2ETP/3/1/11 Organisation et réforme administratives	191
2ETP/3/1/12 Administration centrale	192
2ETP/3/1/13 Autres administrations. Établissements publics.....	193
2ETP/3/1/15 Fonctionnaires.....	193
2ETP/3/1/2 CONTENTIEUX ET TRIBUNAUX	193
2ETP/3/1/3 ARMÉE ET MARINE.....	193
2ETP/3/1/4 DOMAINE PUBLIC	194
2ETP/3/1/41 Domaine public. Expropriation.....	194
2ETP/3/1/44 Eau. Électricité	194
2ETP/3/1/5 TRAVAUX PUBLICS. MINES	194
2ETP/3/1/7 MARCHÉS ADMINISTRATIFS.....	194
2ETP/3/1/8 POLICE ADMINISTRATIVE.....	195
2ETP/3/1/9 ALSACE-LORRAINE. RÉFORME DU CALENDRIER.....	195
2ETP/3/2 LÉGISLATION CIVILE ET PROCÉDURE	196
2ETP/3/3 LÉGISLATION COMMERCIALE	197

2ETP/3/3/1 DROIT COMMERCIAL	197
2ETP/3/3/2 COMMERÇANTS. FONDS DE COMMERCE. ACTES DE COMMERCE	197
2ETP/3/3/3 SOCIÉTÉS ET ENTREPRISES COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES.....	198
2ETP/3/3/31 Dispositions communes.....	198
2ETP/3/3/32 Sociétés de personnes	198
2ETP/3/3/33 Sociétés par action.....	199
2ETP/3/3/34 Autres sociétés	200
2ETP/3/3/4 CONTRATS COMMERCIAUX.....	202
2ETP/3/3/41 Ventes.....	202
2ETP/3/3/43 Contrats de transport.....	204
2ETP/3/3/44 Gage et warrant.....	204
2ETP/3/3/6 CONTRATS SUR ARGENT.....	204
2ETP/3/3/61 Effets de commerce	204
2ETP/3/3/62 Chèques	205
2ETP/3/3/7 JURIDICTIONS.....	206
2ETP/3/3/8 FAILLITE	207
2ETP/3/3/9 PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE. BAUX COMMERCIAUX	208
2ETP/3/3/91 Propriété industrielle et commerciale.....	208
2ETP/3/3/92 Baux commerciaux.....	210
2ETP/3/4 COMMERCE ET INDUSTRIE. ORGANISATION. RÉGLEMENTATION.	
POLICE.....	211
2ETP/3/4/1 ORGANISATION.....	211
2ETP/3/4/11 Organisation générale	211
2ETP/3/4/12 Gaz. Électricité	212
2ETP/3/4/13 Professions diverses.....	212
2ETP/3/4/19 Organisation de l'entreprise	214
2ETP/3/4/4 RÉGLEMENTATION ET POLICE	214
2ETP/3/4/40 Mesures générales	214
2ETP/3/4/41 Droit du consommateur	215
2ETP/3/4/42 Fraudes.....	216
2ETP/3/4/43 Régimes spéciaux.....	217
2ETP/3/4/44 Commerçants et travailleurs étrangers.....	217
2ETP/3/5 LÉGISLATION OUVRIÈRE. ASSISTANCE ET PRÉVOYANCE	
SOCIALES.....	219
2ETP/3/5/0 CODIFICATION DES LOIS OUVRIÈRES.....	219
2ETP/3/5/1 CONVENTIONS RELATIVES AU TRAVAIL	219
2ETP/3/5/12 Contrat de travail. Conventions collectives.....	219
2ETP/3/5/14 Rémunération.....	220
2ETP/3/5/15 Placement. Main-d'oeuvre	221

2ETP/3/5/2 RÉGLEMENTATION ET PROTECTION DU TRAVAIL.....	222
2ETP/3/5/21 Législation française. Réglementation internationale	222
2ETP/3/5/22 Durée du travail.....	223
2ETP/3/5/23 Conditions de travail particulières	224
2ETP/3/5/26 Hygiène et sécurité.....	225
2ETP/3/5/3 GROUPEMENTS PROFESSIONNELS OUVRIERS.....	226
2ETP/3/5/4 CONFLITS DU TRAVAIL.....	227
2ETP/3/5/42 Conseils de prud'hommes (1)	227
2ETP/3/5/43 Conciliation et arbitrage	227
2ETP/3/5/5 ASSURANCE ET PRÉVOYANCE SOCIALES	228
2ETP/3/5/50 Assurances sociales	228
2ETP/3/5/54 Allocations familiales	230
2ETP/3/5/56 Chômage.....	230
2ETP/3/5/6 ACCIDENTS DU TRAVAIL.....	231
2ETP/3/5/7 SÉCURITÉ SOCIALE	232
2ETP/3/6 ÉCONOMIE PUBLIQUE. QUESTIONS FISCALES	233
2ETP/3/6/1 ÉCONOMIE PUBLIQUE.....	233
2ETP/3/6/11 Budget.....	233
2ETP/3/6/12 Dette publique.....	235
2ETP/3/6/13 Nationalisations.....	235
2ETP/3/6/14 Monopoles d'État. Privilèges.....	236
2ETP/3/6/15 Crédit.....	237
2ETP/3/6/16 Banques. Établissements de crédit.....	237
2ETP/3/6/17 Monnaie	238
2ETP/3/6/2 FISCALITÉ	239
2ETP/3/6/21 Régime fiscal.....	239
2ETP/3/6/22 Impôts directs.....	241
2ETP/3/6/25 Enregistrement. Timbre	244
2ETP/3/6/26 Impôt sur le chiffre d'affaires.....	245
2ETP/3/6/28 Contributions indirectes	247
2ETP/4/1 VOIRIE ET TRANSPORTS SUR ROUTE (1)	249
2ETP/4/2 CHEMINS DE FER	251
2ETP/4/3 POSTES. TÉLÉCOMMUNICATIONS. RADIODIFFUSION.....	252
2ETP/4/3/1 ORGANISATION	252
IV- 3/2 POSTE AUX LETTRES	253
IV- 3/4 TÉLÉPHONE	253
2ETP/4/3/5 RADIODIFFUSION. TÉLÉVISION	254
2ETP/4/4 NAVIGATION INTÉRIEURE. PORTS FLUVIAUX.....	255
2ETP/4/4/2 ORGANISATION.....	255

2ETP/4/4/4 EXPLOITATION.....	255
2ETP/4/4/6 RÉSEAU NAVIGABLE. PORTS FLUVIAUX ⁽¹⁾	256
2ETP/4/4/60 Voies navigables	256
2ETP/4/4/61 Seine.....	256
2ETP/4/4/62 Nord	261
2ETP/4/4/63 Est	262
2ETP/4/4/64 Autres réseaux	263
2ETP/4/5 PORTS MARITIMES.....	265
2ETP/4/5/2 RÉGIME.....	265
2ETP/4/5/3 EXPLOITATION.....	265
2ETP/4/5/4 PORTS EN PARTICULIER.....	266
2ETP/4/5/5 ASSOCIATION DES GRANDS PORTS FRANCAIS ⁽¹⁾	266
2ETP/4/6 NAVIGATION MARITIME.....	267
2ETP/4/6/1 ORGANISATION.....	267
2ETP/4/6/4 ARMEMENT NAVAL. SERVICES COMMERCIAUX.....	267
2ETP/4/6/7 DROIT MARITIME	268
2ETP/4/7 NAVIGATION AÉRIENNE	269
2ETP/4/7/1 ORGANISATION.....	269
2ETP/4/7/3 EXPLOITATION.....	269
2ETP/4/8 COORDINATION DES MOYENS DE TRANSPORT	273
2ETP/4/8/1 ORGANISATION.....	273
2ETP/4/8/2 RAIL ET ROUTE	274
2ETP/4/8/3 RAIL ET EAU	274
2ETP/4/9 PIPE-LINE.....	275
2ETP/5/1 HYGIÈNE ET SANTÉ PUBLIQUE ⁽¹⁾.....	277
2ETP/5/2 POPULATION ET NATALITÉ	278
2ETP/5/3 CRISES POLITIQUES.....	279
2ETP/5/4 CRISES ÉCONOMIQUES.....	283
2ETP/5/4/3 CRISES D'APPROVISIONNEMENT.....	283
2ETP/5/4/4 CRISES DU LOGEMENT.....	283
2ETP/5/4/5 CHERTÉ DE LA VIE	285
2ETP/5/5 ÉQUIPEMENT NATIONAL	286
2ETP/5/8 OEUVRES SOCIALES	287
2ETP/6/1 PRODUCTION ET COMMERCE EN FRANCE ⁽¹⁾.....	289
2ETP/6/1/0 ORGANISATION	289
2ETP/6/1/00 Évolution et politique économique	289
2ETP/6/1/01 Activité régionale.....	290

2ETP/6/1/02 Enquêtes et statistiques économiques	290
2ETP/6/1/03 Commerce indépendant. Petite et moyenne entreprise	292
2ETP/6/1/05 Propagande	293
2ETP/6/1/08 Défense du commerce et de l'industrie	293
2ETP/6/1/1 PRODUITS AGRICOLES ET ÉLEVAGE	293
2ETP/6/1/2 PRODUITS ANIMAUX NATURELS ET TRANSFORMÉS.....	294
2ETP/6/1/3 PRODUITS VÉGÉTAUX TRANSFORMÉS.....	294
2ETP/6/1/4 INDUSTRIES ET PRODUITS DIVERS.....	294
2ETP/6/2 COMMERCE EXTÉRIEUR	295
2ETP/6/2/0 ÉVOLUTION.....	295
2ETP/6/2/1 ORGANISATION.....	295
2ETP/6/2/11 Politique des échanges	295
2ETP/6/2/12 Organismes. Propagande	296
2ETP/6/2/2 CONTRÔLE. LIBRE-ÉCHANGE.....	303
2ETP/6/2/3 FORMALITÉS	303
2ETP/6/2/4 AIDE DE L'ÉTAT. CRÉDIT A L'EXPORTATION	304
2ETP/6/2/40 Aide de l'État.....	304
2ETP/6/2/44 Crédit à l'exportation.....	304
2ETP/6/2/6 ENTENTES. ZONES MONÉTAIRES. MARCHÉS COMMUNS. PAIEMENTS.....	305
2ETP/6/3 DOUANES. RÉGLEMENTATION DES ENTRÉES ET DES SORTIES	306
2ETP/6/3/1 RÉGIME. ORGANISATION	306
2ETP/6/3/11 Régime	306
2ETP/6/3/12 Organisation.....	307
2ETP/6/3/15 Tarification	307
2ETP/6/3/16 Litiges. Expertise	307
2ETP/6/3/2 TARIFS.....	308
2ETP/6/3/21 Tarif général	308
2ETP/6/3/3 RÉGLEMENTATION DES ENTRÉES ET SORTIES	309
2ETP/6/3/4 ADMISSIONS. EXPORTATIONS TEMPORAIRES ET EN FRANCHISE.....	311
2ETP/6/3/5 ORIGINE ET PROVENANCE.....	312
2ETP/6/3/8 RENSEIGNEMENTS. STATISTIQUES	313
2ETP/6/4 ACCORDS, TRAITÉS, CONVENTIONS ET ARRANGEMENTS COMMERCIAUX.....	314
2ETP/6/4/0 RÉGIME INTERNATIONAL.....	314
2ETP/6/4/1 EUROPE	314
2ETP/6/4/2 ASIE. AMÉRIQUE	315
2ETP/6/4/5 COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES	316
2ETP/6/4/6 CONFÉRENCE PERMANENTE DES CHAMBRES DE COMMERCE DE LA C.E.E. ⁽¹⁾	317
2ETP/6/5 ZONES FRANCHES	326

2ETP/6/6 RELATIONS COMMERCIALES BILATÉRALES(1)	327
2ETP/6/6/2 AFRIQUE(2)	327
2ETP/6/6/3 AMÉRIQUE	328
2ETP/6/6/4 ASIE	329
2ETP/6/6/5 EUROPE	330
2ETP/6/6/6 OCÉANIE	333
2ETP/6/8 TOURISME	334
2ETP/7/2 DOMAINE. SERVICES PUBLICS (1)	337
2ETP/7/2/1 ORGANISATION (2)	337
2ETP/7/2/3 GAZ. ÉLECTRICITÉ (3)	337
2ETP/7/2/5 HALLES ET MARCHÉS (1)	338
2ETP/7/2/8 VOIRIE (1)	340
2ETP/7/3 QUESTIONS ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES	343
2ETP/7/3/1 COMITÉ CONSULTATIF ÉCONOMIQUE ET SOCIAL (1)	343
2ETP/7/3/2 FINANCES PUBLIQUES LOCALES	344
2ETP/7/3/6 RÉGLEMENTATION ET POLICE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE	345
2ETP/7/3/7 PRODUCTION ET COMMERCE DE LA RÉGION PARISIENNE	346
2ETP/7/4 TRANSPORTS	348
2ETP/7/4/2 CIRCULATION (1)	348
2ETP/7/4/3 TRANSPORTS EN COMMUN (1)	349
2ETP/7/5 ENVIRONNEMENT. QUESTIONS SOCIALES	352
2ETP/7/5/4 QUESTIONS SOCIALES	352
2ETP/7/5/5 HYGIÈNE. ENVIRONNEMENT (2)	352
2ETP/7/7 URBANISME ET AMÉNAGEMENT RÉGIONAL	354
2ETP/7/7/0 ORGANISATION (1)	354
2ETP/7/7/1 PLANIFICATION	356
2ETP/7/7/2 ORGANISMES	357
2ETP/7/7/3 PLANS D'AMÉNAGEMENT. DOCUMENTS D'URBANISME (2)	359
2ETP/7/7/4 OPÉRATIONS D'URBANISME (1)	361
2ETP/7/7/5 AMÉNAGEMENT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL (1)	362
2ETP/7/7/6 PARCS DES EXPOSITIONS. PARCS D'ATTRACTIONS (1)	370
2ETP/7/7/7 AMÉNAGEMENT DE LA DÉFENSE (1)	372
2ETP/7/7/8 AUTOROUTES EN RÉGION PARISIENNE (1)	374
2ETP/7/7/9 PALAIS DES CONGRÈS (1)	375
- 2ETP/8 - OUTRE - MER	383
- 2ETP/9 - ARCHIVES DE L'ASSEMBLÉE DES PRÉSIDENTS DES CHAMBRES DE COMMERCE	386

2ETP/9/1 COMPTES RENDUS DE RÉUNIONS DE L'ASSEMBLÉE ET DU BUREAU	390
2ETP/9/2 DOSSIERS DE RÉUNIONS DE L'ASSEMBLÉE ET DU BUREAU (1).....	397
2ETP/10 - ARCHIVES ANTÉRIEURES A LA CRÉATION DE LA CHAMBRE DE COMMERCE DE PARIS.....	425
2ETP/10/0 INVENTAIRES DE TITRES ET DE TEXTES	428
2ETP/10/1 REPRÉSENTATION COMMERCIALE ET PROFESSIONNELLE.....	428
2ETP/10/2 CORPS ET COMMUNAUTÉS	428
2ETP/10/3 RÉGLEMENTATION DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE	429
2ETP/10/4 BRANCHES PARTICULIÈRES DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE	430
2ETP/10/5 MANUFACTURES DE PROVINCE	431
2ETP/10/6 COMMERCE EXTÉRIEUR, MARITIME ET COLONIAL.....	431
2ETP/10/7 HALLES ET FOIRES	431
2ETP/10/ 8 VOIES ET MOYENS DE COMMUNICATION	432
2ETP/10/9 ARCHIVES DE LA PÉRIODE RÉVOLUTIONNAIRE	432
 I – Sous-série 1 Mi : microfilms des registres de la correspondance au départ	434
II - Sous-série 5 Mi : microfilms des comptes rendus de réunions de l'Assemblée des présidents des chambres de commerce.....	436
III - Sous-série 6 Mi : microfilms des listes des électeurs.....	438
IV - Liste des modifications apportées au cadre de classement des archives	440
 ANNEXES	444
 1 - Les présidents de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris et de la C.R.C.I. de Paris	445
2 - Liste chronologique des chefs du secrétariat puis des directeurs généraux de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris depuis 1803	449
3 - Les ateliers-écoles. Historique et notices	450
4 - Liste des présidents de l'Assemblée des présidents, de l'A.P.C.C.I. puis de l'A.C.F.C.I. ...	460
5 - Tableau des réunions de l'Assemblée des présidents	462
6 - Conférence permanente des chambres de commerce de la C.C.E	473
I - Liste des présidents	473
II - Liste des assemblées plénières et des présidents de la délégation française	475

INDEX DES NOMS DE PERSONNES	480
INDEX DES THÈMES	487
TABLE DES MATIÈRES	508

Reprographie
CCIP-CIDRE
Dépôt légal décembre 1996